

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

#### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

#### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



#### A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

#### Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

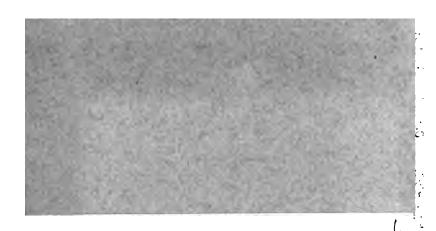
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

#### À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com







Professor Karl Heinrich Ran of the University of Meidelberg

PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN

BY

Mr. Philo Parsons

OF DETROIT

1871

### Panchlets Political Science.

#### Contests

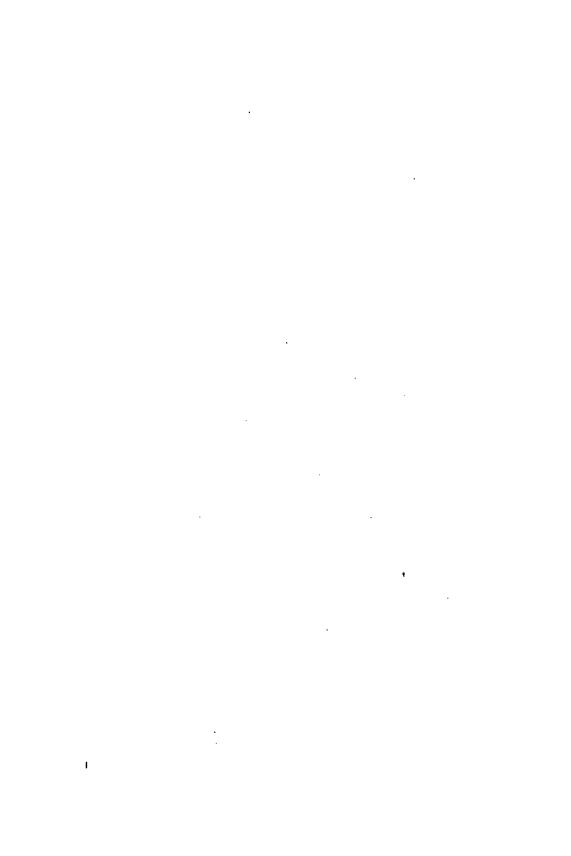
- 11. Weher dis exposition ?
  - 2. Ferther. Friedigien der Gesetzbeiter
  - S. Hammiver, Artirégéserz
  - 4. Fries. An reine haerler
  - Mueller. Stockswissenschoftling inte andeutunger. Medalantera baring;
  - a. Oldenburg Stastsgrundgesett
  - 7. heinherd. Weber jetzige zeroll de.
  - zeitgenabsse politik
  - e.bosder. Gebenspassitists and Schoater
  - plas stebwestliche Deutsins-
  - 10 %astreden bei der am 2 = - delberg ..der Bacisher - -







JA ∂ ∂, E18

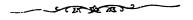


18 Falilies 5

# Woher die Opposition?



Ein Wort von liberaler Seite.



ve.lo

Rarleruhe.

Madlot'iche Buchbruderei.

1869.

Woher die Opposition? so fragt die Regierungezeitung erstaunt, weil die in Offenburg getroffenen Berabredungen die Bilbung einer felbständigen national-liberalen Partei in Aussicht

genommen haben.

Die Frage ist unrichtig gestellt, die Berathung in Offenburg hat nicht die Bildung einer Oppositionspartei zum Ergebniß gehabt; ein selbständiges Auftreten ist noch nicht Opposition, es kann nur dazu führen, und zwar dann, wenn die Regierung beharrlich einen Weg geht, den die liberale Partei als einen irrethümlichen, die nationale Sache zugleich mit der Sache des Fortschrittes in Schaden bringenden ansehen muß.

Aber eine Erklärung liegt in den Offenburger Beschlüffen, die Erklärung, daß die zu ihnen stehenden Männer die Regierung nicht mehr schlechthin als ihre Führerin ansehen, und daß diese Männer sich nicht mehr schlechthin als die der Regierung ergebene Partei betrachten, welche derselben in der Kammer ihre Unterstützung gewährt. In so sern ist allerdings eine Trennung eingetreten, die national-liberale Partei soll hinfort nicht mehr die getreue Regierungspartei, sondern eine auf ihrem eigenen Brosgramme stehende senn.

Woher diese Trennung? so lantet also die Frage. Diese Trennung, so sagt man, ist im gegenwärtigen Augenblick eine Gesahr der nationalen Sache, und eine Stärkung der ultramonstanen Partei, welche über reiche Mittel zur Bethörung der Landsbevölkerung gedietet. Ja, es nuß eine dringende Nothwendigkeit vorgelegen sehn, um diese Trennung auszusprechen, und diese Nothwendigkeit nung erwiesen werden.

Die Trennung ist nicht in Offenburg erfolgt, sie ist in Karleruhe gemacht; sie ist nur endlich ausgesprochen worden, nachdem man zur Ueberzeugung kam, daß längeres Berheimlichen den Untergang der Liberalen Partei und die äußerste Gefährdung der nationalen Bestrebungen im Lande zur sichern Folge haben würde. Bielleicht ist nur zu lange gezögert worden; die weitgehende Gedall der Partei wird

am besten dadurch bewiesen, daß man im Lande im ersten Augenblick erstaunt über die Offenburger Berathung und ihre Ergebnisse war, und das Berständniß ihrer Bedeutung nur nach und

nach gewinnt.

Die Trennung ist in Karlsruhe gemacht. Dort scheint man sich dem irrthümlichen Glauben hingegeben zu haben, als sen die Regierung Alles; als fen fie bie herrin ber Lage; als werbe Die liberale Rammerpartei immer zustimmen, wenn die Regierung ernstlich will, und um so sicherer, je weniger biefe fich um eine etwaige Ungufriedenheit fummert. Sat man Diefen Grundfat nicht gehabt, fo mar menigftens Rudfichtelofigfeit gegen bie tonstitutionelle Stellung der Rammer. Berkennen ihrer Stimmung. Brethum über die Tragfraft einer liberalen Regierungspartei porhanden. Aber eine liberale Bartei ift feine Bartei, die um jeben Preis minifteriell fenn tann. Gie erfennt nur bas Dinisterium als Führer der liberalen Sache an, welches Tatt und Gefühl für ben Bulsschlag des Bolkes und volle Achtung vor ben konstitutionellen Grundsätzen und Gewalten bat, und augleich liberal verwaltet. Ministerielle um jeden Preis stimmen ftete mit bem Ministerium. Gine freifinnige Bartei bat ihr Bringip jum oberften Richter, ihre Buftimmung ift frei, sie lagt fich weber awingen, noch imponiren, sie kann nur gewonnen werden, wenn ihr Prinzip von der Regierung überall und immer geachtet wird.

Die liberale Partei ist eine aufrichtig konstitutionelle. muß deghalb ihre Wurgeln in dem Bolfegeifte haben, denn fie will die Einigung der monarchischen Regierung mit den dem Bolfe zustehenden Rechten. Wo fie geschädigt wird, find es nicht, wie irriger Beife der freilich jur Zeit wenig empfindliche Geift der Bevolferung zu glauben verführt werden foll und fonnte, die Mitglieder der Bolfevertretung, deren Empfindlichfeit verlett wird, sondern das Bolt felbst ift es. Geine Bertreter tommen nicht in den Ständefaal um ihrer felbft willen, fie fegen bort nicht etwa nur ihre eigene Ehre und ihr eigenes perfonliches Ansehen ein, sondern zugleich und vor Allem die Ehre des Bolts: deffen Theilnahme an der Gesetgebung und Regierung, beffen Kraft und Ansehen ift es, für welches die Bertreter einguftehen haben. Halten fie die Rechte des Bolfes hoch, fo muß und wird diefes auch feine Bertreter fcuten. Bliebe ce theilnahmlos, fo mußte es fich gefallen laffen, daß feine Stimme verftummt, und ce fonnte bann lange bauern, bie fie wieder gehört wird.

II.

Die fonftitutionelle Geschichte ber letten zwei Jahre ift ein fach, und fie wird ben Beweis bes Gefagten liefern. Als ba

Ministerium von 1860 nach dem Ariege von 1866 seinen Rück tritt nahm, gefchah es, um dem Lande billigere Bedingungen bes Friedens und der nationalen Bolitif, wie sie die Kriegsereignisse geschaffen hatten, einen ftarten politischen Salt in einem neuen Ministerium von unzweifelhafter Hinneignug an die preußische Führerschaft zu geben. Das Minifterium Mathy wurde gebilbet, Jolly trat ein, Riemanden tonnte bies befremben. Der Landtag fah in diefem Ministerium ben Ausbrud der nationalen Bolitit, welche er für bas Wohl Deutschlands und Badens insbesondere fordern zu müssen glaubte. Die nationale Sache war fo fehr in den Bordergrund aller politischen Bestrebungen getreten, daß fie damale die wichtigfte Seite jedes politischen Broarammes bilbete, eine Bedeutung, die fie bisher nicht verloren hat. Der im Berbit 1866 zusammengetretene Landtag, inebefondere die 2. Rammer lieh daher dem Ministerium seine volle Unterstützung und die 2. Rammer nahm es stillschweigend bin, daß der Ministerpräsident etwas auffallend und fast tendenziös die 1. Kammer zu bevorzugen ichien. Bei einigen Differengen ilber Steuererhöhung und vermehrte Huegaben fügte fich die Regierung den Kammerbeichlüffen.

Ebenso begann der Landtag von 1867 auf 1868. Die Gemeinsamkeit der nationalen Politik bitdete die Grundlage der Einigkeit. Die Borlagen der Regierung setzen die im Jahr 1860 begonnenen Resormen sort, die Minister, zum Theil aus dem frühern Ministerium wieder eingetreten, besäßen die Achtung des Hauses. Der nationalen Sache wurden die Opfer gebracht, welche sie verslangte. Selbst die dreisährige Präsenzzeit wurde im Budget bewilligt, allerdings ungern, allerdings mit der Beschränkung, daß der Regierung gegenüber die Erwartung ausgesprochen wurde, sie werde davon nur dann vollen Gebrauch machen, wenn die Umstände es unadweislich erheischten, andernfalls aber namhafte Ersparnisse eintreten lassen; aber sie wurde bewilligt, um in diesem entscheidenden Angenblicke zu zeigen, daß für die nationale Sache und ihre Farderungen, wie sie der Rorden Deutschlands bewilligt hatte, and bei uns die Opferwilligkeit nicht fehle.

Nur in einigen Puntten wich die 2. Kammer ab von dem Berlangen der Regierung. Eine der preußischen ähnliche Militärstrafgesetzgebung, wurde vorgelegt. Diese Gesetzgebung, beren Inhalt dem Süddentschen befremdend, wenn nicht mehr zu sein schien, war die 2. Kammer nicht gewillt anzunehmen. Ihr Ausschaft ertfärte dies unverhohten: mit Wissen und Willen der Regierung blieb diese Mititärstrafgesetzgebung, deren Berwerfung in der 2. Kammer sicher war, im Ausschuß unerledigt, um die förmliche Verwerfung in der Kammer zu umgehen.



Im Budget felbst befanden fich große Anforderungen für militärische Zwede. Die im außerordentlichen Budget aufgenommenen wurden um etwa 11 Dillion ermäßigt, Die Regierung mar damit einverstanden. Im ordentlichen Budget traten gleich= falls Reduktionen ein. Es war insbesondere ber Gagentarif für Offiziere und Kriegsbeamte, melden die Regierung vorgelegt hatte, ber ermäßigt murbe. Die geforderten Summen ftauben außer Berhältnig mit den Besoldungen anderer Beamteter. Kein anderer Grund, der nicht aud fur die Befoldungeerhöhung der Bivilbeamten gesprochen hätte, lag vor, als daß Preußen die höhern Offiziere noch höher belohne, und daß wir daher nach und nach au beffen Gagen hinauffteigen mußten. Die Rammer lebnte bice ab, fie fand gur Beit nur eine mäßige, in unfern eigenen Berhältniffen begründete Erhöhung ale billig, die Regierung schien auch hierin sich zu beruhigen.

Bei dem Budget der Gejandtichaften glaubte die Kammer der Abgeordneten gleichfalls eine Ersparniß vollziehen zu können. Es schien ihr insbesondere der italienische Gesandtschaftsposten seine Mission erfüllt zu haben. Sie bewilligte nur außersordentlicher Beise und nur bis zum 1. Juli d. I die Mitztel, obgleich die Regierung, zum Theil unter Hinweis auf das Berhältniß zu Preußen, dessen Kortdaner schimmstenfalls wenigstens auf 1 Jahr wiederholt begehrte. Die Kammer schlug die Mittel ab; schon damals stellte der Ministerpräsident ziemisch deutlich in der 1. Kammer in Aussicht, daß die Regierung sich um den Beschluß der 2. Kammer nicht groß kümmern werde.

In allen diefen Dingen lag doch ichon etwas von einem prinzipiellen Gegenfat. Der Rammer ichien die Lösung der nationalen Frage vorerft von Seite Badens nur das Eingehen auf das Wejentliche, insbesondere das Gingehen auf die Heeres: und Wehrverfassung und Organisation des nordveutschen Bundes zu Gie fand, daß die außerwesentlichen, uns fremden und jum Theil fostspieligen Buthaten füglich bis jum wirklichen Eintritt und bie dahin verschoben werden tounten, daß Badens Abgeordnete im Reichstage des deutschen Bolts mitberiethen, und dort fich Wehör verichaffen fonnten. "Sollte," fo jagt der Budgetbericht, "Die babiich: Divifion einmat letiglich Theil eines deutfchen Beeres werden, jo mag, was für Dentschland gitt, auch für und gelten". Die Regierung ging im Gifer weiter, es schien, als wolle fic Alles, was im "Minfterftaat" Preugen gilt, sobald als möglich bei uns einführen, einerlei ob es wesent= lich ober nicht wesentlich fen, ob es nur eine um bes großen Zieles willen une feiner Zeit erträgliche, an fich unan-genehme Zugabe jen, oder ein Ausfluß Die Grunofages. Am schärfsten hat diesen Gegensatz ein offiziöser Korrespondent der Karlsruher Zeitung kürzlich bezeichnet. Das vorläufige Programm von Offenburg will, daß Baden als gesundes Glied in den Kör-

per des deutschen Reiches eingeführt werbe.

Der hochgestellten offiziofen Reber ift aber "bas beutiche Reich" etwas nicht Definirtes und Definirbares, eine Art Belleitat! Moge man une doch die ichwarmerische 3dee laffen, baß aus der Bereinigung des Nordens mit den beutichen Gudftaaten Deutschland und das beutiche Reich entsteht, fie ift wirksamer, ale wenn wir glaubten, es murbe baraus nur ein vergrößertes Konigreich Breugen entfteben. Much bas beutiche Reich fann, ja ce foll ein Dufterftaat merden, und es wird um so mehr einer merden, wenn darin nicht alle Berhältniffe durchaus fo geordnet find, wie heute in Breugen, bas bortige Bute in allen Ehren gehalten! Dag wir aber vollig bereit find, auch in ben norddeutschen Bund einzutreten, wie er ift, fagt das Programm ausdrücklich. Wir halten diesen nordbeutschen Bund für einen großen Fortschritt ber Ginigung und für ben allein offenen Weg gur Ginigung und wir icheuen une nicht, Diefen Weg in betreten. Bur muthe une Niemand ju, ju glauben, daß der norddeutsche Bund heute schon ein vollfomme= nee Staatsmefen, und dag er mehr fen, ale ein entwicke= lungefähigee Staatemeien.

III.

Der eben geschitderte pringipielle Unterichied mag flein fenn, obgleich er feine eigenthumliche Ronfequenzen hat. Jedenfalle erichien er damale geringftigig; wollten beibe Theile boch die Sanvtfache, Bereinigung mit dem Nordbund, Ginfritt in den Reich tag. Die Nammer fdwieg daber, felbit ale Die Ertlärung wegen ber florentiniichen Befandtichaft in ber 1. Sammer erfolgt mar. Da ftarb gegen Ende bee Landtage ber erfte Trager Des Ministeriums, Mathy, und es vermaiste Die Stelle tee Ministerprafidenten zugleich mit ber bee Chefe bee Finang und Sandeleministeriume. Gine Woche etwa nach diefem Todesfalt überraschte ein in ber That eigenthumliches Greigniß Die Bervollständigung des Ministeriums murde erwartet, welcher Urt fie fenn werde, mar in tiefes Dunkel gehüllt. Roch hatte am Bormittag der vielfahrige Chef bee Rricgemintfteriume, Berr Ludwig, Das Budget Des Mriegeministeriume vertheidigt, und über seine gufunftigen Plane da und bort Aufichluß gegeben. Alte gefälliger Rollege faß Berr Jolly, ber Chef bes Minifteriume tee Innern, ibm gur Geite. Wenige Stunden barauf erfuhr man bereite officiell, daß Berr Jolly Chef bee Staateministeriums geworden, die Minister Stabel und Ludwig entslassen und ihre Bosten unbesetzt sepen, daß die Finanzen Herr EUstädter, das Handelsministerium Herr v. Dusch erhalten habe. Die Justiz blieb verwaist, Herr v. Frendorf versah sie einstweislen, für die Kriegsverwaltung übernahm Herr Jolly die interimisstische Besorgung; man wußte aber bald, daß ein prenß. General Kriegsminister werden sollte.

Der Eindruck, den diese Umwälzung des Ministeriums machte, ware fast erheiternd gewesen, wenn nicht ernste und gewichtige Erwägungen und Bedenken den Scherz verdorden hatten. Jeders mann hielt die erste Nachricht für eine müßige Erfindung von so bizarrer Art, daß sie von keinem Urtheilsfähigen geglaubt werden könne. Nur der die Wahrheit verdürgende Inhalt des offiziellen Theils der Karlsruher Zeitung vermochte die eigenen Angen der Leser zu überzeugen. Dieser Eindruck war der gleiche bei allen Parteien, für die Liberaien, wie Denvokraten, für die Ultramonstanen, wie für die stärksten Regierungsanhänger.

Dieser Eindruck galt nicht den beiden Minnern, welche in die Berwaltung gerufen waren, sie sind an sich achtungswerth und in ihrer Art als befähigt bekannt. Er galt auch nicht dem fünftigen Kriegsminister. Seine Wahl für sich allein und in dem Augenblick, in dem das Heerwesen nach preußischem Vorbilde umgebildet werden sollte, war erklärlich, und ihn begleitete der Rusmilitärischer und organisatorischer Tüchtigkeit. Dieser Sindruck war die Folge des ganzen Verfahrens, der Kombisnation desselben, und der daraus sließenden Konsequenzen. Wie die der nationalen Sache feindlich gesinnten Parteien sich barüber ergötzen, so mußte sich dadurch die liberale Partei bekümmert und in ihrer Stellung im Lande geschädigt fühlen.

Es war ein gemischtes Gefühl, welches das Land überkam. Mit mehr als erkältender Schroffheit sah es von dem neuen Chef des Staatsraths die alten Minister verabschiedet, während ihre Stellen unbesetzt blieben. Zwei neue Männer traten ein, beide dem Lande politisch unbekannt, beide selbst in den Fachministerien, die ihnen übertragen wurden, ganz oder beinahe fremd, und ohne daß sie noch jenen Rus besessen hätten, der dem Bolke ihre Bahl begreislich machen konnte. Die ganze Kombination war so beschaffen, daß sie dem nach äußern Berhältnissen urtheilenden Theil des Bolks widerstreben und seine Institute verlegen mußte. Da kounte man wohl mit Fug und Recht fragen: Woher dieses Ministerium?

Roch heute tann man fragen: Woher dies Ministerium? Diese Frage ift noch ung elbet. Herr Minister Solly begleitete zwar seiner Zeit die Nachricht von diesem Ereignis mit einer fle

nen Rebe, sie klärte aber weber die Berabschiedung ber alten Minister, noch die Wahl der neuen, noch das Offenslassen weier Ministerstellen auf. Hatten die alten Minister das Bertrauen verwirft und wodurch? Hatten sie sich der von Mathy vorgezeichneten Politikwidersett? Besahen die neuen Minister das öffentliche Vertrauen in irgend einem erkennbaren Grade? Blieb das Instizministerium Herrn von Freydorf vorsbehalten, und war ein neuer Chef für das Answärtige zu erwarten? Woher wird er kommen? Niemand beantwortete diese und noch so manche andere mögliche Fragen, Niemand brachte jemals die geringste Klarheit in einen Vorgang, der in einem konstitut in eilen Staate seinem Wesen nach klar und unzweidenztig seyn sollte.

Die Karleruher Zeitung belehrt uns jest, daß Berr Jolly einen Bertrauensauftrag S. R. Hoh. des Großherzogs vollzog. ale er das Ministerium bildete, und dag diese Reubildung burch ein Ereigniß des Schickfals, den Tod Mathys, herbeigeführt worden fen. Wir haben geglaubt, daß burch den Tod Mathne nur feine Stelle frei geworden sen. Nahm die Bräsidentschaft des Staats= ministeriums aus politischen Gründen Herr Jolly ein, wie es geschah, so waren noch zwei Fachministerien zu besetzen. Gab man fie Herrn Ellfiadter und Herrn von Dufch, fo murde man fich barüber etwas verwundert haben, aber doch nicht zu sehr. herrn Stabel oder Ludwig diese Rombination, so tounten fie austreten, und barüber hatte man fich bann wieder nicht allzu fehr Alber es handelte fich gar nicht um eine Erganzung verwundert. des Ministeriums, sondern um eine totale Reubildung desfelben. Co muffen also neben dem Tode Mathye noch andere Gründe vorgelegen senn, welche die Auflösung des alten Ministeriums forderten; diese Gründe sind uns bis heutigen Tags vorenthalten. Wir fonnen darüber nur Vermuthungen aus den Thatjachen anstellen, wie sie vorliegen.

Man fann in Dentschland ersahrungsgemäß Ministerien entsweder bureaufratisch oder politisch bitden, und im letztern Fall entweder sie konstitutionell zusammensetzen, oder im Widerspruch mit der Mehrheit der Bolksvertretung und der Stimmung des Landes sie wählen, um ein politisches Sonderinteresse durchzususühren. Im erstern Fall beruft man tüchtige Fachmänner, welche sich im Staatsdienste ausgezeichnet haben, im letztern Männer von hervorragender politischer Stellung. In einem kleinen Lande psiegt neben den Fachmännern nur ein und der andre Minister die politische Seite zu vertreten, wobei vorausgesetzt wird, daß die mehr als Fachmänner eintretenden Minister mindestens seine Gegner der politischen Richtung sind, die das Ministerium vertreten soll. Der



Borgang bei Neubildung des Ministeriums und die Ausscheidung der alten Minister hat nur Sinn, wenn man annimmt, daß die Bildung des Ministeriums vorzugsweise ein politischer Alft war. Die Absicht dabei ging, wie man wohl einräumen kann, nicht dashin, im Widerspruch mit der Bolksvertretung ein Ministerium zu bilden, das eine Sonderausgade zu verfolgen hatte. Es bleibt also staatsrechtlich zum übrig, daß auf tonstitutionellem Wege ein konstitutionelles Ministerium gebildet werden sollte, wenn man sich nicht mit den vorhandenen Kräften genügen ließ, und sie einsach durch Fachmänner vervollständigte, wogegen sicher Niemand eine Einwendung erhoben hätte.

Es ist sehr schwer, der Kartsruher Zeitung begreistich zu machen, wie man ein konstitutioneiles Ministerium bildet. Ihre Darstellung ist so beschaffen, daß man sie nicht ohne einigen Humor bekännzsen kann. Ter neue Staatsrechtelehrer der Karlseruher Zeitung hätte am wenigsten nöthig gehabt, über Bluntschlit und Lamen sicht Explaumen auszusprechen, weil sie das Jollysche Bersahren nicht in Schus nahmen. Er wird sie schwertich belehrt und bekehrt haben. Es gab unt gibt Staatsrechtslehrer, welche behannten, ein Landesherr habe sich der Berufung seiner Misnister um Boltsvertretung und Boltsstimmung gar nie zu bekümmern, aber keinen, der den verschischen (!) Austrag eines Staatsmanns, ein Ministerium zu bilden, so aussast, daß dieser nur im Schleier des tiessten Wecheinnisses, ohne mit politisch einslußereichen Männern zu reden, nun inkognito Minister suchen müsse, welche dem Lande wie ein unerwartetes Ereignis vorgestellt werden.

Riemand tann verminftiger Weife fagen, daß der Bollgug des landesherrlichen Anstrags, ein Ministerium zu bitden, hindere, daß dies Ministerium auf eine dem Lande begreifliche Weise entstehe und gebitdet werde, and mindestens tonstitutionell ware es unbestritten gewesen, sich in irgend einer verbindlichen Weise darüber mit der Mehrheit der damais verfammeten Bolfsverfretung und beziehungsweise mit ihren Organen in ein die Erhattung des Bertranens ficherndes Benehmen zu fegen Damit foll entfernt nicht gefagt fenn, daß es nöthig war, Manner diefer Mehrheit mit Minifterpoften gu bedenten. Bielleicht, bag fich diefelben gar nicht bereit dazu gefunden hatten, foldte unter gemiffen Bedingungen zu übernehmen. Bedenfalls mare aber dadurch die Klarheit entstanden, die bente noch fehlt. Denn nur eine Thatsache ging fofort und zuveridifig aus der neuen Minifterlifte bervor, die Thatfade, daß es fünftig unr noch Ginen volitisch entscheidenden Mann im Staatsrathe gebe, den Präsidenten bee Staateministeriume, Die etwas exempte Stellung des später einaerretenen Arisasministers vorbehalten.

Am letten Tage, an welchem die 2. Rammer tagte, wurde ihr von diefem Ministerium Anzeige erftattet. Sie beantwortete die Einladung, der neuen Bermaltung ihr Bertrauen zu fchenken, mit Schweigen. Die Karleruher Zeitung meint, fie hatte ftatt deffen reden follen. Bas hatte fie fagen, mas thun follen? Das Finanzgeset, dessen Erledigung noch ihre einzige nennenswerthe Aufgabe bildete, verwerfen? Oder follten ihre Führer bloß Reben des Difvergnugene über das Borgegangene halten, damit ihnen die offiziofen gedern vorzuwerfen Belegenheit hatten, baß perionliche Empfindlichfeit, verlegte Gitelfeit, unbefriedigte Schnfucht nach Ministerstellen ihre Reden ihnen eingegeben? 3a, bie Rammer ichwieg, fo ftill und lautlot war fie, daß herr Staatsminifter Bolly, wenn er andere dafür einen Ginn befitt, darin die lautefte Stimme ber Unzufriedenheit und Difibilligung hat hören muffen. Doch wir hören durch die Karteruher Zeitung weiter, daß die Eröffnung über die Reubildung des Ministeriums noch am leuten Tag der Seifion aus Rudfichten für die Rammer erfolgte, bamit diese noch Kenntniß davon nehmen fonne. Gine fcone Rlarheit, in der That, die daraus entstand! Die alten Minister entlaffen, ihre Departemente unbefett, für Sandel und Finang zwei politisch unbefannte und einfluftofe Manner berufen! Bahrlid, Dicier Brund fann bem Berlevenoften am gangen Bergang beigegahlt werden!

#### IV.

Aber die Kammer schwieg; fie ging nicht in guter Stimmung nach Haufe. Die Zollparlamentemahlen standen vor der Thure. Die Rammer brachte dem Bolfe erhöhte Steuern und erhöhte Wehrlaft; das brachte fie als Folge ihrer patriotischen Hingebung. Sie hatte fich ale minifteriell gezeigt. Sie brachte nun auch ein neues Ministerium. Aber fie brachte feines nach fonstitutionellen Regeln, feines, welches bei den Bahlen durch feinen Ruf eine Stute der Partei werden fonnte, fie brachte eines, für welches dem Bolt jegliches Berftandnig fehlte, welches bei den Wahlen ale fräftiges Agi= tation emittel gegen bie Regierung and ber fie unter frügende Rammerpartei benugt werden tonnte, und fie fühlte bles um fo tiefer, je fiegere Beit ihr bi verlan gerte Geffion gelaffen, ihre Mitburger aufzutlaren. Wie viel leich= ter hatte die liberale Partei bas neue Ministerium ertragen, meine es licht bie eolistem Mangel an Gefühl für ben Bergichlag bi. But bor den Bollpactamentemahlen, fondern einige Wochen junter gebildet worden mare!

Die Wahlen zum Zollparlament wurden vollzogen; sie waren kaum befriedigend zu nennen. Ohne Zweisel waren es Federn, welche in ihrem offiziösen Eiser zu weit gingen, als sie, die zuerst über die vereitetten Höffnungen der tiberalen Führer bei Bildung des Ministeriums gesvottet, jetzt die fühne Behauptung aufstellten, nicht dem Ministerium, sondern der Kammer und ihren Führern habe das Vott eine Niederlage dadurch bereiten wollen, daß Lamen, Rieser, Echard bei den Wahlen in den ultramontanen Bezirfen Walldürn, Tauberbischeim, Vaden, Büht, Offenburg, Wolfach und Kenzingen in der Minderheit blieben. Warum sind die Herren Minister dort nicht als Kandidaten aufgetreten?

Die liberale Partei schwieg noch, trot mancher Kränkungen, sie hielt die Sache selbst für zu hoch, als daß sich eine Tremung ohne äußerste Noth rechtsertige. Sie deckte immer noch mit dem Rufe ihrer Partei das Ministerium, auch das neue. Denn bis auf die neueste Zeit hatte, wie gesagt, das Land die lleberzeugung, daß die liberale Partei ministeriell sen.

Bald darauf führte das Ministerium einen Theil der Militärstrafgesetzgebung in ber form eines provisorischen Gefeter ein; fast muß man glauben, daß ichon am Schluß der Rammerieifion dies Provisorium vorbereitet war Das proviforische Weser enthätt erhebliche Bestimmungen aus demsetben Entwurfe, welcher der Rammer vorgelegt worden war, und deffen Berathung mit Wiffen und Willen der Regierung nicht vorgenommen wurde, weit eine Berwerfung in sicherer Aussicht stand. Das Land tennt in seiner tonstitutionellen Geschichte fein zweites Beifpiel eines unter folden Umftauben erlagenen provisorischen Gesetzes, so wenig als die Berfassungsurtunde dafür einen rechtsertigenden Paragraphen besitzt. War eine dringende Nothwendigkeit für den gangen Inhalt des provisorischen Gefeves vorhanden? Rein, durchaus nicht. Man fagt vielleicht, in einigen Bunften bedurfte man der Erganzung von entstandenen Bücken, wie etwa wegen Bestrafung der Defertion. But, fo hätte man dafür rechtzeitig mit den Rammern Borforge treffen tonnen oder man hatte fich bei tonftitutionellem Berfahren auf die engste Begrenzung diefer guder im Provisorium befchränten muffen. Aber man fand eine weit größere gude und ergänzte sie durch ein provisorisches Gesen. Weshath hat denr die Regierung diese linke und alles überhande bierin Rothwe-Dige nicht auf dem einfachften Wege ausgefiltt, fich mit der r fammelten Rammer in vereirbaren? Man tonrie ja nöthi falls den Landtag beurtauben, um eine Renbearbeitung Des liebigen Ertwurfes in volltieben. Bogn ber haftige Nom

folug, wenn man wußte, daß luden der Gefetgebung in dringlicher Beife ber Ausfüllung bedurften? Legt es bie Berfaffung in die Liebhaberei der Regierung, ob ein Gefet unter Bugug der Stände oder in provisorischer Machtvolltommenheit der Regierung zu erlaffen fen? Diefe Ludentheorie in Berfaffung und Befetgebung fennen wir: fie ift nicht babifchen Urfprunge; fo gahlreich die Rampfe maren, welche Babene Bolt und feine Bertreter um die Berfaffung ju fampfen hatten, fie mard bamals bei une nicht erfunden. Roch nie fagte man : die Rammer will Dies Gefet nicht, gut, jo erlaffen wir nach Schluf ihrer Geffion wenigstene ein Stud bavon - proviforisch. Ift bies Thatfache, jo wird fie fich auch im Andern fugen. Roch nie hat man überhaupt am Schluffe eines landtage ein probiforifdes Befes über Dinge erlaffen, über welche man mit den Rammern fich hatte vertragen konnen, und nicht vertragen hatte. Ja felbft ber Gegenstand diefer Provisoriums ift fo beschaffen, daß noch nie ein Diinisterium in friedlicher Zeit provijorifche Befete über folche Begenftande erlaffen hatte. Bielleicht, daß man fich früher Die Rammern weniger gefügig dachte; vielleicht, daß man bas tonftitutionelle Recht andere auffafte. Der es gab fruber noch fein Bedurfniß gur Rettung einer nationalen Gache, welche ale politisches Universalmittel - alle Dlagregeln rechtfertigt. wenn fie nur berlinerischer Berfunft find! Wir wissen nicht. wie weit die Gelbstverläugnung und Gefügigfeit einer fünftigen Bolfevertretung reicht; aber fie ift nicht Jebermanne Sache, mag man immerhin minifterieller Geite bon Intrigue fprechen, und unbefriedigte Gitelteit ale Triebfeder der Rlagen angeben: noch fieht Bielen Das Berfaffungerecht des Landes an hoch, ale daß fie dem Cate buldigen fonnten: Die Regierung ift heute Alles, die Bolfevertretung bedeutet unter den jegigen Berhältniffen Richte mehr.

V.

Die Gesandtschaft in Florenz war nur bis 1. Juli d. 3. im außerordentlichen Budget bewilligt. Ein Versuch, sie auf ein Jahr zur Bewilligung zu bringen, war noch in den letten Bochen der Session gescheitert. Die Regierung sagte in der ersten Rammer, daß wahrscheinlich sich Gründe zeigen würden, um den Gesandten, ungeachtet des Beschlusses der Volksvertretung, länger zu belassen. In der That, der badische Gesandte ift noch in Florenz. Welches sind die Gründe, die das beobachtete Versahren rechtsertigen? Es mögen immerhin solche vorhanden senn, sie sind aber nicht zur öffentlichen Runde gekommen. Es ist wohl nicht unbescheiden, zu fagen, daß die Stellung



der Bolksvertretung die Regierung zur offenen Darlegung der Ursachen und Berhaltnisse hätte veranlassen sollen, weshalb die

Befandtichaft nicht eingezogen werden tonnte.

Der Militäretat hatte bezuglich der höheren Offiziere zu einer Anfrage Echarde Bergulaffung gegeben, ob das glaubhaft umlaufende Berücht über bevorftehende gahlreiche Benfionirungen, besonders auch aller der Offiziere, welche vom Unteroffizierestande auf avancirten, in Wahrheit gegründet fen. Gine aufriedenstellende Erklärung des damaligen Briegeminiftere beruhigte die Bolfevertretung. Aber die feither erfolgten Benfionirungen find jo zahlreich und der Art, daß fie ichwerlich mit ber danigligen Regierungezusage in Ginklang zu bringen find. Reue fteben noch bevor, von benen man fagt, daß fie in Berbindung mit dem Blane fenen, bobere badifche Offiziere in die preußische Armee, höhere vreufische nach Baben zu verseten. Daß diefer Plan in größerer Ansdehnung vollzogen werben follte, wird richt gelängnet werden tonnen; er fcheiterte an ber Abueigung der badischen Offiziere zu diesem Tausche, und fcrumpfte fclieglich und zur Zeit in einen Gall gusammen, in ben Uebertritt eines babifchen höhern Offiziers und den Gintritt eines preußischen Oberften in ein Regiment in Karleruhe. Man begreift recht gut, daß ein fleineres Land, wie Baden, einmal tüchtige Techniker, einen Kriegeminister, einen Generalstabs: Chef aus bem reicher Materiale einer großen und in den Baf fen bewährten Armee, welche unfer Borbitd geworden ift, auf aufuchen nothig habe. Dies ift geichehen und babei mag es fein Bewenden haben. Der Taufd der Offiziere, der Bezug preugifcher Oberften oder Bataitlonstommandeure tann, wir fürd beffen überzeugt, im Lande nur mit Miftrauen und Widerwiller angefeben werden und muß, fo lange Baden nicht im ftaatlichen Berband mit dem deutschen Rorden fieht, ohne der nationalen Idee das Geringfte ju ruben, fie tediglich ichadigen Dieje Dagregel hat zugleich einen fehr frarten Beigeschmack. Gie führt inbireft und auf dem Wege der Thatfachen abermals duhin, daß ein Beidenft der Stände, diesmal ein deit Beutel bes Bolts ichonender, tabm gelegt wird. Der preuf Bifche Gagentarif und feine Anbahnung wurde von der Botts vertretung abgelehnt. Geine Bejotoungsjage vom Sauptmann erfter Maffe an fiehen anfer allem Berhattnif mit dem Bezinge unferer Civilbeamten. Gie murden das Militärbudget namhaft erhöhen.

Die neuen vreißischen Baderer werden ohne Zweisel vreugische Wagen beziehen, die badischen Preußen werden bei ber Rücksche, welche sicher zu erwarten steht, ihre preußischen Wagen behatten. Wer konnte hiedern, daß der übrigen babischen Offizieren die gleiche Besoldung gegeben würde? Eine solche sie zurücksehnde Ungleichheit verstieße gegen das Rechtsgefühl. Abermals entschiede die Thatsache, der von den Ständen abgelehnte Tarif hoher Bezüge wäre da! Auch urtheilt das Bolfsgefühl ganz richtig, wenn es tein Bergnügen daran sindet, daß die Luft der Residenz sich all zu sehr mit dem Geiste höherer preußischer Offiziere oder solcher sillt, bei denen nur spezifisch preußische Einrichtungen und Zustände irgend eine Werthschäuung sinden. Er sucht in diesem Geiste nicht die Bersteidiger seiner Berfassung und des Fortschritts, denn das Boltszgesühl liebt nicht Maßregeln, welche im Effett klein, wenn nicht schädlich — ärgerlich, wenn nicht verletzend, turzledig und doch tärmend und allarmirend sind, und keinenfalls der nationalen Richtung im Lande, dem Wohlgefallen des Bolts an derselben und damit wichtiger verlitischen Interessen Borschub leisten.

VI.

Die erheblicheren Borgange, deren seither erwähnt ift, betreffen die Kriegeverwaltung. Allein der Chef des Rriegeminifteriums wird am leichteften entschuldigt werden muffen. im Lande nicht zu Haufe, die fonftitutionellen Bewohnheiten Badens find ihm nicht befannt, er mußte darüber von den fundigern Männern des Staatsraths Aufschluß erhalten. Das Offenburger Programm fiellt aber auch den Sat auf, bag eine Nadjahmung der Richtung des prengischen Kultusministeriums in religiolen und miffenschaftlichen Dingen nicht zu billigen fen. Diefer Can hat bei ber Marleruher Zeitung großen Anftog gefunden, er wurde als Berdächtigung bezeichnet, obgleich ber Sat nur ben Ausdruck einer Besorgniß enthält. Diese ift allerdings durch einige Thatsachen hervorgerufen worden. In geringent Dlage behaglich mar Vielen die höfliche und diplomatische Korrespondenz des Stagtsministere Jolly mit der Aurie, welche fammt den febr wenig höflichen und wenig diplomatischen Antworten von Freiburg jüngst von ultramontaner Seite publiziet worden ist, deren Endergebniß der volle Sieg der Murie mar. Wer diese gewundenen Schreiben liest, wird fich bes Gefühls nicht erwehren konnen, daß man in völliger Selbsträuschung sich da eine person liche Leifen ng efahigteit gutraute, wo erfahrungegemäß nur ein fachliches Borgeben zum Biele führen fann. Welches Ergebniß für das Wohl des Landes tann eine diplomatifche Dienstbereitwilligkeit erzieten, welche faft bis jur Benachtheiligung ber Bürde bes Staates vorgeht, wo man einem prinzipielt handelnden und urtheilenden Gegner gegenübersteht, und nicht eine Giner Macht, Die für Worte Gaden hingibt? Kommt man unter folden Ber-

hältnissen nicht in starte Bersuchung, die im ganzen Lande befremblich aufgenommene ploBliche Entfernung zweier um bas Boltefculmefen Babens entschieden verdienter Manner, wie ber Oberschulrathe Bfluger — des Berfassers des Lesebuches — und Gruber, mit ben diplomatischen Bersuchen einer entente cordiale in Busammenhang zu bringen? Der ift es biefen durch Talent und eigene Bildungearbeit ehrenvoll aus dem Bolfsichullehrerstande zur Oberichulbehörde emporaeitiegenen Dlannern. deren besondere Sachkenntnig und Ersahrung im Bolfeichulmefen fie gu fchatenowerthen Mitgliedern der fachlichen Schulleitung machte, in ähnlicher Weife ergangen, wie ben ans bem Unteroffiziereftande avancirten Offiziern? Waren fie nicht mehr würdig, in dem Oberichulrathe ju figen, nachdem bas Staatsminifterium feine Neubitdung empfangen hatte? Wir glauben, daß diese Thatfadje nicht nur im Lehrerstande, sondern so ziemlich im gangen Lande mit Befremden und Dliftbehagen aufgenommen murbe. Dam traten einige Erscheinungen im Gebiete des firchlichen Lebens der Protestanten. War es früher wenigstens aufaefallen, daß ungeachter ber Gelbftverleugnung und Dagigung, welche die Generalfpnode von 1867 an den Tag gelegt hatte, einer ber michtigften Aussprüche, wie man behauptete, unter minifteriellen Ginfluffen ohne officielle Anertennung geblieben mar, fo erregte, was man uber die Umitande vernahm, welche die verweigerte Ernennung des gelehrten und freifinnigen Theologen Bierfon gum Professor (ohne Gehalt) begleiteten, stärkere Zweifel. Dan erfuhr, daß der Antrag der theologischen Safultat, tros ber Empfehlung bee Senate, furzweg abgewiesen murbe. naheren Umftande diefer Ablehnung, eine bom Staatsminifter Jolly ergangene Anfrage an den Oberfirchenrath über die Rirchlichteit ienes Gelehrten und ber geübte Druck, um ein urfprünglich gunftig lautendes Gutachten in ein weniger gunftiges umgumandeln, ja jogar die mittelbare Anfrage an den Pfarrer von Rohrbady, ob jener (Melchrie auch Die Rirde regelmäßig besuche, waren in Baden bieber bei Berleihung miffenschaftlicher Yehrämter durchaus ungeübte Marimen, daß man fich unwillfürlich fragen mußte, ob in der That nicht hier die Beife des preußiichen Aultus-Ministeriums zum Borbitde gedient habe. Die firchlich-rückläufigen Blätter rühmten fich, bag ihre Barrei einen Rüchalt gefunden habe in dem Prafidenten des Staats-Ministeriums und frohlocken tagtäglich über die offenkundige Entfremdung beffelben von den früheren liberalen Fraunden und die ermunichte "Bandlung." Bei dem fonftigen Befireben des Ministeriume, une mit preußischen Ginrichtungen aller Urt zu begluden - ein Erreven, meldee fürglich wieder in dem prachti-



# Principien der Gesezgebung.

Derausgegeben

Don

Etienne Dumont.

Rach ber neueften Auflage überfest.

かっか

Roln 1833, Berlag von Seinrich August Arend.

•

• •

· · 

## Seiner Ercellenz

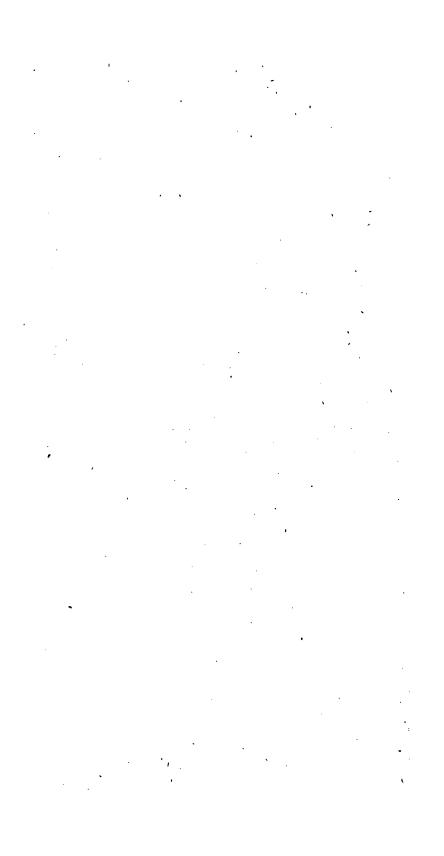
bem

wirklichen Beheimen Staats und Juftigminifter

# Herrn Freiherrn von Kampg

aus tieffter hochachtung gewidmet

vom Uebersezer.



# Inhaltsverzeichniß.

Seite.
Borrede des UebersepersVII
Borrede des HerausgebersXIII
Principien ber Gefezgebung.
1. Capitel. Bom Princip der Ruglichteit 3
2. Capitel. Princip bes Ascetismus 7
3. Capitel. I. Billführliches Princip oder Princip der Sym- pathie und Antipathie
II. Urfachen der Antipathie 15.
4. Capitel. Ginflug Diefer Principien auf Die Befeggebung 19
5. Capitel. Beantwortung der Einwurfe gegen das Princip der Ruglichteit
6. Capitel. Bon ben verschiedenen Arten der Luft und Unluft 29 I. Einfache Luftempfindungen
7. Capitel. Bon den Luft's und Unluftempfindungen als Ganctionen betrachtet 38
8. Capitel. Bon ber Schäzung ber Luft. und Unfuft: Cmpfindungen 43
9. Capitel. 1. Bon den Umftanden, die auf die Genfibilität Einfluß haben 45.
II. Abgeleitete Umstände, die auf die Sensibilität Ginfluß haben 53
III. Practische Anwendung diefer Theorie 59
10. Capitel. Analyse bes politischen Boble und Uebels. Bie fic fich in Gefellschaft verbreiten 67
1. Capitel. Grunde, aus denen gewiffe Sandlungen für Berbrechen ju erflären find 75.
12. Capitel. Bon den Grenzen, welche die Moral und die Gesegebung scheiden 83
3. Capitel. Beispiele folder Beweisgrunde in der Gefeggebung 92

### Drudfehler.

- Seite 6, 3. 20 von oben ftatt: vergebliche lied: vorgebliche.
  - 9, 3. 7 von unten ftatt: er lies: es.
  - , 9, 3. 6 von unten ftatt: er lies: es.
  - ,, 55, 3. 10 von oben ftatt: bes Gebachtniffes lies: ber Erinnerungetraft.
  - " 56, 3. 5 von oben ftatt: vernichtet lied: verachtet.
  - , 57, 3. 16 von oben ftatt: welchen lies: welcher.
  - " 57, 3. 26 von oben ftatt: des Berbrecher b. h. die Triebfeber, lies: die Triebfeber des Berbrechers b. f.
  - , 58, 3. 6 von oben statt: die man an die Beobachtung eines Gesezes knüpst — Lies: die an die Beobachtung eines Gesezes geknüpst ist.
  - , 41, 3. 9 von unten ftatt: am wenigsten lies: am meiften.
  - " 44, 3. 7 von oben ftatt: eines Werths lies: bes Werths.

### Vorrede des Meberlegers.

Der hier zuerft in einer vollständigen Uebersezung dem beutsichen Publikum dargebotenen Abhandlung Benthams, welche eine Einleitung in seine sammtlichen Schriften bilbet, werden die besonderen Abhandlungen dieses Schriftstellers über die einzelnen Zweige ber Gesezgebung, vorzüglich das Civilrecht, das Strafrecht und das gerichtliche Berfahren, nachfolgen.

Ein beutscher Uebersezer Benthamscher Schriften murbe noch vor turzem sein Unternehmen durch einen aussuhrlichen Beweis ber Berdienste seines Autors zu rechtsertigen gehabt haben. Bahrend Bentham schon seit vielen Jahren in England, Frankreich, Italien und den Niederlanden im hochsten Maße gefeiert war, wahrend er in mehreren europäischen Staaten durch personliche Berbindung mit den Regierungen einen bedeutenden Einstuß auf die Gesezebung ausübte, während ihn ein großer Theil von America als den Begründerseiner Civilisation, als seinen Gesezgeber verehrte; hatte er in Deutschland das seltsame Schikfal, kaum dem Ramen nach bekannt zu sein. \*) Erst vor wenigen Jahren, nachdem

<sup>&</sup>quot;) Um höchten ift das Unfehn Benthams in Frankreich; es ift bem Einfing der von den Lodischen Principien ansgehenden sogenannten Schule der Ideologen zuzuschreiben, welche noch immer die herrschende in Frankreich ift, ungeachtet in neuerer Beit die katholischechtliche philosophische Schule des Bonald und le Maistre und die von Rover-Collard und Cousin eingesührte dem deutschen Rationalismus fich nähernde sogenannte ektektische sich gegon sie eehoben haben. Es erscheint in Varisseit dem Jahre 1829 eine besondre Zeitschrift unter dem Titel L'Utilitairo, welche die Entwicklung und Bertheidigung der

einige unferer angesehensten juriftischen und philosophischen Schriftsteller auf ihn als einen ber originellsten und tiefften Denter hingebeutet hatten, bessen Werte reich an Beranslassungen zum weitern Nachdenten, reich an Beranlassungen zum Zweifeln an ber Richtigkeit so mancher rechtslichen Ansichten und gesezlichen Bestimmungen seien, hat Deutschland seine Aufmerksamkeit auf diesen Schriftsteller hin-

Benthamschen Ibeen jum Zwede hat; eine gleiche Tenbenz haben die Annales de legislation in Genf, worin außer dem Genfer Phitosophen und Gesezgeber Dumont, dem herandgeber der Benthamschen Schriften, auch der berühmte Ross (von Savigny für den größten der jest lebenden Juristen Italiens erklärt) für Bentham aufgetreten ist. Zachariä theilt in seiner kritischen Zeitschrift für Gesezgebung und Rechtswissenschaft des Auslandes eine dem Journal the Atlas entlehnte Neußerung der Frau von Staet mit, "daß die Rachwelt die verhängenisvolle Zeit, worin sie gelebt, nicht das Zeitalter Napoleons, sondern Benthams nennen würde."

Dit dem unvertöfchlichen Feuereifer eines großen Charafters hat Bentham überall, mo fich ihm eine Ausficht bagu öffnete. jum Boble der Dienfchen an wirten gefucht. Er bat feine . Bestrebungen nicht auf fein Baterland, wo er mit einem Feuer und einem Erfolge, wie fein englischer Jurift, auf legislative Reformen brang, befchrantt; er bat mit ber frangofifchen Regierung, mit ben fpanifchen Cortes, mit ben nordamericanis fchen Freiftaaten, und mit der ruffifchen Regierung in Correspondeng gestanden (fcon Die Raiferinn Catharina corred: pondirte mit ihm, Alexander fucte ihn auf, und wies bie taiferliche Gesegcommission in Betersburg an, in ameifelhaf: ten Fallen feinen Rath einzuholen.) Bang neuerlich feate er fich mit dem Ronig von Baiern in Berbindung. Gine Darftellung, Diefer Bestrebungen und ihres jum Theil bedeutenden Erfolges findet fic in folgenden Schriften Benthams: Draught of a Code for the organisation of the judicial establishment of France. 1791. - Papers relative to codification and public instruction including correspondence with the Russian Emperor and divers constitued authorities. By Bentham. London 1817. — Ginen Andang bes allgemein Intereffanten

gewendet. \*) Seitbem hat er auch bei uns die ihm gebuhrende Burdigung gefunden: allgemein hat man den hohen Berth feiner Schriften anerkannt, allgemein sie ju den merkwurdigsten Erscheinungen im Gebiete der practischen Philosophie, insbesondre der Theorie der Gesegebung gerechnet. Gegenwartig wird es also hinreichend sein, das Berdienst hiese Schriftstellers um die Wissenschaft der Moral und des Rechtes mit wenigen Worten barzustellen.

Bentham bat ein materiales ber Belt ber Erfahrung angeboriges Princip an die Spize ber Theorie ber Moral und ber Gefeggebung gestellt. Das Princip ift zwar nicht neu, es ift icon von pielen Dentern bes Alterthums wie ber neueren Beit als Regel ber moralischen und politischen Beurtheilung ausgesprochen morben; Bentham aber ift ber erfte gemefen, ber biefem Princip bie volle ihm gutommenbe Birt. famfeit gegeben. Inbem er bie fpeculativen Principien uns fers Sollens, bie man unter ben verschiedenen Ramen ,,emige Rechtsregel, gottliches Recht, naturliches Recht, moralifcher Sinn, allgemeiner Menschenverftand, ursprunglicher Bertrag, practifche Bernunft und fo weiter" geltend zu machen gefucht, und in benen er nur jene von Lode erfolgreich befampften eingebornen Babrheiten ertannte, von allem Ginfluß auf bas Urtheil über Sittlichkeit unb Recht ftrenge ausschloß; hat er jenem empirischen Princip alle practischen Berhaltniffe

aus ber leztern Schrift, so wie Nachrichten über Benthams Correspondenz mit den Cortes, bat Dumont gegeben unter dem Litel: De l'organisation judiciaire et de la codification extraits des divers ouvrages de Bentham, par Dumont. Paris 1828. — In Louislana, in New-York, in Sub-Carolina, und neuerlich in Genf hat man Gesehücher nach den Benthamssichen Principien entworfen.

<sup>\*)</sup> Um die Einführung Diefes Rechtsphilosophen in Deutschland haben fich unter ben Juriften besonders die herren Prof. Mittermaier, Zacharia und Barntonig, unter ben Phitosophen herr Prof. Beneten verdient gemacht.

bes Menschen unterworfen, aus bemselben ein willfandiges; ben Fobrungen ber Einheit und des organischen Zusammenhangs entsprechendes System der Gesegebung conftruirt. Das war noch eine zu losende Aufgabe gewesen: mit einer neuen ihm eigenthumlichen Methode, die Wahrheit zu finden, ausgeruftet, mit seltenem Tieffinn und Scharfblit begabt, hat er diese schwierige Aufgabe geloft, und eine rein empirische Wissenschaft des Rechtes und der Moral geschaffen.

Diese durchgreifende Belebung und organische Gestaltung ber ganzen moralischen und politischen Bissenschaft durch dies ses Princip, biese bewundrungswurdige Consequenz des Spestems, worin er die ganze Bissenschaft der Beobachtung und ber Berechnung unterworfen, ist die große Leistung, bilbet das große Berdienst bieses Forschers.

Ift aber bies nicht fein einziges Berbienft, ein Bunberwerk bes menschlichen Berstandes geschaffen zu haben? ift
bie Anerkennung seines Berthes nicht von jener Kritik ausgegangen, die innerhalb eines Gedankenspstems ihren Stands
punkt nimmt? ist die Falschheit seines obersten Princips
nicht langst dargethan, prechen nicht alle seit Kant in Deutschs
land herrschenden Grundsäze der practischen Philosophie Bentshams moralischem Empirismus und Materialismus, seiner
Burukführung der sittlichen und rechtlichen Bestrebungen auf
bie natürlichen ein unumstößliches Berbammungsurtheil? \*)

Diefe Einwurfe wird vielleicht Mancher gegen die Bus lägigfeit eines Unternehmens erheben, welches die Berbreis

<sup>\*)</sup> Der practische Materialismus, im allgemeinen Der Charafter der englischen und franzöflichen practischen Philosophie, besteht in jener moralischen Gesezgebung, welche die Obiecte, die Materien des Begehrungsvermögens als Bestimmungsgründe des Willens aufstellt. Derselbe beruht nothwendig auf Empiric, da die das Begehren bestimmenden Beziehungen der Objecte zum Subject, welche unter den Namen Luft und Unsuft bez griffen find, der empirischen Erkenntuis angehören. 'Den Ge-

tung der Benthamschen Schriften in Deutschland beabsichtigt; ich fuhle die Nothwendigkeit, im voraus dieselben durch folgende Betrachtungen abzulenken.

Rur ber Dankel bes Dogmatismus mochte sich mit ber Behauptung übersteigen konnen, bas bie beutsche Philosophie, das irgend eine Philosophie sich bereits zu einem allgemein guttigen Eriterium ber Wahrheit und bes Irrthums erhoben habe. Das große Ziel ber philosophischen Forschung soll noch erreicht werden; noch hat keine Philosophie ben Kranz aus ber Hand ber Wahrheit empfangen. Bevor jenes Ziel von ber Wenschheit — benn es ist der Gattung, nicht dem Einzelnen gesezt — erreicht worden ist, entbehrt die Kritik eines sichern Standpunktes außerhalb eines Gedankenorganismus, und die verschiedenen Richtungen der philosophischen Forschung haben ein allgemein guttiges Urtheil über ihre Einstimmung in den großen Accord der Wahrheit erst von der Zukunft, von einer tiefern, umfassendern, Erkenntnis des menschlichen Geistes zu erwarten.

gensaz dieser materiellen Begründungsweise der Moral und bes Rechtes bildet die Kantische formale Gesezgebung der Bernunkt, welcher die deutsche Moral und Rechtsphilosophie bis in die neueste Zeit im Allgemeinen treu geblieben ist. Dieser deutsche practische Formalismus schließt alle Materie des Bezehrens als Bestimmungsgrund des Willens aus, er sieht auf die blose Form der Willensbestimmung: die blose Form, welche ste tauglich macht, zu einer Willensbestimmung jedes vernünftigen Wesens, zu einem allgemeinen Gesez für das Handeln erhoben zu werden, macht sie für sich allein zum allgemein gültigen practischen Gesez.

Ungeachtet diefes Widerstreites hat Bentham einen Guhnevertrag zwischen feinem Materialismus und bem formalen practisisen Princip als eine Möglicheit ansgesprochen. Es find wirtslich schon beachtungsmerthe Bersuche zur Bersöhnung der beiden ftreitenden Ansichten in Deutschland gemacht worden, namentslich von Prof. Beneten, (der nach Zeitungsnachrichten in Berlin sein mit Bentham übereinstimmendes System mit großem Erfolg auf dem Katheder vorträgt.)

Es ware also eine Anmassung, die Behauptung einer Barbe, pie auf teinem Recht beruhte, wenn diese oder jene philosophische Richtung sich der Alleinherrschaft im Gebiete der Erkenntnis bemachtigen, wenn sie allen andern Richtungen, weil sie nicht mit ihr übereinstimmen, das Berdammungsurtheil sprechen, sie gewaltsam von der philosophischen Laufdahn zuruckweisen wollte. Und wohin zielte eine solche Anmassung? zu einer ganzlichen Ausbebung des freien und regen Strebens, der nothwendigen Bedingung alles Fortschreitens der Wiffenschaft, zu einem geistigen Despotismus, welcher alle wissenschaft. Iche Bildung versteinern, allen lebendigen Reim zu einer höhern Entwicklung des philosophischen Wissens zerstoren wurde.

Wenn aber auch die ftolge Behauptung mancher philofophischen Theorie gegrundet fein follte, daß fie allein auf bem rechten Wege fei, baf fie bas Biel ber mabren, einen und allgemeinen Philosophie bereits erreicht habe; fo mare es bennoch zwedwidrig, jeber verschiebenen Richtung einer ausgezeichneten vom unverfalfchten Triebe zur Babrheit geleiteten Geiftesfraft die Bulaffung zu verweigern, fie mit Gewalt zu unterbruden. Denn da jene Philosophie, die als die mabre, eine und allgemeine angefundigt wirb, fich boch nur einer beschrantten Anertennung erfreut; fo tann bie abweichenbe Richtung eines bedeutenden mit allen Baffen ber Dialettit ausgerufteten Geiftes ber Sache ber Bahrheit nur Gewinn bringen, indem eine folche Richtung, mit folder gewaltigen Rraft genommen, die Auffoberung zu einem entscheidungevollen Kampfe enthalt, worin bie Bahrheit, so lange sie noch nicht gesiegt hat, nur ihr Beil finben tann, da fie nur im Rampfe ben Gieg finbet.

So mogen benn bie Theorien biefes großen lichtvollen Denters bem Princip gemaß, welchem fie hulbigen, auch in Deutschland wirten; mogen fie wirten im Interesse ber Wiffenschaft, im Interesse ber Wahrheit, zu einer hohern Entwicklung bes moralischen und politischen Lebens.

## Vorrede des ferausgebers.

Die in diesen Banden enthaltenen Werte bilben nur einen Theil derer, die ich nach Benthams Danbschriften bearbeitet habe. Hatte ich mich bei dieser Bearbeitung in den Grangen einer blosen Uebersezung halten können, so wurde ich ihrer Aufnahme ruhiger entgegensehn; allein ich besinde mich nicht in einer Lage, welche so geeignet ift, mir Vertrauen einzustößen. Ich darf dem Publikum nicht verhehlen, was bei der Bearbeitung dieser Schriften von mir herrührt, dem Versasser bin ich es schuldig, zu erklären, daß er dieselben nur den inständigen Bitten der Freundschaft überlassen hat, und daß er mir oft ungern unvollendete Abhandlungen, und zuweilen rohe Materialien übergab.

Um eine allgemeine Borftellung von bem Berbaltniß gu geben, worin ich zu biefen Werten ftehe, mache ich ben Unfang mit einer Ertlarung, bie mich vor jebem ungerechten Tabel, fo wie por jedem unverbienten Lob, bas mir eben befhalb peinlich fein murbe, schuzen foll. Ich ertlare, bag ich an ber Chre ber Abfaffung biefer Werte feinen Untheil, tein auf einem Berhaltnif ber Gefellichaft mit ihrem Berfaffer beruhendes Recht habe, bag biefelben gang bem Berfaffer, baf fie nur ihm angehoren. Je mehr ich biefelben fchage, befto mehr beeifre ich mich, biefe Ehre von mir abgumeifen; fie murbe eine Anmaffung fein, ebenfo ber Treue ber Freundschaft wie meinem perfonlichen Charafter zuwiber. Diefe Ertlarung, bie ich mir felbft fculbig bin, mate uberfluffig, ich weiß es, wenn es nur philosophische Lefer gabe: folde Lefer murben febr mohl von felbft in diefen verfchiedenen Schriften bas Geprage berfelben Dand ertennen, bie Einheit bes Plans, ben originalen scharfen und tiefen Geift in bem Ganzen des Entwurfs wie in ber Ausführung ber einzelnen Theile.

Meine Arbeit, von untergeordneter Art, hat fich nur auf Einzelheiten ausgebehnt. Es mar nothig, unter einer großen Ungahl von Barianten zu mahlen, Bieberholungen gu unterbruden, buntle Stellen aufzutlaren, bas gu einanber Beborige jusammenguftellen, und bie Luden auszufullen, Die ber Berfaffer gelaffen hatte, um fein Bert nicht aufzuhalten. 3ch hatte mehr wegzuschneiben, als zuzusezen, mehr abzufurgen, als auszufuhren. Die Menge ber Sanbichrife ten, bie burch meine Banbe gegangen, und bie ich ju entgiffern und zu vergleichen hatte, ift betrachtlich. '3ch hatte viel ju thun fur die Gleichformigfeit bes Style und bie Correctheit, nichts ober fehr wenig fur bie ju Grunde liegenden Ibeen. Diefe überfließende Rulle von Gebanten forberte nur bie Gorgen eines Saushalters; Bermalter biefes großen Bermogens, habe ich nichts vernachlaffigt, es geltenb au machen und in Umlauf an fegen.

Die Beränderungen, die ich zu machen hatte, sind nach der Beschaffenheit der handschriften verschieden gewesen. Fand ich mehrere auf denselben Gegenstand sich beziehende, aber zu verschiedenen Zeiten und aus verschiedenen Gesichtspunkten abzefaßte; so mußten sie in Uebereinstimmung gedracht und zur Bildung eines Ganzen einander einverleibt werden. Datte der Verfasser eine durch Zeitumstände veranlaßte Schrift, die gegenwärtig weder interessant noch verständlich sein würde, dei Seite gelegt; so habe ich sie nicht ganz wollen verloren gehn lassen, ich habe, wie aus einem verlassen Dause, alles das ausgeräumt, was geeignet war, erhalten zu werden. Hatte er sich zu tiesen Abstractionen hingegeben, einer nicht sowohl zu subtilen als zu trocknen Wetaphpsit; so habe ich mich bemüht, die Ibeen mehr zu entwickeln, sie durch Ans

wendungen, Thatsachen und Beispiele zu veranschaulichen, und mir erlaubt, mit Bescheidenheit einigen Schmuk anzubringen. Ich habe selbst ganze Capitel zu machen gehabt, immer aber habe ich mich babei burch die Anweisungen und Bemerkungen bes Verfassers leiten lassen, und die Schwierigkeit, ihn zu erganzen, wurde mich zu einem bescheidenen Selbstgefühl zurükgeführt haben, wenn ich in Versuchung gekommen ware, mich bavon zu entfernen.

Seine Ginleitung in bie Principien ber Moral und ber Gefeggebung, von einer fleinen Ungahl hellbentenber Beurtheiler als eine jener originalen Productionen betrachtet, die Epoche in einet Wiffenschaft machen, bat trog ihres philosophischen Werthes, und vielleicht eben wegen biefes Berthe, tein Auffehn gemacht; fie ift bem Publicum beinahe unbefannt geblieben, obgleich man in England mehr als anderswo einem nuglichen Buche es verzeiht, fein leichtes und angenehmes zu fein. Inbem ich mehrere Capitel biefes Bertes benugt habe, um baraus bie ,allgemeinen Drincipien ber Befeggebung" ju bilben, habe ich bas vermeiben muffen, mas feinem Glut im Bege gewesen, bie gu wiffenschaftlichen Kormen, die ju vervielfaltigten Unterabtheilungen und die ju abstracten Analpsen. 3ch habe nicht bie Borter, ich babe bie Ibeen überlegt; ich habe in einigen Begiehungen einen Auszug, in anderen eine ausgeführtere Darftellung geliefert. Dabei habe ich mich von ben Binten und Anweisungen bes Berfaffere in einer mehrere Jahre nach ber Abfaffung bes Bertes felbft gefchriebenen Borrebe leiten laffen; und alle Bufage von einiger Bichtigkeit habe ich in feinen Papieren gefunden.

Bebentend, wie fehr bies Unternehmen, welches sich mir auf zwei ober brei Banbe zu beschränten schien, allmählig sich ausgebehnt, und welchen langen Weg ich zurütgelegt, bedaure ich, bag biese Arbeit nicht in bestre Banbe gefallen; aber ich mage es bennoch, mich meiner Beharrlichkeit gut freuen, überzeugt, daß diese Sandschriften lange Zeit vergrasben geblieben waren in ihrer Masse, und daß der Verfasser, immer vorwarts strebend, niemals die Muße noch den Muth gehabt hatte, sich der undankbaren Muhe einer Ueberarbeistung des Ganzen hinzugeben.

Diefes Feuer hervorzubringen, und biefe Gleichgutigteit, bas hervorgebrachte bekannt ju machen, biefe Ausbauer in ben größten Arbeiten und babei die Eigenheit, fie im Moment ihrer Beenbigung ganzlich zu verlaffen, bieten eine fo ungewöhnliche Erscheinung bar, baf fie einer naheren Erlauterung beburfen.

Sobald Bentham bie allgemeinsten Gintheilungen ber Befeze gefunden hatte, umfaßte er die Befezgebung in ihrer Sangheit, und entwarf ben großen Plan, fie in allen ihren Theilen zu behandeln. Er betrachtete fie nicht sowohl als zusammengesezt aus losen Studen, sonbern als ein einziges Gange. Den allgemeinen Umrif ber Biffenschaft vor Augen, hatte er bie besonderen Umriffe aller ihrer Bebiete gezeichnet: fo ift ber am meiften in die Mugen fpringende Charafter feiner Schriften bie vollkommene Uebereinstimmung. 3ch habe bie erften voll von Dinmeisungen auf Abhandlungen gefunden, bie blos im Entwurf bestanben, beren Eintheilungen, Formen, Sauptibeen aber ichon in abgesonderten Ueberfichten bargeftellt maren. Da er auf biefe Beife feinen gangen Stoff einem allgemeinen Plan unterworfen hat, nimmt jeber Theil ber Gefeggebung feine ihm eigenthumliche Stelle ein, und feiner findet fich in zwei Gintheilungen wieberholt. Diefe Anordnung fest nothwendig einen Schriftsteller voraus, ber lange Beit ben Gegenstand feiner Korschung in allen feinen Beziehungen betrachtet hat, ber ihn volltommen beherricht, und ber frei ift von ber findischen Ungedulb ber Ruhmsucht.

Ich habe ihn ein beinahe vollendetes Bert aufschieben gefebn, und ein neues ausarbeiten, blos um fich von ber

Bahrheit eines einzigen Sazes, der ihm zweifelhaft schien, zu überzeugen. Ein Problem in der Finanzwissenschaft hat ihn auf die ganze Staatswirthschaft zurützeführt; Fragen über das gerichtliche Berfahren ließen ihn die Nothwendigkeit fühlen, sich zu unterbrechen, die er die gerichtliche Organissation abgehandelt. Die ganze Masse bieser vorbereitenden Arbeiten, dieser Arbeiten in den verborgenen Diesen der Forschung, ist unermeßlich. Dat man die Dandschriften selbst nicht gesehn, die Cataloge und die spnoptischen Tabellen, so kann man sich keine Borstellung davon machen.

Aber ich schreibe keine Lobrede. Man wird leicht zugeben, daß die Sorge bes Anordnens und Feilens wenig Anzgiehendes für das Genie des Versassers haben kann. So lang ihn die schöpferische Kraft treibt, fühlt er nur das Vergnügen des Schaffens; handelt es sich davon, zum Zweck der Mittheilung dem Geschaffenen eine Form zu geben, es zu bearbeiten, es zu vollenden, so fühlt er nur das Veschwerzliche dieser Arbeit. Wird das Werk unterbrochen, so ist das Uebel unheildar: der Reiz verschwindet, der Ueberdruß solgt, und das erloschene Feuer entzündet sich nur für einen neuen Gegenstand wieder.

Dieselbe Eigenheit hat ihn bestimmt, mir sein Mitwirten bei ber Bearbeitung seiner Berke, die ich dem Publicum darbiete, zu versagen; ich habe nur selten die Aufklarungen und die Dulfe, beren ich bedurfte, von ihm erlangen
können: es kostete ihm zu viel, den gegenwartigen Lauf seiner
Ideen zu hemmen, um sie auf verlaffene Bahnen zurükzulenten. Doch ist es vielleicht eben diese Art von Schwierigs
ketten, der ich meine Beharrlichteit zu verdanken habe.
Hatte ich nur zu übersezen gebabt, so wurde diese einformige und nur vom Gefühl der Muhe begleitete Beschäftigung
mich balb ermüdet haben: statt daß eine freie Bearbeitung
von handschriften durch eine Art von Täuschung schmeichelt,

bie so lange bauert ale fie nuglich ift, und bie fich erft gerftreut, wenn bas. Wert beendigt ift.

Ich mußte nicht beffer eine allgemeine Borftellung von biefer Sammlung ju geben, ale baburch, baß ich zuerst ein einsaches Berzeichniß ber verschiebenen Abhandlungen, bie fie bilben, mittheile:

- 1. Allgemeine Principien ber Gefeggebung.
- 2. Principien bes Civilrechtes und bes Strafe gefegbuches.
- 3. Theorie ber Strafen.
- 4. Strafgefegbuch.
- 5. Theorie ber Belohnungen.
- 6. Bon ber Organifation ber Betichte.
- 7. Bon ber Procebur:
  - 1) Bon ben Beweisen; 2) von den verschiedenen 3weden, welche die Gesegebung über bas Verfahren sich vorsezen muß; 3) von dem gerichtlichen Verfahren vom Anfang der Rlage bis zur Bollziehung bes Urtheils; 4) Prufung der Jury.
- 8. Sandbuch ber politifchen Deconomie.
- 9. Tactit ber politischen Bersammlungen b. h. Principien über die Art, einen Beschluß in einer politisschen Bersammlung zu fassen, vorzulegen, zu berath-schlagen, zu bestimmen und zu mablen.

Außer biefen Dauptwerten find andere weniger bedeutenbevorhanden, wovon einige nur kleine Abhandlungen find.

- 1. Rritifde Prufung ber Erflarung ber Menichenrechte.
- 2. Bon ben Umftanben ber Beit und bes Ortes, biebei ber Gefeggebung ju beruffichtigen finb.
- 3. Bon ben Berbrechen gegen bie Religion; Berbrechen herborgegangen aus ben Berirrungen ber veligibfen Canction.

- 4. Bon ber Erfindung in ber Gefeggebung.
- 5. Bon bem Panopticon: einem tentralen Infpece, tionshaufe, um die gewöhnlichen Gefangniffe gu erfegen.
- 6. Bon ber Bekanntmachung ber Gefeze, unb einer besonderen Bekanntmachung ber Motive ober Grunde ber Gefeze.

Den wird fich munbern, bag eine fo große Sammlung feine Abhandlung über bie politifche Berfaffung ober bie Form ber Regierung enthalt. Dat ber Berfaffer alle biefe Formen als gleichgultig betrachtet, ober ift er ber Deinung gemefen, bag es in ber Theorie ber politischen Gewalten feine Sicher: beit gebe? Es murbe nicht fehr mahricheinlich fein, bag eine folde Meinung in bem Geifte eines englischen Philosophen eriftiren tonne, und ich tann verfichern, bag fie burchaus nicht bie von Bentham ift; aber er ift weit bavon entfernt, irgend einer Form ber Regierung einen ausschließlichen Borjug ju geben. Er ift ber Deinung, bag ble befte Berfaffung für ein Bole biejenige ift, an welche es fich gewohnt bat-Er ift ber Meinung, bag bas allgemeine Glut bas einzige Biel, bas einzige Biel von innerem Berth, und bag bie politifche Freiheit nur ein relatives Gut ift, eines ber Mittel, biefes Biel ju erreichen. Er ift ber Deinung, bag ein Bolt mit guten Gefegen, felbft ohne irgend eine politifche Bewalt in ben Banben ju haben, ju einem boben Grabe von Blut getangen tonne; und baf im Gegentheil ein Bolt, welches fich der großten politischen Gemalt erfreut, nothwendig unglutlich fein wurde, wenn es von fchlechten Befegen beberricht wird.

Der Grundfehler der Theorien über die politischen Berfassungen besteht darin, das man mit der Bekampfung bes Bestehenden anfängt und baburch wenigstens eine Unruhe der Bemuther und Eifersucht auf die Inhaber der Macht her, beifahrt. Ein solcher Buftand der Aufgeregtheit ift aber der Bervollsommnung der Geses durchaus nicht gunftig. Der einzige Beitpunkt, wo man mit Glut große Resformen ber Gefezgebung unternehmen kann, ift berjenige, wo bie offentlichen Leibenschaften ruhig find, und bie Regier rung fich bes festesten Grundes erfreut.

Bentham, in der Fehlerhaftigkeit der Geseze die Ursache ber meisten Uebel sindend, hat immer dahin gestrebt, den größten aller Uebel, der Umstürzung des obrigkeitlichen Anssehns, den Revolutionen im Eigenthum und in der Macht entgegenzuwirken. Die bestehende Regierung ist das Berkzeug, wodurch er seine Ideen in das Leben zu führen sucht, und indem er allen Regierungen die Mittel sich zu verbessern angibt, zeigt er ihnen zugleich diejenigen an, ihr Dasein zu verlängern und zu sichern.

Seine Resultate find auf Monarchien eben fo anwendbar, wie auf Republifen. Er fpricht nicht ju ben Bolfern: "Bemachtigt euch ber bochften Gewalt, anbert bie Form bes Staates." Er wendet fich an Die Regierungen: "Erforschet bie Rrantheiten, bie euch fcmachen, erforschet bie Behandlung, bie fie beilen tann; lagt eure Befeggebung ben Bedurfniffen eures Jahrhunderte und bem Kortichritt ber geiftigen Bilbung folgen; macht gute burgerliche und peinliche Gefeke; organifirt bie Gerichte fo, baß fie offentliches Bertrauen einflogen; vereinfacht bas gerichtliche Berfahren; vermeibet in den Abgaben bas Drudenbe, bas Unerschwingliche; muntert ben Sandel burch naturliche Mittel auf. Sabt ihr nicht alle basselbe Intereffe, biefe Zweige ber Staatevermals tung ju vervolltommnen? Bringt bie gefahrlichen Ibeen, bie fich unter euren Bolfern verbreitet haben, gur Rube, indem ihr euch mit ihrer Bohlfahrt beschäftigt. Ihr Schlagt die Befege vor, und bies Recht allein, mohl ausgenbt, fann bas Palladium aller übrigen werben. Inbem ihr ben gefegmagigen hoffnungen eine Bahn eroffnet, werbet ihr bie Musichweifung ber ungefeglichen hoffnungen bemmen.

Wetche die eine oder die andre Regierungsform ausschließen, welche die eine oder die andre Regierungsform ausschließen, wird sich in seiner Erwartung getäuscht finden. Die Leser, die durch Satyre und Wortgepränge angereizt sein wollen, werden hier nicht befriedigt werden. Bu erhalten bei Berbesserungen; die Umstände zu erforschen; die herrschenden Borurtheile, selbst die unvernünstigen, zu schonen; die Neuerungen vorbereiten, so daß sie nicht mehr Neuerungen zu sein scheinen; die Wechsel, die Erschütterungen sowohl des Siegenthums als der Gewalten zu vermeiben; die Hoffnungen und Gewohnheiten nicht aus ihren Bahnen zu werfen; die Misbräuche abzuschaffen ohne Verlezung der gegenwärtigen Interessen: dies ist der beständige dieses ganze Wert belevbende Geist.

Der erste Theil bieser Sammlung, überschrieben: Allgemeine Principien ber Gesetzgebung, ist der einzige,
ber theils nach handschriften, theils nach einem vom Berfasser zum Druck beforderten Werke bearbeitet ist. Dersetbe
bitdet eine allgemeine Einleitung, welche die obersten Principien aller seiner Schriften enthalt. Wenn man diese Principien sich vollkommen zu eigen gemacht hat, so werden alle
andern Schriften als natürliche Folgerungen daraus erscheinen.
Der Titel, den ich ihr hatte geben wollen, den ich ihr jeboch, aus einigen vielleicht triftigen Gründen nicht gegeben
habe, ist der einer Logist der Gesetzgebung. Sie enthalt das Princip, wonach Alles im Gebiete der Moral und
der Gesetzgebung zu bestimmen ist; sie lehrt die Kunst, dieses Princip anzuwenden; sie bietet neue Wertzeuge der moralischen Analyse und Berechnung dar.

In ben physischen Wiffenschaften ift die Erfindung eines neuen Mittels ber Beobachtung immer der Anfangspunkt eines neuen Fortschrittes. Welchen boberen Standpunkt hat die aftronomische Erkenntnis seit ber Erfindung bes Telestops

gewonnen! Ueberhaupt, wenn ber menschliche Seift lange Beit auf bemselben Puntte ftehen geblieben ift, fo ruhrt bies baher, baß er alles erschöpft hat, was er burch bie ihm zu Gebot stehenben Mittel vermag, und baß er vom Senie ober vom Glut die Erfindung eines neuen Inftrumentes erwartet, bas seine Wirtsumtelt erweitert und seine Macht vergrößert.

Aber was ist ein Wertzeug in ben moralischen Wiffensschaften? Es ist ein Mittel, Ibeen zu verbinden und zu vergleichen, es ist eine neue Methode, die Wahrs heit zu finden. Sofrates hatte ein solches ihm eigensthumliches Wertzeug, welches eine Art von Analyse war. Aristoteles sägte die Classificationen hinzu; er erfand den Mechas nismus der Spllogismen, welche, so scharf sie auch sein mögen, doch von geringem Ruzen für die Vervollsommenung der Erkenntnis sind. Diese Wethoden sind nicht werniger Wertzeuge für die Vernunft, als der Compas für die Dand und das Mikroscop für das Auge. Als Bacon seinem großen Werte den sonderbaren Titel Novum organon gab; betrachtete er seine philosophische Wethode als eine geistige Maschine, welche die Kunst, die Wahrheit zu sinden, und den Bau der Wissenschaften vervollkommnen sollte.

Bentham hat fich ebenfalls einen logischen Apparat gesichaffen, ber sein Princip hat, seine Uebersichten, seine Berzeichnisse, seine Classificationen, seine Regeln, und vermittelft bessen er, wie es mir scheint, Zweige ber Moral und Gesezgebung, die bisher dem Gebiete des Gelehrten, des Redners und des Schöngeistes angehört haben, in wahre Wissenschaften umgewandelt hat.

Der Berfaffer felbft ift weit entfernt von bem Gebanten, nichts feinen Borgangern zu verbanten gu haben.

Jebe Wiffenschaft ift nothwendig bas Bert ber Beit. Man beginnt mit unbestimmten Bermuthungen; man beobachtet abgeriffene Thatfachen. Es entfteht eine Rieberlage von

Gelebrfamteit, worin bas Babre und bas Ralfche unter einanber gemifcht find. Wenn bie Rolge ber Ereigniffe ber Beobachtung eine große Anzahl von Thatsachen geliefert bat; fo nimmt man Analogien mahr, und man macht ben Berfuch, fie in Spfteme ju bringen. hiermit beginnt bie Berrichaft ber Ginbilbungefraft und bes Diges, die jener ber Bernunft und ber Biffenichaft vorhergeht. Descartes mußte geiftreiche Romane über bie allgemeine Phyfif erbacht baben, bevor Remton fie gemiffen Principien untermorfen. Leibnis und Dalebranche mußten ihre metaphpfifchen Luftichioffer aufgeführt haben, bevor Lode bie erften Thate fachen bestimmen gefonnt, bie ber Philosophie eine feste Bafis gegeben haben. Platon und Ariftoteles mußten Bobinus, Dugo Grotius, Sarrington, Sobbes und Puffenborf vorhergehn. Alle diefe Stufen maren nothwendig, um au bem Esprit des lois qu gelangen, und ber Esprit des lois felbft bilbet nur eine Mittelftufe ju bem Puntte, wo bie Befeggebung ein vollstandiges, aus einem Princip conficuirtes Spftem geworben fein wird.

Der Berfaffer hat in einer intereffanten Abhandlung ben Gang und bie Erwerbweife feiner Dauptibeen angegeben.

"Nicht in Buchern über bas Recht, sagt er, habe ich Mittel jur Erfindung und Muster ber Methode gesunden, vielmehr in Werken über Metaphysik, Physik, Naturs geschichte, Medicin. Indem ich einige neue Abhandlungen über die zulezt genannte Biffenschaft las, erregte die Classification der Uebel und heilmittel in einem besondern Grade meine Ausmerksamkeit. Könnte man nicht dieselbe Anordnung auch auf die Gesetzgebung übertragen? Könnte der politische Körper nicht auch seine Anatomie, seine Physiologie, seine Nosologie, seine Materia medica haben? Was ich in Aribanian, Cocceji, Blakstone, Battel, Pathier, Domat, gesunden habe, ist sehr wenig; hume, halvetius,

Linnee, Bergmann, Gullen, find mir welt naglicher gewefen."

Der Berfasser mußte vor allen Dingen ein allgemeines Princip suchen, bas ihm gleichsam einen festen Punkt barbot, woran sich bie ganze Rette ber Schlusse knupfen ließ. Diesen festen Punkt nennt er Princip ber Ruzlichkeit. Allein bamit ist nichts gewonnen, weil Jeber alles bas, was ihm gefällt, "Rüzlich" nennen kann, und man niemals weber was gethan noch vorgeschlagen hat, ohne irgend einen wirklichen ober eingebilbeten Nuzen vor Augen gehabt zu haben. Diesem Ausbrut mußte eine bestimmte Bebeutung gegeben werben, eine neue Arbeit.

Der Berfasser hat hierauf biesem mahren Princip zwei falfche Principien gegenübergestellt, die mit ihm um bie herrschaft streiten, und auf welche man alle irrigen Spfteme ber Moral und Gesezgebung errichtet hat. Bermittelst einer einzigen leicht fasslichen Unterscheidung sindet man sich im Stande, ben Jrrthum und die Wahrheit zu erkennen, mit einem Grade von Gewisheit, den man bisher noch nicht erreicht hatte.

Bu einer genaten Ertenntnif bes Princips ber Ruglichteit bedurfte es ber Anfertigung eines Bergeichniffes aller Luftempfinbungen und aller Umluftempfinbungen.

Es enthalt bie erften Elemente, bie Biffern ber moralisichen Rechnung. So wie man es in ber Arithmetit mit Bahlen zu thun hat, die man kennen muß, fo hat man in ber Woral und in ber Gesegebung mit Lust- und Unlustempfindungen zu thun, beren vollständige und genaue Kenntonis bem Moralisten und Gesezgeber nothwendig ist.

hierauf war erforberlich, bas Berfahren anzugeben, moburch man die Große irgend einer Lustempsindung ober einer Unlustempfindung meffen tonne, um dieselben richtig zu vergleichen. Jeder Irrthum hatte hier die wichtigsten Folgen gehabt. Diese Berechnung kommt auf die erften Operationen ber Rechentunft jurat: ben Werth einer hanblung schaen heißt alle Guter, alle Uebel, die aus biefer handtung hervorgehn, jusammenrechnen, und finden, was übrig bleibt, wenn man eine gewiffe Summe von Lustempfindungen, ober eine gewiffe Summe von Unsustempfindungen abzieht.

Aber was biefe Berechnung vermidelt macht, ift ber Umftand, bas bie Genfibilitat ber Menfchen nicht gleichformig ift: biefelben Gegenftande erregen in verschiedenen Menfchen ftantere ober schwachere, ja felbst verschiedenartige Empfindungen.

Das Alter, Die Erziehung, ber Stand, das Bermögen, die Religion, das Clima, das Geschlecht und viele andere Ursachen haben einen bedeutenden und so zu sagen stets sich gleich bleibenden Einstuß auf die Empfindungsweise der Menschen. Es mußte ein genaues Berzeichniß dieser Um ftande, die eine so große Berschiedenartigkeit der Sensible lität bewirken, angefertigt werden, um die Wirksamkeit der Gesegebung, so viel als möglich, der Berschiedenheit der Eindrücke, welche die einzelnen Menschen empfangen, anzupassen.

Bermittelft ber Berechnung ber Guter und llebel war es nicht schwer, ben wahren Charafter bes Berbrechens zu finden; es mußte aber noch die Schwere jedes Berbrechens gemessen werden. Diese Aufgabe hat der Berfasser daburch erfüllt, baß er den Fortschritt oder den Gang des aus dem Berbrechen hervorgehenden lebels darstellte, dies heißt, daß er beobachtete, wie das llebel auf die Menschen einwirtt, wie es sich vom ersten Leidenden anf andere Personen ausdreitet, wie es in gewissen Fällen durch Theilung schwächer wird, wie es sich in andern Fällen vervielssätigt.

Rach Aufstellung biefer Principien, nach welchen bie Schwere ber Berbrechen ju schafen ift, bot fich eine eben so neme als fruchtbare Classification ber Berbrechen bar. In biefer Classification fieht man mit bem erften Blit, was fie

Gemeinsames, was fie Berichiedenartiges haben; man entbedt allgemeine Grundsaje, bie sich ohne Ausnahme auf biefe ober jene Art von Berbrechen anwenden lassen. Das Chaos wird Ordnung, bas Licht verbreitet sich, und man durchschaut ben Plan bes Gefeggebers. —

Ich konnte biefe Beispiele vermehren, boch sie genügen, um zu erklaren, was ich unter jenen log ischen Werkzewgen verstehe, die ber Gesezgebung nothwendig sind und ihr bis jezt gefehlt haben. Diese Analysen, diese Cataloge, diese Classisitationen sind eben so viele Mittel, um mit Sicher, heit zu Werke zu gehen, nichts Wesentliches auszulassen, nicht aus Unaufmerksamkeit von seinen eignen Principien sicht aus Unaufmerksamkeit von seinen eignen Principien sich zu entfernen, und die Losung, selbst der schwierigsten Ausstaben, auf eine Art von Mechanismus zurützuführen. So verstärkt der Physiker, indem er die Tabellen der chemischen wertfarkt der Physiker, indem er die Tabellen der chemischen und gewinnt Zeit durch die Schnelligkeit der Vergleichungen und Erinnerungen.

Die Einheit ber Maße und Gewichte kann mir jum Gegenstand ber Bergleichung bienen, um eine klarere Ibee von Benthams Biel zu geben. Er hat die Nothwendigkeit gefühlt, ein unveranderliches Princip aufzustellen, bas ein gemeinsames Maß in der Moral begründen, und biese Einheit gewähren konne: bas wichtigste, aber auch bas schwierigste aller Probleme in der Philosophie.

Was ich Berschieden artigkeit der Gewichte und Mase in der Moral nenne, ist die zwiefache Berschiedensheit, die in den Urtheilen der Menschen über die für gut oder bose gehaltenen handlungen besteht, und in den Principlen selbst, worauf diese Urtheile beruhn. Die Folge das von ist, daß die menschlichen handlungen aller aurhentischen und sichern Tare ermangeln, daß die moralische Werthschapung bei allen Boltern und in allen Classen verschieden ist,

und baß bef bem Mangel einer gemeinsamen Regel biejentgen, die mit einander übereinstimmen, immer bereit find
fich zu theilen, biejenigen, die mit einander streiten, durch:
aus nicht bahin streben fich zu vereinigen. Da jeder nur
feine subjectiven Grunde geltend macht, vermag er nichts
über diejenigen, die ihm widersprechen, und die gegenseitige
Antiage der Hartnäckigkeit und bes besen Glaubes endet beis
nahe jeden Streit über Meinungen durch eine feindliche Stimmung der Gemuther.

Wenn, wie nicht zu bezweifeln ift, in ber Gefellschaft bes menschlichen Geschlechtes ein gemeinsames Interesse erifitrt; so ift die Aufgabe, die Einheit ber Gewichte und Maße in ber Moral zu begrunden, nur durch die Entbedung bieses gemeinsamen Interesses zu losen, und die Aufgabe des Gesegebers besteht darin, dieses gemeinsame Interesse durch die Anwendung der Strafen und Belohnungen herrschend zu machen.

Dies gemeinsame Intereffe kann nur burch ein in bie Eiefe bes menschlichen herzens bringendes Studium gefunden werden. Wie man die physischen Wahrheiten durch Beobachtung der Phanomene der Natur sucht, so muß man die nuralischen Wahrheiten durch die Beobachtung der Empfindumgen der Menschen erforschen. Diese empirische Forschung, methodisch geleitet, wurde zwei neue Wiffenschaften erzeugen: die, welche Bentham "geistige Pathologie" nennt, und eine andre, die "geistige Opnamte" genannt werden könnte.

Den Gegenstand ber getstigen Pathologie bilbet bie Genfibilität bes Menschen, als ein paffives Befen betrachtet, bas heißt, als ber Einwirtung verschiedener Gegenstände unterworfen, die ihn Eindtude von angenehmen oder unangenehmen Gefühlen empfinden laffen. Der Berfasset hat die Grundsteine zu dieser Wiffenschaft gelegt in bem Bergeichnis ber Luftgefühle und ber Unluftgefühle, so wie in

bem Bergeichnif ber verschiebenen Umftante, welche auf bie Empfindungsweise ber Denfchen Ginfluf ausuben.

Die Dynamit ift die Biffenschaft von ben bewegenden Rraften: die geiftige Dynamit wurde also die Biffenschaft von ben Mitteln sein, auf die activen Bermögen bes Menschen zu wirten. Da ber Gesegeber berufen ift, die handlungsweise ber Burger zu bestimmen, muß er alle Triebfebern bes menschlichen Willens erforschen: er muß die einfache und zusammengesete Kraft aller Motive studixen, er muß es verstehn, dieselben nach seiner Willtühr zu regeln, sie mit einander zu vereinigen, ihnen entgegenzuwirken, sie aufzuregen oder sie niederzubrücken. Die Motive sind die hebel, die Mächte, beren er sich zur Ausführung seiner Abssichten bedient.

Diese beiben Biffenschaften stehn in ber Medicin in einer engen Berbindung mit einander. Man muß zuerst die passive Natur, die physische Beschaffenheit des Menschen studicen und alle die Beranderungen, welche diese beseute Maschine durch den Einstuß innerer oder außerer Ursachen erleiden kann. Und hierauf muß man die activen Principien kennen lernen, die Krafte, die in der Organisation ihren Siz haben, um ihnen nicht entgegenzustreben, um diejenigen zu schwächen, die dem Organismus schädlich sein wurden, und diejenigen anzuregen, die gunftige Beranderungen herbeizusühren gezeignet sind.

Betrachte ich biefes Wert in feinem gangen Umfang, fo fcheint es mir ein nothwendiges Gegengift gegen zwei Arten politischer Gifte zu enthalten, wovon das eine die Steptifer, bas andre die Dogmatifer verbreitet haben.

Ich verftebe unter Steptitern biejenigen, welche ber Meinung find, baß es in ber Moral und in ber Gefeggebung durchaus teine fichern und allgemein gultigen Principien gebe, baß alles ein ungewiffes Rathen, baß bas bertommen der einzige Führer fei, daß man die Gefeze fo laffen muffe, wie fie fich unter irgend einem Bolle hiftorisch entwickelt haben, mit einem Borte, daß die politischen Schriftfteller nur gefährliche Phantasten seien, die wohl zerftoren, aber nichts aufbauen konnen, well es keine feste Basis für die moralischen Bahrheiten gebe.

Diese entmuthigende, bem Egoismus und ber Aragheit fo gunftige Anficht, erhalt sich nur burch unbestimmte Ibeen und schlecht erklarte Ausbrude, benn sobald man bas Biel ber Gefege auf einen einzigen Saz zurukführt — bem Uebel vorzubeugen, — ergibt sich, baß es, ba die menschliche Ratur überall bieselbe ift, benselben Uebeln unterworfen, von benselben Motiven geleitet, allgemeine Principien geben muffe, welche zur Basis einer Biffenschaft tauglich sind.

Bas man gethan hat, beweist, was man thun kann. Ift nicht bas Reich ber Uebel burch die allmähligen Eroberungen ber Rlugheit und ber Erfahrung jum Theil unterworfen, eingeschränkt, geschwächt? hat man nicht die Gesegebung dem Fortgang ber Civilisation langsamen Schrittes folgen gesehn, sich entwicken, milber werden, ihre Berirrungen anerkennen, sich mit ber Zeit verbessern gesehn? Weshalb sollten die Irrthumer in dieser Laufbahn mehr beweisen, als in andern?

Alle Runfte, alle Wiffenschaften haben gleiche Grabationen ber Entwicklung gehabt. Die mahre Philosophie ist erst im Entstehn. Lode ist ber erste, welcher sie auf das Studium ber Menschen angewandt hat, Beccaria hat ihr zuerst einige Zweige ber Gesezgebung unterworfen, und Bentham das ganze System berselben. Auf der Sohe der Entwicklungs. stufe, worauf sich die Wissenschaft in unsren Tagen geschwungen, in dieser Ausrustung durch neue Bertzeuge, durch Definitionen, durch eine Kunstsprache, durch Classificationen, burch Methoden, darf sie nicht mehr mit dem verglichen

werben, was fie in ihrem Buftanbe ber lallenden Kindheit; ber Armuth, ber Ungewisheit war, als fie nicht einmal eine allgemeine Eintheilung hatte, als ihre verschledenen Theile unter einander verwirrt, und die Verbrechen, diefe erften Elemente der Gefeggebung, unter den unbestimmtesten Benennungen chaotisch burch einander geworfen waren.

Die Dogmatifer bilben gablreiche und folglich einanber fich haffende Gecten: alle find aber in ber Politit eine -Art Infpirirter, bie glauben, ju glauben gebieten, und feine Grunde geben. Gie baben Glaubensbefenntniffe, gauberifche Morte, wie "Gleichheit, Freiheit, paffiver Gebor fam, gottliches Recht, Rechte bes Menfchen, politifche Gerechtigfeit, Raturrecht, gefellichaftlicher Bertrag." Gie haben unbeschränfte Grundfage, unbebingte Regierungemarimen, die fie ohne Rutficht auf bie Bergangenheit und auf die Gegenwart anwenden, weil fie von ber Bobe ihres Genies die Gattung, nicht die Einzelnen in Betracht giehn, und bas Glut einer Generation nicht in bie Bagichale gelegt haben wollen gegen ein erhabenes Opftem. Ihre Ungebuld, ihre 3been ins Leben ju fuhren, fteht im Berhaltniß mit ihrer Unfahigfeit, an ihrer Bahrheit ju zweifeln, und ihre ungerftorliche Gitelfeit bestimmt fie, ihre Dasregeln mit eben fo vieler Gewaltthatigfeit ju begleiten, als Despotismus ihre Meinungen erfallt.

Richts ist diesem bogmatischen, diesem bespotischen Geiste, biesem Prahlen mit allumfassendem unfehlbarem Wiffen so entgegengeset, wie das Spstem Benthams: er hat zuerst die Sompathien und Antipathien unter die falschen Princtpien ber moralischen und politischen Beurtheilung aufgeführt, er hat das Berfahren einer moralischen Arithmetit gelehrt, wobei alle Lustempfindungen, alle Unlustempfindungen, so wie alle auf die Sensibilität des Menschen einwirkende Umstände in Rechnung kommen; er will kein Gesez zulassen, wovon

man teinen flaren Grund angibt; er hat alle Sophismen wiberlegt, woburch man gegenwartige und individuelle Intereffen entfernten und abftracten aufopfern will; er, endlich, lagt nicht bas Atom eines Uebels auf ben haffensmurbigften Miffethater fallen, ohne ble Rothwendigfeit bavon ausbruf: lich au rechtfertigm. Er ift fo menig ohne meiteres aburg theilenb, von ber Wahrheit bes Gages, bag man niemals Alles vorherfehn tonne, fo uberzeugt, bag er fich weigern warbe, feibft bie Gefege, bie er als bie beften und am uns befreitbarften nuglichen erfannt batte, fur eine bestimmte Beit unveranderlich zu machen, und in die Rechte ber Bufunft einzugreifen. Go bat bies Syftem, ftets gemaffiat, ftets grundlich, weniger Glang, weniger fcheinbare Rraft, als bie Spiteme ber bonmatifchen Schriftfteller. \*) Es fcmeichelt nicht ber tragen Gigenliebe, die Alles in Giner Formel lernen, alles in einige hervorstechenbe Buge concentriren will. Es ift wenig angiebend fur die ungebulbigen Leibenfchaften, bie bas langfame Berfahren mit ber Bage und bem Compag wicht lieben, und es wird alle jene Unfehlbaren gegen fich aufregen, inbem es ihre gebieterischen Musspruche entlarbt. Bie viel ift bei einem Gefeze zu bebenten, fagt er gu Ende feiner Ginleitung in bie Drincipien ber Moral unb Befeggebung; und gewiß, man hat ihn nicht begriffen, man bat feine Principien nicht gefaßt, wenn man nicht, nachbem man ihn gelesen, mit einer innigen Ueberzeugung wiederholt: Bie viel ift bei einem Gefeze zu bedenten!.

Wie groß auch ber Einfluß sein moge, ben man von feinen Schriften erwarten tann, eines glanzenben Erfolges werben sie sich bennoch wohl nicht zu erfreuen haben. Sie lehren eine neue Wiffenschaft, aber sie zeigen auch ihre Schwierigkeiten. Sie geben ber Thatigkeit des Urtheils

<sup>\*)</sup> Plus fecit qui judicium abstutit quam qui meruit.

Sicherheit, aber fie erfordern ein ausbauernbes Studium. Gie mußten, um ihren 3met zu erfullen, Schuler finden; aber unglutlicherweife findet man in der Kunft ber Gefeggebung nur Deifter.

Stutlich biejenigen, bie bas Studium biefes Bertes umfichtiger, langfamer jum hervortreten macht. Ihre Gebanten, langere Beit auf einen Gegenftand gerichtet, werden Gehalt und Kraft gewinnen.

Die Leichtigkeit ift ber Fallftrid mittelmäßiger Ropfe, und erzeugt nie etwas Großes. Diefe Meteore, pebiliche Gebilbe einer erhizten Atmosphare, glanzen einen Augenblit, und verlöschen, ohne ein Spur zu hinterlaffen. Derjenige aber, ber sich in seinen ersten Erzeugnissen mißtraut, und bessen Feuer nicht zu fruh verraucht, bereichert sein Kalent mit allem bem, was er ben frühreisen Genufsen ber Ettelzteit versagt; und diese Achtung, die er bem Urtheil aufgeztierter Manner bezeigt, ist die sichere Burgschaft jener, die er sich selbst erwerben wird.

Principien der Gelezgebung.



## 1. Capitel.

#### Bom Princip ber Ruglichteit.

Das dffentliche Bohl sei bas Biel bes Gesezgebers: bie allgemeine Ruzlichkeit sei bas hochste Princip in ber Gesezgebung. Die Erkenntniß bes Wohls ber Gemeinsschaft, von beren Interessen est sich handelt, bilbet bie Theorie, bie Aufsindung der Mittel es zu verwirklichen, bie Praxis.

Diesem Princip ber Rüzlichkeit, ohne weiteres ausgebrutt, wird wenig widersprochen: man betrachtet es sogar als eine Art von Gemeinplaz in der Moral und Politik. Allein die fast allgemeine Beistimmung, die es sindet, ist nur scheindar. Man knupft an dieses Princip nicht dieselben Begriffe; man gibt ihm nicht dieselbe Geltung und so sind benn auch die Folgerungen daraus nicht einstimmig und gleichsormig.

Um bemfelben bie volle ihm gebuhrende Birkfamkeit ju geben, bas heißt, um es jur Bafis eines gleichen Denkens ju machen, find brei Bebingungen ju erfullen.

Die erfte ift, mit bem Worte Ruglichkeit klare und bestimmte Begriffe zu verbinden, die fur Alle, die es gebrauchen, biefelben sein konnen.

Die zweite ift, jenem Princip bie alleinige, unumfchrankte herrschaft zuzusichern: jebes andre ist streng auszuschließen. Es ist nicht genug, ihm im Allgemeinen zu hulbigen: es barf keine Ausnahme gestattet werben.

Die britte ift, eine moralifche Arithmetif zu erfinden, woburch man zu gleichformigen Resultaten gelangen fonne.

Die Ursachen ber Abweichung von jenem Princip können sich auf zwei falsche Principien beziehen, die eisnen bald offenbaren, bald geheimen Einsluß auf die Urstheile der Menschen ausüben. Kann man dazu gelangen, sie genau zu bezeichnen und sie auszuschließen, so wird das wahre Princip in seiner Reinheit und in seiner Kraft bleiben.

Diese brei Principien sind gleichsam brei Wege, die sich oft durchkreuzen, und wovon nur einer zum Ziele führt. Es ift kein Reisender, der nicht oft von dem einen auf den andern gerathen, und durch diese Abirrungen mehr als die Halfte seiner Zeit und seiner Krafte verloren. Der gute Wegist jedoch der leichteste; er hat Meilensteine, die man nicht versezen kann; er hat unloschbare Aufschriften in einer allgemeinen Sprache, während die beiden falschen Begenur widersprechende Begweiser und rathselhafte Zeichen haben. Aber, um keinen Misbrauch mit der Sprache der Allegorie zu treiben, suchen wir klare Begriffe über das wahre Princip und seine beiden Gegner zu geben.

Die Natur hat ben Menschen unter die Herrschaft bes Vergnügens und bes Schmerzes gestellt. Ihnen verdanken wir alle unfre Ideen; auf sie beziehn wir alle unfre Urtheile, alle Bestimmungen unseres Lebens. Wer behauptet, sich dieser Herrschaft entziehen zu können, weiß nicht, was er sagt: selbst in dem Augenblicke, wo er die größten Vergnügen von sich weiset, und die lebzhaftesten Schmerzen ergreift, ist es sein einziges Ziel, das Vergnügen zu verfolgen, den Schmerz zu meiden. Diese ewigen und unwiderstehlichen Empsindungen mussen den das große Studium des Moralisten und Gesezgebers sein. Das Princip der Nüzlichkeit ordnet diesen beiden Beweggründen Alles unter.

Ruglichkeit ift ein abstracter Ausbrud. Er brudt bie

Eigenschaft ober die Tendenz einer Sache aus, vor irgend einem Uebel zu bewahren oder irgend ein Gut zu verschaffen. Uebel ift Unlust, Schmerz oder Ursache von Schmerz; Gut ist Bergnügen oder Ursache von Bergnügen. Alles das ist dem Nuzen oder dem Interesse eines Individuums gemäß, was dahin zielt, die Totalsumme seines Wohlseins zu vermehren; alles das ist dem Nuzen oder dem Interesse einer Gemeinschaft gemäß, was dahin zielt, die Totalsumme des Wohlseins der Individuen zu vermehren, welche sie bilben.

Ein Princip ist eine hochste Idee, wovon man bei wissenschaftlichen Untersuchungen ausgeht. Es ist, unter einem sinnlichen Bilbe vorgestellt, der feste Punkt, woran man den ersten Ring einer Kette knupft. Das Prinzip muß in sich gewiß sein; zu seiner Anerkennung genügt, es aufzuklären, es zu entwickeln. Es ist den mathematischen Ariomen gleich: man beweist sie nicht gerabezu, aber man zeigt, daß man sie nicht verwerfen könne, ohne in das Absurde zu fallen.

Die Logit ber Ruglichkeit besteht barin, bag man bei jedem Urtheil von ber Berechnung ober Bergleichung ber Lust- und Unlust-Empfindungen ausgeht, und feiner ansbern Ibee einen Ginflug auf seine Entscheidung gestattet.

Man ist ein Anhanger bes Princips ber Nüzlichkeit, wenn man seine Billigung ober Mißbilligung einer auf bas Gemeinwesen ober auf ein Individuum sich bezieshenden Handlung nach ihrer Tendenz, Lust oder Unlust zu erzeugen, abmist; wenn man die Worter "Gerecht, Ungerecht, Sittlich, Unsittlich, Gut, Schlecht", als Colslectivbegriffe, welche die Borstellungen von gewissen Lust und Unlust-Empsindungen in sich schließen, gebraucht, ohne ihnen einen andern Sinn zu geben: wohl verstansden, daß ich die Worter "Lust- und Unlust" in ihrer

gebrauchlichen Bebeutung nehme, ohne willführliche Definitionen zu ersinden, um gewisse Lustempsindungen auszuschließen, oder das Dasein gewisser Unlustempsindungen zu leugnen. Berbannt sei Subtilität, verbannt Metaphysik; nicht Platon, nicht Aristoteles sollen uns rathen. Lust und Unlust ist das, was jeder als solche empsinedet, der Landmann wie der Fürst, der Unwissende wie der Philosoph.

Für die Anhänger des Princips der Rüzlichkeit ift Tugend nur ein Gut wegen der Lust, die aus ihr entspringt; das Laster nur ein Uebel wegen der Unlust, die die Folge davon ist. Das moralische Gut ist ein Gut nur durch seine Tendenz, physische Guter hervorzubrinsgen; das moralische Uebel ist ein Uebel nur durch seine Tendenz, physische Uebel hervorzubringen: unter physischen Gutern und Uebeln verstehe ich aber die geistige-Lust und Unlust ebensowohl als die sinnliche.

Wenn der Anhänger des Princips der Rüzlichkeit in dem allgemein angenommenen Berzeichniß der Tusgenden eine Handlung fände, woraus mehr Unlust als Lust hervorginge; so wurde er ohne Bedenken eine solche vergebliche Tugend für ein Laster erklären; er würde sich nicht durch den allgemeinen Irrthum täuschen lassen; er würde nicht leicht glauben, daß man falsche Tugens den zur Stüze der wahren gebrauchen durse.

Wenn er ebenso in bem allgemein angenommenen Berzeichnis ber Bergehen irgend eine gleichgultige handlung fande, irgend ein unschulbiges Bergnugen; so murbe er ohne Bebenken bieses vorgebliche Bergehen in die Classe erlaubter handlungen setzen; er murbe ben vorgeblichen Berbrecher bemitleiden, und seinen Unwillen auf die falschen Tugendhaften, die ihn verfolgen, wenden.

## 2. Capitel.

#### Princip bes Ascetismus.

Dies Princip steht im vollsten Gegensaz mit bemjenigen, das wir so eben entwickelt haben. Seinen Anshängern ist die Lust ein Gegenstand des Abscheus; Alles, was den Sinnen schmeichelt, scheint ihnen hassenswürsdig oder verbrecherisch. Sie gründen die Moral auf Entbehrungen, und die Tugend auf Selbstverleugnung. Aurz, grade umgekehrt wie die Anhänger der Rüzlichsteit, billigen sie Alles, was auf Verminderung der Genüssehinzielt, und tadeln, was hinzielt auf ihre Vermehrung.

Dies Princip hat in zweien Glaffen von Menfchen, bie fich fonft wenig gleichen, und felbft Berachtung gegen einander affectiren, mehr ober weniger Anhanger gefunden. Die einen find Philosophen, die andern Fromm= ler. Die ascetischen Philosophen, erregt burch die Boffnung auf Beifall, haben fich geschmeichelt, burch Berachtung ber gewöhnlichen Genuffe über bie Denfchheit erhaben ju icheinen. Gie wollen mit Achtung und Ruhm fur alle Opfer, bie fie ber Strenge ihrer Marimen ju bringen fcheinen, bezahlt fein. Die abcetischen Frommler find Unfinnige, gequalt von eiteln Schreden. - Der Menich ift in ihren Augen nur ein entartetes Befen, bas fich ohne Aufhoren fur bas Berbrechen feiner Beburt ftrafen, und nie seine Bebanten von bem Abgrund ewigen Elends, ber fich ju feinen gugen offnet, abwenben foll. Indeg find bie Martyrer biefer thorichten Dei= nungen auch reich an hoffnungen. Unabhängig von ben weltlichen Bergnugen, bie fich an ben Ruf ber Beiligfeit tnupfen, ichmeicheln fich biefe finftern Frommen, daß jeder Augenblik freiwilligen Schmerzes hienieden ihnen ein Sahrhundert von Glud in einem andern Leben

bringen werbe. So beruht bas ascetische Princip auf einer falschen Ibee von Nuzlichkeit. Es gelangt nur burch einen groben Wiberspruch jur herrschaft. \*)

Die Frommler haben ben Ascetismus viel weiter ge trieben als die Philosophen. Die Philosophen haben fich barauf beschrankt, ben Werth ber verschiebenen Ber= gnugen zu bestimmen; bie religiofen Secten haben eine Pflicht baraus gemacht, sich Schmerzen zuzufügen. Stoiter haben gesagt, bag ber Schmerg burchaus tein Uebel fei; die Jansenisten haben behauptet, er fei ein Sut. Die Philosophen haben nie die Luft im Allgemeis nen verworfen, sondern nur die Arten berfelben, die fie grob und finnlich nannten, mabrend fie die geiftigen Benuffe priefen: fie gaben also mehr einigen Luftgefühlen ben Borzug, als bag fie bie übrigen ganglich ausschloffen. Stets berabgewurbigt und verachtet unter ihren eignen Namen, hat die Luft Aufnahme und Beifall unter ben Namen "Rechtschaffenheit, Ruhm, Ehre, Selbstachtung und Bohlanftanbigfeit" gefunden.

Um ber Beschulbigung, daß ich die Absurditat der Abceten übertreibe, zu entgehen, will ich den am wenigesten unvernünftigen Grund, der sich für ihr System ansführen läßt, aufsuchen. Man hat balb erkannt, daß

<sup>\*)</sup> Diefer Wiberspruch besteht barin, bas fie auf ber einen , Seite Gott als ein Wesen von unendlicher Gute barftellen, während sie auf ber andern Seite ihm in seinen Berboten und Drohungen Ales beilegen, was man von einem unversschnlichen Wesen, bas sich seiner Almacht nur gur Befriedigung seines Uebelwollens bedient, erwarten tann.

Man tann bie ascetischen Theologen fragen, wozu bas Beben gut mare, wenn nicht fur bie Bergnugen, bie es und verschafft, und welche Sicherheit ber Gute Gottes in einem anbern Leben wir haben konnen, wenn er uns in biesem bie Bergnugen verboten batte.

bie Locung ber Luft in gewissen Umständen versühren, das heißt, zu verderblichen Handlungen verleiten kann, zu Handlungen, deren Nachtheil den Nuzen überwiegt. Solche Bergnügen wegen ihrer üblen Folgen zu verdieten, werden gesunde Moral und gute Gesetze sich angelegen sein lassen; die Abceten aber haben einen Mißzgriff gethan, sie haben die Lust selbst angesochten, sie haben sie im Allgemeinen verdammt, sie zum Gegenstand eines undeschränkten Verdots, zum Zeichen einer verworsenen Natur gemacht, und nur in Rücksicht auf die menschliche Schwäche haben sie einzelne Ausnahmen zugelassen.

# 3. Capitel.

I. Billtuhrliches Princip ober Princip ber Sympathie und Antipathie.

Dieses Princip besteht barin, baß man nach seinem Gesühl billigt ober tabelt, ohne einen andern Grund von diesem Urtheil anzugeben, als das Urtheil selbst. "Ich liebe, ich hasse", bas ist die Angel, um die es sich breht. Eine Handlung wird für gut ober schlecht erklärt, nicht weil sie dem Interesse berer, wovon es sich handelt, gemäß ober zuwider ist, sondern weil sie dem, der urtheilt, gefällt oder mißfällt. Er spricht gedieterisch: es läst keine Berufung zu: er glaubt sich nicht versunden, sein Gesühl durch irgend eine auf das Wohl der Gesellschaft sich beziehende Betrachtung zu rechtsertigen. Es ist meine innigste Ueberzeugung; ich sühle es; das Gesühl such bei keinem Rath; unglüklich der, welscher nicht so denkt! er ist kein Rensch, er ist ein Unges

heuer in menschlicher Form: so ift ber bespotische Son seiner Ausspruche.

Aber, wird man sagen, gibt es Menschen, die unvernünftig genug sind, ihre besondern Gefühle für Geseze auszugeben, und sich das Privilegium der Unsehlbarkeit anzumaßen? Was du Princip der Sympathte
und Antipathie nennst, ist gar kein Princip der Beurtheilung; es ist vielmehr die Negation, die Vernichtung
jedes Princips. Es entsteht daraus eine wahrhafte Anarchie der Ideen, da bei gleichem Recht jedes Menschen,
sein Gefühl als Regel der Gefühle Aller geltend zu machen, es keinen allgemeinen Maßstad, kein allgemeines
Tribunal, woran man appelliren könnte, hinführo geben wurde.

Dhne Zweifel, die Absurdikt bieses Princips ist augenscheinlich. Auch wird kein Mensch ganz offen fagen: ich will, daß ihr benkt wie ich, ohne mir die Muhe zu geben, mich in Erdrterungen mit euch einzulassen. Jeber wurde sich gegen eine so tolle Anmaßung erheben; aber man nimmt seine Zustucht zu verschiedenen Ersindungen, um sie zu verbergen: man verschleiert diesen Despotismus unter irgend einer schonen Phrase. Die meisten Spsieme ber Moralphilosophie liesern davon den Beweiß.

Der eine sagt euch, er habe ein Etwas in sich, has ihm gegeben sei, um ihn zu lehren, was gut und was bos ist; und er nennt es Gewissen ober moralischen Sinn: hierauf entscheibet er, wie es ihm gefällt: dies ist gut, jenes ist schlecht; — warum? mein moralischer Sinn sagt es mir, mein Gewissen billigt ober misbilligt es.

Ein Andrer tommt mit einer andern Phrase: es ift nicht mehr ber moralische Sinn, es ift ber allgemeine Menschenverstand, ber das Gute vom Bofen unterscheiben lehrt: biesen allgemeinen Menschenverstand, sagt er, haben alle Menschen: wohl verftanben, bag er feinen von benen in Rechnung bringt, bie nicht beiten, wie er.

Noch ein andrer sagt euch, daß jener moralische Sinn und allgemeine Menschenverstand Traumereien seien, daß vielmehr die Vernunft bestimme was gut sei und was bose. Seine Vernunft gebietet ihm dieses und jeznes; alle guten und weisen Menschen haben genau so eine Vernunft, wie die seinige. Was diejenigen betrifft, die nicht so benken, wie er: um so schlimmer für sie; es ist ein Beweis, daß ihre Vernunft mangelhaft ober verderbt ist.

Andre fagen euch, baß es eine ewige und unwandelbare Regel bes Rechtes gebe, daß biefe Regel so ober so gebiete: hierauf bieten sie euch ihre besonderen Gefühle, die ihr als Sprößlinge ber ewigen Rechtsregel anzunehmen verpflichtet seib.

Eine Menge von Professoren, Juristen, Magistraten, Philosophen werben in eure Ohren bas Gesez ber Natur erschallen lassen. Sie streiten sich zwar alle über jeden Saz ihres Systems; aber bas thut nichts: jeder von ihnen tritt mit unerschütterlicher Zuversicht auf, und gibt euch seine Meinungen für Capitel aus dem Gesez der Natur aus. Die Phrase wechselt hier und dort: man spricht von Naturrecht, natürlicher Billigkeit, Menschen- rechten u. s. w.

Einem Philosophen ist es eingefallen, ein Moralsystem auf bas zu bauen, was er bie Bahrheit nennt: nach ihm gibt es nichts Boses auf ber Welt, außer ber Luge. Töbtest bu beinen Bater, so begehst bu ein Berbrechen, weil dies eine besondere Art ist zu sagen, daß er nicht bein Bater sei. Alles was diesem Philosophen nicht gefällt, misbilligt er unter dem Borwand, daß es eine Art von Luge sei. Es ist als ob man sagte, man solle das thun, was man nicht thun soll.

Unter biesen Despoten sind diejenigen am aufrichtigsten, die unverholen sagen: Ich bin von der Zahl der Erwählten; und Gott trägt Sorge, seine Erwählten von Allem, was gut oder bos ift, zu unterrichten. Er selbst offenbart sich mir und spricht durch meinen Mund. So kommt denn ihr Alle, die ihr im Zweisel seid, zu mir; ich werde euch die Orakel der Gottheit selbst mittheilen.

Alle biese und viele andre Systeme find im Grunde nichts als bas willführliche Princip, bas Princip ber Sympathie und Antipathie unter ber garve verschiebener Phrasen. Man will seinen Gefühlen ben Gieg verschaf= fen, ohne auf bie ber Unbern Rufficht ju nehmen: biefe falfchen Principien verschleiern und nahren ben Despotis= mus, wenigstens ben Despotismus ber Gefinnung, ber jeboch nur zu geneigt ift, wo er es ungeftraft tann, in That überzugehn. Die Folge bavon ift, bag mit ben reinsten Absichten ein Mensch fich felbst peinigt und Die Beifel seiner Mitmenschen wird. Ift er von melancholischem Charafter, so verfällt er in ftummen Trubfinn, und beflagt bitter bie Thorheit und Berberbt= beit ber Menschen. Ift er von reigharem Naturell, fo eifert er muthenb gegen Alle, bie nicht benken wie er. Er ift einer jener beftigen Berfolger, Die auf beilige Beife bas Bofe thun, Die bas Keuer bes Kanatismus mit bem unbeilvollen Gifer anschuren, ben bie Ueberzeugung ber Pflicht gibt, und bie mit bem Borwurf ber Berkehrtheit ober bes bofen Glaubens biejenigen brandmarten, die nicht blind gebeiligte Meinungen aboptiren.

Indes ift es wichtig zu bemerken, daß das Princip ber Sympathie und Antipathie oft mit bem ber Ruglich-feit zusammenfallen muß. Dem, was uns nuzt, seine Gunft, bem was uns schabet, seinen haß zuzuwenden, ift eine Reigung bes menschlichen herzens, die allgemein

ift. So findet man von einem Ende der Welt bis zum andern gemeinsame Gefühle der Billigung oder Mißsbilligung für wohlthatige oder schabliche Handlungen. Die Woral und die Jurisprudenz, durch diese Art von Instinkt geführt, haben meist das große Ziel der Rüdslichkeit erreicht, ohne eine klare Idee davon zu haben. Aber diese Sympathien, diese Antipathien sind keine zuverlässigen und beständigen Führer. Es beziehe ein Wensch sein Wohl oder seine Uebel auf eine eingebildete Ursache: er ist ungegründeten Begehrungen und Verabsscheuungen Preis gegeben. Der Aberglaube, die Charlatanerie, der Sectens und Partheigeist beruhn sast einz zig auf blinden Sympathien und Antipathien.

Die geringfügigften Umftanbe, ein Unterschieb in ben Moben, eine unbebeutenbe Abweichung ber Meinungen, eine Berfchiebenheit bes Gefchmats genugen, einen Denschen in ben Augen eines anbern als einen Feind erscheinen zu lassen. Die Geschichte, mas ift fie anders, als eine Sammlung unfinniger Anfeinbungen, zweklofer Berfolgungen? Gin Furft faßt eine Untipathie gegen Menfchen, Die gewisse gleichgultige Borte aussprechen; er nennt fie Arianer, Protestanten, Socinianer, Deiften. Man errichtet Schaffotte fur fie. Die Diener bes Altars bereiten Scheiterhaufen: ber Lag, wo biefe Reger im Schoofe ber Flammen untergehn, ift ein Bolksfest. nicht in Rufland ein burgerlicher Rrieg hervorgegangen aus einer langen Streitigfeit über bie Bahl ber Finger, beren man fich bebienen muffe, wenn man bas Beichen bes Kreuzes macht? Saben fich nicht bie Burger von Rom und Constantinopel in unversöhnliche Parteien gertheilt megen Schauspieler, Bagenlenker, Glabiatoren? Und hat man nicht, um diefen schimpflichen 3wiften Bichtigfeit ju geben, behauptet, bag ber Sieg ber Grunen, ober ber Blauen Ueberfluß ober Mangel, Triumphe ober Nieberlagen bes Reiches vorbebeute?

Die Antipathie kann sich mit bem Princip ber Ruglichkeit vereinigt finden; allein selbst dann ist sie kein
guter Grund für unfre Handlungen. Man verfolge einen
Dieb aus Rache vor den Gerichten: die Handlung ist
unstreitig gut, das Motiv aber ist gefährlich. Erzeugt
es bisweilen auch nüzliche Handlungen, häusiger wird
es verderbliche erzeugen. Die einzige stets gute und
sichere Basis des Handelns ist die Betrachtung der Rüzlichkeit. Man kann manchmal das Gute aus andern
Gründen thun, beständig aber nur, wenn man diesem
Princip treu bleibt. Die Antipathie und die Sympathie
mussen sich ihm unterwerfen, um nicht verderblich zu
werden: jenes Princip aber hat seine Regel in sich; es
läst durchaus keine andre zu, und es ist unmöglich, ihm
eine zu weite Ausbehnung zu geben.

Kaffen wir bas Gefagte turz julammen. Das Princip bes Ascetismus fteht bem ber Ruglichkeit feinblich gegenüber. Das Princip ber Sympathie verwirft es meber, noch nimmt es basselbe an, es gibt keinen Grund, es ichwankt unter ber Berrichaft bes Bufalls zwischen bem Guten und bem Schlechten. Der Ascetismus ift so unvernunftig, daß es seinen unfinnigsten Unbangern nie eingefallen ift, ihn auf die bochfte Spize zu treiben. Das Princip ber Sympathie und Antipathie hindert feine Unbanger nicht, auf jenes ber Ruglichkeit gurufaukommen. Das legtere allein forbert und bulbet feine Ausnahme. Qui non sub me, contra me ist sein Wahlfpruch. Rach biefem Princip ift bie Gefeggebung ein Werk ber Beobachtung und Berechnung; nach ben 26= ceten ift fie ein Bert bes Fanatismus; nach bem Princip. ber Sympathie und Antipathie ein Werk ber Laune,

ber Einbildungskraft und bes Geschmakes. Das erste muß ben Beifall ber Philosophen haben, bas zweite ben Beifall ber Monche, bas britte ben Beifall bes Bolkes, ber schönen Geister, ber gewöhnlichen Moralisten und ber Weltleute.

#### II. Urfachen ber Antipathie.

Dies Princip ubt in ber Moral-und Gesegebung einen so großen Einfluß aus, baß es wichtig ift, zu ben geheimen Ursachen, die es erzeugen, hinaufzusteigen.

- 1. Biberstreben ber Sinne. Richts ist gewöhnlicher, als der Uebergang einer physischen Antipathie in eine
  moralische, besonders in schwachen Geistern. Eine Menge
  unschuldiger Thiere werden beständig versolgt, weil sie das
  Unglut haben und als häslich zu erscheinen. Alles Ungewöhnliche kann in und ein Gefühl des Widerwillens und
  des Hasse erregen. Das, was man ein Monstrum
  nennt, ist nur ein Wesen, das in seiner Bildung von
  allen übrigen seiner Art verschieden ist. Die hermaphroditen, die nicht wissen, zu welchem Geschlecht sie gehören, werden mit einer Art von Abscheu betrachtet,
  blos weil sie selten sind.
- 2. Berletter Stolz. Wer nicht meine Reinung annimmt, erklart mittelbar, daß er in diesem Punkte we= nig von meiner Einsicht halte. Eine solche Erklarung beleibigt meine Eigenliebe, und zeigt mir einen Gegner in einem Menschen, der mir nicht blos diesen Grad von Geringschäzung bezeugt, sondern auch diese Ge=ringschäzung in dem Maß, als er seine Meinung gegen die meinige geltend zu machen weiß, fortpslanzen wird.
- 3. Abgewehrte Berrichaft. Wenn auch unfere Eitelfeit nicht leiben follte, wir fuhlen bei ber Berichiebensheit bes Geschmats, beim Wiberftand ber Meinungen,

beim Gegeneinanderstoßen der Interessen, daß unfre Macht beschrankt ist, daß wir in vielen Fällen zu weichen gezwungen sind, daß unfre Herrschaft, die wir nach allen Seiten hin ausbehnen möchten, im Gegentheil von allen Seiten begränzt ist. Alles, was uns an unfre Schwäsche erinnert, ist ein geheimer Schmerz, ein Keim der Unzufriedenheit mit Andern.

- 4. Geschwächtes ober zerstörtes Bertrauen auf die kunftigen Handlungen ber Menschen. Wir glauben gern, daß unste Mitmenschen so sind, wie es uns für unser Glükzu Statten kommen würde: jede Handlung von ihrer Seite, die eine Bermindrung unseres Bertrauens auf sie zur Folge hat, kann nur ein geheimes Missergnügen verursachen. Ein Beispiel der Falschheit zeigt uns, daß wir auf das, was sie sagen oder versprechen, uns nicht verlassen konnen; ein Beispiel von Unvernünftigkeit erregt uns einen allgemeinen Zweifel gegen ihre Bernunft, und folglich gegen ihre Handlungsweise. Ein Beispiel von Eigensinn und Leichtsinn läst uns schliesen, daß wir nicht auf ihre Neigungen rechnen dürsen.
- 5. Getäuschtes Verlangen nach Einstimmigfeit. Die Einstimmigkeit gefällt uns. Jene harmonie
  zwischen den Gefühlen eines Andern und den unsrigen ist
  das einzige äußre Pfand der Wahrheit unserer Meinungen
  und der Rüzlichkeit der handlungen, welche die Folge
  davon sind. Ueberdies unterhalten wir uns gern über
  die Gegenstände, woran wir Geschmat haben: es ist eine
  Duelle angenehmer Erinnerungen oder hoffnungen. Die
  Unterhaltung mit Personen, die mit uns diese Uebereinstimmung des Geschmats haben, vermehrt diesen Schaz
  von Bergnügen, indem sie unsre Ausmerksamkeit auf
  diese Gegenstände heftet, und sie uns unter neuen Gesichtspunkten zeigt.

6. Der Reib. Wer genießt, ohne Jemanben zu schaben, mußte, wie es scheint, teine Feinde haben; allein man mochte sagen, sein Genuß mache bie, welche ihn nicht theilen, armer.

Es ift eine allgemeine Bemerkung, daß neue Vortheile mehr Reid erregen, als solche, wobei fich ein alter Besitz findet. Der Ausbrut Glutsritter hat immer eine beleidigende Bedeutung. Es genügt, daß er ein neues Glut bezeichnet; der Neid verknupft damit als Nebensvorstellungen demuthigende Erinnerungen und eine scheinsbare Berachtung.

Der Reib führt zum Ascetismus; in Betracht ber verschiedenen Alter, Umstände und Mittel können alle Menschen nicht gleiche Genüsse haben, aber die strenge der Entbehrungen wurde sie alle auf gleiche Stufe stellen können. Der Neib macht uns demnach zu einem strengen System in der Moral geneigt, als einem Mittel, die Größe der Genüsse gleich zu machen. Man hat mit Recht gesagt, daß ein Mensch, der mit einem Organ mehr für das Bergnügen geboren ware, wie ein Ungeheuer verfolgt werden würde.

Dies ist der Ursprung der Antipathien; dies das Berzeichnis der verschiedenen Gefühle, woraus sie bestehn. Um ihre Heftigkeit zu mäßigen, muß man daran densten, daß eine vollkommene Uebereinstummung zwischen zwei Individuen durchaus nicht stattsinden kann; daß, wenn man sich diesem ungeselligen Gefühl hingibt, es immer stärker wird, und den Kreis unsres Wohlwollens und unsrer Genüsse immer mehr und mehr verengt; daß im Allgemeinen unsre Antipathien gegen und selbst zurütwirken, und daß es in unsrer Macht steht, sie zu schwäschen, und selbst sie ganzlich zu unterdrücken, indem wir aus unsrem Geiste die Vorstellung der Gegenstände, die

fie erregen, verbannen. Gludlicher Weise find die Ursfachen der Sympathie beständig und natürlich, die der Antipathie zufällig und vorübergebend.

Man kann bie moralischen Schriftsteller in awei Claffen bringen: bie einen fuchen bie giftigen Pflangen ber Antipathie auszuwotten, bie anbern fie zu verbreiten. Jene find der Schmahung ausgesezt, diese werden geachtet, weil fie unter taufchenbem Schleier bem Reib und ber Rache bienen. Diejenigen Bucher werben am schnellften berühmt, bie ber Damon ber Antipathie bictirt hat, wie Schmabschriften, Parteischriften, fatprifche Denkichriften u. f. w. Der Telemach verdankte fein glangenbes Glut nicht feiner Moral, nicht bem Reize bes Style, fonbern ber allgemeinen Meinung, bag er eine Satyre auf Ludwig XIV und feinen Sof enthalte. 218 Sume in feiner Geschichte ben Partheigeift beruhigen und die Leibenschaften, wie ein Chemiker die Gifte ana= . lysirt, untersuchen wollte, erhob sich gegen ihn bie Daffe ber Lefer: Die Menschen wollten nicht, bag man ihnen bewiese, sie seien mehr unwissend als schlecht, und bie vergangenen Jahrhunderte, immer' auf Roften bes gegenwartigen gepriefen, feien fruchtbarer an Glenb und an Berbrechen gemefen.

Gluklich für sich selbst, gluklich der Schriftsteller, der sich den beiden falschen Principien hingibt: ihm öffnet sich das Feld der Beredsamkeit, ihm ist der Gebrauch der Redesiz guren eigenthümlich, das Feuer des Styls, der übertriedene Ausdruck: durch Aufregung des Gefühls und der Phantasie reißt er die Gemüther mit sich fort. Alle seine Meinungen sind Dogmata, ewige Wahrheiten, unveränderslich, unerschütterlich, wie Gott und wie die Natur. Er übt als Schriftseller die Gewalt eines Despoten, und verdammt die, welche nicht denken, wie er.

Der Anhanger bes Princips ber Nüzlichkeit ift nicht in einer ber Beredsamkeit so gunftigen Lage. Seine Mittel sind verschieden, wie sein Gegenstand. Er kann nicht bogmatisiren, nicht blenden, nicht überraschen: er verpflichtet sich, alle Ausdrücke zu verdeutlichen, und dasselbe Wort in demselben Sinne zu gebrauchen. Er bedarf langer Zeit, seine Grundsteine zu legen, sich ihrer zu versichern, seine Wertzeuge zu bereiten, und er hat Alles von der Ungeduld zu fürchten, die seiner Vorarsbeiten mude wird, und sogleich zu großen Resultaten geslangen will. Indes dieser langsame und vorsichtige Gang ist der einzige, der zum Ziele führt; und wenn es der Beredsamkeit gegeben ist, die Wahrheit unter das Volk zu verbreiten, so ist es der Analyse vorbehalten sie zu entdeden.

Non fumum ex fulgore sed ex fumo dare lucem Cogitat

# 4. Capitel.

Einflus biefer Principien auf bie Gefeggebung.

Das Princip ber Ruzlichkeit ift noch von keinem Gesfezgeber gehörig entwickelt und angewandt worden; allein, wie gefagt, es hat durch feine zufällige Berbindung mit dem Princip der Sympathie und Antipathie im Gebiet der Gesezgebung gewirkt. Die allgemeinen Ideen von Augend und Laster, auf unklaren Borstellungen von Gut und Uebel gegrundet, sind im Besentlichen ziemlich gleichformig. Die Gegesezgeber haben, indem sie diese Bolksibeen zu Rathe zogen, die ersten Geseze gemacht, ohne welche die Gesellschaften nicht hatten bestehen können.

Das Princip bes Ascetismus, obgleich von feinen Anhangern in ihrem Privatleben mit Barme umfaßt,

hat niemals einen bebeutenben birecten Ginfluß auf bie Sandlungen ber Regierung ausgeubt. Zede Regierung hat vielmehr bas System und bas Biel gehabt, auf Bermehrung ber Kraft und bes Bohlfeins hinzuarbeiten. Bu bem Uebel, bas Rurften angerichtet haben, find fie nur burch falfche Unfichten von Große und Dacht verleis tet worden, oder burch Privatleibenschaften, wovon das offentliche Unglut wohl bie Folge, nicht aber ber 3met mar. Die politische Einrichtung von Sparta, bas man fo treffend ein Rriegerklofter genannt hat, war in Beziehung auf bie Berhaltniffe biefes Staates ju feiner Erhaltung nothmenbig, ober murbe meniaftens von feinem Befegge= ber bafur gehalten, und entsprach unter biefem Beficht=' punfte bem Princip ber Ruglichfeit. Die driftlichen Staaten haben gwar bie Errichtung von Monchborben geftat= tet, aber bie Belubbe murben ale freiwillig betrachtet. Sich felbft zu peinigen, war ein verbienstliches Bert: einen Andern gegen feinen Billen ju peinigen, ein Berbrechen. Ludwig ber Beilige trug ein harenes Bemb, verpflichtete jedoch nicht feine Unterthanen, basfelbe gu thun.

Das Princip, bas ben bedeutenbsten Einfluß auf die Regierungen ausgeübt hat, ist das der Sympathie und Antipathie. In der That, auf dieses Princip muß alles das bezogen werden, was man unter den glanzendsten Namen zu erreichen strebt, ohne das Glut als einziges und unabhängiges Ziel vor Augen zu haben: gute Sitten, Gleichheit, Freiheit, Gerechtigkeit, Macht, Handel, selbst Religion: beachtungswurdige Gegenstande, Gegenstande, die allerdings der Gesezgeber ins Auge fassen muß, die ihn jedoch nur zu oft irre leiten, wenn er sie als Zwet, und nicht als Mittel betrachtet. Er sezt sie an die Stelle des zu erstrebenden Glutes, statt sie demselben unterzuordnen.

So betrachtet in ber politischen Deconomie eine zu sehr vom Handel und Reichthum eingenommene Regiezung die Gesellschaft nur als eine Werkstätte, die Mensichen nur als productive Maschinen, und hat wenig Bebenken, sie zu qualen, wenn sie nur reicher dadurch werden. Sie benkt nur an Douanen, Bechselkurs, offentliche Fonds, und bleibt gleichgultig bei einer Menge von Uebeln, die sie heilen konnte. Sie will weiter nichts, als daß man viele Werkzeuge des Genusses hervordringe, während sie ohne Aushören den Mitteln zu genießen, neue hindernisse in den Weg legt.

Andre glauben das diffentliche Glut nur in der Macht und dem Ruhme zu finden. Boller Berachtung gegen jene Staaten, die nur in friedlicher Dunkelheit gluklich zu sein wissen, bedurfen sie Intriguen, Regociationen, Kriege, Eroberungen. Sie erwägen nicht, aus wie vieslem Ungluk dieser Ruhm sich bilbet, und wie viele Schlachtsopfer ihre blutigen Triumphe vorbereiten. Der Glanz des Sieges, die Erwerbung einer Landschaft verbergen ihnen den trostlosen Zustand ihres Landes, und lassen sie den wahren Zwek ber Regierung verkennen.

Manche ziehen gar nicht in Betracht, daß ein Staat gut verwaltet werde, daß die Geseze die Guter und die Personen schüzen, und daß das Bolt glütlich sei: über alles schäzen sie die politische Freiheit, das heißt, die möglich gleichmässigste Bertheilung der öffentlichen Macht. Ueberall, wo sie ihre Regierungsform nicht erblicken, sehn sie nur Stlaven; und wenn diese vermeintlichen Stlaven sich glütlich in ihrem Zustande besinden, wenn sie keine Berändrung besselben wünschen, so verachten und schmäschen sie bieselben. Sie wurden immer bereit sein in ihrem Fanatismus, das ganze Glüt einer Nation in eiznem Burgerkrieg aufs Spiel zu sezen, um die Macht

in die Sande berer zu bringen, die wegen ber unbefiegsbaren Unwiffenheit ihres Standes fich berfelben nur zu ihrem eignen Berberben murben bebienen konnen.

Dies sind einige Beispiele ber Phantasien, die man in der Politik an die Stelle des wahren Strebens nach Gluk sezt. Diese Fantasien gehen nicht aus einem feindeleigen Geiste gegen das allgemeine Gluk hervor, sondern aus Unachtsamkeit und Migverstand. Man ergreift nur einen kleinen Theil des Nuzlichen, woran man sich ausschließelich hängt; man arbeitet dem Gluk entgegen, in dem man einen besondern Theil des allgemeinen Gluks versfolgt; man vergift, daß alle diese Gegenstände nur einen relativen Werth haben, und daß das Gluk allein einen innern Werth besizt.

## 5. Capitel.

Beantwortung ber Einwürfe gegen bas. Princip ber Rüzlichkeit.

Man kann kleine Bebenklichkeiten, kleine Schwierigskeiten hinsichtlich bes Ausbruckes gegen bas Princip ber Ruzlichkeit erheben; aber man kann ihm keine Einwendug entgegenfezen, die auf Wirklichkeit beruht und zum klaren Gebanken erhoben ift. In der That, wie konnte man es bekampfen als mit Grunden, diefem Princip selber entnommen? Sagt man, es sei gefährlich, so heißt dies, daßes der Ruzlichkeit zuwider sein konne, die Ruzlichkeit zu Rathe zu ziehn.

Die Verwirrung hinsichtlich bieser Frage haftet an einer Art von Verkehrtheit in ber Sprache. Man hat sich gewöhnt, die Tugend im Gegensaz der Nüzlichkeit zu benken. Die Tugend, fagt man, ist die Aufopferung unfrer Interessen für unfre Pflichten. Um sich klar auszudrüken, hatte man sagen mussen, daß es Interessen

von verschiebener Große gebe, und daß manche Interessen in gewissen Umständen unvereinbarmit einander sind. Die Zugend ist die Ausopserung eines schwächeren Interesses für ein stärkeres, eines augenbliklichen für ein dauerhaftes, eines ungewissen für ein gewisses. Jede Borstellung von Tugend, die nicht aus diesem Begriff sließt, ifteben so dunkel als ihr Motiv unzuverlässig.

Diejenigen, die zur Beilegung des Streites zwischen Politik und Moral beide von einander scheiden, und jener die Ruzlickeit, dieser die Gerechtigkeit zum Princip geben wollen, zeigen verwirrte Begriffe. Der ganze Unterschied zwisschen Moral und Politik besteht darin, daß diese die Handlungen der Regierungen, jene die Handlungen der Individuen leitet; ihr gemeinsames Ziel ist aber das Wohlsein. Bas politisch gut ist, kann nicht moralisch schlecht sein, es seien denn die Regeln der Arithmetik, die für die großen Zahlen wahr sind, für die kleinen falsch.

Man tann Bofes thun, indem man bas Princip ber Ruglichkeit zu befolgen glaubt. Gin schwacher und beschrankter Geist tauscht sich, indem er nur einen klei= nen Theil der Guter und Uebel in Betracht gieht. Ein leibenschaftlicher Mensch tauscht sich, indem er einem Sute einen übertriebenen Werth gibt, fo daß basfelbe ibm für alle bamit verknüpfte Nachtheile bas Auge verfoließt. Das, mas ben Bofewicht ausinacht, ift bie Gewöhnung an Bergnugen, bie Andern ichaben; und gerade bies hat bie Entbehrung mehrer Arten von Bergnugen gur Rolge. Aber man muß bem Princip nicht bie Sehler jur gaft legen, bie ihm widersprechen, und bie es allein zu verbeffern im Stande ift. Benn ein Menfc schlecht rechnet, so liegt ber Mangel nicht in ber Arith= metit, fondern in ihm felbft. Benn bie Borwurfe, bie man bem Dachiavell macht, gegrundet find, fo tommen seine Irrthumer nicht baber, baß er bas Princip ber Ruzlichkeit zu Rathe gezogen, sonbern baß er falsche Anwendungen bavon gemacht hat. Der Berfasser bes Anti-Machiavell hat bas sehr wohl gefühlt. Er widerslegt ben "Fürsten", indem er barthut, daß seine Marimen verderblich sind, und daß die Treubrüchigkeit eine schlechte Politik ist.

Diejenigen, die nach Lefung ber Pflichten von Cicero und ber platonischen Moralisten vom Ruglichen, als etwas bem Sittlichen wibersprechenben, einen verwirtten Begriff haben, fuhren haufig bas Bort bes Ariftis bes über ben Borfchlag an, ben Themiftofles nur ihm batte mittheilen wollen. "Der Borfchlag bes Themiftofles ift fehr vortheilhaft, fagte Ariftides jum verfam= melten Bolt, aber er ift febr ungerecht." Dan glaubt barin einen entschiebenen Gegenfag zwischen bem Ruglis chen und bem Gerechten ju febn; man taufcht fich, es ift nur eine Bergleichung von Gutern und Uebeln. Der Ausbrut Ungerecht bezeichnet bie Gesammtheit ber Uebel, bie baraus, bag bie Menschen einander nicht mehr trauen konnen, hervorgehn. Ariftides hatte fagen konnen: ber Borschlag des Themistokles wurde nuzlich für einen Augenblif, und schablich fur Jahrhunderte fein: bas, mas er uns gibt, ift nichts in Bergleich mit bem, mas er uns nimmt.

Dies Princip ber Ruglichkeit, wird man fagen, ift nur eine Erneuerung bes Spikuraismus; nun kennt man aber die Zerruttungen zu wohl, die diese Lehre in ben Sitten bewirkt hat; sie war immer die ber verberbteften Menschen.

Epifur, das ist wahr, hat allein unter den Alten das Berdienst, die wahre Quelle der Moral gekannt zu haben; die Annahme aber, daß seine Lehre die Folgen,

vie man ihr vorwirft, herbeifuhre, ist ber Annahme gleich, baß bas Wohlsein ein Feind bes Wohlseins selbst sein könne. Sie praesentibus utaris voluptatibus ut suturis non noccas. Seneca stimmt hier mit Epitur überein, und was kann man auch mehr für die Sitten wünschen, als die Versagung jedes Vergnügens, das uns ober andern schadet. Und ist dies nicht grade das Prinzeip der Rüglichkeit?

Aber, wird man welter fagen, jeder wirft fich jum Richter bes ihm Ruzlichen auf; jede Berpflichtung wird also aufhören, wenn man nicht mehr fein Intereffe basbei ju finden glaubt.

Beber wirft fich jum Richter bes ihm Ruglichen auf: bies ift und muß fo fein, sonft mare ber Mensch kein vernunftiges Befen: wer nicht Richter über bas ift, was ihm nut, ift weniger als ein Rind, er ift ein Blobfinniger. Die Berpflichtung, welche die Menschen an ihre Berfprechen binbet, ift nichts anders, als bie Borftellung eines Intereffes boberer Urt, bas über ein untergeordnetes Intereffe fiegt. Man bindet die Menschen nicht allein burch die besondre Ruglichkeit biefes ober jenes Berfprechens; fonbern in ben Fallen, wo bas Ber= fprechen einer ber Parteien laftig wirb, binbet man fie noch burch bie allgemeine Ruglichkeit ber Berfprechen, burch bas Bertrauen, bas jeber gebilbete Mensch auf fein Bort einzuflogen municht, um fur einen glaubmurbigen Menschen gehalten zu werben, und fich ber an Die Rechtschaffenheit und Achtung gefnupften Bortheile zu erfreuen. Es ift nicht bas Bersprechen, bas bie Berbinblichkeit burch fich begrunbet; benn es gibt nichtige, ungefegmäßige Berfprechen. Barum? Beil man fle als schablich betrachtet. Es ift also die Ruzlichkeit, die bem Bertrag feine bindenbe Kraft gibt.

Man kann leicht auf eine Berechnung von Gutern und Uebeln alle handlungen ber gepriesensten Tugend zurutführen. Das heißt nicht sie erniedrigen, nicht sie schwächen, sie als eine Wirkung der Vernunft vorzustelsten, und fie auf eine verständliche und einfache Beise zu erklaren.

Sieh, in welchen Birtel man gerath, wenn man bas Princip der Ruglichkeit nicht anerkennen will. 3ch bin verpflichtet, mein Berfprechen zu halten. Barum? Beil mein Gemiffen es mir gebietet. Bie weißt bu aber; bag bein Gemiffen es bir gebietet? Eine geheime innere Stimme fagt es mir. Warum bift bu fchulbig, beinem Gewiffen zu folgen? Beil Gott ber Urheber meiner Ratur ift, und meinem Gewiffen gehorchen, Gott gehorchen beißt. Warum bift bu fchulbig, Gott ju gehorchen? Beil es meine erfte Pflicht ift. Woher weißt bu bas? weil es mir mein Gewiffen fagt, u. f. w. Siehe ba ben ewigen Birkel, aus bem man nie herauskommt, - bie Quelle eines unbeugsamen Starrfinns und unbesiegbarer Frrthus mer. Denn wenn man Mues burch bas Gefühl beurtheilt. fo gibt es fein Mittel, bie Gingebungen eines aufgeflarten Gemiffens von benen eines blinden zu unterscheiben. Alle Berfolger haben gleichen Titel, alle Fanatifer gleis des Recht.

Billft bu bas Princip ber Ruglichkeit wegen ber Roglichkeit falfcher Unwendung verwerfen, mas wirft bu an feine Stelle fezen? Saft du eine Regel gefunden, wovon fich kein Migbrauch machen lagt? wo ift biefer untrugliche Compag?

Willft du irgend ein bespotisches Princip an seine Stelle sezen, bas ben Menschen befiehlt, so ober so zu hahdeln, ohne zu wissen warum, aus blindem Gehorsam? Willft bu irgend ein anarchisches ober eigenfinniges

Princip an feine Stelle fezen, bas einzig auf beine bes . sonbern innern Gefühle gegründet ift?

In biesem Fall, welche Motive giebst bu ben Mensichen, um sie zu bestimmen, bir zu folgen? werden sie unabhängig von ihrem Intresse sein? Wenn sie nicht mit bir übereinstimmen, welche Gründe wirst du anführen, auf welche Beise bazu gelangen, sie mit dir zu vereinigen? Wohin willst du alle die Secten, asse die Meinungen, alle die Widersprüche, die die Welt erfüllen, vorladen, wenn nicht vor das Tribunal des allgemeinen Interesses?

Die hartnädigsten Feinde bes Princips ber Nuzlich=
feit find diejenigen, die sich auf bas sogenannte religibse
Princip grunden. Sie erklären, nur den Willen Gottes
als Regel bes Guten und Bosen anzuerkennen. Es ist
die einzige Regel, sagen sie, die alle erforderlichen Eigenschaften hat, sie ist untruglich, allgemein u. s. w.

Ich antworte, daß das religidse Princip gar kein Princip von eigenthümlichem Charakter bilbet: entweber das eine ober das andre jener Principien, wovon oben die Rede gewesen, zeigt sich unter dieser Form. Was man den Willen Gottes nennt, kann nur sein vermutheter Bille sein, da Gott sich uns nicht durch unmittelbare Handlungen und besondre Offenbarungen eröffnet. Wie vermuthet ein Mensch aber den Willen Gottes? Nach seinem eignen. Nun wird aber sein besondrer Wille immer durch eines der drei oben genannten Principien bestimmt. Woher weißt du, daß Gott dieses oder jenes nicht will? Es wurde dem Wohl der Menschen entgegen sein, antwortet der Anhanger der Nüzlichkeit. Es ist ein grobes und sinnliches Vergnügen, das Gott mishilsein grobes und sinnliches Vergnügen, das Gott mishilsein

ligt, antwortet ber Ascet. Es ift es beshalb, weil es bas Gewissen verlezt, weil es bem naturlichen Gefühle entzgegen ift, und weil man folches, ohne sich eine Untersuchung zu erlauben, verabscheuen muß, dies ist die Sprache ber Antipathie.

Aber die Offenbarung, wird man fagen, ift die unmittelbare Erklarung des Willens Gottes. Sie ist eine Führerin, die aller menschlichen Weisheit vorzuziehen ift.

Ich werde nicht indirect antworten, daß die Offensbarung durchaus nicht allgemein ist, daß sie selbst unter den christlichen Bolkern von vielen Individuen nicht anzgenommen wird, und daß es eines allgemeinen Princips der Urtheile für alle Menschen bedarf; sondern ich bemerke, daß die Offenbarung durchaus kein System der Politik und der Moral ist, daß alle ihre Borschrifzten der Erklärung, Modisication, Beschränkung der eisnen durch die andern bedürfen, daß sie, im buchstäblischen Sinne genommen, die Welt umkehren, die Selbstwertheidigung, die Industrie, den Handel vernichten würzbe, daß die Kirchengeschichte einen unumstößlichen Beweiß der schreklichen Uebel liefert, die aus falsch verzsstandenen religiösen Marimen entstanden sind.

Welche Verschiedenheit zwischen ben protestantischen und ben katholischen Theologen, zwischen ben neuen und ben alten! die evangelische Moral von Paley ist nicht die evangelische Moral von Nicole. Die der Jansenisten war nicht die der Jesuiten. Die Ausleger der Schrift theilen sich selbst in drei Classen. Die einen haben das Princip der Nüzlichkeit zur Regel der Critik; die andern solgen dem Ascetismus; die britten den verwirrten Einzdrücken der Sympathie und Antipathie. Die ersten, weit entsernt die Lust auszuschließen, geben sie uns als Beweis der Güte Gottes. Die Asceten sind Todseinde

berselben: wenn sie sie erlauben, so geschieht dies nicht um ihrer selbst willen, sondern in Erwägung eines gewissen nothwendigen Zwedes. Die lezten billigen oder misbilligen die Lustempsindungen nach ihrer Fantasie, ohne sich durch die Betrachtung ihrer Folgen bestimmen zu lassen. Die Offenbarung ist also kein besondres Princip. Diesen Ramen verdient nur ein solches, das keines Beweise bedarf und allem Uedrigen zum Beweise bient.

## 6. Capitel.

Bon ben verfchiebenen Arten ber Buft unb ber Unluft.

Bir erfahren ohne Unterlaß eine Manchfaltigkeit von Eindruden, bie uns nicht intereffiren, bie gleichsam über unfre Seele bingleiten, ohne unfre Aufmertfamteit auf fich zu beften. Go erzeugen bie meiften Begenftanbe, woran wir gewohnt find, keine Empfindung, die ftark genug ift, um une Luft ober Unluft ju verurfachen. Diefen Namen tann man nur ben intereffanten Empfindungen geben, benjenigen, bie fich in ber Menge bemertbar machen, und beren Dauer ober Ende wir begehren. Diese intereffanten Empfindungen find einfach ober zusammen= gefezt: einfach, wenn man sie nicht in mehre auflosen kann; zusammengesext, wenn sie aus mehren einfachen Luftempfindungen ober aus mehren einfachen Unluft-Empfindungen, ober felbst aus Luft= und Unluftem= pfindungen zugleich gebildet find. Das, mas uns beftimmt, mehre Luftempfinbungen als eine jusammenge= sezte Lustempfindung, und nicht als mehre einfache Buftempfindungen zu betrachten, ift bie Natur ber Sache, welche fie erregt. Alle Luftempfindungen, welche burch bie Birtung einer und berfelben Urfache hervorgebracht werben, betrachten wir als eine einzige Empfindung. So begrundet ein Schauspiel, das zu gleicher Zeit mehren unfrer Sinne durch die Schönheit der Decorationen, bie Musit, die Gesellschaft, das Spiel der Schauspieler schmeischelt, eine zusammengesezte Lust.

. Es hat einer großen analytischen Arbeit bedurft, um ein vollständiges Berzeichniß ber einfachen Luste und Unlustempfindungen zu entwerfen. Dieses Berzeichniß ift von einer Brodenheit, die viele Leser abschreden wird; benn es ist nicht das Werk einer Fantasie, die zu gesfallen und zu bewegen sucht, es ist die Rechnungsablage von unsern Empsindungen, es ist ihr Inventar.

# 1. Abschnitt.

#### Ginfache guftempfinbungen.

- 1) Eustempfindungen der Sinne: die unmittelbar auf unfre Sinnesorgane, unabhängig von jeder
  begleitenden Borstellung, sich beziehenden Lustempsindungen des Geschmats, des Geruchs, des Gesühls, des Gehors,
  bes Tastsinnes; ferner das Gesühl der Gesundheit, dieser
  glüklichen Entwicklung der Lebensgeister, diese Empsindung eines leichten und ungehinderten Daseins, die sich
  nicht auf einen einzelnen Sinn bezieht, sondern auf alle
  Lebensthätigkeiten; endlich die Lustempsindungen der
  Reuheit, die wir erfahren, wenn neue Objecte unfre
  Sinne anregen: sie bilden keine besondre Classe, allein
  sie spielen eine so große Rolle, daß ihrer ausdrüklich Erwähnung geschehen muß.
- 2) Luftempfindungen bes Reichthums: man versteht barunter jene Luftempfindungen, welche aus bem Befig einer Sache, bie ein Werkzeug bes Genusses ober

ber Sicherheit ift, entsteht, Lustempfindungen, die besonbers lebhaft im Moment bes Erwerbes sind.

- 3) Zustempfindungen der Geschiflichkeit: bas sind solche, die aus einer überwundenen Schwierigsteit hervorgehn, aus irgend einem Grad von Bollsommenheit in der Handhabung und Anwendung der Instrumente, die und Bergnügen oder Nuzen gewähren. So erfährt derjenige, der das Clavier spielt, ein von demiesnigen ganz verschiedenes Bergnügen, das er durch Anshören desselben von einem Andern ausgeführten musikalissen Stuts haben wurde.
- 4) Buftempfindungen ber Freundschaft: bas beißt folche, welche die Ueberzeugung begleitet, bas Bohlwollen bieses ober jenes Individuums zu besizen, und
  folglich freiwillige und uneigennuzige Dienste von ihnen
  erwarten zu können.
- 5) Eustempfindungen eines guten Rufes: bas heißt solche, welche die Ueberzeugung begleiten, die Achtung und das Wohlwollen der uns umgebenden Welt oder aller Personen zu erwerben oder zu besizen, mit denen wir in Verhältnisse treten können; so wie die Ueberzeugung, von ihnen im Fall der Noth als Frucht jener Gesinnung gegen uns freiwillige und uneigennuzige Dienste erwarten zu können.
- 6) Luftempfindungen ber Macht: Die berjenige erfahrt, ber fich im Befig ber Mittel fuhlt, Die Andern burch die hoffnung eines Gutes ober burch die Furcht eines Uebels, bas er ihnen zufügen konnte, zufeinem Dienfte zu bestimmen.
- 7) Luftempfindungen ber. Frommigteit: folche, welche bie Ueberzeugung begleiten, bie Gunft Gottes . ju erwerben ober zu besizen, und bem zu Folge von ihm

eine besondre Gnade in biesem ober jenem Leben erwarten zu konnen.

- 8) Lust empfindungen des Bohlwollens: solche, die aus der Betrachtung des Gluts geliebter Personen hervorgehn. Man kann sie auch Lustempsindungen der Sympathie oder der geselligen Reigungen nennen. Ihre Kraft dehnt sich mehr oder weniger aus: sie konnen sich in einem engen Kreise concentriren, oder sich über die ganze Menschheit ausdehnen. Das Bohlwollen kann sich auch auf die Thiere beziehn, wovon wir gewisse Arten oder Einzelne derselben lieben: die Zeichen ihres Bohlseins regen uns auf eine angenehme Beise an.
- 9) Lustempfindungen bes Uebelwollens: biefe gehn aus bem Anblik ober ber Borstellung von Unzustempfindungen ber Wesen hervor, die wir nicht lieben, seien es Menschen ober Thiere. Man kann sie auch Lustempfindungen ber feinblichen Leidenschaften, der Antipathie, ober ber gesellschaftwidrigen Neigungen nennen.
- 10) Wenn wir die Fahigkeiten unseres Geistes auf ben Erwerb neuer Ibeen hin richten, und wenn wir insteressante Wahrheiten im Gebiete ber Moral ober ber Physik entbeden ober zu entbeden glauben; so kann bie Lustempsindung, die daraus hervorgeht, die intellectuselle genannt werden. Die Entzüdung des Archimebes nach der Losung eines schwierigen Problems wird von allen denen leicht begriffen, die sich abstracten Studien bingegeben haben.
- 11) Wenn wir biese ober jene Lustempsindung gehabt, ober selbst in gewissen Fallen, wenn wir diese ober
  jene Unlust erlitten haben; so ist es angenehm, sie genau nach ihrer Ordnung und mit benselben Umständen
  uns wieder zu vergegenwärtigen. Dies sind die Lustempsindungen ber Erinnerung. Sie sind eben so ver-

fcieben, als bie Erinnerungen, bie ihren Gegenstand bilben.

- 12) Manchmal aber erneuert uns die Erinnerung die Borstellung gewisser Lustempsindungen, die wir, wie es uns gefällt, in eine veränderte Ordnung stellen, und mit den angenehmsten Umständen in unserm Leben oder in dem Leben Andrer in Berbindung bringen. Dies sind die Lustempfindungen der Einbildungstraft. Der Maler, der die Natur copirt, stellt die Verrichtungen des Gedächtnisses dar; derjenige, der hier und da Gruppen aufgreist und sie nach Willtubr zusammenstellt, die der Einbildungstraft. Die neuen Ideen in den Kunsten, in den Wissenschaften, die für die Wissbegierde interessanzten Entdedungen, sind Lustempsindungen der Einbildungstraft, die das Gebiet ihrer Genüsse erweitert sieht.
- 13) Die Borftellung einer funftigen Euft, Die ber Glaube, bag wir fie genießen werden, begleitet, bilbet bie Luftempfindungen ber hoffnung.
- 14) Eustempfindungen ber Ideenassociation: bieses ober jenes Object kann keine Lustempfindung an sich erregen; wenn es sich aber in unserm Geiste mit einem andern uns angenehmen Object verbindet oder vergesellschaftet, so nimmt es an bessen Unnehmlichkeit Theil. So grundet sich das Vergnügen am Wechsel im Glukspiel, wenn man um nichts spielt, auf der Association mit der Lust des Gewinnes.
- 15) Endlich gibt es Luftempfindungen, die sich auf Unlust grunden. Wenn man gelitten hat, so ist das Aushören ober die Vermindrung des Schmerzes eine Lust, und oft eine sehr lebhafte. Man kann sie Lustempfindungen ber verminderten Unlust ober ber Befreiung von Unlust nennen. Sie können eben so manigfaltig sein, wie die Unlustempfindungen.

Dies find die Grundbestandtheile aller unfrer Senuffe. Sie vereinigen sich, sie sezen sich zusammen und modificiren sich auf taufenderlei Beise, so daß es Uebung und Ausmerksamkeit erfordert, in einer zusammengesezten Luft alle die einfachen, die ihre Clemente sind, zu scheiben.

Das Bergnugen, bas uns ber Unblif einer Lanbschaft erregt, ift aus verschiebenen Luftempfinbungen ber Sinne, ber Einbildungsfraft und bes Boblwollens aufammengefest. Die Mannigfaltigfeit ber Gegenftanbe. bie Blumen, bie Farben, bie iconen Formen ber Baume, Die Mischung von Schatten und Licht erfreuen bas Muge: bem Dhr wird geschmeichelt vom Gesang ber Bogel, bein Murmeln ber Bache, bem Gefäusel, bas ber Binb in ben Blattern erregt; bie mit ben Duften einer frifchen Pflanzenwelt gefüllten gufte bringen bein Geruchfinn angenehme Empfindungen, mabrend ihre Reinheit und Leichtigfeit ben Umlauf bes Blutes beschleunigt und bie Bewegung erleichtert. Die Einbilbungsfraft, bas Boblwollen verschönern bie Scene noch, inbem fie bie Borftellungen von Reichthum, Ueberfluß und Fruchtbarteit meden. Die Unichuld und bas Glut ber Bogel, ber Beerben, ber Sausthiere contraftiren angenehm mit ben Befcwerben und fturmifchen Bewegungen unfres Lebens. Bir leiben ben gandbewohnern basfelbe Bergnugen, bas wir felbst burch bie Neuheit biefer Gegenstande empfinben. Endlich, die Dankbarkeit gegen bas bochfte Befen, bas wir als ben Urbeber biefer Bohlthaten betrachten, vermehrt unfer Bertrauen und unfre Bewunderung.

# 2. Abschnitt.

Einfache Unluftempfinbungen.

1) Unluftempfindungen ber Entbehrung: fie entsprechen allen Arten ber Luftempfindungen, beren

Abwesenheit ein unangenehmes Gefühl erregt. Es gibt bavon brei Sauptmobificationen: 1) Wenn man eine gewiffe Luft municht, Die Kurcht aber, ihrer nicht theilhaft ju werben, großer ift als bie hoffnung fie ju erreichen, fo nennt man bie baraus hervorgehende Unluft bie bes Begehrens ober bes unbefriedigten Begehrens. 2) Wenn man ftart gehofft bat, eine Luft zu genießen, und auf einmal bie hoffnung zerftort wirb, fo nennt man bies eine Unluft ber getauschten Erwartung. 3) Wenn man ein Gut genoffen, ober mas auf basfelbe beraustommt, wenn man feft auf feinen Befig gerechnet bat, und basfelbe verliert, fo nennt man bas baraus bervorgebenbe Gefühl Schmerz bes Berluftes ober Betrubnif. Bas jene mit bem Ramen ber Langeweile bezeichnete Niebergeschlagenheit ber Seele betrifft, so ift biefe eine Unluft ber Entbehrung, bie fich nicht auf dieses ober jenes Object bezieht, sonbern auf bie Abwesenheit jeber angenehmen Empfindung.

- 2) Unlustempfindungen der Sinne. Es gibt nenn Arten: die des Hungers und des Durstes; die des Geschmades, des Geruches, des Tastsinnes; die des Gehors und des Gesichtes; das Uebermaß der Kalte und Warme (wofern man diese Unlust nicht auf den Tastsinn bezieht;) die Krankheiten jeder Art; endlich Müdigsteit sowohl des Geistes als des Körpers.
- 3) Unluftempfindungen ber Ungeschidliche feit. Man erfahrt sie bei fruchtlosen Bersuchen ober bei beschwerlichen Anstrengungen, die Werkzeuge ober Inftrumente bes Vergnügens ober bes Bedürfnisses zu ihren verschiedenen Zweden anzuwenden.
- 4) Unluftempfindungen ber Feinbichaft: biefe empfindet man, wenn man fich fur ben Gegen= ftand bes Uebelwollens Anderer halt, und von ihrem haffe auf irgend eine Beife zu leiben furchtet.

- 5) Unlustempfindungen bes schlechten Rufes. Sie finden statt, wenn ein Mensch sich von der ihn umgebenden Welt gehaßt oder vernichtet glaubt, oder es in Zukunft zu werden fürchtet. Man kann sie auch Unlustempfindungen der Schande, Unlustempfindungen der moralischen Sanction oder der öffentlichen Meinung nennen.
- 6) Unluftempfindungen ber Frommigteit. Sie entspringen aus ber Furcht, bas bochfte Befen beleidigt zu haben, und von seinen Strafen in biesem
  oder jenem Leben getroffen zu werben. Sieht man sie
  als wohl begründet an, so nennt man sie religiose, im
  entgegengesezten Falle aberglaubische.
- 7) Und uft empfindungen bes Bohlwollens. Diese empfinden wir beim Anblik ober bei der Borftellung ber Leiben unferer Mitmenschen ober ber Thiere. Die Bewegungen des Mitleids lassen unfre Thranen für die Leiden eines Andern fließen, wie für die unfrigen. Man kann sie auch Unlustempfindungen der Sympathie, Unlustempfindungen ber gefelligen Neigungen nennen.
- 8) Unluftempfindungen bes Uebelwollens. Sie bestehn in bem Schmerz, ben man empfindet, wenn man an bas Glut berer bentt, bie man haßt. Man tann sie auch Unlust-Empfindungen ber Antipathie, Unlustempfindungen ber gefellschaftwidrigen Reigungen nennen.
- 9) 10) 11) Unluftempfindungen ber Erinnerung, ber Ginbildungstraft, ber Furcht: fie find genau die Umtehrung und das Gegentheil ber Luftempfindungen biefes Namens.

Wenn biefelbe Urfache mehrere biefer einfachen Unluft= empfindungen hervorbringt, fo betrachtet man biefelben als eine einzige zusammengesexte Unluft. Go find die Ber= bannung, die Gefangenschaft, die Confiscation zusammengestet Unlustempfindungen, die man nach dem obigen Berzeichniß der einfachen Unlustempfindungen auflosen tann.

Ift auch die Arbeit, Berzeichnisse bieser Art anzusfertigen, troden, so ist sie boch zum Ersaz bafür von großer Rüzlichkeit. Das ganze System ber Moral, bas ganze System ber Gesezgebung ruht auf bieser einzigen Basis: ber Kenntniß ber Lust= und Unlustempsindungen. Alles klare Denken gründet sich barauf. Spricht man von Lastern und Tugenden, von unschuldigen oder versbrecherischen Handlungen, von einem System der Belohnuns gen oder der Strafen, wovon handelt es sich? von Lust= und Unlustempsindungen, und nichts anderem. Sine Erörzterung in der Moral oder in der Gesezgebung, die sich nicht in diese einsachen Begriffe übersezen läßt, ist eine dunzkele und sophistische, aus welchen man nichts folgern kann.

Es fei jum Beispiel bie Lehre von ben Berbrechen, biefer große Gegenstand, ber bie gange Gefeggebung beberricht, bie Aufgabe unferer Untersuchung. Diefe Untersuchung wird im Grunbe nur eine Bergleichung, eine Berechnung von Lust= und Unlustempfindungen sein, Bir werben bas Berbrechen ober bas Uebel gewisser Sandlungen au betrachten baben b. b. bie Unluftempfindungen, bie baraus fur biefe ober jene Individuen bervorgeben; bes Berbrechers b. h. bie Triebfeber ben Reig ber Buft, die ihn jum Berbrechen bingeriffen hat; ben Gewinn bes Berbrechens b. b. bie Erwerbung irgend, einer Luft, welche die Folge bavon gewesen; bie ihm aufquerlegenbe gesegliche Strafe b. b. eine Unluft, ber man ben Schulbigen unterwerfen muß. Diefe Theorie ber Buft = und Unluftempfindungen ift alfo bie Grundlage ber gangen Biffenfchaft.

## 7. Capitel.

Bon ben Euft- unb Unluftempfindungen als Sanctionen betrachtet.

Man kann auf ben Willen nur burch Motive wirten, und Motiv bedeutet nichts anderes als Luft ober Unluft. Ein Wefen, bem wir weber Schmerz noch Bergnugen verursachen konnten, murbe sich in einer volltommenen Unabhängigkeit von uns befinden.

Die Unlust ober bie Lust, die man an die Beobachtung eines Gesezes knupft, bilbet basjenige, was man die Sanction bieses Gesezes nennt. Die Geseze eines Staates sind nicht Geseze in einem andern, weil sie in biesem keine Sanction, keine verbindende Kraft haben.

Man fann die Guter und Uebel in vier Claffen bringen:

- 1) Physische.
- 2) Moralische.
- 3) Politische.
- 4) Religiose.

hiernach tann man vier Sanctionen unterscheiben, inbem man biese Guter und biese Uebel als Belohnungen ober Strafen an gewisse Sanblungen gefnupft betrachtet.

- 1) Die Luft= und Unluftempfindungen, die man im gewöhnlichen Laufe ber Natur, wie diese durch sich selbst ohne Ginschreiten der Menschen wirkt, ersahren oder erwarten kann, bilben die physische ober naturliche Sanction.
- 2) Die Luft= und Unlustempsindungen, die man von Seiten der Menschen vermoge ihrer Freundschaft oder ihres Hasses, ihrer Achtung oder Berachtung, kurz, ihrer freiwilligen Gesinnung gegen und, ersahren oder erwarten kann, bilden die moralische Sanction. Man kann sie auch die Bolkssanction, die Sanction der ds

fentlichen Meinung, ber Chre, ober ber Enflaund Unluftempfindungen ber Sympathie nennen.

- 3) Die Bufts und Unluftempfindungen, die man von Seiten ber Obrigkeit vermoge ber Geseze erfahren ober erwarten kann, bilben die politische Sanction, die man auch die gesezliche nennen kann.
- 4) Die Lufts und Unluftempfindungen, die man vermöge ber Drohungen ober Berheifungen ber Religion erfahren ober erwarten tann, bilben die religiofe Sanction.

Es ist Semanden sein Haus durch Feuer zerstört worden. Ist dies eine Wirkung seiner Unvorsichtigkeit, so ist es eine aus der natürlichen Sanction stammende Unlust. Ist es in Folge eines Richterspruchs geschehn, so ist es eine Unlust der politischen Sanction. Ist das Uebelwollen seiner Rachbarn die Ursache, so ist es eine Unlust der moralischen Sanction. Nimmt man an, daß es ein unsmittelbarer Act der beleidigten Gottheit ist; so wurde es eine Unlust der religiösen Sanction, oder vulgar gessprochen, ein Gericht Gottes sein.

Man fieht aus biesem Beispiel, daß bieselben Unluftempfindungen allen Sanctionen angehoren tonnen. Die Berschiebenheit liegt nur in ben Umftanben, Die sie sie hervorbringen.

Diese Classification wird im Laufe bieses Werks von großem Ruzen sein; sie gewährt und eine leichte und gleichs formige Runftsprache, die durchaus nothwendig ist, um die verschiedenen Arten der moralischen Gewalten, der instellectuellen Hebel, die die Mechanik des menschlichen Berzens ausmachen, durch besondre Bezeichnungen zu trennen und zu charakterisiten.

Diese vier Sanctionen wirken weber gleichartig, noch gleich fart auf alle Menschen; sie sind bald Rebenbuhler, balb

Berbundete, bald Feinde. Sind fie einig, so wirken fie mit unwiderstehlicher Kraft; find sie im Widerstreit, so muffen sie sich gegenseitig schwächen; tampfen sie um ben Borrang, so muffen sie Unsicherheit und Widersprüsche in ber Handlungsweise ber Menschen hervorbringen.

Dan fann fich vier Gefegbucher vorftellen, biefen vier Sanctionen entsprechenb. Alles wurde auf bem bochften Punkt möglicher Bollkommenheit ftehn, wenn biefevier Gefezbucher nur ein einziges bilbeten. Allein bies Biel ist uns noch weit entfernt, obaleich es nicht unmbalich ift, es zu erreichen. Indeg muß ber Gefeggeber ftets baran benten, bag er unmittelbar nur uber bie politifche Sance tion ju gebieten bat. Die brei andern Gemalten werben nothwendig feine Rivale ober feine Berbundeten, feine Gegner ober feine Diener fein. Benn er fie in feinen Berechnungen überfieht, so wird er fich in feinen Refultas ten getauscht finden; wenn er fie aber ju feinen Abfichten mitwirfen lagt, fo wird er eine unermegliche Gewalt haben. Er fann fie nur unter ber Sahne ber Ruglichfeit zu vereinigen boffen.

Die natürliche Sanction ift die einzige, die immerfort wirkt und burch sich selbst, die einzige, deren wefent- liche Charaktere sich nie verandern; sie ist es, die alle andere unvermerkt auf sich zurukführt, ihre Abirrungen berichtigt, und alles das hervorbringt, was in den Gefühlen und Urtheilen der Menschen gleichformig ist.

Die moralische und die religibse Sanction sind beweglicher, wandelbarer, abhängiger von den Launen des menschlichen Geistes. Die Gewalt der moralischen Sanction ist sich gleicher, sie ist andaurender und beständiger mit dem Princip der Rüzlichkeit in Uebereinstimmung. Die Gewalt der religiosen Sanction ist sich dagegen ungleicher, veränderlicher nach den Zeiten und Individuen, gefährlichen Berirrungen mehr unterworfen: Rube fcmacht, Biberftanb verfiartet fie.

Die politische Sanction ift in gewissem Betracht beis ben überlegen: fie wirft mit einer gleichmäßigeren Rraft auf alle Menfchen, fie ift flarer und beftimmter in ihren Borfdriften, fie ift ficherer und eremplarifches in ihrer Birfamteit, endlich ift fie fahiger, vervolltommnet zu werben. Jeber Fortschritt, ben fie macht, hat einen unmittelbaren Ginfluß auf bas Fortschreiten ber beiben anbern, allein fie umfaßt nur Sandlungen einer gemiffen Art, fie hat zu wenig Gewalt über bas Privatleben ber Individuen; fie tann nur wirfam werben auf Beweife, bie zu erlangen oft unmöglich ift, und man entzieht fich ihr burch Beimlichkeit, Gewalt ober Lift. ber Untersuchung biefer verschieben Sanctionen hinficht= lich beffen, mas fie mirten und mas fie nicht wirten tonnen, ergibt fich alfo bie Rothwenbigfeit, teine gu verwerfen, -fonbern alle ju benugen, indem man fie gu bemfelben Biele binlenft.

Sie find Magnete, beren Kraft man vernichtet, ins bem man fie mit ihren feindlichen Polen gegen einander richtet; beren Kraft man aber verzehnfacht, wenn man fie mit ben freundlichen Polen vereinigt.

Man kann beiläusig bemerken, daß die Spsteme, die Benschen am wenigsten getheilt haben, nur auf einen ausschließlichen Borzug der einen oder andern dieser Sanctionen gegründet worden sind. Jede hat ihre Anhanger gehabt, die sie über die andern erheben gewollt; jede ihre Feinde, die sie zu erniedrigen, ihre schwachen Seiten zu zeigen, ihre Irrthumer aufzubeden, und die sie bez gleitenden Uebel zu entwideln gesucht haben, ohne von ihren guten Wirkungen Meldung zu thun. Dies ist die wahre Theorie jener Parodoren, worin man abwechselnd

bie Natur gegen die Gefellschaft, die Politik gegen die Religion, die Religion gegen die Politik und die Regie= rung und so fort erhebt.

Bebe biefer Sanctionen ift bem Brrthum unterworfen b. h. irgend einer bem Princip ber Muglichkeit wiberftrebenben Anwendung; burch bie fo eben entwidelte Runftfprache lagt fich aber ber Siz bes Uebels leicht burch ein einziges Wort angeben. So jum Beispiel bie Schande, bie nach ber hinrichtung eines Schulbigen auf feine unschulbige Familie übergeht, ift ein Irrthum ber moralifchen Sanc-Das Bergehn bes Buchers b. b. ber Intereffen über bie gesezlichen Intressen ist ein Irrthum ber politis schen Sanction. Die Rezerei und die Magie find Irrthumer ber religiofen Santion. Gewiffe Sympathien und Antipathien find Irrthumer ber naturlichen. Der erfte Reim ber Krankheit ift in einer biefer Santionen, aus welcher fie fich gewöhnlich in bie andern verbreitet. Es ift in allen Rallen wichtig, ben Urfprung bes Uebels erforscht zu haben, bevor man bas Beilmittel fucht und anmenbet. \*)

<sup>\*)</sup> Ginige werben' fich munbern, baf ba, wo von ben Sancs tionen ber Moral bie Rebe ift, bas Gewiffen nicht genannt wirb. Gin genugenber Grund, biefen Musbrud nicht an gebrauchen, ift feine Unbestimmtheit und Untlarbeit. Sim gewöhnlichften Sinne bezeichnet er entweber bie Bereinigung ber vier Sanctionen, ober bas Borherrichen ber religibfen; allein bie Anwendung eines und besfelben Ausbruts fur pier - Arten febr verfchiebener und oft entgegengefegten moralis ichen Gewalten führt zu unendlichen Streitigkeiten. In ber practifchen und fentimentalen Moral perfonificirt man gewöhnlich bas Bewiffen: es befiehlt, es verbietet, es bes lohnt, es ftraft, es erwacht, es wirb unterbrutt u. f. m. In ber philosophifchen Sprache find biefe figurlichen Musbrude gu verwerfen, und bie eigentlichen Ausbrude an ihre-Stelle gu fegen, bas beißt, bie guft aund Unluftempfinbung. gen aus biefer ober jener Sanction.

## 8. Capitel.

Bon ber Schagung ber guft. unb Unluftempfinbungen.

Eust zu verbreiten, Unlust zu entfernen, das ist das einzige Biel des Gesezgebers: er bedarf also einer genauen Kenntnis ihrer Größe. Bust- und Unlustempsindungen sind die einzigen Wertzeuge, die er anzuwenden hat: er muß also ihre Starte genau erforscht haben.

Untersucht man bie Große einer Lustempfindung, an sich betrachtet und in Beziehung auf ein Ginzelwesen, so wird man fie von vier Umftanben abhangig finden:

- 1) von ihrer Starte.
- 2) von ihrer Dauer.
- 3) von ihrer Gewigheit.
  - 4). von ihrer Rabe.

Die Große einer Unluftempfindung ift von benfelben Umftanden abhängig.

Aber zur Bestimmung der Größe der Lust = und Unlustempsindungen genügt es nicht, sie blos an sich, ohne Rudsicht auf die Beziehungen, worin sie zu einander stehen, zu
betrachten. Die Lust= und Unlustempsindungen können Wirkungen haben, die selbst wieder Lust= und Unlustempsindungen sind. Wenn man also die Tendenz einer, Handlung,
woraus eine unmittelbare Lust oder Unlust hervorgeht,
berechnen will, so kommen bei der Schäzung noch zwei
neue Umstände in Betracht:

- 5) Ihre Fruchtbarfeit.
- 6) Ihre Reinheit.

Einefruchtbare Luftempfindung ift jene, die wahricheins lich Luftempfindungen gleicher Art, eine fruchtbare Unluft= empfindung jene, die Unluftempfindungen gleicher Art zur Birtung hat. Rein ift die Luftempfindung, die wahricheinlich teine Unluft, und rein ift bie Unluftempfindung, Die wahrscheinlich teine Luft hervorbringen wirb.

Coll bie Chajung in Beziehung auf eine Besammtheit von Individuen gemacht werben, so muß man noch einen andern Umftand hinzufugen:

7) Die Ausbreitung, bas heißt, bie Bahl ber Personen, bie burch biese Luft ober Unluft afficirt werben muffen.

Alle biese so eben bezeichneten Umftanbe muffen bei ber Schäzung eines Berths einer handlung in Betracht gezogen werben. Sie find die Elemente ber moralischen Berechnung, und die Gesezgebung wird ein arithmetisches Geschäft. Das Uebel, bas man auferlegt, ift die Ausgabe; bas Gute, bas man ins Dasein ruft, die Einnahme. Die Regeln bieser Berechnung sind dieselben, wie überall.

Dieser Weg ist zwar langsam, aber sicher; wahrend bas so' genannte Gefühl schnell entscheibet, aber bem Irrthum unterworfen ist. Uebrigens braucht man nicht bei jedem Fall die Berechnung von vorn anzusanzgen; hat man sich mit diesem Berfahren vertraut gemacht, und hat man den richtigen Geistesblick, den man daz burch gewinnt; so vergleicht man die Summe des Gueten und des Uebeln mit solcher Schnelligkeit, daß man sich nicht aller Ringe der Gedankenkette bewußt wird. Man rechnet, ohne es zu wissen. Iene analytische Westhode wird wieder nothwendtg, wenn sich ein neues ober verwickeltes Verhältnis darbietet, wenn es sich um Auserläung eines bestrittenen Punktes handelt, oder wenn es darauf ankommt, Wahrheiten benjenigen zu lehren ober zu beweisen, die sie noch nicht kennen.

Diese Theorie ber moralischen Berechnung ift noch niemals flar auseinander gefest worden; boch ift man ihr immer in ber Praris gefolgt, wenigstens in allen Fallen, wo die Menschen klare Ideen von ihrem Interesse gehabt haben. Bas macht zum Beispiel ben Werth eines Grundstuks aus? Ist es nicht die Summe ber Lust, die man daraus ziehen kann? Aendert sich dieser Werth nicht nach der mehr ober weniger langen Dauer, worin man jener Summe von Lust sicher sein kann, nach der Rabe ober Ferne der Zeit, wo man zum Genusse gelangen soll, nach der Gewisheit ober Ungewisheit des Besiges?

Die Irrthumer im moralischen Berhalten ber Menschen ober in ber Gesegebung beziehen sich immer auf ben einen ober anbern jener Umftanbe, die verkannt, vergeffen ober in ber Berechnung ber Guter und ber Uebel falsch geschägt worben sinb.

## 9. Capitel.

Bon ben Umftanben, bie auf bie Genfis bilitat Einfluß haben.

Jebe Ursache von Luft gibt nicht Jebem bieselbe Luft, sowie jebe Ursache von Schmerz Jebem nicht benselben Schmerz gibt. Hierin besteht die Berschiebenheit ber Senssibilität. Diese Berschiebenheit sindet entweder in dem Grade oder in der Art statt: in dem Grade, wenn die Birtung derselben Ursache auf mehrere Individuen gleichsartig ist, aber nicht gleich start; in der Art, wenn diesselbe Ursache in mehreren Individuen entgegengesezte Emspfindungen erzeugt.

Diese Berschiedenheit der Sensibilität hangt von gewiffen Umftanden ab, die auf den physischen oder moralischen Zustand der Individuen wirken, und deren Beranderung eine entsprechende Beranderung in der Empfinbungsweise berselben zur Folge haben wurde. Dies ist eine Wahrheit der Erfahrung. Die Dinge regen und nicht auf dieselbe Weise an in der Krankheit und in der Gesundheit, in der Durftigkeit und im Uebersluß, im Alter und in der Jugend. Aber eine so allgemeine Ansicht ist nicht genügend; man muß weiter gehn in der Analyse des menschlichen Herzend. Lyonet schried einen Band in Quarto über die Anatomie einer Raupe; die Roral hat noch keinen so geduldigen und philosophischen Forscher gehabt. Mir sehlt der Muth, ihm nachzustreben. Ich glaube genug zu thun, wenn ich einen neuen Gesichtpunkt erzössne, und denen, welche diesen Gegenstand weiter versfolgen wollen, eine sichrere Methode gebe.

1. Die Basis von Allem ist bas Temperament ober bie ursprüngliche Constitution: ich verstehe barunter jene ursprüngliche Grundeigenthumlichkeit, die man auf die Welt mitbringt, und die von der physischen Organisation und der Natur des Geistes abhängt. \*)

Aber obgleich biefe urfprungliche Conftitution bie Grundlage von allem übrigen ausmacht, ift biefe Grundlage boch

<sup>\*)</sup> Obgleich viele Philosophen nur eine Substanz annehmen, und biese Eintheilung als rein nominal betrachten; werben sie uns boch wenigstens zugeben, daß, wenn der Geist ein Theile bes Körpers ist, sich seine Ratur von jener der andren Theile bes Körpers sehr unterscheibet. Die bebeutenden Beränderuns gen des Körpers machen einen Eindrukauf die Sinne, die größeten Beränderungen des Geistes thun es nicht. Bon einer Rehmelichkeit der Organisation läßt sich durchaus nicht auf eine Nehnlichkeit des Geistes schließen. Die Bewegungen des Körpers werden allerdings als wahrscheinliche Anzeigen von dem, was in der Seele vorgeht, betrachtet, aber dieser Schluß würde oft sehr trügerisch sein. Wie viele Menschen Ednus würde serlichkeiten der Empfindung zeigen, ohne irgend etwas zu empfinden. Cromwell, dieser dem Mitleid unzugängliche Mensch, vergoß nach seiner Willsuhr Ströme von Ahränen

so verborgen, daß es sehr schwer ist, bis zu ihr vorzus bringen, und dasjenige, was dieser Ursache in der Sensibilität angehört, von dem zu unterscheiden, was aus den übrigen entspringt.

Ueberlaffen wir ben Physiologen, biefe Temperamente zu unterscheiben, ihre Mischungen zu verfolgen, und ihre Wirtungen barzustellen. Das sind bis jezt zu wenig bezannte Lander, als bag ber Moralist und ber Gesegeber es wagen burften, baselbst sich nieberzulassen.

- 2. Die Gesundheit. Man kann sie nur negativ besiniren: sie ist die Abwesenheit aller Empsindungen von Schmerz und Uebelsinden, deren ersten Siz man auf irzend einen Theil des Körpers beziehn kann. In Betress der Sensibilität im Allgemeinen ist zu bemerken, daß der Kranke weniger empfänglich ist für die Einwirkung der Ursachen von Lustempsindungen, und es mehr ist für die Einwirkungen der Ursachen von Unsustempsindungen, als im Zustande der Gesundheit.
- 3. Die Kraft. Obgleich mit ber Gesundheit verbunden, ist die Kraft boch ein besondrer Umstand, weil ein Mensch im Berhältniß zur gewöhnlichen Körperfraft der Sattung schwach sein kann, ohne krank zu sein. Ihr Grad läßt sich mit ziemlicher Genauigkeit nach den Gewichten, die man ausheben kann, messen, oder nach andern Proben. Die Schwäche ist bald ein negativer Begriff, die Abwesenheit von Kraft bezeichnend; bald ein relativer, welcher ausdrükt, daß dieser Mensch weniger stark ist als jener, womit man ihn vergleicht.
- 4. Die torperlichen Unvolltommenheiten. Darunter ift irgend eine bebeutende Miggeftalt, ober der Mangel eines Gliedes ober einer Fähigkeit zu verstehn, beren sich die wohl organisirten Individuen gemeiniglich erfreuen. Ihre besondern Birkungen auf die Sensibilität

hangen von der Urt der Unvollfommenheit ab; ihre gemeinfame Wirkung besteht aber darin, die angenehmen Eindrude mehr oder weniger zu schwächen, und die unangenehmen zu verstärken.

- 5. Der Grab ber Geistesauftlarung. Man versteht barunter die Kenntnisse ober die Ibeen, die ein Mensch besigt, das heißt die interessanten Kenntnisse und Ibeen, diejenigen die auf sein Glut und jenes ber Andern Einfluß auszuuben geeignet sind. Aufgeklart ist berjenige, ber viele dieser wichtigen Ibeen besigt; unwissend, der wenige bieser Ibeen besigt und Ibeen von geringer Bichtigkeit.
- 6. Die Kraft ber intellectuellen Fahigkeiten. Der Grab ber Leichtigkeit, erworbene Ibeen in sich wieder hervorzurufen und neue zu erwerben, bilbet bie Kraft ber Intelligenz. Hierauf grunden sich verschiedene Eigenschaften bes Geistes, wie die Genauigkeit bes Gebachtnisses, die Klarheit der Unterscheidungskraft, die Lebhaftigkeit der Imagination u. s. w.
- 7. Die Starte ber Seele. Diese Eigenschaft hat ein Mensch, ber weniger burch unmittelbar nahe Lust= und Unlustempsindungen bestimmt wird, als durch größre entfernte und ungewisse. Als Turenne, durch bie Bitten einer Frau versuhrt, ihr ein Staatsgeheimniß verrieth, ermangelte er der Seelenstarte. Die jungen Spartaner, die sich am Altar der Diana mit Ruthen zersiessschen, daß die Furcht vor Schanbe und die Hoffnung auf Ruhm mehr Gewalt über sie ausübten, als der schärsste gegenswärtige Schmerz.
- 8. Die Beharrlichkeit. Diefer Umftanb begieht sich auf die Beit, mahrend welcher ein bestimmtes Det tiv auf ben Billen mit gleichmäßiger Kraft wirket. Dan sagt, daß ein Mensch ber Beharrlichkeit ermangle, wenn

bas Motiv seines hanbelns alle Kraft verliert, ohne bag man biese Beränderung irgend einem äußern Ereigniß oder einer andern Ursache, die es hatte schwächen mussen, zuschreiben könnte, oder wenn er sich bald von diesem bald von jenem Motiv leiten läßt. So treiben die Kinder leidenschaftlich ihre Spiele und werden ihrer bald wieder überdrüffig.

- 9. Richtung ber Reigungen. Die Borftellungen, die wir und zum voraus von einer Lust ober Unlust gebildet haben, üben beim Eintreten derselben auf die Art, wie wir sie empfinden, einen großen Einsluß aus. Der Erfolg entspricht nicht immer der Erwartung, aber doch gewöhnlich. Der Preis des Besiges einer Frau ist nicht nach ihrer Schönheit, sondern nach der Leidenschaft ihres Liebhabers zu schägen. Kennt man die Neigungen eines Menschen, so kann man mit ziemlicher Sewisheit die Lust= und Unlustempsindungen berechnen, die ein bestimmstes Ereignis in ihm erregen wird. \*)
- 10. Die Begriffe von Ehre. Man nennt Ehre bie Empfänglichkeit für die Lust und die Unlust, die aus der Meinung andrer Menschen von und entspringt b. h. aus ihrer Achtung oder Berachtung. Die Begriffe von Ehre sind sehr verschieden bei verschiedenen Boltern und Individuen. Man muß bemnach die Kraft bieses Motive und seine Richtung unterscheiden.
- 11. Die Begriffe von Religion. Es ist bekannt, bis zu welchem Grabe bas ganze System ber Sensibilität nach ben religibsen Ibeen umgewandelt werben kann. Ihre stärkten Wirkungen hat eine Religion zur Beit ihrer Entstehung. Sanfte Bolker wurden blut-

<sup>\*)</sup> Die vier folgenben Umftanbe find nur Unterarten von biefem: es find Reigungen, Triebe, bie fich auf gewiffe bestimmte Lufts ober Unluftempfindungen beziehn.

burftig, feige unerschroden, stlavische gewannen bie Freisheit wieder, und wilbe beugten sich unter das Joch der Civilisation: Lurz, es gibt teine Unsache, die so schnelle und außerordentliche Wirtungen hervorgebracht hat. Bas die besonderen Richtungen betrifft, die die Religion den Individuen geben kann, so sind dieselben von einer bewundrungswurdigen Berschiedenheit.

12. Die Gefühle ber Sympathie. 3ch nenne Sympathie die Gefinnung, bie uns beim Bohlfein ber ansberen empfindenden Befen Luft, und bei ihren Uebeln Ritzleiden empfinden läßt. Bezieht diese Gesinnung sich auf einem einzelnen Renschen, so nennt man sie Freundschaft; bezieht sie sich auf leidende Personen, Erbarmen oder Ritleid; umfaßt sie eine beschränkte Classe von Indivisuen, so bildet sie das, was man Kasten oder Parthetzgeist nennt; umfaßt sie eine ganze Ration, so ist sie Gemeingeist, Patriotismus; umfaßt sie die ganze Menschheit, so heißt sie allgemeine Menschenliebe.

Die Art ber Sympathie aber, die die bebeutenbste Rolle im gewöhnlichen Leben spielt, ist diejenige, die ihre Affectionen auf bestimmte Individuen heftet, wie die Eltern, Kinder, einen Mann, eine Frau, vertraute Freunde. Im Allgemeinen vermehrt sie die Sensibilität sowohl für Lust als für Unlust. Das Ich erwirdt eine größre Ausdehnung, es hort auf, eines zu sein, es wird mehrsach. Man lebt gleichsam doppelt, in süch und in denen, welche man liebt, ja es ist nicht unmöglich, sich mehr in Andern zu lieben als in sich selbst, weniger von den Ereignissen, die durch ihre unmittelbaren Wirkungen und selbst betressen, angeregt zu werden, als von ihrem Eindruk auf diejenigen, die und angehören: man kann zum Beispiel, als den bittersten Theil eines Unzglüts den Schmerz, welchen es den von und geliebten Perz

fonen verurfacht, und als ben fußeften Reig eines Gludes bas Bergnugen, bas uns ihre Freude erregt, empfinben. Solche Wirkungen hat die Sympathie. Die empfangenen und gurufgegebenen Gefühle erhoben fich burch biefe Mittheilung, wie Glafer, fo gestellt bag fie fich bie Lichtftrablen einander zusenden, diefelben in einem gemeinfamen Brennpunkt verfammeln, und burch ihre gegenfeitigen Burufftrablungen einen viel boberen Grab von Barme erzeugen. Die Kraft biefer Sympathien ift einer ber Grunde, welche bie Gefeggeber bewogen, vereblichte Manner ben Sageftolgen, Familienvater ben Rinberlofen voraurieben. Das Gefer übt eine weit großre Gewalt über biejenigen aus, auf welche es in einer großeren Sphare wirten tann; und überdieß, beforgt fur bas Glut berer,' die fie überleben, verbinden fie in ihren Gedanken die Begenwart mit ber Bufunft, mabrend biejenigen, bie biefer Banbe ermangeln, nur ein fluchtiger Befig reigt.

Ueber die durch verwandschaftliche Berhaltnisse erzeugte Sympathie ist zu bemerken, daß sie unabhängig von jeder Zuneigung wirken kann. Die Ehre des Bazters wirft ihren Glanz auf den Sohn; die Schande des Sohnes wirkt auf den Bater zuruk. Die Glieder einer Familie, obgleich uneinig durch Interessen und Neigungen, haben eine gemeinschaftliche Empsindlichkeit für Alles, was die Ehre eines Jeden von ihnen betrifft.

13. Die Antipathien. Sie find bas Gegentheil ber wohlwollenden Gefühle, wovon so eben die Rede gewesen. Aber es gibt natürliche und beständige Quellen der Sympathie, die man aberall, zu allen Zeiten, in allen Umftanden wiedersindet; während die Antipathien nur zufällig und solglich vorübergehend sind. Sie sind versschieden nach den Zeiten, den Orten, den Begebenheisten, den Personen, sie haben nichts Festes und Bes

stimmtes. Indef entsprechen und unterftugen biese Principien sich zuweilen. Go tann und die Menschenliebe biejenigen, die unmenschlich find, verhaßt machen; die Freundschaft flogt und haß gegen die Gegner unfrer Freunde ein; und die Antipathie selbst wird die Ursache einer Berbindung zwischen zwei Personen, die einen gemeinschaftlichen Feind haben.

14. Narrheit ober Geiftes verwirrung. Die Unvollfommenheiten bes Geiftes laffen fich jurufführen auf die Unwissenheit, die Geiftesschwäche, die übermäßige Reizbarteit und die Unbeständigkeit. Aber das, was man Narrheit ober Seelenkrankheit nennt, ift ein außerordentlicher Grad von Unvollfommenheit, den jeder eben so schnell erkennt, wie den ausgezeichnetsten körperlichen Rangel. Sie erzeugt nicht nur alle obigen Unvollkommenheiten und zwar im Uebermaß, sondern gibt auch ben Reigungen eine unfinnige und gefährliche Richtung.

Die Sensibilität eines Bahnsinnigen wird in einem gewissen Punkte übermäßig stark, während sie in andern Ruksichten auf Null heruntersinkt: er scheint ein übermäßiges Mißtrauen zu haben, eine schädliche Bosbett, und Mangel an allem Gefühl des Bohlwollens; er hat weber Achtung vor sich noch vor Andern, er trozt allem Anstand und allen Rucksichten; er ist weder für Furcht noch für gute Behandlung empfänglich; man unterwirft ihn durch Festigkeit, während man ihn zugleich durch Sanftmuth zähmt; aber er hat in seinem Geiste fast gar keine Borstellung von Zukunft mehr, und nur uns mittelbar einwirkende Mittel vermögen ihn zu bestimmen.

15. Die Bermogensumftanbe. Sie find zus sammengesezt aus ber Totalfumme ber Mittel, verglichen mit ber Totalfumme ber Beburfniffe.

Die Mittel begreifen: 1) bas Eigenthum, bas mas

man unabhångig von ber Arbeit befigt: 2) die Bortheile,' bie aus ber Arbeit hervorgehn; 3) bie Unterftügungen, bie man unentgelblich von seinen Berwandten ober Freunsben erwarten kann.

Die Beburfniffe hangen von vier Umftanben ab: 1) von ben Ausgaben, woran man fich gewohnt hat; aber biefelben hinaus ift ber Ueberfluß, unterhalb berfelben bie Entbebrung: bie meiften unfrer Bunfche erifti= ren nur burch bie Erinnerung eines vorhergegangen Senuffes; 2) von ben Personen, zu beren Unterhalt uns bas Gefeg ober bie Meinung verpflichtet, wie Kinbern, armen Bermanbten, alten Dienern; 3) von unvorhers gefebenen Beburfniffen: eine gewiffe Summe fann einen viel größren Berth ju einer Beit haben, als zu einer anbern, jum Beifpiel, wenn fie nothwenbig ift fur einen wichtigen Prozef, fur eine Reife, wovon bas Schiffal einer Familie abhangt; 4) von ber Erwartung eines Bortheils, einer Erbichaft u. f. w. Es ift einleuchtenb, bag hoffnungen. auf Glutsguter nach Daggabe ihrer Starte mabre Bedurfniffe find, und bag ihr Berluft beinabe eben fo als ber eines Eigenthums, wovon wir ben Genug batten, uns affigiren tann.

## 2. Abschnitt.

Abgeleitete Umftanbe, bie auf bie Senfibilität Einfluß haben.

Die Schriftfteller, welche bie Grunbe ber Berichiebensbeiten ber Senfibilitat zu erforschen gesucht, haben sie auf Umftanbe bezogen, beren wir noch nicht erwähnt has ben: biese Umftanbe find bas Geschlecht, bas Alter, ber Stand, bie gewöhnlichen Beschäftigungen, bas Klima, bie

Race, bie Regierung, bie Religion: alle, febr in bie Mugen fallend, leicht ju beobachten, fehr bequem jur Erflarung ber verschiebenen Erscheinungen ber Genfibilitat. find es nur abgeleitete Umftanbe, bas beißt, fie geben feinen Grund burch fich, man bebarf ju ihrer Erflarung ber urfprunglichen Umftanbe, bie fich in ihnen bargeftellt und vereinigt finden, indem jebe ber abgeleiteten mehre ber ursprunglichen in fich enthalt. Go, fpricht man vom Ginflug bes Gefchlechtes auf bie Genfibilitat, fo werben mit biefem einen Worte bie urfprunglichen Umftanbe ber torperlichen Kraft, ber geiftigen Bilbung, ber Seelenftarte, ber Beftanbigfeit, ber Begriffe von Ehre, ber Gefühle ber Sympathie u. f. w. angebeutet. Spricht man vom Einfluß bes Stanbes, fo verfteht man barunter ein gewiffes Busammentreffen ber urfprunglichen Umftanbe, wie bes Grabes ber geiftigen Bilbung, ber Begriffe von Ehre, ber Familienverbindungen, ber gewohnlichen Beschäftigungen, ber Bermogensumftanbe. Dasfelbe gilt von allen übrigen: jeber biefer abgeleiteten Umftanbe fann in eine gemiffe Un= gabl ber urfprunglichen aufgelofet werben. Gine folche Anas lyfe, obgleich fehr wefentlich, ift noch nicht gemacht worben. Wir gehn nun ju einer genauern Untersuchung über.

1) Das Geschlecht. Die Sensibilität ber Frauen scheint größer zu sein, als die der Manner. Ihre Gesundheit ist zarter. Rufsichtlich der körperlichen Kraft, der Geistesbildung, der intellektuellen Fähigkeiten, der Seelenstärke stehn sie gewöhnlich auf einer tiesern Stuse. Die moralische und religibse Sensibilität ist lebhafter, die Sympathien und Antipathien haben mehr Gewalt über sie; aber die Ehre des Beibes besteht mehr in der Keuscheit und der Schamhaftigkeit, die des Mannes in der Rechtschaffenheit und dem Muthe; die Religion des Beibes neigt sich leichter zum Aberglauben, das heißt.

zu kleinlichen Observanzen; es hat eine ftarkere Buneis gung ju feinen eigenen Rinbern mabrent feines gangen Lebens, und ju ben Kindern im Allgemeinen mabrend feiner erften Jugend. Die Frauen find mitleibiger gegen bie Ungluklichen, die sie leiben seben, und schließen fich noch enger an fie an burch bie Sorgen, bie fie ihnen wibmen; allein ihr Boblwollen befchrantt fich auf einen fleinen Kreis, und wird weniger burch bas Princip ber Ruglichkeit geleitet. Selten nehmen fie fich bas Bobl ibres Baterlandes ju Bergen, noch feltener bas ber gan= gen Denfcheit; und felbft bas Intereffe, bas fie an einer Partei nehmen tonnen, bangt fast immer von einer geheimen Sympathie ab. Auf ihre Buneigungen und Abneigungen baben Gigenfinn' und Ginbilbungefraft mebr Einfluß, mahrend ber Mann mehr auf bas perfonliche Intereffe ober auf bie offentliche Ruglichkeit Rufficht nimmt. Ihre gewöhnlichen Beschäftigungen find mehr rubiger Art und febentar. Das allgemeine Refultat ift alfo, bag bie Frau mehr fur bie Familie, ber Dann fur bie Staatsgeschafte geeignet ift. Die hausliche Deconomie befindet fich beffer in ben Sanden ber grau, bie Bauptvermaltung in ben Sanben bes Dannes.

2) Das Alter. Jebe Periode des Lebens wirkt verschieden auf die Sensibilität; aber es ist um so schwieseiger davon Rechenschaft zu geben, als die Gränzen der einzelnen Alter nach den Individuen verschieden, und im Allgemeinen selbst willkuhrlich sind. Man kann über die Kindheit, die Jugend, das beginnende Mannesalter, das Alter der Reise, das der Abnahme und Hinfälligkeit, als Abtheilungen des menschlichen Lebens bestrachtet, nur unbestimmt und allgemein sprechen. Die verschiedenen Unvollkommenheiten des Geistes, wovon wir geredet, sind in der Kindheit so in die Augen fallend,

baß biese eines wachsamen und beständigen Schuzes bebarf. Die Reigungen des Junglings und des jungen Mannes sind schnell und heftig, aber wenig geleitet durch die Geseze der Alugheit. Der Gesezgeber ist verpsichtet, dies Alter gegen die Berirrungen zu sichern, benen es der Mangel an Erfahrung und die heftigkeit der Leisbenschaften aussezen. Was das Alter der hinfälligkeit betrifft, so ist es in vielen Rutsichten die Wiedertehr zu den Unvollommenbeiten der Aindheit.

- 3) Der Stanb. Dieser Umstand ift hinsichtlich seiner Wirkungen von ber politischen Berfassung ber Staaten so abhängig, daß es fast unmöglich ift, irgend einen allgemein wahren Saz aufzustellen. Man kann im Allgemeinen sagen, daß die Summe ber Sensibilität in den höhern Ständen größer ist, als in den niedern; besons bers sind dort die Begriffe von Ehre herrschender.
- 4) Die Erziehung. Man kann auf die physische Erziehung die Gesundheit, die körperliche Kraft, die Robusticität beziehn; auf die intellectuelle die Größe der Kenntnisse, ihre Beschassenheit, und dis auf einen geswissen Punkt die Seelenstärke, die Beständigkeit; auf die moralische die Richtung der Reigungen, die Begrisse von Ehre, von Religion, die Gesühle der Sympathie.
  u. s. w. Auf die Erziehung im Allgemeinen kann man beziehen die gewöhnlichen Beschäftigungen, die Bergnüsgungen, die Berbindungen, die Gewöhnungen hinsichtelich der Ausgaben, die Bermögensquellen. Jedoch, wenn man von Erziehung spricht, darf man nicht vergessen, daß ihr Einsluß durch ein Mitwirken äußerer Ursachen ober durch eine natürliche Anlage, die ihre Wirkungen unberechendar machen, in allen Rütssichten modisiciert wird.
- 5) Die gewöhnlichen Befchaftigungen, feien fie Bewinn erzielenbe, feien fie beluftigenbe und frei gewählte.

Sie wirken auf alle übrigen Ursachen, Gesundheit, Korpertraft, Geistesbildung, Neigungen, Begriffe von Ehre, Sympathie, Antipathie, Bermögen u. s. w. Go bemertt man gemeinsame Charakterzüge in gewissen Professionen, vorzüglich in benen, die einen besonderen Stand bilden, wie unter Geiftlichen, Soldaten, Matrosen, Abvocaten, Magistraten u. s. w.

- 6) Das Klima. Anfangs bat man biefe Urfache eine zu bedeutende Rolle fpielen laffen, in ber Kolge hat man fie auf nichts zurulgeführt. Bas die Unterfuchung fcwierig macht, befteht barin, bag eine Bergleichung ber Rationen fich nur auf allgemeine Thatfachen grunden laft, bie man auf verschiedene Beifen erflaren fann. Es ideint unbeftreitbar, bag in ben warmen Alimaten bie Menschen weniger ftart, weniger fraftig find; fie brauchen weniger ju arbeiten, weil bie Erbe fruchtbarer ift; fie find mehr geneigt zu ben Bergnugen ber Liebe, beren Trieb fich ichneller und bigiger geigt. ibre Empfindungen find erbobter, ihre Phantafie ift lebhafter, ihr Seift ichneller, aber weniger fraftig, weniger ausbaurenb. 3bre gewöhnlichen Befcaftigungen zeigen mebr Indolens als Thatiafeit. Sie haben wahrscheinlich von Seburt eine weniger fraftige Korperorganisation, einen weniger farten und beständigen Beift.
- 7) Die Rage. Ein Reger, in Frankreich ober in England geboren, ist in vielen Ruffichten sehr verschieben von einem Kinde franzosischer oder englischer Rage. Ein spanisches Kind, in Meriko oder Peru geboren, ist von der Stunde seiner Geburt an sehr verschieden von einem merikanischen oder peruanischen Kinde. Die Rage kann auf das Naturell, das allem Uedrigen zur Basis dient, Einsluß haben. In der Folge wirkt sie merklicher auf die moralische und religiose Denkart, auf die Symund Antipathien.

8) Die Regierung. Diefer Umstand wirkt auf bieselbe Beise wie die Erziehung. Die Obrigkeit kann als ein nationaler Erzieher betrachtet werben, ja unter einer vorsichtigen und aufmerksamen Regierung ist ber einzelne Lehrer, ber Bater selbst, gleichsam ber Abges ordnete, ber Stellvertreter ber Obrigkeit, mit bem Unsterschiede, daß die Gewalt bes ersten ein Ende nimmt, und die der lezteren sich über das ganze Leben erstrekt.

Der Einfluß biefer Ursache ist unermeßlich: er erstrekt sich auf alles, ober vielmehr er umfaßt alles, ausgenommen bas Temperament, bie Race und bas Alima. Denn bie Gesundheit selbst kann in manchem Betracht bavon abhangen, vermöge ber Polizei, bes Ueberslusses, ber Gorge für Entfernung schäblicher Ursachen. Die Art, die Erziehung zu leiten, über die Nemter, Belohnungen und Strafen zu verfügen, wird die physischen und moralischen Eigenschaften eines Bolkes bestimmen.

Unter einer gut eingerichteten, ober auch nur gut verwalteten, wenn auch ichlecht eingerichteten Regierung wird man allgemein finden, bag bie Menfchen mehr burch bie Ehre regiert werben, und bag bie Ehre in Sandlungen, bie bem offentlichen Bobl gemag find, gefegt wird. Die religibse Senfibilitat wird freier fein von Fanatismus und Intolerang, von Aberglauben und ffiavischer Berehrung. Es wird fich ein gemeinsames Sefubl bes Patriotismus bilben; bie Burger werben fic ber Eriftenz eines Nationalinteresses bewußt werben. Die geschwächten Parteien werden Rühe haben, ihre alten Bereinigungsignale wieberzufinden. Die Buneigungen bes Boltes werden mehr gegen bie Obrigfeit gerichtet fein, als gegen Parteibaupter, und gegen bas gange Baterland vor allem Uebrigen. Die privaten Keinbschaften werben nicht einwurzeln, werben fich nicht verbreiten; ber nationale Geschmat wird sich auf nugliche Ausgaben, auf Beisen zur Belehrung, auf die Wiffenschaften, auf Bersschonerung bes Canbes richten. Man wird selbst in den Erzeugnissen bes Geistes eine allgemeine Richtung wahrenehmen, wichtige Fragen, die bas offentliche Wohl bestreffen, mit Aufe zu untersuchen.

9. Das religible Befenntnif. Es bietet giemlich fichere Schluffe bar in Beziehung auf bie religible Senfibilitat, auf bie Sympathien, auf bie Antipathien, auf bie Begriffe von Chre und Tugenb. Ja, man fann in gewiffen Kallen nach ber Secte, wozu Jemand gehort, feine Geiftesbildung, die Rraft ober Schmache feines Beiftes und feine Reigungen beurtheilen. 3ch gebe gu, bag es nicht ungewöhnlich ift, aus Anstand ober Convenienz dffentlich eine Religion zu bekennen, wovon man innerlich nicht überzeugt ift; allein ihr Einfluß, obgleich geschwächt, ift bennoch feineswegs null. Die Gewalt ber erften Gewohnheiten, bie Banbe ber Gefell-Schaft, bie Dacht bes Beispiels fahren fort zu wirken, felbst nachbem ber Grund von allem biesem nicht mehr eriftirt. Ein Menich, ber im Grunbe bes Bergens auf= gehort hat, Jube, Quaker, Anabaptift, Calvinift, Lu= theraner au fein, nahrt bennoch immerfort eine gewiffe Partheilichfeit fur bie Personen berfelben Gecte, und eine verbaltnigmaffige Antipathie gegen bie anbern.

### 3. Abschnitt.

Practifche Unwenbung biefer Theorie.

Bie man die Bewegung eines Schiffes nicht berechnen tann, ohne die Umftanbe zu tennen, die auf seine Schnelligfeit Ginfluß haben, wie die Kraft bes Binbes, ben Wiberstand bes Bassers, ben Schnitt seiner Bauart, bas Gewicht seiner Ladung u. s. w; ebenso tann man in der Gesegebung nicht mit Sicherheit zu Werte gehn, ohne alle die Umstände zu betrachten, die auf die Senssbilität Einfluß haben.

Ich beschrante mich hier auf bas, mas bie Strafgefeggebung betrifft: fie fobert in allen ihren Theilen bie genauste Aufmerksamkeit auf jene verschiebenen Umftanbe.

- 1. Um bas Uebel eines Berbrechens zu schatzen. In ber That, bas mit bemselben Wort genannte Berbrechen ift nicht basselbe in ber Wirklichkeit, wenn bie Sensibilität bes verlezten Individuums nicht bieselbe ift. Es kann zum Beispiel eine Handlung eine schwere Beleidigung gegen eine Frau sein, während sie gegen einen Mann gleichgultiger Art ift. Eine körperliche Beleidigung, die, einem Kranken-zugefügt, sein Leben in Gefahr sezt, hat für einen vollkommen Gesunden durchaus keine Folge. Eine Beschuldigung, die bas Gluk ober die Ehre dieses Menschen vernichten kann, wurde jenem gar nicht schaben.
- 2. Um bem verlegten Indivibuum eine ans gemeffene Entschäbigung ju geben. Die bem Ramen nach gleiche Entschäbigung ist nicht die gleiche in ber Wirklichkeit, wenn die Sensibilität wesentlich verschieden ist. Eine Geldentschäbigung für eine Beleibigung kann angenehm ober kränkend sein, nach bem Range ber Person, ihrem Bermögen, ber herrschenden Meinung. Bin ich beschimpft: eine öffentliche Bitte um Berzeihung wurde eine hinlangliche Genugthuung von Seiten meines Borgesezten ober Gleichen sein, nicht aber von Seite eines mir Untergebenen.
- 3. Um die Starte ber Strafen und ihren . Eindrut auf die Berbrecher ju fchajen. Die bem

Ramen nach gleiche Strafe ist nicht die gleiche in ber Birklichkeit, wo die Sensibilität wesentlich verschieden ist. Die Berbannung wird keine gleiche Strafe sein für einen jungen Menschen und einen Greis, für einen Ehelosen und einen Familienvater, für einen Handwerker, der außerhalb seines Landes nicht zu bestehn vermag, und einen Reichen, der nur die Scene seiner Bergnügungen andert. Das Gefängniß wird keine gleiche Strafe sein für einen Mann und eine Frau, für einen Gesunden und für einen Kranken, für einen Reichen, bessen heise durch seine Aranken, für einen Reichen, bessen heiten nicht leidet, und für einen Menschen, der nur von seiner Tagesarbeit lebt, und die Seinigen in der Armuth zus rük läst.

4. Um ein Gesez von einem Lande in ein andres zu versezen. Das den Worten nach gleiche Gesez wird nicht das gleiche in der Wirklichkeit sein, wenn die Sensibilität der beiden Bolter wesentlich verschieden ift. Ein europäisches Gesez, welches das Glut der Familie begründet, wurde, nach Asien verpflanzt, eine Geissel der Gesellschaft sein. Die Frauen in Europa sind gewöhnt, sich der Freiheit und selbst der häuslichen Herrsschung verbereitet, in ein Serail eingeschlossen zu werden und die Stlavinnen ihrer Manner zu sein. Die Ste in Europa und im Orient ist nicht derselbe Vertrag: wenn man ihn denselben Gesezen unterwerfen wollte, so wurde man augenscheinlich alle interessirten Parteien uns glütlich machen.

Für gleiche Berbrechen gleiche Strafen: biefer Gemeinspruch hat einen Anschein von Gerechtigkeit und Unparteilichkeit, ber alle seichte Geister getäuscht hat. Um ihm einen vernünftigen Ginn zu geben, muß man vorber bestimmen, was man unter gleichen Strafen und gleichen Berbrechen versieht. Ein starres Gesez, ein Geses, bas weber Geschlecht, noch Alter, weber Rang noch Bermögen, weber Erziehung noch die moralischen und religiosen Borurtheile der Individuen berüfsichtigt, wurde boppelt schlerhaft, es wurde unwirksam und tyrannisch sein. Bu streng für den einen, zu nachsichtig für den andern, immer sehlend durch Uebermaß oder Mangel, wurde es unter dem Scheine der Gleichheit die ungeheurste Ungleichheit verbergen.

Benn ein Menfc von großem Bermogen und ein anbrer von mittelmaffigen Umftanben zu berfelben Gelbftrafe verurtheilt merben, ift bie Strafe gleich, werben fie basfelbe Uebel leiben? Birb bie offenbare Ungleich heit diefer Behandlung nicht noch verhafter burch ihre Berspottung ber Gleichheit? und ift nicht ber 3met bes Gefezes verfehlt, ba ber eine alle Mittel feiner Eriften, verlieren fann, mabrend ber andre wie im Triumphe entichlupft? Ein farter junger Denich und ein schwacher Greis feien beibe verurtheilt, eine gleiche Anzahl von Jahren Retten zu ichleppen: ein Schmager, geschickt bie einleuchtenbsten Bahrheiten zu verbunkeln, tonnte bie Gleichheit biefer Strafe behaupten; allein bas Bolt, bas feine Bernunft nicht burch Sophisterei verberbt hat, bas ber Natur und bem Gefühl treu geblie ben, wird beim Anblik biefer Ungercchtigkeit jenes innere Murren ber Seele vernehmen, und fein Unwille, ben Gegenstand veranbernd, wird vom Berbrecher auf ben : Richter, vom Richter auf ben Gesegeber übergebn.

Ich will nicht icheinbare Ginwurfe verhehlen. Bie ift es möglich, alle bie Umftanbe, bie auf die Genfibt-litat von Ginfluß find, in Rechnung zu bringen? Bie tann man innere, verborgene Anlagen ichazen, bie Starte bes Geistes, ben Grab ber Aufklarung, bie Reigungen,

bie Sompathien? Wie tann man Eigenschaften, bie in allen Denichen verschieben find, meffen? Gin Familienvater kann jene innere Anlagen, jene Berichiebenbeiten ber Charaftere bei ber Behandlung seiner Rinder berutfichtigen; aber ein offentlicher Lehrer, über eine fleine Angahl von Schulern gestellt, fann es icon nicht. Der Gefeggeber, ber ein gablreiches Bolf im Auge bat, ift um fo mehr genothigt, fich an allgemeine Gefeze zu halten, und muß felbst furchten, fie burch Sinabsteigen ju befonbren gallen ju verwidelt ju machen. Wenn er bem Richter bie Befugnifigabe, bie Anwendung ber Gefeze jener unendlichen Berschiedenbeit von Umständen und Charafteren angupaffen; fo wurde bie Willfuhr ber Richter unbeschrantt fein, fie murben unter bem Bormand, ber wahren Absicht bes Gefeggebers zu entsprechen, bie Gefeze ju Bertzeugen ihrer Pflichtvergeffenheit und Laune machen. Sed aliter leges, aliter philosophi astutias tollunt: leges quatenus manu tenere possunt; philosophi quatenus ratione et intelligentia. De Off 3, 17.

Es handelt fich hier nicht um eine Entgegnung, fonsbern um eine Aufflarung: benn alles bies enthalt wesniger einen Einwand, als eine Schwierigkeit: man leugenet nicht bas Princip, fondern man halt feine Anwensbung fur unmöglich.

1. Ich gebe zu, daß die meisten jener Berschiebensbeiten ber Sensibilität unschäzbar sind, daß es unmögslich sein wurde, ihr Dasein in einzelnen Fällen in Gewißheit zu sezen oder die Starke und den Grad berselben zu meffen; aber gludlicher Beise haben diese innern und verborgenen Anlagen außre und offenbare Beichen. Dies sind die Umstände, die ich abgeleitete genannt habe: Geschlecht, Alter, Stand, Rage, Alima, Regierung, Erziehung, religiöses Bekenntniß: in die Augen fals

lenbe und handgreifliche Umftanbe, die bie inneren Unlagen barftellen. Go ift benn bem Gefezgeber ber schwierigste Theil seiner Aufgabe erleichtert. Er halt fich nicht bei mataphysischen ober moralischen Eigenschaften auf, er hat fich nur an offen liegende Umftande ju balten. Er verorbnet 3. B. bie Mobification einer Strafe, nicht wegen ber größren Senfibilitat eines Inbivibuums ober wegen feiner Beftanbigfeit, feiner Seelenftarte, feis ner Geiftesbildung u. f. w., fonbern wegen bes Gefchlechtes ober bes Alters. Allerbings find bie aus jenen Umstånden gezogenen Schlusse bem Jrrthum unterworfen: ein Rind von funfgebn Jahren tann mehr Berftanb baben als ein Mann von breißig, eine Frau mehr Duth ober weniger Schamhaftigfeit als ein Mann; aber im Allge meinen werben biefe Schluffe fo viel Richtigfeit haben, als nothig ift, um eine tyrannifche Gefeggebung ju vermeiben, und vorzüglich um bem Gefezgeber bie Beiftimmung ber offentlichen Meinung zu verschaffen.

- 2. Diese abgeleiteten Umftande find nicht allein leicht aufzufaffen, fie find auch von geringer Anzahl, fie bilben allgemeine Classen. Man kann aus ihnen Grunde ber Freisprechung, ber Milberung und Scharfung ber Strafen für die verschiebenen Verbrechen hernehmen. Sofcwindet die Verwiklung, und alles lagt sich leicht auf ein einfaches Princip zurukführen.
- 3. Alle Willsuhr ist verbannt: es ist nicht ber Richter, sondern das Gesez selbst, welches eine Strafe nach dem Geschlecht, dem Alter, dem religidsen Bekenntnis u. s. w. modificirt. Was die anderen Umstände betrifft, deren Prufung dem Richter durchaus überlassen werden muß, wie das Mehr oder Weniger der Geistesverwirzung, das Mehr oder Weniger der Korperkraft, das Mehr oder Weniger der Korperkraft, bas Mehr oder Weniger des Leitet

ber Gesegeber, ber über bie individuellen Falle nicht richten kann, die Richter durch allgemeine Regeln, und läßt ihnen einen gewissen Spielraum, damit sie ihr Urtheil ber besondern Natur des Falles anpassen können.

Das hier Empfohlene ift nicht eine Ibee aus Utopien. Es ift noch tein Gesezgeber barbarisch und bumm genug gewesen, um alle Umstände, die die Sensibilität bestimmen, zu vernachlässigen. Sie haben eine mehr ober weniger unklare Vorstellung bavon gehabt, die sie bei ber Grändung der civilen und politischen Rechte geleitet hat; sie haben bei der Festsezung der Strasen mehr oder weniger auf diese Umstände Ruklicht genommen; daher die Unterschiede, die sie machen in Beziehung auf die Frauen, die Kinder, die Freien, die Stlaven, die Soldaten, die Geistlichen u. s. w.

Dracon scheint ber einzige zu sein, ber alle biese Betrachtungen, wenigstens in der Strafgesezgebung, verworfen hat: alle Berbrechen haben ihm gleich geschienen, weil alle Berlezungen des Gesezes seien. Er hat alle Berbrecher ohne Unterschied zum Tode verurtheilt. Er hat alle Geseze des menschlichen Empfindens verwirrt, alle umgestürzt. Sein schrekliches Werk war nicht von langer Dauer. Ich zweiste, daß seine Geseze jemals buchstäblich sind befolgt worden.

Dhne in dieses Ertrem zu fallen, wie viele Fehler bat man in dieser Beziehung gemacht! Ich wurde nicht enden, wenn ich Beispiele geben wollte. Sollte man glauben, daß es Fürsten gegeben, die lieber ganze Propinzen verloren, oder Ströme menschlichen Blutes strömen ließen, als daß sie die besondre Empsindungsweise eines Bolkes schonten, eine an sich gleichgultige Sitte dulbeten, ein altes Borurtheil, eine gewisse Kleidung, eine gewisse Gebetformel bestehn ließen.

Ein Burft unfrer Zage, thatig, aufgeflart, frebenb nach Rubm und nach bem Glat feiner Unterthanen, \*) unternahm alles in feinen Staaten umzubilben, und regte alles gegen fich auf. Am Lage vor feinem Sob, allen Rummer feines Lebens bebenfent, wollte er, baf man auf fein Grab fdriebe, er fei in allen feinen Unternehmungen unglutlich gewesen. Dan batte biefer Infcrift gut Belehrung ber Rachwelt bingufugen muffen, baff er nie bie Runft gefannt babe, bie Deinungen, bie Reigungen, die Empfindungsweise ber Menfchen gu fconen.

Benn ber Gefeggeber bas menfchliche Berg Rubiet. wenn er ben verschiebenen Graben, ben verschiebenen Witten ber Senfibilitat burch Ausnahmen, Befchrantungen, SRE berungen nachgibt; fo erfreut uns biefe Daffigung feiner Dacht, wie eine vaterliche Berablaffung: es te ber Grund ber Billigung, bie wir ben Gefegen geben unter ben unbeftimmten Ramen ber Menfolichfeit, Billigfeit, Raffigung, Beisheit.

3d finde hierin eine auffallende Aebnlichfeit amifibite ber Runft bes Gefeggebers und jener bes Argtes. Beibe beburfen jenes Bergeichniffes ber Umftanbe, bie auf bie Senfibilitat von Einfluß find. Bas ben rationellen Urgt vom Empiriter unterscheibet, ift jene Aufmertfamfeit auf alles, mas ben befonbern Buftanb bes Inbivibuums bilbet. Borguglich aber in ben Kranfbeiten bes Geiftes, in jenen, wo bie moralische Ratur angegriffen ift, wo et gilt, fcabliche Gewohnheiten ju übermeinben und neue ju bilben, ift es nothwendig, alles bas zu erforichen, mas auf ben Buftanb bes Kranten eine wirft. Gin einziger Brrthum in biefer Binficht tann alle Resultate andern, und bas Uebel burch bie Beilmittel vergrößern.

<sup>\*)</sup> Bofeph II.

# 10. Capitel.

Analpfe bes politifcen Bople unb Uebels. Auf welche Beife fie fich in ber Gefelfchaft verbreiten.

Es verhalt sich mit ber Regierung, wie mit ber Beilekunk: ihre alleinige Aufgabe besteht in ber Wahl ber Uebel. Jebes Gesez ist ein Uebel, benn jedes Gesez besschränkt die Freiheit: die Regierung, ich wiederhole es, hat nur die Wahl der Uebel. Worauf hat der Gesezeber bei dieser Wahl zu sehen? Er muß sich zweier Dinge versichern: 1) daß in jedem Falle die Ereignisse, die er zu verhindern sucht, wirklich Uebel sind; 2) daß diese Uebel größer sind als diezenigen, die er anwendet, um sie zu verhindern.

Er hat also zweierlei ins Auge zu fassen, bas Uebel bes Berbrechens und bas Uebel bes Gesezes, bas Uebel ber Krantheit und bas Uebel bes heilmittels.

Ein Uebel kommt selten, allein: es wird selten ein Individuum treffen, ohne von da, wie von einem Mittelpunkte; sich zu verdreiten. In seinem Lause werden wir es verschiedene Formen annehmen sehn: wir werden ein Uebel einer Art aus einem Uebel andrer Art hervorgehn' sehn, und selbst das Uebel aus dem Guten, und das Gute aus dem Uebel. Es ist wichtig, alle diese Berändrungen zu kennen und zu unterscheiden; grade hierin besteht das Wesen der Gesezgebung. Aber glüklicher Weise sind diese Modisitationen klein an Bahl, und die Berschiedenheit stark ausgeprägt. Er werden drei Hauptseintheilungen und zwei Unterabtheilungen genügen, um die schwierigsten Probleme zu lösen.

Uebel ber erften Ordnung. Uebel ber zweiten Ordnung. Uebel ber britten Ordnung. Urfprungliches Uebel; abgeleitetes Uebel. Unmittelbares Uebel; als Folge eintretenbes Uebel. Sich ausbreitenbes Uebel; theilbares Uebel. Bleibenbes Uebel; fcwinbenbes Uebel.

Dies find bie einzigen neuen Ausbrude, die wir nothig haben, um die Mannigfaltigfeit ber Formen, bie bas Uebel annehmen fann, zu bezeichnen.

Das aus einem Berbrechen hervorgehende Uebel isk sich in zwei Haupttheile auf: 1) benjenigen, ber unmittelbar diese ober jene bestimmbaren Individuen trifft; ich nenne ihn Uebel ber ersten Ordnung; 2) demjenigen, ber aus dem ersten entspringt, und sich über die ganze Gemeinheit, oder über eine unbegränzte Anzahl nicht bestimmbarer Individuen ausbreitet; ich nenne ihn Uebel der zweiten Ordnung.

Das Uebel ber ersten Ordnung verzweiget sich wieber zwiefach: 1) in bas ursprüngliche Uebel, welches sich
auf bas verlezte Individuum, den ersten Leidenden, z. B.
ben Werwundeten oder Bestehlnen, beschränkt; 2) in bas
abgeleitete Uebel, jenen Theil des Uebels, der auf bestimmts
bare Individuen in Folge des durch den ersten erlittenen
Uebels sich ausdehnt, vermöge irgend einer Berbindung
unter ihnen durch personliches Interesse oder durch Somspatie.

Das Uebel ber zweiten Ordnung verzweigt fich gleiche falls zwiefach: 1) in das Schreden, 2) die Gefahr. Das Schreden ift eine wirkliche Unluft, eine Unluft der Furcht, der Furcht basfelbe Uebel zu leiden, wovon man fo eben ein Beispiel gesehn. Die Gefahr ift die Möglichkeit, bas das ursprüngliche Uebel Uebel berselben Art hervorbringe.

Diese beiben Zweige bes Uebels ber zweiten Ordnung find eng verbunden, aber bennoch so verschieben, bas fie abgesondert eriffiren tonnen. Das Schreden tann ohne

bie Gefahr, die Gefahr ohne bas Schreden stattsinden. Man kann von Schreden erfüllt sein durch eine rein eingebildete Berschwörung; man kann im Schoose einer Berschwörung, die zum Ausbruch bereit ist, das Gefühl der Sicherheit haben. Gewöhnlich aber sinden sich Schreden und Gefahr zusammen, als natürliche Wirkungen berselben Ursache. Das geschehene Uebel läßt Uebel derselben Art erwarten, indem es sie wahrscheinlich macht. Das geschehene Uebel läßt die Gefahr das Schreden. Eine bose handlung ist gefährlich durch das Schreden. Eine bose handlung ift gefährlich durch das Beispiel; sie kann einer andern bosen handlung die Wege bahnen, indem sie die Borstellung, sie zu verüben, erwedt, und die Stärke der Bersuchung vermehrt.

Dan verfolge bas, was in bem Geifte biefes ober jenes Menfchen vorgebn fann, wenn er von einem Diebftal bort, ber gelungen ift. Er kannte vorher bies Erwerbmittel nicht, ober er bachte nicht baran: bas Beis fpiel wirft wie eine Belehrung und wedt in ihm bie erfte Borftellung, au bemfelben Mittel gu greifen. fieht, bag bie Sache moglich ift, wofern man fich nur gefchift benimmt: ihre Ausführung burch einen Unbern tellt fie ihm weniger schwierig und gefahrlich vor. bat nun eine leitende Spur auf dem Pfabe, worauf er fich nicht zuerft gewagt haben murbe. Jenes Beifpiel hat auch noch eine andre nicht weniger mertwur-Dige Birtung auf feinen Geift: es fcmacht bie Gewalt ber Motive, die ihn abhielten. Die Furcht vor dem Gefeze verliert einen Theil ihre Starke, so lange der Schul: bige ungeftraft bleibt; bie Furcht vor ber Schande verminbert fich ebenfalls, weil er Mitschuldige fieht, die ibm, fo ju fagen, ein ficherndes Bunbnig gegen bas Unglut ber Berachtung barbieten. Dies ift fo mahr, bag überall, wo bie Diebstale baufig find und ungestraft bleiben, fie

nicht mehr Schanbe juziehn, als jebe andre Erwerbart. Die erfien Griechen machten fich fein Bebenfen baraus, und die Araber prahlen heutzutage bamit.

Wenden wir diese Theorie an. Du seift geschlagen, verwundet, beleidigt, bestohlen worden. Die Rasse verwundet, beleidigt, bestohlen worden. Die Rasse verwander, die Lebel, in Beziehung auf dich allein betrachtet, bildet das ursprüngliche Uebel. Aber du haß Freunde: die Sympathie erzeugt Teilnahme an deinem Leiden. Du hast eine Frau, Kinder, Berwandte: and Theil der Schande, womit dich der Schimps, den du erlitten, bedest hat, fällt auf fie. Du hast Gländigers der Berlust, den du erfahren, nothigt dich sie warten zu lassen. Alle diese Personen erleiden ein mehr oder weniger schweres Uebel, abgeleitet von dem beinigen; und diese beiden Theile des Uebels, das beinige und das iherige, bilden das Uebel der ersten Ordnung.

Das ist noch nicht alles. Die Rachricht biefes Diebe stals mit seinen Umständen verbreitet sich von Rund zu Mund. Es erwacht die Borstellung von Gefahr, und als Folge das Schreden. Dies Schreden ist mehr der weniger groß nach Maßgabe dessen, was man von bem Charafter der Diebe ersahren, von den Mishandlungen, die sie verübt, von ihrer Anzahl und ihren Mitteln; seen ner nach Naßgabe der größern oder gringern Entsernung des Orts des verübten Berbrechens, der Stärke und bes Muthes, die man besigt, der Umstände, ob man allein oder mit einer Frau reist, ob man mehr oder mindet werthe volle Gegenstände mit sich führt u. s. w. Diese Gesahr nung aus.

Wenn bas Uebel, bas man bir zugefügt, von ber Ratur ift, bag es fic ausbreitet, z. B. wenn man bick burch eine Beschulbigung beschimpft hat, bie eine meter

ober weniger jahlreiche Claffe von Personen umschlingt; fo handelt es fich nicht mehr von einem auf ben Gingelnen beschräntten Uebel, sonbern von einem fich ausbreitenben. Seine Größe machft im Berhaltniß zu ber Anzahl berer, bie es mittrift.

Wenn die Summe, die man bir gestohlen, nicht bir, sondern einer Gesellschaft ober dem Staate gehorte; so wurde das Uebel ein getheiltes fein. Im Gegensa jum vorigen galle vermindert sich die Größe des Uebels im Berhaltnis ju der Anzahl berer, die es mittrift.

Wenn bu in Folge ber Bunbe, bie bu erhalten, ein von bem ersten ganz verschiebenes Uebel leibest, z. B. wenn bu ein gewinnversprechendes Geschäft aufgeben mußt, die Gelegenheit zu einer guten heirath, zu einem vorstheilhaften Umt verlierst; so. kann man dies Uebel ein als Folge eintretendes nennen.

Das bleibende Uebel ist basjenige, welches, einmal zugefügt, nicht mehr gehoben werden kann; z. B. eine nicht gut zu machende personliche Beleidigung, die Abslosung eines Gliebes, der Tod u. s. w. Das schwindende ober vorübergehende Uebel ist basjenige, welches ganzlich wieder ausboren kann, wie eine Krankheit, die heils bar ist, oder ein Verlust, der vollständig ersezt werzben kann,

Diese Unterscheidungen, obgleich jum Theil neu, find nichts weniger als unnuze Spizfindigkeiten. Rur vermitteft ihrer lagt fich die Berschiedenheit der Schwere der Berbrechen schazen, und das Berhaltniß ber Strafen bestimmen.

Diefe Analyse wird und ein moralisches Criterium barbieten, ein Mittel bie menschlichen handlungen ju zerlegen, wie man die Metalle gerlegt, um ihren finnern Menth und bie Grafe ber Beimischungen genau ju erkennen.

Wenn unter ben bosen handlungen ober ben bafür gehaltenen sich solche befinden, bie burchaus kein Schrekten hervordringen, welche Betischiebenheit zwischen diesen handlungen und ben schreckenhervordringenben! Der Segenstand bes ursprunglichen Uebels ist ein einziges Instividuum; das abgeleitete Uebel kann sich nur auf eine kleine Anzahl ausbehnen. Aber das Uebel ber zweiten Drbnung kann die ganze Gesellschaft umfassen. Ein Fanatiker zum Beispiel verübt einen Mord wegen Kezerei: das Uebel der zweiten Ordnung, vorzüglich bas Schrecken, kann mehrere Millionen Mal so groß sein, als das Uebel der ersten Ordnung.

Es gibt eine große Claffe von Berbrechen, beren ganges Uebel in ber Gefahr besteht. 3ch meine jene Sanblungen, bie ohne irgend ein bestimmbares Inbivibuum ju verlezen, ber ganzen Gefellschaft fcablich find. Rebmen wir jum Beisviel ein Berbrechen gegen bie Juftig. Die Pflichtvergeffenheit eines Richters, eines Unflagers, eines Beugen bewirft bie Lossprechung eines Schulbigen: obne Zweifel ein Uebel, benn es tritt eine Gefahr ein. bie Befahr, daß ber Berbrecher felbft burch bie Ungeftraftheit zur Bieberholung feiner Berbrechen ermutbigt werbe, bie Gefahr, bag bas Beispiel und bas Glat bes erften andre Berbrecher aufmuntere. Indef ift eswahrfcheinlich, bag biefe Gefahr, fo groß fie auch fein moge, ber offentlichen Aufmertfamteit entgeht, und bag biejembe gen, bie burch Uebung bes Rachbentens fabig find fie ju entbeden, tein Schreden bavon verfpuren. Sie furchten nicht, bag fie fich bei Semanbem verwirklichen. werbe.

Jedoch die Bichtigkeit biefer Unterscheibungen wird erst bei ihrer Entwicklung recht flar werben. Wir werzben balb eine Anwendung berfelben im Einzelnen sehn. Bliden wir weiter, so werben wir noch ein andres Uebel entbeden, das aus einem Berbrechen hervorgehn kann. Wenn das Schrecken zu einem gewissen Punkte gelangt, wenn es lange Zeit dauert, so beschränkt sich seine Wirkung nicht auf die leidenden Vermögen des Menschen, sie behnt sich auf seine activen Vermögen aus, ertöbtet sie, versezt sie in einen Zustand der Riebergeschlagenheit und Erstarrung. Wenn Bedrückungen und Besraubungen gewöhnlich geworden, arbeitet der muthlose Landman nur noch, um nicht vor Hunger zu sterben; er sucht im Nichtsthun den einzigen Trost seines Unglüts, der Fleiß sinkt mit der Hossung, und Unkraut wuschert auf den fruchtbarsten Feldern. Diesen Zweig des Uebels kann man das Uebel der britten Ordnung nennen.

Das Uebel geschehe burch die Handlung eines Mensichen, ober es sei bie Folge eines rein physischen Ereigenisses: biese Unterscheibungen werden auf gleiche Beise anwendbar sein.

Slutlicher Beise ift es nicht blos bem Uebel eigen, sich fortzupflanzen und auszubreiten; Das Gute hat dies selben Eigenschaften. Folgt man ber Analogie, so wird man aus einer guten handlung ein Gutes ber ersten Ordnung, gleichfalls zertheilbar in ein ursprüngliches umb abgeleitetes, hervorgehn sehn, so wie ein Gutes ber zweiten Ordnung, welches einen gewissen Grad von Butauen und Sicherheit hervorbringt.

Das Gute ber britten Ordnung zeigt fich in jener Energie, jener Freudigkeit bes herzens, jenem Feuer im Handeln, welche die Motive ber Belohnung einfloßen. Der Mensch, von biesem Gefühl ber Freude beseelt, sins bet in sich Rrafte, beren Dasein er nicht kannte.

Die Fortpflanzung des Guten ift weniger schnell, weniger bemerkbar als die des Uebels. Gin Korn bes

Suten, wenn ich fo sprechen barf, ift weniger fruchtbar an hoffnungen, als ein Korn des Uebels an Furcht. Aber diese Differenz wird reichlich ersezt; benn bas Gute ist eine nothwendige Folge naturlicher, immer wirtender Ursachen, während sich das Uebel nur zufällig, und in Zwischenraumen forterzeugt.

Die Gesellschaft ift so eingerichtet, baß wir, indem wir für unfer eignes Glut arbeiten, für bas allgemeine Glut wirfen. Man tann seine eignen Mittel jum Gernusse nuffe nicht vermehren, ohne baß man bie eines andern vermehrt. 3wei Bolter, wie zwei Individuen, bereichern sich burch wechselseitigen Hanbel, und jeder Lausch ift auf gegenseitigen Bortheil gegründet.

Auch ist es ein Glut, daß die Wirkungen des Uebels nicht immer ein Uebel sind. Sie nehmen oft die entgegengeseten Eigenschaften an. So werden die auf die Ren brechen angewandten gesezlichen Strafen, obgleich sie ein Uebel der ersten Ordnung hervordringen, in der Gesellschaft nicht als ein Uebel angesehn, weil sie ein Gutes der zweiten Ordnung erzeugen. Ihr Gesolge sind Schrest, ten und Gesahr, aber für wen? für eine Classe von Uebelsthatern, die sich ihnen aussezen wollen: sie seien ruhis, und Gesahr und Schreden sind für sie nicht mehr da.

Wir wurden nie baju gelangt fein, jenes große Reichber Uebel bis auf einen gewissen Punkt zu unterjochen: wenn wir nicht gelernt hatten, uns einiger Uebel zur Bekampfung anderer zu bedienen. Wir mußten uns Gulfstruppen unter ben Uebeln bilben, um sie anderen, Uebeln, die von allen Seiten auf uns lossturzten, entegegenzustellen. So ift in der heilfunde eine andere Art von Uebeln, die Gifte namlich, vorsichtig angewandt, heilmittel geworben.

## 11. Capitel.

Granbe, aus benen gewiffe hanblungen für Berbrechen ju erflaren finb.

Wir haben bas Uebel analyfirt, und biefe Analyfe zeigt, baß es Hanblungen gibt, bie mehr Uebles als Sutes zur Folge haben; solche hanblungen ober wenigstens solche, bie bafur gehalten werben, find es, bie bie Sessezgeber verboten haben. Eine verbotene Sandlung nennt man ein Berbrechen. Um biesen Berboten Achtung zu verschaffen, hat man bie Strafen einführen muffen.

Allein, ift es rathlich, gewisse Handlungen fur Bersbrechen zu erklaren, ober mit anbern Worten, ift es rathlich, fie gesehlichen Strafen zu unterwerfen?

Belche Frage! Stimmt bie ganze Belt nicht hierin aberein? Soll man eine anerkannte Bahrheit zu beweis sen suchen, eine Bahrheit, bie im Geifte ber Menschen so fest gegrundet ift?

Die ganze Belt stimmt überein; wohl. Aber wos rauf beruht biese Uebereinstimmung? Ran frage Jeden um seine Gründe. Ran wird eine erstaunliche Verschies benheit ber Ansichten und Principien sinden; man wird sie nicht allein unter ben Boltern sinden, sondern auch unter ben Philosophen. Ift es nun wohl verlorne Zeit, eine gleichformige Basis der Uebereinstimmung über einen so wichtigen Gegenstand zu suchen?

Die bestehende Uebereinstimmung beruht nur auf Borurtheilen, und biese Borurtheile wechseln nach ben Beiten und ben Orten, nach ben Meinungen und ben Gewohns beiten. Man hat mir immer gesagt, diese handlung sei ein Berbrechen, und ich glaube, daß sie ein Berbrechen seit bies ift es, was das Bolt, was selbst ben Geseges ber leitet. Aber wenn das hertommen unschuldige hands Ĺ

lungen für Berbrechen erklart hat, wenn es leichte Berbrechen als schwere, und schwere als leichte betrachtet, wenn es allenthalben wechselt; so ift klar, baß man es einer Regel unterwerfen muß, und nicht es selber als eine Regel gelten lassen barf. Rufen wir also bas Princip ber Rüzlichkeit zu hulfe. Es wird die Entscheibungen bes Borurtheils bestätigen, wo sie richtig, es wird sie verwersen, wo sie verderblich sind.

Ich seze voraus, daß mir alle Benennungen von Augend und Laster unbekannt sind. Mein Beruf ift, die menschlichen Handlungen blos hinsichtlich ihrer guten und üblen Wirkungen zu betrachten. Ich werbe zwei Rechnungen anlegen. Als reinen Gewinn seze ich alle Lustempsindungen an, als Verlust alle Unlustempsindungen. Ich werde getreu die Interessen aller Parteien wägen; der Mensch, den das Vorurtheil als lasterbast brandmarkt, derjenige, den es als tugendhaft preiset, sind für den Augenblik gleich vor mir. Ich will über das Vorurtheil selbst Gericht halten, und auf dieser neuen Wage alle Handlungen abwägen, um ein Berzeichnis aller zu erlaubenden und zu verbietenden Handlungen anzusertigen.

Diese Arbeit, die von Anfang so verwickelt scheint, wird leicht werden vermittelst ber Unterscheidung, die wir zwischen bem Uebel ber ersten, zweiten und britten Ordnung gemacht haben.

Eine die Sicherheit einer Person angreisende Handlung sei ber Gegenstand meiner Untersuchung: Ich vergleiche alle Luft, ober mit andern Borten, allen Bortheil, den biese handlung ihrem Urheber gewährt, mit allem Uebelober Berluft, ber baraus fur die verlezte Person hers vorgeht. Ich sehe zuerst, daß das Uebel der ersten Ordenung das Gute der ersten Ordenung überwiegt; aber ich

١.

bleibe dabei nicht stehn. Diese Handlung zieht für bie Gesellschaft Schreden und Gefahr nach sich. Jenes Uebel, das von Ansang nur einen Einzigen tras, verdreitet sich auf alle in der Form der Furcht. Die aus der Handlung hervorgehende Lust beschränkt sich immer noch auf Einen, die Unlust erstrekt sich auf tausend, zehntausend, auf alle. Dieses schon so ungeheure Misverhältnis erscheint mir unsendlich, wenn ich zum Uebel der dritten Ordnung überzgehe, indem ich in Erwägung ziehe, daß, wenn jene Handlung nicht unterdrüft wurde, daraus eine allgemeine und dauernde Entmuthigung entstände, eine Hemmung der Arbeit, und endlich die Auslösung der Gesellschaft.

Ich werbe bie ftarfften Begierben burchgehn, blejentgen, beren Befriedigung mit ber größten Euft verknupft ift, und man wird fehn, baß ihre Befriedigung, wenn fie auf Roften ber Sicherheit geschieht, viel fruchtbarer an Uebeln ift als an Gutem.

I. Rehmen wir zuerft bie Reinbichaft. Sie ift die fruchtbarfte Urfache ber Angriffe gegen die Chre und bie Perfon. 3ch habe, gleichgultig wie, Feinbichaft gegen Jemanben gefagt. Die Beibenichaft reift mich hin; ich beleidige ihn, beschimpfe, verwunde ihn. Der Anblit feines Schmerzes erregt wenigftens eine Beitlang ein Gefühl ber guft in mir. Aber fann man glauben, baf bie Luft, die ich empfinde, felbft auf biefe Beit befchrankt, mit bem Schmerz, ben jener erleibet, ju vergleichen fei? Rann mir, wenn auch jebes Atom feines Schmerzes in meinem Geifte fich abbilbete, jebes Atom ber ihm entsprechenben guft von berfelben Starte icheinen? und es find nur einige vereinzelte Atome feines Schmerges, Die meiner gerftreuten und verwirrten Gin= bildungefraft fich vorftellen: fur ihn geht feines verloren, fur mich gerftreut fich ber großte Theil, ohne mir

einen Gewinn ju gemabren. Aber jene Luft, wie groß fte auch sein mag, wird balb ihre naturliche Unreinheit burchbringen laffen. Die Menfdlichkeit, ein Princip, bas vielleicht nichts felbst in ben wilbesten Seelen erftiden fann, macht mir in geheim Bormurfe. Befurchtungen aller Art, Furcht vor Rache, fei es von Seite bes Berlegten, fei es von Seiten berer, bie in Berbinbung mit ibm ftebn. Furcht vor ber offentlichen Stimme, religible gurcht, wenn noch ein Aunte von Religion in mir geblieben, alle biefe Befürchtungen fibren meine Rube und berleiben mir balb meinen Zriumph; bie Leibenfchaft ift erlofchen, bie Luft geschwunden, ber innere Zabel folgt ihr. Aber im Beleibigten bauert ber Schmerz noch fort, und fann noch lange fortbauern. Und bies ichon bei leichten Bunben, bie bie Beit vernarben tann. Bie aber muß es erft in ben Rallen fein, wo, in Rolge ber Ratur ber Beleible gung felbft, bie Bunbe unbeilbar ift, wenn Glieber Der frummelt worben finb, Gefichtzuge entftellt, gabigteiten gerftort. Man mage bie Uebel, ihre Starte, ihre Dauer, ibre Folgen, man meffe fie in allen ihren Dimenfionen, und man wird febn, wie in jebem Sinne bie Luftempfinbung bon ber Unluft überwogen wirb.

Sehn wir zu ber Birfung ber zweiten Ordnung über. Die Rachricht von bem Unglut bes Beleibigten wird in alle Gemuther Furcht verbreiten. Jeber, ber einen Feind hat ober einen Feind haben tann, benft mit Schreden an bas, wozu die Leibenschaft bes haffes hinreißen tann. Unter schwachen Befen, die sich so viel zu beneiben, so viel zu bestreiten haben, unter benen tausend kleine Rivalitäten eine unaufhörliche Spannung unterhalten, hatte ber Geist der Rache eine unendliche Reihe von Uebeln zur Folge.

So wird also jede Sewaltthätigkeit, durch eine Leibenschaft erzeugt, beren Princip in allen herzen ift, und wovon Alle leiden können, ein Schrecken hervorbringen, das fortdauern wird, dis die Bestrasung des Schuldigen die Gesahr auf die Seite der Ungerechtigkeit, der gewaltthätigen Feindschaft gebracht hat. Außer jemen allen gemeinsamen Leiden ist noch eine andre Unlust, die daraus hervorgeht, in Anschlag zu bringen, jene Unlust der Sympathie, die eble Herzen beim Anbill der Berbrechen dieser Art empsinden.

II. Wenn wir nun bie Sanblungen prufen, bie aus jenem gewaltigen Triebe hervorgehen können, welchem die Ratur bas Fortbeftehen ber Sattung und einen großen Theil ihres Gludes anvertraut hat; so werden wir sehn, baß, wenn er die Sicherheit der Person oder das haus-liche Lebensverhaltniß verlezt, das Gute, das aus seiner Befriedigung entspringt, nicht mit dem daraus entstehenben Uebel zu vergleichen ist.

Ich werbe hier nur von bem Angriff reben, ber ganz unzweiselhaft die Sicherheit der Person verlezt. Das Dasein dieses Verbrechens darf nicht durch groben und Kindlichen Scherz geleugnet, und sein Schrecken verminsbert werben. Was man auch in dieser hinsicht sagen konne, selbst die Frauen, die mit ihren Gunstbezeigungen am freigebigsten sind, wollen sich nicht dieselben mit bruztaler Wuth rauben lassen. Jedoch alle Erdreterung über das ursprüngliche Uebel wird hier überstüssig durch die Größe des Schreckend. Dies ist um so stärker und umseschen das Dasein gab. In den Zeiten, wo die Gessege noch nicht Kraft genug hatten, ihn zu bändigen, wo die Sitten noch nicht geregelt genug waren, ihn zu milbern, hat er Rachen veranlaßt, deren Andenken und

die Geschichte ausbewahrt hat. Ganze Rationen nahmen Theil an bem Streite; ber haß vererbte sich von ben Batern auf die Sohne. Es scheint, daß die strenge Einschließung ber griechischen Frauen, noch unbekannt zu homers Zeiten, ihren Ursprung einer Epoche von Unzuhen und Umwälzungen verdankte, worin die Schwäche der Gesez die Unordnungen dieser Art vervielfältigt und ein allgemeines Schrecken verbreitet hatte.

Bas die aus ber Sabsucht hervorgebenben Berbrechen betrifft, so wird fich bei Abmagung ber Euft bes acwaltsamen unrechtmaffigen Erwerbe und ber Unluft bes Berluftes ein Uebergewicht ber legtern ergeben. Aber es gibt Ralle, wo, wenn man bei ben Birfungen ber erften Orbnung ftebn bleibt, bas Gute unftreitig bas Uebel überwiegt. Betrachtete man bas Berbrechen unter biefem Geficht punft allein, fo murbe fein gultiger Grund anzugeben fein, bie Strenge ber Befege ju rechtfertigen. Alles brebt fich hier um bas Uebel ber zweiten Ordnung: biefes Uebel gibt ber Sandlung ben Charafter bes Berbrechens, bies fes Uebel erheischt bie Strafen. Rehmen wir gum Beispiel ben physischen Trieb, ber die Befriedigung bes bungere jum Gegenstanbe bat. Ein Armer, burch biefes Beburfniß getrieben, ftehle in einem reichen Saufe ein Brob, bas ihm vielleicht bas Ecben rettet: fann man bier wohl bas Gute, bas er fich felbft verschafft, bem Berlufte, ben ber Reiche erleibet, gleich fegen? Dan fann biefelbe Bemertung auf weniger auffallende galle beziehn. Es beraube Jemand eine offentliche Raffe: er macht fich reicher und niemanben armer. Der Berluft. ben er ben Gingelnen verurfacht, beschrankt fich auf uns Alfo nicht wegen bes Uebels ber endlich fleine Theile. erften Ordnung, fonbern megen jenes ber zweiten finb biefe Sandlungen fur Berbrechen zu erklaren.

Wenn die Luft, die sich an die gegen den Willen der andern Betheiligten erlangte Befriedigung so machtiger Triebe, wie der Feindschaft, des Geschlechtstriebes, des Hungers knupft, so weit entfernt ist, der daraus entspringenden Unlust gleich zu kommen, so wird das Disverhaltnis bei weniger drangenden und weniger starten Motiven noch viel größer erscheinen.

Der Trich ber Selbsterhaltung ift ber einzige, ber noch eine besondere Untersuchung zu ersobern scheint.

Benn es fich von einem Uebel handelt, bas bie Befeze felbft einem Individuum auflegen wollen; fo bedarf es . biegu eines fehr bringenben Grundes, wie bie Rothwenbigfeit, bie Strafurtheile ber Berichte gu vollziehn: benn ohne -bie Bollgiehung ber Strafen murbe feine Sicherheit, wurde feine Regierung bestehn konnen. Wird ber Trieb fich ber Strafe zu entziehn befriedigt, fo erscheint bas Gefez in diefem Falle ohnmachtig. Das aus diefer Befriebigung entspringende Uebel ift alfo basselbe, mas aus ber Dhnmacht ber Gefege, ober, mas auf basfelbe hinaustommt, aus ber Richteriften, jedes Befeges entspringen murbe. Das Uebel aber, bas aus ber Nichterifteng ber Befege entfpringt, ift in ber That die Berbeiziehung aller ber Uebel, au berer Berhinderung die Gefeze eingeführt find, bas heißt aller ber Uebel, welche bie Menschen von Seiten ber Menschen erfahren konnen. 3mar genügt nicht ein einziger Sieg biefer Art, ben ein Inbividuum über bie Befeze bavon tragt, bas gange System in Dhnmacht zu fturgen. Nichts besto weniger ift jebes Beispiel biefer Urt ein Symptom ber Schwäche, ein Schritt zu ihrer Bernichtung. Es geht alfo baraus ein Uebel ber zweiten Ordnung hervor, ein Schreden, wenigstens eine Wefahr; und wenn die Befeze eine folche Sandlung zuliegen, fo murben fie ihren eigenen 3meden entgegen fein; um ein fleines Uebel gu entfernen, mur-Den fie ein anderes, weit großeres berbeiführen.

Run find noch bie Ralle übrig, wo ber Gingelne ein Uebel, bem bie Befeze ihn nicht haben unterwerfen wollen, guruftreibt. Da fie aber nicht wollen, baf er bies Uebel leibe, fo wollen fie, bag er es nicht leibe. Dies Uebel entfernen ift an fich ein Gutes. Es ift aber mog= lich, bag jener bei ben Unftrengungen, um basfelbe abjuwenben, ein Uebel ichaffe, bas größer ift als jenes Gute. Befchrankt fich bas Uebel, bas er zu feiner Gelbftver= theibigung bewirft, auf bas, mas zu biefem 3mede nothwendig mar, ober geht es barüber hinaus? In welchem Berhaltniß fleht bas Uebel, bas er bewirkt hat, ju bem von ihm abgewandten? Ift es gleich, größer ober fleiner? Burbe bas abgewandte Uebel ein Erfazmittel zugelaffen haben, wenn er, ftatt burch fo toffbare Dittel fich bagegen ju vertheibigen, fur eine Beitlang fich ibm unterworfen hatte? Dies find bie factischen Fragen, Die bas Befeg in Ermagung ju gieben bat, wenn es erfcop= fende Regeln über bie Selbstvertheibigung aufstellen will. Sie bilben eine Aufgabe ber Criminalgefezgebung, welche biefelbe bei ber Untersuchung über bie Grunde ber Entschuldigung ober Schwachung ber Berbrechen gu tofen Bier genugt bie Bemerkung, bag in allen biefen Rallen, wie es fich auch mit bem Uebel ber erften Drbnung verhalte, alles Uebel, bas Jemand bei ber Gelbftvertheibigung bewirten fann, fein Schreden, teine Gefahr hervorbringt. Der Grund ift, bag, wofern er nicht angegriffen und feine Sicherheit gefahrbet wirb, bie anberen Menschen nichts von ihm zu furchten haben.

#### 12. Capitel.

Bon ben Grangen, welche bie Moral und bie Gefeggebung icheiben.

Die Moral, im Allgemeinen, ift bie Kunft, bie Sandlungen ber Menschen so zu lenten, bag sie bie größte mogliche Summe von Glut hervorbringen.

Die Gefezgebung muß genau basfelbe Biel verfolgen. Obgleich die Moral und die Gefezgebung einen ge= meinsamen 3met haben; hinsichtlich ihres Umfangs find fie febr von einander verschieden. Alle Banblungen, fie feien offentlich, fie feien privat, gehoren ins Bebiet ber Sie ift eine Fuhrerin, die ben Denschen in Moral. allen Einzelheiten feines Lebens, in allen Berhaltniffen mit feines Gleichen gleichsam an ber Sand führen fann. Die Gesegebung tann bas nicht, und wenn fie es tonnte, fo burfte fie nicht eine bestanbige und unmittelbare Gin= wirtung auf bie Banblungen ber Menichen ausuben. Die Moral gebietet jedem Einzelnen, alles bas ju thun, was jum Bobl bes Gemeinwefens, fein perfonliches Bohl einbegriffen, wirket; allein es gibt viele bem Gemeinwefen nugliche Sanblungen, welche bie Gefeggebung nicht gebieten barf. Es gibt fogar viele fcabliche Sanblungen, bie fie nicht verbieten barf, obgleich bies bie Moral thut. Die Gesegebung, mit einem Bort, bat awar' benfelben Mittelpunkt wie bie Moral, nicht aber benfelben Umfreis.

Es gibt zwei Grunde biefer Berschiedenheit.

1) Die Gesezgebung kann grabezu auf die handlungsweise ber Menschen nur burch Strafen wirken; nun sind biese Strafen eben so viele Uebel, die nur in sofern' zu rechtfertigen sind, als daraus eine größre Summe von Bohl hervorgeht. In vielen Fällen aber, wo man eine moralische Borschrift burch eine Strafe verstärken wollte, wurde das Uebel bes Bergehens geringer sein als das der Strafe: bie nothwendigen Mittel zur Bollziehung bes Gesech murben von ber Natur sein, daß sie in ber Gesellschaft ein Schreden verbreiteten, welches schädlicher wirten wurde, als das Uebel, das man verhuten wollte.

2) Die Gefeggebung wird in ihrem Streben, ben Schuldigen zu ftrafen, oft burch die Gefahr ben Unichulbigen zu treffen, gehemmt. Woher fommt diese Gefahr? Aus der Schwierigkeit, bas Berbrechen zu besiniren, einen klaren und bestimmten Begriff bavon zu geben. Bum Beispiel die Barte, die Undankbarkeit, die Treulosigkeit, und andre Laster, welche die moralische Sanction straft, können nicht unter die Herrschaft des Gesezes gezogen werden, weil man bavon keine so bestimmte Desinition, wie vom Diebstahl, dem Todschlag, dem Meineid geben kann.

Aber um die mahren Grangen zwischen ber Moral und ber Gesegebung beffer zu erkennen, muffen wir uns bier ber gewöhnlichsten Eintheilung ber moralischen Pflichten erinnern.

Die angewandte Moral regelt die handlungen ber Menschen, sowohl biejenigen, wobei er allein interestrit ift, als biejenigen, welche die Interessen Andrer berühren. Bas ihn allein interessirt, bilbet eine Classe handlungen, bie man (vielleicht in einem uneigentlichen Sinne) Pflichten gegen sich selbst nennt, und die Eigenschaft, die sich burch die Erfüllung dieser Psichten offenbart, erhalt ben Namen Klugheit. Der auf die andern Menschen sich beziehende Theil seines Berhaltens bilbet eine Classe, die man Pflichten gegen Andre nennt. Nun gibt es aber zwei Arten, das Bohl der Andern zu berücksichtigen, eine negative, indem man sich enthalt,

es zu vermindern, und eine positive, indem man strebt es zu vermehren: Die erste begrundet die Rechtschaffen= heit, die zweite die Bohlthätigkeit.

Die Moral bedarf in biefen brei Punkten ber Sulfe ber Gefeze, aber weber in gleichem Grade noch auf gleiche Beise.

I. Die Regeln ber Alugheit werben fast immer sich felbst genügen. Wenn ein Mensch gegen seine eigne Interessen handelt, so ist dies nicht seinem Willen zuzurechnen, sondern seinem Berstande: nur aus Irrthum kann er sich Schaden zusügen. Die Furcht sich zu schaben ist ein zurükhaltendes Motiv von hinlanglicher Kraft;
es wurde überstüssig sein, diesem natürlichen Motiv die
Furcht vor einer kunstlichen Strase hinzuzusügen.

Das Gegentheil aber, wird man sagen, ift burch bie Erfahrung bewiesen; die Ausschweifungen im Spiel, in der Unmassigeit, der unerlaubte Umgang der Geschlechter, so oft von den größten Gefahren begleitet, zeigen genugsam, daß die Menschen nicht immer Klugsheit genug haben, um sich dessen zu enthalten, was ihnen schadet.

Als allgemeine Antwort moge bie Bemerkung genüsgen, baß erstens in ben meisten bieser Falle bie Strafe, ba man sie zu leicht wurde umgehn können, unwirksam, und zweitens, daß das aus dem Strafgesez hervorgeshende Uebel weit größer sein wurde, als das Uebel des Bergehns.

Man nehme jum Beispiel an, ein Gesezgeber halte es für zweckmässig, durch directe Geseze die Trunkenheit und das Laster der Wollust auszurotten. Er wird mit einer Menge von Berordnungen anfangen mussen. Berwickelung der Geseze: erster sehr großer Uebelstand. Je leichter diese Laster zu verbergen sind, desto schärfer mußten

bie Strafen fein, um burch bas Schreden bes Beifpiels ber immer aufs neu sich erzeugenben hoffnung ber Un= gestraftheit die Bage ju halten. Uebermaffige Strenge ber Befege: zweiter nicht minber großer Uebelftanb. Die Schwierigkeit sich Beweise zu verschaffen wird so groß fein, bag man Ungeber aufmuntern, und ein Beer von Auffehern wird halten muffen. Nothwendigfeit ber Ausfundschafter: britter Uebelstand, schlimmer als bie beis ben ersten. Man vergleiche nun bie guten und fcblims men Birkungen. Die Bergehn biefer Urt, wenn man biefen Namen untlugen Sandlungen geben barf, erzeugen fein Schreden; bas angebliche Beilmittel aber wird ein allgemeines Schreden hervorbringen; unfcul big ober ichulbig, Jeber wird fur fich und bie Seinigen fürchten; die Berbachtsgrunde, die Angebungen werben bie Befellschaft gefährlich machen; man wirb fich flie ben, man wird geheimnisvoll fein, man wird bie Ergieffungen bes Bertrauens furchten Statt ein Lafter ju unterbruden, wirb bas Gefeg neue und weit gefahr lichere gefaet haben.

Allerdings kann das Beispiel gewisse Ausschweifunsen anstedend machen, und ein Uebel, das fast unwahrenehmbar ware, wenn es sich nur von einer kleinen Anzahl von Menschen handelte, kann sehr fühlbar werden durch seinen Umfang. Aber alles, was der Gesegeber hinsichtlich bieser Bergehn thun kann, besteht darin, daß er sie im Falle einer anstössigen Aundbarkeit einer leichten Strafe unterwerfe: dies genügt, um ihnen einen Anstrich von Unsgeselichkeit zu geben, der die moralische Sanction gegen sie richtet.

Ueberhaupt haben bie Gesegeber in diesem Puntte viel zu viel regiert. Statt sich auf die Klugheit ber Renschen zu verlassen, haben sie bieselben wie Kinder

ober Sklaven behandelt. Sie haben sich berselben Leiden= schaft hingegeben, wie die Grunder ber religiofen Orben. welche, um ihrem Unfehn bobern Glang ju geben, und aus fleinlichem Beifte, ihre Untergebenen in ber niebrigften Abbangigkeit gehalten, und ihnen Tag fur Tag, Stunde fur Stunde, ihre Beschäftigungen, ihre Rabrungsmittel, ihr Aufstehn und Schlafengehn und alle Rleinigkeiten ihres Berhaltens vorgeschrieben haben. Es gibt berühmte Gefezbucher, worin man eine Menge folcher Borfdriften findet: unnugen 3mang in Betreff bes Beirathens, Strafen gegen bie Chelofigfeit, Prachtge= fege, um die Form ber Rleiber, die Roften ber Gaftmaler, die Moblirung ber Baufer, ben Schmuf ber Frauen zu bestimmen; unenbliche Ginzelheiten über erlaubte und verbotene Nahrungsmittel, uber Abmaschungen biefer ober jener Urt, über Reinigungen gum 3mct der Gesundheit oder Reinlichkeit, und tausend ahnliche Kinbereien, bie zu allen Uebelständen eines unnuzen 3man= ges noch ben haben, ein Bolf bumm zu machen, inbem fie iene Absurditaten in einen mofteriofen Schleier bullen. um ihr gacherliches zu verbergen.

Aber noch unglüklicher die Staaten, wo man burch Strafgeseze die Einformigkeit der religiosen Meinungen bat erzwingen wollen. Die Wahl einer Religion muß einzig der Klugheit der Einzelnen überlassen bleiben. Wenn sie überzeugt sind, daß ihr ewiges Glük von einem gewissen Gottesdienst oder einem gewissen Glauben abhängt, was kann der Gesezgeber einem so großen Interesse entzgegenstellen? Ich brauche mich nicht bei dieser Wahrheit auszuhalten: sie ist allgemein anerkannt; allein, indem ich die Grenzen der Gesezgebung zeichne, darf ich diezienigen nicht vergessen, deren Ueberschreitung die ges fährlichste ist.

Die allgemeine Regel ist: Lasset ben Menschen ben großten möglichen Spielraum in allen ben Fällen, wo sie nur sich selbst schaben können: benn sie sind die besten Richter ihrer eignen Interessen. Täuschen sie sich, so kann man ansnehmen, daß sie, sobald sie ihren Irrthum wahrnehmen, nicht darauf beharren werben. Lasset die Macht der Geseze nur einschreiten, um sie zu verhindern, sich unter einander zu schaden. Hier sind sie nothwendig; hier wird die Anwendung von Strasen wahrhaft nüglich, weil die gegen einen Einzelnen gerichtete Strenge die Sicherheit Aller bewirkt.

II. Es ist wahr, daß zwischen ber Klugheit und ber Rechtschaffenheit eine naturliche Berbindung stattsindet, das heißt, daß unser wohlverstandenes Interesse und nie ohne Motiv lassen wurde, und bessen zu enthalten, was unsern Nebenmenschen schadet.

Bleiben wir einen Augenblif bei biefem Puntte ftebn. Ich behaupte, daß wir unabhangig von ber Religion und ben Gefegen immer einige naturliche Motive baben. bas heißt, unferm eignen Intereffe entnommene, bas Bohl eines Andern zu berufsichtigen: 1) bas Motiv bes reinen Boblwollens, jenes fanften und fußen Gefühls, beffen Empfindung wir lieben, und bas uns Wiberwillen einflogt, Leiben zu verursachen; 2) bas Motiv ber befonbren Zuneigung, bas im bauslichen Leben und im Rretfe unfrer Freunde wirkfam ift; 3) bas Berlangen nach gutem Ruf und die Furcht vor Tabel. Dies ift eine Urt von Berechnung und Sandel: man gahlt um Credit gu haben, man ist wahr, um Butrauen zu gewinnen, man bient, um Dienste wieder zu empfangen. In biesem Sinne sagte ein Mann von Beift: wenn die Rechtschaffenheit nicht eriftirte, mußte man fie erfinben, um fein Glut zu machen.

Ein über fein Intereffe aufgeklarter Menfch wird fich nicht einmal ein verborgenes Berbrechen erlauben,

theils aus Furcht, eine schändliche Gewohnheit, die ihn früher oder später verrathen wurde, sich anzueignen, theils wegen der alle Freuden verfälschenden Unruhe, welche den durchdringenden Bliden Andrer zu entziehende Geheimnisse in dem Herzen zurüt lassen. Alles, was er auf Rosten seiner Sicherheit gewinnen konnte, wird des Preises nicht werth sein, und wenn ihm an der Achtung der Menschen gelegen ist, so ist die beste Gewähr, die er davon haben kann, seine eigne.

Aber um biese Berbindung zwischen dem Interesse Anderer und dem eigenen einzusehn, muß der Berstand aufgeklart und das herz frei von verführerischen Leisdenschaften sein. Die meisten Menschen haben weder Einsicht, noch Seelenstärke, noch sittliche Empfänglichkeit genug, daß ihre Rechtschaffenheit der Hulfe der Geseze entbehren konnte. Der Gesezeber muß dies schwache naturliche Interesse durch Beimischung eines kraftiger und beständiger wirkenden kunstlichen Interesses versstärken.

Noch mehr: in vielen Fällen beruht die Moral auf bem Geseze b. h. die Entscheidung, ob eine Handlung moralisch schlecht ober gut ist, richtet sich danach, ob die Geseze sie erlauben oder verbieten: so verhält es sich mit allem, was das Eigenthum betrifft. Eine gewisse Art zu verkaufen oder zu erwerben, die in einem Lande der Rechtschaffenheit entgegen ist, wurde in einem Lande der Rechtschaffenheit entgegen ist, wurde in einem andern tadels los sein. Dasselbe gilt von den Verbrechen gegen den Staat. Der Staat besteht nur durch die Gesezgebung: man kann also die Pflichten der Moral erst dann aufstellen, wenn man die Einrichtungen des Gesezgebers kennt. Zum Beispiel in einem Staat ware es ein Versbrechen, sich von einer fremden Macht zum Dienst ans

werben gu laffen, mabrend in einem andern biefer Dienft erlaubt und ehrenvoll ift. \*)

III. Sinsichtlich ber Wohlthatigkeit muß man unterscheiben.

Die Gesegebung kann sich in Beziehung auf allgemeine Gegenstände, wie die Sorge für die Armen u. s.w., ziemlich weit ausdehnen; aber im besondern muß sie es auf die Moralität der Einzelnen ankommen lassen. Die Wohlthätigkeit hat ihre Geheimnisse, und übt sich an so unvorzusehenden und so verdorgenen Uebeln, daß das Geseziez ihr nicht zu solgen vermöchte. Ueberdies schöpft die Wohlthätigkeit aus dem freien Willen des Einzelnen ihre Energie: könnten die gleichen Handlungen besohlen werden, so wurden sie keine Wohlthaten mehr sein, sie wurden ihren Reiz und ihre Wesenheit verloren haben. Die Moral und vorzüglich die Religion sind es, die hier die nothwendige Ergänzung der Geseze bilden und das süßeste Band der Menscheit knupsen.

Indeg, ftatt in biefer Rufficht ju viel gethan ju haben, haben die Gefezgeber nicht genug gethan: fie batten die Berweigrung ober Unterlaffung eines Dienstes ber Menschlichkeit, wenn er leicht ju leisten ift und diese Berweigrung irgend ein Unglut jur Folge hat, fur ein Ber-

<sup>\*)</sup> Dier erhebt sich eine ber schwierigsten Fragen: wenn bas Geseg nicht so ist, wie es sein soll, wenn es offenbar bem Princip ber Ruglichkeit widerstrebt, muß man ihm geborschen? soll man es verlegen? soll man neutral bleiben zwisschen bem Geleg, bas bas uebel besiehlt, und ber Moral, bie es verbietet? bieses Problem muß eine kluge und wohlswollenbe Ueberlegung losen: man muß untersuchen, ob bie Berlegung mehr Gesahr mit sich führe als bie Befolgung, ob die wahrscheinlichen Uebel bes Gehorsams geringer seien, als die wahrscheinlichen Uebel bes Ungehorsams.

brechen erklaren sollen, 3. B. eine verwundete Person auf einem einsamen Bege, ohne Gulfe für sie zu suchen, zu verlaffen; Jemanden, der sich mit Bereitung von Gift beschäftigt, nicht anzuzeigen; einem Menschen, der in einen Graben gefallen, woraus er sich selbst nicht herauszuhelsfen weiß, nicht die Hand zu reichen: könnte man in allen diesen und ähnlichen Fällen wohl eine Strafe tabeln, die sich darauf beschränkte, den Uebertreter einem gewissen Grade von Schande auszusezen, oder ihn mit seinen Bermögen für das Uebel, das er verhüten konnte, verantwortlich zu machen.

3d bemerke noch, bag fich bie Gefeggebung weiter, als bisher, auf. die Intereffen ber Thiere ausbehnen konnte. Ich billige in biefer Rufficht nicht bie Gefeze ber Sinbus. Es gibt gute Grunde, bie Thiere gur Rab= rung ber Menschen bienen ju laffen, und biejenigen, bie uns beschwerlich fallen, ju vernichten: wir steben beffer babei, und fie nicht viel schlimmer: benn fie ba= ben nicht, wie wir, jene langen und graufamen Bor= gefühle bes Zufunftigen, und ber Tob, ben fie von uns empfangen, mochte wohl immer weniger schmerzhaft fein als berjenige, ber fie im unvermeiblichen Laufe ber Natur - erwartet. Aber wie fann man die zwecklose Qual recht= fertigen, die man sie leiden läßt; die grausamen Launen. die man an ihnen ubt. Bon allen ben Grunden, bie ich angeben tonnte, um folche Graufamteiten fur Berbrechen zu erklaren, beschranke ich mich auf benjenigen, ber zu meiner Aufgabe in Beziehung fteht: es ift ein Mittel, bas allgemeine Gefühl bes Wohlwollens zu bilben, und bie Menschen milber zu machen, ober wenigsten jener brutalen Robbeit zuvorzukommen, bie,

nachdem sie mit Thieren gespielt hat, sich steigernd, mit menschlichen Schmerzen gesättigt werben will. \*)

## 13. Capitel.

Beispiele falider Beweisgründe in ber Gefeggebung.

Diese Einleitung hat jum Zwede gehabt, einen beutlichen Begriff vom Princip ber Ruglichkeit zu geben und
ber Urt, wie auf bieses Princip bas System ber Geseze
zu grunden ist. Es geht baraus eine Logit ber Geseze
gebung hervor, die sich in wenigen Worten zusammenfaffen läßt.

Was heißt einen mahren Grund für ein Gefez geben? es heißt Guter ober Uebel anführen, die diefes Gefez hervorzubringen geeignet ist: fo viel Guter, so viel Grunde bafür; so viel Uebel, so viel Grunde bagegen. Man muß aber nicht vergeffen, daß biefe Guter ober Uebel nichts anders sind, als Lust- ober Unlustempfindungen.

Bas heißt einen falfchen Grund geben? es heißt fur ober gegen ein Gefez irgend etwas Underes anfuhren, als feine guten ober ublen Birtungen.

Nichts ift einfacher, und bennoch nichts neuer. Das Princip ber Ruglichkeit ift nicht neu, im Gegentheil es ift nothwendig eben so alt als das Menschengeschlecht. Alles Wahre in der Moral, alles Gute in den Gesegen sließt aus diesem Princip; aber es ist meist aus Instinkt befolgt worden, während es aus Grunden der Theorie bestämpft ward. Wirft es in den Buchern über Gesegebung

<sup>\*)</sup> Bergl. Barrows Reise nach bem Cap ber guter hoffnung, und die Grausamteiten ber hollanbischen Colonisten gegen bie Thiere und die Staven.

hier und da einige Funken, so werden sie bald in bem Rauche erstitt, der sie umgiebt. Beccaria ist der einzige, ber ausgenommen zu werden verdient; indeß sind auch in seinem Werke einige aus den falschen Quellen gezogene Schlusse.

Bor beinah zweitausend Sahren hat Aristoteles unter bem Namen ber Sophismen ein vollständiges Berzeichniß ber verschieden Arten falsch zu schließen unternommen. Djeses Berzeichniß, vervollkommnet durch die erweiterte Erkenntniß, die ein so langer Zwischenraum darbieten konnte, wurde hier seinen Plaz und seine Birksamkeit sinden; allein eine solche Arbeit wurde zu weit führen. \*) Ich werde mich darauf beschränken, einige der hauptsäckslichsten und gewöhnlichsten Irrthumer im Gebiete der Geseszebung anzugeben. Das Princip der Rüzlichkeit wird durch diesen Contrast in ein helleres Licht gestellt werden.

1. Alter bes Wefeges ift tein Grunb.

Das Alter bes Gesezes kann ein Borurtheil zu seinen Gunften erwecken, aber es ist an sich burchaus kein Grund. Hat bas Gesez, wovon es sich handelt, zum allgemeisnen Wohl beigetragen; so ist es, je långer es bestanzben, besto leichter, seine guten Wirkungen barzuthun, und seine Nüzlichkeit birect zu beweisen.

2. Religiofe Autoritat ift fein Grunb.

Diese Begrundungsweise ist in unseren Zagen selten geworden, sie ist aber lange Zeit vorherrschend gewesen. Das Werk von Algernon Sydney ist angefüllt mit Etationen aus dem alten Testament, worin dieser Schriftsteller das System der Democratie begründet sindet, wie Bossuet die Gründe der absoluten Gewalt darin gefunden hat. Sydney wollte die Anhänger des göttlichen

<sup>\*)</sup> Man sehe bes Berfassers Abhandlung von ben politischen Sophismen.

Rechts und bes leibenben Gehorfams mit ihren eignen Baffen bekampfen.

Benn man annimmt, daß ein Gesez von der Gotts. heit ausgestoffen ist, so nimmt man an, daß es von der hochsten Beisheit und Gute ausgestossen. Ein solches Gesez kann nur das hochste Bohl der Renschen zum 3wede haben: es ist also immer dies Bohl, das in Klarheit zu bringen ist, um das Gesez zu rechtsertigen.

- 3. Borwurf ber Neuerung ist tein Grund. Jebe Reuerung vorwerfen heißt jeden Fortschritt verwerfen: in welchem Zustande wurden wir sein wenn man dies Princip von jeher befolgt hatte. Alles was ist hat angefangen, jede Einrichtung ist eine Reuerung gewesen. Die heutzutage ein Gesez als ein altes erhoben, wurden es einst als ein neues getadelt haben.
- 4. Gine willtuhrliche Definition ift tein Grunb.

Nichts ist gewöhnlicher unter ben Juristen und politischen Schriftstellern, als Behauptungen und selbst lange Werke auf rein willkuhrliche Definitionen zu grunben. Der ganze Kunstgriff besteht barin, ein Wort in einem eigenen ganz ungebräuchlichen Sinne zu nehmen, bies Wort anzuwenden als wenn man es niemals angewandt hatte, und den Leser durch einen Schein von Tiefe und Geheimniß zu täuschen.

Montesquieu selbst ist in diesen Fehler gefallen, beim Anfang seines Werkes. Indem er das Gesez besiniren will, schreitet er von Metapher zu Metapher: er bringt die disparatesten Gegenstände zusammen, die Gottheit, die materielle Welt, die höheren Intelligenzen, die Thiere und die Menschen. Man erfährt endlich, daß die Gesez Berhältnisse sind, und zwar ewige Verhältnisse: So ist die Desinition dunkler als die zu besinirende Sache.

Das Wort Gesez, in bem eigentlichen Sinne, erweckt einen ziemlich klaren Begriff in allen Kopfen; das Wort Berhaltniß erweckt einen solchen nicht. Das Wort Gesez, in dem figurlichen Sinne, erzeugt nur schwankende Boteftellungen, und Montesquieu, der biese Dunkelheiten hatte zerstreuen sollen, hat sie vermehrt.

Das Zeichen einer falschen Definition ist, daß sie sich nicht auf eine sich gleich bleibende Weise gebrauchen läßt. Ein wenig weiter definirt der Verfasser das Gesez anbers: das Gesez im Allgemeinen, sagt er, ist die menscheliche Vernunft, sofern sie die Bolter der Erde regiert. Die Ausdrücke scheinen bekannter, allein sie geben keinen klaren Begriff. Folgt daraus, daß so viele sich widersprechende, oder barbarische oder unsinnige Gesez, in einem immerwährenden Zustande der Verändrung, immer die menschliche Vernunft seien? Mir scheint, daß die Vernunft, weit entsernt das Gesez zu sein, oft mit demisselben in Widerspruch sieht.

Dies erste Capitel von Montesquieu hat viel Gallimathias hervorgebracht. Man hat sich den Kopf zerbrochen, um metaphysische Geheimnisse zu sinden, wo
keine waren. Beccaria selbst hat sich von jenem dunklen Begriff der Verhältnisse hinreißen lassen. Einen Menschen fragen, ob er unschuldig oder schuldig sei, heißt ihn zwingen, sagt er, sich selbst anzuklagen. Dies Verfahren beleidigt ihn, und warum? weil es, nach ihm, ein Durcheinanderwersen aller Verhältnisse ist. \*) Was will dies sagen? Genießen, leiden, Lust erregen, Unlust erregen, das sind Ausdrücke, deren Sinn ich verstehe; aber Verhältnissen solgen, Verhältnisse durcheinander wersen, das ist etwas, wovon ich mir gar keinen Begriff bilden kann. Diese abstracten Ausdrücke erwecken keine

<sup>&</sup>quot;) Cap. XII.

Ibee, kein Gefühl in mir. Diese Berhaltniffe laffen mich ganz und gar gleichgutig; — Die Lust= und Unlust= empfindungen erweden die lebhafteste Theilnahme in mir.

Rousseau ist mit jener Definition von Montesquien nicht zufrieden gewesen; er hat eine eigene gegeben, die er als eine große Entbedung ankundigt. Das Gesez, sagt er, ist der Ausdruk des allgemeinen Willens. Es gibt also überall keine Geseze, wo das Bolk in Rasse nicht geredet hat; es gibt also nur in einer absoluten Democratie Geseze: er hat durch dies höchste Decret alle bestehenden Geseze umgestoßen, er hat alle, die sich in der Folge bei allen Volkern der Welt, ausgenommen vielleicht die Republik Saint-Marin, bilden werden, für nichtig erklart.

5. Gine Metapher ift fein Grunb.

Ich verstehe hierunter theils eine Metapher im eigentslichen Sinne, theils eine Allegorie, beren man sich Anfangs bebient, um die Rebe klarer zu machen ober zu schmuden, und die almablig die Basis eines Beweises wird.

Blacktone, \*) ein fo großer Feind aller Neuerung, baß er sogar die Einführung ber englischen Sprache in die Rapporte der Gerichtshofe getadelt, hat nichts vernachlässigt, um dasselbe Vorurtheil seinen Lesern einzustößen. Er stellt das Gesez als eine Burg, als eine Feste vor, woran man nichts andern könne, ohne sie zu schwächen. Zwar gibt er diese Metapher nicht als Grund; aber warum braucht er sie? Um sich der Einbildungskraft zu bemächtigen, um seine Leser gegen jede Idee von Reform zum voraus einzunehmen, um ihnen ein blinzbes Schrecken vor jeder Neuerung in den Gesezen einzujagen. Es bleibt in dem Geiste eine falsche Borstellung, die dieselbe Wirkung hat wie eine salsche Begründung.

<sup>\*) 3.</sup> Comm, C. XVII.

Er hatte wenigstens baran benten follen, daß man jene Allegorie gegen ihn felbst wenden konnte. Wenn er aus dem Geseze ein Schloß macht, ist es nicht naturlich, daß ruinirte Prozesschrer es sich als bevolkert von Harppen vorstellen?

Das haus eines Menschen, sagen bie Englander, ist seina Burg. Ein poetischer Ausdruf ist kein Grund; benn wenn das haus eines Menschen Nachts seine Burg ist, warum nicht im Tage? Wenn es ein unverlezbares Aspl fur den Eigenthumer ist, warum nicht fur jede andre Person, die er darin aufzunehmen für gut sindet? Der Lauf der Justiz wird in England durch diese kindische Idee von Freiheit bisweilen gehemmt; es scheint, daß die Berbrecher, wie die Füchse, zum Vergnügen der Idager ihre Löcher haben mussen.

Sine Kirche ift in katholischen ganbern bas haus Gottes. Diese Metapher hat bazu gebient, bie Kirchen zu Afplen fur Berbrecher zu machen. Man hielt es fur einen Rangel an Chrfurcht vor Gott, biejenigen, bie in fein haus sich gefluchtet, mit Gewalt heraus zu ziehn.

Die Bilanz bes hanbels hat eine Menge auf biese Metapher gegrundeter Urtheile hervorgebracht. Man hat geglaubt, die Bolfer steigen und sinken zu sehn in ihrem wechselseitigen handel, wie Magschalen, mit ungleichen Gewichten belastet. Man hat sich über alles beunruhigt, was man als einen Mangel des Gleichgewichtes betrachtete; man bildete sich ein, was das eine Bolf gewänne, verlore das andere, wie wenn man aus der einen Wagschale etwas genommen, um es in die ans bere zu legen.

Das Bort Mutterstaat hat eine große Anzahl von Borurtheilen und falfchen Folgerungen in allen die Colonien und die Mutterlander betreffenden Fragen veranlaßt. Man legte ben Colonien Pflichten auf, gab ihnen Berbrechen schuld, bie man blos auf bie Metapher ihrer tochterlichen Ubhangigfeit grundete.

6. Eine Fiction ift fein Grund:

Unter Fiction verfiche ich gine augenscheinlich faliche Thatfache, worauf man Behauptungen grundet, als wenn fie mahr mare.

Der berühmte Cocceji, Rebacteur bes Cober Frledericianus, gibt ein Beispiel bieser Begründungsweise in der Lehre von den Testamenten. Nachdem er viele Borte über das naturliche Recht gemacht, billigt er, daß der Gesageber dem Einzelnen das Recht zu testiren läßt. Barum? Beil der Erbe und der Berstorbene nur eine und dieselbe Person seien, und folglich der Erbe fortsahren musse, das Eigenthumsrecht des Berstorbenen zu bessigen. (Cod. Fried. II. p. 156.)

Die englischen Juristen, um bie Confiscation bes Bermögens in gewissen Fallen zu rechtfertigen, haben sich einer ahnlichen Begrundung bedient. Sie haben eine Berunreinigung bes Blutes erdichtet, die ben Lauf ber gesezlichen Erbsolge aufhalte. Es ist Jemand wegen hochverraths mit dem Tode bestraft worden: der unschuldige Sohn ist nicht nur der Guter seines Baters beraubt, er kann auch nicht einmal seinen Großvater beerben, weil der Canal, wodurch das Bermögen auf ihn übergehn mußte, verunreinigt worden ist. Diese Fiction einer politischen Erbsunde dient diesem ganzen Acchtspunkte zur Basis. Aber warum bleibt man hier stehn? Ist das Blut verderbt, warum zerstort man nicht die schlechten Sprößlinge eines verbrecherischen Stammes?

In bem siebenten Capitel bes erften Buches, wo er von bem toniglichen Ansehn spricht, hat sich Blafftone gang und gar bem kindichen Spiel mit Fictionen hingegeben.

Der König hat seine Attribute, er ift allgegenwartig, allvollkommen, unsterblich.

Diese lacherlichen Paraboren, Fruchte einer fervilen Befinnung, weit entfernt richtigere 3been über bie Prarogativen ber foniglichen Gewalt ju geben, bienen nur ju taufchen, irre ju führen, ber Birklichkeit felbft einen Schein von Erbichtetem und Bunberbarem zu geben. Sie find nicht bloße Spiele bes Wizes; fie bilben die Grundlage mehrerer Folgerungen. Er bedient fich ihrer gur Erklarung koniglicher Prarogative, bie burch febr gute Grunde gerechtfertigt werben tonnten, ohne zu bebenten, bag man ber beften Sache schabet, wenn man fie burch fcblechte Argumente ju unterftugen fucht. Die Richter, fagt er anberswo, find Spiegel, worin bas Bilb bes Ronigs reflectirt wirb. Belche Kinberei! Gest man baburch nicht ber Gefahr lacherlich ju werben felbft biejenigen Gegenftanbe aus, worauf man ben großten Glang au werfen beabsichtigt?

Aber es gibt fuhnere und wichtigere Fictionen, Die eine große Rolle in der Politik gespielt, und beruhmte Berke hervorgebracht haben: es find die Bertrage.

Der Leviathan bes Hobbes, heutzutage wenig gekannt und vom Borurtheil als ber Cober bes Despotismus verabscheut, grundet die ganze politische Gesellschaft auf einen angeblichen Bertrag zwischen bem Bolk und bem Fürsten. In diesem Bertrag hat das Bolk auf seine natürliche Freiheit, die nichts als Uebel hervordrachte, verzichtet, und seine ganze Macht in die Hande des Fürsten gegeben. Was er will, ist der Wille aller seiner Unterthanen. Als David den Urias todten ließ, that er dies mit des Urias Cinwilligung; Urias hatte in Alles eingewilligt, was David über ihn verfügen konnte. Der Fürst kann nach seinem System wohl gegen Gott sunbigen, nicht aber gegen die Renschen, weil Alles, was er thut, aus der allgemeinen Einwillisgung hervorgeht. Ran kann nicht den Gedanken haben, ihm zu widerstehn, weil derselbe den Widerspruch, sich selbst zu widerstehn, enthält.

Lode, beffen Name ben Anhangern ber Freiheit fo lieb ift, wie ber des hobbes ihnen verhaßt, hat ebenfalls als Basis ber Regierung einen Bertrag angenommen. Er versichert, daß ein Bertrag zwischen dem Fürsten und bem Bolke eristire, daß ber Fürst sich verpflichtet habe, nach den Gesezen zum allgemeinen Besten zu regieren, und das Bolk, von seiner Seite, so lange zu gehorchen, als der Fürst den Bedingungen, unter denen er die Krone empfangen, getreu bleibt.

Rousseau hat mit Unwillen die Idee von diesem zweisseitigen Bertrag zwischen dem Fürsten und dem Bolk verworfen. Er hat einen Gesellschaftsvertrag erdichtet, wodurch sich Alle gegen Alle verbindlich machen, und der die einzige rechtmäßige Basis der Regierungen ift. Die Gesellschaft besteht nur durch diese freie Uebereinkunft der Mitglieder.

Bas biefe so entgegengeseten Spsteme gemein haben, besteht barin, baß sie bie ganze politische Theorie mit einer Fiction anfangen. Alle brei finden sich nur in ber Einbildung ihrer Urheber. Nicht allein sindet man keine Spur davon in ber Geschichte, sondern diese liefert übers all die Beweise des Gegentheils.

Jener Bertrag bes hobbes ift eine augenscheinliche Luge. Der Despotismus ift überall bas Resultat ber Gewalt und falscher religioser Ibeen gewesen. Eristirt ein Bolt, bas burch einen öffentlichen Act die hochste Gewalt seinem Fürsten übergeben hat; so hat es bamit nicht ausgedrütt, bag es sich allen grausamen und bizarren Billensauße-

rungen bes Souverans unterwerfe. Der sonberbare Act bes Danischen Bolfes im Jahr 1660 enthalt wefentliche Clauseln, bie bie hochfte Gewalt beschränken.

Der Contrat social von Rousseau ift nicht so streng beurtheilt worden, weil sich die Menichen leicht mit der Logik eines Systems verschnen, das alles dasjenige aufstellt, was ihnen am liebsten ist, die Freiheit und die Gleichheit. Aber wo hat diese allgemeine Uebereinkunft sich gebildet? Welche sind die Bedingungen? In welcher Sprache ist sie abgefast? Warum ist sie immer unbekannt geblieben? Haben sie zu der Zeit, da sie aus den Walsdern herausschritten, und das wilde Leben verließen, jene großen Ideen über Moral und Politik gehabt, worauf diese ursprüngliche Uebereinkunft gegründet ist?

Der Bertrag bes Lode hat mehr Schein ber Bahrbeit, weil es in ber That Monarchien gibt, worin ber Furft bei Besteigung bes Thrones einige Berpflichtungen übernimmt, und Bersprechungen von Seiten bes von ihm zu regierenben Boltes erhalt.

Indeß auch dieser Bertrag ist eine Fiction. Die Besenheit eines Vertrags besteht in der freien Uebereinstimmung der betheiligten Parteien. Er sezt voraus, daß
der ganze Inhalt des Bersprechens genau bestimmt und
bekannt ist. Steht es nun auch dem Fürsten bei seiner Throndesteigung frei, anzunehmen oder nicht anzunehmen, hat das Bolk gleiche Freiheit? Bilden einige unbestimmte Zurnfungen schon eine individuelle und universelle Einwilligung? Kann dieser Bertrag eine Menge Einzelner binden, die niemals davon reden gehört, die
nicht dazu berusen worden, ihn zu sanctioniren, und die
ihre Einwilligung nicht hatten versagen gekonnt, ohne
Bermögen und Leben in Gesahr zu bringen. Ueberdies,
in den meisten Monarchien hat dieser vorgebliche Bertrag nicht einmal biefen schwachen Schein ber Birklichkeit. Man bemerkt nicht ben Schatten eines Bertrages zwissichen ben Kurften und ben Bolkern.

Man darf nicht das Glut des menschlichen Geschlechts von einer Fiction abhangen lassen. Man darf nicht die Pyramide der Gesellschaft auf Sand und auf einen Thon, der zusammenstürzt, erheben. Lasse man Kindern diese Spiele: Manner muffen die Sprache der Wahrheit und der Vernunft reden.

Das wahre politische Band ift von dem großen Interesse der Menschen, eine Regierung aufrecht zu erhalsten, gestochten. Dhne Regierung keine Sicherheit, keine Familie, kein Eigenthum, keine Industrie. Hier ist die Grundlage aller Regierungen zu suchen, wie auch ihr Ursprung und ihre Form sei; nur indem man sie mit ihrem Zwede vergleicht, kann man über ihre Rechte und Pslichten grundlich sprechen, ohne daß man seine Zuslucht zu Berträgen zu nehmen braucht, die nur dazu bienen, unendliche Streitigkeiten hervorzubringen.

7. Ein phantaftischer Grund ift tein Grund. Richts ift gewöhnlicher, als daß man fagt: bie Bernunft will, die ewige Bernunft gebietet, u. f. w.; aber was ift biese Bernunft? Wenn fie nicht bie klare Borstellung eines Gutes ober eines Uebels ift, so ift sie eine Phantasie, ein Despotismus, ber nur die innere Ueberzeugung des Redenden ankundet.

Prufen wir, wie ein berühmter Jurift die vaterliche Gewalt hat begrunden wollen. Ein Mensch von gefunbem Sinne wurde in diefer Frage teine Schwierigfeit finden; aber ein Gelchrter muß überall irgend ein Ges heimniß finden.

Die Gewalt eines Baters uber feine Rinder, fagt Cocceji, beruht auf ber Bernunft; benn 1) die Kinber

sind in dem Hause geboren, dessen Herr der Bater ist; 2) sie sind in einer Familie geboren, deren Haupt er ist; 3) sie sind von seinem Samen und ein Theil seines Körpers. Dies sind die Gründe, woraus er unter andern Dingen schließt, daß ein Mensch von vierzig Jahren zu seiner Heirath der Einwilligung eines aberwizigen Alten bedürfe. Bas diesen dreien Gründen gesmeinsam ist, besteht darin, daß sich keiner auf das Interesse der Parteien bezieht: der Bersasser berüksigt weber das Interesse der Bater noch das der Kinder.

Die våterliche Gewalt ift vor allem ein Ausbrut, ber ber Richtigkeit ermangelt: es handelt sich durchaus nicht von einem unbegränzten, untheilbaren Recht: es gibt mehrere Arten von Rechten, die man dem Bater zusprechen ober absprechen kann, jedes wegen besondrer Grunde.

Der zuerst angeführte Grund beruht auf einem Facstum, das sich nur zufällig ereignet hat. Ein Reisender habe Kinder, die in einem Gasthause, in einem Schiffe ober in dem Hause eines Freundes geboren seien: die erste Basis der väterlichen Gewalt wurde hier also für den Bater nicht vorhanden seine. Die Kinder eines Haus, dieners, eines Soldaten wurden ihrem Bater nicht uns terworfen sein konnen, sondern demjenigen, in dessen hause sie geboren worden.

Der zweite Grund hat gar keinen bestimmten Sinn, er sei benn eine Wieberholung bes ersten. In bas Kind eines Menschen, ber in bem Hause seines Baters, seines alteren Brubers ober seines Patrons bleibt, in einer Familie geboren, bessen Haupt sein Bater ist?

Der britte Grund ift eben fo schlecht als wenig anftanbig. Das Kind ift von feinem Samen und ein Theil feines Korpers: wenn bas ber Grund eines Rechtes ift, fo muß man die Gewalt ber Mutter gar febr über jene bes Baters fegen.

Bemerten wir hier eine wefentliche Berfchiebenbeit awischen ben falschen Principien und bem mabren. Das Princip ber Ruglichkeit, nur bas Intereffe ber Parteien erftrebend, biegt fich nach ben Umftanben und pagt fic allen Beburfniffen an. Die falfchen Principien, auf anberen bem Interesse ber Individuen fremden Grunden berubend, murben unbeugfam fein, wenn fie confequent waren. Dies ift ber Character jenes auf bie Geburt gegrundeten vorgeblichen Rechtes. Der Sohn gebort naturlich bem Bater, weil ber Stoff, woraus ber Sobn gebilbet ift, ehmals in bem Blute bes Baters circulirt hat: mache er ihn auch uxglutlich, bas tommt nicht in Anschlag: man fann nicht sein Recht vernichten, ba es einmal nicht zu anbern, bag fein Gohn fein Gohn ift. Das Saatkorn, woraus bein Korper fich gebilbet, wuchs ehmals auf meinem Kelbe: ift es moglich, bag bu nicht mein Stlave feift?

8. Antipathie und Sympathie find feine Grunbe:

Die Antipathie wirkt vorzüglich im Gebiete bes Strafzrechts: Antipathien gegen Handlungen, die man als Berbrechen, Antipathien gegen Individuen, bie man als Berbrecher anfieht, Antipathien gegen bie Diener ber Justig, Antipathien gegen biese ober jene Strafe. Dies falsche Princip, das wie ein Tyrann in jenem großen Gebiet ber Gesegebung herrschte, hat zuerst Beccaria anzugreisen gewagt; er hat es zwar vom angemaßten Throne geworfen, allein seine Stelle nicht zu ersezen vermocht.

Es ift bas Princip ber Antipathie, unter beffen Berrsichaft man von einem Berbrechen fagt, bag es eine

Strafe verbiene; es ift bas ihm entsprechenbe ber Sympathie, unter beffen herrschaft man eine handelung als eine Belohnung verbienenbe betrachtet: bies Wort verbienen kann nur zu Leidenschaften und zu Irrthumern führen. Rur die guten und schlimmen Biretungen sind in Betracht zu ziehn.

Benn ich aber behaupte, bag bie Untipathien und Sympathien feine Grunde feien; fo verftebe ich barunter bie bes Gesegeberd: benn bie Antipathien und Som= pathien ber Bolfer tonnen allerbings Grunbe und gwar fehr machtige bilben. Mogen Religion, Geseze, Sitten auch bigarr ober gefahrlich fein: es genugt, bag fie ben Bolfern burch Gewohnheit lieb geworben. Starte ihres Borurtheils ift ber Magftab ber Schonung, bie ihnen gebubrt. Wer einen chimarischen Genug, eine dimarifche Soffnung raubt, bewirft basfelbe Uebel, als wenn er einen wirklichen Genug, eine wirkliche Soffnung raubte. Das Schmerzgefühl Ginzelner wird alsbann burch Sympathie bas Schmerzgefühl Aller. Sieraus geht eine Menge von Uebeln bervor: Antipathie gegen bas Gefeg, bas bies allgemeine Borurtheil verlegt; Antipathie gegen Die gesammte Gefezgebung, wovon jenes einen Theil ausmacht; Antipathie gegen bie Regierung, bie fie vollgiehn lagt; Geneigtheit ju ihrer Bollziehung nichts bei= gutragen; Geneigtheit, fich ihr beimlich, Geneigtheit, fich ihr offen und gewaltsam ju miberfegen; Geneigtheit, bie Regierung benen zu entreißen, Die bem Billen bes Boltes hartnadig entgegenftreben: - Uebel, welche bie Berbrechen berbeiführen, beren Gesammtheit bas traurige Bange bilbet, mas man Aufruhr, Burgerfrieg nennt; Uebel, welche bie Strafen berbeifuhren, ju benen man feine Buflucht nehmen muß, um ihnen ein Ende ju machen. Dies ift bie Berfettung ber betrubenben Rolgen, Die

aus dem Widerstreben gegen eine Phantafie immer bereit find hervorzugehn. Der Gefezgeber muß alfo ber. Gewalt eines Stromes nachgeben, ber alles mit fich fortreißt, was fich ihm entgegenstellt. Indeg barf nicht unbemerft bleiben, bag es nicht jene Fantafien find, bie ben bestimmenben Grund bes Gesegebers bilben, sonbern die Uebel, womit fie broben, wenn fie bekampft werben. Muß ber Gefeggeber aber Sflav ber Phantafien berer sein, die er regiert? - Rein. Bwischen einem unflugen Biberftreben und einer knechtischen Nachaiebiakeit gibt es eine ehrenvolle und fichere Mitte: er befampfe biefe Phantafien mit ben einzigen Baffen, die fie befiegen tonnen, mit ben Baffen bes Beifpiels und ber Belebrung: er flare bas Bolf auf, er wende fich an bie Bernunft besfelben, er laffe fich Beit, ben Errthum gu entlarven. Die mahren Grunde, flar bargeftellt, werben nothwendig ftarter fein, als bie falfchen. Der Ge fezgeber wolle aber nicht zu birect mit feinen Belebrun-: gen wirken, inbem er feine Burbe im Streite gegen die offentliche Unwissenheit in Gefahr fezen murbe. Die indirecten Mittel entsprechen beffer feinem 3mede.

Uebrigens ist zu viel Nachgiebigkeit gegen die Borurtheile ein gewöhnlicherer Fehler, als das entgegengessezte Uebermaß. Die besten Entwürfe zu Gesezen scheitern an der Einwendung: "Das Borurtheil ist dagegen"; "man würde bei der Menge anstoßen." — Aber wie weiß man das? Wie hat man die öffentliche Meinung erforscht? Wer ist ihr Organ? Hat das Bolk nur eine gleichförmige Denkart? Hat das ganze Bolk dieselbe Borstellung, auch die neunzehn Zwanzigstel, die man nie darüber gehört? Ueberdies, hat die Menge sich getäuscht, ist sie versdammt, ewig in dem Irrthum zu bleiben? Werden die Einbildungen, welche die Finsterniß erzeugt hat, nicht

schwinden beim hellen Tage, Berlangt man, daß das Bolk ben hellen Sinn gehabt haben mußte, bevor Gesfezgeber und Philosophen ihn hatten? Hat man nicht Beispiele von andern Bolkern, die sich aus berselben Unwissenheit erhoben, und wo man über dieselben hin-bernisse gesiegt hat?

Endlich, die Borurtheile des Bolfes dienen minder baufig zu Motiven als zu Bormanden. Sie bieten einen bequemen Paß fur den Unverstand der Staatsmanner. Die Unwissenheit des Bolfes ist das Lieblingsargument ihrer Aleinmuthigkeit und ihrer Trägheit, während die wahren Motive jene Borurtheile sind, wovon sie sich selbst nicht haben befreien konnen. Der Name des Bolfes ist eine falsche Signatur, um seine Leiter zu rechtsertigen.

9. Eine petitio principii ift tein Grund. Die petitio principii ift eines ber Sophismata, auf welche Arisioteles hingebeutet hat; aber sie ist ein Prosteus, ber unter mehreren Gestalten wieder zum Borschein tommt, und sich listig zu verhüllen weiß.

Die petitio principii, ober vielmehr usurpatio principii befteht barin, fich eben bes Sages, ber ftreitig ift, so zu bebienen, als wenn er fcon bewiefen mare.

Diefe falfche Begrundungeweise schleicht fich in bie Moral und in die Gesegebung unter ber Sulle von Ausbruden bes Gefahls ober ber Leibenschaft.

Die Ausbrude des Gefühls ober ber Leis benschaft sind diejenigen, die außer ihrem Hauptsinn eine Nebenidee von Billigung oder Mißbilligung mit sich führen. Neutrale Ausdrude nenne ich diejenigen, welche die vorgestellte Sache einfach ausdruden, ohne zugleich die Vorstellung von etwas Gutem oder Uebelm zu erweden, ohne irgend eine ihr fremde Idee von Mißbilligung oder Billigung mit sich zu sühren.

Run ift zu bemerken, baß ein leibenschaftlicher Ausbruf ein nicht ausgesprochenes aber barunter verstandenes Urtheil in sich schließt, welches ben Gebrauch bes
Wortes ohne Wiffen berer, die es brauchen, immer begleitet: bies stillschweigend verstandene Urtheil ist Billigung ober Disbilligung, jedoch untlar und unbestimmt.

Wenn ich nun eine bem Begriff ber Ruglichkeit untergeordnete Borftellung mit einem Ausbrut zu verbinben genothigt bin, ber gewöhlich eine Rebenidee bes Labelhaften mit fich führt; so scheine ich ein Paradoxon aufzustellen, und mit mir selbst in Widerspruch zu gerathen.

Bill ich jum Beispiel sagen, biefer ober jener Segenstand bes Burus sei gut; so erregt bies Urtheil bei benjenigen Berwunderung, die gewohnt find, an bas Bort Burus ein Gefühl ber Difbilligung ju knupfen.

Bas muß ich nun thun, um biesen besondern Punkt zu untersuchen ohne jene gefährliche Bergesellschaftung der Borstellungen zu veranlassen? Ich muß meine Zuslucht nebemen zu einem neutralen Ausbrut; ich werde zum Beispiel sagen: diese oder jene Art sein Einkommen zu verwenden ist gut u. s. w. Diese Bendung sindet durche aus kein Borurtheil gegen sich und erlaubt eine unbefansgene Untersuchung des in Frage stehenden Gegenstandes.

Als helvetius ben Grunbfaz aufstellte, bag alle handlungen bas Interesse zum Motiv hatten, erhob man sich gegen ihn, selbst ohne ihn anhören zu wollen. Warum? Weil bas Wort Interesse einen gehässigen Sinn hatte, eine vulgare Bedeutung, worin es jedes Motiv ber reinen Zuneigung und bes reinen Bohlwols lens auszuschließen schien.

Wie viele Behauptungen find nicht im Gebiete ber Po- litif blos auf leibenschaftliche Ausbrude gegrundet worben?

Man glaubt einen Grund zu Gunften eines Gesest zu geben, wenn man sagt, es sei bem Princip ber Monarchie ober ber Democratie gemäß; allein dies sagt nichts. Benn es Personen gibt, für welche diese Worter mit Rebenibeen ber Billigung verknüpft sind; so gibt es andre, die entgegengesezte Ibeen damit verbinden. Lassen sich nun diese beiden Parteien in einen Streit ein; so kann dieser nur mit ber Ermattung der Streitenben enden; denn um eine wahrhafte Untersuchung zu beginnen, mussen sie auf jene letbenschaftlichen Ausbrucke Berzicht leisten, und die guten und üblen Wirkungen des Geses, wovon es sich handelt, berechnen.

Blakstone bewundert in der brittischen Berfassung die Bereinigung der drei Regierungsformen, und schließt daraus, das sie alle Eigenschaften der Monarchie, Aristo-cratie und Democratie zusammen besizen musse. Bie sah er aber nicht, daß, ohne etwas an seinem Rasonnement zu andern, man daraus einen ganz entgegengesezten und eben so richtigen Schluß ziehen konnte: namlich, daß die brittische Berfassung alle der Monarchie, Aristo-cratie und Democratie eigenthumliche Fehler besizen musse?

An das Wort Unabhangigkeit sind Rebenvorstellungen von Burbe und Tugend, an das Bort Abhangigkeit Nebenvorstellungen von Niedrigkeit und Sittenverderbniß geknupft. Hiernach bewundern die Lobredner der brittischen Verfaffung die Unabhangigkeit
der drei Gewalten, welche die Gesezgebung bilden: in
ihren Augen ist sie ein Meisterstuk der Politik, der schönste
Aug dieser Regierung. Von der andern Seiten ermangeln
die Tadler berselben Verfassung nicht, sich auf die Abhangigkeit des einen oder andren Zweiges dieser Gewalten zu stüzen. Weder das Lob noch der Tadel enthalten Gründe:

Die Unabhangigfeit eriftirt wirklich nur in ber Gin= bilbung. Saben nicht ber Ronig und ber größte Theil ber Lords einen unmittelbaren Ginfluß auf Die Bahl ber Rammern ber Gemeinen? Sat ber Ronig nicht bie Dacht, fie in einem Augenblif aufzulofen, und ift biefe Dacht nicht febr wirtfam? Uebt ber Ronig nicht einen unmittelba= ren Ginfluß aus durch die Ehrenftellen und die gewinnbringenben Memter, bie er gibt und nimmt nach feiner Billtuhr? Auf ber andern Seite, befindet fich nicht ber Sonig in ber Abbangigfeit von ben beiben Rammern, und insbesonbre von jener ber Bemeinen, ba er fich ohne Gelb und Armee nicht murbe halten tonnen, und ba biefe beiben Sauptgegenftanbe gang und gar in bie Bemalt ber Deputirten ber Nation gegeben find? Ift bie Rammer ber Pairs unabhangig, wenn ber Ronig bie Bahl berfelben willführlich vermehren, bie Stimmen gu feinen Gunften burch Singufugung neuer Borbs wenben fann, und wenn er einen andern Ginfluß ausubt burch bie Musfichten auf Rang und Beforberung in bem Corps ber Pairie, und burch firchliche Beforberungen auf ber Bant ber Bifchofe?

Anstatt unse Schlusse auf ein trügerisches Bort zu grunden, betrachten wir die Wirkungen. Es ist die gegenseitige Abhängigkeit dieser brei Gewalten, die ihre Einigkeit hervordringt, die sie festen Regeln unterwirft, die ihnen einen systematischen und gehaltenen Gang gibt. Daher die Nothwendigkeit, sich zu achten, sich zu beobacheten, sich zu schonen, sich nachzugeben, sich zu verschnen. Wären sie durchaus unabhängig, so wurden sie sich beständig einander beseinden. Man wurde oft gewaltthätige Maßregeln ergreisen mussen, und alsbald wurde man zur reinen Democratie d. h. zur Anarchie gelangen.

Ich kann mich nicht enthalten, noch zwei Beifviele jenes Irrthums zu geben, eine Beweisführung auf taufchende Worter zu grunden.

Macht man eine politische Theorie ber Boltoreprafentation, so gelangt man, festhaltend an bem,
was eine naturliche Folge bieser abstracten Ibee ist,
bald zu bem Beweise, baß Allen bas Recht zu stimmen zu Theil werben musse; und von Folge zu Folge
gelangt man ebenfalls zu bem Beweise, baß die Reprasentanten so häusig als möglich zu erneuern seien, bamit
die Boltoreprasentation ihren Namen verdiene.

Um biese Frage bem Princip ber Ruglichkeit zu unterwersen, muß man nicht bas Wort seiner Beweisführung zu Grunde legen, sondern man muß einzig und
allein die Wirkungen in Betracht ziehn. Handelt es
sich bavon, eine gesezgebende Versammlung zu wählen;
so muß man bas Wahlrecht nur benen ertheilen, von
welchen man vermuthen kann, daß sie in Beziehung
auf die Ausübung besselben das Zutrauen des Volkes
haben.

Wahlen, burch Menschen vorgenommen, bie nicht . bas Butrauen bes Bolfes haben tonnen, murben sein Butrauen in die gesetzgebenbe Bersammlung schwächen.

Diejenigen fonnen aber bas Butrauen bes Boltes nicht haben, bei benen fich die politische Unbestechbarteit und ber Grad ber nothwendigen Geistesbildung nicht voraussezen läßt.

Die politische Unbestechbarkeit laßt fich nicht bei benen voraussezen, die die Durftigkeit ber Bersuchung sich zu verkaufen aussezt, die keinen festen Wohnsis haben, die wegen gewisser gesezlich bestimmten Bergehen bestraft worben sind.

Der Grab ber nothigen Geistesbildung lagt fich nicht voraussezen bei ben Frauen, die das hausliche Leben ber Behandlung von Staatsgeschäften entfrembet; bei ben Kindern und Erwachsenen unter einem gewiffen Alster, bei benen, die durch Armuth der ersten Elemente ber Erziehung beraubt sind u. s. w.

Nach biesen Principien und andern ahnlichen muß man die nothwendigen Bedingungen festsezen, um Bahler zu sein, und auf gleiche Weise muß man sich bei Festsezung der Dauer der gesezgebenden Bersammlung burch die Bortheile und Nachtheile der Erneuerung bestimmen lassen, ohne den einem abstracten Ausbrut entsnommenen Betrachtungen einen Einfluß zu gestatten.

Das lezte Beispiel, bas ich anzusuhren habe, bieten mir die Berträge bar, bas heißt, jene verschiebenen
politischen Fictionen, bie man sich unter bem Ramen
von Berträgen eingebildet hat. Ich habe sie schon als
Fictionen verdammt, ich verdamme sie auch als petitiones
principii.

Wenn Lode ober Rouffeau auf ben Grund biefes vorgeblichen Bertrages Behauptungen aufstellen; wenn sie versichern, ber politische ober sociale Bertrag enthalte biese ober jene Klausel, können sie bieß anders beweisen, als burch bie allgemeine Rüzlichkeit, die baraus hervorgehn soll? Geben wir ihnen einmal zu, daß es mit diesen Berträgen seine volle Richtigkeit habe. Wovon hängt ihre Kraft ab?

Nicht von ihrer Ruglichkeit? Warum muß man feine Bersprechungen halten? Beil die Erfüllung beffen, mas man versprochen, die Basis ber Gesellschaft bilbet. Der Bortheil Aller erheischt, daß die Bersprechungen jedes Einzelnen heilig sein muffen. Es gabe keine Sicherheit mehr unter den Menschen, kein Butrauen, sie mußten

in die Balber juruffehren, wenn die Berfprechungen keine verbindende Kraft mehr hatten. Auf gleiche Beise verhalt es fich mit ben politischen Bertragen. Es ift ihre Ruglichkeit, worin ihre Kraft besteht; wurben fie schablich, so hatten fie feine mehr. Denn wenn ber Ronig bie Berbindlichfeit übernommen batte, fein Bolf unglutlich ju machen, murbe biefe Berbinblichfeit gultig fein? Benn bas Bolf fich ju einem unbebingten Geborfam verbunden batte, murbe es mehr gehalten fein, fich burch einen Rero ober Caligula vernichten zu laffen, als fein Berfprechen zu verlezen? Benn aus einem Bertrag allgemein icabliche Birfungen bervorgingen, murbe es einen genügenden Grund geben, ihn aufrecht zu erhalten? Es lagt fich alfo nicht leugnen, bag' bie Bultig= feit bes Bertrags eigentlich bas Princip ber Ruglichkeit, ein wenig umhullt, ein wenig verbedt, und baber empfanglicher fur falfche Auslegungen, ju Grunbe gelegt ift.

11. Ein eingebilbetes Gefez ift fein Grund. Naturgefez, naturliches Recht find zwei Arten von Fictionen ober Metaphern, die eine fo große Rolle in den Buchern über Gefezgebung fpielen, daß fie eine befondre Untersuchung verdienen.

Der ursprüngliche Sinn bes Wortes "Geses" ift ber gewöhnliche: ber Wille eines Gesezgebers. Der Ausbrut Gesez ber Natur ift ein bilblicher Ausbrut: man personisicirt die Natur, man schreibt ihr diese, oder jene Abssicht zu, die man sigurlich Gesez nennt. Alle allgemeinen Neigungen der Menschen, alle diejenigen, die unabhängig von den menschlichen Gesellschaften zu eristieren scheinen, die dem Dasein der politischen und burgerlichen Gesezgebung haben vorhergehn mussen, werden in diesem Sinne Geseze der Natur genannt. Dies ift der wahre Sinn dieses Wortes.

Aber in diesem Sinne nimmt man es nicht. Die Schriftsteller haben dies Wort so genommen, als wenn es eine eigentliche Bedeutung hatte, als wenn es einen Coder natürlicher Geseze gebe, sie legen Berufung ein an diese Geseze, sie führen sie an, sie sezen dieselben in einem buchstäblichen Sinne den Gesezen der politischen Gesezgeber entgegen, und bemerken nicht, daß diese nastürlichen Geseze Geseze ihrer Erfindung sind, daß siese natürlichen Geseze Geseze ihrer Erfindung sind, daß sie sich alle hinsichtlich ihres Inhalts einander widersprechen, daß sie sich zu Behauptungen ohne Beweise genöthigt sinden, daß es so viele Systeme als Philosophen gebe, daß man bei dieser Begründungsweise immer wieder von vorn anfangen musse, weil in Betreff eingebildeter Gesesteitigkeiten kein Ende nehmen können.

Das Natürliche im Menschen sind seine Empsindunsgen ber Lust ober Unlust, seine Neigungen; nennt man aber diese Empsindungen und Neigungen Geseze, so führt man einen falschen und gefährlichen Begriff ein, so bringt man die Sprache mit sich selbst in Widerspruch: benn grade um diese Neigungen zu bandigen, mussen Geseze gemacht werden. Statt sie als Geseze zu betrachten, muß man sie Gesezen unterwersen, und gegen die startsten natürlichen Neigungen sind die strengsten Geseze zu richten. Gabe es ein Naturgesez, das alle Menschen zu ihrem gemeinsamen Wohl hinlenkte, so wurden die Geseze überstüssige seine Nohr zur Stüze einer Eiche brauchen; es hieße ein Kackel anzunden, um das Licht der Sonne zu vermehren.

Blaktione, indem er von der Berbindlichkeit der Eletern zur Ernährung ihrer Kinder spricht, sagt: "fie ift ein Princip des Naturgesezes, eine Pflicht, die ihnen die Natur selbst und ihr eigner Act, wodurch sie dieselben

auf bie Welt fezten, auferlegt. — Und Montebquien, fügt er hinzu, bemerkt mit Recht, daß die natürliche Berbindlichkeit bes Baters, seine Kinder zu ernähren, ber Grund zur Sinführung ber She gewesen, die benjenigen anzeige, welcher biese Berbindlichkeit zu erfüllen habe." (Buch I. Cap. 16.)

Die Eltern haben bie Reigung, ihre Rinber gu erziehen, und bie Eltern follen ihre Rindet ergieben, find amei verschiebene Gaze. Der erfte fest weber ben gweiten, noch ber zweite ben erften voraus. Es gibt une ftreitig febr ftarte Grunbe, ben Eltern bie Berbindlichfeit jut Ernahrung ihrer Rinber aufzuerlegen. Barum führen Blatftone und Montesquieu fie nicht an? Barum berufen fie fich auf bas, mas fie Raturgefes nennen? Und mas fur ein Raturgefes ift bas, welches ber Bulfe eines andern Gefeggebers bebarf? Benn biefe naturliche Berbindlichkeit eriftirte, wie Montesquien behauptet, fewurde fie, weit entfernt ber Che gur Grundlage gu bienen, Dielmehr beren Ueberfluffigfeit beweifen, wenigftens gu bem 3met, ben biefer Schriftsteller anglebt. Einer ber Brede ber Che ift es grabe, ben Mangel ber naturlichen Buneigung ju erganzen. Sie ift beftimmt, biefe Reigung ber Eltern, bie nicht immer ftart genug fein mochte bie Duben und Befdwerlichfeiten ber Erziehung ju überwinden, in eine Berbindlichkeit umzuschaffen.

Die Menschen sind fehr geneigt, får ihren eignen Unsterhalt zu forgen: man hat tein Gesez gegeben, um sie dazu zu verpflichten. Wenn die Reigung der Eltern, für den Unterhalt ihrer Kinder zu sorgen, beständig und allgemein eben so start ware; so wurde es den Gesezgebern nie eingefallen sein, eine Berbindlichteit daraus zu machen.

Die Aussezung ber Kinder, ehmals so gewöhnlich bei ben Griechen, ift bies noch mehr in China. Dufte man

nun nicht, um biefe Gewohnheit abzuschaffen, andre Grunde anführen, als jenes vorgebliche Naturgefez, bas fich hier offenbar unwirksam zeigt.

Das Wort Recht hat ebenso wie das Wort Geses einen eigentlichen Sinn und einen metaphorischen. Das Recht im eigentlichen Sinne ist das Produkt des Geses im eigentlichen Sinne: die wirklichen Geses geben den wirklichen Rechten das Dasein. Das naturlichen Recht ist das Geschöpf des naturlichen Gesezes; es ist eine Metapher, die ihren Ursprung von einer andern Metapher herleitet.

Das Naturliche im Menschen sind Bermogen, Fas bigkeiten: biese Vermögen, biese Fahigkeiten aber naturaliche Rechte nennen, heißt ebenfalls bie Sprache mit sich selbst in Widerspruch bringen: benn bie Rechte sind bestimmt, die Ausübung ber Vermögen und ber Fahigskeiten zu sichern. Das Necht ist die Garantie, die Fashigkeit ber Gegenstand ber Garantie. Wie kann man einander verstehn, wenn man zwei so verschieden Dinge mit demselben Worte bezeichnet.

Das wirkliche Recht braucht man immer in einem gesezmässigen, bas natürliche oft in einem gesezwidrigen Sinne. Wenn man zum Beispiel sagt: baß bas Gesez nicht gegen bas natürliche Recht geben könne; so braucht man bas Wort Recht in einem über bem Gesez stehenden Sinne: man erkennt ein Recht an, welches bas Gesez angreift, es umwirft und vernichtet.

In biefem- gesezwidrigen Sinne ift bas Wort Recht der größte Feind der Bernunft und der furchtbarfte Berftorer der Regierungen.

Man fann nicht mehr bie Sprache ber Bernunft mit Fanatikern führen, bie mit einem naturlicen Recht bewaffnet find, bas jeder versteht, wie es ihm gefällt, bas jeber anwendet, wie es ihm rathsam scheint, wovon er nichts aufgeben, nichts ausnehmen kann, bas unbeugsam und zugleich unverständlich ift, bas ihm heilig wie ein Glaubensartikel erscheint, und wovon man sich nicht, ohne ein Berbrechen zu begehn, entfernen darfsctatt die Geseze hinsichtlich ihrer Wirkungen zu prüfen, statt sie hienach für gut ober für schlecht zu erklären, betrachten diese Fanatiker sie nur im Berhältniß mit ihrem vorgeblichen natürlichen Recht, d. h. sie sezen an die Stelle der Aussprüche der Ersahrung alle Chimaren ihrer Einbildungskraft.

Es ist dies nicht ein unschuldiger Irrthum; er schleicht sich aus dem Gebiet der Speculation in die Praxis. "Man muß nur den Gesezen gehorchen, die mit dem Naturgesez übereinstimmen, alle andern sind nichtig und man muß ihnen widerstehn. Sobald die natürlichen Rechte angegriffen werden, muß jeder brave Burger entstammt sein, sie zu vertheidigen. Diese durch sich selbst einleuchtenden Rechte bedürfen keines Beweises; es genügt sie auszusprechen. Wie die Evidenz beweisen? Der bloße Zweiset gibt einen geistigen Mangel oder einen Fehler der Seele kund u. s. w."

Damit man mich aber nicht beschuldige, daß ich ause rührische Marimen diesen politischen Schwärmern andichte, will ich eine Stelle aus Blakftone buchftablich anfichten; und ich habe Blakstone gewählt, weil er vor allen Schriftstellern die größte Achtung vor dem Ansehn der Regierungen gezeigt hat. (1. Comm. p. 42.) Bon den vorgeblichen Naturgesezen und den Gesezen der Offens darung redend, sagt er: "Man darf nicht dulden, daß die menschlichen Geseze diesen widersprechen: wenn ein menschliches Gesez und etwas durch die natürlichen Geseze Berbotenes gebäten, so wären wir verdunden dieses menschliche Gesez zu überschreiten u. s. "

Ist bies nicht allen Fanatikern bie Waffen in die hand geben gegen alle Regierungen? Wurde nicht bei ber unendlichen Berschiedenheit der Ideen über das natürliche und gottliche Gesez Jeder einen Grund sinden, allen menschlichen Gesezen sich zu widersezen? Sibt es einen einzigen Staat, der sich einen Tag zu erhalten vermöchte, wenn Ieder sich in seinem Gewissen verbunden glaubte, den Gesezen zu widerstehn, wosern sie seinen inz bividuellen Ideen über das natürliche und das offenbarte Gesez nicht entsprächen?

"Die Berfolgung bes Gluts ift ein naturliches Recht." Die Berfolgung bes Gluts ift gewiß eine naturliche Reisgung; aber tann man fagen, baß fie ein Recht fei? Dies hangt von ber Art ber Berfolgung ab. Der Morsber verfolgt sein Glut burch einen Mord: hat er bas Recht bazu? Wenn er es nicht hat, warum behaupten, baß er es habe? Belche Richtung ist in bieser Behauptung, bie Menschen glutlicher und tluger zu machen?

Turgot war ein großer Mann, aber er hatte bie gewöhnliche Meinung angenommen, ohne sie zu prufen. Die unveräußerlichen und natürlichen Rechte waren ber Despotismus ober Dogmatismus, ben er ausüben wollte, ohne es selbst zu bemerken. Wenn er durchaus keinen Grund sah, an einen Saz zu zweiseln, wenn er ihn für evident wahr erklärte, so bezog er ihn, ohne weiter zu gehen auf das natürliche Recht, auf die ewige Serrechtigkeit. Er sprach alsbann wie von einem Glaubensartikel, bessen Prüfung nicht mehr erlaubt ist.

Die Ruglichkeit, die haufig falfch angewendet, in einem engen Sinne verstanden worden, die ihren Namen Berbrechen geliehen, hatte der ewigen Gerechtigkeit entzgegen geschienen, sie war tief herabgewurdigt worden, und es bedurfte bes Muthes, sie wieder zu Ehren zu

bringen und die Logik auf ihre wahren Grundlagen gurükzuführen.

Ich habe mir einen Bergleich mit ben Anhangern bes naturlichen Rechtes erbacht. Wenn bie Natur bies ober jenes Gesez gegeben hat, so mussen bie, welche es mit so vieler Zuversicht anführen, welche bescheiben seine Auslegung auf sich genommen haben, boch wohl benten, baß sie Grunbe gehabt habe, es zu geben. Wäre es nun nicht sicherer, überzeugenber, kurzer, uns grabezu biese Grunbe anzugeben, als uns ben Willen bieses Gesezges bers, als an sich selber eine Autorität bilbenb, vorzustellen?

Es mußten hier noch die falschen Wege bezeichnet werden, \*) auf die man besonders in den berathschlaz genden Bersammlungen hingerissen wird, die Personlichzteiten, die Beschuldigungen fremdartiger Motive, die Declamationen; aber das Gesagte genügt, um das zu charakteristen, was unter dem Princip der Nüzlichkeit ein Grund und was kein Grund ist.

Alle biese falschen Begrundungsweisen können immer auf das eine ober das andre der zwei falschen Principien zurükgeführt werden. Dieser Fundamentalunterschied ist von großem Nuzen für die Verbeutlichung der Begriffe, indem man Worte spart. Diese ober jene Begrundung auf eines der falschen Principien beziehen ist das Unkraut zu Bundeln binden, um es ins Feuer zu werfen.

Ich schließe mit einer allgemeinen Bemerkung. Die Sprache bes Irrthums ift immer buntel, schwankenb und veranberlich. Gine überfließenbe gulle von Worten

<sup>\*)</sup> Eine aussührlichere und vollständigere Darstellung der versschiedenen Arten der falschen Beweissührung in der Gesegsgebung hat Bentham in einer besondern Abhandlung gegeben, die den Titel führt: "Ueber die politischen Sophismen." A. d. u.

bient bagu bie Durftigkeit und Falichheit ber Ibeen gu bebeden. Je mehr man in ben Ausbruden wechselt, befto leichter ift ber Lefer ju taufchen. Die Sprache ber Bahrbeit ift gleichformig und einfach: biefelben 3been, biefelben Ausbrude. Alles wird auf Luft und Unluft gurufgeführt. Es wird alles vermieben, mas ben folgenben vertrauten Begriff: biefe ober jene Sanblung bat biefe ober jene guft= und Unluftempfin= bungen ju Folgen, - verlarven ober von feiner Stelle ruden tonnte. Nicht mir, ber Erfahrung glaubt, und vor allem earer eignen. Bollt ihr miffen, welcher unter zwei entgegengefezten Sanblungeweifen ber Borgug gebuhre? Rechnet ihre guten und ublen Birfungen jufammen, und enticheibet euch fur jene, welche bie großte Gumme von Glut verfpricht.



L. 3.

für

## as Königreich Hannover

nebft

## dem Königlichen Patente,

bie

Publication deffelben betreffend.



Bom Koniglichen Ministerio autorisirter Abbrud.

Sannover, 1833. Im Berlage ber Sahniden hofbuchhanblung.





.

.

ı

•

## Patent,

die Publication des Grundgesetzes des Königreichs betreffend.



ilhelm der Bierte von Gottes Gnaden König bes vereinigten Reichs Groß = Britannien und Irland 2c. auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg 2c. 2c.

Da burch die Austolung der vormaligen deutschen Reichsverfassung, durch die Errichtung eines deutschen Bundes und
durch die Vereinigung aller sowohl ältern als neu erwordenen
deutschen Besitzungen Unsers Königlichen Hauses zu einem unadhängigen Königreiche, in der Versassung desselben mehrfache wichtige Veränderungen hervorgebracht worden sind, andere Theile der Versassung aber einer neuen Besestigung oder
nädern Bestimmung bedürsen, so haben Wir auf den Antrag Unserer getreuen allgemeinen Ständeversammlung beschlossen,
die innern Verhältnisse Unseres Königreichs Hannover durch
die Erlassung eines neuen Staatsgrundgesetzes genauer sestzustellen, und deshalb in der an Unsere getreue allgemeine Ständeversammlung erlassenen Declaration vom 11. Mai 1832
die Grundsäte zu demselben vorgeschrieben.

Nachbem Uns nunmehr die Resultate ber banach Statt gehabten ausführlichen Berathung Unserer getreuen Stande über bas Grundgeset vorgelegt sind, und Wir bann beren Unträge in allen ber Zustimmung berfelben bedürsenden Puncten zu bestätigen Uns bewogen gesunden haben, solche auch

übrigens zum größten Theile ben von Uns ertheilten Borschrifzten entsprechen, und nur in einigen wenigen Puncten zur Sicherstellung Unserer landesherrlichen Rechte und zum Bezsten Unserer getreuen Unterthanen von Uns einer Abanderung bedürftig gefunden sind, so sehen Wir Uns veranlaßt, in Beziehung auf die deshalb nothwendig gefundenen Beranderungen des aus den Berathungen Unserer getreuen allgemeinen Ständeversammlung hervorgegangenen Grundgesehentswurfes, soweit sie nicht bloß Berichtigungen der Wortsassung betreffen, Folgendes zu erklaren.

1.

So febr Bir auch burch Unfere Erklarung vom 11. Dai 1832 bie Aufrichtigkeit bes Bunfches bethätigt haben, bie fur bie Bohlfahrt Unseres Konigreichs von Uns fur angemeffen erachtete Bereinigung Unserer lanbesberrlichen Caffen und ber Landescasse zu erleichtern, so ift es Uns gleichwohl nach forgfaltiger Erwägung aller Berbaltniffe nicht ausführbar erschienen, ben von Uns festgesetten, auf ben nothwendigsten Bebarf bereits beschränkten Betrag ber Kronbotation noch weiter herabzuseten und bem bieferhalb gemachten Antrage Unferer getreuen Stanbe Folge zu geben. Dagegen haben Bir, um bas ganb gegen Anspruche zu fichern, welche in Bukunft ge= macht werben konnten, wenn in dem Kalle bes Ueberganges bes Lanbes an die jetige Herzoglich Braunschweig=Bolfen= buttelfche Linie, ben Erben Unseres jetigen Koniglichen Sauses, eine Entschädigung von bem Thronfolger in Gemäßbeit ber frubern Sausvertrage geleiftet werben mußte, Uns bemogen gefunden, biefe eventuelle Entschädigung auf Unsere Schatullcaffe ju übernehmen, und die in biefer Beziehung in ben

Entwurf aufgenommene Bestimmung in bem jetigen Staate: grundgesetze weggelaffen.

2.

Der Antrag Unferer getreuen allgemeinen Stanbeversammlung, bag ein Regent, wenn er aus einem fremben beutschen Fürstenhause ermählt werben mußte, minbeftens fein funf und zwanzigstes Jahr zurückgelegt haben solle, findet Unfere volle Genehmigung, weshalb Bir biefen Grundfat auch für ben Fall ber Wahl bes Regenten burch bie allgemeine Stanbeversammlung vorzuschreiben für angemessen gefunben baben. Dagegen haben Wir Uns nicht bewogen finden konnen. die Bestimmung, nach welcher ber Regent ben ihm obliegen= ben Gib im versammelten Ministerio abzuleisten bat, abzuan= bern; und wenngleich Wir geneigt sind, ben Regenten in seinen Befugnissen nicht so weit zu beschränken, bag er in ber Einrichtung ber allgemeinen Stanbeversammlung eine Anberung überall nicht vornehmen noch gestatten burfte, so muffen Bir boch fur nothwendig halten, eine Underung bes Grundivftems ber allgemeinen Stanbeversammlung burch einen Regenten ganglich zu unterfagen.

3.

Wir verkennen überall nicht, daß die vielsach, insbesonbere auch durch die Ablösbarkeit der gutsherrlichen Rechte veränderten Verhältnisse in mehrsacher Beziehung auf das Lehnwesen zurückwirken, und sind um so mehr geneigt, den hierunter bezeigten Wünschen Uns willsährig zu beweisen, als Wir die Opfer nicht übersehen, welche die Besitzer von Lehngütern durch Ausbedung oder Modisication bestehender Vorrechte der öfsentlichen Wohlsahrt und dem Besten des Landes bereitwillig gebracht haben. Wir werden daber in Gemäßheit bes Antrages Unserer getreuen Stånde den Entwurf zu einem Gesetze über die Lehnsverhaltnisse und beren Ablösbarkeit außarbeiten und zur verfassungsmäßigen Mitwirkung unverzüglich an dieselben gelangen lassen. Indes haben Wir, zumal ehe die Folgen alle genau erwogen sind, welche die Aushebung eines so tief in die öffentlichen Berhältnisse eingreisenden Instituts begleiten mussen, Bebenken getragen, den Grundsah unbedingt festzustellen, daß der Lehnsnerus in jedem Falle auf den Antrag des Basallen ablösbar senn soll, und haben nothe wendig erachtet, dem von Unserer getreuen allgemeinen Ståne beversammlung in Antrag gebrachten Paragraphen eine danach erforderlich gewordene veränderte Fassung geben zu lassen.

4

Da es Uns nicht entgangen war, bag eine ju große Ausbehnung ber Befreiungen von ber Gerichtsbarkeit ber Untergerichte Beschwerben und Nachtheile fur Unsere geliebten Unterthanen herbeiführte, fo hatten Bir beschlossen, biefe Befreiungen thunlichst zu beschränken und die beizubehaltenben Ausnahmen in bem Gesetzentwurfe angeben laffen. wurde es einer gleichmäßigen Juftig teinesweges forberlich fenn, wenn alle Gerichte bes ganbes ohne Rudficht auf bie befonbern Berhaltniffe ber ihrer Gerichtsbarkeit unterworfenen Dersonen und Sachen eine gleichmäßige innere Einrichtung erhalten follten; und wenngleich Wir geneigt find, auch in biefer Hinsicht etwa nicht mehr passende Institutionen zu verbessern und zu beseitigen, konnte es boch Unsere Absicht nicht fenn, beren gangliche Aufhebung burch bas Grundgefet im Boraus Wir haben baher, um bie bieferhalb vorgezu bestimmen. kommenen Zweifel zu beseitigen, ber in bas Grundgesetz aufgenommenen Borfchrift eine folche Faffung geben laffen, welche geeignet ift, irrigen Deutungen vorzubeugen und kunfti= gen zweckmäßigen Anordnungen nicht entgegensteht.

5.

Eben fo fann es ber nothwenbigen Unabhangigfeit bet Juftig nachtheilig fenn, wenn die Übertragung ber Gerichtsbarkeit von einem orbentlichen Gerichte bes ganbes auf ein anderes zu fehr erschwert ober gar unmöglich gemacht wirb. Benn Wir baber auch nichts bagegen zu erinnern finden. daß nach dem Wunsche Unserer getreuen allgemeinen Stande= versammlung die Källe, wo eine solche Übertragung Stattfinben tann, in einem Gefete naber festgestellt werben, fo erflaren Wir boch hiemit ausbrudlich, baß gerade zu bem 3wecke, um bie Justiz von storenben außern Einflussen unabhängig zu erbalten, ber Grundsatz niemals aufgegeben werben kann und barf, baß ber Konig als Quelle aller Gerichtsbarkeit unabbangig von den Ansichten der Gerichte eine folche Übertragung ber Gerichtsbarkeit in einem einzelnen Kalle anzuordnen bat, und baß baber biefer Grundfat auch bei einem folchen Gefete ftets aufrecht zu erhalten ift. Damit aber über Unsere Absicht in biefer hinficht ein Zweifel nicht obwalten tonne, haben Bir ber in bas Gefet hieruber aufgenommenen Bestimmung bie geeignete Faffung geben laffen.

6.

So wenig Wir übrigens ben Lauf ber Justis, wo er ben Gesetzen gemäß Statt sindet, hemmen, oder Unsern Werswaltungsbehörden solches zu thun gestatten werden, eben so wenig können Wir die Ausübung Unserer Hoheitsrechte jemals den Urtheilen Unserer Gerichte unterwerfen, oder die von Unsern

Berwaltungsbehörben innerhalb ihrer Competenz getroffenen Berfügungen ber Wieberaushebung von Seiten ber Gerichte ausseigen. Wir haben baher hierüber bas Nothige in bas Grundgesetz aufnehmen lassen, und übrigens burch die in demselben getroffenen Bestimmungen den Schutz der Gerichte für die wohl erwordenen Rechte Unserer geliebten Unterthanen so weit ausgedehnt, als es mit einer wohlgeordneten Berwaltung irgend zu vereindaren ist.

7.

Wenngleich Wir die Freiheit ber Presse unter Beobachstung der gegen beren Nisbrauch zu erlassenden Sesetze und ber Bestimmungen bes deutschen Bundes gestatten wollen, und beshalb einen Geschentwurf an Unsere getreuen Stände, beren Antrage gemäß baldthunlichst gelangen lassen werden, wenn nicht zuvor von dem deutschen Bunde ein allgemeines Pressest beschlossen werden sollte; so ergiebt doch der Umstand, daß die über den Nisbrauch der Pressen zu erlassenden Gesetze mit Unsern getreuen Ständen noch nicht haben verabredet werzben können, die dahin aber ein gesetzloser Zustand nicht gedulzdet werden kann, die Nothwendigkeit des von Uns angeordeneten Zusatze, daß die zur Erlassung dieser Gesetze die biszberigen Borschriften in Krast bleiben.

8.

Indem Wir den Städten, Fleden und Landgemeinden in der Berwaltung ihres Vermögens die mit ihrem Wohle verseindare Selbstständigkeit zugesichert haben, und deshald auch die von unserer getreuen allgemeinen Ständeversammlung in dieser Hinsight gemachten Anträge bestätigen und nur bestimmen, das das Armenwesen nach Maßgabe der örtlichen Berseinen,

baltnisse eignen Berwaltungen übertragen werben kann, baben Bir augleich ber Regierung bie Aufficht auf bas Gemeinbewefen, soweit fie jum Beile bes Bangen und gum eignen Beften ber Gemeinden erforberlich ift, ausbrudlich vorbehalten. Bu biefer Aufficht ber Regierung gehört es nothwendig, bag bieselbe solde Gemeindebeamten, welche ihre Pflichten verfaumen ober verleten wurden, gleich Unferer übrigen Staatsbiener= schaft, burch Strafen zur Erfüllung beffen, mas ihnen obliegt, anhalten ober selbst vom Dienste entfernen tann. Da biefes in der landesherrlichen Oberaufsicht wesentlich begründete und aum Besten ber Gemeinden burchaus nothwendige Recht ber Regierung burch ben von Unserer getreuen allgemeinen Stanbeversammlung in Untrag gebrachten Borbehalt einer besondern Gesetzgebung über bie Staatsbienftverhaltniffe ber Gemeinbebeamten zweifelhaft werben konnte, fo haben Bir biefem Borbehalte Unfere Genehmigung nicht ertheilt und benselben in bas Grundgeset nicht aufnehmen laffen.

9.

Wenn Wir auch kein Bebenken haben, die Erklärung, daß das Heer, da es nicht aus geworbener Mannschaft besteht, sondern seine Ergänzung in Folge der allgemeinen Militairpslicht erhält, für ein Unserm Königreiche fremdes Interesse nicht verwandt werden soll, hiemit ausdrücklich zu erneuern, so hat doch die Betrachtung, daß es Fälle geben kann, wo der Grund, auf welchem das Interesse beruht, nicht zu Jedermanns Einsicht vorliegt und auch nicht sogleich dei den Vorbereitungen zu einem Kriege oder den zu dessen Abwendung nothwendigen Maßregeln erklärt werden kann, dei dem Heere selbst aber niemals Zweisel irgend einer Art über dessen Verbindlichkeiten einstreten dürsen, Uns bewogen, daß Wir die von Unserer getreuen

allgemeinen Stånbeversammlung in Antrag gebrachte Bestimmung über die Berwendung bes heeres in bas Grundgesetz nicht baben aufnehmen lassen.

#### 10.

Den wegen ber innern Organisation sowohl ber Provin= ziallanbichaften als ber allgemeinen Stanbeversammlung gemachten Antragen haben Wir, wenngleich fie insonderheit in Sinficht auf die lettere mit Unseren Propositionen nicht überein= flimmten, Unfere landesberrliche Beflatigung nicht versagt, inbem Wir die Überzeugung begen, daß das was höber flebt, als jebe außere Form, ber gute Geift und bas Bertrauen bie Stanbe jederzeit beseelen werben um Rugliches zu wirken. Dagegen ift bie Bestimmung, baß bie Regierung bas Recht haben foll, wenn fie es nothig findet, Commiffarien gur Theil= nahme an den ståndischen Berhandlungen abzuordnen, vorauglich nur aus Ruchicht auf ben besonderen Antrag ber allgemeinen Standeversammlung in bas Grundgeset aufgenommen worden; Bir halten es aber ber Stellung Unferer Regierung burchaus nicht fur angemessen, ihr auch bamit zugleich bem Antrage Unferer getreuen Stanbe gemäß eine Berpflichtung aufzulegen, auf bas Berlangen ber Stanbe folche Commissarien absenden zu muffen. Wir haben baber ben bieferhalb in Antrag gebrachten Bufat nicht genehmigt und behalten vielmehr ber Regierung allein vor, zu ermäßigen, ob und unter welchen Umftanben bieselbe gerathen halt, landesberrliche Commissarien an ben ftanbischen Berhandlungen, soweit solches überhaupt zulässig ift, Theil nehmen zu lassen.

#### 11.

Da burch bie fur einen Kronprinzen auszusetzenbe Apanage fur bas ftanbesmäßige Auskommen einer verwitweten Kronprinzessinn nach Maßgabe bes für Unser Königliches Haus zu erlassenben, zur Mitberathung Unserer getreuen Stände balbthunlichst zu bringenden Apanagegesetzes nicht hinreichend gesorgt werden kann, und daher nach Maßgabe der im Grundzgesetze enthaltenen Bestimmung für das Auskommen einer verwitweten Kronprinzessinn, eben so wie für das Auskomzmen einer verwitweten Königinn, jedesmal besonders gesorgt werden muß, so haben Wir es angemessen gehalten, dies gleich bestimmt auszudrücken.

#### 12.

Hernächst haben Wir bebenklich erachten mussen, ben von Unserer getreuen allgemeinen Ständeversammlung in Antrag gebrachten Zusat, wonach den von den Ständen zur Prüfung der Rechnungen der Generakasse auf Lebenszelt zu erwählenden Commissarien die Erhaltung einer fortlausenden übersicht über den Sang des Staatshaushalts mit aufgetragen werden solle, in seiner großen Allgemeinheit in das Grundgesetz aufnehmen zu lassen, weil es zuvörderst ein Gegenstand reistischer Erwägung sein wird, ob und in welcher Maße eine Einzichtung dieser Art getrossen werden kann, ohne zu einer Einzichtung dieser Art getrossen werden kann, ohne zu einer Einzichtung in die Verwaltung Veranlassung zu geben, welche, wie von Unserer getreuen allgemeinen Ständeversammlung selbst anerkannt worden, für das allgemeine Beste nur nachtheilig senn würde.

Bei dieser Lage ber Sache haben wir den hierauf gerichteten Jusat in das Staatsgrundgeset nicht aufnehmen laffen konnen.

#### 13.

Bir haben ferner auf ben Antrag Unferer getreuen Stanbe burch bas Grundgefet verorbnet, bag ber Dienftelb

ber Civissaatsbienerschaft auf die getrenliche Beobachtung bes Grundgesetzes ausgebehnt werde. Da Wir es indeß nicht angemessen sinden, Unsere gesammte gegenwärtige Dienerschaft einen Diensteid nochmals ableisten zu lassen, so verweisen Wir dieselbe hiemit auf den von ihr bereits geleisteten Diensteid, und erklären, daß sie in jedem Betracht so angessehen werden soll, als wäre sie auf die treue Beobachtung bes Grundgesetzes ausdrücklich eidlich verpslichtet.

#### 14.

Endlich haben Wir es für angemessen erachtet, unter die im Grundgesete angeführten Gründe, weshalb einer Unsserer Civilstaatsbiener zur Strase gezogen, ober selbst vom Dienste entlassen werden kann, auch grobes diffentliches Argersniß aufnehmen zu lassen, indem hiedurch das nothwendige Ansehen der Staatsbienerschaft wie der diffentliche Dienst mehr als durch sonstige Vernachlässigungen oder Vergeben benachtheisligt werden können.

Nachdem hienach die von Uns nothwendig erachteten Bersanberungen des von Unserer getreuen allgemeinen Ständeverssammlung vorgelegten Sesehentwurses gemacht worden sind, so ertheilen Wir demselben nunmehr Unsere landesherrliche Bestätigung, und besehlen, daß das auf solche Weise zu Stande gebrachte Grundgesetz Unseres Königreichs Hannover, vom Zage der Verkündigung an, und zwar so weit es dabei auf eine Abänderung verfassungsmäßig bestehender organischer Sinzichtungen ankommt, nach Maßgabe der nach den Vorschriften des gegenwärtigen Grundgesetzs weiter zu tressenden Ansordnungen und zu erlassenden gesehlichen Vorschriften für alle Theile Unsers Königreichs in Kraft treten soll.

Bas aber die Finanzen anbetrifft, so sollen die bieserhalb vorgeschriebenen Grundsätze von dem Eintritte des neuen Rechenungsjahrs, mithin vom 1. Julius 1834 an in Kraft treten, und die sormliche Vereinigung Unserer landesherrlichen und der Landescaffe zu einer einzigen Generalcasse von eben diesem Beitpuncte an Statt sinden.

übrigens verordnen Bir, um jede Ungewißheit über ben bestehenden Rechtszustand zu vermeiben, hiemit noch ausbrucklich, daß die bisher bestehenden Gesetze, Anordnungen und Berfügungen der Behörden deßhalb, weil die nunmehr vorgeschriebenen Formen bei benselben etwa nicht beobachtet sind, ihre Gultigkeit nicht verlieren sollen, sondern daß die Gultigkeit lediglich danach zu ermessen ist, was zu der Zeit ihrer Erlassung der Verfassung oder dem Herkommen gemäß war.

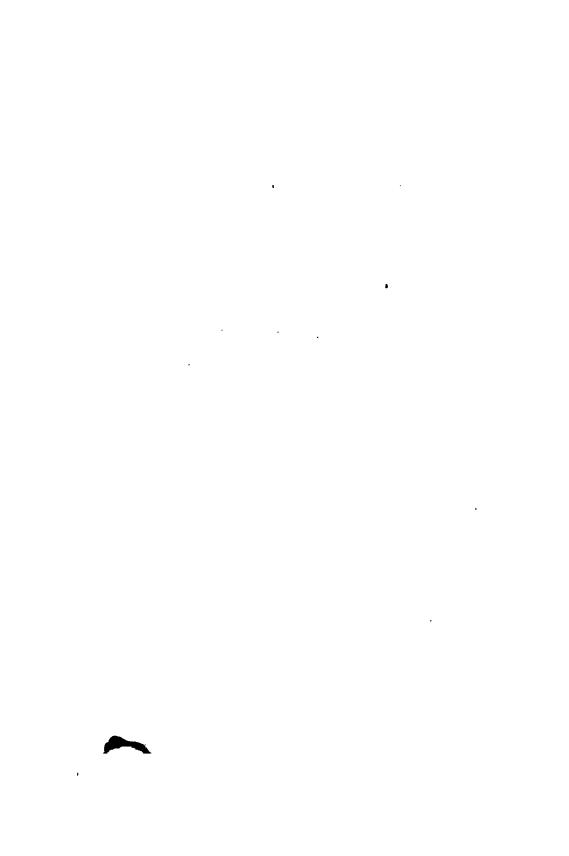
Segeben Binbfor = Caftle, ben 26. September bes 1833ften Jahres, Unferes Reichs im Bierten.

# William R.

L. v. Ompteda.



# Srundgefeg bes Rönigreichs.



ilhelm der Vierte, von Gottes Gnaden König des vereinigten Reichs Großbritannien und Irland 2c., auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg 2c. 2c.

Unter Bezugnahme auf Unser unter bem heutigen Tage erlaffenes Patent wegen Publication eines Grundgesetes für Unser Königreich Hannover bringen Wir bieses Gefet hiemit zur öffentlichen Aunde.

#### Erstes Capitel.

# Allgemeine Bestimmungen.

#### δ. 1.

Das Königreich Hannover bilbet unter ber Souverainität bes Königs ein in allen seinen Bestandtheilen durch dasselbe Grundgeset verbundenes Ganzes.

Bestandtheile des Königreichs können nur unter Zustimsmung der allgemeinen Stande abgetreten werden. Friedensssschlässe und Berichtigungen streitiger Grenzen begrunden hies von eine Ausnahme.

## §. 2.

Das Königreich theilt in seiner Eigenschaft als Glieb bes beutschen Bunbes alle aus biesem herfließenben Rechte und Berpflichtungen.

Die Beschlusse ber Bundesversammlung werden für das Königreich verbindlich, sobald sie vom Könige verkündigt sind. Die Mittel zur Erfüllung der hiedurch begründeten Berbindlichkeiten werden unter versassungsmäßiger Mitwirkung der Stände bestimmt.

#### §. 3.

Die Regierungsform bes Konigreichs ist die erblichmonarchische.

Der König ertheilt bem Canbe bie feierliche Zusicherung, in der Ausübung Seiner Königlichen Rechte die Rechte Seiner Unterthanen, die Rechte der Gemeinden und Körperschaften im Königreiche, die Rechte der Kirchen, die Rechte der Propinziallandschaften und der allgemeinen Ständeversammlung nach Maßgabe des gegenwärtigen Grundgesetzes ungeschmälert aufrecht zu erhalten und gegen alle Eingriffe zu schützen;

bie Anordnung ber Finanzen bes Konigreichs und feiner einzelnen Provinzen nicht ohne bie verfaffungsmäßige Mitwirstung ber Stanbe zu treffen;

und bei der Einrichtung der Landesbehörden, so wie bei ber Bestallung der Staatsdienerschaft dahin zu sehen, daß der disentliche Dienst in allen Zweigen jederzeit verfassungsmäßig verwaltet wird, und seinen ungehinderten Fortgang zum Bessten des Landes hat.

# §. 4.

Der Sit ber oberften, bem Könige unmittelbar unterge= ordneten Regierungsbehörde kann nicht außerhalb des König= reichs verlegt werben, bringende Nothfälle ausgenommen.

## §. 5.

Der Konig hat bas Recht, bei langerer Abwefenheit

eine Stellvertretung anzuordnen und deren Befugniffe zu beftimmen.

Burbe die Stellvertretung Giner Person anvertraut, fo fann dieselbe nur aus ber Bahl ber Agnaten gewählt werben.

Es können jeboch keinem Stellvertreter ausgebehntere Rechte übertragen werben, als einem Regenten nach ben Bessimmungen bieser Berfassurkunde zustehen.

#### Sweites Capitel.

Bom Konige, von ber Thronfolge und ber Regentschaft.

#### 6. 6.

Der König als Oberhaupt des Staats vereinigt in sich die gesammte Staatsgewalt, und übt sie auf versassungsmäßige Weise aus.

Die Person bes Konigs ift beilig und unverletlich.

## 6. 7.

Der König vertritt das Königreich in allen Beziehungen zu dem deutschen Bunde, zu den einzelnen Bundesstaaten und in allen auswärtigen Verhältnissen. Er ordnet die Gesandtschaften und sonstigen Missionen an, schließt mit andern Mächten Verträge und erwirbt dadurch Rechte für das Königreich, so wie Er dasselbe auch zur Erfüllung der verstragsmäßigen Verbindlichkeiten, und zwar für die Cap. VI. §. 92. bezeichneten Fälle nach Maßgabe der daselbst getrossenen Bestimmungen verpslichtet.

## §. 8.

Wenmäßig geht auch im Innern alle Regierungsgewalt

von dem Könige aus, und wird burch die Landesbehörden, biese mögen unmittelbar bestellt senn oder nicht, vermöge ber vom Könige verliehenen Gewalt ausgeübt.

Rein ganbesgeset tritt in Gultigkeit, bevor es vom Konige verkundigt ift.

Dem Könige steht vermöge ber Staatsgewalt die Kirchenhoheit zu. (Siehe Cap. III. §. 30. und Cap. V.)

Die bewaffnete Macht und beren Ginrichtung, so wie alle sie betreffenden Anstellungen, Anordnungen und Befehle sind allein vom Konige abhängig.

## §. 9.

Die Gerichtsbarkeit geht vom Könige aus und wird durch bie ordentlichen Gerichte des Landes geubt, über welche Demsfelben die Aufsicht zusteht. Der König verspricht, den Lauf der Rechtspsiege nicht zu hemmen und Straferkenntnisse nicht zu schärfen, hat aber das Recht, Straferkenntnisse im Wege der Gnade aufzuheben oder zu mildern, auch das Versahren gegen den Beschuldigten einzustellen und niederzuschlagen.

## §. 10.

Der König verleiht Rang, Titel und Burben, und hat bas Recht, Standeserhöhungen vorzunehmen.

# §. 11.

Die Krone bes Königreichs Hannover vererbt ohne Theis lung ber ganbe.

Sie gebührt zunächst bem Mannsstamme bes Königlichen Hauses aus rechtmäßiger, ebenbürtiger und hausgesetzlicher Sehe. Die Ordnung der Thronfolge wird durch die Lineal = Erbfolge nach dem Rechte der Erstgedurt bestimmt. Erlischt der Mannsstamm der jetigen Königlichen Linie, so geht die Thronfolge nach Maßgabe der Hausgesetze auf den Mannsstamm ber jetzigen Herzoglich Braunschweig = Wolfen buttelschen Linie, und nach bessen Erloschen auf die weibliche Linie über.

#### §. 12.

Der König ist volljährig, sobalb Er sein achtzehntes Lesbensjahr vollendet hat.

### §. 13.

Der König wird ben Antritt Seiner Regierung burch ein Patent zur öffentlichen Kunde bringen, worauf nach ben von Ihm fur bas ganze Land gleichmäßig zu ertheilenden Bor- schriften die Hulbigung erfolgt.

Im Patente, welches in Urschrift unter bes Königs Sand und Siegel bemnachst im stanbischen Archive nieberzulez gen ift, versichert ber König bei Seinem Königlichen Worte bie unverbrüchliche Festhaltung ber Landesverfassung.

## §. 14.

Eine Regentschaft tritt ein, wenn ber Konig entweber minderjahrig ober fonst an ber eignen Ausübung ber Regierung verhindert ist.

# · §. 15.

Die Regentschaft gebührt bem nach ber Reihe bes Erbsfolgerechts junachst stehenben Agnaten, welcher bas 18te Eesbensjahr vollenbet hat.

Sollte ein fähiger Agnat nicht vorhanden seyn, so geht die Regentschaft auf die Königinn, Gemahlinn des Königs, nach dieser auf die Mutter und endlich auf die Grofmutter väterlicher Seite über; anderweite Vermählungen schließen bieselben jedoch von der Regentschaft aus.

## §. 16.

Wird die Regentschaft vom Könige selbst angeordnet, so

steht bem Könige zu, einen regierungsfähigen Agnaten, und wenn beren nicht vorhanden seyn sollten, ober wenn der König Gründe hatte, von dem Seinen Agnaten gebührenden Borzuge abzuweichen, einen nicht regierenden Prinzen aus den zum deutschen Bunde gehörenden Fürstenhäusern zum Regenten zu ernennen, welcher Letztere wenigstens das 25ste Lebenstahr vollendet haben muß.

# §. 17.

Der König bestellt die Regentschaft entweder für Seine Person oder für den Thronfolger, auf den Fall, daß dieser zur Zeit des Ansalls der Krone, minderjährig oder sonst verzbindert wäre.

## §. 18.

Ermangelt es an einer solchen Anordnung, so tritt im Falle der Minderjährigkeit die gesetzliche Regentschaft von selbst ein. Bei anderer Berhinderung ist das Ministerium verpstichtet, entweder auf eignen Beschluß ober auf einen Antrag der versammelten allgemeinen Stande des Königreichs, eine Zussammenkunft der Agnaten zu veranlassen. Zu dieser sind alle vollzährigen Agnaten zu berufen, um, wenn mindestens drei derselben in Person, oder durch gehörig Bevollmächtigte erschienen sind, innerhalb drei Monaten auf erstattetes Gutachten des Ministerii nach absoluter Stimmenmehrheit einen Beschluß barüber zu fassen, ob eine Regentschaft nothwendig sep.

Das zur Regentschaft stehende Mitglied bes hauses und bie weber in Person noch burch Bevollmächtigte erschienenen Ugnaten haben keine Stimme.

# §. 19.

überzeugt sich bie Berfammlung ber Agnaten von ber Rothwenbigkeit einer Regentschaft, fo wird biefer Beschluß

burch das Ministerium den allgemeinen Standen des Königsreichs, welche von demselben außerordentlich berufen werden mussen, insofern sie nicht bereits versammelt sind, mitgetheilt, um ihre Zustimmung zu erklären.

#### §. 20.

Sind keine Agnaten vorhanden oder erscheinen dieselben nicht in gesetzlicher Bahl, so richtet das Ministerium nach vorgängiger Untersuchung und Berichtserstattung an die Königinn, einen Antrag an die aligemeinen Stände des Königreichs. Die Regentschaft tritt ein, wenn in Gemäsheit dieses Antrages die Stände die Nothwendigkeit derselben anerkennen.

#### δ. 21.

Ist in diesem Falle teine zur Regentschaft berechtigte Person vorhanden; so bestimmen die allgemeinen Stande des Königreichs auf den Borschlag des Ministerii unter den nicht regierenden Prinzen aus den zum deutschen Bunde gehörenden Fürstenhäusern den Regenten. Derselbe muß wenigstens das 25ste Lebensjahr vollendet haben, und seinen Aufenthalt im Königreiche nehmen.

## §. 22.

Der Regent leistet bei Übernahme ber Regentschaft im versammelten Ministerio in Gegenwart bes Erblandmarschalls, ber Präsidenten und Vicepräsidenten ber allgemeinen Stände-versammlung, einen Sib auf die Aufrechthaltung der Versfassung und bringt hierauf den Eintritt der Regentschaft zur dffentlichen Kunde.

#### §. 23.

Der Regent ubt im Ramen bes Ronigs bie volle Staatsgewalt, wie fie bem Konige felbst verfassungsmäßig zusteht. Der Regent darf jedoch eine Schmälerung der verfaffungs= mäßigen Rechte des Königs, so wie eine Anderung in dem Grundsysteme und in den verfassungsmäßigen Rechten der all= gemeinen Ständeversammlung überall nicht vornehmen noch gestatten.

Much barf ber Regent feine Stanbeserhohungen vornehmen.

### §. 24.

Die Regentschaft bort auf, sobald ber König bas Alter ber Bolliahrigkeit erreicht hat, ober bas anderweite hinderniß ber eignen Berwaltung ber Regierung gehoben ift.

## §. 25.

Die Erziehung bes minberjährigen Königs gebührt, wenn ber vorhergehende König beshalb teine andere Berfügung gestroffen hat, ber Mutter und nach biefer ber Großmutter von väterlicher Seite, sofern biese nicht anderweit vermählt sind, und in Ermangelung auch bieser bem Regenten unter Beirath bes Ministerii.

Auf gleiche Beise steht ber Regent ben zur Erziehung berechtigten Personen zur Seite, und hat, wenn beren Anssichten über die Wahl ber Erzieher ober über ben Erziehungssplan von den seinigen abweichen, die Entscheidung.

Die Aufficht über bie Person bes burch Krankheit an ber Ausübung ber Regierung verhinderten Königs und die Sorge für benselben barf ber Regent niemals übernehmen.

# §. 26.

Die innern Verhältnisse des Königlichen Hauses werden vom Könige als Oberhaupte der Familie durch Hausgesetze bestimmt. Es soll jedoch das vom Könige zu erlassende und

١.

ben allgemeinen Stånden mitzutheilende Hausgesetz, insoweit basselbe die Erbsolge angeht, nicht ohne Zustimmung der Stånde abgeandert werden.

#### Brittes Capitel.

Bon ben Rechten und Pflichten ber Unter=
thanen im allgemeinen.

#### 6. 27.

Den vollen Genuß aller politischen und burgerlichen Rechte im Konigreiche kann nur ein Hannoverscher Unterthan haben.

Die Eigenschaft eines Hannoverschen Unterthans wird nach Maßgabe ber Gesetze burch Geburt ober Aufnahme ersworben, und bauert so lange, bis sie auf rechtliche Welse versloren wird.

Die mit bieser Eigenschaft verbundenen Rechte konnen durch ein Straferkenntniß beschränkt werden.

## §. 28.

Alle Canbeseinwohner sind gleichmäßig jum Kriegsbienste und zu Tragung ber allgemeinen Staatslasten verpflichtet.

Bu biesen von allen Unterthanen nach gleichmäßigen Grundsfägen zu tragenden allgemeinen Staatslasten gehort auch die Unterhaltung des Heers ohne irgend eine hinsichtlich der Cavallerie oder anderer Wassengattungen Statt sindende Ausnahme, einschließlich der Kriegersuhren.

Für die bisherigen Befreiungen von diefer Staatslaft erfolgt eine Entschäbigung nicht.

Sedoch verbleibt benjenigen, welchen nach bem an die alls gemeine Ständeversammlung erlassenen Königlichen Rescripte vom 18. Januar 1822 die Befreiung von der Einquartierung und Verpslegung zugesichert ist, welche aber nunmehr nach obigem Grundsate zu dieser allgemeinen Staatslast gleichmäßig beizutragen haben, die Befugniß der Nichtannahme der ordinairen Naturalsessing der ordinairen Reiegersuhren gehalten werden.

Die nach bem oben genannten Rescripte außerbem noch bestehenden Realeremtionen von allgemeinen Staatslasten sollen zwar ebenfalls wegsallen, jedoch verbleibt den bisher Exemten das Recht, die kunftig auf sie fallenden Naturalleisstungen durch billige Geldbeiträge zu reluiren.

Die Vorrechte und Befreiungen von allgemeinen Staatslasten, welche ben Mitgliedern der Königlichen Familie und ben Standesherren zustehen, so wie die Ausnahmen, welche zu Gunsten der Königlichen und standesherrlichen Schlösser und Garten und in Ansehung der Güter der Kirchen, Pfarren, Pfarrwitwenthumer, Schulen und Armenstiftungen bewilligt worden, sollen in der bisherigen Maße und wie sie durch die betreffenden Gesetz bestimmt sind, bestehen bleiben.

Die Befreiungen vom Militairdienste sind von den Be-ftimmungen der Militairgesetze abbangig.

# §. 29.

über die Lehnsverhaltniffe und die zu gestattende Ablosbar- teit berselben soll ein besonderes Gefet erlassen werden.

Durch bies Geset soll zugleich fur eine zwedmäßige Erhaltung ber größern Guter bei ben Basallensamilien, so wie für Erleichtetung ber Stiftung von Majoraten und Fibeicommiffen gesorgt, auch über die Rechte ber Agnaten und Erspecti= virten und über die dem Heimfall nahe flehenden Lehne Beftimmung getroffen werden.

#### §. 30.

Allen Landeseinwohnern gebührt völlige Glaubens = und Gewissensfreiheit. Daher ist auch Jeber zu Religionsübungen mit den Seinigen in seinem Hause berechtigt.

Die Mitglieder ber evangelischen und ber romisch-katholisichen Kirche genießen gleiche burgerliche und politische Rechte im Staate. Bergl. Cap V. §. 57.

Dem Könige gebührt bas Recht, auch andere christliche Confessionen und Secten anzuerkennen. Den Anhängern solcher anerkannten christlichen Confessionen und Secten, wird der Genuß bürgerlicher Rechte und der Privatgottesbienst gestattet. Ihre politischen Rechte hangen jederzeit von einem besondern Sesete ab; zur öffentlichen Religionsübung ist die besondere Bewilligung des Königs erforderlich.

Die Rechtsverhaltniffe ber im Konigreiche wohnhaften jubischen Glaubensgenoffen follen burch ein besonderes Gefet bestimmt werden.

# §. 31.

Die Gerichte erster Instanz find für alle ganbeseinwohner bieselben.

Die von biefer Regel bestehenden Ausnahmen sollen burch ein balbigst zu erlaffendes Gefet,

hinsichtlich bes personlich befreieten Gerichtsstandes auf die hoheren Königlichen Behörden, die Besitzer landtags-fähiger Ritterguter, den landsässigen Abel, die höheren Staatsbiener, die höhere Geistlichkeit, so wie die jest canzletsässigen Magistrate und Stabte, und die Officiere,

hinsichtlich bes binglichen Gerichtsftandes aber auf landtagsfähige Guter und bie zu ihnen gehorenden Grundflude,

beschränkt, und alle übrigen Ausnahmen aufgehoben werden.

Bis zu erfolgter Publication bieses Gesetes besteht jedoch bie jetige Competenz ber Gerichte ungeandert.

Auch die Aufhebung der verbleibenden Ausnahmen soll bei kunftiger, berfelben entsprechender Beranderung der Gerichtsverfassung erfolgen.

Bis zu anderweifer Bestimmung bleiben die für gewisse Sachen ober Classen von Unterthanen angeordneten Gerichte in ihrer bisherigen Wirksamkeit, und die Gerichte überhaupt in ihrer bisherigen Verfassung.

Wegen ber Gerichtsbarkeit über die nicht regierenden Mitglieder des Königlichen Hauses werden durch ein Königliches Familienstatut die erforderlichen Bestimmungen getroffen.

# §. 32.

Die besondern Rechte ber Standesherren, namentlich bes Herzogs von Arenberg, des Herzogs von Looz-Corswaaren, bes Fürsten von Bentheim, so wie der Grafen zu Stolberg-Wernigerode und Stolberg, sind durch Verordnungen und landesherrliche Zusicherungen festgestellt.

# §. 33.

Die Freiheit ber Verson und bes Eigenthums unterliegt teiner andern Beschränkung, als welche bas Recht und bie Gesetz bestimmen.

Allgemeine Confiscation bes Bermogens ift unzulaffig.

# §. 34.

Riemand barf verfolgt und verhaftet werben, als in ben

burch bas Geset bestimmten Fallen und in ber gesetlichen Form. Bis zur Erlassung ber besfallsigen Gesetz behalt es bei ben bisherigen Borschriften sein Bewenden.

Der Berhaftete muß binnen 24 Stunden verhort und über die Ursache seiner Berhaftung im allgemeinen in Kennt= niß gesetzt werden.

Kein Unterthan barf seinem orbentlichen Richter entzogen werben, außer in ben von ben Gesetzen im Boraus bestimmten Fällen, ober wenn ber König aus besondern Grunzben, auf den Bericht des Gesammt=Ministerii, die Competenz auf eine andere ordentliche Gerichtsbehörde zu übertragen nothig sindet.

Das Verfahren bei Störung ber öffentlichen Rube foll burch ein besonderes Geset bestimmt werden.

## §. 3**5**.

Die Staatsverwaltung hat keinen Anspruch an bas Eigensthum und die Gerechtsame von Einzelnen oder Corporationen, als aus allgemeinen Gesehen oder besondern Privatrechtstiteln. Ausnahmsweise kann dieselbe jedoch gegen vorhergehende vollsständige Entschädigung die Abtretung von Eigenthum oder Gerechtsamen zu Staatss oder andern öffentlichen Zweden verlangen, wenn entweder eine dringende Nothwendigkeit solches erheischt, oder wenn ausdrückliche Gesehe zu Zweden des gemeinen Nutzens ihr dazu die Besugnis geben.

# ξ. 36.

Die Frage, ob die Abtretung geschehen soll, wird nach vorgängiger Vernehmung aller Betheiligten von der betreffensben obern Verwaltungsbehorbe entschieden.

Den Betheiligten fteht jeboch wiber bie Entscheibung binnen gesehlicher, ober in beren Ermangelung achtwochiger

Frist ber Recurs an bas Ministerium ju, welches über bens selben unter Zuziehung bes Geheimenrathscollegli entscheibet.

Der Betrag ber Entschäbigung wird unter Beobachtung ber gesetzlichen Vorschriften über bessen Bestimmung, von der Berwaltungsbehörde festgesetzt. Will sich der Betheiligte bei deren Beschlüssen nicht beruhigen, und kann eine Vereindarung nicht bewirkt werden, so ist die Sache im ordentlichen Rechtswege zu erledigen; es kann aber der zur Entschädigung Berechtigte bei Abtretung des Seinigen sofort die Überweisung der von der Verwaltungsbehörde ausgemittelten Entschädigung sordern.

Ist aber unwiederbringlicher Nachtheil mit dem Berzuge verbunden, so entscheidet die hochste zur Stelle befindliche Berwaltungsbehörde über die Abtretung. In diesem Falle halt der Recurs das Versahren nicht auf und folgt die Entschäbigung ausnahmsweise innerhalb möglichst kurzer Frift nach.

## §. 37.

Jedem der sich von einer Berwaltungsbehörde durch Überschreitung ihrer Befugnisse in seinem wohlerworbenen Rechte verlett erachtet, steht nach den nachfolgenden Bestimmungen ber ordentliche Gerichtsgang offen.

Ift die Verletung burch einen Staatsvertrag ober burch ein verfassungsmäßig erlassenes Geset bewirkt, so kann diesselbe nicht zum Gegenstande eines Rechtsanspruches gegen ben Staat ober gegen Verwaltungsbehorben gemacht werben.

Bielinehr kann nur die unrichtige ober unbefugte Anwendung von Staatsvertragen ober Gefeten einen Rechtsanspruch begrunben, sobald in einer Überschreitung der Befugnisse der Behörbent außerbem die Erforbernisse einer Entschäbigungsverbindlichkeit nach gemeinrechtlichen Grundsaten anzutressen sind. Die Gerichte können in solchen Fällen die einstweilige Aussührung von Verfügungen der Verwaltungsbehörden nicht hemmen, und durfen eine gegen solche Verfügungen gerichtete Klage nur dann annehmen, wenn von dem Kläger zuvor nachgewiesen ist, daß er bei der vorgesetzten höhern oder hochesten Verwaltungsbehörde bereits Hulfe gesucht, und solche innerhalb eines angemessenn Zeitraums nicht gefunden habe.

Wieberaushebung von Verfügungen der Verwaltungsbeshorden durch richterlichen Spruch kann nur in dem Falle Statt finden, wenn auf verfassungsmäßigem Wege (s. Cap. VIII. §. 156) entschieden ist, daß eine in Frage befangene Angelegenheit zur Competenz der Verwaltungsbehörde nicht erwachsen gewesen sey.

## §. 38.

Wenn Anspruche aus einem wohlerworbenen Privatrechte gegen ben Fiscus, sowohl bes Königs als bes Staats, ober von bemselben geltend gemacht werden sollen, gehört die Bershandlung und Entscheidung der hieraus entstehenden Rechtssstreitigkeiten auf gleiche Weise, wie andere Privatrechtssachen zur Competenz der ordentlichen Gerichte, und zwar, soweit dies nach bisherigen Gesehen noch nicht der Fall gewesen, rudssichtlich der nach dem Tage der Publication des Staatsgrundsgeses entstehenden Forderungen.

Die Bollziehung bes gerichtlichen Erkenntnisses findet gegen bie in bemselben bezeichnete Behorde ober Casse Statt.

# §. 39.

Den Unterthanen steht das Recht zu, in angemessener Form und auf gesehliche Weise Bitten an den König, an die allgemeine Ständeversammlung, so wie an die Landesbehörden zu bringen.

Auch hat Seber bas Recht, in seiner Angelegenheit über geset; und ordnungswidriges Berfahren einer Behorbe ober über verzögerte Entscheidung bei der unmittelbar vorgesetzten Behorde Beschwerde zu führen und biese bis zur höchsten Beshorde zu verfolgen.

Mehrere Gemeinden oder Corporationen durfen über Ansgelegenheiten, in Ansehung beren sie nicht ohnehin in einem verfassungsmäßigen Berbande mit einander stehen, keine gesmeinschaftlichen Gesuche übergeben.

#### 6. 40.

Die Freiheit der Presse soll unter Beobachtung der gegen beren Migbrauch zu erlassenben Gesetz und ber Bestimmungen bes beutschen Bundes Statt finden.

Bis zur Erlaffung biefer Gefete bleiben bie bisherigen Borfchriften in Rraft.

## 6. 41.

Jebem Canbeseinwohner steht bas Recht zu, unter Beobachtung ber gesehlichen Borschriften über bie Militalrpflicht auszuwandern.

## Diertes Capitel.

Bon ben Gemeinden und Korperschaften.

# §. 42.

Jeber Landeseinwohner muß in Beziehung auf die offents lichen Berhaltniffe einer Gemeinde ober einem Berbande meh-

rerer Gemeinden des Königreichs angehören und zu beren Laften, bis auf die unten vorbehaltenen personlichen Ausnahmen, verhältnismäßig beitragen. Nicht minder soll jedes Gut, Haus ober Grundstud einer Gemeinde zugerechnet werben.

#### §. 43.

Eremtionen von Gemeindelasten sollen nicht ferner Statt finden. Rechtlich bestehende Eremtionen konnen gegen vor= gangig auszumittelnde Entschädigung aufgehoben werben.

Gleichzeitig mit Aufhebung ber Eremtionen ist auch bie berfelben entsprechenbe Regulirung bes Gemeinbewesens in ben betreffenben Gemeinden vorzunehmen. Bei Ausmittelung ber Entschädigung soll zu Gunften ber zu beren Leistung Berpflichteten auf die Beschaffenheit und ben 3wed ber zu übernehmenben Last, so wie auf beren in neuerer Zeit burch polizeiliche Einrichtungen etwa eingetretene Vermehrung billige Rudficht genommen werben. Auch find babei bie von bem Befreiten zu Gunften ber Gemeinde gotragenen Laften nebft ben in Rudficht auf eine getragene gaft von ben bagu Berpflichteten genoffenen Bortheilen jur Ausgleichung zu bringen. Die au weiterer Ausbildung biefer Borfcbriften erforderlichen Bestimmungen über bie Grundfage und bas Mag ber Entschäbigung, so wie über biejenigen Berhaltniffe, bei welchen ausnahmsweise eine Eremtion auch ohne Entschäbigung abgestellt werben kann, bleiben ber propinziellen Gesetgebung vorbehalten. Imgleichen sollen biejenigen Falle, in benen ein perfonliches Recht auf Befreiung von Gemeinbelasten aufrecht zu erhalten fenn mochte, gesetlich bestimmt werben.

## §. 44.

Die Bilbung neuer Semeinbeverbande, so wie bie Busam= menlegung ober Abanberung bestehenber, tann, nach vorgan=

giger Vernehmung der Betheiligten, unter fleter Berudfiche tigung ihrer besondern Intereffen und der Provinzialverhalteniffe erfolgen.

#### §. 45.

Die bisher keiner Gemeinde angehörigen Domainen, Guter und Besitzungen sollen auf eine den Provinzial= und Localverhaltnissen angemessene Beise in einen bereits vorhan= benen oder neu zu bildenden Gemeindeverband eingeschlossen werden.

Bis ein solcher Anschluß erfolgt ift, wird in beren Beziehungen zu ben Gemeinden, burch vorstehende Bestimmung nichts verändert.

Insofern Lage und Berhaltnisse bie Bereinigung einer Domaine ober eines Guts mit einer Gemeine nicht angemessen erscheinen lassen, kann eine solche Domaine ober ein solches Gut eine abgesonderte Gemeinde bilben.

# §. 46.

Die Art und Weise, wie die in einen Semeindeverband eintretenden Grundbesiter an den Semeindeangelegenheiten Theil zu nehmen und zu den Semeindelasten beizutragen haben, so wie die vorgängige angemessene Entschädigung der von solchen Lasten bisher rechtlich befreit Gewesenen, soll durch gutliche Bereindarung zwischen den Gemeinden und den neu Eintretenden, unter Leitung der Regierungsbehörde oder ber von ihr zu ernennenden Commissarien, in Ermangelung einer solchen Übereinkunft aber, unter Berücksichtigung der gegenseiztigen Verhältnisse nach solgenden Grundsägen seitgeset werden:

1) Die Bereinigung soll fich allein auf die dffentlichen, nicht aber auf die privatrechtlichen Berhaltnisse ber Ge-

meinde beziehen, sofern nicht von beiben Theilen eine Bereinigung auch in der lettern Rudficht gewunscht wird.

2) Das Beitragsverhaltniß ber Eintretenben zu ben Gemeinbelaften, foll nach Maßgabe bes, ben Eintretenben zu Statten kommenben Antheils an ben biefen gaften zum Grunde liegenben 3weden festgestellt werben.

Die Naturalleiftungen ber neu Eintretenben können mit Gelb reluirt werben, mit Ausnahme ber Falle, wo Gefahr im Berzuge ist, und ber Lasten, welche von ben Eintretenben schon vorber in natura zu leisten waren.

Liegen ben Eintretenben Laften ob, welche zum Ruten ber Gemeinben gereichen, in welche sie eintreten, so ist rucksichtlich solcher Lasten eine Ausgleichung zu bewirken.

3) Den Eintretenben soll ein der Concurrenz zu den Lasten der Gemeinden, ihrem Interesse an den Gemeindeangelezgenheiten, und ihren Verhältnissen zu anderen Mitgliezdern der Gemeinden entsprechendes Stimmrecht beigelegt werden. Auch sollen die Besitzer ganzer Guter befugt sepn, solches durch Bevollmächtigte auszuüben.

## 6. 47.

Die Aufnahme neuer Mitglieber in eine Gemeinde, welche nicht aus einem in den bestehenden oder noch zu erlassenden Gesetzen bestimmten Grunde ein Recht darauf haben, so wie die Zulassung neuer An= und Abbauer, hangt, unter Borbes halt des Recurses an die vorgesetzte Regierungsbehörde, von der Gemeinde, in welche sie eintreten sollen, ab.

## §. 48.

Das Vermögen und Einkommen ber Gemeinden und ihrer Anstalten, so wie der Corporationen darf nie als Staatsver= mögen behandelt oder zu den Staatseinnahmen geschlagen werden, so wie auch ihre Berbindlichkeiten ben Staat nicht verpflichten.

#### 6. 49.

Reine Gemeinde kann mit Leiftungen ober Ausgaben besichwert werben, wozu sie nicht durch Gesetze ober andere Rechtstitel verbunden ist. Dasselbe gilt von mehreren in einem Bersbande stehenden Gemeinden.

#### §. **50**.

Ausgaben und Lasten, welche für die 3wede und Bedürfenisse von Gemeinden oder Verbänden mehrerer Gemeinden ersforderlich sind, mussen von den Mitgliedern der Gemeinden oder Verbände verhältnismäßig getragen werden, und sollen daher, wenn Einzelne zur Bestreitung einer solchen Ausgabe oder Last nach besonderen Rechtsverhältnissen bisher allein oder vorzugsweise verbunden waren, auf deren Antrag, insoweit die Verhältnisse nach dem Urtheile der vorgesetzen Regierungsbehörde solches gestatten, gegen eine von ihnen zu leistende ansgemessene Entschädigung abgenommen oder bei Übernahme ans derer Gemeindelassen angerechnet werden.

# §. 51.

Die Dberaufsicht ber Regierungsbehörbe auf bie Vermögensverwaltung aller Gemeinden, so wie auf die Vertheilung
und Verwendung der Gemeindeabgaben darf sich nicht weiter
erstrecken, als dahin, daß das Vermögen erhalten, dessen Einkunfte ihrer Bestimmung gemäß verwandt und bei Anordnung
und Vertheilung der Gemeindeabgaben angemessen, auch die
Rechte der übrigen Landeseinwohner und das allgemeine Wohl
nicht verlehende Grundsähe befolgt werden. Auch sieht der

Regierungsbehorde die Entscheidung von Beschwerden zu, die gegen die Gemeindeverwaltung erhoben werden mochten.

#### §. 52.

Den stådtischen Obrigkeiten und beren Mitgliebern, wie auch den Beamten ber Landgemeinden, liegt außer ber Berswaltung der Gemeindesachen, auch die Beforgung der ihnen durch Geset, Berfassung oder Herkommen, oder von den hösteren Behörden übertragenen Landesangelegenheiten in ihrer Gemeinde ob.

#### §. 53.

Die Berfassung und Verwaltung in den Stadten des Konigreichs soll nach vorgangiger Verhandlung mit denselben durch offentlich bekannt zu machende, vom Konige oder bessen Stellvertreter zu vollziehende Urkunden geordnet werden.

Bei biefen Urtunden follen folgende Grundfage gur Unwendung tommen:

1) Die Burgerschaften ernennen durch freie Bahl ihre Bertreter, welche nicht auf Lebenszeit gewählt werden können.

Die Stadte haben das Recht, ihre Magistrate und ubrigen Gemeindebeamten selbst zu wählen. An den Wahlen nehmen die Burgerschaften, mit den Magisstraten, erstere durch ihre Vertreter Theil.

- 2) Die höhere Bestätigung ist nur bei ben Bahlen ber stimmführenben Mitglieber bes Magistrats und bes Stadtgerichts ersorberlich.
- 3) Die Vertreter ber Burgerschaften nehmen Theil an ben Ungelegenheiten, welche bas Gemeinwesen ber Stadt, beren Vermögen, Rechte und Berbindlichkeiten betreffen,

- namentlich auch an ber Beranlagung und Bertheilung ber Communalabgaben, gaften und Leiftungen.
- 4) Die Verwaltung des städtischen Vermögens und die Rechnungsablage über dieselbe ist ihrer Controle unterworfen.
- 5) Gemeinschaftliche Beschlusse bes Magistrats und ber Vertreter ber Burgerschaft über bie Verwendung ber laufenden Einnahme des Gemeindevermögens bedürsen der höhern Genehmigung nicht; jedoch hat der Magistrat zu Anfang eines jeden Rechnungsjahrs einen von den Vertretern der Burgerschaft genehmigten Haus-haltsplan, so wie nach Ablauf des Rechnungsjahrs einen Auszug der von den Vertretern der Burgerschaft abgenommenen städtischen Rechnungen der Burgerschaft bekannt zu machen, und der die Oberaussicht führenden Regierungsbehörde einzusenden, welche die Vorlegung der vollständigen Rechnungen verfügen kann.
- 6) Der Magistrat ist in allen städtischen Gemeindeangelegenheiten die einzige aussührende und verwaltende Behörde; inzwischen hat, was die Ausübung der Polizei
  betrifft, die Regierung das Recht, unter den Mitgliedern
  des Magistrats die Person zu bezeichnen, welche die
  städtische Polizei zu besorgen hat, auch wo besondere
  Umstände solches ersorderlich machen, eine eigene Polizeibeborde anzuordnen.

Das Armenwesen kann nach Maßgabe ber drtlichen Berhaltnisse einer eigenen Berwaltung übertragen wersben.

Es soll jeboch in ben Fallen, wo die Berwaltung ber Polizei nicht bem gesammten Magistrate verbleibt

oder übertragen wird, der Geschäftskreis der städtischen Polizei in den einzelnen Städten durch Berhandlung mit denselben genau sestgestellt, und dabei der Grundssatz befolgt werden, daß dem Magistrate die Besorgung alles besjenigen verbleibt, was die Gewerdsverhältnisse, die Einrichtung, Berwaltung und Beaussichtigung der städtischen Güter und Anstalten, so wie der für gemeinsame städtische Iwecke bestimmten Privatanstalten zum Gegenstande hat.

Schon bestehenbe Verfassungburkunden einzelner Stådte, welche ben Besugnissen ber Burgerschaft, ihrer Vertreter und Obrigkeit engere Grenzen seten, sollen revidirt und unter Bestudsichtigung ber Localverhaltnisse, so wie unter Buziehung von Bertretern ber Burgerschaft mit den vorstehenden allgemeinen Grundsaten in Übereinstimmung gebracht werden.

u I

Ŀ

n

=

3

t

t

!

:

:

=

R

:=

ક

эŧ

Diese Grundsate finden auch auf die Verfassung ber Fleden unter ben, burch die Verhaltnisse gebotenen Beschränstungen und Ausnahmen ihre Anwendung.

# §. 54.

Den Landgemeinden steht unter obrigkeitlicher Aufsicht (vergl. §. 51) die eigene Verwaltung ihres Vermögens, die Regulirung ihrer übrigen innern Gemeindeverhaltnisse und ber ihnen obliegenden Gemeindeabgaben und Leistungen, so wie eine Theilnahme an der Handhabung ihrer Flur= und Feld= markspolizei zu.

Das Recht ber Bahl ihrer Bertreter steht ben Gemeinden jeberzeit zu, jeboch find felbige nicht auf Lebenszeit zu mahlen.

Auch follen bie Canbgemeinben in ber Regel bas Recht haben, ihre Gemeinbebeamte, unter Borbehalt obrigkeitlicher Bestätigung zu mahlen. Ausnahmen von biefer Regel konnen sowohl auf den Grund bestehender Berechtigungen als besons berer Berhaltnisse in den Gemeinden Statt finden.

#### §. 55.

In ben Fällen, wo Ausgaben verfassungsmäßig von einem Berbande mehrerer Gemeinden gemeinschaftlich getragen und ausgebracht werden mussen, sollen zur Prüsung der Ausgaben selbst, so wie zur Fesissellung der Repartition derselben gewählte, oder sonst berechtigte Mitglieder des Berbandes zugezogen, und diesen demnächst auch über die Ausbringung und Berwendung Rechnung abgelegt werden. Die nähere Einrichtung dieser Berbände soll nach Berschiedenheit der Provinzen gesetlich regulirt werden.

## §. 56.

Die in ben verschiebenen Provinzen bes Konigreichs beftebenden ritterschaftlichen Corporationen behalten ihre ftatutenmäßigen Rechte, sofern lettere nicht burch bas gegenwärtige Grundgesetz aufgehoben werben.

Namentlich bleibt ihnen bie Befugniß, provinzielle Bereine, behuf Erhaltung ihrer Guter zu errichten.

### Fünftes Capitel.

Von den Verhältnissen der evangelischen und der römisch= katholischen Kirche zum Staate, von den Unterrichts= anstalten, so wie von den zu wohlthätigen Zwecken bestimmten Fonds.

## §. 57.

Den Mitgliebern ber evangelischen und ber romisch-kathoslischen Kirche wird freie offentliche Religiondubung zugefichert.

#### §. 58.

Dem Könige gebührt über beide Kirchen das in der Kirchenhoheit begriffene Schutz- und Oberaufsichtsrecht.

#### 6. 59.

Die Anordnung der innern geistlichen Angelegenheiten bleibt der in der Berfassung jeder dieser Kirchen gegrundeten Kirchengewalt überlassen.

#### §. 60.

In der evangelischen Kirche werden die Rechte der Kirchengewalt vom Könige, und zwar durch Consistorial- oder Presbyterialbehörden, zusammengesetzt aus evangelischen Geistlichen und weltlichen Personen, unter der Aufsicht des Ministerii, so wie unter Aufrechterhaltung der den Gemeinden und Einzelnen zustehenden Rechte ausgeübt.

Sollen für bas Königreich ober ganze Lanbestheile neue Rirchenordnungen erlaffen, ober in wesentlichen Grundsäten berselben und namentlich der Liturgie Beränderungen gemacht werden, so ist darüber mit einer vom Könige zusammen zu berusenden Bersammlung von geistlichen und weltlichen Perssonen, welche theils vom Könige bestimmt, theils von den Geistlichen und Gemeinden in den betreffenden Landestheilen auf die sodann gesetzlich anzuordnende Weise gewählt werden, zu berathen.

Die kunftige Einrichtung und der Geschäftskreis der Consistorial- und Presbyterialbehörden, der Umfang der Aufsichtsrechte des Ministerii, die Einführung und Ausbildung von Synoden und Kirchenvorständen, so wie die Art der Ausübung
der den Gemeinden und Einzelnen zustehenden Rechte bleibt
weiteren Bestimmungen vorbehalten, und sollen bei Bestimmung des kunftigen Geschäftskreises der Consistorialbehörden

zugleich in Rudficht ber Überweisung ber von ihnen bisher ausgeübten streitigen und freiwilligen Gerichtsbarkeit an bie weltlichen Gerichte die erforberlichen Anordnungen erfolgen.

#### §. 61.

Sollte ber Fall eintreten, daß der König oder der Regent sich nicht zur evangelischen Kirche bekennte, so geht die Ausübung der Rechte der Kirchengewalt einstweilen auf die evangelischen Mitglieder des Gesammt = Ministerii über, und soll zur Sicherstellung des Rechtszustandes der evangelischen Kirche über die Art und Weise der Ausübung der Kirchengewalt in derselben mit Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung das Röthige verordnet werden.

#### §. 62.

In der romisch-tatholischen Kirche gebührt den Bischofen oder Administratoren der Didcesen Hildesheim und Osnabrud die Ausübung der Rechte der Kirchengewalt, gemäß der Berfassung dieser Kirche.

Die Rechte ber Kirchenhoheit, zu benen auch die Oberaufficht über die zunächst unter dem Bischose oder den Didcesan-Abministratoren stehende, und nach den Bestimmungen des §. 69 auszuübende Berwaltung des Vermögens der romischkatholischen Kirchen und kirchlichen Stiftungen gehört, werden vom Könige oder bessen Ministerio unmittelbar oder durch die romisch-katholischen Consistorien ausgeübt.

# §. 63.

Alle allgemeinen Anordnungen der romisch = tatholischen Kirchenbehörben bedürfen der Einsicht des Ministerii und sollen ohne dessen Genehmigung nicht verkündigt oder vollzogen wers den. Betressen sie reine Glaubens- oder kirchliche Lehr, und

Disciplinarsachen, so soll beren Bekanntmachung nicht gehinbert werben, sobald nur bas Ministerium burch genommene Einsicht sich bavon überzeugt hat, baß beren Inhalt für ben Staat unnachtheilig ist.

#### 6. 64.

Alle amtlichen Communicationen mit dem papstlichen Stuble, mit auswärtigen Kirchenversammlungen oder Kirchenobern mussen bem Ministerio zur Einsicht vorgelegt werden, und deren Beschlusse, Erlasse, Bullen, Breven, Rescripte und sonstigen Schreiben an die römisch-katholische Kirche im Königreiche, an ganze Gemeinden oder einzelne Landeseinwohner, bedürfen vor ihrer Verkündigung oder Insinuation des landesherrlichen Placet. Dieses soll nicht verweigert werden, wenn sie von der am Schlusse des vorhergehenden Paragraphen angegebenen Beschaffenheit sind.

Ausgenommen von ber Bestimmung bieses &. find allein bie Communicationen in Gewissenssachen einzelner Personen.

## §. 65.

Das Ministerium ist verpflichtet, Misbrauche ober überschreitungen der Kirchengewalt zu verhüten, und dieselben von Amtswegen ober auf an dasselbe eingegangene Recurse abzustellen.

Beschwerben gegen untergeordnete Kirchendiener muffen jeboch junachst an die Kirchenobern im Konigreiche gebracht werben, konnen aber, wenn keine Abhulfe ersolgt, an das Di=nisterium gelangen.

## 6. 66.

Die Prediger und anderen boberen Kirchendiener ber evans gelischen wie ber romisch = katholischen Kirche, beren Ernennung

vom Könige ober bessen Behörden nicht unmittelbar erfolgt, sondern welche von Dritten ernannt ober präsentirt werden, bedürfen der Bestätigung des Königs oder der dazu bestimmten Behörden besselben, und können, so lange sie diese nicht erhalten haben, weder die Amtsgeschäfte ausüben, noch haben sie ein Recht auf die Amtseinkunfte.

Die Entscheidung über bie canonischen Eigenschaften bes zu Bestätigenden gebührt allein ber geiftlichen Behörde.

Die Bestätigung barf ohne erhebliche Grunde nicht ver= weigert werben.

Sammtliche Kirchendiener find in ihren burgerlichen Beziehungen und Handlungen, wie auch in Rudficht ihres Bermogens ben Gesetzen bes Staats unterworfen.

Der Staat gewährt ihnen jebe zur ordnungsmäßigen Berswaltung und Erfüllung ihrer Amtsobliegenheiten erforderliche Unterflühung, und schützt sie in der ihnen zukommenden Amtswürde.

# §. 67.

Die Entlassung ber Kirchendiener von ihrem Amte und die Suspension vom Amte und zugleich vom Gehalte kann im Disciplinar Berfahren nur geschehen, nachdem die kirchliche Behörde eine gehörige Untersuchung angestellt und ben Kirchensbiener mit seiner Bertheibigung hinreichend gehört hat. Sie bedarf in Ansehung der Prediger und übrigen höhern Geistlichskeit der Bestätigung des Ministerii.

## §. 68.

Das jetige und kunftige Vermögen ber einzelnen Kirchen, Kirchenamter, geistlichen und anbern milben Stiftungen, Dasmen Stifter und Ridfter, Schulen und Armenanstalten, barf

unter keinem Borwande jum Staatsvermögen gezogen ober zu andern, als ben geset; ober stiftungsmäßigen 3weden verswandt werben.

Eine Abanderung der Stiftung kann von der Staatsgewalt nur nach vorgängiger Vernehmung der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten und nur dann vorgenommen werden, wenn der 3weck der Stiftung auf die vorgeschriebene Beise nicht mehr zu erreichen ist. Indeß muß das Vermögen unter thunlichster Berücksichtigung der Bunsche der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten zu gleichen oder möglichst ähnlichen 3wecken wieder verwandt werden.

Dabei bleiben jedoch die Bestimmungen des §. 35 des Reichs = Deputations = Hauptschlusses vom 25sten Februar 1803 in Ansehung der in demselben bezeichneten Güter, insofern dar- über eine endliche Verfügung noch nicht getrossen ist, ausbrück- lich vorbehalten.

## §. 69.

Infofern die Verwalter des Vermögens der einzelnen Kirchen und der bazu gehörenden Stiftungen und Armenansstaten den bestehenden Einrichtungen gemäß nicht von der Kirchengemeinde gewählt werden, und diese an der Verwaltung einen größern Antheil nicht gehabt, sollen den Verwaltern dieses Vermögens in jeder Kirchengemeinde nach den darüber zu erlassenden besonderen Verfügungen einige von der Kirchengemeinde zu erwählende Vorsteher unter Mitwirkung der Pfarzgeistlichen zur Seite stehen, welche zu allen wichtigen auf die Verwaltung sich beziehenden Raßregeln, dei Veräußerungen einzelner Theile dieses Vermögens, wie auch der zur Dotation der Kirchenämter und der zu Pfarrwitwenthumern gehörenden Grundslücke oder Gerechtsame, serner bei Werten, die zu kirche

lichen ober geiftlichen 3weden unternommen, nicht weniger bei Leiftungen, die zu folchen 3weden ausgeschrieben werden, und endlich zu der Rechnungsablage zugezogen werden mussen.

In benjenigen Fallen, in welchen ber Kirchenpatron bie Ausgaben ausschließlich bestreitet, tritt bie Bestimmung bieses &. nicht ein.

### §. 70.

Für die Erhaltung und Bervollsommnung der Landesunis verfität und der übrigen öffentlichen Unterrichtsanstalten jeder Art foll stets nach Rraften gesorgt werden.

Der Unterricht in ben Bolksschulen bleibt zunächst ber Aufficht ber Prebiger anvertraut.

#### 6. 71.

Das von ben vormaligen Klöffern und andern ahnlichen Stiftungen in verschiebenen Theilen des Königreichs herruh= rende zu einem abgesonderten Fonds vereinigte Bermögen soll für immer von allen andern Staatscassen völlig getrennt blei= ben, und allein zu den erforderlichen Buschüssen behuf der Be= durfnisse der Landesuniversität, der Kirchen und Schulen und zu wohlthätigen Zweden aller Art verwandt werden.

Die Verwaltung bieses Vermögens steht unter Leitung bes Ministerii, jedoch soll ber allgemeinen Ständeversammlung jährlich eine Übersicht ber Verwendungen aus demselben mitgetheilt werden. In Rücksicht der Veräußerungen einzelner Theile dieses Vermögens sinden alle biejenigen Vorschriften ihre volle Anwendung, die bei Veräußerungen von Domanialvermögen in der gegenwärtigen Versassprungen vorgeschrieben sind.

#### Sechstes Expitel.

# Bon den Landständen.

#### 6. 72.

Für die einzelnen Provinzen bes Konigreichs sollen Provinciallanbschaften, für bas ganze Konigreich aber eine allgemeine Standeversammlung besteben.

# Erfter Abschnitt. Bon ben Provinziallanbschaften.

### **6.** 73.

Provinziallanbschaften sollen besteben

- 1) fur bie Furstenthumer Calenberg, Gottingen und Grubenhagen nebst ben vormals Heffischen Amtern im Furftenthum Gottingen und bem biesseitigen Gichsfelbe,
- 2) für bas Fürstenthum Lüneburg, mit Ginschluß ber biesfeitigen Theile bes Herzogthums Sachsen = Lauenburg,
- 3) für die Grafschaften Hona und Diepholz, mit den vor= mals heffischen Umtern in biesen Provinzen,
- 4) für die Herzogthumer Bremen und Berben, mit bem Canbe Habeln,
- 5) für bas Fürstenthum Denabrud,
- 6) für bas Fürstenthum Silbesheim nebft ber Stadt Goslar,
- 7) für bas Fürstenthum Oftfriesland und bas Barlingerland.

# §. 74.

Wegen Einführung provinziallandschaftlicher Einrichtungen in benjenigen Landestheilen, wo solche noch nicht bestehen, so wie wegen angemessener Berbindung bisher getrennter Provin-

ziallanbschaften sollen unter Mitwirkung von Abgeordneten ber betreffenden Landestheile Einleitungen getroffen werben.

### §. 75.

In sammtlichen Provinziallandschaften sollen zwei Curien eingeführt werben, welchen gleiche Rechte und Befugnisse zustehen.

Die erste Curie soll bestehen aus ben Pralaten, wo biesen eine Theilnahme an ben Provinziallandtagen zusteht, und aus ben Mitgliebern ber Ritterschaft, beren Statuten revidirt und mit berfelben festgestellt werben sollen.

Die zweite Curie soll in einem naher zu bestimmenden angemessenen Berhaltnisse bestehen aus ben Deputirten ber mit Stimmrecht versehenen ober zu versehenden Stadte und Flecken und ber nicht zur Ritterschaft gehörigen Grundbesiger.

In benjenigen Provinzen jedoch, wo die Stadte in einer zweiten und die nicht zur Ritterschaft gehörigen Grumdbesitzer in einer britten Curie vertreten find, sollen brei Curien forts bestehen, insofern nicht ein Anderes durch vorgängige Berhandslungen zwischen der Regierung und der betreffenden Landschaft sestgesetzt wird.

#### §. 76.

Auf ben Provinziallandtagen sollen die vorkommenden Angelegenheiten und die zu machenden Anträge in voller Ver= sammlung aller Stände vorgetragen und berathen, sodann aber soll ohne eine nochmalige Berathung in den Curien auszu= schließen, nach Curien abgestimmt und beschlossen werden.

## 6. 77.

Die fernere innere Organisation ber Provinziallanbschaften und insbesondere ber Curien soll binnen brei Jahren in Ge-

mäßheit obiger Grundfage auf verfassungsmäßigem Wege naber festgestellt, und zu bem Ende foll zwischen der Regierung und den einzelnen gandschaften weitere Berhandlung zugelegt werden.

Sobald biese Organisation bewirkt ift, soll allen Provinziallandschaften bas Recht ber Zustimmung in ber Art zustehen, wie solches im §. 79 festgesetzt ist. Bis zum Ablauf jener brei Jahre, insofern bie Organisation nicht schon früher eingetreten senn sollte, verbleiben einer jeden Landschaft in dieser Beziehung biejenigen Rechte, welche ihr bisher zustanden, in so weit solche mit dem gegenwärtigen Staatsgrundgesetze vereindar sind.

Nach beenbigter Organisation ber Provinziallanbschaften ift zu einer Abanberung ber Versaffung und Rechte berselben bie Zustimmung ber betreffenben Lanbschaft erforberlich.

#### §. 78.

Den Provinziallanbschaften verbleiben diejenigen ftanbischen Rechte, welche nicht auf die allgemeine Standeversammlung übergegangen find, und in so weit solche Rechte ben Principien bes gegenwärtigen Staatsgrundgesetes nicht entgegen stehen.

#### 6. 79.

Die Zustimmung ber Provinziallanbschaften soll erforderlich seyn zu allen provinziellen Abgaben und Leistungen und zu dem wesentlichen Inhalte aller lediglich die speciellen Verhältenisse der Provinz betreffenden Provinzialgesetze, in so weit solche nicht allein die Aussührung und Handhabung bestehender Gesetze oder die Erlassung vorübergehender Versügungen bezwecken, oder in Anordnungen der Sicherheits- oder Gesundbeits-Polizei bestehen.

Bei ber Verfundigung folder Provinzialgesete ift bie Bustimmung ber Provinziallanbichaft zu ermahnen.

Diejenigen bestehenden Provinzialgesete, zu deren Erlaffung die Zustimmung der Landschaften erforderlich senn wurde, können nur mit Zustimmung der betreffenden Landschaft aufgehoben, abgeändert oder authentisch interpretirt werden, in so sern deren Ausbedung oder Abanderung nicht Folge verfassungsmäßig erlassener allgemeiner Landesgesetze ist.

#### §. 80.

Die Anträge und Beschlüsse der Provinziallanbschaften burfen niemals die Aussuhrung der für das ganze Königreich bestehenden Gesetze hindern.

#### δ. 81.

Falls Abgaben zu provinziellen Zweden zu veranlagen sind, so soll ber besfallige Beschluß ber Provinziallanbschaft zuvörderst durch das Ministerium zur Kenntniß der allgemeinen Ständeversammlung gebracht werden, damit diese im Stande ist, darüber zu wachen, daß durch dergleichen provinzielle Abzgaben dem allgemeinen Abgabes und Finanzschsteme des Königreichs kein Eintrag geschehe.

Die Art ber Erhebung, Berwendung und Rechnungssfuhrung wird mit ber Provinziallanbschaft regulirt.

# §. 82.

Wenigstens alle brei Jahre soll ein Provinziallandtag in jeber Provinz Statt finden.

# 3meiter Abichnitt.

Bon ber allgemeinen Stanbeverfammlung.

# **δ.** 83.

Die allgemeine Stanbeversammlung ist berufen, die grund= gesehlichen Rechte bes Canbes zu vertreten und bessen bauern= bes Wohl möglichst zu beförbern.

#### 6. 84.

über alle bas ganze Königreich ober ben Bezirk mehrerer Provinziallanbschaften gemeinschaftlich und nicht lediglich specielle Berhältnisse ber Provinzen betreffenden, zur ständischen Berathung gehörenden Gegenstände wird nur mit der allgemeinen Ständeversammlung des Königreichs verhandelt.

#### §. 85.

Gefete, welche bas ganze Königreich ober ben Bezirk mehrerer Provinziallanbschaften betreffen, ohne sich lediglich auf specielle Berhältnisse ber Provinzen zu beschränken, können nur mit Zustimmung ber allgemeinen Ständeversammlung erlassen, aufgehoben, abgeändert ober authentisch interpretirt werben.

Befchließen die Stande Abanderungen bes ihnen vorgestegten Gesehentwurfs, so fann die Landesregierung benselben gang gurudnehmen.

Das Recht ber ståndischen Zustimmung bezieht sich auf ben ganzen wesentlichen Inhalt des Gesehes; dagegen bleibt der Landesregierung überlassen, dasselbe in Übereinstimmung mit den beschlossenen Grundsähen näher zu bearbeiten und zu erlassen.

Im Eingange bes Gesetes ift bie erfolgte verfaffungs= magige Bustimmung ber Stanbe ju erwähnen.

# §. 86.

Die Mitwirkung ber Stånde ist nicht erforberlich zu benjenigen Verfügungen, welche ber König über bas Heer, bessen Formation, Disciplin und ben Dienst überhaupt erläßt.

Die Militair = Aushebungsgesetze, so wie die Rechte und Pslichten ber übrigen Unterthanen in Beziehung auf bas heer und bie auf bessen burgerliche Berhaltniffe bezüglichen Gesetze

können jeboch nur mit Zustimmung ber Stanbe abgeanbert und festgestellt werben.

Militair = Strafgefete find mit ben Stanben zu berathen.

#### §. 87.

Berordnungen, welche jur Vollziehung ober Handhabung bestehender Gesetze erforderlich sind, werden von der Landeszregierung ohne Mitwirkung ber Stande erlassen.

Außerorbentliche ihrer Natur nach ber ftånbischen Zustimmung bedürfenbe, aber burch bas Staatswohl, die Sicherheit bes Landes ober die Erhaltung der ernstlich bebroheten Ordnung dringend gebotene gesetliche Verfügungen, deren Zweck burch die Verzögerung vereitelt werden wurde, gehen von der Landesregierung allein aus.

Solche eilige gesethliche Berfügungen, welche jeboch eine Abanderung im Staatsgrundgesethe nicht enthalten burfen, mussen im Gesammt = Ministerio beschlossen werden, und ift, bag bieses geschehen, in benselben auszubruden.

Auch sind solche ben Stånden zur Mitwirkung bei ihrer nachsten Zusammenkunft vorzulegen; und falls während berselben die versassungsmäßige Bustimmung nicht erfolgt, wieder aufzuheben.

# §. 88.

Gesetzentwurfe gelangen von Seiten ber Regierung an bie Stande; jedoch haben auch biese bas Recht, auf Erlassung neuer ober abandernder Gesetze sowohl überhaupt anzutragen, als zu dem Ende Gesetzentwurfe vorzulegen.

# §. 89.

Alle Gefete und Berordnungen werden vom Könige unter Beobachtung ber in gegenwärtiger Berfaffungburfunde vor-

geschriebenen Form öffentlich verkundigt, und erhalten dadurch für alle Unterthanen unbedingte Berbindlichkeit. Alle Berswaltungsbehörben und Gerichte haben auf beren Erfüllung malten.

Sollten Zweifel barüber entstehen, ob bei einem gehörig vertündigten Gesetze bie verfassungsmäßige Mitwirtung ber Stanbe hinreichend beobachtet sen, so steht es nur biesen zu, Antrage beshalb zu machen.

#### §. 90.

Die allgemeine Stanbeversammlung hat bas Recht, in Beziehung auf alle Lanbesangelegenheiten, insbesondere auf etwaige Mangel ober Migbrauche in der Verwaltung oder der Rechtspflege ihre Bunsche, Vorstellungen und Beschwerden dem Konige oder dem Ministerio vorzutragen. Ein weiteres Gingreisen in die Verwaltung steht derselben nicht zu.

## §. 91.

Die Rechte ber allgemeinen Stanbeversammlung in Beziehung auf ben Staatshaushalt sind in folgendem Capitel naber bestimmt.

## §. 92.

Die allgemeine Standeversammlung wird von den Bersträgen, die der König mit andern Mächten schließt, in Kenntsniß gesetzt, sobald es die Umstände erlauben. Erfordert die Kussührung der Berträge die Bewilligung von Geldmitteln, oder sollen dieselben eine Einwirkung auf die innere Gesetzgebung des Königreichs hervordringen; so bedarf es deshalb der versaffungsmäßigen Nitwirkung der Stände.

## §. 93.

Die allgemeine Standeversammlung befteht aus zwei Cammern, die sich in ihren Rechten und Befugnissen gleich find.

#### §. 94.

Die erfte Cammer foll befteben aus:

- 1) ben Königlichen Prinzen, Gohnen bes Königs, und ben Sauptern ber Rebenlinien ber Königlichen Kamilie,
- 2) bem Herzoge von Arenberg, bem Herzoge von Looz= Corswaaren und bem Fürsten von Bentheim, so lange sie im Besitze ihrer Mediat=Territorien bleiben,
- 3) bem Erblandmarschall bes Konigreichs,
- 4) ben Grafen zu Stolberg-Wernigerobe und zu Stolberg= Stolberg wegen ber Grafichaft Hohnstein,
- 5) bem General = Erbpostmeister Grafen von Platen= Hallermund,
- 6) bem Abte zu Boccum,
- 7) bem Abte von St. Michaelis zu guneburg,
- 8) dem Prasidenten der Bremischen Ritterschaft als Director des Klosters Neuenwalde,
- 9) bem ober ben katholischen Bischofen bes Konigreichs,
- 10) zwei auf bie Dauer bes ganbtags zu ernennenben anges febenen evangelischen Geiftlichen,
- 11) ben von ber Candesherrschaft mit einem perfonlichen erblichen Stimmrechte versehenen Majoratsherren,
- 12) ben auf die Dauer eines jeden gandtags zu ermahlenben Deputirten ber Ritterschaften, namlich: von der Calenberg = Grubenhagenschen Ritterschaft acht, von der guneburgschen sieben,

von ber Bremen= und Berbenichen feche,

von ber Hoya= und Diepholgschen brei,

von ber Donabrudichen Ritterschaft, incl. Meppen und Eingen, funf,

von ber Silbesheimschen Ritterschaft vier,

von der Oftfriefischen (unter Borbehalt einer Bermeh= rung der Bahl, wenn eine verhaltnismäßige Ber= mehrung der Mitglieder der Ritterschaft sich ergeben follte) zwei,

13) vier Mitgliebern, welche ber Konig ernennt. Eins bieser Mitglieber wird auf Lebenszeit, die brei andern aber werben auf bie Dauer bes Landtags ernannt.

#### §. 95.

Ein personliches erbliches Stimmrecht wird ber König nur solchen Majoratsherren verleihen die ein Majorat errichtet haben, welches aus einem im Königreiche belegenen Rittersiße nebst anderm ebenfalls im Lande belegenen Grundvermögen besteht, und nach Abzug der Zinsen der auf demselben etwa haftenden hypothekarischen Schulden und der sonstigen sortwährenden Lasten, wenigstens 6000 Athlir. reiner jährlicher Einkunste gewährt. Sobald eine stärkere Beschwerung des Majorats eintritt, ruht einstweilen das erbliche Stimmrecht des Besishers.

## §. 96.

Das Recht ber Beilegung einer erblichen Birilstimme steht unter ben verfassungsmäßigen Bebingungen bem Könige ohne Rudsicht auf die Bahl ber bereits vorhandenen und abgesehen von einer sich ereignenden Erlebigung zu jeder Beit zu.

Die Errichtung bes Majorats giebt kein Recht auf bie Beilegung einer Virilstimme, sondern ist lediglich die Bedinsgung, ohne deren Erfüllung die Beilegung eines erblichen Stimmrechts nicht Statt sinden kann.

Übrigens soll behuf Erleichterung ber Stiftung von Masjoraten die Untheilbarkeit und die Erbfolge nach dem Rechte der Erstgeburt bei Verleihung von eröffneten Lehnen festgesgesetzt und bei bereits verliehenen Lehnen auf den Antrag der

Bafallen genehmigt werben, soweit nicht bereits erworbene Rechte britter Personen entgegen stehen.

#### δ. 97.

Bei der Auswahl der §. 94 No 13. bezeichneten von dem Könige zu ernennenden Mitglieder tritt zwar keine Besschränkung durch Rang, Geburt und Vermögen ein. Sie mussen jedoch die in den §§. 102 — 105 vorgeschriedenen Qualificationen besitzen.

#### §. 98.

Die zweite Cammer soll bestehen aus folgenden auf bie Dauer bes Landtages zu erwählenden Deputirten:

- 1) brei Deputirten ber Stifter St. Bonifacii zu hameln, Cosmae et Damiani zu Wunftorf, St. Alexandri zu Einbeck, Beatae Mariae Virginis baselbst, bes Stifts Barbowiek und bes Stifts Ramelsloh, welche von diesen Stiftern unter Zuziehung von höhern Geistlichen und Predigern aus der Zahl der protestantischen Geistlichen oder solcher Manner, welche dem höhern Schulwesen im Königreiche angehören, in der Maße zu erwählen sind, daß sich wenigstens zwei ordinirte protestantische Geistliche unter benselben befinden,
- 2) brei Mitglieber, welche ber Konig wegen bes allgemei= 'nen Klosterfonds ernennt,
- 3) einem Deputirten ber Universitat Gottingen,
- 4) zwei von den evangelischen Königlichen Consistorien zu erwählenden Deputirten,
- 5) einem Deputirten bes Domcapitels zu Silbesheim,
- 6) aus sieben und breißig Deputirten nachfolgender Stadte und Fleden, namlich:

zwei Deputirten ber Resibenastadt Hannover,

```
einem Deputirten ber Stadt Gottingen,
einem Deputirten ber Stadt Northeim,
einem Deputirten ber Stadt Sameln,
einem Deputirten ber Stadt Einbeck,
einem Deputirten ber Stabt Offerobe,
einem Deputirten ber Stadt Duberftabt,
einem Deputirten ber Stabte Moringen, Uslar, Bar-
   begfen, Dransfeld und Bedemunben,
einem Deputirten ber Stadt Munben,
einem Deputirten ber Stabte Munber, Pattensen, Reu-
   stadt am Rubenberge, Springe, Bunftorf, Elbagsen,
   Bobenwerber und Rehburg,
einem Deputirten ber Stabte Clausthal und Bellerfelb,
einem Deputirten ber übrigen funf Bergstabte, ein=
   schließlich Herzberg, Elbingerobe und Lauterberg,
einem Deputirten ber Stadt guneburg,
einem Deputirten ber Stadt Ulgen,
einem Deputirten ber Stadt Celle,
einem Deputirten ber Stadt Barburg.
einem Deputirten ber Stabte Buchow, Dannenberg und
   Digader,
einem Deputirten ber Stabte Goltau, Balbrobe, Burg-
   borf und Gifborn,
einem Deputirten ber Stabt Stabe,
einem Deputirten ber Stabt Burtehube,
einem Deputirten ber Stadt Berben.
einem Deputirten ber Stadt Nienburg,
einem Deputirten ber Hopaischen Rleden,
einem Deputirten ber Diepholzschen Alecken,
einem Deputirten bet Stabt Donabrud.
```

einem Deputirten ber Stabte Quatenbrud und Furftenau und bes Fledens Delle,

einem Deputirten ber Stabte Meppen, Lingen und Safelunne,

einem Deputirten ber Stabt Goslar,

einem Deputirten ber Stabt Bilbesheim,

einem Deputirten ber Stabte Alfelb, Peine und Bodenem,

einem Deputirten ber Stabte Eige, Gronau, Sarftebt und Daffel,

einem Deputirten ber Stabt Emben,

einem Deputirten ber Stabte Aurich und Efens,

einem Deputirten ber Stadt Norben,

einem Deputirten ber Stabt Leer,

einem Deputirten ber Stabte Schuttorf, Rordhorn und Reuenhaus und bes Fledens Bentheim;

7) aus acht und breißig Deputirten ber sammtlichen Grunds besither aus ben unter NG 6 nicht aufgeführten Stadten und Fleden, aus den Freien und aus dem Bauernstande, namlich:

von ben Fürstenthumern Calenberg, Gottingen und Grubenhagen funf,

von ber Graffchaft Sohnftein einem,

von bem Furftenthume Luneburg funf,

von ben Bremischen Marschen funf,

von ber Bremischen Geest und bem Bergogthume Berben brei,

vom Lande habeln mit Ginschluß ber Stadt Otterns borf zwei,

von ben Grafschaften Hopa und Diepholz brei, von bem Kurftenthume Donabrud brei,

von dem Herzogthume Arenberg = Meppen und der Nies dergrafschaft Lingen zwei, von dem Fürstenthume Hildesheim drei, von dem Fürstenthume Ofifriesland fünf, von der Grafschaft Bentheim einem.

#### §. 99.

Sowohl die von den Ritterschaften, als die von den übrigen Grundbesitzern zu mahlenden Deputirten muffen selbst Grundbesitzer in der Provinz seyn, aus welcher sie gewählt werden.

Dagegen sind die übrigen Corporationen in der Bahl ihrer Deputirten nicht auf Mitglieder aus ihrer Mitte beschrankt.

## §. 100

Die Deputirten ber Ritterschaften mussen aus im Königreiche belegenem Grundvermögen ein reines Einkommen besitzen,
welches nach Abzug ber Zinsen ber auf bemselben etwa haftenben hypothekarischen Schulden und ber sonstigen fortwährenden Lasten jährlich sechshundert Thaler beträgt. Bei den Deputirten
ber übrigen Grundbesitzer ist ein solches reines Einkommen von 300 Athlir. erforderlich, welches entweder ererbt, oder aber minbestens Ein Jahr vor der Wahl erworben seyn muß.

Die übrigen Deputirten mussen ein solches reines Einkommen von dreihundert Thalern, sep es von ländlichem und städtischem Grundbesitze oder im Lande radicirten Capitalien haben, oder eine jährliche Diensteinnahme von 800 Athlr. oder als Gemeindebeamte von 400 Athlr. genießen, oder aus ihrer Wissenschaft, ihrer Kunst oder ihrem Gewerde ein jähr-liches Einkommen von 1000 Athlr. beziehen, und solches schon drei Jahre vor ihrem Eintritte in die allgemeine Ständever-sammlung genossen baben. Die Bahl ber stadtischen Deputirten geschieht nach absoluter Stimmenmehrheit gemeinschaftlich burch die Magistratsmitglieder, Burgervorsteher und Bahlmanner, die hiezu nach Maßgabe der Versassung jeder Stadt aus den zu Burgervorstebern qualificirten Burgern besonders erwählt werden.

Mehrere Stabte, welche zusammen einen Deputirten absfenden, mahlen gleichfalls nach absoluter Stimmenmehrheit entsweber nach einem turnus, wenn nicht mehr als brei concurriren, ober gemeinschaftlich nach einem Regulative.

Die Bahl ber Deputirten ber nicht zu ben Ritterschaften gehörenben Grundbesitzer, geschieht durch absolute Stimmen= mehrheit von Wahlmannern, welche durch die Bevollmächtigten der Gemeinden gewählt werden.

Die nahern Bestimmungen über biese Bahlen und bie Bahlen ber übrigen Corporationen sollen mit Rücksicht auf die verschiedenen provinziellen Verhaltnisse, unter Mitwirtung ber Stande, burch ein Gesetz festgestellt werben.

# §. 102.

Die Mitglieder beiber Cammern muffen einer ber im Ronigreiche anerkannten christlichen Kirchen zugethan fenn, und bas 25ste Lebensjahr zurudgelegt haben.

# §. 103.

Wer wegen eines Criminalverbrechens entweder bestraft ist ober vor Gericht gestanden hat, ohne daß er von der Besschuldigung vollig losgesprochen worden, kann nicht Mitglied der Standeversammlung senn. Ausnahmsweise kann der Lanzbesherr bei nicht entehrenden Berbrechen die dergestallt verslorne Fähigkeit, Mitglied letzterer zu senn, wiederherstellen.

#### §. 104.

Personen, über beren Bermögen unter ihrer Verwaltung ein Concurs ausgebrochen ist, können vor Befriedigung ihrer Gläubiger weber zu Mitgliedern der Ständeversammlung ge-wählt werden, noch wenn sie zur Zeit des Ausbruchs des Concurses Mitglieder sind, in derselben verbleiben. Diejenigen Grundeigenthumer aber, welche den Concurs von ihren Vorfahren überkommen haben, können in so fern als Mitglieder der allgemeinen Ständeversammlung zugelassen werden, als sie übrigens dazu qualisieirt sind, und namentlich das vorbestimmte Einkommen besigen, wozu auch die von ihnen zu beziehende Competenz gerechnet werden soll.

## §. 105.

Mitglieber ber allgemeinen Ståndeversammlung konnen nur solche Personen seyn, welche ihren Wohnsit im Königereiche haben und sich nicht im activen Dienste eines fremben Lanbesherrn besinden.

Ausgenommen hiervon sind

- 1) Die Prinzen bes Koniglichen Saufes und bie Stans besherrn,
- 2) biejenigen, welche in ben Herzoglich Braunschweige Wolfenbuttelschen Landen ihren Wohnsit haben und baselbst in Staatsbiensten stehen, so lange hierunter bas Reciprocum beobachtet wird.

# δ. 106.

Die Wahlcorporationen haben sich von bem Borhandensenn ber in ben §. 99. 100 und 102 bis incl. 105 vorgeschriebenen Qualificationen bei ben zu erwählenden Deputirten gebührend zu überzeugen.

# §. 107.

Sammtliche Mitglieber ber Stanbeversammlung haben

sich als Reprafentanten bes ganzen Königreichs anzusehen, und burfen sich nicht burch eine bestimmte Instruction bes Standes ober ber Gemeinde, von benen sie gewählt find, binden lassen.

## §. 108.

Sebes Mitglieb hat das Recht, für seine Person eine vollgultige Stimme abzugeben, kann solche aber nicht auf ein anberes Mitglied übertragen.

Die §. 94. unter No 2 und 4 aufgeführten Mitglieder der ersten Cammer können sich durch dazu von ihnen bevolls mächtigte Agnaten ihres Hauses, der Erblandmarschall des Königreichs, der Generals Erbposimeister Graf von Platensallermund und die Majoratsherrn durch ihre vollsährigen ältesten Söhne die nach §. 94. No 10 vom Landesherrn zu ernennenden angesehenen Geistlichen durch gleichzeitig zu des zeichnende Substituten und die katholischen Bischöfe des Königereichs im Falle der Behinderung durch ein Mitglied ihres Domscapitels vertreten lassen. Sedoch kann der Erblandmarschall die ihm in dieser Eigenschaft zustehenden Functionen auf keinen Andern übertragen.

Im Falle ber Minberjährigkeit werben bie hier benannten erblichen Mitglieber ber ersten Cammer burch ihre Bormunber vertreten, sofern bie Lettern bem Mannsstamme ber Familie angehoren.

# §. 109.

Jebe Außerung eines Mitgliebes in ber Bersammlung über stänbische Angelegenheiten soll immer bie gunstigste Auselegung erhalten.

#### §. 110.

Kein Mitglieb foll wegen einer in ber Bersammlung ges schebenen Außerung gerichtlich in Anspruch genommen werben,

vielmehr die Cammer der alleinige Richter über die Außerunsgen der Mitglieder sehn. Ausgenommen ist jedoch der Fall, wenn ein Mitglied sich Außerungen erlauben sollte, welche hochverrätherischen Inhalts sind.

Außerbem versteht es sich von felbft, baß, wenn beleibi= gende Außerungen ober schwere Beschuldigungen gegen irgend ein Individuum vorgebracht werben follten, dem Beleidigten ber Beg Rechtens nicht versperrt werben kann.

### §. 111.

Kein Mitglied soll während ber Dauer der Landtagsversfammlung mit personlichen Arrest belegt werden, es sen benn, daß die Gerichte in dem Falle eines schweren Criminalversbrechens eine schleunige Verhaftung nothwendig sinden sollten, welcher Fall jedoch den Cammern ohne Ausschub anzuzeigen ist.

#### §. 112.

Die Ständeversammlung steht mit Ausnahme des im §. 152 des achten Capitels erwähnten Falles mit keiner andern Landesbehorde, als dem Ministerio in unmittelbarer Geschäftsverbindung, und kann Erwiederungen und Anträge nur an den König, an dessen Stellvertreter oder an das Ministerium gelangen lassen und auch nur an diese Deputationen absenden. Zedoch hat die Ständeversammlung das Recht, auf an sie gerichtete Vorstellungen Beschlüsse zu sassen und den Bittstellern von solchen Beschlüssen durch Protocollauszug Kenntniß zu geben.

#### 6. 113.

Alle Antrage, welche vom Konige ober bem Ministerio an die Stande ergehen, sollen jederzeit an die gesammte allgemeine Standeversammlung gerichtet werben, so wie auch um=

gekehrt Erwiederungen und Antrage nur von beiben Cammern gemeinschaftlich ausgeben tonnen.

#### 6. 114.

Die Landesregierung hat das Recht, Commissarien abzus ordnen, welche den Sitzungen der Ständeversammlung, jedoch als solche ohne Stimmrecht beiwohnen und an den Berathsschlagungen Theil nehmen können.

#### §. 115.

Die Cammern haben bas Recht, unter bem im Regle= ment enthaltenen Bestimmungen und Ausnahmen zu ihren Sigungen und Verhandlungen Buhorer zuzulassen.

#### δ. 116.

Die Dauer eines Lanbtags ist auf sechs Jahre festgesetzt. Seboch hangt es von bem Könige ab, die Versammlung auch früher zu jeder Beit aufzulösen und eine neue anzusetzen, auch zum Behufe derselben neue Wahlen von Deputirten auszuschreiben.

# §. 117.

Die mit bem Schluffe bes ganbtages abtretenben Depustirten konnen wieber gewählt werben.

# §. 118.

Jedes Jahr foll eine Berfammlung ber allgemeinen Stande gehalten werben.

## §. 119.

Der König ober in bessen Auftrage bas Ministerium köns nen die Ständeversammlung zu jeder Zeit vertagen. Jede Cammer berselben kann sich vertagen, jedoch auf mehr als brei Tage nur unter Genehmigung des Ministerii.

## §. 120.

Der Anfang und ber Schluß ber Sigungen jebes Jahrs

wird von dem Konige, oder in beffen Auftrage, bem Mini= flerio verfügt.

#### §. 121.

Die übrigen Verhältnisse ber allgemeinen Stanbeversamm= lung und ber Mitglieber berselben, bes Erblandmarschalls, ber Präsidenten, Generalspndiken und der Generalsecretarien, die Borschriften über das Verfahren in den Sigungen der Berssammlung und bei Verhandlung der zur Deliberation kommensten Gegenstände find in einem besondern Reglement festgesett.

#### Siebentes Capitel.

# Bon ben Kinanzen.

## §. 122.

Sammtliche zu bem Königlichen Domanio gehörenben Gegenstände, namentlich Schlösser, Garten, Guter, Gefälle, Forsten, Bergwerte, Salinen und Activcapitalien machen das seinem Gesammtbestande nach stets zu erhaltende Krongut aus. Dem Könige und bessen Nachfolgern an der Regierung verbleiben unter den nachfolgenden Bestimmungen alle diejenisgen Rechte, welche dem Landesherrn daran bis dahin zugesstanden haben.

# §. 123.

Das Krongut kann ohne Zustimmung ber Stanbe rechts= gultig nicht verpfandet werden, mit Ausnahme bes im §. 147 bezeichneten Falles einer außerorbentlichen Anleihe.

Beraußerungen ber Subflanz tonnen nur in Folge gefets licher Bestimmungen ober wegen ihrer Rublichfeit eintreten.

Das Aquivalent soll mit bem Krongute wiederum vereinigt und bessen Anlegung ober Berwendung, welche jedoch für die Dauer im Konigreiche geschehen muß, auf eine sichere und einträgliche Art sofort beschafft werden.

über Beranberungen bieser Art soll ber allgemeinen Stanbeversammlung jahrlich eine Nachweisung mitgetheilt werben.

Freiwillige Beräußerungen ganzer Domanialguter ober bebeutenber Forsten burfen nicht ohne vorgängige Einwilligung ber allgemeinen Ständeversammlung geschehen, und es sind sofort gleich einträgliche Gegenstände, vorzugsweise Landguter oder Forsten an beren Stelle zu setzen.

## §. 124.

Die Auffunfte bes gesammten Kronguts sollen ohne Aus= nahme zum Besten bes Lanbes verwandt werben, und zwar

zunachft zur Bezahlung ber Zinsen ber auf bem Doma= nio haftenben Schulben und zum allmähligen Abtrage ber Paffivcapitalien;

ferner zum Unterhalte und ber Hofhaltung bes Konigs, ber Koniginn, so wie ber minberjahrigen Prinzen und Prinzeseinnen, Sohne und Sochter bes Konigs;

sodann zu bem standesmäßigen Auskommen ber verzwitweten Königinn und ber verwitweten Kronprinzessinn, zu den Apanagen und Ausstattungskosten für die Prinzen und Prinzessinnen des Königlichen Hauses, so wie auch zu dem standesmäßigen Auskommen der Witwen der Prinzen des Königslichen Hauses; (vergl. §§. 134 und 135.)

enblich aber ber überreft, so wie bie bisher mit ber Domanialverwaltung vereinigt gewesenen Revenuen ber Regalien zur Bestreitung anderweiter Staatsausgaben.

#### **6.** 125.

Bur Deckung ber für ben Unterhalt und bie Hofhaltung bes Königs, ber Königinn, so wie ber minberjährigen Prinzen und Prinzessinnen, Sohne und Tochter bes Königs erforberslichen Ausgaben bienen

- 1) die Zinsen eines in den Jahren 1784 bis 1790 in den Englischen dreiprocentigen Stocks belegten, aus Revenuen der Königlichen Cammer erwachsenen Capitals von L. Sterl. 600,000, welches Capital unveräußerlich und unzertrennlich mit der Krone vereinigt und vererblich seyn soll;
- 2) bie Domanialguter, so wie die zu dem Domanio gehörenden Zehnten und Forsten bis zu dem Belause eines Netto = Ertrages von 500,000 Athlr. Conventions munze.

Diese Summe kann bei sich vergrößerndem Bedarf mit Zustimmung der allgemeinen Stande des Konigreichs erhoht werden.

# §. 126.

Bu jenem Zwecke wird von bem im §. 122 bezeichneten Krongute ein vom Könige auszuwählender Compler zunächst bestehend aus Grundstücken, Zehnten ober Forsten, deren im Einverständnisse mit den Ständen auszumittelnder Ertrag nach Abzug aller darauf haftenden Ausgaben und Lasten 500,000 Rthlr. beträgt, ausgeschieden und der selbsteigenen Administration vorbehalten.

Dem Könige bleibt bei ber Ausscheidung ber Krondotation bas Recht vorbehalten, einen Theil berselben in Renten ober Baarzahlungen ber Cassen zu bestimmen.

# §. 127.

Sollte ber foldhergestalt fefigestellte Gatercompler burch

Beräußerungen ober Capitalablösungen bemnächst vermindert werden, so muß das aus der Beräußerung oder Ablösung hervorgegangene Capital jederzeit behuf Wiederanlegung desselben nach Vorschrift des §. 123 der Generalcasse überwiesen wersen, und der König behält das Recht, die Dotation nach Seiner Wahl durch andere Gegenstände des Kronguts unter Beobachtung der Bestimmungen des §. 126 ergänzen zu lassen, oder aber die Rente des Capitals als Ergänzung der Krondotation zu nehmen.

### §. 128.

Außerdem bleiben dem Könige und seinen Nachfolgern in der Regierung die Königlichen Schlösser und Garten, die zur Hoshaltung bestimmten Königlichen Gebäude, Ameublements, das Silbergerath nebst dem Silbercapitale und sonstigen Kostsbarkeiten, alle zur Hoshaltung gehörenden Inventarien, die Bibliothet und die Königlichen Jagden im ganzen Umfange des Königreichs vorbehalten, wogegen Derselbe die damit vers bundenen Ausgaben übernimmt.

## §. 129.

Die zur Dotation ber Krone ausgeschiebenen Theile bes Kronguts burfen niemals verpfändet und nur unter Contrassignatur eines verantwortlichen Ministers und unter Beobachstung ber im §. 123 enthaltenen Bestimmungen veräußert werden.

## §. 130.

Die aus der Dotation der Krone zu bestreitenden Ausgaben sind die Kosten der Hosetats, des Marstalls, die Besoldungen und Pensionen der Hosdienerschaft, die Kosten des Hostheaters, die gewöhnliche Unterhaltung der Königlichen Schloffer und Garten und die Koften bes Koniglichen Guels phenorbens.

Dagegen sind unter ben Ausgaben ber Krondotation nicht begriffen die Kosten der Erbauung oder Acquisition und ber ersten Einrichtung Königlicher Schlösser oder ganzer Abtheilungen berselben, vielmehr erfordern dergleichen Kosten, im Fall des Bedurfnisses, auf den Antrag des Königs die Bewillisqung der allgemeinen Ständeversammlung.

#### §. 131.

Sollte ein kunftiger König als Inhaber einer anbern Krone außer Landes residiren, so wird neben der nach dem vorstehenden Paragraphen auf der Einnahme der Krondotation liegenden Ausgabe von den Revenüen derselben jährlich eine Summe von 150,000 Athlr. behuf der Verwendung zu anderweiten Staatsausgaben der Generalcasse überwiesen.

#### §. 132.

Tritt eine Regentschaft ein, so mussen bie mit derselben verbundenen Kosten aus der Krondotation bestritten werden. Dasselbe findet wegen der Kosten einer etwaigen Stellvertretung des Königs Statt.

# §. 133.

Alle aus dem Krongute umd aus den Regalien auftommenden Einnahmen, mit alleiniger Ausnahme der, der unmittelbaren Administration des Königlichen Hauses vorbehaltenen Güter sollen mit den Landesabgaben, Chaussegelbern und Sporteln in eine einzige Generalcasse sließen, aus welcher Casse alle Ausgaben bestritten werden, sosen dieselben nicht aus der Krondotation ruhen.

#### 6. 134.

Für die Erhaltung der Prinzen und Prinzessinnen des Königlichen Hauses aus ebendurtiger, hausgesetzlicher She wersten, wenn es demnächst das Bedurfniß erfordert, namentlich bei eigener Stadlirung und Vermählung, besondere Apanagen, Sinrichtungs und Ausstattungskosten ausgesetzt, deren Betrag auf den Antrag des Königs von der allgemeinen Standeversammlung für einzelne Fälle bewilligt oder durch ein allgemeines Regulativ festgestellt wird.

über bie Art ber Bererbung ber Apanagen auf die Nach- kommen ber Berechtigten wird bas zu erlassende Hausgesetz bie naberen, unter Beirath ber Stande zu treffenden Bestimmungen enthalten.

#### §. 135.

Für das standesmäßige Auskommen der verwitweten Ko= niginn und der verwitweten Kronprinzessinn muß auf den An= trag des Königs und mit Bewilligung der allgemeinen Stan= beversammlung Sorge getragen werden.

Daffelbe foll geschehen bei ben Witwen ber Prinzen bes Roniglichen Sauses, wenn bie bewilligten Upanagen zu beren ftanbesmäßigem Unterhalte nicht hinreichen.

## §. 136.

Das Privatvermögen des Königs, der Königinn, der Prinzen und Prinzessinnen, wohin namentlich auch dasjenige gehört, was aus den ihnen zustehenden Revenüen acquirirt worden, verbleibt nach Maßgabe der Hausgesetz, oder soweit diese darüber nicht entscheiden, der Landesgesetz, der völlig freien Disposition der Berechtigten.

## §. 187.

Über die Berwendung ber zur Dotation ber Krone, zu

Apanagen ober Witthumern ber Mitglieber ber Königlichen Familie ausgesetzten Einnahmen steht ben Ständen keine Constrole irgend einer Art zu. Auch können dieselben rücksichtlich ber Berwaltung ber zur Krondotation ausgeschiedenen Gegenstände, so wie der Resultate dieser Berwaltung keine Controle noch Einwirkung in Anspruch nehmen.

## §. 138.

Das Vermögen ber jetigen Schatullcasse bleibt getrennt, von den Staatscassen und zur ausschließlichen Disposition bes Königs.

## §. 139.

über bie Ausgaben, welche bie Verwaltung bes Lanbes und bessen sonstige aus der Generalcasse zu bestreitenden Beburfnisse erforderlich machen, soll der allgemeinen Standeversammlung jahrlich ein nach den Haupt-Ausgabezweigen aufgestelltes Budget vorgelegt, und mit den nothigen auf Antrag ber Stande zu vervollständigenden Etats und Erläuterungen begleitet werden.

# §. 140.

Die allgemeine Stanbeversammlung hat die Verpflichtung, für die Deckung der für den öffentlichen Dienst nothwendigen Ausgaben in so weit zu sorgen, als sie aus den Einkunften des Kronguts und der Regalien nicht bestritten werden konen. Dagegen steht ihr das Recht zu, das Budget zu prüssen und zu bewilligen.

Der Bebarf für ben Militairetat, bei welchem die Beftimmungen des §. 142 eintreten, und die Grundsätze, welche
bei Bewilligung der in den übrigen Haupt=Ausgabezweigen
begriffenen Gehalte und Pensionen zu befolgen sind, sollen
burch Regulative gemeinschaftlich mit den Ständen sestgestellt

werben. Diese Regulative vienen bis dahin, daß ein Anderes zwischen König und Ständen ausgemacht ist, der ständischen Bewilligung zur Norm, mussen jedoch auf Antrag der allgemeinen Ständeversammlung jederzeit einer Revision unterzogen werden.

Ausgaben, welche auf bestimmten bundes ober landesgesetlichen ober auf privatrechtlichen Verpflichtungen beruhen, darf die allgemeine Ständeversammlung nicht verweigern. Bu solchen Ausgaben werden namentlich auch gerechnet biejenigen Gehalte, Pensionen und Wartegelder, welche der Konig besreits bewilligt hat, oder einstweilen nach den bisherigen Grundschen, demnächst aber nach den mit den Ständen zu vereinderenden Regulativen bewilligen wird.

#### §. 141.

Die Anschläge für die einzelnen Hauptdienstzweige werden bergestallt als ein Sanzes betrachtet, daß die Verwendung und Vertheilung der für jeden Hauptdienstzweig im Ganzen bewilligten Summen der Bestimmung des betreffenden Misnisterial-Departements überlassen wird, insosern die Verwendung nur für diesen Hauptdienstzweig und ohne überschreitung des ganzen Credits in Gemäßheit der mit den Ständen vereindarten Regulative (vergl. §. 140) Statt findet.

## §. 142.

Die Ersparungen, welche bei bem Ausgabe=Etat bes Kriegsministerii gemacht werben, sollen so lange baar in ben Schatz niebergelegt werben, bis die gesammelten Summen die Salfte bes ganzen Militair=Etats erreichen. Übersteigt die Ersparung diesen, Betrag so soll über ben weitern Überschuß mit Einwilligung ber Standeversammlung anderweit bisponirt werben. Die Vorrathe bieses Kriegsschahes sind für die Ausgaben bes Kriegsministerii zu verwenden, sobald lettere die ordentlichen Mittel übersteigen.

#### 6. 143.

Für außerorbentliche während ber Vertagung ber allgemeinen Ständeversammlung eintretende Landesbedürfnisse, welche bei Feststellung des Budgets nicht berücksichtigt werden konnten, und welche gleichwohl (namentlich im Falle eintretender Landescalamitäten, Kriegsrüstungen oder innerer Unruhen) schleunige Maßregeln und Kostenverwendungen erfordern, soll ein in dem jährlichen Budget nicht besonders auszusührender Reservecredit bestehen, welcher fünf Procent des ganzen Auszgabedudgets ausmacht. Die Disposition über diesen Reservezcredit steht dem Gesammtministerio auf dessen Berantwortung zu, die Verwendung aber soll der allgemeinen Ständeversammzlung bei ihrer nächsten Zusammenkunft nachgewiesen werden.

## §. 144.

Gleichzeitig mit bem Anschlage ber Ausgaben soll ber allgemeinen Stanbeversammlung ein Anschlag ber zu beren Bestreitung erforberlichen Einnahmen vorgelegt werben, welche alle oben (§. 133) bezeichneten Einnahmen umfaßt.

## §. 145.

Die dur Bestreitung ber Landesausgaben außer ber Ginnahme von bem Krongut und ben Regalien erforderlichen Steuern und Abgaben bedurfen ber jahrlichen Bewilligung ber allgemeinen Standeversammlung.

In bem jahrlich erforberlichen Ausschreiben soll ber ftans bischen Bewilligung besonders erwähnt werben.

Die Bewilligung ber Steuern barf an keine Bebingung

geknupft werben, die nicht beren Besen ober Berwendung un= mittelbar trifft.

#### δ. 146.

Sollten die von der kandesregierung in Antrag gebrachten, zu den Bedürfnissen des kandes erforderlichen Steuern und Abgaben bei Auslösung einer Ständeversammlung nicht bewilligt seyn, so können die bestehenden Steuern und Abgaben so weit sie nicht zu einem vorübergehenden bereits erreichten Bwede ausgeschrieben worden, noch 6 Monate vom Ablauf der letzten Bewilligungszeit an unverändert fort erhoben und zu dem Ende in Beziehung auf diesen Paragraphen ausgeschrieben werden.

#### §. 147.

Anleihen behuf ber aus ber Generalcasse zu bestreitenben Ausgaben konnen nur nach erfolgter Bewilligung ber allges meinen Stanbeversammlung gemacht werben.

Sollte jedoch wegen außerordentlicher Umstände die ordentliche Einnahme der Casse so bedeutende Ausfälle erleiden, daß
die bewilligten Ausgaben nicht bestritten werden könnten, oder
sollten schleunige Kriegsrüstungen nothwendig werden, der §. 142
sestgesetze Kriegsschatz aber in der erforderlichen Größe nicht
vorhanden senn, oder sollte der oden §. 143 bestimmte Reservecredit benutzt werden mussen und dazu die Vorräthe und Ginnahmen der Cassen nicht hinreichen: so hat der König wenn
die Stände nicht versammelt sind, das Recht, auf den Bericht
des ganzen Ministerii und nach Anhörung des Geheimenrathscollegii zu bestimmen, daß eine Anleihe auf den Credit der
Generalcasse zur Deckung der bewilligten oder aus dem Kriegsschatze zu bestreitenden, oder auf den Reservecredit anzuweisen-

ben Ausgaben, hochstens bis zu bem Belaufe von einer Million Thaler gemacht werden barf.

Insofern Anleiben fur Kriegeruftungen nothig werben, ift ber jebesmalige Bestand bes Kriegeschatzes bavon in Absatzu bringen.

Die Verhanblungen über solche außerorbentliche Anleihen sollen jedoch der allgemeinen Ständeversammlung bei ihrer nachsten Zusammenkunft vorgelegt und derselben nachgewiesen werden, daß die gemachte Anleihe nothwendig gewesen und zum Besten des Landes verwandt ist, und soll der Betrag in die Landesschulben = Etats aufgenommen werden.

#### §. 148.

Die Verwendung der zur Tilgung der Candesschulben ausgesetzten Summen foll unter Mitwirkung von Commissarien ber allgemeinen Standeversammlung geschehen.

Auch sollen biese Commissarien bei Ausstellung von Oblisgationen über Landesschulden zu dem Zwecke zugezogen werden, um zu constatiren, daß bei Eingehung der Anleihe, deren vollskändige Bedingungen ihnen mitzutheilen sind, die versassungsmäßigen Zuständigkeiten nicht überschritten worden.

#### §. 149.

Die Rechnungen ber Generalcasse und aller dazu gehörens ben Rebencassen sollen ber allgemeinen Ständeversammlung zur Einsicht vorgelegt werben. Diese hat alsdann aus ihrer Mitte eine Commission zu erwählen, welche diese Rechnungen zu prüsen und der allemeinen Ständeversammlung darüber Bericht zu erstatten hat, ob die Einnahmen gehörig erhoben und zu keinen andern Zwecken, als den Ausgaben, zu benen sie bestimmt worden, verwandt sind. Bu diesem Zwecke sollen ber Commission bie etwa erforderlichen Erlauterungen und bie Belege auf Begehren mitgetheilt werben.

Auch hat die allgemeine Ständeversammlung das Recht, zur Prüfung der Rechnungen Commissarien auf Lebenszeit zu ernennen, die sodann als solche in der Cammer, welche sie erwählt hat, Sit und Stimme haben.

Ausgaben zu geheimen Verhandlungen, rudfichtlich beren eine Nachforschung von Seiten ber Stånbe nicht Statt finden barf, können nicht anders in Rechnung gebracht werden, als wenn diese Ausgaben durch eine von dem Könige und sämmt-lichen Mitgliedern des Ministerii zu unterzeichnende Berfügung als zu Landeszwecken nothwendig bezeichnet werden.

#### Athtes Capitel.

Won den oberen Landesbehörden und der Staatsbienerschaft.

### §. 150.

Die oberste Leitung ber Regierung unter bem Konige und bessen etwaigem Stellvertreter wird vom dem Ministerio mahr= genommen, bessen Mitglieder ber Konig nach eigener Wahl ernennt, und nach Gefallen entlassen kann.

Für die einzelnen Berwaltungszweige bestehen Ministerials Departements.

## §. 151.

Alle vom Könige, ober beffen Stellvertreter ausgehenden Verfügungen bedürfen zu ihrer Gultigkeit ber Contrasignatur bes Ministers ober Borstandes bes betreffenden Ministerials Departements.

Jeber Minister oder Borstand eines Ministerial = Departe= ments ist aber bem Könige und dem Lande dafür verantwort= lich, daß keine von ihm contrasignirte, ausgegangene oder un= terschriebene Verfügung eine Berletzung des Staats=Grundge= seines enthalte.

Die allgemeine Standeversammlung ist befugt, diese Berantwortlichkeit durch Beschwerde, außerdem aber wegen absichtlicher Berletzung des Staats-Grundgesetzes mittelst einer formlichen Anklage gegen den Minister oder Borstand eines Ministerial-Departements geltend zu machen.

#### §. 152.

Bur Untersuchung und Entscheidung über eine solche form= liche Anklage ist ausschließlich das Ober = Appellationsgericht in Plenarversammlung competent.

Die Ständeversammlung muß dem Könige vier Wochen vor Anstellung der Anklage von derselben Anzeige machen. Die Anklage selbst wird von Seiten der Stände unmittelbar an das Gericht gebracht. Der König verspricht, eine von der Ständeversammlung beschlossene Anklage nie zu bindern.

Die Entscheibung bes Gerichts kann nur bahin gehen, bag ber Angeschulbigte ber absichtlichen Berletzung bes Staats-Grundgesetzes, beren er angeklagt worden, schuldig sey ober nicht. Im erstern Falle ist er durch den Ausspruch bes Gezrichts von selbst seiner Stelle verlustig, und kann auch in einem anderen Amte nicht wieder angestellt werden.

Gegen die Entscheidung bes Gerichts in solchen Fällen finden überall keine Rechtsmittel Statt; auch find die Abolition und die Begnadigung ganglich ausgeschlossen.

Die Urtheile über solche Anklagen werben mit ihren Entscheibungsgrunden burch ben Druck offentlich bekannt gemacht. Sinsichtlich ber gemeinrechtlichen Folgen behalt es bei ber orbentlichen Rechts- und Gerichtsverfassung sein Bewenben.

#### §. 153.

Alle in Abwesenheit des Königs, so wie des Stellvertreters Desselben im Namen und Auftrage des Königs von den anwesenden Mitgliedern des Ministerii unterzeichneten Aussertigungen haben die Kraft der vom Könige selbst vollzogenenen Verfügungen.

#### §. 154.

Bur Berathung wichtiger Landesangelegenheiten, insbefondere ber zu erlaffenden Gesetze und Berordnungen, wie auch
ber Entlaffung von Civil = Staatsbienern, nach Rafgabe ber Bestimmungen bes §. 163 soll ein Geheimerathscollegium bestehen, welches aus ben Mitgliedern bes Ministerii und andern bazu berusenen Personen zusammen gesetzt ist.

Dasselbe hat in der Regel eine bloß berathende Stimme. Eine Entscheidung steht bemselben nur dann zu, wenn eine Competenzstreitigkeit zwischen den Berwaltungsbehorben und Gerichten (§. 156) vorliegt.

Die Eroffnung ber Entscheibung erfolgt burch bas Ministerium.

## §. 155.

Die rein militairischen Angelegenheiten, insbesondere die innere Organisation ber Armee und die Anstellung und Ent-lassung der Officiere gehen vom Könige aus, ohne daß es dabei der Dazwischenkunft bes Ministerii bedarf.

Bei Reduction ber Armee und bei Transsocationen ber Officiere finden bie Bestimmungen bes §. 162 Anwendung.

Bur Aufrechterhaltung ber innern Ruhe und Sicherheit, so wie zur Bollziehung und Aufrechterhaltung ber von ben Civilbeborben ergangenen Berfügungen fann bie Militairgewalt nur

auf ausbrudliche Requisition ber competenten Sivilbehorbe einsichreiten. Die von biesem Grundsate eintretenden gesetzlichen Ausnahmen sollen in dem, nach Capitel III. §. 34 über bas Bersahren bei Störung ber öffentlichen Ruhe zu erlaffenden Gesetze naher bestimmt werden, bis zu bessen Erscheinen es bei den bisherigen Bestimmungen sein Bewenden behalt.

#### §. 156.

Die Gerichte sind in ben Grenzen ihrer Competenz un- abhangig.

Entstehen Zweisel barüber, ob eine Sache zur gerichtlichen Entscheidung geeignet sen, ober zur Competenz ber Bermaltungsbehörden gehöre, und können sich diese mit den Gerichten nicht barüber vereinigen; so sollen biese Zweisel, nachdem die Gründe der Gerichte und der Berwaltungsbehörden gehörig dargelegt worden, durch eine zu diesem Zwecke besonders zu bilbende Section des Geheimenrathscollegii discutirt und entschieden werden. Diese Section soll aus einer unveränderlichen Anzahl dauernd, und zwar zur Hälfte aus den höhern Lustiglieder bestehen.

## §. 157.

Die Ernennung und Entlassung ber Staatsbeamten gehört, unter Vorbehalt ber verfassungsmäßigen Bestimmungen, zu den Rechten des Königs, und wird entweder von Demselben unmittelbar oder durch die landesherrlichen Behörden ausgeübt.

Die Rechte einzelner Berechtigten ober Corporationen auf Ernennung ober Prafentation von Beamten werben hierburch nicht geanbert.

#### §. 158.

Bei Befetung aller Staatsamter foll, in fofern nicht bei einzelnen Dienststellen eine ausbruckliche gesetlich bestimmte

#### §. 165.

Reinem Civil-Staatsbiener kann bie nachgesuchte Entlaffung versagt werben; jedoch muß er sich vor seinem wirklichen Austritte aus dem Dienste auf Berlangen seiner vorgesetzten Behörde aller ihm beshalb obliegenden Verbindlichkeiten vollständig entledigen.

## S dy l u ß.

Alle bem gegenwärtigen Staats = Grundgesete entgegenste= henden Gesete und Einrichtungen werden hiemit aufgehoben und außer Kraft gesetht, und es soll bagegen bies Geseth überall zur Anwendung kommen.

Abanderungen besselben konnen nur in Übereinstimmung bes Konigs und ber allgemeinen Standeversammlung bes Konigreichs getroffen und nur in Folge eines, auf zwei nach eine ander folgenden Diaten gefaßten gleichmäßigen Beschlusses angeordnet werben.

Auch ift zu solchen Beränderungen, mogen fie von der Regierung oder von den Standen in Antrag gebracht werden, jederzeit erforderlich, daß in jeder Cammer der Standeversamm= lung wenigstens die Anzahl von drei Biertel der zum regel= mäßigen Erscheinen verpflichteten Mitglieder anwesend ist, und wenigstens zwei Drittel der Anwesenden für die Beränderung stimmen.

Vorstehendes Grundgeset soll burch die erfte Abtheilung ber Gesetsammlung bekannt gemacht werben.

Gegeben Binbfor = Caftle, ben 26. September bes 1833ften Jahrs, Unfers Reichs im Bierten.

## William R.

L. v. Ompteda.

10 Molitice 3.

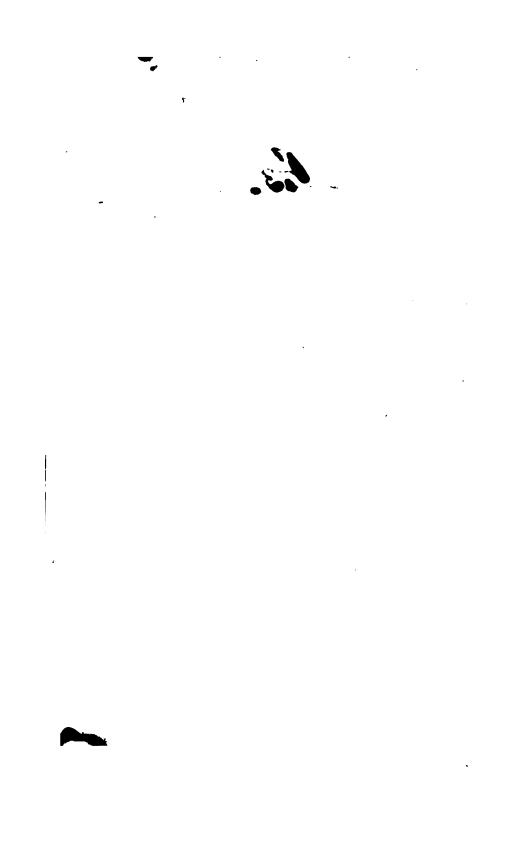
13.



Un

# meine Wähler

Dr. C. G. Rries



#### Meine Berren!

Dbschon ich im Laufe des Sommers mich perfönlich in Ihrer Mitte zu befinden hoffe, benute ich doch gern die mir nach dem Schluffe der Session gewordene Muße um mich auch schriftlich und in einer etwas aussührlicheren Darstellung an Sie zu wenden.

Bei den Schwierigkeiten und Gefahren, welche die Befestigung und Entwickelung unserer politischen Berhältnisse erschweren und bedrohen, und der Kurze der Zeit, seit welcher ich in eine näbere Berbindung zu Ihnen getreten bin, glaube ich keine Gelegenheit vorübergehen lassen zu durfen, um Ihnen über meine Ansichten nähere Auskunft zu geben und durch Offenheit eine dauernde Grundlage für Ihr Bertrauen zu gewinnen.

Ich beabsichtige in ben nachfolgenden Zeilen mich über mein Berhältniß zu ben verschiedenen Parteien in der Zweiten Kammer, die leitenden Grundsate bei meinen Abstimmungen, und über meine Auffassung von der Aufgabe der Kammer und der Abgeordneten im Allgemeinen auszusprechen.

Der Versuch auf einzelne Gegenstände der Gesetzebung, sei es so eben erledigte, sei es in der kommenden Session zu behandelnde, hier einzugehen, wurde den Umfang dieses Schreibens ungebührlich ausgedehnt haben. Es werden andere Veranlassungen sich darbieten, um mich auch über die besonderen Fragen der Gesezgebung auszusprechen, denen ich meine nähere Ausmerksamkeit widsmen kann.

Geschrieben am 7. Juni 1851.

Dr. C. G. Rries.

: . -

## Meine Stellung zur Opposition.

Als die Kammern gegen das Ende des Monats November v. J. zusammentraten, waren die Fragen der auswärtigen Politik mit einer Heftigkeit und alles andere überwältigenden Bedeutung in den Bordergrund getreten, wie ich das bei meinem Abschiede von Ihnen nicht voraussehen konnte.

Es handelte sich darum, ob die bisherigen Bahnen namentlich ber deutschen Politik selbst auf die Gefahr eines Krieges hin serner eingehalten, oder ganzlich verlaffen werden sollten, und wie letteres zu bewerkstelligen sei.

Um das Benehmen der Kammern hierbei nicht, wie es meines Erachtens von verschiedenen Seiten geschehen ist, ungerecht zu beurtheilen, wird es zweckmäßig sein daran zu erinnern, daß damals sehr allgemein, nicht nur von der öffentlichen Meinung wie sich dieselbe in Privatkreisen und in der Presse aussprach, sondern auch in den höchsten Organen der Verwaltung die Erwartung geshegt wurde, die Kammern würden und sollten bei der zu tressenden Wahl eine entscheidende Stimme abgeben. Das Ministerium selbst hatte meines Dasürhaltens diese Ansicht, wenn nicht hervorgerusen so doch bestärtt und bestätigt, theils durch die Berusung der Kammern in den Tagen der Entscheidung und durch den Inhalt der Thronrede, theils und vor allem durch den in seinem eignen Schoose über die brennenden Fragen bestehenden, öffentlich besproschenen, Zwiespalt.

Es war nur die natürliche Folge dieser angedeuteten Bershältnisse, daß die Kammern selbst sich für berusen hielten durch ihr Botum die Entscheidung darüber herbeizusühren, welche der im Ministerium vorhandenen Parteien den Plaz behaupten sollte. Wenn in dieser Beziehung zuerst an der höchsten Stelle, dann allmälig auch in der öffentlichen Meinung andere Ansichten Gelztung gewonnen haben, und wie ich glaube mit Recht, so wird man dessenungeachtet bei sedem Urtheil, über die Kammern so wie über einzelne Mitglieder, wohl zu erwägen haben, einen wie mächztigen Einsluß die notorischen Gegensäte in den höchsten Kreisen

77

bes Staatslebens neben ber allgemeinen Aufregung auf bie Auffaffung ihres Berufes bei ben Kammern bamals üben mußten.

Kür mich enthielt der Umstand, daß die deutsche Politik des Kabinets, oder die Frage, ob die Union noch zu retten sei, zuerst zur Erwägung stand, den Grund, daß ich mich den Versammlungen der Männer anschloß, mit welchen ich in Erfurt das gleiche Ziel verfolgt hatte. Es geschah dies indeß mit dem ausdrücklichen Vorbehalt mich dadurch zu keinem Votum zu verpslichten, so wie in der Erwartung, daß die in Erfurt bewirkte Vereinigung der sogenannten Gothaer Partei mit der des Centrums auch hier sortsbestehen oder gelingen würde.

Diese lettere Boraussetzung erwies sich indes balb als irrig, aus Gründen, die auch mir sehr bald die Einsicht gewährten, daß auf den Banken der Linken mein Blat nicht sci.

Ich fand und finde mich mit den Mannern, welche als Führer unserer Opposition bezeichnet werden können, und unter welchen
ich die Herren v. Binde, v. Bederath, Beseler und Simfon nenne, abgesehen von einzelnen Fragen, in Beziehung auf
zwei Gegenstände in einem prinzipiellen und daher nicht zu vermittelnden Gegensaße.

Der eine dieser Gegenstände war die Art und Weise, wie die deutsche Frage zu behandeln sei; der andere betrifft die Auffassung über die gegenwärtige Stellung der Zweiten Kammer überhaupt, oder die Frage über die parlamentarische Regierung.

In Beziehung auf die deutsche Frage war ich von jeher und bin ich heute noch der Meinung, daß Breußen das Schwert nur ziehen durfe zur Aufrechthaltung und Bertheidigung gültiger Berträge, aber nicht um sich eine wenn auch vielleicht sehr wunschenswerthe Stellung in Deutschland zu erobern.

Ob nun der Unionsvertrag nach allen Seiten hin noch so verbindlich und rechtskräftig sei, daß die Aufrechterhaltung desselben mit den Wassen versucht werden durfe, war mir schon seit dem Fürstencongresse in Berlin (im Mai v. J.) sehr zweiselhaft gewor- den. Biele spätere Schritte und Erklärungen des preußischen Kasbinets hatten nicht dazu gedient denselben zu befestigen. Ich hatte mich daher schon am Tage meiner Wahl (d. i. am 31. Octbr. v. J.)

gegen Sie, meine Herren, bahin ausgesprochen, baß ich nicht wiffe, ob bie Union noch wurde aufrecht zu erhalten sein.

Noch viel weniger konnte ich die von einigen Mitgliedern ber Opposition geäußerte Ansicht theilen, daß nach Ausbruch des Krieges Preußen berechtigt sein würde eine andere, ihm günstigere Stellung in Deutschland in Anspruch zu nehmen und mit den Wassen zu behaupten. Vielmehr besestigte die Wahrnehmung — wie getheilt die Ansichten über das zu verfolgende Ziel beim Aussbruch des Krieges schon bei uns in Preußen sein würden — bei mir nur die gegen Sie am Tage meiner Wahl bereits ausgesproschene Ueberzeugung, daß ein Krieg mit Desterreich das Verderben Deutschlands sein und die Schrecken des breißigiährigen Krieges erneuern würde.

Auch in ber Schleswig-Holfteinschen Angelegenheit konnte ich mich ben Ansichten ber Führer unfrer Opposition nicht anschließen, ber Ansicht nämlich, daß Preußen die Pflicht habe die Rechte und Interessen ber Schleswig-Holfteiner für sich allein mit bem Schwerte burchzuführen. 3ch habe ben Beginn bes Krieges mit Danemark ftets als bas größte Unglud, welches Deutschland im Jahre 1848 begegnen fonnte, beflagt, und bas zwar aus feinem anderen Grunde. als weil ich durch die frühere Geschichte Deutschlands belehrt morben bin, daß feine Berfuche ju einer befferen Gestaltung feiner inneren Verhältniffe zu gelangen, von je vorzüglich beswegen ge= scheitert sind, weil es fich gleichzeitig in Streitigkeiten mit auswar= tigen Mächten einließ. Die Regelung der Verhältnisse Schleswigs fann von keinem Standvunkte aus für eine rein beutsche Angelegenheit angesehen werden; daß diese mit den Waffen versucht wurde und in vieler Beziehung zur Vorbedingung für die Regelung ber beutschen Verfassungeverhältniffe warb, hat vorzüglich veranlaßt, daß alle europäischen Großmächte ben Bestrebungen Breußens zulest feindlich entgegentraten. Gleichzeitig in Deutschland gegen Defter= reich eine neue Stellung zu behaupten, und gegen alle Großmächte Schleswigs wegen Rrieg ju führen, erschien mir ftets als eine bie Rrafte Breußens überfteigende Aufgabe. Gine Erncucrung bes Rrieges mit Danemark von Seiten Breußens allein wurde ich baber, ohne mit dieser Ansicht irgend ein Urtheil über die Rechts=

verhältniffe aussprechen zu wollen, und felbst unter Boraussetzung eines ganz klaren Rechts, stets für einen politischen Fehler gehalten haben, welcher den Erfolg der Bemühungen Preußens für die Bereinigung Deutschlands unter allen Umständen hätte unmöglich machen mussen.

Aus diesen Grunden konnte ich mich keiner der Antworts= Addressen, welche damals auch von der Centrumspartei im kriege= rischen Sinne entworfen wurden, anschließen, zumal ich mein Bo= tum jedenfalls erst abgeben wollte, nachdem ich die Rathe der Krone selbst gehört.

Die Vertagung ber Kammern schnitt im vorigen Jahre bie Gelegenheit bazu überhaupt ab. Nach ihrem Wiederzusammentritt im Januar dieses Jahres konnte ein Votum der Kammern jedensfalls den Sinn nicht mehr haben die Union noch aufrecht zu ershalten; mein Verhalten hierbei bestimmte sich nach anderen Rücksten, nämlich nach meiner Auffassung von der Stellung der Zweisten Kammer dem Ministerium gegenüber im Allgemeinen.

Dies führt mich auf ben zweiten und bleibenden Gegenfat meiner Ansichten zu benen ber Führer der Opposition.

Die vorbenannten Männer betrachten es als einen Fundamentalsat der constituellen Monarchie, daß das jedesmalige Ministerium die Mehrheit der Stimmen in der Zweiten Kammer besitsen und sich daher zurückziehen musse, wenn die Majorität auf eine offene und entschiedene Weise ihre Misbilligung über die ministerielle Politif ausspreche. Bon der Ueberzeugung ausgehend, daß der Kücktritt des gegenwärtigen Cabinets wünschenswerth sei, und die versassungsmäßige Folge eines Mistrauensvotums sein musse, insosern nicht zu einer Aussösung der Kammern geschritten werde, haben sie sich verpslichtet gehalten jede Gelegenheit zu beznuben, um die Kammer zu vermögen ein solches Mistrauensvotum abzugeben.

In diesem Sinne erklärte der Abgeordnete Simson in seiner Rede am 7. Januar bei Wiedereröffnung der Kammer, es für die Pflicht derselben sich entweder billigend oder misbilligend über die Bolitik des Cabinets auszusprechen und bemerkte dabei wörtlich:

"Wenn bas Saus feine Digbilligung ber Regierungspolitif

klar und einsach ausbrückte, bann muß allerdings einer von beiben ben Plat räumen, die gegenwärtige Regierung ober die Kammer. Jeder von diesen beiben Wegen ist gleich versassungsmäßig. Berfassungswidrig ware nur der britte Weg, der diese beiben vermiede."

Diese Darlegung seiner Anschauung von ben Grundlagen und bem Geifte unserer Verfassung wurde von der linken Seite bes Hauses mit großem Beifall begrüßt; es sind dies allerdings die Grundsähe, nach welchen gegenwärtig in England Ministerien gebilbet werden und abtreten.

Gleichwohl halte ich die Anwendung dieser Grundsätze auf unsere Zustände entschieden für unzulässig und glaube, daß jeder Bersuch unser Vaterland gegenwärtig nach einem Herkommen zu regieren, welches in England das Resultat einer viele Hundert Jahre währenden Uebung und Ersahrung ist, nicht zur Befestigung unserer Verfassung dienen kann, vielmehr insbesondere in dem damals vorliegenden Falle dieselbe auf das äußerste hätte gefährden mussen.

Gestatten Sie mir, ehe ich mein Berhalten und meine Abstimmung bei der Wiederaufnahme der Adresdebatten erläutere, meine Ansicht über die Anwendbarkeit des Grundsabes einer parslamentarischen Regierung, des Grundsabes, daß das Cabinet mit der Majorität der Zweiten Kammer stehen und fallen muffe, auf unsere Verhältniffe näher zu entwickeln.

## Grundfat ber parlamentarifchen Regierung.

Wenn man es in England als verfaffungsmäßig ansicht, daß bie Minister mit ber Majorität des Unterhauses stehen und fallen, so beruht die Anwendbarkeit biefer Regel auf brei Borausschungen.

- 1. Auf der Innigkeit und Festigkeit der Berbindung der Abgeordneten mit ihren Wählern, oder auf der Boraussehung, daß nicht der Jusall, sondern der bewußte Wille der Wähler diese, ihnen nach ihrer Denkungsweise und ihrem Charakter wohlbekannten Männer und nicht andere, in das Parlament geschickt habe.
- 2. Auf der Unabhangigheit, Rlarheit und Sicherheit der eigenen Ueberzeugung bei den Abgeordneten, dem baraus hervor-

gehenden Bertrauen zu ben Gefinnungsgenoffen und ber Festigkeit ber Bereinigung mit benfelben.

3. Auf ber Gewißheit, daß im Falle das Parlament durch sein Votum den Rücktritt des Ministeriums veranlaßt, andere — im Boraus wohl bekannte und durch die Erfahrung bewährte Manner — an das Ruder gelangen und im Stande sein werden das Staatsschiff in einer anderen festen Richtung zu lenken.

Sehen wir nun wie weit biese Boraussehungen bei uns, ins= besondere für die gegenwärtige Rammer zutreffen.

Die Berbindung bes Abgeordneten mit seinen Committenten ift zur Zeit meistens noch eine fehr lodere. Abgesehen bavon, baß die Theilnahme an den Wahlen, nachdem die Hoffnung der Urwähler badurch eine unmittelbare Berbefferung bes eignen Loofes au erlangen sich als Täuschung erwiesen hatte, fehr gering gewefen ift, und viele aus politischen Grunden sich gang bavon jurudgezogen haben, ift bie Stellung ber gegenwärtigen Abgeordneten auch dadurch eine besondere, daß inzwischen das Bahlgefet, aus welchem die Rammer hervorging, abgeandert ift. Dazu kommt, daß in natürlicher Folge bes Jahres 1848 noch jest gleichzeitig eine so große Menge ber wichtigsten Fragen und Gefetesaufgaben gur Lofung fteht, und die Stellung nicht nur ber Einzelnen. fondern ganger Barteien zu diesen Fragen binnen Jahresfrift fich fo wesentlich verändert hat, daß es offenbar ungereimt ware vorauszuseben ber Abgeordnete befinde sich bei ber Behandlung aller diefer wichtigen Fragen mit seinen Bahlern in Uebereinstimmung, ober es fei ben Letteren bei feiner Bahl befannt gewefen, wie ber Gemahlte fich zu einer großen Bahl berfelben verhalten werbe. Meines Erachtens wurden fogar noch gegenwärtig binsichtlich ber Fragen, welche bie nachsten Kammern voraussichtlich gleichzeitig zu behandeln haben werden, wie z. B. hinfichtlich ber Regelung ber Grundsteuer, ber Festsetzung bes Bolltarife, ber Revision ber Gemeindeordnung, bes Unterrichtsgesetzes, ber Bilbung ber Ersten Rammer zc. die Ansichten und Intereffen ber Wahlmanner sich unzweiselhaft so mannigfach freuzen und so verschiebenartig gruppiren, bag bie Busammensetzung ber Majorität und bas Refultat ber Bahl ein ganzanderes fein mußte, je nachdem auf diese

oder seine Frage das größere Gewicht gelegt wurde. Roch weniger wird geleugnet werden, daß eine auch nur einigermaßen genügende Erörterung dieser in der nächsten Seision zu erledigenden Aragen zwischen den Wählern und Abgeordneten bisher nicht stattgefunden hat. So wichtig diese Fragen auch sind, am Tage der Wahl wäre deren Erörterung kaum an der Stelle gewesen. Es lagen noch wichtigere und dringendere Gegenstände vor, welche alle Ausmertsamleit für sich in Anspruch nahmen. Dit aber wurden auch die Wähler durch Fragen und Rücksichten bestimmt, welche die ihnen beigelegte Bedeutung überhaupt nicht hatten, und über welche sie schon nach furzer Zeit andere Ansichten gewannen.

Wie wenig man jur Zeit aus ben Ansichten eines Abgeordneten auf die entsprechenden seiner Wähler einen sicheren Schluß
ziehen kann, geht wohl am deutlichsten aus dem Umstande hervor,
daß von den 150 vorhandenen Wahlbezirfen nicht weniger als 36,
das ist also so ziemlich ;, gleichzeitig Abgeordnete gewählt haben,
welche auf den entgegengesetten Zeiten des Hauses sigen und deren Bota sich baher fast regelmäßig ausbeben.

Man beachte wohl tie Beteutung tiefer Thatsache. Es ist gewiß für die Mehrzahl ber Abgeordneten ziemlich schwierig mit einiger Wahrscheinlichseit vorherzusehen, ob sie im Kalle einer Auslösung der Kammer würden wieder gewählt werden; ob ihr Botum also durch die Committenten würde bestätigt oder ver-worsen werden. Eben so schwierig ist es zur Zeit für die Minister zu ermessen, welche Antwort ihnen das Land im Kalle einer Berusung an dasselbe geben würde.

Selbst in England, wo boch eine folche haufung und Berwidelung schwieriger und brennenter Fragen nicht mehr norlommen kann, weil bort fant jede öffentliche Angelegenheit eine Rethe von Jahren im Barlament verhandelt wird, ehe es aum Erlasse eines Gesesche tarüber kommt, haben wir in tiesem Winter erlebt, baß gleichwohl wenigstens 3 Gegenstände von Bedeutung, nämlich die Frage über Forterhebung ber Einsommensteuer, über die Wiebereinführung ber Kornzölle und die Behandlung der religiösen Angelegenheiten gleichzeitig mit Hespisseit auftraten und eine verichiedene Gruppirung der Barteien veranlasten, welche es preiselhaft machte, ob für irgend ein Ministerium eine feite Majocität bes Barlaments zu erreichen stehe.

Unter viesen Umständen ist auch in England der Rudwitt bes Whig. Ministeriums, obwohl es bei einer wichtigen Abstimmung in der Minorität blieb, nicht für zuläsig befunden, und ebenso wenig eine Austösung des Parlaments für rathsam erachtet, weil man vorhersah, daß auf eine zu verwickelte und daher undeutliche Frage das Land seine flare Antwort werde geben können.

Es ist hiernach sehr wohlseil, aber auch sehr unrichtig, wenn man einerseits ber Majorität ber Abgeordneten, andererseits bem Winisterium beim Beginne der Session einen Vorwurf daraus gemacht hat, daß sie sich scheuten eine Austösung der Kammern nothwendig zu machen. Ich bin vielmehr sest überzeugt, daß diese ein großes Unglud sur das Land gewesen sein, und zur Lösung der vorhandenen Gonstiete nicht das mindeste beigetragen haben wurde. Schon von diesem Standpuncte aus habe ich es für meine Pflicht halten müssen, einen Bruch mit dem Ministerium, der eine gemeinsame Verhandlung und Erledigung der vorliegenden dringenden Aragen unmöglich gemacht haben würde, an meinem Theile vermeiden zu helsen.

Das zweite wesentliche Moment, welches berücksichtigt werben muß, wenn man untersucht ob und in wie weit die Bildung eines Cabinets durch die Majorität der Zweiten Kammer bestimmt werden soll und kann, beruht darin, in wie weit eine feste, in den Hauptfragen in sich einige, ihrer Ansichten sichere und daher constequente Majorität in der Kammer selbst vorhanden ist.

I ie erste Bedingung für das Borhandensein fester und gesichtossener Parteien ift, daß die Abgeordneten selbst über die Hauptsfragen, oder doch über die Mehrzahl derselben eine sichere und wohlbegründete, in ihren Erfahrungen wurzelnde Ueberzeugung haben.

Wie ich meine wird aber kein Unbefangener in Abrede stellen können, daß bei der großen Schwierigkeit jeder Gesetzgebung übershaupt, der Neuheit dieser Aufgabe für und und der großen Menge der gleichzeitig zur Erledigung gestellten Gegenstände, die jest wohl nur wenige Abgeordnete dahin gelangt sein können, ihres Urtheils

oder seine Frage das größere Gewicht gelegt wurde. Roch weniger wird geleugnet werden, daß eine auch nur einigermaßen genügende Erörterung dieser in der nächsten Session zu erledigenden Fragen zwischen den Wählern und Abgeordneten bisher nicht stattgesunden hat. So wichtig diese Fragen auch sind, am Tage der Wahl wäre beren Erörterung kaum an der Stelle gewesen. Es lagen noch wichtigere und dringendere Gegenstände vor, welche alle Ausmertssamseit für sich in Anspruch nahmen. Oft aber wurden auch die Wähler durch Fragen und Rücksichten bestimmt, welche die ihnen beigelegte Bedeutung überhaupt nicht hatten, und über welche sie schon nach kurzer Zeit andere Ansichten gewannen.

Wie wenig man zur Zeit aus ben Ansichten eines Abgeordneten auf die entsprechenden seiner Wähler einen sicheren Schluß
ziehen kann, geht wohl am deutlichsten aus dem Umstande hervor,
daß von den 150 vorhandenen Wahlbezirken nicht weniger als 36,
das ist also so ziemlich 4, gleichzeitig Abgeordnete gewählt haben,
welche auf den entgegengeseten Seiten des Hauses sitzen und deren Bota sich daher fast regelmäßig ausheben.

Man beachte wohl die Bebeutung dieser Thatsache. Es ist gewiß für die Mehrzahl der Abgeordneten ziemlich schwierig mit einiger Wahrscheinlichkeit vorherzusehen, ob sie im Falle einer Auslösung der Kammer würden wieder gewählt werden; ob ihr Botum also durch die Committenten würde bestätigt oder versworsen werden. Eben so schwierig ist es zur Zeit für die Misnister zu ermessen, welche Antwort ihnen das Land im Falle einer Berufung an dasselbe geben würde.

Selbst in England, wo doch eine solche Häufung und Berwidelung schwieriger und brennender Fragen nicht mehr vorkommen kann, weil dort fast jede öffentliche Angelegenheit eine Reihe von Jahren im Parlament verhandelt wird, ehe es zum Erlasse eines (Vesches darüber kommt, haben wir in diesem Winter erlebt, daß gleichwohl wenigstens 3 Gegenstände von Bedeutung, nämlich die Frage über Forterhebung der Einkommensteuer, über die Wiebereinsährung der Kornzölle und die Behandlung der religiösen Angelegenheiten gleichzeitig mit Heftigkeit auftraten und eine verschiedene Gruppirung der Parteien veranlasten, welche es zweiselhaft machte, ob für irgend ein Ministerium eine feste Majorität des Parlaments zu erreichen stehe.

Unter diesen Umständen ist auch in England der Rücktritt bes Whig-Ministeriums, obwohl es bei einer wichtigen Abstimmung in der Minorität blieb, nicht für zulässig befunden, und ebenso wenig eine Auslösung des Parlaments für rathsam erachtet, weil man vorhersah, daß auf eine zu verwickelte und daher undeutliche Frage das Land keine klare Antwort werde geben können.

Es ist hiernach sehr wohlseil, aber auch sehr unrichtig, wenn man einerseits ber Majorität ber Abgeordneten, andererseits dem Ministerium beim Beginne der Session einen Vorwurf daraus gemacht hat, daß sie sich scheuten eine Auslösung der Kammern nothewendig zu machen. Ich bin vielmehr sest überzeugt, daß diese ein großes Unglück für das Land gewesen sein, und zur Lösung der vorhandenen Conslicte nicht das mindeste beigetragen haben würde. Schon von diesem Standpuncte aus habe ich es für meine Pflicht halten müssen, einen Bruch mit dem Ministerium, der eine gemeinsame Behandlung und Erledigung der vorliegenden dringenden Fragen unmöglich gemacht haben würde, an melnem Theile vermeiden zu helsen.

Das zweite wesentliche Moment, welches berücksichtigt werben muß, wenn man untersucht ob und in wie weit die Bildung eines Cabinets durch die Majorität der Zweiten Kammer bestimmt werben soll und kann, beruht darin, in wie weit eine feste, in den Hauptfragen in sich einige, ihrer Ansichten sichere und daher confequente Majorität in der Kammer selbst vorhanden ist.

Die erste Bedingung für das Borhandensein fester und gesschloffener Parteien ist, daß die Abgeordneten selbst über die Hauptsfragen, oder doch über die Mehrzahl berselben eine sichere und wohlbegründete, in ihren Erfahrungen wurzelnde Ueberzeugung haben.

Wie ich meine wird aber kein Unbefangener in Abrede stellen können, daß bei der großen Schwierigkeit jeder Gesetzgebung übershaupt, der Reuheit dieser Aufgabe für uns und der großen Menge der gleichzeitig zur Erledigung gestellten Gegenstände, die jest wohl nur wenige Abgeordnete bahin gelangt sein können, ihres Urtheils

über die an sie gestellten Fragen überall sicher zu sein. Ein grosser Theil der Abgeordneten — die Mehrzahl der Gutsbesitzer und Gewerbtreibenden — haben wohl nur eine begrenzte Kenntnis der bestehenden Gesetzebung; auch die Mehrzahl der Beamten hat wielmehr die Aufgabe gehabt die bestehenden Gesetze anzuswenden, als die Muse über ihre Umgestaltung und Verbesserung folgerecht nachzubenken. Allen ist die schwere Verantwortlichkeit neu, welche sich an das Abgeben eines Botums knüpft, zumal die Folgen desselben nur bei genauer Sachkenntnis einigermaßen und auch dann selten vollständig übersehen werden können.

Es ist niemals zu erreichen, und daher auch nicht zu erstreben, daß ein Abgeordneter über alle wichtige Fragen eine eigene abgeschlossen Ansicht habe. Er wird oft dem Rathe und dem Beispiele der Männer folgen, deren Einsicht und Rechtlichkeit er am meisten vertraut. Allein auch in dieser Bezieshung besinden wir und in einer sehr schwierigen und eigenthamslichen Lage, weil bei der Kürze unsres öffentlichen Lebens und dem unerhörten Wechsel aller Verhältnisse noch kein Wann Gelegenheit gehabt hat seine Ansichten über die vorliegenden Ausgaden der Gesetzgedung vollständig zu entwickeln, und noch Riemand eine Vergangenheit auszuweisen hat, welche Bürgschaft giebt nicht nur über seine staatsmännische Besähigung im Allgemeinen, sondern auch über die Stellung, welche er den noch zu behandelnden Frasgen gegenüber einnehmen wird.

Ich sage Niemand, weber auf ber rechten noch auf ber linken Seite ber Kammer, auch bas Ministerium nicht.

Wie das Cabinet gegenwärtig beispielsweise über die bei der Gemeinde-Ordnung zu treffenden Beränderungen denkt, wie es die Grundsteuer regeln will, welche Grundste es nunmehr bei der Revision des Jolltariss zu befolgen beabsichtigt, wie das vorzulegende Unterrichtsgeset beschaffen sein wird — ich weiß es nicht, und kann aus der Bergangenheit hierüber nichts Sicheres schließen. Ich weiß aber ebenso wenig, wie die Herren v. Arnim, v. Bodelschwingh, v. Binde u. s. w. über diese Angelegenheit jest urtheilen, oder im kommenden Winter urtheilen werden. Denn die Fragen sind von ihnen wenigstens öffentlich noch nicht erörtert; dazu has

ben die Anfichten vieler sehr ehrenwerther Manner sich mit ben Umftanden oft sehr schnell verändert.

Daher ist es natürlich, daß das Vertrauen der Abgeordneten zu den hervorragenden Persönlichkeiten in allen Angelegenheiten, in welchen dieselben ihres eigenen Urtheils nicht sicher sind, und daher des Raths Anderer bedürfen, kein tiefgewurzeltes sein kann. Wir haben mehrmals und in sehr auffallender Weise während dieser Session nicht minder als in früheren erlebt, wie sehr einzelne Männer sich in der Voraussehung, daß ihre politischen Freunde ihrem Beispiel solgen und ihrem Votum sich anschließen würden, getäuscht worden sind.

Um so schwerer fällt es in das Gewicht, daß eine große Zahl von Abgeordneten nicht in der Lage ist, um ohne große Opfer und begründete Bedenken ihre individuellen Ansichten nachhaltig und mit Entschiedenheit geltend zu machen, sobald dieselben sich in Widerspruch mit denen des Cabinets besinden.

Die Bereitwilligkeit, die eigene Ueberzeugung auch mit Opfern zu vertreten ist nicht so selten, wenn die eigenen Ansichten klar und seft, die Pflicht dieser und nicht höherer Einsicht zu solgen unsweiselhaft und dabei die Aussicht sicher ist, daß diese Opfer der guten Sache nicht vergebens werden gebracht werden. Aeußere Rücksichten machen sich dann aber freilich geltend, wenn eine Unssicherheit in den eignen Ansichten besteht, zumal die Ersahrung gelehrt hat, wie man auch in guter Absicht, aber bei mangelnder Einsicht durch Ansämpsen gegen die bestehenden Einrichtungen und die Autorität der Regierung die schwersten Gesahren herbeisühren kann.

Es ist eine Thatsache, mit der man rechnen muß, daß wir so viele Beamte in der Kammer haben. Wir können derselben für jest und für längere Zeit kaum entbehren, weil unter den Grundsbestehrn und Gewerbtreibenden weder die Reigung noch die Fähigskeit sich dem Staatsdienst in dieser Form zu widmen so verbreitet ist, daß wir die hinreichende Zahl geeigneter Abgeordneter ganz außerhald des Beamtenkreises sinden könnten. Diese Ansicht müssen die Beamten selbst haben, schon weil und so lange so viele gewählt werden. Es ist aber eine keinesweges leicht zu beantwortende oder unzweiselhaste Frage, wie weit es sich für

einen Beamten schicke in Opposition mit dem Ministerium zu stehen.

Uebrigens trifft die Bemerkung einer nicht genügenden Unabhängigkeit der Stellung wahrlich nicht die Beamten allein. Abgesehen davon, daß es auch für Gewerbtreibende sehr unbequem sein kann sich fortdauernd mit dem Ministerium oder etwa benachbarten großen Grundbesitzern in Widerspruch zu sinden, so fehlt oder schwindet bei Bielen nur zu schnell die Bereitwilligkeit der Sache der Freiheit und der Besestigung der Verfassung die Opfer zu bringen, welche aus der Theilnahme an den Berathungen in den Kammern durch die Vernachlässigung des eigenen Geschäste entspringen.

Bon den 350 Abgeordneten, welche im August des Jahres 1849 die ersten Sitzungen der gegenwärtigen Zweiten Kammer eröffneten, sind die jest d. i. dis zum Schlusse der zweiten Session bereits gegen 90, d. i. etwa  $\frac{1}{4}$  ausgeschieden.

Diese Unstätigkeit in ber Zusammensetzung ber Kammer wird burch häufige Urlaubsgesuche noch vermehrt. Nach Aeußerungen, die man vielfältig auf beiben Seiten bes Hauses vernimmt, muß man voraussetzen, daß eine große Zahl von Abgeordneten nach Ablauf der gegenwärtigen Legislaturperiode nicht mehr geneigt sein werden, das Mandat von neuem zu übernehmen.

Kann aber ein Ministerium ober ein politisches System auf bas Votum von Abgeordneten gegründet werden, welche in der nächsten Session ihre Pläte nicht mehr einzunehmen gesonnen find?

Diejenigen, welche ihre Ansichten über die den Kammern einzuräumende Macht und Stellung vorzüglich auf das Beispiel des englischen Parlaments gründen, müssen sich erinnern, daß die Parlamentsmitglieder sich zum größten Theil für ihren Beruf von Jugend auf vorgebildet haben, demselben ihre Zeit sast außschließlich widmen und sich dabei mit der Ehre Parlamentsmitglieder zu sein für ihr Leben begnügen. Selbst Sir Robert Peel hat weder für sich noch für seine Familie eine größere Ehre in Anspruch genommen, als die einen Plat im Hause der Gemeinen zu haben.

In England find die Mitglieber bes Parlaments fich unter einander und auch ihren Wählern durch eine lange Reihe von

Jahren bekannt, so baß man genau weiß ober fich leicht verfichern kann, wie weit man mit einander gehen wird.

Bei uns dagegen ist die Aufgabe als Abgeordneter thätig zu sein der größeren Mehrzahl geworden, ohne daß sie in früheren Jahren hieran gedacht und sich darauf vorbereitet hätten. Die meisten Abgeordneten wollen und können sich derselben nur unterziehen, indem ihre Kräfte im Uebrigen durch ihr Amt oder durchihre gewerbliche Thätigkeit in Anspruch genommen werden; die Berhältnisse, sowie die Personen sind ihnen neu; die schwere Berantwortlichkeit, welche sich an die Ausübung ihres Amtes knüpft, durch die noch kaum überwundenen Gefahren in frischem Andenken.

Auch die zweite Boraussetzung, auf der die Macht des Parlaments, der Grundsat der parlamentarischen Regierung, in England beruht, besteht daher bei uns zur Zeit wenigstens gewiß nicht. Bir haben nur wenige Staatsmänner — das heißt Männer, welche durch die Erfahrung bewährt haben, daß sie die Regierung des Landes mit Erfolg zu leiten vermögen — in den Kammern; wir haben keine sicheren und folgerechten Majoritäten; daher kann auch das Spstem der Regierung nicht auf Majoritätsbeschlüsse gegründet werden.

Als die britte Voraussehung einer parlamentarischen Regierung bezeichneten wir die Gewißheit, welches und zwar durch die Erfahrung erprobtes Ministerium an die Stelle des durch ein Botum des Parlaments zum Rücktritt bewogenen treten wurde.

Nach bem was wir oben über die lockere Organisation der Barteien und das schwache Band zwischen Kührern und politischen Freunden gesagt haben, geht nun allein schon hervor, daß von der Bildung eines parlamentarischen Ministeriums bei uns für sett nicht die Rede sein kann. Indeß ist diese Sache wichtig genug, um dieselbe noch mit einigen besonderen Bemerkungen zu beleuchten.

Der Versuch ein Ministerium aus ben Führern ber parlamentarischen Opposition zu bilden, ist bei uns bekanntlich im März 1848 gemacht worden, als die Krone die hervorragendsten Talente bes Bereinigten Landtages in ihren Rath berief. Ganz abgesehen von anderen Schwierigkeiten, konnte bas Ministerium Camphausen

bamals schon beswegen nach ben von ihm selbst gegebenen Erläuterungen fich nicht lange halten, weil die Manner bes Bereinigten Landtages gar feine Beranlaffung noch Gelegenheit gehabt hatten ihre Ansichten über andere Staatsfragen, als bie bem Bereinigten Landtage vorgelegten, auszutauschen und fich ihrer Uebereinstimmung in Beziehung auf andere, bie in überraschenber Bahl und von entscheibenber Bebeutung ploglich an fie gelangten. au versichern. Es zeigte fich nun, bag bie zur Bilbung eines Cabinets erforderliche Uebereinstimmung unter ihnen nicht vorhanben war. Diese kann auch nur bas Resultat längerer und tief eingehender, baber fucceffiver, gemeinfamer Berathungen und Erfahrungen fein. 3ch bezweiste nun burchaus, daß bie Erlebniffe ber letten Jahre, fo lehrreich fie immer gewesen sein mogen, bingereicht haben, um bas Vorhandensein einer Uebereinstimmung für bie Fragen ber Bufunft unter ben bebeutenberen Mannern ber Opposition irgend wie zu verburgen.

Einen anderen Umstand hat, als auch für England von entscheibender Bedeutung Lord Stanley fürzlich in bemerkenswerther Weise hervorgehoben. Als er in diesem Frühjahr von der Könisgin mit der Bildung eines Cabinets beaustragt wurde, sah er sich bald genöthigt diesen Austrag in die Hände seiner Souverainin zurückzulegen. Gine der für ihn unüberwindlichen Schwierigkeiten war nach seiner Angabe, daß unter den hervorragenden Männern seiner Partei zwar viele bedeutende Talente zu sinden seien, es aber der Mehrzahl derselben an practischer Geschäftsersahsrung sehle. Dies gilt ohne Zweisel in noch viel höherem Maße von den meisten der in vieler Beziehung begabten Männern, welche bei uns als Führer der Parteien hervortreten.

Diese Wahrheit, daß an die Bildung eines parlamentarischen Cabinets für jest und wohl für lange Zeit aus inneren Gründen, nämlich wegen der Jugend unseres öffentlichen Lebens, nicht zu denken sei, wird auch von allen Seiten, am unumwundensten von den Führern der Opposition selbst anerkannt. Mehrere derselben haben auf das entschiedenste, und gewiß ebenso sehr mit Aufrichtigkeit als mit Recht, erklärt, daß Riemand dei ihnen den Wunsch und die Hoffnung voraussehen könne die Plätze der Minister

einzunehmen, beren Rücktritt sie allerdings herbeizuführen sich bes müheten.

Ich ziehe aber aus dieser Anerkennung andere Folgerungen, als die erwähnten Manner selbst; vor allem die, daß es bei uns nicht als ein sich von selbst verstehender und verfassungsmäßiger Grundsat angesehen werden kann, es musse entweder die Zweite Rammer oder das Ministerium weichen, wenn über eine Frage auch von der größten Bedeutung ein Zwiespalt zwischen dem bestehenden Ministerium und der Kammer vorhanden ist.

Im Gegentheil: eine Opposition, die den Sturz des bestehenben Cabinets beabsichtigt, und mit allen versaßungsmäßigen Mitteln herbeizuführen sich bemüht, durfen nur Männer erheben und
sortsehen, welche nicht allein bereit sind, sondern auch nach Erwägung aller Umstände sich für befähigt und berufen halten, selbst das Ruder zu ergreisen. Nur dann besteht eine Garantie, daß diese Männer im Eiser der Parteileidenschaft nicht
Grundsähe ausstellen und Ansprüche erheben oder begünstigen werben, welche jede Regierung unmöglich machen und die sie daher
selbst zu bestämpsen sich genöthigt sehen würden, sobald sie in das
Amt gelangt wären.

Eine Opposition, die darauf rechnet in der Minorität zu bleiben oder mindestens nicht darauf gefaßt und im Stande ist, die Wahrheit und Ausstührbarkeit ihrer Grundsäße im Amte zu bewähren, mag sehr leicht mit dem Scheine der Consequenz geführt werden. Rur wer sich im Stande fühlt, das geräumte Schlachtfeld unter der Fahne zu behaupten, unter welcher er siegte, und den Beweis sührt, daß er seine Kräfte nicht überschätze, verdient den Ramen eines Staatsmannes. Das ist der unumstösliche und versassungsmäßige Grundsaß in England, der allein das möglich macht, was man eine parlamentarische Regierung nennt.

Für jeden Führer ber Opposition ergiebt sich aus ber Anerkennung, daß es für ihn unmöglich sei ein Ministerium zu bilben, die unbedingte Pflicht, seine Opposition so einzurichten, daß sie nicht ben Sturz bes bestehenden Cabinets unvermeiblich mache.

3weimal bereits, soweit meine Erinnerung reicht, ift ber Hers zog von Wellington in ber Lage gewesen seiner Königin zu ems pfehlen seine politischen Gegner, die Whigs, in ihrem Rathe zu behalten, und hat damit die Verpflichtung übernihmmen und treutich erfüllt die Opposition der Lords gegen dieselben zu kläßigen.

Als fein langjähriger politischer Freund Sir Robert Peel zu ber lleberzeugung gelangt war, daß die Kornzölle ausgehoben werden müßten, den Herzog aber für diese Ansicht nicht zu gewinnen vermochte, erklärte Peel sich außer Stande die Zügel der Regierung länger zu sühren. Er bot nun in einem besonderen Schreiben den Whigs seine bedingte Unterstüßung an. Lord John Russel sand es dieser Zusicherung unerachtet damials unmöglich ein Whigs Cabinet zu bilden, weil dieses den Widerstand der Lords gegen die Aushebung der Kornzölle zu beugen nicht vermögend sei. In Folge dieser Lage der Dinge ließ endlich der greise Held von Waterloo seinen Widerspruch gegen die Korngesetze fallen, und bewog auch die Lords zur Nachgiebigkeit, nicht weil er seine Ansicht über den Einsluß der Kornzölle an sich geändert hätte, sondern weil wie er sagte:

"Die Nothwendigkeit, daß Ihre Maj. ein Ministerium haben gebieterischer sei als das Interesse die Korngesetze oder irgend ein anderes Gesetz aufrecht zu erhalten."

Ich fasse die gemachten Bemerkungen dahin zusammen, daß eine parlamentarische Regierung oder die Bildung des Cabinets im Sinne und aus der Majorität der Zweiten Kammer — was so oft als das Wesen einer constitutionellen Versassung hingestellt wird — auch in England nur in Anwendung kommt weil und so weit

- 1) das Unterhaus als der Ausdruck der bewußten, durch lange Erörterungen aufgeklärten und entschiedenen öffentlichen Meinung angesehen werden kann.
- 2) feste Majoritäten für ein Cabinet und sein System im Barlament vorhanden find.
- 3) jebe ber Hauptparteien im Stande ift ein Cabinet zu bilben, welches seine Befähigung die Zügel zu führen schon durch die Erfahrung dargethan hat.

Diese Boraussehungen fehlen bei uns zur Zeit sammt und sonders, baber ift der Grundsat einer parlamentarischen Regierung,

ber Grundsas, daß das Ministerium mit der Majorität der Zweiten Kammer stehen i o fallen musse, für und nicht anwendbar, also auch nicht verfassungsmäßig. Ich halte es vielmehr für verfassungsmäßig, daß dermalen die Kammern jedem Ministerium, welches Seine Majestät in Seinen Rath zu berusen für gut sindet, auch wenn sie den Personen oder dem System desselben ihr Vertrauen nicht schenken können, nur in so weit und in der Weise entgegentreten, um demselben die Regierung nicht unmöglich zu machen.

In dieser Auffaffung konnte ich mich mit den Führern ber Opposition nicht in Uebereinstimmung finden, daher auch ihrer Bartei mich nicht anschließen.

## Meine Stellung zu bem Ministerium.

ľ

Meine Aufgabe ware nun sehr leicht und einsach gewesen, wenn ich mich mit vollem Vertrauen bem Ministerium ober ber rechten Seite des Hauses hatte zuwenden können. In dieser Lage befand und besinde ich mich aber leider nicht. Ich sage leider; denn gewiß ist es für mich und für jeden Freund des Vaterlandes eine sehr schmerzliche und peinliche Lage, wenn er sich den Räthen seines Königs nicht mit vollem Vertrauen und freudiger Hingebung anschließen kann.

Sie werben nicht erwarten, daß ich in eine ausführliche Kritif ber Politif bes gegenwärtigen Cabinets eingehe.

Ich hebe nur die Thatsache hervor, daß unser Cabinet, vor allem sein Prasident, in Beziehung auf die Regelung der deutschen Angelegenheiten sich noch im vorigen Frühjahr entschieden zu einer Politik bekannte, welche er im Herbst vollständig verlassen zu mussen glaubte, daß derselbe sodann auf die Oresdner Conferenzen mit großer Zuversicht verwies, welche indeß gleichfalls zu keinem erwünsichten Erfolge geführt haben; ich kann hiernach zu der Energie, Umsicht und Folgerichtigkeit, mit der unsere auswärtigen Angelegenheiten geleitet werden, kein Zutrauen sassen.

Ich spreche bies mit um so größerem Schmerze aus, als bie Lösung ber beutschen Frage auch ferner eine eben so schwierige,

als wichtige Aufgabe bleibt, von beren befriedigender Beantwortung die Erhaltung des Zollvereins und in weiterer Folge die Geltung Preußens als einer europäischen Großmacht sich abhängig erweisen wird.

Aber auch in Beziehung auf die inneren Angelegenheiten ist die Politif des gegenwärtigen Cabinets nicht geeignet mir Jutrauen und freudige Hingebung einzustößen. Dasselbe hat in sehr vielzbeutigen Worten einen Umschwung seines Systems ausgesprochen, und hat deutlich Aund gegeben, daß es viele der von ihm selbst beantragten und erlassenen Gesetze gegenwärtig mit anderen Augen betrachtet. Dagegen ist es mir und nicht mir allein verborgen, welche Veränderungen der kürzlich erlassenen oder jüngst noch besantragten Gesetze beabsichtigt werden.

So in Beziehung auf die Gemeinde-Ordnung, so in Beziehung auf die Beränderungen des Zolltarifs, so in Beziehung auf die Regelung der Grundsteuer, so in Beziehung auf die Gewerbe-Ordnung, und viele andere Fragen von der größten Bedeutung.

Ich verkenne die großen Schwierigkeiten, in denen sich jedes Cabinet unter solchen Wechseln der Justande wie auch der allgemeinen Ansichten befinden muß, gewiß nicht, und will auch Niemand das Recht bestreiten sich durch die Ereignisse belehren zu lassen.

Allein grabe um aus den schwankenden, unsicheren, jedes Bertrauen und damit auch sede freudige Hingebung gefährdenden Berhältnissen heraus zu kommen, ist gewiß nichts dringender nothewendig, als daß die Regierung des Landes ein sestes Ziel verfolge, daß das Land dieses Ziel kenne und daher auch zu der Stetigkeit des Regiments Zutrauen sassen könne.

Es ist mit Recht von einem einflußreichen Blatte mehrfach hervorgehoben, daß um den Sieg zu gewinnen und alle Schwanstenden um sich zu vereinen, vor allem eines Noth sei:

"zu wiffen und zu wollen."

Wir fügen nur noch hinzu, daß auch die zu Gewinnenden bas Biel tennen in die Tiefe bes Biffens, in die Reinheit und Stetigkeit des Willens Bertrauen seben muffen. Sich dieses Bertrauen zu erwerben ift aber für den eine Zeitlang wenigstens

sine kann zu lesende Aufgabe, ber fein Biel und feine Brundfage fo eben erft verandert hat.

Das ift meines Erachtens die Lage des gegenwärtigen Cabinets, insbesondere seines Prafibenten.

Auch nachdem er ausgesprochen, daß er mit der Revolution gebrochen und sein System geandert habe, werden die Gegner seiner gegenwärtigen Politik sich nicht minder berechtigt halten, ihm frühere Erklärungen, Verheißungen und vor allem die unter seiner Führung erlassenen Gesets vorwurssvoll entgegen zu halten. Sie werden ihm das Recht bestreiten Glauben und Vertrauen, Achtung vor dem Geset, Festhalten an dem eignen Wort und Grundsuch von Anderen zu verlangen. Es wird für ihn eine sast überswenschliche Ausgabe sich Angrissen gegenüber, zu denen er durch den Wechsel seiner Ansichten Veranlassung gegeben hat, von vorssönlicher Vitterseit und leidenschaftlicher Erregung frei zu erhalten, was doch für den Vorstand der Regierung eine ganz unerlässliche Psticht ist.

Auf ber anderen Seite werden die Anhänger ber Grundsäte, me benen er sich nun im Allgemeinen befannt hat, oft zweiselsest werden, ob es dem Ministerium "mit der Aenderung seises Systems" ganzer und rechter Ernst sei. Sie werden por allen Dingen in den Rathen der Krone nicht ihre Herren und Meister, sondern ihre Jünger erkennen, welche die empfangenen Kehren denn doch wieder vergessen und denselben von Reusen abtrunnig werden könnten.

Dafür haben viele Aeußerungen eines einflußreichen Blattes, welches die Grundsatze ber rechten Seite des Hauses vertritt, bereits hinreichende Belege gegeben. Mehrmals haben wir in demfelben Zweifel gelesen, ob die Buße denn eine vollständige sei, ob das Ministerium wirklich ganz mit der Revolution gebrochen habe und in dauernder Eintracht mit der Partei zu gehen entschlossen sei, zu deren Grundsähen es sich nunmehr bekenne.

Diese Lage ber Dinge, wonach keine ber verschiedenen Parkeien innerhalb und außerhalb ber Kammer sich im Stande fleht, die Waßregeln bes Ministeriums nach allen Geiten hin zu wertheibigen, viele als seine entschiedensten Gegner sich bekennen und kaum Jemand mit vollem Bertrauen und freudiger hingebung demfelben sich anschließen kann, erachte ich für ein großes Unglück. Denn die innere Kraft und äußere Macht einer seben Regierung beruhen zuleht auf ihrer moralischen Stärke. Ich halte es daher für den ersten und unumgänglichen Schritt zur Erreichung klarerer, beruhigterer Berhältnisse, daß die Zügel der Regierung in die Hände von Männern übergehen, denen aus ihrer Bergangenheit weniger Schwierigkeiten, als dem gegenwärtigen Ministerpräsidenten erwachsen, eine seste Bahn einzuhalten und das unbedingte Jutrauen wenigstens eines großen Theiles der Nation zu gewinnen.

Diese Ansicht hindert mich nicht dem Ministerpräsidenten wegen seiner früheren Berdienste und ber patriotischen Absichten, die auch jest seine Schritte ohne Zweifel geleitet haben, volle Anerkens nung angebeihen zu laffen.

Es wird Niemand bezweifeln, daß Peel und Wellington nur durch Vaterlandsliebe und Erkenntniß der Nothwendigkeit bestimmt wurden ihre Ansichten 1829 über die Emancipation der Katholiken und 1846 über die Korngesetz zu andern. Gleichwohl waren sie selbst und ganz England mit ihnen von der Ueberzeugung durchsbrungen, daß dieser Wechsel ihrer politischen Grundsätze den Rücktritt in den Privatstand für eine Zeit lang zur Folge haben müsse. Sie haben den Dank eines großen Theils ihrer Mitbürger, die Achtung aller mit in das Privatleben hinüber genommen, und sind nach Jahren von neuem und mit größerem Vertrauen zur Führung der Staatsgeschäfte berusen.

Allein es hat seinen tiefen sittlichen Grund, daß man seine Buße nicht mit dem Porteseuille in der Hand vollendet und seinen Rebenmenschen Zeit läßt reislich und unbesangen zu prüsen, ob der plögliche Systemwechsel durch den sie überrascht worden sind, wirklich aus reiner Vaterlandsliebe hervorgegangen und unversmeidlich war.

Ich kann mich hiernach nicht zu ben Anhängern bes gegenwärtigen Cabinets zählen, sondern halte es in jeder Beziehung für wünschenswerth, daß insbesondere der Präsident besselben sich für jest in das Privatleben zurückziehe.

## Meine Stellung zur Partei Bobelschwingh.

Rach dem was ich oben auseinander zu setzen mir erlaubt habe, konnte ich weber auf der linken, noch auf der rechten Seite bes Hauses meinen Plat nehmen.

Von der linken Seite des Hauses trennte mich die völlig verschiedene Auffassung über die Aufgabe, verfassungsmäßige Stellung und wirkliche Macht der Zweiten Kammer. Von der rechten Seite die abweichende Ansicht über die in den deutschen Angelegenheiten und auch in vielen inneren Fragen zu verfolgende Politik.

Nach meiner Auffassung hat die Zweite, wie die Erste Kammer zwar ohne Zweisel das Recht und die Pflicht jedes Geses zu verwersen, welches sie für unzweckmäßig und versehlt, jede Ausgabe zu verweigern, welche sie für entbehrlich oder gar schädlich erachtet. Allein sie würde ihre gegenwärtige Stellung und ihre Aufgabe verkennen, wenn sie das ihr zustehende Recht zur Erledigung einzelner Gegenstände mit entscheidender Stimme mitzuwirken, dazu benutzen wollte die Befolgung eines ihr mehr zusagenden Epstems, — oder die Ernennung eines ihr genehmeren Ministeriums — mit allen ihr zu Gebote stehenden Mitteln zu erzwingen. Der Versuch einer solchen Nöthigung in rohester Form — als Steuerverweigerung — ist bekanntlich von der Nationalversammlung gemacht, von der Nation aber auf das Entschiedenste verworsen worden und hat nur den Untergang iener Versammlung selbst zur Folge gehabt.

Bu bemselben Resultat, wenn auch langsamer, hätte aber bie von ber linken Seite bes Hauses befolgte Taktik führen müssen, wenn die Majorität der Kammer ihr beigepslichtet hätte, die Taktik nämlich jede Gelegenheit zu benuzen, um den zwischen der Kammer und dem Ministerium vorhandenen Gegensat der Ansichten aussührlich zur Erörterung zu bringen und durch Abstimmungen zu constatiren. Daß dies die Absicht der Opposition sei und sie sich sogar verpslichtet halte, also zu verfahren, hat Herr v. Binde mehrmals unter anderen am 8. März mit den Worten erklärt (Stenograph. Bericht S. 496):

"Meine Freunde und ich werden, wenn wir in die Heimath "zurudkehren, wenigstens die beruhigende Ueberzeugung mitnehmen, "daß wir kein parlamentarisches Mittel unbenutt gelassen haben, "einen Ausspruch dieses hohen Hauses über die brennenden Fragen "des Augenblicks pflichtgemäß zu provoziren."

Durch fortbauernde Reibungen, welche bei einem solchen Vershatten unvermeiblich waren, ware die Leibenschaft beiber Theile gesteigert worden und zugleich die Zeit zur endlichen Erledigung bringender Geschäfte verloren gegangen.

Das seines nächsten Zieles — Bermeibung bes Krieges — gewisse Ministerium, welches Grund hatte in den Kammern seine eigne Schöpfung zu sehen, und hinreichende Gelegenheit, um zu erkennen, daß in solchem Falle die Ansprüche der Kammer mit ihrer Macht in keinem angemessenen Berhältniß standen, hätte bei der Befolgung solcher Taktik durch die Majorität des Hauses schwerlich Bedenken tragen können sich einer Kammer, welche ihm die Regierung unmöglich zu machen strebte, zu entledigen. Wie auf hestige Debatten die Vertagung, hätte auf die Erneuerung und unermüdliche Wiederholung noch hestigerer die Auslösung solgen mussen, und es wäre dann die Versuchung groß genug gewesen, den Erfolg durch eine gleichzeitige Aenderung des Wahlgesebes — vielleicht mit Hülfe der Dresdner Conferenzen — zu sichern.

Deswegen erschien es mit Pflicht, nachbem es offenkundig geworden war, daß die Union durch kein Botum der Kammer mehr in das Leben würde zurückgerufen werden können, vor allen Dingen die Bereitwilligkeit der Kammern an den Tag zu legen ohne Zeitverlust diesenigen Geschäfte in die Hand zu nehmen, deren Erledigung durch das Interesse des Landes dringend erheischt wurde und auch unerachtet einer weitgehenden Meinungsverschiedenheit über die Behandlung der auswärtigen und vieler inneren Angelegenheiten in Uebereinstimmung mit dem Ministerium gelingen konnte und gelungen ist. In diesem Sinne habe ich dazu beietragen helsen, daß unter Bermeidung von Erörterungen über Principienstragen, insbesondere des Streits über die Auslegung mehrerer 38. der Bersassung, soweit dies jedesmal geschehen konnte, ohne der Jusunst etwas zu vergeben, die besonderen Kragen der

einzelnen Gesetsentwürfe in Erwägung genommen und zum Austrag gebracht wurden.

In diesem Verhalten und auch in meiner Ansicht über die einzelnen Gesehentwürfe habe ich mich meistens mit der Partei in Uebereinstimmung gefunden, welche nach ihrem hervorragendsten Mitgliede die Partei Bodelschwingh genannt wurde. Ich habe mich daher auch längere Zeit derselben angeschlossen und an ihren besonderen Berathungen Theil genommen.

In einem Punkte aber und zwar in einem sehr wesentlichen wich ich von den Grundfähen oder dem Berhalten derselben ab, ohne das alsbald inne werden zu können.

So sehr ich auch aus ben oben angeführten Gründen einen solchen Conslict mit dem Ministerium, welcher gemeinsame Thätigkeit ausschloß, und stets wiederholte theoretische Streitigkeiten, die nur Zeitverlust und Aufreizung der Leidenschaften zur Folge haben konnten, vermeiden zu mussen glaubte, so gewiß war ich doch auch der Meinung, daß die Abgeordneten, welche die Zügel der Regierung nicht mit Freude und Vertrauen in den Händen des gegenwärtigen Ministerpräsidenten sahen, dies bei einer passenden Gelegenheit und in schicklicher Form, aber ganz offen und unzweideutig auszusprechen verpsichtet seien.

Nicht mit dem Anspruch und in dem Sinne, einen Rücktritt der Minister erzwingen zu dürfen und zu können, hatte meiner Ansicht nach die Kammer sich überhaupt einmal über ihr Bershältniß zu der Politik des Cabinets in einem Botum aussprechen sollen, sondern in der Absicht ihre Ansicht in ehrerbietiger Beise zur Kenntniß der Krone zu bringen, und es dieser zu überlassen, welches Gewicht dieselbe dem Botum der Zweiten Kammer beiszulegen geneigt sein wurde.

Gestatten Sie mir auch diese meine Ansicht etwas näher zu begründen, da ich sehr wohl weiß, daß ich bis jest mit berselben ziemlich vereinzelt dastehe.

Zunächst habe ich die Thatsache festzustellen, daß noch mehrere Abgeordnete sich ziemlich in berselben Lage befunden haben, wie ich, nämlich sich mit den Grundsähen der Linken nicht einverstanden zu wiffen, ohne fich darum mit Bertrauen und freudiger Singebung bem Ministerium anschließen zu können.

. Ich berufe mich in dieser Beziehung zunächst auf einige Meußerungen des Abgeordneten für Hagen — des früheren Staats=ministers von Bodelschwingh. Derselbe erklärte am 26. Februar a. c., daß er vielsache Ursache habe zu zweiseln, ob es dem Ministerium Ernst sei (in Uebereinstimmung) mit den Kammern zu regieren (Stenogr. Bericht S. 345). Er erklärte in seiner Rede vom 10. April (Stenogr. Bericht S. 950 st.), daß er die Politif des Cabinets vom Ansang April vorigen Jahres bis zur Modilmachung der Armee nicht billigen könne, ebenso wenig die Politif derselsben nach der Modilmachung, daß er aber die Politif desselben der Zukunst nicht kenne, daher weder loben noch tadeln könne.

Dagegen erschien es ihm nicht angemeffen seine Difbilligung ber ministeriellen Politif in einem Botum auszusprechen.

Als Gründe für diefes Berhalten führte er an, daß er von solchen Mißtrauensvoten nichts halte, benn es waren nur brei Kolgen eines solchen Schrittes benkbar:

"Entweder das Ministerium kehrt sich nicht daran und regiert "ruhig fort, und das wäre der Förderung unseres constitutionellen "Lebens verderblich, oder es schickt die Kammern nach Hause, und "diesen Schritt halte ich immer für einen bedenklichen; oder das "Ministerium wäre genöthigt sich zurückziehen, und zu einer solchen "Röthigung darf die Kammer nur in den extremsten Fällen schreiszten. Ohne einen solchen extremen Fall halte ich diese indirecte "Kothigung für einen Eingriff in das allerwichtigste Recht der "Krone, nämlich das Recht, das Ministerium frei zu wählen und "so lange zu behalten, als es dem Vertrauen Sr. Majestät des "Königs entspricht."

In dieser Stellung hat der Abgeordnete von Bobelschwingh nicht allein gestanden, sondern noch viele Abgeordnete haben gleich ihm es damals, wie bei früheren Gelegenheiten vermieden, die Bolitif des Ministeriums durch ein ausdrückliches Votum zu miße billigen, obwohl sie ebenso wenig in der Lage waren derselben ihre Justimmung und Billigung ertheilen zu können. Ich glaube, daß sie bei ihrem Verhalten im Wesentlichen durch die Gründe

fich haben leiten laffen, welche in ben eben angeführten Worten angebeutet find.

Ich halte aber biefe Gründe nicht für zutreffend, glaube vielmehr, daß diefelben mit Recht nur von einem Standpuncte aus geltend gemacht werden können, den Herr v. Bodelschwingh und seine politischen Freunde entschieden bekämpsen: nämlich dem ber parlamentarischen Regierung.

Das Votum einer Kammer kann und soll meiner Ansicht wach niemals eine Rothigung für die Krone enthalten, ein Ministerium zu entlassen, in dessen Hände Sie die Geschicke des Landes mit fortdauerndem und ungeschwächtem Vertrauen zu legen für angemessen besindet. Für unsere Zustände möchte ich eine solche Gewalt und Bedeutung dem Votum einer Kammer — der Zweiten also — in extremen Källen, das heißt doch wohl in der Stunde der Gesahr, am allerwenigsten beilegen. Ein extremer Kall — nämlich die Gesahr eines Europäischen Krieges — lag im Rovember v. J. ohne Zweisel vor und doch würde es auch damals dem Sinne des Abgeordneten für Hagen und seiner politisschen Freunde gewiß nicht entsprochen haben eine Nöthigung gegen die Krone auszuüben.

Allein ein fehr wichtiger Moment bei ber Erwägung ber Krone, ob ein Ministerium noch befähigt sei die Geschicke des Landes mit Erfolg zu leiten, wird benn doch immer der Umstand sein, ob dasselbe das Vertrauen der zweiten Kammer genießt ober nicht.

Es scheint mir baher Pflicht für die Kammern der Reone gegenüber, dieselbe über ihr Verhältniß zu dem Ministerium nicht in Zweisel zu lassen, damit die Krone bei Ausübung ihres wichtigsten Rechtes alle die Umstände und Gründe in Erwägung ziehen könne, welche auf den Entschluß einen Einfluß zu üben geeignet sind.

Bon bieser Ansicht aus kann nun so wenig von einer Rothigung ber Krone, als davon die Rebe sein, daß das Ministerium sich entweder nicht an das Botum der Kammern kehren oder die Kammer nach Hause schieden werbe.

Wenn ein Conflict zwischen ber Zweiten Kammer und bem

Ministerium wirklich besteht, so wird und soll meiner Ansicht nach weber die Kammer noch das Ministerium darüber besinden, welche Bedeutung dieser Thatsache beizulegen sei, sondern die Rrone.

Ohne Zweisel wird bei einem etwaigen Mistrauensvotum ber Zweiten Kammer nicht außer Betracht bleiben können, wie groß die Majorität, aus welchen Bestandtheilen dieselbe zusammensgeset, welche Gründe für die verschiedenen Gruppen maßgebend gewesen, welche Weisheit, Folgerichtigkeit und Mäßigung die Kammer sonst bewiesen, wie groß ihr Vertrauen und Ansehen beim Lande; es wird ohne Zweisel in Betracht zu ziehen sein, wie sich die Erste Kammer der Zweiten gegenüber verhält xe.

Es kann hiernach sehr wohl sein, daß die Krone sich nicht veranlaßt sindet dem Rathe und dem Wunsche der Zweiten Kammer zu entsprechen; darum wird man gewiß nicht sagen können, das Botum der Zweiten Kammer sei unbeachtet geblieben.

Wer diese Behauptung aufstellt, geht eben von der Ansicht aus als gebe es nichts Drittes für die Rammern (und noch dazu für die Zweite Kammer allein), als entweder ausschließlich zu herrschen oder ganz ohne Macht und Einsluß zu sein, während beides vielsmehr gewiß das Falsche, das Berderbliche ist.

Die Kammern haben neben ben sehr wichtigen Rechten ber Zustimmung zu ben Gesehen und ber Genehmigung von Ausgasben, die Befugniß und die Pflicht, sich über die Bedürfnisse und Interessen bes Landes nach ihrem besten Wissen und Gewissen auszusprechen: ein Auge und ein Ohr des Königs zu sein, neben ber Beamtenhierarchie; unabhängig von berselben; wesentlich zu bem Iwede, um dem Monarchen ein unbefangenes Urtheil über dieselbe zu erleichtern.

Dieser Pflicht genügen die Kammern nicht, wenn sie Zweisel barüber obwalten laffen, ob zwischen ihnen und dem Ministerium ein herzliches Einverständniß herrsche oder das Gegentheil.

Es bestanden aber und bestehen noch solche Zweisel nicht burch Jufall oder burch unberusene und irrige Darstellungen von Personen außerhalb der Rammer, sondern wesentlich durch das Berhalten der Rammer selbst.

Daß bas in ber vorfährigen Seffton (1843) obwaltenbe

Bertrauen zwischen bem Ministerium und ber Mehrheit ber Kams mer erschüttert sei, zeigten nicht nur bie Debatten bei bem Busfammentreten berfelben, sonbern vor allen Dingen bie Entwürfe ber Abrescommission zur Beantwortung ber Thronrebe.

Auch am 7. Januar, bei ber Wieberaufnahme ber Berhandstungen über bie Abreffe, wurde von vielen Mitgliedern ber Partei Bobelschwingh, unter anderen von den Herren Geppert, Falt, v. Eynern, jedoch nicht von Herrn v. Bobelschwingh selbst, eine motivirte Tagesordnung unterzeichnet und eingebracht, worin es unter anderm also heißt:

#### in Erwägung:

"daß die Kammer im Fortgange ihrer Thätigkeit nothwen"dige Beranlassung haben wird über die dem Lande auf"erlegten außerordentlichen Lasten und Leistungen, sowie
"über die gesammte von dem Ministerio befolgte Bolitik,
"welche nach ihren bisher bekannt gewordenen Resultaten
"die schwersten Bedenken hervorruft, nach vollständiger
"Darlegung der Motive dieser Politik und der stattgehab"ten Verhandlungen sich auszusprechen,"\*)

geht bie Kammer jur Tagesorbnung über.

Im Sinne biefer Motive fprach ber Abgeordnete Red, ein Mitglied ber Bartei Bobelfchwingh, in feinem und seiner positifchen Freunde Namen von ber Tribune aus; er bekannte, schwere Bebenken gu haben, erklarte zwar fur jest schweigen, aber bann

<sup>\*)</sup> Anmer fung. Der ursprüngliche Entwurf biefer motivirten Lagesordnung brudte bie Absicht sich bei einer späteren Beranlaffung auszusprechen noch beutlicher aus und bezeichnete biefelbe ganz genau. Er lautete in ber betreffenben Stelle folgendermaßen:

<sup>&</sup>quot;In ber Erwartung, daß die Regierung Gr. Majestät nicht saumen "werde bei der Forderung des nöthigen Credits zur Bestreitung "der dem Lande auferlegten Lasten und Leistungen unter vollständiger "Entwidelung der politischen Lage des Landes und Erörterung der "Berhältnisse, wodurch diese herbeigeführt ist, ihr Bersahren zu recht"sertägen, in Erwägung, daß alsdann der Zeitpunkt eintreten wird,
"in welchem die Rammer befähigt und verpflichtet ist sich über
"die Politik des Ministeriums — welche nach den ihr dieher bekannt
"gewordenen Resultaten zu den schwersten Bedanken "lassung giebt — und mit unden auszusprechen.

reben zu wollen, wenn bie Bollftanbigfeit ber Borlagen ein festes Urtheit gestatten wurbe. (Stenograph. Bericht S. 83.)

Diese Ansicht habe ich nicht nur damals getheilt, obschon ich aus gleich zu erörternden Gründen jene Tagesordnung nicht unterzeichnete, sondern din auch bei denselben beharrt, als der Zeitpunkt kam, an welchem man damals reden zu wollen der Meinung war: als es sich nämlich darum handelte die außerordentslichen Credite zu bewilligen.

Ich hatte mich keinem der verschiedenen Entwürfe einer mostivirten Tagesordnung durch meine Unterschrift angeschlossen, stimmte vielmehr am 7. Januar für die ein fache Tagesordnung, einmal weil ich Bedenken trug zu einer Zeit, wo ein augenblicklicher Ersfolg nicht mehr zu erwarten stand, mich zu einem so entscheidenden Botum zu verpstichten, bevor ich die Minister selbst gehört, zweistens, weil nach den Borverhandlungen zwischen den verschiedenen Fraktionen der Kammer die Bereinigung einer entscheidenden Masjorität zu einem zwar offenen und unumwundenen, aber auch der Stellung und wirklichen Macht der Kammer entsprechenden, Bostum nicht zu verhoffen war. Aufregende Debatten ohne die Bestichtigung durch ein klares, entscheidendes und der Lage der Dinge entsprechendes, Botum konnten meiner Ansicht nach nichts sördern, wohl aber viel gefährden.

Als ber am 7. Januar bestimmt ins Auge gefaßte Tag kam, habe ich mich für verpflichtet gehalten burch mein Botum offen und unzweideutig zu bekennen, daß die beim Beginne der Session auch von mir getheilten schweren Bebenken nicht gehoben seien.

Dies burch Erklärungen von der Tribune herab, nicht aber burch ein Botum zu thun, wie es der Abgeordnete v. Bodelsschwingh für seine Person als das angemessenste befunden hat, ift nicht jeder Abgeordnete in der Lage.

Ich konnte und kann mich auch heute durch seine Gründe nicht für überzeugt halten, daß dies — mindestens für Abgeordnete, welche noch nicht den Anspruch machen können öffentliche Charaktere zu fein — der richtige Weg ift, ihre Stellung dem Cabinet gegenüber zu bezeichnen. Denn wenn nach solchen Erklärungen gewiß aus den Abstimmungen der Zweiten Kammer nicht

gefolgert werben kann, daß das herzliche Einverständniß zwischen ihr und dem Ministerium hergestellt, daß die beim Beginne der Session geäußerten schweren Bedenken behoben seien, so ist doch auch das Gegentheil von der Mehrheit der Kammer niemals unspeideutig ausgesprochen.

Dies ergiebt fich am klarsten aus bem Bericht vom 2. Festwar c. bes Abgeordneten v. Bobelschwingh selbst über den Antrag des Abgeordneten v. Binde zur Untersuchung der Lage des Landes zc. In diesem Bericht und in seiner darauf bezüglischen Rede vom 8. Marz (Stenograph. Bericht S. 496 f.) führte har v. Bobelschwingh aus, daß die von dem Abgeordneten v. Binde aufgestellte Behauptung eines notorisch mangelnden Einverständnisses zwischen der Regierung und der Kammer durchsaus unerwiesen sei.

Der Zweisel über bas Verhältniß ber Kammer ober boch vieler ihrer Mitglieber zu bem Ministerium ist hiernach bis zum Schlusse ber Session ungelöst geblieben.

Ich habe es nun mit meinen Pflichten nicht für vereinbar gehalten, solche Zweisel wenigstens in Beziehung auf meine Person bis zum Schlusse der Session bestehen zu lassen. Einmal aus den oben erörterten Gründen, wonach ich es für eine Ausgabe der Rammer halte sich bei einer so folgenschweren Lage der Dinge der Krone gegenüber offen darüber auszusprechen, ob dieselbe den Fortsbestand des Cabinets für wünschenswerth halte oder nicht. Sodann aber auch wegen ihrer Stellung dem Lande gegenüber.

Es wird Ihnen, meine Herren, nicht unbekannt sein, in welscher Ausbehnung und mit welcher Heftigkeit ber Kammer ber Borwurf gemacht worden ist, daß sie dem Ministerium gegenüber ber nöthigen Selbstständigkeit ermangele; daß sie in entscheidenden Dingen ihre abweichende Meinung nicht auszusprechen wage, auch wenn sie davon durchdrungen sei, daß das Ministerium falsche und gefährliche Bahnen eingeschlagen habe. Es ist auch, wie wir schon oben bemerkten, nicht zu verkennen, daß es für viele Abzgeordnete ihrer Stellung nach, für alle der daran sich knüpsenden Berantwortlichkeit wegen eine sehr schwere Ausgabe ist, es auszussprechen, daß die Räthe der Krone ihr Vertrauen nicht besiehen.

Die Berantwortlichkeit ist zwar geringer, die Gesahr persönlicher Opfer aber größer, wenn solches Botum nicht den Rücktritt des Ministeriums zur nothwendigen oder doch sehr wahrscheinlichen Folge hat. Zene von der Tribune herab und von vielen Organen der Presse ausgesprochene Ansicht, die Majorität der Kammer oder eine zahlreiche Partei derselben wolle keinen Tadel über das Ministerium öffentlich aussprechen, obwohl sie sich der Ueberzeugung nicht entziehen könne, das Grund dazu vorhanden sei, ist daher keinesweges ganz aus der Lust gegriffen.

Nur um so mehr hat die Kammer Ursache solche Borftellungen und Anschuldigungen schlagend zu widerlegen, densselben auch jeden Schein einer Begründung zu nehmen. So gewiß kein rechter, seiner Ueberzeugung sicherer Mann, sich von der öffentlichen Meinung beherrschen lassen wird, so wenig darf er sie verachten oder auch nur unbeachtet lassen. Der Bestand und das Gebeihen einer freien Bersassung beruht darauf, daß die leitenden Gewalten die öffentliche Meinung für ihre Schritte zu gewinnen trachten und verstehen.

Damit dies ihnen gelinge, ift es vor allen Dingen nöthig, baß fie keine Zweifel auftommen laffen über die Unabhangigkeit ihrer Stellung und Lauterkeit ber Beweggrunde, von welchen eine jebe bestimmt wird.

Nur dann, wenn die Selbstständigkeit der Kammer über jeden Zweisel erhaben ist, kann dieselbe auch das Ministerium bei der Ergreifung von Maßregeln kräftigen, welche dem augenblicklichen Strome der öffentlichen Meinung entgegen sind. Diese Aufgabe ist aber der Kammer bereits mehrsach geworden und wird ihr unausbleiblich noch häusig gestellt werden.

Endlich ist das Verhältniß, in welchem sich der Abgeordnete zu dem Ministerium besindet, ob er dessen Fortbestand oder Rudstritt wünscht, von so entscheidender Bedeutung für die Wähler, insbesondere für den Fall einer Erneuerung der Wahl, daß ich es für meine Pflicht auch gegen Sie, meine Herren, gehalten habe, mich bei einer Gelegenheit darüber offen und unumwunden auszusprechen.

Dies find die Grunde gewesen, welche mein Ausscheiben auch aus der Partei Bodelschwingh veranlast haben.

# Leitenber Grundfat für meine Abstimmungen im Ginzelnen.

Rachdem ich mich über mein allgemeines Berhältniß zu den Hauptparteien in der Kammer und zu dem Ministerium ausführstich ausgesprochen, habe ich nur in wenigen Worten den Grundsatz zu erläutern, der mich bei meinen Abstimmungen über einzelne Gegenstände leitete.

Ich beginne bamit, offen zu bekennen, baß es mir oft fehr peinlich gewesen ift, meine Stimme abzugeben, baß ich bies nicht immer mit ber Befriedigung einer vollständig sicheren Ueberzeugung habe thun können.

Bei ber großen Menge ber verschiedenartigsten und babei hochswichtigen Gegenstände, welche die Kammer zu behandeln hatte, ist es mir nicht möglich gewesen über alle diese Fragen ein selbststänsdiges und sicheres Urtheil mir zu bilden, um so weniger als ich nur kurz vor dem Beginn der Session zu dem Amte eines Abgesordneten berusen wurde. Ich befand mich um so mehr in einer schwierigen Lage, als ich mich aus den oben erörterten Gründen keiner Partei und keinem Führer mit vollem Vertrauen anschließen konnte.

Genug, die Bemerkungen, welche ich im Eingange meines Schreibens über die Ursachen ber oft unsicheren und schwankenden Haltung der Kammer, über die lodere Berbindung zwischen Führern und politischen Freunden gemacht, enthalten nicht das Urtheil eines über die Schwächen Anderer erhabenen Richters, sonword eine Darlegung und Erklärung von Empfindungen und Kämpfen, die ich in meiner eignen Bruft durchlebt.

Zum Leitstern bei ben oft wiederkehrenden Zweiseln hat mir nun der Grundsatz gedient, überall da mit dem Ministerium zu stimmen, wo nicht die eigne klare und sichere Ueberzeugung mir einen anderen Weg wies. Ich habe auch dann mit dem Misnisterium gestimmt, wenn ich Grund hatte zu besorgen, daß die Folge einer Abstimmung über die Entscheidung des einzelnen Falles hinaus und weiter gehen wurde, als ich übersehen konnte oder beabsichtigte.

Sich in Widerspruch mit ben Absichten und Borschlägen ber Regierung segen, oder befinden ju muffen, wird - wie ich schon oben bemerkte - für jeben Preußen gewiß ftete eine fehr peinliche, schmerzliche und ungern übernommene Aufgabe fein. Derselben kann ich mich nur unterziehen und die damit verbundene Berantwortlichkeit nur auf mich laben, wenn und soweit meine eigene, sichere Ueberzeugung mir bies zur unabweislichen Pflicht macht. Konnte ich baher eine feste und flare Ueberzeugung von ber vorliegenden Sache nicht gewinnen, so habe ich mich bem Ministerium angeschloffen. Denn die Rathe der Krone werden, was man auch immer gegen ihr Spstem und gegen ihre Personen anzuwenden haben mag, boch ftets bas Wohl des Staats zu ihrem Biele machen und machen muffen; es ftehen ihnen ftete viele Mittel ju Gebote fich über ben Gegenstand eines Geseges ju unterrichten und ein unbefangenes Urtheil barüber zu bilben, welche bem Privatmanne nicht zugänglich sind.

Aus biesen Gründen werde ich eine Berantwortlichkeit, die ich im ganzen Umfange selbst zu übernehmen mich nicht für verspflichtet halten muß oder nicht getrauen kann, stets gern dem zur Cenkung der Geschicke bes Landes berufenen Ministerium überlassen.

Den Nachweis, wie ich im Einzelnen mich bei meinen Abftimmungen von ben hier entwickelten Grundsaten habe leiten laffen, werben Sie an dieser Stelle nicht erwarten. Ich werbe gern bereit sein benselben auf Berlangen mundlich zu führen.

## Weg mit bem Kammern!

Während vor bem Jahre 1848 ber Ruf nach ben Institutio= nen einer freien Verfassung fast in jeder Brust ein Echo fand, und alle Wünsche ber liberalen Partei sich in dem Verlangen nach Reichsständen wie in einem Brennpunkte vereinigten, lassen sich jetzt lauter und lauter andere Stimmen vernehmen.

Wie bamale alle Hoffnungen, fo werben nun alle Beforgniffe

an die Rammern gefnüpft, aller Mismuth über getäuschte Erwartungen und jeder Borwurf wegen misslungener Anstrengungen auf sie gehäuft.

Weil die Kammern nicht in die Bahn einlenken, welche den Einen die allein richtige zu sein scheint, das nicht vermögen oder leisten, worin die Anderen das Wesen einer freien Versassung ersbliden, wird ihnen von sehr verschiedenen Seiten her und von entgegengesepten Standpunkten aus sede reelle Bedeutung bestritten, und die Kähigkeit zu einer nüblichen Wirksamkeit mehr oder weniger entschieden abgesprochen. Häusig genug geht der Unmuth soweit die gänzliche Beseitigung der Kammern, mindestens ihre völlige Umgestaltung durch ein neues Wahlgeses zu fordern. In diesen Wünschen berühren sich — wie so oft — die Ertreme, die Demofraten und Absolutisten.

Aber auch von den Mitgliedern der constitutionellen Partei ist innerhalb und außerhalb der Kammern nur zu häusig die Frage aufgeworsen "wozu die Kammern denn da wären" "was sie dem nütten", wenn denselben die Ausübung dieses oder jenes Rechts bestritten, insbesondere wenn die Anwendbarkeit des Grundsates der parlamentarischen Regierung auf unsere Verhältnisse geleugnet wurde.

Solchen Auffassungen gegenüber durfte die Frage wohl am Plate sein, ob denn das Haus der Lords in England beswegen ohnmächtig und ohne Einfluß ift, weil das Bestehen des Cabinets nicht von seiner Majorität abhängt; ob das Haus der Reprässentanten und der Senat in Nordamerika nichts bedeuten, weil der Prässbent der Bereinigten Staaten versassungsmäßig berechtigt ist und von dieser Besugniß auch schon Gebrauch gemacht hat sein Ministerium beizubehalten, auch wenn dasselbe in beiden Hausern die Majorität für die Ansicht des Prässbenten nicht gewinnen kann.

Wir wollen indes von einer Bezugnahme auf die Berhältnisse anderer Länder lieber absehen, und nur die — in ihrer Allgemeinheit von Jedem anerkannte, in der Anwendung selten hinlänglich beherzigte — Lehre daraus entnehmen, daß sowohl die ausdrücklichen Bestimmungen einer Berkassung als auch die Begriffe eines verkassungsmäßigen Herkommens und Berkahrens den Eigenthumlichkeiten eines jeden Landes angepaßt fein muffen, und nicht beliebig übertragen werden können. Richtige Ansichten über das, was als verfassungsmäßig anzusehen ist, insoweit dies nicht schon aus den klaren Bestimmungen der geschriebenen Gesetze von selbst folgt; der wahre, schöpferische Geist der Verfassung entwickelt sich nur durch das Leben und die Wirksamkeit der Verfassung selbst: durch Herfommen und Gebrauch. Bedingung ist die Zeit, neben treuer und weiser Pflege von Seiten der dazu Berusenen.

Um ein unbefangenes Urtheil über die wirklichen Bedürfnisse unseres Baterlandes zu gewinnen, durfte es an der Zeit sein daran zu erinnern, wie dieselben vor dem Jahre 1848 aufgefast und beurtheilt wurden.

Die Kurie der drei Stände des Bereinigten Landtags faßte im Jahre 1847, d. i. vor nicht mehr als vier Jahren, ihre wesfentlichsten Wünsche in Beziehung auf die Abänderung der Versordung vom 3. Februar 1847 in folgende ehrfurchisvolle Anträge an die Krone zusammen:

- 1. Die Einberufung bes Bereinigten Landtags alle 2 Jahre auszusprechen, und im Zusammenhange damit, das Institut ber ständischen Ausschüffe wiederum auszuheben;
- 2. ben Erlaß aller allgemeinen Gesete an ben Beirath bes Bereinigten Landtags ju fnupfen;
  - 3. Anerkennen zu wollen, daß nur mit Zustimmung des Bereinigten Landtags Landes= fchulben rechtsfräftig kontrahirt werden könnten, und das Recht des ständischen Beiraths über alle Steuer= gesehe überhaupt dem Bereinigten Landtage zustehe;
- 4. Sr. Maj. zu bitten an den Verfassungsgesetzen ohne Zustimmung der Stände nichts ändern zu wollen;

In einer befonderen Vorstellung wurde dann noch die Bitte ausgesprochen

5. in der ganzen Monarchie die Censur aufzuheben, Preßfreiheit zu gewähren und zu diesem Zweck ein Preßftrafgeset entwerfen und dem Landtage zur Berathung vorlegen lassen zu wollen.

Unter den Mannern, welche damals der politischen Entwickelung unseres Baterlandes ihre Kräfte ober doch ihre Theilnahme widmeten, find wohl nur Wenige gewesen, welche an die Gewährung aller dieser Bunsche und Bitten nicht die freudigsten Hossnungen für die glückliche Ausbildung unserer Versassustände, für die Entfaltung der Macht unseres Vaterlandes und die Erweiterung seines Einflusses in Deutschland geknüpft hätten!

Wir haben nun

- ad 1. Jahrliche Berufung unfrer Kammern, und eine ohne Zweifel viel bildungsfähigere Form für die Landesvertretung als der Bereinigte Landtag war.
- ad 2, 3, 4. Das unbedingte Recht ber Zustimmung zu allen Gesegen, sie mogen sich auf Steuern ober auf andere Gegenstände beziehen; die Genehmigung nicht nur jeder zu kontrahirenden Schuld, sondern auch die Prüfung und Bewillisgung jeder zu leistenden Ausgabe.
- ad 5. Die Gensur ift aufgehoben; ein Prefstrafgeset ift unter Zustimmung ber Kammern erlassen; babei ist bie Aburtheislung aller Presver brechen vor die Geschwornen gewiesen, und bas Wort der Abgeordneten nicht nur auf der Tribune von jeder Beschränfung frei, sondern auch dessen Verbreitung vor jeder Verstürzung und Bestrafung sicher gestellt.

Die Ausübung Diefer Rechte: Die jahrliche Berfammlung Der Kammern, Die Zustimmung zu allen Gesehen, Die Prüfung und Genehmigung nicht nur jeder Steuer und Schuld, sondern jeder Ausgabe, das freie Wort der Abgeordneten wird gegenwärtig von Riemand angezweifelt oder bekämpst; von keiner Partei; von keiner Staatsgewalt.

Der Streit erhebt sich erft, und kann, leidenschaftlich geführt, zulest freilich auch diese Rechte wieder gefährden, sobald der Berssuch gemacht wird an die Ausübung dieser Rechte indirecte, weistergehende Folgen zu knüpfen, nämlich durch dieselben, durch die Berneinung eines einzelnen Falls, den Wechsel des Spstems und des Ministeriums zu erzwingen.

Und diese kostbaren Freiheiten und Rechte — neben so vielem Anderen, was die beschworne Verfassung gewährleistet — so sehr viel mehr als man vor kaum vier Jahren nur zu hoffen und zu bitten wagte, das achtet man nun für nichts?

Rachbem in so kurzer Zeit soviel erreicht, sieht man hierin keine Bürgschaft mehr für ein frohliches Gebeihen verfassungsmäßiger Rechte und Freiheiten, für einen neuen Aufschwung ber Macht und bes Ansehns unseres geliebten Vaterlandes?

Wahrlich biefen Wechsel ber Ansichten burfte ein Jeder unbegreiflich finden, der ihn nicht felbst mit erlebt.

Was hat sich benn in unseren Zuständen binnen vier Jahren so wesentlich geandert, was kann sich in so kurzer Zeit in dem Maaße umgestalten, daß nun verachtet wird was mehr, sehr viel mehr ift, als man damals hoffte und erbat?

Freilich unfre Unsprüche sind andere geworden in dem Taumel der Jahre 1848 und 1849; unfer Begehren ift gewachsen mit unserm Selbstgefühl. Db auch unfre Kräfte, unfre Leistungen dem entsprechend zugenommen haben, das ift eine andere Frage, die wir auf das Bestimmteste verneinen muffen.

Es wird nur ein Beweis unfrer politischen Unmunbigkeit und noch mehr unfrer sittlichen Schwäche sein, wenn es uns nicht ge= lingt mit ben in unsere Hände gelegten Rechten auf gesetzlichem Wege sichere und befriedigende Justande unseres Vaterlandes her= beizuführen.

Die Früchte einer freien Verfassung sofort genießen wollen, nachdem der Baum so eben erst gepflanzt; dann wiederum sich anschicken denselben auszuroden, weil er nicht in Tagen bringt, was nur Jahrzehnte und Jahrhunderte zeitigen können: das sind allerdings vielmehr Zeichen einer kindischen Ungeduld und kurzsich=tigen Schwäche, als Beweise der Reise und der Kraft.

In aller Munde lebt das Sprichwort, daß Rom nicht in einem Tage gebaut sei; jedem auch nur Halb = Gebildeten ist es hinreichend bekannt, daß die Rechte und Freiheiten des englischen Barlaments nicht in wenigen Jahren erworden wurden, sondern daß Jahrhunderte des ausdauernosten Muthes und der opferfreubigsten Hingebung dazu gehörten. Allein die Anwendung dieser Bahrheiten auf unsre Verhältnisse möchte man auch hier abstehnen.

Rur zu gern verstedt fich bie Abneigung für bie begehrten Guter nun wirklich bie unvermeiblichen Opfer zu bringen und

nachhaltig die Kräfte bafür anzustrengen, hinter bem Borwande, daß diese Opfer vergeblich waren; nur zu leicht beruhigt man sich auf der anderen Seite mit der Borstellung, schlechter könne es ja boch nicht werden.

Wie schnell hat sich bei so Vielen die Theilnahme an den Bahlen verloren; wie viele Gutsbesitzer und Gewerbtreibende bezgnügen sich damit ihren Eiser für die Sache der Freiheit im Kreise ihrer Familie auszusprechen; ziehen aber im Uebrigen vor, dem Betriebe ihres Geschäfts ungestört nachzugehen, statt selbst auf die Bresche zu treten und besser zu sprechen oder zu stimmen als der getadelte Abgeordnete.

Möchten wir nicht an uns selbst und zu unserm Schaden die Bahrheit der Worte inne werden: "Denn wer da hat, dem wird gegeben werden; wer aber nicht hat, dem wird auch das er hat genommen werden.

Wie viel Ursache wir immer noch haben mit Anstrengung um die Erhaltung der uns gebliebenen Lebensgüter zu kämpsen, auch wenn wir meinen ganz arm und unglücklich zu sein, werden wir meistens erst inne, wenn wir noch mehr unwiederbringlich verlos ren haben.

Die Gründe weshalb man vor dem Jahre 1848 die Herftelsung von Reichsständen als den wichtigsten Schritt und die unumgängliche Bedingung für die politische Entwickelung und Machtentfaltung unsres Vaterlandes ansah, bestehen auch heute noch in voller Krast. Wer mit den Leistungen die ser Kammern nicht zusrieden, mit der Haltung die ser Abgeordneten nicht einverstans den ist, hat hieraus keinen anderen Schluß zu ziehen, als daß er bei der nächsten Wahl seine Ausmerssamseit und seinen Eiser zu verdoppeln habe, und vielleicht selbst auf den Posten zu eilen versbunden sei.

Dhne das Organ der Kammern ist es ein vergebliches Besmühen das Bolk zur politischen Reise erziehen zu wollen; eine Regierung, welche wirklich bestrebt wäre die Regierten in dem Zusstande politischer Unmündigkeit zu erhalten, muß und wird zuerst dazu schreiten sich der Kammern ganz zu entledigen. Theilnahme an den öffentlichen Dingen, der Wunsch und die Hossnung einer

freien Berfaffung herrschten unter ben Gebildeten schon im Jahre 1815; es fanden ihre Ideen selbst in der Gesepsammlung bereits einen Ausdruck und einen Stüppunkt. Dennoch haben wir in dem langen und friedlichen Zeitraum bis zum Jahre 1848 kaum erhebliche Fortschritte gemacht in Beziehung auf wahre politische Bilbung: die Fähigkeit das Gemeinwesen öffentlich zu behandeln und die Bereitwilligkeit uns den unerläßlichen Opfern an Kräften, Lesbensgenuß und Gütern freudig zu unterziehen.

Im Gegensaße zu benen, welche alles burch unfre Verfassung gebotene, von unseren Kammern zu leistende, geringschäßen und verschmähen, weil sie mehr begehren, stehen Andere, welche die Rücklehr zu den früheren Juständen wünschen, weil das Neue uns bisher gar wenig Segen gebracht, und wir uns vor dem viel besser befunden.

Auch diese haben meines Erachtens den Standpunkt ihrer Bunsche und Ansichten vor dem Jahre 1848 zu schnell vergessen; auch sie vergegenwärtigen sich zu wenig, welche Früchte wir von dem jungen Baume unfrer Berfassung ernten können, falls wir seiner mit Geduld und im rechten Geiste warten.

Möchten diese sich erinnern wie allgemein damals die Beis= heit am grünen Tisch und das Schreibregiment angeseindet wur= den, welches sich in alles mische, alles zu verstehen glaube, und doch die Bedürfnisse des Landes so wenig kenne, so wenig zu deren Befriedigung leiste.

Möchten sie sich erinnern, daß die Beamtenhierarchie so viele ber wichtigsten Gesete, welche seit Jahrzehnten verheißen waren, an denen unausgesetzt berathen und gearbeitet wurde, in einem langen Zeitraum friedlicher Berhältnisse nicht zustande zu bringen vermochte; daß die wirklich erlassenen Gesetze nicht mit allgemeiner Befriedigung aufgenommen, sondern sofort der dittersten Kritif unterworsen wurden, und zwar vorzüglich von den Beamten selbst, welche sie auszusühren hatten.

Möchten sie sich erinnern, daß die Gebilbeten der Nation die Bustande und gesetzlichen Einrichtungen aller Bölker der Erde eifrig burchforschten und sachfundig beurtheilten, nur nicht die ihres eignen Baterlandes; daß unfre Zeitungen uns gar viel erzählten von

Franfreich, England, Spanien und Griechenland, gar wenig aber von unserm Breußenlande.

Hierin liegt ber vornehmfte Grund weshalb auch heute noch gar Biele zu sagen wiffen, — um uns dieses dem gewöhnlichen Ecben entnommenen Ausspruches zu bedienen — wo sie der Schuh druckt, Riemand aber die Meisterschaft bewährt einen paffenden Schuh zu fertigen.

Wären unfre Zustände befriedigende gewesen, die Bewegungen bes Jahres 1848 hätten nicht so tief greifende und beklagenswerthe Volgen bei uns haben können.

Endlich mogen fie fich erinnern, bag wir ju einer innigen Bereinigung mit bem übrigen Deutschland nur gelangen und ge= gen Destreich ben Blat im Rathe bes Bundes nur behaupten tonnen, wenn wir eine wirksame und wohlthätige Theilnahme ber Bolfevertretung an der Gesetzgebung erreichen und ins Leben füh-Auf unfrer Stellung in Deutschland beruht unfre Beltung als Großmacht, ba wir ohne die wirkfame Unterstügung bes übrigen Deutschlands ober gar in feindlichem Begenfat mit bemfelben fein hinreichendes Gewicht in die Schaale der Bölferwaage einsetzen fonnen. Es ift sogar beutlich genug hervorgetreten, bag wir unfre eignen innern Ungelegenheiten nicht mehr genügend ordnen fönnen, wenn wir die Gesetgebung ber andern Bundesländer nicht in biefelbe Bahn ju lenken vermögen, ba wir burch ben Berkehr, bie geographischen Berhältniffe und burch Bertrage fo an biefelben gebunden find, daß uns eine freie Bewegung für uns allein und aans nach eignem Ermeffen nicht mehr gestattet ift.

## Zweck und Aufgabe ber Kammern.

Obwohl es gewiß meine Absicht nicht sein kann hier in eine ausführliche Erörterung ber Bortheile einer freien Berfassung einzugehen, und bei meinem einfachen Schreiben an Sie, meine Herzen, die Aufgabe einer politischen Abhandlung zu verfolgen, so mögen Sie mir boch verstatten ben verschiedenen oben erwähnten Auffassungen und Urtheilen gegenüber in wenigen Worten hervorzuheben, worin ich vorzugsweise die Bortheile unfrer neuen Staats-

verfassung sinde. Es wird daraus am deutlichsten erhellen, welche Aufgabe ich mir selber gestellt habe. Ich hosse zugleich nachweisen zu können, daß um dieser Aufgabe zu genügen und jene Bortheile zu sichern, es sehr viel weniger auf die Erledigung von Prinzipiensfragen oder auf die Aenderung des Wahlgesees ankommt als darauf, daß die Abgeordneten sich dem wesentlichen Beruf, der ihnen bei jedem Wahlgeset und bei jeder Auslegung der Berfassung anheimfallen wird, mit Umsicht und Hingebung unterziehen.

Den ersten wesentlichen Zwed der Einrichtung von Kammern, ober der Zuziehung von Abgeordneten aus dem Bolk bei der Berathung der Gesetze finde ich darin, daß dieselben die Einseitigkeit
eines in sich abgeschlossenen Beamtenstandes auf eine entsprechende Weise erganzen und diesem selbst ein frischeres Leben einhauchen.

Die Abgeordneten werden ber überwiegenden Rahl nach aus ber Mitte bes burgerlichen und gewerblichen Lebens zur Theilnahme an ber Gefengebung berufen, und haben jedenfalls durch ihre Stellung zu ben Bablern die Beranlaffung und die Berpflichtung bie Buniche, Beburfniffe und Intereffen ihres Wahlfreises zum Begenstande ihrer besonderen Aufmerksamkeit, Untersuchung und ihres Rachbenkens zu machen. Neben bem Studium ber Gefete, ber amt= lichen und wiffenschaftlichen Quellen, werben fie ihre Belehrung in ber mundlichen Unterhaltung und ber Beobachtung burch ben Augenschein suchen, mahrend bie Beamten, von ben Regierungerathen an, wegen ihrer Ueberhäufung mit laufenden Geschäften und bes Umfange ihres Wirfungefreises, fich vorherrschend barauf beschranfen muffen die Buftanbe bes Landes burch die Berichte ber untergeordneten Behörden fennen ju lernen. Go führen die Abgeord= neten ber Beamtenhierarchie bie unmittelbare und frische Erfenntniß ber Bebürsniffe bes Bolkslebens, in ihrer Mannigfaltigkeit und in ihren Gegenfägen ju.

Es mag noch besonders hervorgehoben werden, daß die zeitsweilige Theilnahme höherer Beamten an den Berathungen der Kammern als Abgeordnete sehr geeignet ift dieselben vor einer einseitigen, trodenen und nur mechanischen Behandlung und Aufsfassung der Geschäfte zu bewahren, in welche sie sonst der Ratur ihrer Stellung nach leicht verfallen. Ueber dem Lesen der einge-

henden, dem Prüfen und Unterzeichnen der zu befördernden Sachen, also über der nüchternsten Anwendung der bestehenden Gesete, bleibt denselben wenig Muße ihre gewiß reichen Ersahrungen über die Rängel derselben durch folgerichtiges Nachdenken und vergleischendes Studium anderer Gesete und Berhältnisse zur Reise zu bringen und nutbar zu machen. Diese Muße wird ihnen in der Stellung eines Abgeordneten gewährt, wenn sie dieselbe anders zu benuten wissen.

Wie die Beamten durch die Verbindung mit den Abgeordnesten und die freiere Stellung, so werden andrerseits die Abgeordneten selbst durch ihre Thatigkeit in den Kammern die reichste Belehrung sinden können.

Für sich allein, in Folge ihrer gewerblichen Thatigfeit, sind bie Abgeordneten bes Landes ebensowenig und gewiß noch viel weniger als die Beamten im Stande gute Gesetze zu finden und zu erlaffen.

Aus der Mitte des burgerlichen Lebens zur Theilnahme an der Gesetzebung berufen, haben dieselben zwar gewiß die genaucste Kenntniß der thatsächlichen Zustände und die frischeste Einsicht in die vorhandenen Bedürfnisse, keinesweges aber darum schon eine klare Erkenntniß über die Mittel und Wege denselben abzu= helfen.

Der Kaufmann und Gutsbester mag am besten wissen, wie bringend nöthig ein wohlseiler und an keine lästige Bedingungen geknüpster Kredit für die kräftige Betreibung seines Geschäfts ist; er wird darum noch nicht anzugeben wissen, wie die Banken und ländlichen Creditanstalten am zwedmäßigsten einzurichten sind. Der Handwerker wird am lebhastesten empfunden haben, welche Gesahren eine ungezähmte, durch unsittliche Mittel geführte, Concurrenz mit sich bringt, welche Segnungen achtbare Corporationen verbreiten können. Er wird beswegen noch nicht im Stande sein, eine weise Gewerbeordnung zu entwerfen. Noch weniger weiß derjenige, welcher die Last der Abgaben schwer empfindet, immer auch zwedmäßige Vorschläge zur Berbesserung des Steuerspstems zu machen, oder die, welche unter einer mangelhasten Polizeiverwal-

tung leiben, eine ben Verhaltniffen entsprechenbe Gemeinde-Ordnung auszuarbeiten.

Die Erkenntniß, wie bestimmten, flarerkannten und fühlbar gewordenen Bedürsnissen abzuhelsen sei, wird durch die gewerb-liche Thätigkeit und den Betried des Geschäfts selbst nicht gewon-nen, sondern ist nur die Frucht einer ganz besonderen geistigen Arbeit, zu der im dürgerlichen Leben selten die Muße bleibt oder die Veranlassung gegeben ist.

Dazu kommt, daß auch richtige Ansichten und zwedmäßige Borschläge von Privatpersonen sich nicht leicht und vor allen Dingen nicht schnell allgemeine Anerkennung und Zustimmung erringen. Für die Rücksichten, die man Rathschlägen und Entwürfen angedeihen läßt, ist die Stellung ihrer Urheber, das Vertrauen, welches man nach früheren Erfahrungen bereits in deren Einsicht und Redlichkeit sest, von der entscheidendsten Bedeutung.

So find die Rammern fur die Manner, welche aus dem burgerlichen Leben zur Theilnahme an die Befetgeburg berufen werben, die lehrreichste Schule jur Erganzung ihrer Bilbung. find jugleich ber geeignetste Schauplas, um die öffentliche Aufmerksamkeit auf die begabteften und wurdigften Manner zu lenken, ihren Rathschlägen Beachtung, ihrer Einsicht und Rechtlichkeit all= gemeines Vertrauen zuzuwenden. Die Verbindung mit ben boch= sten Verwaltungsbehörden, in beren Schooße durch mündliche Ueberlieferung und schriftliche Aufzeichnung bie Erfahrung von Dezennien und felbft Sahrhunderten gesammelt ift, die Erörterung ber Gesehentwürfe in Gemeinschaft mit tenntnifreichen Beamten, bie Benutung amtlicher, ihnen fonst nicht zugänglicher Nachrichten, befähigt bie Abgeordneten erft bie Kenntniß besonderer Berhältniffe, welche ihnen burch ihr burgerliches Leben beiwohnt, jum 3mede allgemeiner Gefetgebung nutbar zu machen. Sie lernen theile von ben Mitgliedern ber Berwaltung, theils burch ben Gegenfas ihrer eignen Bunfche und Ansichten, wie beschränft die Mittel bes Staats, wie mannigfach und fich burchfreugend die Ansprüche find. welche an benfelben gemacht werben.

Genug gute Gesetze schwimmen nicht gleich Fischen im Meere bes Bolkslebens umber, um durch das Ret eines Bahlgesetzes

berausgezogen werben zu können; sie sind vielmehr nur die Frucht der innigsten Berbindung von frischer Lebensanschauung und gereistem Studium, und nur das Ergebniß einer klaren Erkenntniß, richtigen Abwägung und glücklichen Bersöhnung der verschiedenen, oft in Gegensat und Conslict miteinander gerathenden Interessen. Die Berathungen der Kammern und die Borbereitungen zu denselben bieten die Gelegenheit und enthalten die Nöthigung zur Bereinigung alter und neuer Erfahrung, zur Ausgleichung zwischen besonderen Berhältnissen und allgemeinen Grundsähen. Die Kammern dienen zugleich als Wage, um das Gewicht der verschiedesnen mit einander in Widerstreit gerathenden Interessen in Bershältniß zu einander zu bestimmen.

So sehe ich in ben Kammern neu geschaffene, hochst wichtige Organe um weise, ben Bedürfniffen ber Nation mahrhaft entspreschende und alle besonderen Berhältniffe mit umsichtiger Schonung behandelnde Gesete zu finden.

Sie find ferner dazu berufen diese Gesete, sowie alle Magregeln der höchsten Verwaltungsbehörden dem Volke verständlich
und werth zu machen; die Achtung vor dem Geset, das Vertrauen
zu der Regierung auf dauerhaften Grundlagen zu befestigen und
darum unerschütterlich zu machen.

Die öffentlichen Berhanblungen in den Kammern, die Mittheilungen der Berwaltungsbehörden, die Gründe und Gegengründe der Parteien in den Kammern, die daran sich snüpsenden Erörterungen in der Presse, können und sollen jedem Bürger des Staats die Ueberzeugung gewähren, daß alle Berhältnisse und Bedenken, die er nach dem Umkreise seiner Ersahrungen und Kenntnisse bei der Berathung der Gesetz geltend machen möchte, nicht unerwogen geblieden sind. Sie sollen dazu beitragen, daß wir ein richtigeres Urtheil über das Maß unstrer eignen Kräfte und Kähigkeiten gewinnen, ein billigeres über die Leistungen Ansberer und aneignen, indem wir Gelegenheit haben wahrzunehmen, wie Männer, 'an deren Talent, Ersahrung und Baterlandsliede zu zweiseln wir und nicht berechtigt halten dürsen, dennoch zu and deren Ansichten gelangen als wir selbst; wenn wir beherzigen, daß ausgezeichnete Staatsmänner über Fragen, deren Lösung und so

einsach und unzweiselhaft erscheint, durch die Gewalt der That-sachen bestimmt, ihre Ueberzeugungen oft in kurzer Zeit völlig gewechselt haben; wenn wir aufrichtig genug sind es uns zu gesteshen, daß wir hinsichtlich vieler Ansichten selbst in dieser Lage uns besinden.

In diesen Beziehungen haben nun die Abgeordneten noch eine ganz besondere Aufgabe. Die Pflichten ihres Berufs hören nicht auf, wenn die Session geschlossen ift. Sie sollen es sich vielmehr besonders angelegen sein lassen, ihren Mitburgern die Beschlusse der Kammern zu erläutern, das richtige Verständniß und die Würzbigung der erlassenen Gesetz zu erleichtern, wobei denn auch die Gründe der Gegenpartei eine unbefangene Darstellung und gerechte Beurtheilung sinden muffen.

Die Abgeordneten haben vielfache Gelegenheit und sollen sie benuten, die Entscheidungen der Ministerien über lokale Verhältenisse und selbst persönliche Angelegenheiten in ihren Motiven näher kennen zu lernen, und so ihren Mitbürgern die Ueberzeugung zu gewähren, daß sie weder in einer Verkennung noch in einer Vernachlässigung ihrer Interessen die Gründe etwaiger abschläglicher Vescheibe zu suchen haben; daß beispielsweise die Mittel des Staats wirklich nicht hinreichen, um in jeder Kreisstadt ein Kreisgericht zu errichten oder alle gewünschten Chaussen zu bauen.

Die Aufklärung bes Bolks über die Schwierigkeiten ber Gessetzung, und die Gründe der getroffenen Bestimmungen; die Erweckung der Theilnahme an den öffenklichen Angelegenheiten und eine richtigere Beurtheilung derselben; die Herstellung einer innigeren Berbindung zwischen Regierung und Regierten, und als schließsliche Frucht: Erhöhung der Achtung vor dem Geset, Besestigung des Bertrauens zu der Regierung, unbefangnere Würdigung abweichender Ansichten unter den Mitbürgern — das ist der zweite große Bortheil, den die Theilnahme von Abgeordneten an der Gesetzedung zur Folge haben kann und zur Folge haben soll.

Durch die freie, an keine Inftruction gebundene, durch keine Verantwortlichkeit im gewöhnlichen Sinne beengte Stellung, welche die Abgeordneten bald mit den höchsten Organen des Staatskor- pers, bald mit den unterften Kreisen des Bolkslebens in die in-

nigste Berbindung bringt, welche ihnen gestattet und sie anweist nicht minder in den Bibliotheken, Archiven und Salons, als auf dem Felde, in den Straßen und Hütten ihre Kenntnisse und Ersahrungen zu bereichern; durch diese freie Stellung sind die Absgeordneten vorzüglich berufen und befähigt dazu beizutragen, daß die Gesetz sowohl nach der reistichsten Erwägung und unter der umsichtigsten Berücksigung aller Verhältnisse erlassen, als auch von den Bürgern als das Resultat der gründlichsten Untersuchungen und schwersten Kämpse anerkannt und geehrt werden.

Endlich sei wenigstens flüchtig daran erinnert, daß das Bewußtsein eines großen gemeinsamen Ziels; die Gelegenheit einem solchen Zeit und Kräfte zu widmen; die Veranlassung persönlichen Muth, Ausdauer und Hingebung zu bewähren, also frisches Leben und stete Regsamkeit in dem Staatskörper zu erhalten und zu erwecken, in den Parteikämpfen der Wahlen und parlamentarischen Kehden mit weniger Gefahr unwiderbringlicher Verluste und Verlezung heiliger Rechte geboten ist, als das in den vergangenen Jahrzehnten und Jahrhunderten vorzugsweise durch die Kriege geschah.

Fragen Sie mich nun, meine Herren, ob die von mir hervorgehobenen Bortheile einer freien Verfassung bis jest bei uns erreicht sind, so muß ich darauf allerdings zu meinem tiefen Bedauern mit einem ebenso offenen, als entschiedenen Rein antworten. Es ist bis jest leider vielfach das Gegentheil von alle dem eingetreten.

Mir will es vorkommen, als sollten die Ereignisse unsere Tage eine recht schlagende Widerlegung der Lehren führen, welche mit glänzendem Talent und seltner Gelehrsamkeit noch unlängst hier vorgetragen wurden und in allen Kreisen der gebildeten Welt Eingang und Beisall sanden: es sei der Gang der menschlichen Entwickelung ein nothwendiger; es schasse sich die Zeit gleichsam von selbst die Männer, die sie brauche; es sei alles was Verbreiztung und Herrschaft gewinne über die Gemuther der Menschen darum auch gut, oder wie es in jener Lehre heißt vernünstig. Viele Jünger jener freilich oft auch sehr unrichtig verstandenen und verkehrt entwickelten Lehre haben nun im Auslande und im Elende

beharrend, die rauhe Wirklichkeit als berechtigt und nothwendig anzuerkennen bereit sind. Mir ist immer die Wahrheit eines zwar nicht glänzenden noch gelehrten, aber darum auch weniger leicht dem Misverständnis ausgesesten Spruches einleuchtender gewesen: bes Spruches: Wie mans treibt, so gehts. Ich meine diese Warnung ist auf Wölker und Staatseinrichtungen nicht minder anwendbar wie auf einzelne Personen.

Gewiß ist, daß wir alle schmerzlich des Mannes oder ber Manner harren, welche Bersöhnung zu gießen vermögen in die emspörten Leidenschaften, und als wahrhafte Sieger sich erweisen, insdem sie ihre Gegner nicht nur zu entwassnen und zeitweise ohnsmächtig zu machen verstehen, sondern zu gewinnen und um ihre Fahnen zu sammeln wissen.

## Was follen wir thun?

Unfre Zustände sind keine befriedigenden, das fühlen und sehen wir Alle; unser geliebtes Baterland erfreut sich weder im Auslande des gewohnten Ansehens, noch im Inlande der Wohlsahrt und gesicherten Ruhe. Es stehen und vielleicht bald neue Stürme bes vor. Denn im Westen unfres Horizonts ziehen sich die Wetter immer schwerer und dichter zusammen; bei und selbst zeigt es sich, daß schwierige Aufgaben, die wir fast schon erledigt glaubten, nicht gelöst, sondern nur in größere Berwirrung gerathen sind.

Da ist es benn wohl eine ebenso ernste, als bringende Frage, was sollen wir thun?

Junachst möchte ich hervorheben, daß ich mit einem anderen in den jungstverslossenen Tagen vielfach von berühmten und nicht berühmten Männern bis zum Ueberdruß wiederholten Ausspruch in Widerspruch mich finde, mit dem Ausspruche: es ist zu spät.

Nach meiner Ansicht ist es niemals zu spät, nicht nur bas Richtige zu thun, fondern auch auch alles Schlimme zum unseren Besten zu wenden; weber bei einem einzelnen Menschen, noch auch bei einem Bolke. Es wird nur darauf ankommen, daß bas Bolk ober ber Staat als Ganzes ben Weg einschlage, ber dem eins

zeinen Menschen in bieser Beziehung klar und fest vorgezeichnet ist. Wir muffen erkennen, warum unfre Zustände zerrüttet und traurig sind, und die Ursachen des Verderbens in der Wurzel ausrotten.

Daß unfre neuen Inftitutionen uns bisher keinen Segen gesbracht haben, liegt vor allen Dingen varan, daß wir sie nicht auf die rechte Weise erlangt haben. Nicht auf dem ruhigen Wege einer almähligen und gesetzlichen Entwickelung, nicht durch die Macht der Wahrheit und die Anstrengung sittlicher Kräste allein, sondern plötzlich und gewaltsam, unter Verletzung heiliger Pflichten und Rechte sind wir in die neuen Vahnen des Staatslebens hineinsgeworsen. So sind wir denn auch noch nicht mit dem Geiste ersfüllt, aus dem allein Segen und Krucht entsprießen können.

Bergeblich wird man in der Aenderung der Formen, zunächst des Wahlgesess, das Heil zu sinden trachten. Die Einen sehen in der Herstellung des allgemeinen Wahlrechts, die Anderen in dem Zurückgehen auf die ständische Glieberung das einzige, aber gewiß auch wirksame Nettungsmittel. Diese sollten sich erinnern, daß der Bereinigte Landtag die Nevolution nicht zu beschwören vermochte, jene aber, daß die Nationalversammlung die Sache der Freiheit gewiß nicht gesördert, noch die Sympathieen der Nation für unsere neuen Institutionen vermehrt hat.

Die Aufgabe der Abgeordneten ist im Wesentlichen diesselbe, durch welches Wahlgesetz sie auch zu ihrer Stellung bestusen werden; die Bedeutung des letzteren liegt großen Theils in dem Einflusse, den es allerdings auf die Begriffe der Abgeordneten wie der Wähler von den Pflichten und Rechten ihrer Stellung auszuüben geeignet ist. Allein die Läuterung und Berichtigung diesser Begriffe kann und muß jetzt — nach so vielen kurz auseinander solgenden Versuchen — zunächst auf dem unmittelbarsten, nicht gefährlichen, so eben gegründete Rechte nicht sosort; durch die rechte Gesinnung.

Eins thut Noth: daß Jeber am eignen Balken ziehe und nicht den Splitter in bes anderen Auge richte.

Diejenigen, welche in leibenschaftliche Aufregung gerathen, und nur bas Streben nach Absolutismus barin finden können, wenn bie Beschränfung bes Einstusses ber Kammern ober auch bie Aenberung ber Verfassung selbst gewünscht und bevorwortet wird, mögen sich daran erinnern, daß wir vor dem Jahre 1848 Bitten
an die Krone richteten, in die Beschränfung Ihrer Rechte zu willigen, mit dem Anspruch, daß Dieselbe darin nur den Ausdruck
treuer und loyaler Gesinnung erkenne.

Diesenigen, welche ben Kammern Mangel an Energie und Entschlossenheit vorwerfen, mögen erwägen, daß dieses Urtheil stets von den weiter Gehenden über die Gemäßigteren gefällt wird. So urtheilen die Gothaer über Herrn v. Bodelschwingh; Herr Unruh über die Gothaer; der Berg über die Gironde, und die Sozialisten über den Berg. Statt zu richten thäten die meisten gewiß besser sich die Frage vorzulegen, warum sie sich nicht eifriger um den Erfolg der Wahlen bemüht, oder woran es gelegen, daß sie das Vertrauen ihrer Mitbürger nicht in dem erwünschten Grade zu gewinnen vermochten.

Diejenigen, welche den Beamten ein schweres Verbrechen baraus machen, daß dieselben bei ihren Abstimmungen auf die Wünsche der Minister Rücksicht nehmen, mögen sich daran erinnern, wie sie selbst es ausgenommen haben, wenn ihre Lohnarbeiter sich beikommen ließen bei den Urwahlen einem andern Candidaten ihre Stimmen zu geben, als ihrem Brotherrn.

Unter den Pflichten, die in dem allgemeinen Gebot eingesschlossen sind, erlaube ich mir insbesondere zwei hervorzuheben.

Einmal muffen wir uns vergegenwärtigen, daß wir um unfre Lebensaufgabe zu erfüllen, überhaupt nicht ben Genuß irdischer Güter als Zweck besselben auffassen bürsen, selbst ben Genuß so hoher Güter nicht als politische Freiheit und Bildung sind. Wir müssen uns genügen lassen, banach zu ringen mit Anstrengung aller unser sittlichen Kräfte, und alle Opfer dafür freudig zu bringen. Dann mögen unsere Söhne und Enkel unter Gottes Hülfe einst daß ernten, was die Bäter säten. Suchen wir die Ruhe im Genuß, und wollen wir nur geben, um sofort mit Wucher wieder zu nehmen, so werden wir wie einst die Griechen und Römer durch die "Geißel Gottes" belehrt werden, daß Staaten durch solche Gessennung nicht gegründet worden sind, noch auch erhalten werden können.

Das zweite, was wir in unseren Tagen besonders zu bewähren haben, ift, daß die Würde und das Selbstgefühl des freien Mannes in vollem Einklang bestehen mit treuer Hingebung und ehrerbietiger Anhänglichkeit an die Person und die Kamilie des Monarchen. Ist beides unvereindar, so ist die constitutionelle Monarchie freilich eine Lüge. Hiergegen ist dei Begründung unsfrer Verfassung vor Allem und auf das Schwerste gesehlt; da mussen wir vor Allem ansangen.

Die bloße Versicherung bes Vorhandenseins einer loyalen Gesinnung kann unmöglich genügen. Es kommt vielmehr darauf an, daß wir bei der Ausübung unsrer Rechte zunächst das Maaß unsrer eignen Kräfte und Ansprüche nicht überschähen; sodann daß wir Unwesentliches nicht zum Gegenstande leicht verletzender Ersörterungen machen, Eigenthümlichkeiten stets mit der Rücksicht des handeln, welche der Ausbruck der Liebe und Chrerdietung ist; endlich daß wir auch da, wo wir in dem größten Rechte zu sein und bieses geltend machen zu müssen glauben, eine Sprache sühren, von der wir gewiß sein können, daß sie gern vernommen werde.

Es ist gewiß, daß man sich an dem Unrecht mit schuldig macht, welches man nur schweigend zu dulden weiß. Der Bater Cids erkannte seinen rechten Sohn daran, daß derselbe auch vom Bater sich nicht in Bande legen ließ. Allein ebenso gewiß ist es, daß die Sprache der Anmaßung sich des Rechts verlustig macht Gehör zu sinden, und daß Riemand sich richten läßt von einem Schuldigen. Um so mehr haben Unterthanen dies zu besherzigen der Krone und ihren Räthen gegenüber.

Alle unsere Anstrengungen muffen barauf gerichtet sein, ben freien Willen ber Krone für die Berfassung zu gewinnen, durch den Geist, in welchen wir berselben uns bedienen, den Geist zu bannen und uns von ihm zu befreien, durch welchen sie uns geworden ist. Gelingt uns dieses nicht, so werden wir und unsere Kinder die Schuld zu bußen haben, welche wir nicht suhnen wollen und nicht zu tilgen verstehen.

Drud von 3. g. Starde in Berlin.

## Staatswissenschaftliche Furze Anbeutuugen,

großentheils

Medlenburg berührenb.



## Staatswissenschaftliche

# kurze Andersteilen,

großentheils

## Mecklenburg berührend.

**Bon** 

F. Miller.

Roftod und Guftrom.

3. M. Deberg unb. Comp.

1832.

•

Langst schon, ebe Ihren "Grundsagen ber Gefetgebunga (Leipz. 1806) in ber grundliden kritischen Erörterung im Bermes (Jahrg. 1822. XV. S. 316 — 418.) die Prioritat vor Montesquieu, Filangieri, Zacharia, Bentham und Gerstäcker zugestanden ward, indem Sie bie Idee bes allgemeinen Willens, als Prinzip der menschlichen Sandlungen gedacht, zur Grund= lage der ganzen Gesetgebungs = Philosophie erho= ben, waren Sie mir ein so sicherer Leiter und Führer bei Gegenständen der Gesetzebung, daß meine Ihnen seit mehreren Dezennien gewidmete hohe Verehrung, ware sie eines Zuwachses fahig, im Laufe ber Zeit hatte gesteigert werden muffen. Denn die praktische Zuverlässigkeit Ihres Maßstabes hat sich noch stets bewährt; nicht so bie ber Ruglichkeit und Gluckfeligkeit.

Erlauben Sie mir, bieses diffentlich auszussprechen, und Sie zu bitten, Ihren Ramen ben bier erscheinenden kurzen Andeutungen vorssetzen zu dürfen.

Leben Sie wohl, voll Geisteskraft und Leisbesstärke!

Im Januar 1832.

F. Muller.

## Borwort.

Die kleinen Auffage, welche hier erscheinen, sind nicht unbekannt. Sie haben, als sie in ihrer anfänglichen Gestalt aus dem Pulte hervorgingen, so viele freundliche Leser gewonnen, daß diese sie zusammengestellt wunschten. Diesen sind sie daher zunächst bestimmt. Wen die Lekture nicht anspricht — nun, der mache das Buch zu, bedenstend, daß es nicht die erste Zeit in seinem Leben sei, die er als verloren ansehen konne. Und gleichwohl mochte es sich auch hier bestätigen, daß kein Buch so schlecht, dem nicht eine gute Seite abzugewinnen ware. Man besucht die Kirche, sagt Lichtenberg, nicht, um etwas Neues zu horen, sondern das Bekannte auszufrischen



## In halt.

	Geite
I. Staatswirthschaftliche Undeutungen	1 2
	3
2. Beschräntungen ber Freiheit. Leitung ber Gewerbe	-
3. Gefes der Stätigkeit und der Dauer	5
4. Uebersepen ber Gewerbe, Bunfte	7
5. Pringip ber freien Konkurreng	9
6. Bevölferung	
7. Fleiß und Sparsamteit	
II. Ueber die Nothwendigkeit und die Art der öffentlichen Unter-	
flüpung des Fabrikations-Gewerbes in Medlenburg	17
III. Ueber die Unsicherheit bes Kornbauspftems:	44
1. nach Montesquieu	44
2. nach Galiani	46
IV. Werden die Kornpreise wieder steigen?	51
V. Ueber die Nothwendigkeit der Fabrikatur	57
VI. Ueber die Roftocker Sandels. und Gewerbs : Monopole	61
VII. Briefe über öffentliche Ungelegenheiten	64
1. Statistisches Bureau	64
2. Ginfuhrzölle	65
3. Medlenburgs Korn. Erportation	69
4. Steuerbegunstigung der nicht handelnden Konsumenten und	
der Ausländer vor dem Inlander	71
5. Die beiden Gegenfape in der Begebaufache	73
VIII. Ueber die allgemeine Ginführung der reinen Gintommensteuer	75
IX. Ueber Medlenburg's Atzife. Gejeggebung und beren Revifion.	
(Ein Traum im Februar 1820.)	<b>89</b>
X. Ueber die Steuerfreiheit der Richt.Raufleute	95
XI. Medlenburgiche Steuer . Angelegenheit	98
XII. Wie beden die Medlenburgichen Stabte am besten die nothigen	
Mehrfoften bes Bunbestontingents?	102

XIII. Englische Korngesetzgebung	Seite 107
XIV. Ueber die Berbefferung ber Urmeupflege in ben Stadten	111
XV. Ortsbeschreibungen	120
XVI. Ueber Mecklenburgs Schafzucht und Bolivertehr	123
XVII. Aphorismen über Staatsbesolbung	128
XVIII. Ueber die Errichtung zweier Rreis :Regierungen in Medle	en:
burg	135

## Staatswirthschaftliche Undeutungen.

Unter biefem anspruchslosen Schilde mochten wir auf otono. mifc = politische Grundfate und Babrbeiten aufmertfam machen. bie, waren fie auch nicht burch eigene ruhige und vorurtheilsfreie Forschung und Bahrnehmung erprobt, boch bas Zeugniß ber tiefften und icharffinnigften Denter ber Bor= und Ditwelt fur fich baben. Ift es mahr, bag man bie echten Grundfate ber Staatswirthichaft inne haben muß, wenn man nicht in Gefahr gerathen will, ben Boblftand ber Gefellschaft in feinen gebeimften Burgeln ju untergraben; fo burfte ber Gegenstand bieser kurzen Andeutungen schon auf eine allgemeine freundliche Aufnahme rechnen tonnen. Denn Die Bebren einer Biffenschaft, beren 3med mabre, echte Beforberung des Nationalreichthums ift, tonnen begreiflich nicht blog ben Staatsbiener, fonbern muffen jeben intereffiren, ber gum Staate gebort; ober man mußte und beweisen, bag ber Mensch fich und feine Privat-Beftrebungen von ben 3meden bes Gemeinwohls losiagen burfe.

Nicht so sehr Reues, als vielmehr nicht allgemein Beachstetes wird man hier finden. Keine Bahrheit ist je zu oft gesfagt, so lange sie nicht alle Organe des Staats durchbringt und beherrscht. Wiffen und Beherzigung ift nicht einerlei.

Nur auf Andentungen macht der Raum des Blattes, und' felbst das Interesse der Leser Anspruch. Die sidchtige Stunde darf nicht in erschöpsende Entwickelungen sich vertieren, sondern nur überall zum Denken reizen. Wer tiefer einzudringen wanscht, der wird schon wissen, wo er zu suchen dat. Ohnehin weiß man ja, daß das lange Messer so wenig den Koch macht, als langes Geschwätz gedeihliche Unterhaltung gewährt. Mögen

baher immerhin für irgend einen Sat, außer ben angebeuteten Gründen, noch andere, vielleicht gar wichtigere Argumente und Gesichtspunkte sprechen, so darf doch solches dem noch wichtigern Geset der Kurze keinen Eintrag thun, zumal da wir, dem Plane gemäß, jede etwa nicht vollständig begründete Marime durch ergänzende Andeutungen zu besto klarerer Anschauung zu bringen bemühet senn werden.

Unser Streben ist das rein = menschliche der Wahrheit und Sittlichkeit. Entfernt es die Uebelwollenden von uns, so verstnupft es die Guten uns um so inniger. Sucht man ihm ein anderes Interesse unterzulegen, so giebt es freilich gar keinen Gegenstand, bei welchem sich nicht irgend ein Interesse andichten, oder durch Raisonnements herausbringen ließe. Am Ende hat auch jeder Rechtschaffene ein Interesse, daß das Eigenthum gesichert und der Verbrecher bestraft werde.

### 1.

## Freiheit. Gerechtigfeit.

Bo giebt es ohne Freiheit und Gerechtigkeit eine Sandlung, bie auf Sittlichkeit, als ben letten und absoluten 3med ber Gesellschaft, Unspruch machen tonnte? Darum muß auch bie Staatswirthschaft Areibeit und Gerechtigkeit als bas Geset aller Gefete anerkennen, ohne welches tein offentlicher und Privatwohlstand gedenkbar ift. Die Freiheit aber ift nichts, als bie Sicherheit aller Rechte ber Menschen in ihrem gangen Umfange; bie Gerechtigkeit nichts, als bas einzige Mittel, bie Freiheit zu sichern. Das ift auch bes Staates einziger Bwed, weil es flar, wie ber Tag, einleuchtet, bag jeber anbere 3med bes Staates boch jenem überall nachfteben mußte, und keiner ja auf Roften bes Rechts je erstrebt werben burfte. giebt aber tein richtigeres Prufungsmittel ber Gerechtigfeit, als bie allgemeinen fittlichen Gefühle ber Menschbeit. Darum find auch die ewigen Gesethe ber Gerechtigkeit mit großerer Gewißbeit bekannt, und auf eine bauerhaftere Beise festgestellt, als

wenn sie durch Gesetzgeber verkündigt und in biamantene Zasfeln eingegraben maren; benn sie kommen von Gott und beurstunden das Gottliche unserer Natur.

2.

Befchrankungen ber Freiheit. Leitung ber Gewerbe.

Wenn Freiheit nichts, als Sicherheit der Rochte fur Person und Eigenthum ist, so wird es dem Verstande klar, daß wahre Freiheit darin besteht, nichts zu thun, was die Rechte Anderer kranken kann. Freiheit ist also nichts, als Gerechtigkeit; diese nichts, als Sicherheit. Alle sind aufs unzertrennlichste versbunden; das Eine ist ohne das Andere nicht zu denken. Und bennoch sehen wir die Wirkungen der Gewerbsthätigkeit von der Gesetzebung so oft beschränkt! Ist das die gerühmte Freisheit, Sicherheit und Gerechtigkeit?

Allerbings! Wir werben noch oft Gelegenheit haben, hierauf zurudzukommen, und, von anderen Gesichtspunkten aus, unser Urtheil zu erlautern. Fur jest nur bies.

Wer mag bas Freiheit nennen, wo die Freiheit bes Gingelnen nur auf Roften ber Freiheit bes Gangen gu behaupten ift? Ber mag bas Rechts = Sicherheit nennen, wo bie Rechts-Sicherheit bes Gingelnen nur auf Roften ber Rechts = Sicherheit bes Gangen zu behaupten ift? Sind Freiheit und Rechts-Sicherheit nur bagu ba, um jebem fein Bunbel armfeliges Eigenthum ju conferviren, und burch bie Juftig jugufprechen, mas ibm automme? ober follte nicht vielmehr bie Freiheit und Sicherheit bes Einzelnen mit ber Freiheit und Sicherheit bes Sangen ftets vermittelt und baburch gesichert werben muffen? Diese Bermittelung und Siderung bes Einzelnen und bes Sanzen: bas ift bie Ibee ber Freiheit und Rechte. Sicherheit. Sie spricht: vermittle und fichere Beibes jugleich, bas Gange und bas Gingelne; ober bu ficherft teines! Sturgt bas Pantheon, fo werben bie fleinen barin aufgerichteten Rapellen nicht widerfteben. - Beiter! Es ift eine irrige Anficht des gefellschaftlichen Lebens, wenn man von ben großen Birfungen,

welche bie moralische und geistige Freiheit auf Bervorbringung ausgezeichneter Sandlungen und vorzüglicher Geiftesichopfungen unstreitig erwedt, auf bie Rothwenbigfeit foliefit, ber Reafamteit bes Menfchen auch in Begiehung auf bas Gewerbewes fen bie fessellofefte Ausbehnung zu geben. Das Birten nach Gefeten ber Bernunft greift nie ftorend in Die Befellichaft ein. Die Thatigfeit bes Berftanbes gestattet ausgebehnten Umfang. Aber bie Birkungen ber menfchlichen Thatigkeit, bie von feiner finnlichen Ratur erzeugt werben, muffen von gang anbern Gefeben ihre Bestimmung erhalten. Die Wirtungen ber Gewerbsthatigkeit find oft burch phyfifche Urfachen bebingt; ber Rreib ber Freiheit wird alfo burch bie mehrere ober minbere Abhangigkeit von bem Ginfluß ber Ratur beengt fein muffen. Ber wird z. B. in einem maffer = ober bolgarmen ganbe Gewerbe erlauben, welche Baffer ober Bolg bem Gebrauche ber übrigen Menschen entziehen? Eben so finden wir aller Orten gemiffe Gemerbe, beren Einwirkungen auf Die Gefellichaft fo bebeutend find, bag man fie wegen bes großen Migbrauchs, ber bamit geschehen tann, unter besondere Aufficht ftellt, und nur gemiffen Leuten beren Ausübung geftattet, 3. B. Apotheten, Pulpermublen u. f. w. Ueberhaupt aber lagt fich tein vernunftiger Grund auffinden, warum nicht mit eben bem Recht, weldes bie Beisheit aller fruberen Gefetgebungen gu fo unendlich nielen beschrantenben und ichubenben Rormen bes Gigenthums führte, auch unferm auf Gewerbe gerichteten Billen follten Borfdriften gegeben werben tonnen. Go wie namlich ber Bille bes Menschen, in ben Kallen, wo fein Bortheil im Spiel ift, eigenfüchtig wird, und ben Nachtheil unberudfichtigt laft, ber bieraus fur bas Bange entfteben tann, fo ift auch ber menfchliche Berffand oftere nicht aufgeflart genug, feinen Sandlungen gemeinnubige Richtungen zu geben, mas boch in ber Gefellichaft erforderlich ift, weil barin alle Sandlungen ber Einzelnen ben Charafter gemeinschaftlicher Busammenwirfung baben muffen. Eben beswegen besteht bas innerfte Befen ber oberfen Staatsgewalt sowohl in ber Entfernung ber Storung ber ge= fellschaftlichen Ordnung burch eigensuchtige Sandlungen, als auch barin, baf fie mit ben boberen Ginfichten und bem bobern

Berftande einwirke, ber, so !wie ber Berftand bes einzelnen Menschen mit seinen beengten, also ber ihrige mit ben weits umfassenben Beziehungen eines ganzen ganbes im Berhaltniß steht.

Der oberften Staatsgewalt wird es daher auch zur Pflicht, diese ihre hohere Einsicht auf die Leitung der das ganze innere Staatsleben tief berührenden Gewerbe zu verwenden, und es steht ihr ein Recht zu, ihre in dieser Angelegenheit allein Stimme habende Beurtheilung des Gemeinwohls zu Gesetzen zu erheben, also auch Beschränkungen zu verfügen.

Allein nach mas für Grundfagen?

3.

Gefet der Statigfeit und der Dauer.

Das Geset ber Statigleit und ber Dauer ift bas Rutzterverhaltniß aller menschlichen Berhaltniffe. Auf sie grundete Die Natur ihre Schöpfungen höherer Art. Darum find sie auch im Gewerbewesen bem Gesetzeber wie dem Gewerbsmann ein leitenber Angelstern.

Das Geset ber Statigkeit, welches die Bedingung bes Gesets ber Dauer ist, erfordert eine gleichsormige Daltung und eine sich gleich bleibende Bewegung. Auch in ber geistigen Welt sehen wir die gewaltige Herrschaft dieses Naturzgesets. Der Sieg des Willens über ankampfende Begierden wird nur durch states Beharren errungen, und in einer saten gleichsormigen Haltung liegt ofters das ganze Geheimnis ber religiosen und politischen Gesellschaften.

Ber baher in ber moralischen und politischen Belt bie Dauerhaftigkeit bezweckt, ber muß sie burch Einformigsteit gegen ben Bechsel sichern. Durch sie erhalten einzelne politische Anstalten ihren Bestand, und starken damit den sie alle umsassenden Staat. Wenn aber die Begründung bez Dauer des Staats, die mit seinem Dasein eins und dasselbe ist, das hochste Biel sein muß, so gebührt auch deffen Aheile, dem Burger, die namliche Eigenschaft gegeben zu werden, die dem Banzen zusommt. So will es der Berstand eines ganzen

Bolfs, ber fich burch bie Gefetgebung ausspricht; fo gebietet es bie Bernunft fur fittliche Befen.

Die leblose Ratur - wenn wir anders das leblos nemnen burfen, was nur unferm engen Blide als obne Bewegung erscheint, worin aber ein großes inneres Leben waltet - biese Ratur feffelt in ber vorzüglichften gefellschaftlichen Beziehung, im Aderbau, ben Menfchen gu feinem Glud eine an fic. und pragt baburch ihm und feiner Gattung bas Befen ber Dauerhaftigkeit und bes festen Bestebens ein. Der gandmann lebt unter bem ewigen Ginflug ber in fortbauernber Statigfeit wirfenden Raturgesete. Er ift an ben Turnus ber Jahrebgeiten gebunben. Durch ben Rlachengehalt feiner Aeder wird bas Raf feiner Thatiateit und ber Umfang feines Daseins fest beflimmt. Der Ertrag, burch Beitraume von wenigen Jahren berechnet, ift febr gleich. Der Ader fichert ibm fein Dafein, vorausgesett, bag ber Umfang bes Bobens bazu ausreichenb ift. Bleibt ibm ein Ueberfluß feiner Erzeugniffe, fo finbet fic auch bei beffen Betrage, als bem Theile, bas Ramliche, wie bei beffen Bangen: Statigkeit ber Große in gewiffen Beitråumen.

Dieser Charakter ber Stätigkeit ist bem Kandmanne tief eingeprägt. Daher liegt auch vorzüglich in ihm der erhaltende Stoff der Sesellschaft. Wie sehr der Staat erschüttert werzben mag: der Kandmann steht, undeweglich sest an der alten Sitte hangend, auf seinem treuen Boden, und verjüngt das burch jedes hinfällige Element der Gesellschaft. Keiner vermag, den andern überstügelnd zu unterdrücken, und was dem einen nützt, gereicht nie dem andern zum Abbruche.

Bie ganz anders sind die Erscheinungen bei der Berwensbung ber Boben=Erzeugnisse, wenn sie durch die Hande der Aunst für die Bedürsnisse zubereitet werden! Getrennt von dem Leibe, worin sie empfangen und woraus sie gedoren wurden, kommen sie in Bewegung, und der Stärkere kann sich ihrer bemäch igen, wenn der die Wage der Freiheit und Gezrechtigkeit haltende Stärkfe, wenn die oberste Staatsgewalt nicht den Schwächeren schützt. Diese muß einschreiten, weil das in allen Menschen waltende Raturgeset der Freiheit den

möglichften Umfang geben und, wie jebe unbegrenzte Rraft, fich felbft zerfioren wurde.

So wird es zur Anschauung, daß nur da, wo dem Sewerdsmann, feststehend auf selbstgewählter Stelle, sein Auskommen gesichert, wo seine Ehre besestiget, wo die Stätigkeit seiner Wirksamkeit verdürget wird, wo er entzogen ist dem Drange der Nahrungssorgen, der Gesahr, in brodlose Unbrauchbarkeit zu sinken, wo ihm Antheil an der Verwaltung der Gemeinde, zu welcher er gehört, gegeben ist; — daß nur da der Sewerdsmann der selbstständige, bescheidene, mit sich zufriedene, der freimuthig ausschauende, kräftige Mann wird, der seiner Gemeinde eine Stütze ist, und für das allumsassende Gemeinwesen, welches wir Staat nennen, einen bleibenden Werth hat.

#### 4.

### Ueberfegen ber Bewerbe. Bunfte.

Siebt es nun bort wohl Freiheit, Sicherheit und Gerechtigkeit, gesellschaftliche Ordnung und rechtlichen Bustand, wo die Gewerbsthatigkeit frei, wie der Gebanke ist? Sagt und nicht unsere Bernunft, daß Freiheit und Rechts-Sicherheit nur da herrschen, wo die Heftigkeit des Lebensstromes gebrochen, und durch Damme in Stätigkeit und langsamer, gleichsormiger Bewegung erhalten wird? Muß nicht die Freiheit, wenn das leibliche Dasein nicht das geistige gefährden soll, in Schranken gehn? Ift es also wol zu tabeln, wenn die dffentliche Gewalt dem Uebersehen eines Gewerbes vorzubeugen sucht, d. h. wenn sie da, wo eine verhältnismäßige Anzahl Gewerbtreibender nicht zwei Gehalsen balten kann, keinen weiter zuläßt?

Jebe Kunsterzeugung muß im Berhaltniß mit bem Beburfnisse siehen. Das Bedurfniß ist jedoch an und für sich schon, noch mehr aber badurch veranderlich, daß es in vielen Fällen durch die Mode, als eine dem Gesetze der Stätigkeit immer widerstreitende Racht, beherrscht wird. Es muß also die Borsicht der öffentlichen Sewalt eintreten und das Gleichgewicht bestimmen, weil dieses sonst unaushörlich durch die zu häusigen Ansiedelungen der, von eitlen hoffnungen und vom blinden Sange jum ehelichen Leben getriebenen jungen Gewerbsleute gestört wurde. Dieses Gleichgewicht erhalt ba ichon seine Sicherheit, wo es durch Bunfte regulirt wird; denn das Besen der Zunfte beruhet auf Gleichheit und Recht. Richt auf der Gleichheit, die Frankreich zur Tiefe asiatischer Bolter herabdruden sollte, sondern auf Gleichheit, die mit dem Rechte verbunden, Starke, Dauer und Gerechtigkeit verleiht, damit der Mensch, bestimmt zur Herrschaft über die Sachen, höhere Achtung erhalte, denn diese, und selbstständig die hohe Bestimmung seines Daseins erreiche.

Co wie bie Ratur bem gandmanne burch feinen Boben ein unverwuftliches Gigenthum, und bamit bie Bebingung ber Sicherheit und einer flatigen Birkfamteit gab; eben fo will fie auch, bag ber bes Bobens ermangelnbe, blog mit ber Berarbeitung feiner Kruchte beschäftigte Gewerbsmann einen Boben erhalte, worauf er fest stebe. Richt wer ba wollte, sollte biefe Erbe bebauen, fonbern nur ber Berechtigte; weil ba, wo alles berrentos ift, fein Eigenthum entstehen, bas entstandene fich nicht befestigen fann, und Rrieg Gines gegen Alle, und Aller gegen Ginen ermachsen muß. Gben fo barf auch - nicht wer ba mill, bas Gewerbe treiben; nicht barf ber bazu Berechtigte es treiben, wie er es will. Er foll immer eingebent fein, bag, so wie bie Natur bem Menschen nur ein gewisses Dag von Boben zu feiner Erhaltung anweisen konnte, und dieser mit ienem fich ins Gleichgewicht seten muffe, also auch bie Große bes funftlichen, aus menschlichen Rraften zusammengesetten Gemerbebobens, burch ben Berftand bes Menschen in bas geborige Berbaltniß mit bem Bedurfniffe ber Richtgewerbtreiben= ben gesett werden muffe. Rraftig foll ber Gewerbsmann dasteben, nicht in Bielheit. Wo eine Giche wurzelt und mit meit ausgestreckten Mesten berricht, ba vermag zwar vielerlei Gebold zu machsen, aber nur zu wenig nuglichem und leicht peraanglichen Dafein.

Se mehr man burch die Bunfteinrichtung einen Theil bes schönen Traums von gleicher Bertheilung bes Eigenthums ge-lofet sieht, besto geneigter wird man der Idee, daß alle einzelne Gewerbe sich in Innungen besestigen mochten. Dies

scheint und ben Charakter ber fittlichen, politischen und ftaatswirthschaftlichen Berhaltnisse ber Deutschen, mehr aber noch unsers Baterlandes, bessen Accent auf Ackerbau liegt, gemäßer zu zu sein, als schrankenloses Treiben.

5.

## Pringip ber freien Ronturreng.

Sollen wir benn nun ben Privatmann nicht weiter geswähren lassen? Rennt nicht ber eigne Bortheil die Dinge am besten? Bestimmen nicht Gewinn und Preis die Arbeit, also die Masse der Erzeugung? Ordnen sich nicht diese Berhältnisse unter einander von selbst? Können und mussen bent besichränkende Berordnungen ihren ruhigen Gang unterbrechen? Sollten wir so Smiths berühmtes Prinzip der freien Konkutzrenz in seiner Urquelle ganz untergraben?

Damit wir es von vorn berein gleich fagen: ein bloß vorübergebender Beitbegriff, der tief eingewurzelte Irrthum unferer Beitgenoffen von der Allmacht der freien Konkurrenz, bat ben gangen Standpunkt ber Staatswirtbicaft verwirrt. ber Staatswirthschaft, wie überhaupt in ber Staatsfunft und Gesetgebung, ja in allen menschlichen Berbaltniffen, irrt man nicht leichter, als wenn man bas, was in ber Abstraktion gang evident und demonstrativ ift, in biefer evidenten, abstratten Reinheit auf die wirkliche Welt anwenden zu tonfien glaubt. Man irrt nicht leichter, als wenn man bas, was zwar in vielen Källen sich bewährt, aber immer nur eine komparative Allge= meinheit hat, und eine beschrantte Anwendung gulaft, ju fireng allgemeinen, nothwendigen Grundfaten erhebt. - Daß bie Ratur in Freiheit nach Gleichgewicht ftrebe, ift eine lichtvolle Babr= beit fur ben zergliebernben Berfiand. Aber nichts ift fo mahr und zugleich fo falfc. Der Renfc tann freilich, wenn er nachbenet, bie gange weite Ratur umfaffen. Un biefer Bahrbeit ift nicht zu zweifeln, weil man die Ursachen und Wirkungen vor Augen bat. Aber man achtet nicht auf bie gange ber Epochen, die bazu nothig find. Man bebt die Ungleichheiten burch Erganzungen auf, und bedient fich eines Mittelbegriffs,

ber keine außere Realitat bat, und nur in bem Ropfe beffen ift, ber ihn bentt. Auch ba, wo ber Menfc feinen Berftanb zeigen will, bringt bie Ratur Alles wieder ins Gleichgewicht. Ber zweifelt baran? Aber bie Ratur ergreift ftarte Ragregeln: Roth, Elend, Berberben. Bis bie Beit bes Gleichgewichts eintritt, ift bas gefellschaftliche Leben aus feinen Augen geriffen, die keine Beisbeit wieber zu einigen vermag. wir alfo bie Ratur fur bie großen Bewegungen bes Beltalls forgen, und finden unfern Beruf barin, fie ju betampfen! Die Mechanit ber Ratur läßt fich auf die menschliche Thatigkeit nicht anwenden. Selbst bas gewerberührige Giland Beigt uns, bağ das Abstraktum von freier Konkurrenz und Gewerbefreiheit, womit Smith bie Freiheiten feines Baterlandes noch erweitern wollte, au frei und unanwendbar fei: benn in ber That berricht bort ber gewaltigfte Bunftgeift, voll 3mang gegen fic felbft und voll Anmagung gegen Europa. Bir muffen alfo bie prattische Bahrheit rettamiren, bag bas Pringip ber freien Ronturreng und Gewerbefreiheit fo viele Abfalle habe, bag fie bas Prinzip felbst aufbeben. Dber ware ber Mensch etwa freier, wenn er fich festrennte, und durch Noth und Elend erst an feinen fur ihn und ben Staat gleich verberblichen Irrthum erinnert wurbe? Nach ber tiefgebachten Bemerkung eines grundlichen Staatsphilosophen wird barum bas geben nicht zu Ende fein, wenn wir nicht ju leben wiffen, und bie Bernunft wirb nicht untergeben, wenn wir fie nicht gebrauchen. barf uns bies berechtigen ober geneigt machen, Alles geben au laffen, wie es von felbft geben wirb?

Aus Smiths Behauptung, daß jeder Einzelne seinen Bortheil am besten besorge, folgt eben so klar, daß auch die Staatsadministration von ihrem Lokal, welches der ewige Staat ist, und von dem Materiellen ihres Geschäfts, welches doch nur die Bedurfniffe der gesammten Gesellschaft sind, bestimmt werden wird, das Rothigste und Beste zu thun. Man kann also die Billfur der Einzelnen nicht proklamiren, ohne zugleich die schützende Kursorge der Staatsadministration zu legalistren, und bemnach das Prinzip der freien Konkurrenz selbst wieder von Grund aus ausgubeben. Und nun appelliren wir an das Ge-

set vernunft, ob es besser sei, sich bem schwankenlosen Treisben jedes Einzelnen, ober dem leitenden Schutze des die Gessammtbedurfnisse der Einzelnen umfassenden Staatsorgans zu überlassen? Wo gewinnt man ein besseres Resultat? Woist mehr Sarantie für die leibliche und geistige Entwickelung des Staats? Wem wohnt die reine Idee des Staats und seines Entwickelungsprozesses mehr bei: dem Einzelnen, wenn man ihn frei, wie den Gedanken, sich in das Gewerbsleben verslechten läst, oder der Staatsadministration?

Selbst Smith, wenn er nur ben Schluß seines Jahrbunberts erlebt hatte, wurde bie blenbenbe Theorie ber freien Ronfurreng fur nichts, als ein Dabrchen erfannt baben. Gein kniglicher Bau grundet sich auf Areiheit in Anwendung menschlicher Kräfte. Diese Freiheit ift inbef auf bas Sobere im Menschen, als Glied ber Menscheit und bes Staats, nirgenbs berechnet; fie lagt baber auch nur eine beschrantte Unwendung Fur unfern 3med nur bies. Allerbings liegt in ber Konkurrenz und der Kreibeit das Gebeimnist des Rationalreichtbums. Aber bas ift eine Ronkurrenz, bei ber nicht bie Beburfniffe bes Angenblick allein, fonbern auch bie emigen ber gangen unfterblichen Staatsfamilie mitwirken. Das ift eine Freiheit, mit ber Die Rreibeit ber Nachtommen besteben tann, mit ber bie Sicherung ber Freiheit ber nachfolgenden Generationen erzielet wird. Rommen, wie es fich gebuhrt, bie abwesenben Beiten und Denfchen, bie unfichtbaren Beburfniffe und Guter bes Denfchen mit in Anschlag, bann erft ift ein Allgemeines ba, welches bie Billfur beschränft und zur Kreibeit erbebt; bann erft lagt fich jene sittliche Rothwendigkeit mahrnehmen, ber man fich mit bem Gefühle ber Arcibeit unterwirft, wahrend bie blinde Gewalt ber Ratur aus ber Afche ganger Gefdlechter eine neue Orbnung bervorzwingt, die felbft nur bann erft, wenn fie vom Geifte ber Freiheit anerfannt, alfo gur fittlichen Rothwenbigfeit erhoben wirb, fur eine beffere Orbnung ber Dinge ju halten ift.

Ber mag also noch weiter in ber bem Einzelnen überlaffenen Billfur, seine Kraft zu wenben, worauf er wolle, bas Geheimniß bes Rationalreichthums finden? Ber mag noch weiter die Staatsabministration mit ber Kabel von der Allmacht ber freien Konkurrenz unterhalten? Ift es nicht vielmehr Recht und Pflicht der für das Nationalgedeihen verantwortlichen Macht, die Freiheit so zu regeln, daß der Einzelne, indem er für sich selbst lebt; zugleich für den Staat lebe? Freilich, so lange der Einzelne seine Kräfte ohne Nachtheil der Staatsganzheit übt, wird die Staatsgewalt Alles gehen lassen, wie es geht. Aber darf sie das die zur völligen Gorglosigkeit versleiten?

Smith erhebt bie Große ber Arbeit, bie Große bes Probutts, jum 3med aller Nationalofonomie. Die Geltung eines Arbeitstages ertlart er jum Sauptmafftab aller ofonomischen Großen. Man mertt gwar an mehren Stellen feines unfterblis den Werfes - vom Nationalreichthum, " daß er bas Ungureichenbe eines torperlichen Magstabes wenigstens grundlich empfunben bat; boch giebt er nirgenbs zu verftehen, bag es außer ber Massengroße überall auch auf bie Dauer ankommt. Unficht von Staatswirthschaft beruht auf forperlicher Daffenbkonomie, die von Konkurrenz und Freiheit bedingt wird. Aber bie Sittlichkeit gebietende Bernunft, bas Gefet ber vernunfti= gen Gelbsthatigfeit, macht ben Berth jebes einzelnen Gutes abbangig von ber Richtung ber einzelnen Krafte auf den Dit= telpunkt, von ber Berbindung ber fichtbaren Guter mit ben unfichtbaren, von ber Bereinigung aller fachlichen und verfonli= den Krafte in eine große Nationalkraft. Das Produkt, welches wir erzeugt feben wollen, foll nicht nur groß fein, fonbern auch im gerechten Berhaltniffe zu allen übrigen Produkten und Be-Benn aber Smith's Arbeit, ober bas Dit= burfniffen fteben. tel, jenen 3med zu erreichen, nur groß fein, nur nach einem bloßen Großenmaßstabe beurtheilt werben foll; wenn ein folder Magftab ben Berth bes Probuets bestimmen foll, biefer gleichwol ohne die Berhaltniffe ber Nationalprodukte unter einander, ober bes Markte, bie mit ber Große nichts ju schaffen baben, nicht zu benken ift: fo kann bas Resultat um nichts richtiger fein, als bas, welches irgent ein anberer Miberspruch ergiebt. Die Richtung gur reinen Ibee bes Staats ift also bie eigent= liche Realität in allen Dingen — ber einzige allgemein gultige Berthmeffer.

#### 6.

### Bevolkerung.

Bunahme der Bevolkerung ist keinesweges ein Zeichen des wachsenden Wohlstandes. Gerade die Aermsten vermehren sich am schnellsten, aus Ursachen, die nicht weit zu suchen sind, und worüber jene öfters unverstellte Bekenntnisse geben. Uebervolsterung durch Arme vertheuert das Grundeigenthum, wodurch ihre Lage und die der ganzen Gesellschaft verschlimmert wird. Ihr Bemühen ist sortdauernd auf Herbeischaffung der ersten Lebensbedürfnisse gerichtet, und jeder will zu deren Erzeugung etwas Land besigen. Dessen hierdurch hochgesteigerter Preis ist daher öfters Folge sinkenden Wohlstandes. Auch das Sanze leidet bei übergroßer Zerstückelung des Grundeigenthums. Woseher kaum so viel erzielt, als er selbst bedarf, bleibt wenig für das Allgemeine übrig. Der Zustand eines mit solchen Haldsbauern besetzen Landes ist misslich.

Niemand ift berechtiget, ber Gefellichaft burch Befriebi= gung irgend eines Naturtriebes gefahrlich zu werben; biefer muß fich bem Naturgefet bes Staates unterordnen, bas gunachft feine Erhaltung sucht. Ber ba glaubt, bie Folgen ber Befriebigung jenes Triebes fallen nur auf ben Befriediger gurud. tauscht sich. Niemand fteht vereinzelt in bet Gesellschaft. Das Leid, bas er fich anthut, bie Roth, worein er fich verfett, wirten unvermeidlich auf Alle gurud. Auf Gegenseitigkeit und Gegenwirtung beruhet bas Befen ber Gefellichaft. Die gum Cheftand erforderte Reife bes Alters wird von jugendlicher Leichtfertigfeit verbrangt. Bo Nachweifung ber Rabigfeit, fich und bie Seinigen zu ernabren, nothig ift, ba wird ungezugelte Fortpflanzung unmöglich. Der Stabter muß Burger, ber Banbmann Glieb ber ganbesgemeinbe fein, foll ihm ber Eintritt in Die Che verstattet werben. Beffer ift erzwungene Chelofigteit, als zwanglofe Fortpflanzung armer Leute. Rur bas Schlechte pflangt fich unter ihnen fort. Die Pflangicule lieberlicher Dits nen liegt in ben Sutten bes Armen. Ber Armuth verminbern will, muß Bermehrung bet Armen burch leichtfertige Che binbern. Es fcheint Barte ju fein, bas, was fich in ber Bluthe

bes Lebens, in ber Liebe entwidelt, unterbruden zu wollen. Doch nicht Alles foll unterbrudt, nur geleitet foll es werben. Die Bernunft ber Regierung muß ftarter fein, als bie bes Einzelnen, ben wol Ariebe, aber ofters nur blinbe beherrichen.

Der Jungling soll in ben Tobestampf fur bas Baterland geben, und es sollte tyrannisch sein, von ihm zu verlangen, baf er ben Schritt in bas Familienhaus mit Ueberlegung und Borsicht thue?

Sind einmal die beiden gefährlichen Endpunkte ber Gefellschaft, allzugroßer Reichthum und allzuweniges Bermdgen, naber gebracht, dann begründet sich der Bohlstand ber mittlern Klassen sesten, und verbreitet sich über die untern. Sorgfalt für die Sicherung beren Nahrungestandes wird auch Armuth seltener, und den Eintritt in die Che weniger schwierig machen.

# 7. Fleiß und Sparfamfeit.

Kleiß und Sparfamteit - wer mochte es magen, ihnen pon ihrem pollen Rechte bas Geringfte ju entziehen? Rur barf man babei bas Wohlthätige ber Konsumtion und bes Lurus nicht zu febr in ben hintergrund ftellen. Gin gand, wo bei Rebem bas Pringip bes Fleißes und ber Sparfamfeit in Saft und Rraft fo eingebrungen mare, bag man ber Ronfumtion und bem Lurus nicht ibr Recht ließe, mußte bas ungludlichfte von ber Belt fein. Gelbft bie Erwerbung bes Rationalreichthums muß einmal Granzen baben; ober, mit andern Morten, bie Ration muß und wird in bem Berhaltnig, wie fich ihr Reiche thum vermehrt, auch mehr verzehren. Denn mas gefcah, als bie frugalen Bollanber hierin nicht gleichen Schritt hielten? Sie locten andere Nationen, ibnen ben machsenben Reichthum vergebren au helfen. Ber mochte in Medlenburg leben, wenn Beber nur fparte, um ben Nationalftod ju vermehren? Es ift mabr, daß nur Erwerben, sparen und das Ersparte zu neuem Erwerbe benuben, bie Schritte find, woburch eine Ration, so wie ein einzelner Menfch, ju Boblftanb und ju Reichthum gelengt.

Doch ber Urbeber ber Ratur bat icon bafur gesorgt, bag immer bie Sparsamkeit bie Oberhand über bie Berschwenbung baben musi. Seit ber Entbedung bes Banbes zwischen ber Gegenwart und ber Butunft, lehren bie empfindlichften Erfabrungen Jebem obne Ausnahme, bag taglich unerwartete Beburfniffe, veinigende Roth eintreten tonnen. Jeber muß bie bunfle Bufunft furchten. Seber bat Gefährten, Die mit ihm leiben, mit ihm fteben und fallen. Jeber ftrebt, feinen Buftand au verbeffern, und ber flumpfefte Ropf begreift, bag es ju biefem 3mede fein anderes Mittel giebt, als Kleif und Gparfam-Bas Menfchen zur Berfcwendung verführt, ift bie Leis benfchaft fur gegenwartigen Genuß, die zwar bismeilen beftig, und schwer zu bemmen ift, aber überhaupt boch nur gelegents lich aufwallt und wieder vorübergebt. Bas uns bingegen gum Sparen treibt, ift bas Berlangen, unfern Buftanb zu verbeffern: ein Berlangen, bas zwar gemeinbin rubig und leibenschaftlos ift, aber und vom Mutterleibe bis jum Grabe nie verläßt. Es ift baber, wie Smith (Rat. Reichth. II. Kap. 3.) bafur balt, jum Bewundern, wie weit die Sparfamteit und fluge Birthschaft bes größern Theils ber Privatversonen in einem ganbe binreicht, bie Berichwendung und ben Unverstand anderer Dris vatversonen in bemfelben ganbe wieber gut zu machen. einformige, anbaltenbe und ununterbrochene Streben jebes Denfchen, seinen Buftand zu verbeffern - biefe Grundfraft, von welcher aller Staats- und National- fowohl, als aller Vrivat-Boblstand ursprunglich berrubrt - ift, wenn sie fich nur ungehindert außern barf, ober verftanbig geleitet wirb, oft machtig genug, ben naturlichen Fortgang ber Dinge gum Beffern, trot ber größten Irrthumer, die in ber Staatswirthschaft begangen werben, bennoch zu unterhalten. Gleich ber unbefannten Lebensfraft in ber animalifden Belt, ftellt fie Gefundheit und Starte bem Staate wieber ber, trot ber Rrantheit nicht nur, sonbern felbst trop ber albernen Borfdriften bes Arates.

Den Urprobuzenten von ber Berberblichkeit bes Lurus zu predigen, hieße keine Art von Komfort bei ihnen statuiren. Denn zugegeben, daß kein Sewerbe mehr, als Landwirthschaft, vor lururibser Konsumtion zu warnen sei, so ist und barf ber

Landwirth boch nichts weniger als ausgeschloffen sein von ben Genuffen bes verfeinerten Lebens. 3a, wir wußten teinen Stand, an dem ber Mangel jebes Komforts nicht bitter zu tabeln ware. Benn Lurus nichts anbers ift, als bas burch Rultur ber intensiven Rraft auch immer intenfiver geworbene Beburfnig, fo tann es nur bas an fich Gemeine fein, mas meber Rultur noch gurus tennt. Daber ift's ber Reib, welcher bem Nachbar einen intenfiven Genuß nicht gonnt, und wol gar manchen Stanben bas naturliche Recht jum Burus gang ab-Much ber Bauer und ber Tagelohner, wie viel mehr ber Sandwerker und ber gandwirth, wollen ihr geben fcmuden. Es ift eben fo unrecht, ihnen Berfeinerung ihres Gefchmads verwehren, als ihren Geschmad belacheln zu wollen. ber Gemuther genug gegeben, welche, weil fie entweber felbft fur einen verfeinerten Genug unempfanglich und rob maren. ober weil fie allein genießen wollten, nicht bloß bem Armen Armuth wunschten, sondern fich wol gar entrufteten, wenn fie. fei es für welchen ber Sinne es wollte, einmal einen gurus bei einem nublichen Staatsburger in einer niedrigen Rangflaffe Solche mabren Gelbstfüchtler murben als Rameralis ften Gefvenfter aller intenfiven Rultur fein; Denn ibrer Rubllofigfeit mare nicht begreiflich ju machen, bag feinere Bilbung nicht blog Entfagung und Dulbung erleichtert, fonbern auch feineres Beburfnig erzeugt. Es ift ein und ber namliche phys fifche Grund, welcher in bas Bimmer bes Bornehmen und Reis den bie golbnen, und in bas Bimmer bes beguterten Burgers bie ladirten Gerathschaften fest; und findet jener eine Ehre barin, schlecht meublirt zu fenn, so fehlt ihm nichts weiter, als ber innere Ginn fur ben erhobten Genug überhaupt. theilt er barnach andere, fo urtheilt er falfch und fogar zu feis nem eigenen Rachtheile; benn bachten alle wie er, fo maren alle roh, und feiner hatte Reichthum. Bor einer Großthuerei mit Anti-Lurus bewahre ber himmel eine jebe Beit. ftedt fein Datriotismus, sonbern oft - ein nur um fo feinerer Genuff, aber verbeimlicht, um ihn allein zu baben.

### II.

Ueber die Nothwendigkeit und die Art der dffent= lichen Unterstützung des Fabrikations=Gewer= bes in Necklenburg.

Intus est, quod petis.

Der Grund ber Dinge, die Bahrheit, liegt immer nur in einem febr engen Rreife. Es ift uns baber lange ein Rathfel gemelen, wie man oft über gang einfache Gegenstanbe, beren Bahrheit in einem Sate eingeschloffen ift, viele Bogen fullt, ja bide Bucher gufammenfchreibt, mare nicht bie gofung biefer rathselhaften Erscheinung in ber angebornen Unart bes Denichen zu finden, vermoge welcher ber Menich nur zu leicht von bem verborgen waltenben Gebanten berudt wird, er mochte zu wenig von ber Sache fagen. Der immer geschäftige Beibeforuch: superflua non nocent, verbirbt ihm gewöhnlich ben Rram, nicht bebenkend, daß bie Wahrheit nichts mehr haßt, als Zabulettframerei und haartleinigfeitsgeift, die jedes Pringip, statt evident, allemal bunkel machen. Selbst Rousseau, ber in seiner Gefühls = Superfotation nur im Detail Wahrheit zu finben glaubte, fpricht fur uns. Denn gewiß murben manche von feinen Grundfagen, bei allem Farbenfcmud ber Worte, an haltbarteit ungemein gewonnen baben, batte er nicht zu fehr betaillirt, Boileau's weiseren Spruch vergeffend: qui ne sait se borner. ne sut jamais écrire. Nach biefer Grunbibee Rebe und Schrift behandelnd, wird jeber fich leicht felbft bie Rrage beantworten tonnen, warum er hier, außer ben Bauptzugen zu bem unermeglichen Gemalbe, nur einige Nebenpartien finbet. Richt follten alle Ralle angegeben, nicht alle Berhaltniffe gepruft werben. Rur jum Denten wollte man reigen, um auf die eine Babr= beit, bie alle anbern wie 3med und Mittel in fich ichließt, auf bie nothwendige Unnaberung eines Gleichgewichts zwischen unferm Rabritations: und Bandbau-Gewerbe bingumirten, ebe es gu

spåt ist, die aus dem Mangel der gleichmäßigen Entwickelung herbeigeführten Uebel, die die Grundsesten unserer gesellschaftlichen Ordnung zu zerstören drohen, wirksam zu entsernen. Dhenehin trat die dem Geschäftsberuf nur mit Rübe abgewonnene stücktige und dringende Stunde hindernd in den Weg, der Rede eine andere als diffonnirte Physiognomie zu verleihen, überzeugt, daß, wenn in der Hauptsache (denn über Rebenpunkte verlohnt es sich nicht des Geredes) der Pyrrhonismus sich über dies und jenes Gesagte öffentlich aussprechen möchte, schon eher Muße zu erlangen sei, um die gegebenen Ansichten als Einssichten zu bewähren.

Bei einem neuen Fabrit-Etabliffement in unsern Candftabten wendet fich der Fabrit-Unternehmer gewöhnlich an die bobe Regierung mit der Bitte

um Befreiung von seiner Erwerbsteuer; (biese Erwerbsteuer besteht nämlich barin, baß er von dem Kostenpreis bes Ankauss ber zu seiner Fabrik nöthigen rohen Masterialien 2% Prozent (ober 1½ Prozent für rohe Materialien von Rostod) zu erlegen hat,)

ober gar zugleich auch um Befreiung ber hanbelnben Käufer seiner Fabrikate von ber, von biesen mit 22/3
Prozent zu zahlenben, Hanbels-Erwerbsteuer.

Die Frage über bie Berwerflichkeit ober Bulaffigkeit folder Gesuche hangt, die Sache auf ben Grund verfolgt, von ber allgemeineren ab:

ift es rathsam, bas Fabritations-Sewerbe in Medlenburg offentlich zu unterstützen?

Theorie und Praris entscheiben nicht bloß für die Rathsamkeit, sondern selbst für die dringendste Nothwendigkeit. Die Theorie: denn, innigst vertraut mit der in= und ausländischen Literatur der politischen Dekonomie, haben wir nirgends die Behre gefunden, welche die einseitige Entwickelung des Hauptgewerdes einer Nation als den einzigen Weg des Fortschreitens aller gewerdswirthschaftlichen Verhältnisse anerkennte; alle Meorien ohne Ausnahme sinden in der fordernden Entwickelung der Fasbrikations-Sewerde das kräftigste Mittel zur Stärkung und Befes

ftigung bes Lanbbau-Gewerbes; obne innige Berschmelzung mit ber Kabrifation tein staatsgebeihlicher ganbbau; - bie Praris: benn alle beutsche Staaten, bie mit bem Auslande vertebren (mare auch ganbbau ihr Sauptgewerbe), fuchen ihre Kabriten burch offentliche Unterftugungen mancherlei Art und burch Ginund Ausfuhrzolle, ja felbft burch Berbote zu unterflugen. kann aber menig belfen, baf wir bie Natur gemahren laffen, mabrend die Rremben, mit benen wir verkebren, feine entspredenbe Magregeln treffen. Dhne bas Pringip ber Gegenfeitige Benn bas Ausland unfere Gewerbe fo lange feit fein Beil. brudt, bis fie ihm unschablich find, so tonnen fie naturlich nie bie Bolltommenheit erreichen, welche bie Bebingung ihres Lebens ift. England balt, bis zu einem Normalpreife, unfer Getreibe vom Martte ab, bamit ber Aderbau geschütt werbe. Es aiebt uber 150 Artitel, beren Ginfuhr burch befonbere Bills Preugen ichutt feine Gewerbe burch Berbrauchsverboten ift. fteuern, von beren Sobe wir gar teine Begriffe baben. fahren wir nicht nach bemfelben Spftem, fo tampfen wir mit ungleichen Waffen, b. b. auf Tob und Leben. Sarbenberg erklart offentlich, bag ba, wo eine magige Abgabe binreicht, bem Inlande ben Borgug ju fichern, bie Buruchaltung ber fremben Mitbewerbung gerecht gegen bie inlanbischen Ronfumenten fei. Er fpricht nur aus, mas tein Menfc bezweifelt-und wir aaubern immerfort?

Nichts ist freilich einleuchtenber, als daß aller Handel zwisschen den Bolkern sich zuleht in Tauschhandel auslöse, und daß wir mit unsern Waaren salbiren, was wir vom Auslande bestommen. Folgt aber daraus, daß num auch jedes einzelne Bolk seinen Antheil an Arbeitslohn, Kapitalprosit und Rente erstattet bekomme, und daß jedes Bolk bei biesem Tausch gewinne? Folgt daraus, daß wir unsern ausgehenden Getreide handel nicht zum Verderb unserer Fabrikatur zu weit ausgebehnt haben? daß wir, wenn wir gleich unser Getreide unter dem Kostenpreise wegschlagen, und von der Diskretion des kaussenden Auslandes leben mussen, dennoch besser thun, unser bistenden Auslandes leben mussen, dennoch besser thun, unser bisteriges Ackers und Bolkertausch-System beizubehalten, als unserm System eine auf Belebung der Rabrikation und des

innern Bebarfshanbels berechnete Richtung ju geben?

Die Lehre, welche ein Gleichgewicht ber Aus- und Ginfuhr als Strebeziel aufftellt, bat bas Bernunft-Erforbernif ber Allgemeingultigfeit fur fich. Sie bauet ben Reichthum ber Nationen nicht auf bloge Gewinnste'vom Auslande, fonbern fie begreift, bag nur aus eigenem Runftfleiß, in lebendiger Bechfelwirfung mit ben Naturfraften im Boben, gulett allein mabrer Boblftand tommen tann. Die bloke Bermebrung ber Getreibe = Produktion ift gur Bermehrung bes Rationalreichthums nicht genügend. Es fann zuviel produzirt werben und bie Eine Nation tann in einem Jahre eine Nachfrage ftoden. größere Quantitat von Probutten erzeugen, und bennoch im Einkommen verlieren, sobald fie bie Baare im Auslande verfcbleubern muß, wenn fie nicht Mottenfrag werben foll. Es erweist fich bemnach bie Theorie, welche von keiner ungunftigen Sanbelsbalang etwas wiffen will, weil wir bie Baaren bes Auslandes mit ben unfrigen austaufchen, als grundfalich. Ja, jugegeben, bag es gleich fei, ob ein Staat bei bem Auslande mit Gelb ober mit felbft erzeugten Baaren falbire, fo handelt es sich eigentlich gar nicht hierum. Die Frage ist, ob ein Staat gegen bas Ausland in ber Gefammtfultur gurud, ober pormarts geht? Der Medlenburger ift arbeitfam, wie nur irgend ein Bolksftamm. Aber alle Arbeit ift unnut, wenn fie von ber Bernunft nicht geleitet wird. Unser Kabritwesen steht in zu grellem Migverhaltniß gegen ben ganbbau, ber fich eben barum fein eigenes Grab bereitet. Das ift ber Aluch jeber Ifolirung, nicht, baf fie blog bas Gute hindert, sonbern baf fie fortzeugend immer Schlimmeres gebiert. Man wende nicht ein, bag wir uns nicht um bie Mbalichkeit bringen mußten, bem Auslande unfere Erzeugniffe jufuhren ju tonnen. Aurcht gleicht ber Gespenfterfurcht, weil die Natur nicht Alles allen ganbern gegeben hat und nie geben wird, bamit bie Denfchen burch gegenseitige Beburfniffe und Intereffen im Bertebr bleiben.

Jebes Land hat eigenthumliche kulturfähige Gewerbe, mit beren Erzeugnissen es bie nothigen fremben Baaren allemal vortheilhaft umtauschen wird. Nun liegt es in ber Natur ber

Dinge, daß die eigenthumlichen Hauptgewerbe einer Nation von selbst geben; nicht so die Nebengewerbe. Eine erleuchtete Staatsweisheit wird daher, wenn sie sieht, daß die Hauptgeswerbe auf die weniger entwickelten Gewerbszweige verberbend einwirken, die Marime haben, die letztern um so forgfältiger zu pflegen, und als Grundsat allen Ertremen und Uebertreisbungen, wie allen Mißbrauchen und Unbilden, von welcher Araft sie auch kommen, gleich seind bleiben. Da nun das englische System, wenn wir uns demselben fortan sorgloß überlassen, endlich dahin suhrt, unsern Landeigner auf Produktion rosher Stoffe zu reduziren, und ihn zum englischen Pachter zu maschen; so ist die Aufgabe um so dringender, unserm Landbau und Fabrikgewerbe eine, diesem brohenden Gesichtspunkt entsprechende, veränderte Richtung und Gestaltung zu geben.

Schließen wir mit einer Bemerkung bes jetigen Ubam Smith ber Englander, bes Major Torrens, in feinem Essay on the influence of the external Corntrade, aweite Auflage, London 1820, S. 316: " Die barf fich ein Bolt ausschließ= lich mit ber Produktion solcher Dinge beschäftigen, fur welche es von ber Natur und burch feine Runft Borguge vor anbern Nationen bat; am wenigsten barf foldes in aderbauenben Staaten geschehen. Die funftliche Ausbehnung ber Getreibes kultur führt das Prinzip der Zerftorung bei fich. Denn wenn bie Nationen, mit benen kornausführende gander verkehren, fich nicht vollkommen gerecht gegen diese beweisen, so wird ber ackerbauende Staat nicht allein nicht weiter im Boblstande fortschreiten, sondern sehr bald Ruckschritte in demselben machen. « Kerner: "Ein landbauenbes Bolf ohne Beredlung inlandischer Stoffe hangt bloß von bem kaufenden Auslande ab, und muß nothwendig mit ber Zeit biefen Absatz immer beschränkter und unsicherer finden. «

Wie aber, wird man fragen, ift benn bas Fabrikations. Gewerbe zu unterftugen?

Alles, was der Staat fur Gewerbsieiß thun kann, darf und foll, ift:

1) bie entgegenstehenben Sinberniffe ber freien Entwischlung burch alle rechtlich erlaubte Mittel zu entfernen;

- 2) die fur ben Einzelnen nicht wohl erreichbaren Mittel jum Auftommen und Gebeihen zu veranstalten;
- 3) bie schlummernde Thatigteit zwedmaßig zu ermun = tern;
- 4) bas Alles, auffehend und fürforgend, vor Dig= brauch ju fichern.

Die Größe ber Theilnahme bes Staats an Gewerben und Fabriken wird naturlich burch ben Grad ber Ruglichkeit berfelben für ben Rationalwohlstand im Sanzen bestimmt wersben.

### Die bochfte Begunftigung verbienen

- 1) jene Gewerbe und Fabriten, welche aus inlandischen Stoffen ben inlandischen Bedarf fabrigiren; bann
- 2) bie, welche fur ihre Fabritate aus inlandischen Stoffen ben Abfat im Auslande fuchen muffen; bann
- 3) bie, welche auslandische Stoffe fur ben inlandi= ichen Bebarf verebeln; enblich
- 4) jene, bie fur ihre Fabritate aus fremben Stoffen ben Ubfat im Auslande fuchen.

Die zwei ersten Klassen verschaffen zugleich unserm Bandbau einen Ubsatz seiner Produkte; die Masse der Stoffe und Fabrikate sowohl, als der Werth, womit sie bezahlt werz ben, gehort Beides unserer Nation. Die zweite Klasse ist jedoch schon wegen des Absates, die dritte wegen des Stof z fes vom Auslande abhängig.

Man sieht, daß nach dieser natürlichen Ordnung unser Sewerbewesen seine natürliche Richtung ganzlich verloren hat. Denn nach der obigen Serie stehen unsere Getreide=Manussäturen erst in der zweiten Klasse, weil der Absah vom Auß-lande bedingt ist. Dagegen sind unsere Fabriken auß insländischen Stoffen für den inländischen Bedarf, wiewohl sie nach der obigen Ordnung eine höhere und dringendere Besgründung haben, gegen unsere Setreide=Manusakturen sehr zurückgesetzt. Es ist nämlich

a) ber ausgehende Getreibehandel burch eine außerft geringe Abgabe fehr erleichtert; nicht fo unfere Nabritation inlanbischer Stoffe, ja, nicht einmal ber innere Sanbel mit biefen Fabrifaten; benn

- b) die Fabriken inlandischer Stoffe sind mit einer Steuer von  $5\frac{1}{3}$  Prozent belastet, die theils von den Fabrikanten, nach der Höhe des Kostenpreises des angekauften roben Stoffes, mit  $2\frac{2}{3}$  Prozent, theils von den handelnden Käufern ihrer Fabrikate mit  $2\frac{2}{3}$  Prozent zu erlegen ist; ja
- c) sogar die zunftigen handwerter, welche inländische Stoffe veredeln, werden in der Erweiterung und Beroolls fommnung ihrer Gewerbe baburch zurudgehalten, bag bie handelnden Käufer ihrer Fabritate ben Antauf gleichfalls mit 2% Prozent versteuern muffen.

Daffelbe ist auch von den in der dritten Ordnung flebenden Kabrifen zu fagen, welche aublanbische Stoffe fur ben inlandifchen Bebarf verebeln. Der Raufer tann fic in ber Regel beffere Kaufbebingungen verschaffen, als ber Bertau= Benn unfere Kabrifanten ihren Stoff vom Auslande bekommen, so konnen sie im Allgemeinen bort eber auf einen bauernd guten Untauf rechnen, als unfere Getreibe-Fabritanten, menn fie ihre Bagte im fremben ganbe ausbieten. Auslander weiß, daß bas Baterland in Gefahr ift, wenn bas Getreide nicht abgesett wird. Nicht so ift's bei unsern Kabris kanten, wenn fie im Auslande roben Stoff fur ben inlanbischen Bebarf kaufen wollen. Also auch biese Fabrikanten ber brit= ten Ordnung, auf beren Gewerbe bie ad b bemerkten Steuern von 51/3 Prozent haften, find gegen unfere Getreibe=Manufakturen gurudgefest; ungleich mehr aber noch wegen ber Roft o der Monopole, beren gerftorende Rrafte mir nachgebenbs besondere entwickeln werden.

Der so sehr erleichterte außere Getreibehandel mußte bes greislich unser Fabritwesen in bemselben Grade druden, in wels chem er die Getreidekultur, und mit ihr die Möglichkeit, ohne innere Fabrikationsgewerbe ju subsistiren, erhöhete. Aber der Mensch kann, um sein Heil zu erkennen, oft nur durch einen machtigen Impuls geweckt werben, und die Drohungen des Tages haben uns endlich über unser wahres Interesse ausgeklart. Sie haben und belehrt, daß weit mehr noch, als bie Zufun ber Rrafte, und bie Richtung berfelben gelten muß, med fed bie größte Thatigfeit nur ju leicht bie unbewußte Stuften neuer Uebel wirb. Gie baben und belehrt, baf bie Rrifte. welche man als bas Sauptelement zu unferm Bobliten betrachtete, langft gerftorent geworben find. Co unermeift find die Kolgen, wenn an die Spite eines Spftems von gefic schaftlichen Einrichtungen ein Irrthum als Grundfab gefick Denn jebe Kraft, bie, wie bas auf außern Getreibebes bel berechnete Staatbleben, ungleich und nicht fletig wirft, bie nur zuweilen burch heftige Stofe entweber mohlthatige, aber indirett fcmachenbe, ober birett gerftorenbe Erfchutterungen macht, taugt nichte. Gie ift fein Bind, ber bie Duble aleit. formig brebt, sonbern ein Sturm, ber fie in Studen reifit.

Inzwischen leuchtet ein, bag, wie man bas landfiabtifde Kabritmefen auch beforbern moge, Die gefetliche Erleichterune bes ausgehenden Getreibehandels unverandert fortbefteben miffe. Die Unterflugung bes Fabritwefens tann alfo nur mit ber Be-

rime beginnen,

bag bie, die landstädtische Fabrifation brudenben, Stenen ihr fo lange abgenommen werben, bis ber ausgebenbe Getreibehandel und die Roftoder Monopole ber volltige bigen Ausbildung und Befestigung bes lanbstabtifchen Ste britwefens nicht mehr hinderlich find.

Unfer Steuergefet von 1755 mar fur feine Beit, mo bie Begriffe ber National-Detonomie uber bie echten Bebingungen bes Boltswohlstandes noch wenig Klarheit ober Rraft batten. Ber Bahrheit und Berbienft ehrt, wird aus ein Meisterwert. gefteben, bag bas Befet viele einzelne treffliche Bestimmungen enthalt, bie auch jest noch, bei einem in 67 Jahren gewonnes nen Kapital in Biffenschaft und reflektirter Erfahrung, nicht anders zu geben maren. Sind wir nun freilich, ohne Gefahr au irren, nicht im Stanbe, bie Motive bes Gefetes anaugeben. welches die oben ad a, b und c bemerkten Bestimmungen entbalt, fo konnen ihnen boch nur Grunbe, bie nicht in bas Ges biet ber echten Nationalreichthumslehre gehoren, jest noch bas Wort reben. So wenig bie bamalige Gesetgebung ben jetigen

Bustand ber Gesellschaft ahnen konnte, so wenig konnen auch wir die Bukunft begreifen, und wir mogen wohl thun, unsere Einrichtungen so zu treffen, daß sie der fortschreitenden Gesellschaft auf eine Weise folgen konnen, die dem Guten und Befsiern Eingang verschafft, ehe das Gesetz außer Zeit der steht.

Nach ber jetigen Gestalt ber Dinge burften sich folgende Mittel als zwedmäßig empfehlen.

- A) Canbitabtische Fabrifanten, welche inlanbischen Stoff jum innern ober fremben Bebarf verebeln, brudt nicht allein
  - a) die Material-Erwerbsteuer, b. h. die Steuer von 22/3 Prozent, welche sie beim Ankauf des inlandischen Stoffs jedesmal entrichten mussen; sondern auch
  - b) die Sandels- Erwerbsteuer, b. h. die Steuer von 22/3 Prozent, welche ber handeltreibende Abnehmer ihrer Fabrifate beim Ankauf berselben zu bezahlen hat.

Die Steuer ad a. wurden wir in die bloße hand werks= Erwerbsteuer verwandeln. Die Sandels steuer ad b. wurde zu erlassen sein, weil ber Kaufmann die Waare aus Rostod wohlfeiler bekommen kann.

Birklich hat ber hellsehende Blid unserer erleuchteten Fürsten nach biesen Marimen schon von jeher bis auf diesen Tag Fabriken, von benen hier ad A. die Rede ist, bald mit der Remission beider Steuern, bald mit dem Erlaß der Steuer ad a, oder mit andern Begünstigungen unterstüßt: ein Beweis, daß das Steuergeset diese Fabrikanten nach keinem richtigen Maßtade behandelt. Da nun ohne Ungerechtigkeit nicht wohl Jemanden versagt werden kann, was Andern schon gewährt ift, so scheint es sich ungleich mehr zu empfehlen, wenn man alle und jede Fabrikanten, von benen hier ad A. gerebet wird, gleich behandelt, und beide Steuern, die ad a. und ad b., erläst.

- B) Fabritanten, welche auslandischen Stoff fur ben in = landischen, und felbst fur ben auslandischen Bedarf verebeln, wurden wir in ber Steuer eben so, wie die ad A., behandeln. Rotiviren wir die Sache naber:
  - 1) Der Roftoder ubt ein Monopol, welches alle

١

Lanbstädte vom Seehandel ausschließt. Es wirkt dadurch auf die Fabrikanten, von benen hier die Rede ist, absolut tobtlich; es beprimirt bas taufmannifche Gewerbe ber ganbftabte, und nagt am Enbe felbft an bem Bobiftanbe Roftode, ben es boch zu forbern beabsichtigt. Denn mahrend ber Roftoder Rabris tant feine roben Stoffe feewarts aus ber Quelle beziehen tann, muß ber lanbftabtifche Kabrifant fie bem Roftoder Spetulanten au einem Preise abkaufen, bag im Durchschnitt bem landftabtischen Fabrifanten bas Material minbestens funf Prozent mehr koftet, als bem Roftoder Kabrikanten. Treten gar, wie bas ja in ber Banbelswelt nicht felten zutrifft, Ronjunkturen ein, die den Preis eines auslandischen Artikels bedeutend stei= gern, fo ift bas Bobl und Bebe bes landftabtifchen gabrifanten bem Rostoder Spekulanten, der sich zu rechter Zeit mit ber Baare hinreichend versorat hat, ganglich Preis gegeben, und Jener kann leicht ben Artikel um 50 Prozent theurer bezahlen muffen. Der ganbftabter barf ja nicht gur Gee hanbeln, und tann baber schlechthin nicht folche Berbindungen im Auslande anknupfen, bie ihn in ben Stand fegen, bem Laufe bee Ban= bels im Auslande laufchend folgen, und fo, wie ber feeftabtifche Raufmann, jede moglich eintretenbe Konjunktur klug benuben zu tonnen.

Außer biesem Monopol ubt ber Roftoder noch

2) ein anderes druckendes Worrecht: Von allen rohen oder fabrizirten Waaren, die der landstädtische Fabrikant oder Kausmann aus Rostock erhält, wird nur eine sogenannte Nach = steuer von 1½ Prozent erlegt, während der Kausmann von den landstädtisch en Fabrikaten 2½ Prozent Handels = Erwerb=steuer zahlen muß, — folglich eben so viel, als wenn er sich Waaren vom Auslande kommen läst.

Rechnen wir nun noch, daß ber landstädtische Fabrikant Fracht, 3blle u. s. w. fur das Material bis nach seinem Orte zu bezahlen hat, so liegt es auf platter Hand, daß fein Fabriskat minbestens sieben bis acht Prozent theurer ift, als das Rostocker.

Gin Monopol, welches Gewerbe zwingt, bem Roftoder Raufmann auf bie angeführte Belfe zinspflichtig zu werben,

thut allen jenen Gewerben Unrecht, indem es theils dem Rosstoder Kausmann einen Vortheil zuwendet, der bei bestehender Freiheit nicht Statt fånde, theils allen betreffenden Fabrikanten und Kausseuten in den Landstädten eine Steuer auslegt, die die Gewerbe lähmt, oder jeden Keim ihres Gedeihens schon in der Gedurt erstickt. Unmöglich ist es, die weitere Fortdauer eines Vorrechts, welches den unverletzlichen Anspruch der beschüdten Gewerbe auf rechtliche Gleichheit vernichtet, und in den Leistungen den Grundsatz der Gleichheit aushebt, — eines Vorrechts, welches alle Ursachen der Entstehung und Vermehrung des Nationalreichthums in ihren ersten Quellen angreift, unter den Begriff der Gerechtigkeit zu bringen.

Das Gutachten über bie Banbelsanmagungen Roftods gegen feine Mitftanbe, (Roftod, bei Abler, 1790. Fol.; ein Auszug findet fich in ber Monatsschrift von und fur Medlenburg, 1790, Februar = Beft, Seite 84 - 100;) welches ben verftorbenen Bufch in Samburg jum Berfaffer bat, zeigt mit griomatischer Gewißbeit, bag Roftock Banbel bei bem Bestande bes Monopols ewig frankeln, und nie ben Alor erreichen werbe, beffen er fabig mare, wenn bas Borrecht nicht eriftirte. Denn Monopole wirken ftets als schleichenbes Sift fur jeben Boblftand, felbft fur ben Bevorrechteten. Ja, bas Gutachten giebt an manchen Stellen Binte, bag bie namlichen Grunde, unter welchen bas Monopol feine Entftebung erhalten, auch die Unverbindlichkeit bes Erfages bei Aufhebung beffelben nachweisen mochten. Benigstens hat Roftod zur Beit weber landesherrliche Berleibungs =, Gnaben = ober Areibeits= briefe, bie ber Stabt ein Recht gur Ausschliegung ihrer Dit = ftanbe ertheilt hatten, noch einen Bergleich mit biefen, noch eine Entfagungsatte berfelben, woburch fie fich ber naturlichen, burgerlichen und vaterlandischen Rechte und ihrer zustehenden Befugnig begeben batten, je vorgezeigt. Und gefest, es mare bei Entftehung ber Roftodichen Borrechte, von Seiten bes allerbochften Berleihers geirrt worben, fo ift nichts gewiffer, als baff berjenige, ber baraus Berechtigungen berleitet, bafur nie ben fortmabrenben Schut bes Staats in Anspruch nehmen, und jeboch felbft biefes nur aus Grunben ber Billigkeit - im Kall

ber Burudnahme folder Berechtigungen weiter nichts forbern kann, als basjenige, was er früherhin bafür prästirt haben mag. Denn alle Monopole und Berleibungen bes Regenten find, ihrer Natur nach, von ber Bebingung ibrer Berträglichkeit mit bem allgemeinen Bohl abhangig, und tonnen und burfen baber nur fo lange, als biefe Berträglichkeit nicht verlett wirb, befteben. Es ift alfo wol feine Frage, bag berjenige feine Entschäbigung au forbern berechtigt ift, ber bie, auf ben Grund folder bisher benutten, aber funftigbin nicht mehr fur gulaffig erachteten Monopole und Berleihungen bezogenen, Bortheile verliert, wenn ber Staat, wie es ibm giemt und obliegt, jene Bibernaturlichkeit vertilgt. Sollte indeg, wozu und bie Data abgeben, eine Erfappflicht nicht zu vertennen fein, fo tonnte bie Entichabigung, ohne über-brudenbe Befchwerbe, entweber burd eine immermahrenbe Staatbrente, ober burch einen Tilaungs fonds, oder burch andere Magregeln, beren nabere Erdrterung nicht hieber gebort, getilgt werben.

Gegen die Ausbebung staatsverberblicher Monopole kann kein Rechtstitel schüten, weil die Ausbebung nicht darin besteht, daß dem Bevorrechteten etwas genommen wird, sondern darin, daß dem Bedrudten nur ein gleiches Recht gegeben wird. Der Berlust, der den Bevorrechteten trifft, ist nur eine Folge der Herstellung der Gerechtigkeit, der aber, ohne das Unrecht gegen Andere bestehen zu lassen, nicht abgewandt werzen kann. Es ist genug, daß der Staat den Prinzipien der Gerechtigkeit und des dffentlichen Bohls folgt. Nur dadurch erfüllt er seine Pslicht. Die Bortheile derjenigen, welche bisher Unrecht litten, sind nur als einige Entschädigung für lange erzlittenes Unrecht anzusehen.

Uebrigens hat, wie auch Busch auseinandersett, die Aufhebung der Rostocker Monopole keinesweges nachtheilige Folgen
für den Wohlstand Rostocks; vielmehr gewinnt der Rostocker Raufmann durch die Benuthung eines blühenden Speditionshandels, mit allen den vielen Gewerben die der Speditionshandel in Thatigkeit sett, mehr als das, was die Stadt sich
bisher durch ungerechten und gehässigen Bwang verschaffte.

Ist boch bie Elbschiffahrt vom Stapelzwange befreiet;

warum follten benn wir nicht anerkennen, mas bie Beibheit bes gangen Deutschlanbs ausspricht?

Um bie Sache flar auszusprechen:

bie Material= Erwerbsteuer bes landstådtischen Fabrikansten, und die Handels-Erwerbsteuer bes Raufmanns landsstädtischer Fabrikate ist keine indirekte Konsumtions= steuer mehr, was sie boch, ber Natur ber Gewerbsteuer und ber Absicht ber Gesetzebung gemäß, sein sollte; sons bern beide Abgaben sind eine Steuer auf den Gewerbs-profit der landstädtischen Fabrikanten, eine Steuer auf das landstädtische Fabrikgewerbe.

Diesen Charakter, ben unsere Steuergesetzgebung gar nicht beabsichtigte, mußten jene beiben Abgaben mit ber Ausübung bes Rostoder Monopols nothwendig annehmen; er war bavon ungertrennlich. Bare bie Material=Erwerbsteuer, was fie boch fein foll, eine in birefte Ronfumtionsfteuer, fo mußte fie ber bezahlende Rabrifant von bem Abnehmer feiner Fabrikate wieder einziehen konnen. Da bies aber, wenigftens auf bie Dauer, unmöglich ift, weil ber Roftoder ungleich wohlfeiler verkaufen tann, fo vernichtet bie Material= fteuer geradezu bas lanbstäbtische Rabrifations = Gewerbe in feemarts tommenben roben Stoffen. Die Banbele=Ermerb= fteuer bes Raufmanns aber halt aus gleichem Grunde biefen von lanbstädtischen Kabrifen zurud, und vermehrt alfo bie gerftorende Einwirkung auf ben Gewerbsprofit ber lanbftabtifchen Rabrifanten. Go find benn alle Kabrifgewerbe, bie bas Material feewarts aus Roftod befommen, jur Siechheit ober gar jum Tode verurtheilt, und eine unabsehbare Maffe von Steuern, von Nahrungs = und von Boblstanbs = Quellen wird gar nicht eriftent.

Es scheint baher ben Forberungen ber Gerechtigkeit gang ju entsprechen,

a) wenn bie lanbstabtischen Fabrifanten, welche auslanbische Stoffe fur ben innern Bebarf verarbeiten, von ber Dasterial-Erwerbsteuer befreiet werben, und bafur bie gesfehliche Sanbwert 8-Erwerbsteuer entrichten;

b) wenn ben Kaufleuten biefer Fabritate bie bavon zu erlegenbe Sanbel8-Erwerbsteuer erlaffen wirb.

Es entfteht freilich hieburch ein anscheinlicher Ausfall für ben Steuerfistus ber ganbftabte; boch ift bies eine bloge Illufion. Denn in eben bem Dage, in welchem bie Kabrifen ber Banbftabte Bluthen und Fruchte tragen, wird bas Fabrifat bes Auslandes (von welchem ja, wie gesagt, bie lanbfiabtifchen Raufleute auch nichts weiter als 2 % Prozent Banbels-Erwerbsteuer erlegen ) vom inlanbischen Martte verbrangt. Es lagt fich aber burch ein einfaches arithmetisches Erempel barthun, bag ber Minberertrag biefer Sanbels : Ermerbsteuer burch ben um fo viel mehr gesteigerten Ertrag ber Seegolle in Roftod, fur ben Dehrbebarf ber lanbftabtifchen Rabrifen an roben Stoffen, vollig vergutet wirb. Dem gefunden Auge wird es jeboch balb fichtbar, bag felbit ein etwaniger augenblicklicher Berluft bes lanbftabtifchen Steuerfistus von unberechenbar grofen Bortheilen, bie ihm aus anbern unenblichen Quellen gufließen, unzertrennlich ift. Denn nichts ift gemiffer, als baß fich bie vorgeschlagene Magregel als bas traftigfte Element, ja ale bie einzige Quelle einer bauerhaften Bermehrung bes Staats und Nationalreichthums erweisen murbe. erforbern eine Menge von Arbeitern, beren Babl fich mit bem machsenben Flor ber Gewerbe jusehends vermehrt. Der Steuerfistus murbe alfo - ba er, bei bem meitern Beftanbe ber Material = Erwerbfteuer bes Rabritanten und ber Banbelsfteuer bes Raufmanns, teine Ausficht bat, ben Ertrag berfelben je erhobet zu feben - bei ber Bergichtung barauf, eine Boltsmenge und eine Thatigfeit ber gabrifunternehmer, ber mannigfaltigen Rabrifarbeiter und Auffeber, ber Krachtgemerbe und fo vieler anbern fur Fabriten beschäftigten Gewerbe bervorloden, bag er fich, wie burch einen Bauberichlag, auf anbern Begen aus taufenbfachen Quellen hinlanglich entschäbigt fabe. Die ber Ruhm, gewinnt ber Kunftfleiß mit bem Kortgange immer mehr Starte. Dit biefem allen wurben bie Auffunfte aus Bollen und Poffen in gleichem Grabe gefteigert werben. und es marbe fich bie Babrheit prattifch ausweisen, bag ber Boben nirgenbs mehr einbringt, als ba, wo er mit Saufern

bebauet ist; benn eine Quadratmeile Saufer giebt noch einen ganz andern und hohern Ertrag, als eine Quadratmeile Gartenland.

Wird je auf ber Wage bes Staatswohls ein augenblicklicher Verlust bes Steuersiskus von unendlich wichtigern Vortheilen überwogen, so ist es hier. Ja, ware wirklich ber Nachtheil auf die Dauer überwiegend — wiewol die GeneralSteuerberechnungen zu Ende jeden Jahrs stets das Gegentheil
ergeben wurden — wer mochte nicht bennoch den Nachtheil
gern der Verletzung des Prinzips der Gerechtigkeit und der
Bolkswohlstandssorge vorziehen? Und sollte es denn gar keine
Rücksicht verdienen, daß die Verminderung der Armuth und die
Moral saktisch in eben dem Naße gewinnen, als sich der Fleiß
vervollkommnet?

Machen wir beispielsweise bie Sache anschaulicher, an ber Lage und bem Einfluß irgend einer einzelnen Fabrikationsart. Wir wahlen die Fabrikation ber grunen Seife.

Medlenburg bedarf davon jährlich wol 12,000 Tonnen; es fabrizirt nur etwa 5000, muß also jährlich wol 7000 Tonnen nen vom Auslande, hauptsächlich von Lübeck, Lauenburg und Stralsund beziehen. 7000 Tonnen Seise vom Auslande kosten, die Tonne zu 18 Thaler gerechnet, 126,000 Thaler. Unser Kausmann, der mit dieser Waare bandelt, muß dasür 2½ Prozent handelserwerbsteuer geben, also 3360 Thir. Fabrizirten wir dagegen jene 7000 Tonnen Seise im Lande selbst, ließen uns das dazu notthige Material an Potasche, Del und Kalk von Rußland und Gothland kommen, rechnen wir, daß dies zusammen 90,000 Thir. beträgt; so würden die diesentlichen Gesälle davon in Rostock zu ungesähr 3½ Prozent, 3140 Thir. betragen.

Das diffentliche Einkommen verliert also, wenn landstabtische Fabrikanten bie 7000 Lonnen Seife liefern, und ihnen
bie in ihrem Wohnorte zu zahlende Rostoder Nachsteuer, als
ihre Raterial = Erwerbsteuer, so wie den handelnden Kaufern ihrer Fabrikate die Handels = Erwerbsteuer von dem angekauften Fabrikat erlassen wird, jährlich nur 210 Lie., wenn
alles ehrlich angegeben wird, was wol in Rostod, wegen der

Sicherheit, bie ber Baffertransport bem Fistus gewährt, anzunehmen ift, aber in ben ganbftabten nicht wohl supponirt werben fann. Es lagt fich vielmehr aus biefem einfachen Berhaltniß ichon ein Ueberschuß fur bie offentlichen Gefalle annebmen. Doch unenblich mehr, als jene 210 Thir., bie bem Steuerfistus icheinbar jahrlich verloren geben, gewinnt er; wie oben angebeutet, mit Erweiterung und Befestigung bes Rabritgewerbes auf taufenbfache Beife. Selbst Bolle und Poften nehmen an bem Gewinne Theil; ja, auch ben ganbmann ermuntert er gur Delproduktion, und mit ihr ftarkt und verebelt sich bie Kabrifation bes Dels. Diefes ameisartige, nie ftodenbe Getriebe, bas ausschliefliche Erzeugniß eines geits gemäßeren Steuerfoftems, ift fur ben Gingelnen unb fur bas Bange weit zuträglicher, als wenn mit Ginmal großer Gewinn im ausgebenden Getreibehandel, und eben fo ichnell - arobe Stockung erfolgt.

Wenn man weiß, daß Lübed im vorigen Jahre 32,000 Pub Potasche und 35,000 Pub Del, Rostod nur 5000 Pub Potasche und 20,000 Pub Del importirte, so fühlt man recht das schleichende Gist des Rostoder Wonopols für die Bedrückten, wie für die Bevorrechteten. Der über die wahren Beschingungen des Volkswohlstandes ausgeklärte Rostoder Kaufmann erkennt es selbst dafür. Statt grüne Seise vom Ausslande zu kaufen, müßten wir, bei der herrlichen Lage an der Oftsee, und bei der uns so nahe liegenden Produktion und Fasbrikation des Dels, grüne Seise erportiren können.

Uebrigens ift nicht außer Acht zu lassen, bas bie Entbins bung ber Fabrikations-Gewerbe von ber Materials und hans belösteuer keine eigentliche Befreiung, sondern nur eine Berschiedung der Steuer bis auf den Zeitpunkt, wo der dauernde Bestand bes landstädtischen Gewerbes als wirklich erscheint, genannt werden kann. Denn da, nach Begriffen, die Gewerbsteuer des Fabrikanten, gleich der Grundsteuer und jeder andern Erwerdsteuer, nur ein Theil des Gewinnstes oder reinen Ertrages sein soll, den der Fabrikant vermittelst seiner Arbeit und seines angelegten Kapitals an sich bringt; so des rubt die Steuerfreiheit der Gewerbe, die entweder aar keinen

ober keinen folchen Rein=Ertrag gewähren, daß sie auf die Dauer bestehen können, auf der Natur der Sache. Die Gewerbe wurden ohne diese Aufmunterung entweder ganzlich sehlen, oder wenigstens dem allgemeinen Wohl nicht entsprechen, folglich entweder gar keine, oder nur eine geringe Steuer eine tragen. Es dußt also weder der Staat, noch das Publikum dabei ein. Vielmehr gewinnen beide, da hierdurch die Bedurfenismittel, folglich die Reichthumsquellen auf eine Art vermehrt werden, die dem Nationalwohl am meisten zusagt.

Mit einer, etwa versuchsweise auf einen Zeitraum von brei ober vier Sahren, geschehenen Entbindung der Fabrikationsegewerbe von der Materials und Handelbsteuer durfte ein gleich traftiges Aufmunterungsmittel der landstadtischen Fabrikationsund handelsgewerbe, durch Entfernung eines ihrem Flor machetig entgegenwirkenden hindernisses nicht wohl sehlen konnen. Wir meinen

C) die Aufhebung der gesetzlichen Bestimmung, die jedem Nicht=Kaufmann verstattet, sich Waaren vom Auslande steuerfre i kommen zu lassen.

Dies Geset ist die brudenbste Steuer auf den Gewerdsprosit der Fabrikanten und Kausseute. Keinen Staat wüßten
wir zu nennen, wo ein solches Privilegium noch eristirte. Keisnen Medlenburger wüßten wir zu nennen, den die Aushebung
unzufrieden machen wurde; vielleicht weil die Privilegiensucht,
wo sie etwa noch nicht ausgerottet ware, sich schamt, den Grund
anzugeben. Das ist die magnetische Kraft des Gerechten, daß
selbst der Ungerechte wenigstens den Schein des Gerechten ans
nehmen muß.

Daß

D) nichts verarbeitet eingebracht werbe, bessen Stoff wir selbst gewinnen, ober bessen Fabrikation wir, bei Entfernung ber in Medlenburg entgegenstehenden hindernisse, nach einiger Beit gleich gut und wohlseil beschaffen konnen, — daß also Einfuhrzölle, oder Impost auf eingeführte fremde Artikel unser Fabrikwesen so lange schützen, bis wir auch der abwehrenden Gesetze nicht mehr bedürsen,

gehört zu ben Maßregeln, die von Marimen ber Gerechtigkeit und ber angewandten National-Dekonomie eben so sehr, als von ben höheren Zweden des Staats geboten werden. Denn nach unserer Betrachtungsweise des Staats ist der Umstand, daß fremde Waare besser und wohlseiler als einheimische sei, nur ein untergeordneter Grund ihrer Zulässigkeit. Die fremde muß der vaterländischen Waare einstweilen ohne Widerspruch nachstehen, wenn die eigene Fabrikation höheren Zweden nütt. Die Wissenschaft, wie die ganze große Staatenreihe, selbst die außereuropäische Kultur, selbst das sonst so freie Nordamerika, wo doch der Landbau noch so unendlich viele Hände beschäftisgen kann, hat diese Grundsätze längst angenommen.

Das Sauptbestreben bes Staats wird immer fein, baff bie Fabritanten veranlagt werben, burch ihre Arbeit ben Fremben gleich zu tommen, ober fie zu übertreffen. Er wird vaterlanbifche Gefinnung bis ju einem Grabe ju ermeden und ju beleben suchen, bag Alle eine Ehre barin feben, burch fich felbft au bestehen, und ber Rremben immer weniger au bedurfen. Die leitenbe Marime muß fein: moglichft gutes Fabrifat, mas bas Rrembe übertrifft. Boblfeilheit jum Biel gefett, ent= fernt bie Fremben nicht. Gute, bie frembe ubertreffen be Baare jum Biel gefest, gewährt bie Aussicht, Boblfeilheit mit Gute ju vereinigen. Dies ift aber burchaus unmbalich, wenn blog Boblfeilheit erftrebt, und Schlechtigkeit nicht verachtet wird. Dies murbe im Gegentheil nur um fo verberblicher wirken. Es murbe bie geiftige Entwidelung ber Rabris fanten bemmen, und ben Sinn fur Ehre und Reblichkeit uns terbruden; bei ben Uebrigen aber murbe es bie Auslanberei nabren , und ben vaterlanbischen Ginn fcwachen. Ift aber bie vaterlandische Waare so gut, wie die fremde, so wird, wenn noch bie Allmacht eines Impulfes von oben, burch Beispiel und andere Ermunterungen, hinzukommt, selbst die theure einbeimische Baare ber fremben balb vorgezogen, und ein Nationalgefühl erzeugt, was die Auslanderei auf immer verbannt. Bas reizt bei fremben Fabrifaten? boch wohl mehr ihre Gute, als ihre Boblfeilbeit. Ber immer nur Schlechtes gu produziren weiß, ber thut beffer, Richts zu produziren.

Bas foll man fich aber zu benten erlauben, wenn wir Fabrifate, die wir eben so gut und wohlfeil, als die nabe gelegenen fremben Sanbelborter, liefern, vom Auslande frei einführen laffen, und fo ben Fremben gleichsam mit Gewalt Sunberttausende aufdringen, und unsere ebelften Rrafte unverants wortlich und unwiederbringlich wegwerfen. Behalten wir als Beispiel ben ichon ermabnten Fabrifationszweig ber grunen Seife. Warum gablen wir, wie bie obige Berechnung ergiebt, bie große Summe von 36,000 Thaler jabrlich, ohne ben minbeften Erfat, an Lubed, Lauenburg und Stralfund fur bie Kabrikation dieses einzigen Artikels, während wir Kabriken bas ben, bie uns binreichend mit bem Bebarf verforgen tonnen, und mabrend bie genannten fremben Banbelborter jum Theil noch nicht fo vortheilhafte Lokalitaten fur bie Rabrikation biefes Artifels haben, wie wir? Gin verftanbig angelegter Smpoft ift bas einzige Mittel, bies zu verhindern. Er wird verbinbern, bag bie Lubeder Reisenben bas gant in allen Richtungen burchziehen und bie Baaren verschleubern, um nicht gang ausgebrangt zu werden aus ber Lieferung biefes fo nothwenwendigen Bedurfniffes, welches gubed noch vor 20 Sabren gang allein uns zuführte. — Es ift endlich einmal Beit, eine Reihe ber ftaateverberblichften Rachbetereien und Borurtheile abzulegen. Erinnern wir uns aber, bag, wo bie Allmacht eines Vorurtheils einmal Plat genommen bat, ein Urtheil keinen Raum mehr findet. Erinnern wir uns Montesquieu's, daß in ber Belt nichts Großes geschiebt, als burch bie Reftigfeit bes Willens, ber mit Beharrlichkeit bie Borurtheile ber Menge bekampft. Das platte Borurtheil, bas fich noch heute gegen bie inlandischen Kabriten, welche jum Theil Meifter aus eben bem Lubeck haben, beffen Seife ber Irrmahn nur allein fur gut anerkennt, bei bem weniger gebilbeten Raufmann ber fleinen Stabte erhalt, tann nur auf biefe Beife gebrochen werben.

Nehmen wir einen anbern 3weig ber Fabrifation, bie bes Tabafs. Das Borurtheil für bie Hamburger Baare ift so groß, baß fast alle unfre Fabrifen, welche ben Hamburgischen an die Seite gestellt zu werben verbienen, auf die bloße Fasbrifation bes inlandischen Blattes sich beschränken muffen, wah-

rend sie boch aus eben ben Hamburger Fabriken Meister halten, welche früher, als sie noch in Hamburger Fabriken arbeiteten, nach ber Irrmeinung bes Publikums, ganz anders gearbeitet haben sollen, als jeht, — und während ber Hamburger Fasbrikant kein anderes Material als unsere Fabriken verarbeiten kann. Wir kaufen das Material an der Hamburger Borse so gut, als der Hamburger Fabrikant. Ein Impost wurde dem Lande jährlich leicht noch mehr ersparen, als ein Impost auf grüne Seise.

Betrachten wir den Weinhandel, der gewissermaßen auch als ein Fabrikationsgewerbe anzusehen ist. Denn so roh, wie der Wein von Bordeaur kommt, ist er nicht genießdar; er wird in Lübed erst trinkbar gemacht. Was früher Geheimniskrämerrei war, ist längst, durch unser Fortschreiten in allen Wissenschaften, Gemeingut des Publikums geworden. Wir konnten in Rostod, Wismar, Schwerin, Güstrow u. s. w. eben so gute Weinhandlungen wie in Lübed haben, welches auch nicht die mindeste Begünstigung rücksichtlich seiner Lage u. s. w. hat. Dies wurde gewiß hunderttausend Thaler jährlich dem Lande ersparen. Diese Ersparung ist aber nur zu bewirken, wenn Weine, die nicht unmittelbar aus dem Lande kommen, wo sie erzeugt werden, mit einem angemessenn Impost belegt werden.

Es ware ein Leichtes, biefe Beispiele noch in einer langen Reihe anderer Fabrikgewerbe, wovon bas Resultat jum Theil noch größere Ersparungen liefert, fortzusehen \*).

<sup>\*)</sup> Ein Zeitungsartikel aus kondon (Preuß. Staats-Zeit. v. 3. 1822 Rr. 20. S. 184) klagte vor einiger Zeit, daß die Zuderraffinerien bedeus tend abgenommen hatten, und fügt treuherzig hinzu, daß solches als lein der Bermehrung der Zuderraffinerien auf dem Festlande, und dem Schufe, den die dortigen Regierungen dem einheimischen Fabriskate zu ertheilen ansingen, zuzuschreiben sei. (Wollen wir nicht aus solchen Thatsachen lernen, die uns allenthalben, wohin unser Blick sich wendet, entgegentreten, so sind wir verloren.)

Es mag vielleicht hier nicht am unrechten Orte fein, wenn wir aus ber Rebe, welche unlangst ber bekannte von Uhfchneiber in ber bffentlichen Sieung bes polytechnischen Bereins zu Munchen, bei Geslegenheit ber Ausstellung ber baierischen Aunst: und Sewerbsprobutte hielt, Einiges mittheilen. »Die Regierung, " heißt es unter anberm, wirb bas Ihrige thun, ble hinberniffe, welche bem Emportommen

Nur burch Entwickelung ber geiftigen Krafte tann bie rege Bewegung eines Bolts zwedmäßig geschaffen und geleitet werben. Der Staat muß also auch hier ins Mittel treten und

unferer Gewerbe im Bege liegen, wegguraumen. Allein auch wir muffen bas Unfrige thun; wir muffen burch Gebrauche anbern, was burch Gefege nicht ju anbern ift. Bir fublen gwar, wie fcmer es fei, einen alten Gebrauch abzulegen, um einen neuen angunehmen; aber boch muffen wir baran. Denn unfere allgemeine Berarmung ift ausgesprochen, wenn wir uns nicht abgewohnen, bie Muslanber mit Arbeit zu unterftugen, mabrent Taufende unferer Mitburger ohne Arbeit und Berbienft find. Alle Pflanzungen in Dft : und Weftindien find fur une beschäftigt, und liefern une Beburfniffe, bie unfere Boreltern nicht fannten. Die Webeftuble bes Auslandes arbeiten fur uns in Seibe, Baumwolle, Linnen, Bolle u. f. w. Die Merino's von Spanien , Frankreich, England , Ungarn ac. betleiben uns. fchablichen Gebrauche muffen wir uns, und vorzuglich unfern Rinbern, ber funftigen Generation, abgewohnen ! Der Bebeftuhl allein tonnte in Baiern 500,000 Menichen beschäftigen : warum geben wir bie Arbeit für mehrere bunberttaufend Menichen ins Ausland? Bas bilft all unfer Streben, wenn biefe Gebrauche immerfort befteben? Bas hilft unferm gandmann all fein Fleiß, wenn fein Betreibe teine Raus fer finbet? wenn bie Roften bes Unbaues ibm nicht vergutet werben? Traurig ift es, so viele taufend Tagemerte von Grund und Boben ohne hinlangliche Rultur, fo viele Bebeftuble ohne Bewegung, fo viele Menschen ohne Arbeit ju feben! Dies alles haben unfere veranberten Gebrauche bervorgebracht. Bir flagen über Roth und Elend, und find boch größtentheils felbft Soulb baran. Die Gewerbe frankeln, weil alles im Austande gemacht wird. Die Felber verwilbern und haben Mangel an Dunger, weil unfer Betreibe teine Bergehrer in ben Gewerben finbet, und weil bie Merino's, bie uns befleiben , mit ihrem toftbaren Dunger bie Felber bes Auslandes befruchten. Unfere Gutebefiger und Gewerbeleute gablen Millionen an Steuern und Abgaben, und Riemanb benft baran, ihnen biefes Gelb wieber gurudzugeben, und bafur ihre Erzeugniffe gu taufen! - 211 unfer Beil beruht auf ber meifen Unmenbung unferer Arbeit. Untersuchen wir einmal, wie wir unsere Arbeit anwenbent Rehmen wir ein Beifpiel gleich in ber Rabe! Bir in Dunden wenben feit vielen Jahren unsere Arbeit vorzüglich auf ben Bau neuer Baufer. Wir haben, gemaß ber Unlage unferer neuen Borftabte, Raum, noch viele Sahre hindurch unfere Arbeit ju vergeuden. Bir arbeiten immerfort an unfern Saufern, mabrend viele aus Mangel an Menschen unbewohnt bleiben, mahrent viele aus gleicher Ursache nur

E) Induftrie-Schulen ober polytechnische Anftalsten errichten.

Es ware die schönfte Aufgabe, welche ber Thatigkeit bes patriotischen Bereins zu Rostod gestellt werden konnte, wenn berselbe eine solche für Medlenburg berechnete Anstalt in Rostod grundete, und leitend zu immer hoherer Bollkommenheit führte.

Sewinn und Fleiß bedingen einander. Wer jenen nimmt, zerstort diesen; denn der Fleiß will seinen Lohn, d. h. seinen regelmäßigen reichlichen Gewinn. Wer den Fleiß ermuntern will, muß den Gewinn im hintergrunde zeigen. Gewinn ift Bedingung und Ziel jedes Fleißes; beide kommen und versschwinden hand in Hand. Woher die Erscheinung, daß so Biele studiren, und der Staatsdienst so hoch geschätzt wird? Der Gewerbsleiß gewährt keine, wenigstens keine genügende Rente. Wie Mancher, dem es nicht an Neigung sehlte, wird nicht der Kunst oder dem höhern Gewerbe entrissen! Wie Manscher wurde ein achtbarer und wohlhabender Künstler oder Ges

von einer Kamilie bewohnt find. Unfere meifte Arbeit, unfer großtes Rapital, anftatt bie Gewerbe ju beleben, anftatt ben Grund unb Boben in ber Rabe ber Stabt angubauen und zu fultiviren, geht in unproduttives Mauerwert fiber. In ber Gegend um Munchen mobnen auf 136,608 Tagewerten Ader und Biefe nur 17,210 Denichen; bemnach foll ein Menfch (flein und groß) beinahe acht Tagewerke bearbeiten. Auf diefer Blache ift nur fo viel Bieb vorhanden, baß ein Stud Bieb (Pferbe, Dofen, Rube, Ralber und Schafe mitgerech. net) ben Dunger beinahe fur acht Tagemerte Ader und Biefe liefern muß. Dier ift unfere Arbeit, unfer Rapital, unfere Rraft gewiß nicht weise angewendet. Wir flechen in unseren Gewerben , weil wir in benfelben ju menig arbeiten. Bir verberben mit unferm Banbel, weil wir nur frembe Baaren ein:, und feine, wenigstens preistofe vaterlanbifche, ausfuhren. Wir haben alfo bringenbe Urfache, auf bie werthvollfte Unwenbung unserer Arbeit die bochfte Aufmertfamteit gu richten. Darin fcheint mir bie größte Beisheit eines Staatsmannes ju befteben, ber Arbeit einer Ration (in hinficht auf Acerbau, Gewerbe und Sandel, und am Enbe auch auf miffenschaftliche Ausbilbung) eine folde Richtung ju geben, baß fie teine Rraft vergeube, baß fie fich auf bie Befriedigung ihrer Beburfniffe lege, bas fie teine Beit verschwende! Baffe man also bie Menschen fich vermehren auf Relbern, wo Raum gur Arbeit ift; laffe man fie anwachsen in Gewerben. fo lange man noch Baaren vom Auslande holt! "



werbsmann geworden sein, waren diffentliche Unterrichtsanstalten barauf eingerichtet, ben Keim zur Kunst und zum hohern Gewerbe zu entwickeln und zu pflegen! So lange wir aber diese noch entbehren, und so lange ber Fleiß keine reichliche Bergelstung und keine diffentliche Aufmunterung sindet, werden reicher Leute Kinder, Mosers Bunsch ungeachtet, an kein Gewerbe benken.

Die Menschenmenge vermehrt fich in Medlenburg, wie allenthalben. Aber nicht bie Menschenmenge, sonbern ber Grab ihrer Entwidelung und ihre Boblhabenheit giebt bem Staate Rraft, und seinen Gliedern ben Billen, Diefe Rraft gur Erbaltung bes Ganzen anzuwenden. Sagt man, Fabrifen werben fcon ohne positive Ginwirtung im naturlichen Bege aufteimen, fo ift bies nur einseitig mabr, also unmahr. Denn bie Rebensart fest begreiflich voraus, bag ein naturlicher Beg icon vorbereitet ober vorhanden fein muß, bag alle Rrafte fich im naturlichen Bege frei zu entwickeln im Stanbe finb. Benn biefe aber mit gefellschaftlichen Ginrichtungen ju tampfen baben, wie mag man ba fagen konnen, bag Rabriken sich schon im naturlichen Bege anmelben werben? Allerbings wird Niemand wider alle Bahrscheinlichkeit bes Erfolgs fein Rapital ju einer Kabrit bergeben. Man tann also wirtlich von einem naturlichen Wege fprechen, sobald man eine Fabrit entfteben fieht. Gehort aber nicht bas Gelingen einer Kabrifanlage bei und jur Ausnahme? Und wo findet man in unfern ganbftabten Beispiele von Kabrifanlagen, die ohne offentliche Unterfiutung gebieben? Wie fann man benn von einem naturlichen Bege sprechen, in welchem Rapitale ben Fabrifgewerben jugemanbt werben, wenn bennoch bas Miglingen bes Erfolgs jur Regel gehort? Es muffen also bie Irrthumer ber offentlichen Ginrichtungen fo machtig entgegenwirken, bag felbft bie bisberigen offentlichen Unterstützungen nicht die Kraft hatten, sie zu neutralisiren. Es missen öffentliche Einrichtungen actroffen werben, die eine fortschreitende Entwickelung unserer Sabritgewerbe mbalich maden und beforbern.

Wer bennoch bie Ratur walten laffen will, bem ift gu entgegnen, bag bie Runft nicht bie Ratur tobten, sonbern sich

ihrer nur gur Erregung ber schlummernben Krafte bebienen foll. So will es bas Gefet ber Bernunft und ber Gerechtigfeit. Wir muffen uns aber ichon nach biefen Gefeten richten, benn fie richten sich nicht nach uns. Die Entwidelung bes Gangen erforbert einen regsamen Busammenhang ber produktiven Krafte, und Magregeln zum moglichen Chenmag ber verschiedenen gemerblichen Bestrebungen. Geboren zu biefen auf bas Bobl bes Gangen hinleitenben Dagregeln auch offentliche Unterflutungen, fo lagt fich bierin eben fo wenig eine Berletung ber Gerechtigkeit ober einer vollkommenen Rinanzordnung mabrnehmen, als man ben Roftenaufwand eines Kanals ober einer Runftstraße als eine folche Berletung tabeln tann. Die großere Regfamfeit bes Gemerbfleißes wird icon taufenbfaltige Fruchte gemabren. Das beliebte laisser aller ift in unferm Rall mebr wibig ale wahr. Wie boch wird ber weit berbeigeführte Dopfen bezahlt, ohne bag man anfangt, ibn felbit zu bauen! Polen ward bei jenem Prinzip immer armer; und wie warbe Ruglande Rultur jest beschaffen fein, wenn ber große Detet an die Spise seines Spstems basselbe Prinzip gestellt batte!

Medlenburg hat einen großen Irrthum begangen, inbem es im ganbbau, von ber Nothwendigfeit einer innigen Anschließung an vaterlandische Kabrikation, und von der Körderung einer wechselfeitigen Erganzung fich immer mehr losfagend, ben Getreibebau und ben ausgehenden Getreibehandel bis zu einer Bobe fteigerte, bag unfer Dafein ber Disfretion bes Auslandes hingegeben ift. Auf bloge Bermuthungen barf ber Rampf auf Tob und Leben nicht langer geführt werben; er hat, was auch ber großte Meister in ber Gelbstäuschung gezwungen fein wirb, anzuerkennen, icon langft bie ebelften Rrafte gelahmt; er bat eine gangliche Bertennung ber gegenseitig wetteifernben Rrafte, - er bat bie Nothwendiakeit, unserm Produktionespikem eine andere Richtung und Gestaltung zu geben, und unfer Kabritmefen burch Belebung entfprechenber 3meige bes ganbbaues ju beben und ju erweitern, außer Zweifel gefest. Es ift weiser, bem Strome ein Bett zu graben, als bag e es fich felbst muble. Der Pflege und Dube bedarf es schon; benn nirgenbs erscheinen Fruchte ohne Arbeit und Unterflugung. Doch nichts ist theurer, als die Zeit und ber Berlust der inzwischen entbehrten Bortheile. Man muß im Sturm nicht eben so versahren, wie bei der Windstille; man muß nicht über ben vielen Borkehrungen die Zeit verlieren, so daß die Reue bleibt, die Gegenwart versaumt zu haben. Die Thesis des ausgehenden Getreidehandels hat sich in unsern Tagen mehr als je so täuschend erwiesen, daß sie sich und Alles zu vernichten broht. Jetzt oder nie ist es an der Zeit, sich mit der Anstithesis versöhnend,

F) ben hoheren und schöneren 3med einer innigen Berschmels zung bes ganbbaues mit ber Bereblung ber inlanbischen und jusagenden ausländischen Stoffe zu erstreben.

Unser ganbbau wird barum nicht finten, wenn ein blubenbes und fraftiges Kabrifationsgewerbe fich bei uns entwickelt; vielmehr werben bie Rapitale, bie bisher bem ausgebenben Getreibehandel zufloffen, bald Objette ihrer Thatigfeit finden, wenn bas Fabritwefen eine fichere Rente gewährt. ben amar meniger Getreibe verfenben; aber ber innere Runfis fleiß und Bebarfshandel, die Seele alles Berkehrs und die Hauptgrundlage bes Staats = und National = Boblstandes, wird fich im Banbbau und in allen 3meigen ber Gewerbsthatigfeit um fo forberlicher erweisen. Der gandbau ift und bleibt Biel. Auf ihn wirken endlich alle Krafte bin. Nahren, begunftigen und erhöhen wir nur alle andern Rrafte und Reichthumsquellen! Dann werden wir ichon babin gelangen, unfern gandbau mit beimischer Kabrikation und innerm Sandel immer inniger au verschwistern, und im oberften Bereinigungspunkt zu ibentifis giren. Bas auf Berminderung bes Gewerbfleiges binwirkt, verkummert ben inlandischen Markt, ben wichtigften aller Markte fur bie roben Erzeugniffe, und bemmt eben baburch ben gandbau in traftigem Gebeiben. Gin Landbauspftem alfo, mas ohne Kabrifation sich geltend zu machen ftrebt, handelt seinem wichtigsten Interesse zuwider, indem es bie Aufmunterung vernichtet, bie es burch ben Abfat an bie Fabrifanten erhalt, und mittelbar gerade die Gewerbe, welche es begunftigen follte, ents fraftet. Barum erportirt Declenburg Setreibe? Gewiß nicht, weil bie Probuktion groß, sonbern weil bie Ronsumtion klein

Medlenburg mag jahrlich etwa 16.000 gaft, also eine Million und 600,000 Scheffel Beigen und Roggen erportiren. So viel brauchen mithin, ba man auf jeben Menschen im Durchs . fonitt jabrlich zwei Scheffel Beizen und Roggen rechnet, gerabe 800,000 Menfchen, bie Redlenburg mehr ernahren tonnte, wenn unsere produktiven Krafte in moblabgewogener Birkungsmeise agirten. Medlenburg that wohl, in einer Beit ben Mccent auf Getreibekultur zu legen, wo es noch zu Saufe und bei ben nachbarn viele Dedungen gab. Ift aber ein gand bis ju einer gemiffen Stufe ber Rultur gelangt (und wer mag leugnen, bag bei uns lange icon ber aufgeklarte Beift unfers Berricherstammes ben Genius ber Civilifation auf Gefetgebung und Berwaltung hat einwirken laffen?) haben bie Nachbarn in ber Getreibekultur im fillen Laufe ber Beit gludlich mit uns gewetteifert; fo ift es folechthin unmöglich, bag ein ganb ohne Kabritwesen je zu bauerndem Boblstande tommen tann. ba, wo ber gandmann mit ben Sabrifgewerben Sand in Sand arbeitet, ift gebeihlicher Boblftand fur jenen, wie fur biefe. Polnisches Getreibe nabrt Menschen in entfernten Lanbern: aber biefes namliche Getreibe bringt feine Produzenten nicht jum allgemeinen Boblfein, weil bem gandbau die Stute ber Fabrifation fehlt, und die Forberung ber Bernunft, Die Belebung ber probuktiven Rrafte in allen Gewerben im Rhythmus au erhalten, überhort wird. Selbft bie Theilung ber Arbeit ift ja nichts anders, als Berbindung Mehrer zu Ginem Geschaft. Dem Staatsmann fann und darf baber bie Theilung ber Gewerbe im gandbau, in Kabrifation und Sandel nur als Berbinbung und Berfdmelgung aller Gewerbe gu bem Ginen großen Biel ber gemeinschaftlichen Boblfahrt erscheinen und gelten. Ihm kann und barf nichts beiliger fein, als bas lebendige Bechfelverbaltnif jener brei Sauptgewerbe, und bie vielfach verschlungenen, obwohl am Ende auf einen Mittelpunkt binlaus fenben Richtungen biefes Berhaltniffes im Staate forgfam au beachten , und zeit = und ortgemaß leitend zu forbern. 280 man bies vergift, ba muß alle Beisheit bes Staatsmannes icheitern, und wenn er ein Gott ware. Wie boch ift bagegen unsere gerubmte Getreibekultur getrieben worben? Bis au einer talten

Bahlenlehre, welche immer nur abbirte und multiplizirte, die über der ertensiven die intensive Größe, über der Scheffelzahl ihren Gehalt und ihre Ruckwirkungen vergaß. Monopole und Mangel an Entwicklung einer National-Industrie, ohne deren Bortheile kein bejahrtes Bolk seinen wahren Bohlstand und mit demselben ein gewisses Selbstgefühl zu retten vermag, haben sich beinahe um die Wette bemühet, das Fabrikationsgewerbe mehr zu lähmen, als zu erheben. Es ist nicht natürsliche Unsähigkeit zur Fabrikatur, die uns, wie einige seufzende Bionswächter wol behaupten möchten, zu dieser Kraftlosigkeit heruntergebracht hat. Nein, es ist einzig und allein die einsseitige Richtung unserer Kraft; denn unser Volkstamm zeichnet sich aus, wie Einer, durch Bildungssähigkeit und unverdrosssenen Fleiß, wo dieser nur sichern und genügenden Lohn gewährt.

Die Sauptsumme aller Lehre ist: alle einseitigen Kultursspsteme sind auf die Lange zerftdrend; so das Kornbauspstem fürs Ausland, so das Fabrit und Merkantilspstem, und wie die einseitigen Lehrgebaude alle weiter heißen. Go bleibt benn nur übrig die große Idee des Staatszwecks, nach allen Richtungen gleichmäßig verfolgt, als das einzige regulative Prinzip der Gesetzebung und Verwaltung. Es soll der Ackerdau nicht unterdrückt, und die Fabrikatur vor dem Ackerdau begünstiget werden. Man braucht diesen nicht zu drücken, indem man jene begünstiget. Nachhülfe sur die Fabrikatur und freier Spielraum sur der Ackerdau; keine Bedrückung des Einzelnen, als wegen des höheren Ganzen: das ist die beste Weisheit des Staats.

Alles Wohlsein ber menschlichen Bereine liegt in ber bauernb nühlichen Kraftanwendung; alles Uebelbefinden derselben in der dauernden Unvollsommenheit der Kraftentwickelung. Dies sagt übrigens nichts mehr und nichts weniger, als daß man suchen muß, zu rechter Zeit die Irrthumer des unvollsommenen Spftems in den gesellschaftlichen Einrichtungen zu berichtigen. Dies ist das Seheimniß der ungeheuren hulfsquellen, die einem Bolke in unglücklichen Lagen Troft gewähren, unserer Sesesgebung und Berwaltung aber zum Mittel dienen werden, ihre bewährte Beisheit aufs neue zu bethätigen, und hiemit eine neue Aera zu schaffen.

Mogen biese Worte mit eben bem reinen vaterlandischen Sinne aufgenommen werden, der sie veranlaßte. Terar, dum prosim! Es liegt eine unaussprechliche Kraft in der Gewißheit, daß in jedem Keime des Guten das unzerstörliche Lebensprinzip fortwirkt: non omnis moriar.

#### Ш.

## Ueber die Unsicherheit des Kornbausystems.

#### 1. Nach Montesquieu.

Eine nur auf bas Ausland berechnete Getreibekultur ift ohne Stute und fuhrt gur Armuth. Bober bas? Dag es ein Mann erklaten, ber mehr als irgend Jemand fich als Meister in ber vergleichenden Anatomie ber Staatstorper und ihrer Ausbildung bemahrt, und ben Ginflug ber Berichiebenheiten ihres gemerbe famen Lebens am beften ergrundet hat. Es ift Montesquieu. (Esprit des loix XX. 23.) »Die Reichthumer, « fagt er, » bestehen entweder in liegenden Grunden, oder in beweglichen Gutern. Jene werden in der Regel von ben Canbeseinwohnern befessen, und geboren jedem Staate ausschließend an. Bewege liche Guter bingegen, wie Gelb, Banknoten, Bechselbriefe, Schiffe, alle Raufmannsmaaren, geboren ber gangen Belt an, welche, in Beziehung auf die beweglichen Guter, einen einzigen Staat bilbet, wovon bie einzelnen Staaten Mitglieder finb. Das Bolt, welches bie meiften beweglichen Guter hat, ift bas reichste. Einige haben bavon eine unermegliche Quantitat; alle erwerben fie burch ihre Nahrungsmittel, burch ben Fleiß ihrer Sandwerter, burch ibre Industrie, burch ihre Entbedungen, ja fogar burch ben Bufall. Der Geig ber Rationen macht fich bie beweglichen Guter ber gangen Belt ftreitig.

Es kann aber einen Staat geben, ber so ungludlich ift, baß er nicht nur ber Guter anderer Lander, sondern auch der seinigen in einem hohen Grade beraubt wird. Dies geschieht allemal, wenn die Landeigner die Kolonen der Auslander werden. Ein solcher Staat wird an Allem Mangel leiden, und nichts erwerben konnen. Für ihn ware es offenbar besser, daß er mit keiner Nation in Handelsverbindungen stände; denn der Hand ihn nur zur Armuth führen. Ein Land, welches beständig weniger Kaufmannswaaren oder Lebensmittel ausführt, als es erhält, setzt sich durch seine Verarmung ins Gleichgewicht mit sich selbst; es wird immer weniger empfangen, dis es, in Bollendung seiner Armuth, nichts mehr empfängt.

In Sanbelsstaaten kehrt bas plotlich verschwundene Gelb zurud, weil die Staaten, die es erhalten haben, es schuldig find; in diejenigen Staaten hingegen, von welchen so eben die Rebe gewesen ift, kehrt bas Geld nie zurud, weil diejenigen, die es an sich genommen haben, nichts schuldig sind.

Polen mag hier zum Beispiel bienen. Bon allen ben Butern, welche wir bewegliche nennen, befit es nur Korn. Einige Eigenthumer haben gange Provinzen inne, und bruden auf ben ganbmann, um eine groffere Quantitat Getreibe au erhalten, die fie ins Ausland ichiden tonnen, bamit es ihnen nicht an ben Artifeln bes Lurus fehle. Sanbelte Polen mit feiner Nation, fo murben feine Einwohner weit gludlicher fein. Die Großen, Die alsbann nur ihr Getreibe hatten, murben es ihren Bauern geben, um bavon zu leben; allzu große Befigungen wurden ihnen gur gaft werben, fie wurden fie unter ihre Bauern vertheilen; ba Jeber Baute ober Bolle in feinen Beerben fanbe, fo murben bie unermeflichen Ausgaben fur bie Befleibung megfallen; bie Großen, welche ben gurus lieben, und ibn nur in ihrem eigenen ganbe befriedigen tonnten, murben bie Armen gur Arbeit ermuntern. 3ch behaupte, bag biese Nation blubenber werben murbe, nur mußte fie nicht gur Barbarei hinneigen: eine Ausartung, welche leicht burch Gefete verbindert merben fonnte. «

(Das mutato nomine de te fabula narratur ift freilich bier nicht gang anwendbar; inzwischen lagt fich boch unftreitig

manche zeitgemäße Behre und Barnung aus Montesquieu'i Borten ziehen.)

#### 2. Nach Galiani.

Eine Nation, die nur vom ausführenden Kornhandel lebt ist eine Nation von Hazardspielern. Sonderbar! Lassen wie inzwischen ben geistreichen Berfasser ber Dialogen sur le commerce des bles \*), Londres 1770, ben Abbe Galiani, bat Gleichniß ausmalen. » Da bie gewiffen Ginkunfte bes Spielers, . fahrt er fort, » burchaus mit bem, was ihm ein einziger Abent bringen tann, in gar teinem Berhaltniß ftebt, fo ift fein Leben ein Gewebe von Soffnung und Aurcht. Er tann feine Ginnahme nie angeben und berechnen; und ob er gleich weiß, baff bas Spiel seinen Wechsel hat, so will er boch nie baran ben-Er hofft vielmehr immer, bag ber morgenbe Gewinnf bem beutigen wenigstens gleich fein werbe. Er fieht einen Monat und ein Sahr voll Glud vor fich: feine Soffnung ball er fur Ahnung, er traumt fich golbene Berge, und biefer Glaube giebt ben Lon feiner gangen Lebensweise. Er liebt ben Auf. mand und bie Pracht, ift aber eben barum auch großmutbig, freigebig und unternehmenb. Schlagt bas Glud um, fo borat er zu hoben Prozenten, verfett feine Roftbarkeiten, bezahlt fo viel er kann, und ift eben nicht über bie Babl ber Mittel perlegen. Er verfagt fich nichts, außer bas Nothwendige; fein

<sup>\*)</sup> Wer ben Artikel Galiani im Konversationslexikon kennt, und weiß, daß Boltaire von den Dialogen sagte, der Berkasser habe den Plato und Molière zusammengeschmolzen, der wird sich vielleicht angezogen fühlen, die Dialogen kennen zu lernen, und dadurch Gelegenheit erhalten, in dem geistreichsten Werk über die wichtigsten Abeile der Regierungswissenschaft seine Einsichten zu erweitern. Uns Deutschen machte Wieland im Märzheft des deutschen Merkurs v. I. 1775 zuerst daw auf ausmerklam; er hält es für eins der besten, lehrreichsten und zw gleich wieligsten und unterhaltendsten Bücher, die seit hundert Jahren geschrieben worden.

Saus funbigt auf einer Seite Reichthum, auf ber anbern Durftigfeit, und im Gangen Berruttung an. Sat er Glud, fo ift es fein Erstes, bag er feine Launen befriediget, und feine lette Sorge ift, feine Effekten wieber einzulofen, weil er immer benkt, bag es bamit noch Beit hat, und bag ber nachste Abend ihm bazu verhelfen wird. - Der Spieler ift bem Ungefahr preisgegeben, bas feine Befete und feinen regelmäßigen Bang fennt. Ift nun feine gange Runft erschopft, und bat er alle Mittel versucht, so muß er noch mit angstlich flopfendem Bergen erwarten, mas ber Bufall aus ihm machen wirb. In biefen bangen Paufen, wo er aufs heftigste gespannt ift, und boch unthas tig bleibt, wo er nichts anders benten fann, und wo boch nichts mehr zu benten übrig ift - in biefen Augenblicken irrt fein Beift in einem Chaos umber, finbet gufallige Bertnupfungen, faßt fie auf, lagt fich burch fie bestimmen, und glaubt, baß fie immer in bemfelben Bufammenhange wiebertommen muffen. Die Cache ift ihm fehr wichtig, er will fich alfo feine Nachlaffigfeit vorzuwerfen baben. Er tann nicht recht baran glauben, aber er richtet fich boch barnach, um fich bie Reue ju ersparen. Und wenn man einen Busammenhang von Dingen findet, unter benen gar feiner ift, mas ift bas anbers, als Aberglauben, und im Spiel, mas wir Guignon nennen. Jener ift bas Benus, biefes die Spezies. Die, welche bei aller Leibenschaft für bas Spiel fo viel taltes Blut und Befinnung behalten, baß fie bie Launen bes Glude und bas Unfichere bes Bufalls nicht vergeffen, richten ihre Ausgaben nicht nach bem Gewinnfte eis Sie fparen, legen ein Rapital gurud, und nes Abends ein. permebren ihre bestimmte Ginnahme, wovon fie einen Theil fur bie Unfalle im Spiel aufheben. Befonbers buten fie fich , qu borgen, ober etwas zu veräußern, um ihre Schulden zu bezah-Ien; und je ofter fie ben Gewinn eines gludlichen Augenblicks zu guten Prozenten genießen tonnen, besto feltener spielen fie. Die mehrsten Spieler handeln jedoch gang entgegengesett. Das Spiel geht gut, ober halt fich boch bas Gleichgewicht, und fie ahnen nicht die Rataftrophe, die fie erwartet. Aber ba fie im Gewinnft unfinnig verfdwenben, und im Berluft noch unfinnis ger Gelb aufborgen, fo muffen fie endlich zu Grunde geben.

Sie glauben alsbann, daß sie mehr verloren als gewonnen haben; aber der Fehler liegt nicht an den Abwechselungen des Zufalls, sondern lediglich an ihnen, weil sie ihr Geld nicht besser angeswendet haben. So sind sie endlich, aufs Aeußerste gebracht, unfähig, sich ihr Brot zu verdienen, und mussen den Rest ihres elenden Daseins in irgend einem verdorgenen Winkel des Lans des verseuszen, und ihre Familie der Armuth preisgeben.

Ber findet nicht in bem Getreibe=Manufakturiften, ber nur fur's Ausland sich abmubet, ben Bagarbspieler wieder? Er nimmt bie Rollen Louisd'ors, bie er mit feiner mubfamen Aders arbeit gewonnen bat, und fest fie auf ein Stud Relb, gegen bie Elemente und bie Sahrszeiten, welche Bant machen. Mensch bleibt immer Mensch; feine Tugenden, gafter und Bei benschaften hangen von feinem physischen Buftanbe ab, und es ift baber unmöglich, bag eine nur auf bas Ausland berechnete Getreibe=Manufaktur nicht bem Leben und Schidfal bes Spielers gleich fein follte. Freilich bauert bas Spiel langer. man fich's als Pharao vor. Der Bankier gieht bier nur eine mal jedes Jahr ab; jede Zaille währt also 26 Jahre, und man weiß, bag eine ober zwei Taillen nicht fur ben gangen Abend entscheiben. Man wird baber auch bier nicht alle ans gegebenen Birfungen in Beit von 30 ober 40 Jahren merten: aber nach 3 ober 4 Sahrhunberten, ba fieht man, mas baraus geworben ift. Boren wir bie Geschichte eines folchen ganbes. Im Anfang begludt ber über bas innere Beburfnig fleigenbe Getreibebau die Bewohner. Das ift ber erfte Zeitraum im Leben bes Spielers. Aber außere Gewalt und innere 3wietracht, wo ift bas ganb, was je bamit verschont mare? Rrieg ift eine Art von Lurus. Der Staat fangt an, gu finten. Benn bie schonen Stamme ber Nation einmal burch ben Rrieg ausgeholzt find, fo nimmt ber Mangel überhand, und man muß feine Zuflucht zu ben Nachbarn nehmen. Man fångt ben Sandel an; inzwischen find Nationalschulben entstanben. Reine Manufakturen und Sabriken konnen, weil die Ration fich nie bamit abgegeben bat, die Roften fur ben Unterhalt in Migernten berbeischaffen. Die Rationalschulben vermehren fich, und mit ihnen die Interessen; die allgemeine Ordnung ist gerruttet,

١

bie Sarmonie bes Ganzen gestort. Die Getreibemanufakturen werben verpfandet, veraußert, ichlecht verwaltet; die Ungleichs beit des Gigenthums nimmt überhand, und bies ift ber ameite Beitraum des verschulbeten Spielers. Aber noch ift nicht alle Boffnung vorbei. Durch eine Reihe guter Ernten tonnte fich ber Staat erholen; eine einzige schlimme bringt ibn in Berlegenheit. Der Bandel, ber vorher bem Auslander und feinen Rabrifaten ben Weg ins gand eröffnet hatte, bat langft neue Beburfnisse und Buniche berbeigeführt, und mit ihnen bie Sitten ber Getreibemanufakturiften verschlimmert. Es zeigt fich querft bei ben Großen ber Geschmack an Pracht und schwelgeris fchen Reften; fie geben jum Burus uber, ohne vorber bie Runfte fennen zu lernen, und unterbruden ben Beringen, um ibre Leidenschaften zu befriedigen. Da ihnen Kabriten und Runftfleiß unbefannt find, fo bezahlen fie bie Fabrifate ber Auslanber zu ungeheuren Dreifen. Das baare Geld wird felten, und brobet gang zu verschwinden. Der ganbbau leibet barunter, bie Muflagen werben vermehrt, und bas Bermogen bes Staats wird immer geringer. Das Uebel erreicht ben bochften Gipfel. Das Bolt, welches immer die Wirkungen febr wohl empfindet und fennt, aber bie Urfachen nicht zu finden verfteht, ichiebt fein Glend auf bie Großen. Dies ift ber lette Beitraum. Auch hier bes halt eine folche Nation noch die ursprunglichen Tugenden ihres Rarafters; fie ift gut, gastfrei, großmuthig, unternehmend, fie hat Gefühl fur Ehre und Freiheit; aber im Unglud verfunten, ergiebt fie fich bem Dugiggange, weil ihre Lage unficher ift, ober weil sie keine Rrafte mehr hat. Das Gelb liegt entwes ber unbeweglich, als tobtes Ravital, ober es ift in ben Banben weniger Großen und einiger Raufleute. - Endlich erzeugt fich bei einem Bolfe, bas immer in Ungewißbeit schwebt, wie bie Ernte ausfallen wirb, bie gang unabhangig von ihren Rraften ift, ber Ab erglaube. Diefes Unfraut muchert in feinem anbern Boben, ale in bem ber Aurcht und Soffnung, und verweltt fogleich, wenn man in Sicherheit ift, und tein Unglud mehr gu furchten hat. - Rurg, ein bloges Adervolt ift, um bas Semalbe zu vollenden, bas elendefte von allen; es ift ber Armuth und bem Aberglauben preisgegeben, und empfindet bie Roth

um so schredlicher, weil es nichts besitzt, als was ihm sein Ade bringt. Dies ist bas Schicksal ber Turkei, Polens und ande rer kander in Europa, die ich nicht erst zu nennen brauche Dies war das Schicksal Frankreichs, und ware es noch, wenr Colbert's durchdringender Kopf nicht die Nation aus der trägen Durstigkeit des Ackerbaues, und aus der wilden Anarchie der Ritterzeit emporgehoben, und mit dem Kunstsleiß der Manufakturen Wohlstand erschaffen hatte.

Sage man nicht, es laffe fich bie Abwechselung ber Sabrszeiten und bes Wetters fo ziemlich voraus miffen; man tonne fich also barauf gefaßt halten, und muffe nur auf ben fichern Gewinn ber gewohnlichen Ernten im Durchschnitt rechnen, moburch man immer einen Fonds erhalte, ber ben funftigen Gewinn fichere, und uns vom Schickfal unabhangig mache. Richts ift einfacher und leichter, als zu fagen, ber Menfch foll weife und vorsichtig fein, er foll fich burch fein eignes und Unberer Beispiel belehren laffen; aber nichts ift im Grunde schwerer und feltener in ber Ausführung. Es ift ber Kall ber weifen Spieler, die immer und überall ihr Glud machen, aber fehr fel-Wie murben fie großes Glud machen tonnen, wein ten find. ihrer viele waren? Bon ber Mehrzahl muß man feine Beisbeit erwarten; es ift genug, wenn man fie bei einzelnen Denfchen antrifft. Rurg, es ift im Gangen gewiß, bag ber Betrei= bebau furs Ausland, wenn er nicht durch ben fichern und beftanbigen Erwerb von Kabriten und Manufakturen, ober burch andere gemiffe Einfunfte unterftust wird, burchaus endlich ben Ruin herbeiführt. Ein folches Bolk gleicht bem Spieler, ber bloß von dem lebt, was ihm das Spiel bringt; er kann nicht vormarts fommen. «

(Gottlob, bag hier nur von einem Gleichniß bie Rebe ift, benn man weiß, baß alle Gleichnisse hinken. Bergleichungen sind indeß allemal bis zu einem gewissen Punkte zutreffend, und Galiani mochte immer noch genug übrig gelassen haben, was uns auffordern konnte, burch bie Erfahrung Anderer, und nicht burch unsere eigene zu lernen.)

## IV.

# Werden die Kornpreise wieder steigen?

Werden die Kornpreise wieder steigen? Allerdings! Ein Jahrhundert ohne Miswachs und Krieg kennt die Geschichte noch nicht. Aber die Mittelpreise werden in dem nachsten Menschenalter fortdauernd niedrig bleiben. Das konnen wir behaupten, ohne unsere Stellung mit der sehr trüglichen eines Propheten zu verwechseln. Wie das? Drei Momente treffen hier zusammen \*).

- 1) Es liegt geschichtlich am Tage, bag ber Mittelwerth bes Gelbes in eben bem Grabe zu seiner alten Sohe zurudkeheren wird, als die seit 40 Jahren in Umlauf gebrachte ungeheure Masse von Kreditzeichen, die den Geldvorrath herabbrucketen, durch Agiotage, Unordnung und Unredlichkeit in der Meinung sinken, oder durch Bankerotte vernichtet werden. Unten mehr davon.
- 2) Es ist eben so faktisch gewiß, daß der europäische Bauer durch die machsende Aderkultur in Nordamerika und im sublichen Rufland in die mislichste Konkurrenz gerathen ist \*\*).

Das mittlere Europa steht jenen weitlaufigen Lanbstreden schon an naturlicher Fruchtbarkeit nach. Daffelbe gilt von ben Produktionskosten, bie in jenen Lanbern burch Sklaven, Leibeigene ober burch Frohnen ungleich geringer sind. Enblich ist bie Grundsteuer jener fruchtbaren Kornlander fast null, wah-

<sup>\*)</sup> Bergl. Justig: und Polizei-Fama, Jahrg. 1822, S. 173 ff.: Darf man hoffen, daß in den nachstemmenden Jahrzehnten Getreidepreise eintreten werden, die mit den bestehenden Grundsteuern in Berhältnis stehen?

<sup>\*\*)</sup> In Frankreich und Nordbeutschland giebt die mittlere Fruchtbarkeit etwa das fünfte die sechste Korn; zu Rio della Plata 12, im nördlichen Meriko 17, ja in den Aequinoetialgegenden 24 Körner. (Alexbu umboldt, tabl. de la nouv. Esp. L.IV, Ch.IX.)

rent fie in bem unergiebigeren Europa überall eine febr bebents liche Bobe erreicht hat. Genug, ber ruffifche und ber ameritanifche Grundeigner vertauft, einen weiten Transport mit'in Anschlag gebracht, fein Setreibe immer noch mit magigem Bortheil, wenn ber mittel-europaische ganbbau ichon mit bebeuten-Und um bas Uebel in feiner unverbem Schaben losschlägt. bullten Gestalt zu zeigen, barf man fich nicht verhehlen, bag biefe nachtheilige Konkurren, noch mahrent zweier Generationen im Bachsen bleiben wirb, weil ber Anbau ber weftlichen Staaten von Nordamerita (nach Sumboldt ungleich fruchtbarer als bie atlantischen, die bis jest noch allein in der Bilang bes allgemeinen Kornhandels Ausschlag geben) erft im Beginnen ift, und bis bahin allein ben Diffisippi herab mehr Getreibe ausgeführt werden wird, als gegenwartig aus ben atlantischen Staaten von Amerika, aus Rugland und Aegypten gusammengenommen.

3) Bu biefer theils gang neuen, in nicht gu berechnenber Progression gunehmenden Konkurreng tommt noch ein anderer Umfland, ber, fo nahe er liegt, bennoch meift unbeachtet bleibt. Frankreich und England, Die feit 40 Jahren jene unnaturliche Bobe ber Getreidepreise veranlagten, find allgemach in ben Stand gekommen, fich felbft zu genugen. Frankreich, mahrend ber Schreckenszeit eine Bufte, gehort gegenwärtig zu ben angebauteften ganbern biefes Welttheile. England, welches fruberbin viel Getreibe aus Deutschland bezog, ift gerabe burch bie boben Getreidepreise ber Revolutionsjahre auf Bermehrung feines Aderbaues, burch biefe aber auf Erhohung feiner Grundfeuer geleitet worden, und muß gegenwartig, im Rreislauf, um biefe zu beden, ben Aderbau burch Ginfuhrverbote begunftigen. Genug, wir haben unsere Abnehmer verloren, und bafur Konfurrenten erhalten, bie uns taglich mehr furchtbar werben.

Dies verständig erwägend, wird schwerlich Jemand auf kunftige hohere Kornpreise hoffen wollen.

Uebersluß an ben nothwendigsten Lebensbedurfniffen ift freilich an und fur sich fur kein Bolk der Erde eine dffentliche Ralamitat. Daß ber Segen Gottes fur uns die Quelle namenlosen Elendes zu werden brobt, beweist nicht, daß es ein Unglud ist, vollauf zu haben; aber bas beweist es grell genug, bas unter uns alle natürlichen Gewerbsverhaltnisse kunftlich versschweben sind; baß man, bei bem vorübergehenden Guten des Augenblicks die kommenden dauernden Uebel nicht gewahrend, auf einseitigen Wahrnehmungen ein Kultursystem gegründet und bis zu einem Grade verfolgt hat, daß es sich und Alles zu zerstören droht.

Das Uebel liegt in jener Einseitigkeit ber ftaatswirthschafts lichen Unficht, welche bas Gelb gum Magitab alles Reichthums erhebt, nicht ermagend, bag ber Werth bes Gelbes ungleich manbelbarer ift, als ber Berth ber bireften Bebensbedurfniffe; nicht ermagenb, dag man ber Banbelbarkeit bes Gelbmerthes überdies noch burch bie, von übersvannten Staatsbedurfnissen und vom Banbelefchwindel hervorgelodte Daffe von Gelbrepras fentativen zu Bulfe getommen ift. Go lange Staatspapiere und Bechfel zum vollen Nominalwerthe laufen, muffen fie ben Gelbwerth herabbruden ; verlieren fie ben Glauben, muß ber relative Berth bes baaren Gelbes um fo viel Grabe fteigen, als er gefunken mar. Babrent nun auf biefe Beife ber Gelbe werth noch wandelbarer gemacht ift, als er ichon an und fur fich, als ein indirektes Bedurfnig, fenn murbe, wollen wir bennoch keinen antern Magftab alles Boblftanbes anerkennen, als nur bas Gelb. Der Befit foll nach einem Kapitalanschlage, ber gemacht worben, als bas Gelb wohlfeil war, feine Abgaben auch bann noch bezahlen, wenn bas Gelb, wie nach jedem großen Bantbruche geschieht, schon breimal theurer geworben ift. Diefe Statigkeit in ben Bahlen ift allerdings burchauführen, fo lange Abgaben und öffentliche Ausgaben weit unter bem außerften Moglichen bleiben. Sind fie aber ichon bis an bie Grange gebieben, fo muß eine jebe DBzillation im Gelbwerthe vernichtenbe Folgen haben.

Da aber noch immer eine große Masse von Staatspapies ren in vollem, ober boch in einigem Werthe steht, so sind wir noch weit von bem Punkte entsernt, von dem wir unsere wahre, eigenthumlich seuropäische Gelbarmuth übersehen können. Die Katastrophe einer allgemeinen Verrückung alles Geldwerthes und einer gemeinsamen Verzweislung aller Schuldner und Gläubiger von Europa wird wahrscheinlich erft mit Englands Bankerott eintreten.

Ronnten wir boch jest, wo es vielleicht noch Beit ift, en ber ganzen Lebenbigkeit bes Gefühls, von ber Bahrheit durch= drungen werden, daß wir armer find, als unsere Papiere uns glauben machen; daß wir zwar an ben erften Lebensbedurfniffen Ueberfluß haben, aber mit ben werthlofen Bablen eines ein= gebilbeten Gelbreichthums ohne Gefahr nicht langer frielen bur-Mochten wir boch in bie Granzen unsers reellen Reich= thums zuruckfehren, und burch Sparfamkeit in allen baaren Ausgaben, burch Berfchmelgung bes ganbbaues mit ber Bereblung ber inlandischen und zusagenben auslandischen Stoffe, und burch moglichfte Genugfamteit mit einheimischen Probutten, unfere offentlichen und Privatschulben verringern wollen! Denn mahrlich, es wird noch bie Zeit kommen, wo wir breimal fo viel schuldig geworben find, als wir geborgt hatten, weil bas Geld bis bahin, nachbem Ungludsfälle, Unordnung ober andere Umftande bie Papiere vernichtet haben, um breimal theurer gemorben fein wird.

Wir sind durch die hartnädige Verfolgung eines einseitisen Kulturspstems auf Mäßigkeit und verständigen Gebrauch unserer Arbeitökräfte boppelt dringend hingewiesen; bennoch sind wir nicht arm, so lange und zur täglichen Ernährung Getreibe aller Art die Fülle ist \*), so lange und ein zahlloser Biehstand mit Fleisch, Häuten und Wolle bis zum Uebersluß versieht, so lange es in unserer Macht steht, durch Vereinigung unsers Landbaues mit heimischer Fabrikation und innerm Handel und immer mehr von Ausländern loszusagen und zu der alten Frusgalität zurüchzukehren.

Dies Alles bebenkenb, hat es uns recht geschmerzt, zu er-

<sup>\*)</sup> Die Kunft, ein gutes Bier zu brauen, steht bei uns noch auf einer sehr niedrigen Stufe. Bu ben Surrogaten dieses Getrantes gehort bei ber zahlreicheren Bolkstaffe ein sehr verdunnter, die Berbauung schwächenber und nahrungstoser Kaffee, ben wir bem Austande bezahlen, während eine große Quantitat Gerste und Beizen zum Schaben ber einheimischen Martte unverbraucht bleibt.

fahren, daß achtbare Stimmen den Landmann über die drobende Stellung feines Gewerbes zu troften fuchen, meinent, unfer Ument auf ben aussubrenben Kornhandel sei noch lange nicht scharf genug. Ein verzeihlicher Baterlandsfinn bat gewiß über bie beffere Ginficht gefiegt, wenn ber murbige Prof. Rarften (S. 2 ber Borrebe gur zweiten Salfte ber landwirthichaftlichen Unnalen von 1821) es fur ben gefährlichften Diggriff balt, wenn wir unfern Getreibebau beschranken, und auf bie Rultur anderer Produkte hinarbeiten wollten. Wir begreifen nicht, wie ber Beweiß bafur überzeugend geführt werden tonne, und glauben ben Wunsch eines großen und achtbaren Publikums auszu= fprechen, wenn wir ihn um eine nabere Erorterung erfuchen. Ein zweiter Baterlandsfreund, ber Prap. Florte, meint, bag unvermeiblicher Migmachs und Krieg bas geftorte Gleichgewicht in der Kornausfuhr ftets wiederherstelle. Auch bies will uns nicht einleuchten. Digmache und Rrieg find Ausnahmen; auf Ausnahmen aber laffen fich keine Regeln, folglich auch feine Rulturinfteme bauen. Die achte Staatsweisheit er= kennt, bei bem jegigen Rulturstande, kein Kornbauspftem furs Ausland als bas allein=feligmachenbe an, sonbern ver= langt die gleiche Beforderung der Kabrifatur in so unzertrennlicher Wechselwirkung, daß ohne lettere der Staat unrettbar au Grunde geht. — Dber glaubt man uns durch das Beis spiel Englands, mo burch Einseitigkeiten jeglicher Art ber Gipfel bes Reichthums erreicht worden, schlagend entgegenseten zu ton-Beit gefehlt! Ein Beispiel, fo schon, lichtvoll und paffent es auch icheinen mag, ift nie ein Beweis. nie barauf bauen. Der Beweis muß aus der innern Einsicht ber Natur bes Gegenstanbes kommen. Einen anbern Beg barf man nicht einschlagen. Es ift ber Kirniß, aber nicht bas Gemalbe felbft. Es ift eine große Unart, Beispiele von anbern gandern zu entnehmen. Es bedeutet weit mehr, und es ift viel nublicher, Berschiedenheiten zu entbeden. Der Schluß: England ift burch Berbotgefete reich geworben, ift eben fo riche tig, ale ber: England hat große Staatsschulden, also ift es baburch reich geworben. Goll ich beshalb bie verfehrte Biebaucht meines Nachbars nachahmen, weil er burch andere ibm eigenthamliche Borzuge neben biefer verkehrten Biebzucht reich geworben ift?

Månner, die einen so guten Klang im Sande haben, wie bie oben genannten, konnen eben darum so schädlich als wohlthätig wirken, wenn sie Ansichten bebitiren, die, wären sie irrig, ben Irrthum nur verschlimmern, indem sie ihn verewigen.

Dhne ben bunbigften Beweis werben wir baber nicht aufboren, im Sinne Rato's auszurufen: praeterea censeo, systema esse variandum. Das kleinere Uebel wird erträglich, menn man bas größere bamit vermeibet. Das Wesentliche jebes Bandes besteht in ber Bereinigung feiner Arbeitstrafte. Die Bereicherung einer Nation bangt baber allemal ab von ber richtig vertheilten Thatigkeit ber beiben großen Bewerbsarten: Landbau und Kabrifation; benn ber Sandel folat ftets von felbit. Go, aber auch nur fo, tann ber Rrang bes Rational-Boble burch bie innig verschlungenen Bluthen ber Produktione = Sattungen geflochten und unverwelklich erhalten Denn wirklich gelten bie Gesetze ber Mechanik nicht blog in ber physischen, sonbern fie geben, geborig verstanden, auch einen fehr fichern Kingerzeig fur bie Behandlung ber Rrafte in ber okonomisch = politischen Belt. Ber mag benn behaup= ten, bag bas Befen bes Staates und bie ihm von ber Natur angewiesene Orbnung, ohne gleichmäßige Entwickelung ber verschiebenen Gewerbe erreicht und erhalten werben konne. es ift geradezu thoricht zu nennen, die Aderkultur bergeftalt zu bafiren und ju fleigern, bag fie fich nur bei ausgebendem Getreibehandel, und bas auch nur bei boben Preisen, aufrecht erbalten kann. 3mei Linien, Die nach einer anfangs nicht mabrgenommenen schiefen Richtung gezogen werben, konnen nie wieber in einem Punkt zusammentreffen. Die Entfernung wird befto ftarter, je mehr bie Linien fich verlangern. Go geschiebt es, baf ber enbliche Berftand oft erft flar fieht, wenn ber Schaben schon arg, ober gar unbeilbar geworben ift. feben bie Kolgen. Das Ungluck bes gandmanns greift allmas lig burch alle Rlaffen. Das lebel fcbleicht von ihm jum Burger, und thurmt fich aulest um bie bochfte Staatsbeborbe, von ber man Bulfe erwartet, wenn bas Leben in Gefahr ift.

wohl, das Leben ift in Gefahr, boch Hulfe nicht unmöglich! Aber sie ist schlechthin nicht anders bauernd zu erlangen, als burch größere Entwickelung ber gesellschaftlichen Einrichtungen. Und wie? Die verberblichen Folgen bes überspannten ausgebenden Kornhandels mussen burch vermittelnbe Uebergange gemilbert und abgeleitet werden. Auf fordernde Wechselwirkung ber ländlichen und städtischen Gewerbsamkeit muß ber Heilungsprozes gerichtet sein.

## V,

Ueber die Rothwendigkeit der Fabrikatur.

Wir tommen, wie Kato auf fein Caeterum, ftets wieber auf bie Nothwendigkeit ber Fabrikatur gurud.

Man fragt gewöhnlich: mas toften Manufatturen, Fabris ten und Pramien bem Uderbauer? aber man muß fragen: mas toftet es bem Aderbau, wenn teine Manufakturen und Rabriten im gande find? Rur in einem ganbe, wo bie roben Stoffe bis zur bochften Bollfommenheit veredelt werden, tonnen große Stabte entstehen und fortbauern. Rur in einem folchen ganbe ift es moglich, bag bie Bevolkerung ben bochften Grab erreicht, weil baburch in ben Stabten eben fo viel Menschen ernabrt werben tonnen, als in ben Dorfern. Rur in einem folden Lande kann sich allgemeiner und bauernber Boblstand entwideln und befestigen. Wenn in einem Cande, bas teine Manufakturen und Kabriken bat, Tabak, Bolle, Relle, Lobe u. f. w. im Ueberfluß zu haben find, fo muffen biefe in bas Band verfabren werben, wo Manufakturen und Fabriken finb. mann muß biefe Roften tragen, und noch einmal muß er fie bezahlen, wenn ihm feine verfandten Urftoffe fabrizirt zurudgebracht werben. Er verliert also bier schon boppelt und beträchtlich. Es

ist nicht möglich, daß in einem fabrikarmen Lande große Stadte entstehen und fortdauern können, weil es den Bewohnern an Arbeit sehlen wurde. Der Landmann wird also auch gezwungen sein, sein Getreibe, seine Butter, sein Bieh u. s. w. so weit zu bringen, bis er Abnehmer sindet. Mit den Transportkoften verliert er zugleich Zeit und Mittel, seine Birthschaft zu verbessern. Der Ertrag von Grund und Boden schwindet in dem Verhältniß der nothwendigen Transportkosten. Daher der bedeutend verschiedene Werth von Landgutern in einem Lande, das Manusakturen, Fabriken, folglich auch beträchtliche Städte hat, gegen ein anderes, das sie nicht hat, wo, wie bei uns, in den kleinen sogenannten Städten meistens Ackerbürger leben, die selbst so viel Urprodukte gewinnen, als sie verbrauchen.

Pramien find bas Mittel, wodurch Manufakturen und Kabriken angelegt und gehoben werden konnen. Freilich muß bie Nation diefe Pramien bezahlen. Aber ift es nicht beffer, baß fie biefe an ihre Mitburger, als an einen Auslander bezahlt, von bem es abhangt, die Pramie felbst zu bestimmen, die er aus einem gande beziehen will? Ueberbies ift die geringe Ausaabe nicht zu vergleichen mit ben unzuberechnenben Bortheilen. bie die innere Kabrikation dem Landbau gewährt, weil dadurch bie ganzen Roften ber Ausfuhr ber Urprobuktion und die Ginfuhrkoften der Fabrikation erspart werden, weil sich dadurch bie Stabte vergrößern und mit ihnen die probuftiven Konfumenten vermehren, und weil baburch ber gandmann in ben Stand gesett wird, seine Berkaufsartikel geschwind, ohne beträchtliche Roften und zu einem verhaltnigmäßigen Preise abzuseten. Der Ertraa ber Grundstucke jeglicher Art wird nach und nach um bie Balfte fleigen burch bie vermehrte Konfurreng, burch Ersparung der Transportkoften und ber Beit.

Selbst die Beredlung ausländischer Stoffe für den inländisschen Bedarf kann nicht anders als vortheilhaft sein, weil das durch der Kunstsinn der Nation, der für die ganze Fabrikation so wesentliche Bortheile hervordringt, aufgereizt und ausgebils det wird, und weil man nicht genug Stoff zur Arbeit herbeisschaffen kann, um dem Landmann fördernd entgegen zu komsmen. Denn der Landbau ist und bleibt immer das Biel, auf

welches alle Rrafte binwirken, bis endlich, als Preis, ber beimische Landbau seine reichliche Rente aus ber heimischen Fabrikatur und aus der übrigen innern Bevolkerung zieben kann. Mit eis nem Borte: von ber Menge und Mannigfaltigkeit und innigen Berschmelzung ber landlichen, technischen und kommerziellen Induftrie hangt es ab, bag in einem gande bes Auskommens viel werbe, und Bohlftand fich entfalte, ftarte und befestige. Darum find alle einseitigen Magregeln, welche bie naturlichen Elemente bes Boblftanbes, b. b. Landbau, Gewerbfleiß und Sanbel, nicht nach bem Gefete ber Gleichheit zu beforbern ftreben, ichlechthin verberblich; benn am Ende und auf bie Dauer leibet ber begunftigte Theil felbit. Diese bekannte Marime ber Staatsweisheit berubet auf bem allenthalben burchgreifenben Sauptprinzip ber, von dem gottlichen Gesetgeber in allen menschlichen und gefelligen Buftanben und Berhaltniffen angeordneten unendlichen Gegenseitigkeit, Bezüglichkeit und Bedinglichkeit. über National=Haushaltung gründlich reden, sicher urtheilen, ober fie forberlich regieren will, ber muß zuvorberft einsehen, baß er überall mit Berhaltniffen und Bechfelmir= fungen ju thun bat; bag er nichts Ginzelnes thun fann, ohne zugleich bas Banze zu affiziren; furz, bag er zuerst und vor allen Dingen ftreben muß, nach einer allfeitigen Gerechtigkeit gegen alle-gleich mefentlichen, und unter einanber innig verschrantten Glieber ber großen Staatsfamilie. baber an fich felbst klar, wie ber lichte Tag, baß, was bem Ginen ichabet, auch bem Unbern auf bie Dauer nicht nuten tann; baß folglich bas Spftem einseitiger Strebungen und Begunftis gungen — immer schwankend zwischen Schein und Birklichfeit - Alles gerruttet, und endlich felbst bas Beiligste gum Spott macht.

Der Staat ist nur dadurch ein Staat, daß er weber Agristultur-Staat, noch Manufaktur-Staat, noch Handels-Staat, sondern dies Alles zusammengenommen ist. Eine Gesellschaft, die Alles auf den Ackerdau beziehen wollte, ware keine Gesellschaft, keine societas mehr, sondern ein coetus. Wer nicht Ackerdauer ist, hat also Anspruch darauf, daß seine Interessen und Bedürsnisse eben so gesichert werden, als bei dem Ackerdauer

Man mochte fich taufeud Zeugen wunschen, um biefe allwaltenbe Bahrheit zur innerften Unschauung zu bringen. Denn bie Geschichte ber Staatswirthschaft enthalt im Grunde nur bie Geschichte ber Berkennung biefer Bahrheit. låßt es fich nicht oft genug wiederholen, daß Alles verschlungen Mue Rlaffen ber Gefellschaft fteigen ift zu Ginem Gangen. Wenn nicht Alles wohlhabend wird. und finten mit einander. fo verarmt Gines mit bem Andern. Rebes ber verschiebenen Gewerbe — Landbau, Kunftfleiß und Handel — bedarf aller übrigen, wenn es bestehen und sich erkräftigen soll. Runftfleiß und Sandel tein Landbau. Mit ienen ficiat biefer. mit biefem jene. Sintt eines biefer Bewerbe, fo finten fie Reines von allen bat ben Borrang. Jebes ift bie Boralle. bebingung bes andern. Es ift unmöglich, bas Gingelne ohne Gefahr bes Ganzen zu verruden. Es ist also gerabezu thoricht zu nennen, den Ackerbau anders, als durch Beforderung ber flabtischen Betriebsamkeit, und burch ben baraus entftebenben Alor ber Stabte begunftigen zu wollen. Der ftabtische Alor, burch Gewerbe und Handel geschaffen, machte bie ganber erst wohlhabend, reich und blubend; nicht aber ist ausgegangen bie Bluthe ber Städte und ihr Wohlstand von ber Bluthe und bem Moblstande ber landlichen Gutsbefiger. Das zeigt ber geschichtliche Gang ber allgemeinen Wohlstandsbildung. zeigt auch namentlich Medlenburg in betrübenber Ruderinnes Denn wodurch anders mard ber ftabtische Gemerbeflor am empfindlichsten nntergraben, als burch eine unabsebbare Rette von Prioritaten ber Candauterbesiber? Seifit bas im Gefühle bes Staats leben? fein Bohl mit bem Bohle bes Ganzen verschlungen seben? Beißt bas - boch genug; benn man konnte uns fonst wol fragen : heißt das, sich Freunde erwerben? Inzwischen konnten wir entgegnen: sind nicht die Reinde, welche die Wahrheit macht, besser, als Kreunde, bie man burch tellerleckende Schmeichlerkunste erlangt? Es ift fclimm, fagt Leffing, bag unfere Freunde nicht immer Recht baben; und schon Bato ift ber Meinung: fidelia vulnera amantis, sed dolosa oscula malignantis; ober zu beutsch ets wa: Bunben, bie mir ber echte Baterlanbefreund schlägt, find

fußer, als Ruffe einer Seuchlermaste, die bas Baterland auf ber Bunge und ben Bortheil im Bergen hat.

### VI.

Ueber die Rostocker Handels = und Gewerbs-Monopole.

Es war oben (Seite 17) bie Rebe von ben Sanbels-Anmas gungen Rostode gegen seine Mitstanbe - ein Wort, ber ernfteften Erwagung werth, und beshalb ichon vielfaltig in mundlicher Rebe besprochen. Auch Ref., ber nur als Baterlandsfreund bei ber Sadie intereffirt ift, horte por einigen Zagen ben Gegenstand mit Barme verhandeln. Bei biefer Gelegenbeit gab ein ftanbisches Mitglied fein großes Bebauern zu erkennen, baß, in bem Bergleiche zwischen ber Ritter- und ganbichaft und ber Stadt Roftod uber bie, wegen bes neuen Roftodichen Erbvertrags eutstandenen Differengen, ber Stadt jene Monopole augefichert maren. Die Gesellschaft mußte einstweilen biefe Behauptung als halb offiziell icon gelten laffen. begierig, an ber Quelle felbst die Motive zu erfahren, Die bie Ritter= und Landschaft batten bestimmen tonnen, ein folches Berbammungs-Urtheil gegen unschuldige und ungehorte Gewerbe auszusprechen, fant Ref., so erstaunt als angenehm überrascht, in bem Bergleicheinftrument gerabe bas Gegentheil. tenfiud hat von Rampt in fein Medlenburgiches Bivilrecht (I. zweite Abtheil. S. 189-222) aufgenommen, und es ift schon ber Mube werth, bie Borte bes Bergleichs hier einzu-Denn wenn fogar fanbifche Mitalieber über fo mefentliche Intereffen bes Staatswohls ununterrichtet finb, und für baare Munze annehmen, was fie pflichtmäßig als Kalfchmunzerei und Krebsgeschwur langst hatten vertilgen sollen, so thut es Noth, bag auch ben Nicht-Reprasentanten bes Landes vers gonnt werde, die Wahrheit rettend zur Schau zu stellen, bevor solche Behauptungen, wie sie Ref. hören mußte, einen kontagibsen Karakter annehmen, bis am Ende bas verderbenschwere Unwesen wol gar das Ansehen eines gesehmäßigen Zustandes gewinnt.

Die Stelle heißt S. 204 wortlich: §§. 138, 139. "Wann auch die Stadt Rostod dahin angetragen, daß diejenigen Handelsrechte, womit sie nach ihren Privilegien und Rechten sich von jeher bevorzugt halt,

daß nåmlich

- § 138. I. Reiner, benn nur ein in Roftod felbst wohnenber Stadtburger, sich bes Hafens jum Handel bedienen burfe; biesem zufolge
  - 11. ein folder nachtheiliger Transporthandel,
    - 1) als von bem Raufmann Crotogino hat eingeführet werden wollen, niemals wieber gestattet, noch baraus eine entgegenstehenbe Observanz irs gend abgeleitet werden konne;
    - 2) (Der, wegen bes Crotogino'schen Falles aber
      - a. gegen bie Berzogliche Regierung ergriffenen Appellation wird von ihr entsagt;
      - b. bem Crotogino felbst aber bleibt unbenommen, für seine Person, falls er sich beffen getrauet, seine Befugniß im Wege Rechtens auszuführen.)
- 6.139. I. Daß ferner kein an andern Orten Medlenburgs außer Roftod Wohnenber, in Roftod,
  - 1) ce sei zur See ober sonst auf irgend eine Art, außer Pfingstmarkt, Sanbel mit andern baselbst nicht einheimischen und wohnenden Kausseuten, auch nicht einmal durch einen Rostockschen Kommissionar treiben konne, und
  - 2) ein solcher Kommissionar, im Fall rechtsbestanbigen Berdachts, sich hierüber mittelst Gibes zu reinigen schulbig sei.

- 11. Dagegen aber jebem Fremben freiftehe,
  - 1) seine Waare nach Rostock zu bringen, und solche entweder selbst, oder durch einen Kausmann an Rostocksche Kausseute und Handelnde en gros, nicht aber en detail, verdebitiren zu lassen; jesoch
  - 2) die Produkte des Candmannes und beren Feilbictung auf dem Markte unter diese Beschrankung nicht gerechnet, sondern deren freier Berkauf an jeden Einwohner, nach wie vor, gestattet bleibe.

burch diesen Berein eine abermalige Bestimmung zur besto sicherern Borbeugung aller Kontravention erhalten mögen: die Ritter= und Landschaft aber dies, den Handelsfrei= heiten des Landschaft aber dies, den Handelsfrei= heiten des Landschaft aber dies, den Handelsfrei= heiten des Landschafte zuwider, so wenig je der Stadt Ro= stock zugestanden haben will, als vielmehr jeht, bei der Unmöglichkeit einer gutlichen Ausmittelung, in seierlichen Bi= derspruch nimmt; so bleibt eine weitere Bestimmung hierüber ganz der durch einen Rechtsgang zu er= wirkenden richterlichen Entscheidung überlaffen. «

Es ist bei ber Sache nichts mehr zu bedauern, als daß ber vorbehaltene Rechtsgang eine ganze Generation hindurch unberührt blieb. Denn ware es möglich, daß die Landesrepräfentanten den unsäglichen Druck der Rostocker Monopole so zu fühlen vermöchten, wie die betheiligten Gewerbe, gewiß, sie würzben längst eine richterliche Entscheidung erwirkt haben — wenn anders die Sache überall der Justiz und nicht (was wol streiztig ist) der Gesetzebung angehört. Mehr zu sagen, verbietet der Anstand; schwerer zu athmen und, gleich dem früheren Gesschlechte, unverschuldet dahinzusterben, wird, wenn an keine nahe Rettung zu benken ist, den betheiligten Gewerben der lezbenden und heranwachsenden Generation vergönnt sein.

#### VII.

## Briefe über offentliche Ungelegenheiten.

## 1. Statistifches Bureau.

Wedlenburger ein aufmerkfamer Beobachter aller in Medlenburg zur Erreichung des Staatszwecks getroffenen Einrichtungen und Anstalten — eine Borneigung, die um so natürlicher ist, da schon mein Standpunkt im Auslande mich zu komparativen Beobachtungen dieser Art hinführt. Glauben Sie mir also, daß es meinem Herzen außerordentlich wohl thut, zu gestehen, daß so manches, ja so vieles, was Medlenburg längst einer höhern Stufe des innern Staatslebens zusührte, bei uns und unsern Nachbarn noch immer zu den frommen Wünschen gehört. Doch, je freudiger ich dies ausspreche, desto unerklärdarer ist es mir, wie ein so einsichtuges und ausmerksames Gouvernement so manche Einrichtungen, deren hohe Nühlichkeit so unverkennbar, als der dazu erforderliche Kostenauswand unbedeutend ist, nicht ins Leben ruft.

Lassen Sie mich heute nur bes Mangels eines statistischen Bureaus gebenken. Hier ist die Werkstätte, in welcher sich bas klare Bewußtsein bessen, was zur fortschreitenden Entwickelung eines Staats nach seiner Individualität zu thun sei, entfaltet. Man sehe nur auf Großbritannien, Frankreich, Preußen, Baiern, Burtemberg und andere beutsche Staaten, die den Werth verständig angelegter statistischer Bureaus, als Mittelpunkt aller Sammlungen sur das innere politische Leben, praktisch zu schäen wußten, und man muß erstaunen, die zu welcher Luckenlosigkeit diese Anstalten zum Theil schon gediehen sind. — Wie durstig muß nicht der Gesichtskreis, folglich auch der Inhalt der Berichte der Mittel= und Unterstellen an die Oberbehörden sein, wenn über Segenstände, deren Ausbellung nur durch statistische Bureaus zu erreichen ist, ein Urtheil zu

fällen ift! Wie schwankend muffen nicht selbst die Schritte ber Oberbehorben in Fällen der Art sein! Und doch ließe sich in Medlenburg eine so wichtige Anstalt mit mäßigem Auswande schaffen, wenn sie irgend einer paßlichen Behorde zugetheilt wurde.

Es sollte mich recht freuen, wenn ich borte, baß ich uns nothiger Beise die Aufmerksamkeit auf ein Institut geleitet batte, bessen Grundung bas hellsehende Baterauge Ihres Friesberich Franz schon vorlängst beabsichtigte.

Fur heute genug. Bielleicht balb uber einen anbern Gegenstand.

## 2. Ginfuhrzolle.

Sie fragen, welches Syftem bas ersprieglichste fur einen Staat fei: bas Merkantil= ober bas Smithiche Indus ftrie=Syftem? Alfo vom phyfiofratifchen Syfteme fein Bort ? Gang recht; benn es hat, abgeseben von bem unverbefferlichen Schmals und bem ftatiftifchen Leop. Rrug, felbft in ber Theorie fein Leben geenbet. Nicht so bie gur Frage geftellten. Und hier mochte ich meine Antwort in bie Gegenfrage auflosen: Wiffen Sie einen Staat, ber nach Smith's Dognien verführe? - Rein! Also muffen wir ichon, mobl ober ubel, bem Merkantil = (ober bestimmter bem Retorsiones) Gp= fteme folgen. Und bas mit Recht; benn jebe Regierung muß vor allen Dingen national fein, bevor fie kosmopolitifch ift. Die Geschicke bes Menschengeschlechts find mir nicht gleichgultig; allein ebe ich an bas Menschengeschlecht bente, bente ich an unfer Medlenburg. Meine Menfchenliebe gieht fich barnach Ueberhaupt tann es, beilaufig gefagt, fcon ibre Grengen. barum tein Beltburgerrecht geben, weil ber Denich ein Staatsburger fein muß. — Dber glauben Sie, daß Dedlenburgs Nationalwohlstand bei ber Nichtanwendung bes Retorsionsspftems gewonnen habe? Glauben Sie, bag bie Berebelung von Bolle und Flachs, von Leber und Tabat, - welche bie Konfurreng ber auswärtigen Induftrie bem Medlenburgichen Runftfleiße fo febr erschwert wirb, au ben Thatigfeitezweigen gebore, bie

für Mecklenburg nicht paffen? Können Sie bies nicht behaupter so läßt sich der Grundsatz der unbedingten Gewerbefreiheit nu mit dem Untergange des Staats aufrecht erhalten. — Ma kann, ja man muß zugeben, daß unbedingte Gewerbefreihei das Ziel sei, das die Vernunft zu erstreben gedietet. Abe wann wird es erreicht? Es ist, wie die Tugend, das Recht die Vervollkommnung und alles Geistige, unendlich, also un erreichdar. Oder meinen Sie, daß England jetzt mit Riesen schritten sich diesem Ziele nähere? Du lieber Himmel! Ist irgen ein Staat national, so ist es England. Wir leben noch einig Jahre. Denken Sie inzwischen nur immer an den heilige Krispin. Timeo Danaos et dona kerentes! (Ich fürchte die Danaer, selbst wenn sie Geschenke bringen.)

Erinnern Sie fich nur ber Grundfate, die im Jahre 182! ber frangofische Kinangminifter in ber Ginleitungerebe gu bei neuen Bollveranberungen aussprach. Sie find ber befte Rom mentar zu bem Borftebenben, und verbienen also ichon, bal wir ben Minifter boren. — Er erwähnt querft, bag alle In ordnungen ber Regierung auf bem Fundamentalfate ruben baf ber Reichthum einer Nation nur burch Arbeit, b. h. burd Werthbarmachung bes Bobens und ber ungahligen Erzeugniffe bie er liefert, entstehe. Die Arbeit macht ben Reichthum eines Bolks, weil fie allein bie materiellen Dinge schafft, welche bi Beburfniffe ober Neigungen bes Menichen forbern, und mei Die öffentliche Boblhabenheit in dem Ueberfluffe biefer Dinge besteht. Aber diefer Ueberfluß muß bas Erzeugnig bet Nationalfleißes fein. Bare er bas Erzeugniß frember Ur beit, so murbe bie inlanbische schnell aufhoren, und mit ihr biefer Ueberfluß. Segen wir ben Fall, wir fonnten bier frem bes Getreibe zu niedrigern Preisen kaufen, als wofur bas einheimische zu haben ift: was wurde aus unserm Uckerbau wer ben? Seten wir ben Kall, die Bolle ober die Bollfabrifate wurden vom Muslande ju wohlfeilern Preisen eingeführt, als wir fie liefern tonnen: was murbe aus unfern Bollfabriten und aus ben Schafereien, Die burch fie Berth erhalten? -Der Minister schließt hieraus, bag bie beste Gefengebung biejenige fei, welche ben inläbischen Arbeiten ben größten

Abfat, und mit ihnen die Mittel, gugunehmen, fichert. Er ift nicht ber Meinung berjenigen, welche bie gange Welt fur Gin Bolt ansehen, und glauben, es fei gleichgultig, wo man Baaren erzeugt und wo fie verfauft merben; fonbern glaubt, bag man, ba man nicht über auslandische Berbraucher bisvoniren fann, vor allem zuerft feinen Erzeugern ben Abfat an die inlandischen Berbraucher fichern muffe. Chebem fei bies nicht fo nothig gemefen, ba, bei ber Banbarbeit, bie allgemeine Produktion kaum bie Bedurfniffe Aller überflieg, und baber ber Raufer ben Berfaufer auffuchen mußte. Sebes Band erzellirte nur in einigen Artikeln. Jest aber, wo burch bie Maschinen bie Probuktion überfluffig ift, wo ber Erzeuger mit aller Unftrengung Abfat fuchen muß, und bas fleinfte Rachbarland im Ctanbe ift, alle Fabrifate ju liefern, Die Frankreich verbraucht, muß ein aderbautreibendes und fabrizirendes gand por allem feinen Erzeugniffen ben inlanbifchen Berbrauch fichern, und baber Probibitivgesete haben. - Der Minister widerlegt bann bie zwei Einwurfe gegen Prohibitivgesete, namlich, bag fie bie Berbraucher zwingen, Baaren theurer zu bezahlen, als fie fie vom Auslande erhalten konnten ( mas nicht nachtheilig fei, ba ber Berbraucher bagegen feine Erzeugniffe, Berbienfte zc. ebenfalls wieder hoher verwerthen tonne), und daß fie den Bandel fcmåden. Er erklart, bag er auslandische Repressalien nicht furchte, ba ber inlanbische Handel bei weitem ber wichtigfte sei. Auch murben folche Berlufte am Sanbel ins Ausland burch bie immer fleigenden Bedurfniffe einer gunehmenden Bevolkerung, bie in ihrer Thatigfeit machtig fich unterftutt fabe, mehr als erfett. -England fam - inbem es lange vor uns burch noch ftrengere Magregeln die inlandische Arbeit aufmunterte, die innere Rommunifation erleichterte, und burch Unterfigungen ober Belohnungen alle nublichen Unternehmungen ermunterte zu biefer ungeheuern Konfumtion, bem ficherften Beugen alls gemeiner Bohlhabenheit, ber unerschopflichen Quelle bes unübersehbaren innern Sandels, der feinen vorzüglichsten Reich= thum ausmacht, und bes ausgebreiteten augern Sandels, ber jahrlich neue Reichthumer hinzufugt. Die Arbeit, indem fie bie Probutte vermehrt, fucht ftets ben Preis juganglicher gu machen. Riedrige Preise vermehren den Berbrauch, und der Berbrauch belebt die Produktion und giebt das beste Zeugniß allgemeinen Bohls. So macht ein großer innerer Berbrauch stete neue Zusuhr vom Auslande, und mit diesen Zusuhren neue Austauschmittel möglich, welche das Ausland um so lieber annimmt, da man sich in den Stand gesetzt hat, sie wohlseil zu liefern. Nur unter dieser doppelten Bedingung kann man hoffen, einen ausgebreiteten auswärtigen Handel zu haben.

Nicht mabr, Sie find ein ju guter Medlenburger, als daß Gie nicht die Grundfage bes Minifters auch in Ihrem Baterlande angewandt munichen follten? - Doch nicht blof in bem tonstitutionellen Rrantreich betennen fich bie Minifter au ber Probibitivlebre: auch bie anbern europaifchen Staaten, große und kleine, banbeln mehr ober weniger ftrenge nach biefen Brundfaben . - ja, was auffallenber als Alles ift , felbft Rord : amerifa. Sier, follte man glauben, werbe man recht überzeugend gemahr merben muffen, wie wenig ber Boblitand eines in Sanbelefreiheit erftandenen Boltes zu feinem Bachethume bes Prohibitivfpftems beburfe. Diefes golbene Beitglter bat indeg auch hier feit einigen Sahren geendet, die Sandelsfreibeiten find beschränkt und bie Ginfubr auswärtiger Probutte ift mit Bollen belegt. Etwa aus finanziellen Grunden, gur Bermehrung ber Staatseinnahme? ober als Repreffalie, und meil bie europaifche Sitte ben Fingerzeig bazu giebt? Reineswegs, fonbern, wie gurftenwarther in feinen Aphorismen uber Amerita fagt: "weil bie Erfahrung zeigte, bag felten ober nie ber Grundfat in ber Unwendung richtig fei, nach meldem » bie Induffrie fich felbst überlaffen bleiben und ihr eigenes "Gleichgewicht finden muffe; und daß bie Amerikaner eine » großere Ginfdrantung ihrer Freiheit und ihres Privat-Intereffes bem Boble bes Gangen jum Opfer bringen mußten, wenn » fie bie Bortheile ihres Bereins genießen wollten. " Eben fo urtheilt ein Amerikaner in ber Beitschrift Amerika (Jahrg. 1820, No. 63): "Bir finden wirklich, heißt es hier, bag fich ber - Danbel nicht felbft reguliren fann, fo menig, "Menfchen felbst leiten tonnen. Die pflegenbe Gorge ber Reagierung follte fich über jeben Banbels und Inbuftriegmeig

" erftreden. " Und ber Prafibent erflarte bei ber Erbffnung bes Rongreffes am 3. Dezember 1821: » Unfere Ginfunfte werben "burch Berminberung ber fremben Ginfuhr, und folglich auch "ber Ginfuhrzolle, einen Ausfall erleiben; aber ber Aufschwung, "ben unsere National-Industrie burch die Entwickelung ber innern Sulfsquellen nehmen muß, wird uns badurch reichlich ventschädigen, daß er unsere Boblfahrt auf dauerhafte "Grundlagen bauet. " - Gelbst bas freie Amerita giebt alfo seine National-Industrie nicht nur ber möglichst wohlfeilen Bufuhr auswärtiger Erzeugniffe vor, sonbern lagt fich um ihretwillen auch noch einen finanziellen Ausfall gefallen. Auch feine nicht in Colbert's Schule erzogenen Staatsmanner glauben: für bie Bohlfahrt ber Staaten fei nicht in bem freien Banbel, fonbern in einer Entwickelung ihrer innern Sulfsquellen, Die burch ben einheimischen, von bem Reftriktionsspfteme geschützten Runfiund Gewerbefleiße bewirkt werbe, eine bauerhafte Grundlage ju finden? Wenn ein Spftem fo ichlagende Beugniffe fur fic bat, fo mochte wohl nichts gewisser fein, als bag die Bahl bes entgegengefetten zu ben flaatsverberblichften Dagregeln gebore. — -

## 3. Medlenburg's Kornerportation.

— — Medlenburg hat sich leiber nur zu lange von bem Zetergeschrei bes Vorurtheils hinreißen lassen, als ob nur Roden = und Weizenaussuhr die dffentliche Wohlsahrt bedinge. Wer sich bemuhte, auf eine allmälige Verminderung des Kornsbaues fürs Ausland hinzuwirken, und zu zeigen, daß Medlensburg nur von der innigsten Verbindung seines Aderspstems mit der Fabrikatur sein Heil zu erwarten habe, ward für einen Gistmischer gehalten, oder ganz überhört. Ja, der Ultraismus, diese Seuche des Tages, in guten wie in schlimmen Dingen, hat selbst von den konstanten öffentlichen Wehen noch nicht beskehrt werden können, sondern empsiehlt nach wie vor das Unisversalmittel des Korn-Erports. Das heiße ich Beharrlichkeit: lieber das Ganze zertrümmern, als seine Grundsäse ausgeben!

Auf England, und nur auf England tann ber Ueberfcuß ber Redlenburgiden Kornproduktion berechnet fein; benn bie sonstige Aussuhr kommt wenig in Betracht, und die Benutzung der neuen Staaten der Westwelt überläst Mecklendurg den Handelsunternehmungen anderer Länder. In Stralfund hat kürzlich ein Kausmann auf Bersendungen nach Rio 120,000 Thlr. verdient, wie überall stets die Ersten gewinnen, was die Burrückbleibenden verlieren. Doch dahin scheint der große Kausmann in Mecklendurg noch nicht gekommen zu sein, zu begreifen, daß die Macht des Glück denen gehört, die die Zeit träftig zu ergreisen wissen. Ich glaube kaum, daß irgend ein Kausmann bei Ihnen die vortheilhaften Butterversendungen nach Malaga zu benutzen sich untersangen.

Doch, ich verliere mich von bem Thema bes Korn-Erports nach England. Aber wiffen benn auch Ihre lieben ganboleute, bag ber Rornhandel nach England, felbft wenn bas Korngefes bis auf einen mäßigen Boll aufgehoben wird, ber miglichfte von allen ift und bleibt? Der Bebarf ber Ginfuhr in England ift zu keiner Beit so groß, als man es sich gewohnlich vorftellt. Gerfte wachft in gewöhnlichen Sahren volltommen genug furs Land, und ber Bedarf ber Ginfuhr gebort unter bie Ausnahmen, wie z. B. in ben Sahren 1816 und 1817. Safer bauet England in ber Regel weniger, als es braucht; baber tommt jahrlich eine Quantitat aus Irland und vom Kontinente. Bisber mag wol im Durchschnitt eine halbe Million Quarter ein= geführt worben fein. Balb wird Irland ben gangen Bebarf an Safer allein liefern tonnen. Die Saupteinfuhr hat bisher in Beigen bestanden. Dach Colquboun gab bie Ernte im Sahre 1812 in Großbritannien und Irland, ben Samen mitgerechnet, 40 Millionen Quarter. Seitbem hat fie fich etwa um 25 Prozent, oder um 10 Millionen Quarter vermehrt. Man fann baber, obne großen Grrthum zu furchten, etwa 50 Millionen Quarter Korner aller Urt als Mittelfumme annebmen. Es wird beghalb, so lange es Friede bleibt und bie Rapitale bem Aderbau fo reichlich wie bisher zufliegen, nur wenig frembes Getreibe nothia fein, vielleicht nicht mehr, als etma 1 Million Quarter in Getreibe aller Urt - also ungefahr 76,000 Roftoder gaft - b. i. 2 Prozent von bem, was in England felbft wachft; benn im Jahre 1801, bem brudenbften Sungerjahre neuerer Zeit für England, betrug die Einfuhr aller Setreibearten nicht mehr als 2,250,000 Quarter. (Torrens, on the external corn-trade. Lond. 1820. S. 291.)

Und was bietet Hubfisson für die 20,000 Laft, die Medlenburg, in Konkurrenz mit allen kornerportirenden Staaten ber alten und neuen Welt, vielleicht nach England hins schiedt? Er sagts mit durren Worten:

"Wir gonnen euch bie Bortheile bes freien Kornhandels nicht, wenn ihr nicht unfere Manufakturen frei bei euch einführen laßt. "

Wer bas nicht versteht, bem ist nichts mehr verständlich. Nur ber burchbringende Verstand, bem die Zeichen der Zeit klar gesworden, läßt sich nicht bethören; ihm wird der Sieg, ehe der große Haufe den Gedanken faßt, daß ein großer neuer Abschnitt der Kultur, långst begonnen, immer fühlbarer wird. Wöge die tiefe Einsicht und Erfahrung Ihres Domanenraths Pogge und ähnlicher wackerer Manner in Mecklenburg nicht zu lange unbenutzt bleiben!

- 4. Steuerbegunstigung ber nicht handelnden Ronsumenten und ber Auslander vor dem Inlander.
- — Aber sagen Sie mir boch: ist es wahr, was ich kurzlich von einem hier durchreisenden Mecklendurger horte, daß ihre Steuergesetze den ausländischen Gewerdsmann vor dem inländischen begünstigen, ja so sehr begünstigen, daß man schier zu der Annahme versucht werden möchte, es sei Zweck gewesen, den inländischen Gewerdsmann zu ruiniren und jeden Gedanken an Fabrikatur zu ersticken? »Wenn z. B. suhr der Mann, der mir übrigens sehr unterrichtet zu sein schien, sort wenn z. B. der Hamburger Tabaksfabrikant seinen Tabak an unsere Kausseute versendet, so geden diese den belösteuer von 2% Prozent, der Hamburger überall nichts; nehmen dagegen unsere Kausseute den Tabak aus einer inländischen Fabrik, so unterliegen sie nicht allein einer gleichen Steuer, sondern der inländische Kabrikant hat bei dem Ankaus

ber zu seinem Rabrikat notbigen Zabaksblatter gleichfalls eine Steuer von 2 3/3 Prozent zu erlegen: ber auslandische Fabris kant ift alfo vor bem inlandischen um 2 2/2 Prozent gefehlich begunftiget, dieser bagegen zum Tobe verurtheilt. Eben so ift es mit allen übrigen inlandischen Rabritwaaren \*). ber nichthanbelnbe Ronfument fur feinen Bebarf Baaren vom Auslande fommen lagt, fo ift er fleuerfrei; unfere Raufleute aber, die mit folden Baaren handeln, muffen 22/3 Prozent Steuer bezahlen : ber frembe Sanbelsmann ift alfo auch bier um 2% Prozent gesetlich begunftiget, ber inlandische Sanbelsftanb bagegen auf ben Ruin hingewiesen \*\*). - Benn ber Berliner Butterhandler feine Baare ju Grabow tauft, fo er portirt er sie steuerfrei; tauft hingegen ein inlandischer Banbelomann Butter zu Grabow, so kann er fie zwar gleichfalls steuerfrei erportiren, boch barf er sie nicht lagern, sonbern muß, sobalb er fie vom Lager ins Ausland fenbet, 2% Prozent Steuer erlegen. Da nun ber Inlanber nicht immer vorber weiß, wohin er die Baare mit Bortheil erportiren tonne, ibm aber, wenn er nicht Steuer geben will, jede Spekulation, bie er beim Lagern ber Baare machen konnte, benommen ift, fo wird baburch ber inlanbische Sanbelsmann von ben Butter martten verbrangt, und ber Berfehr ju Gunften bes Auslanbers niebergehalten. «

Hart, sehr hart! — so hart, daß es unmöglich ift, bie von solchen Gesehen unzertrennlichen zahllosen und verderblichen Uebel ans Licht zu stellen, ohne mit hohern 3weden in Konsstift zu gerathen. Ohnehin ist ja die ganze Sache nur bloße Relation, die die Röglichkeit, daß es sich anders verhalte, gar wohl zuläßt. Gönnen Sie mir also den Glauben, daß Ihre frühere Gesetzebung unmöglich so arge Mißgriffe gethan haben könne, und daß — sollte sie hier wirklich der menschlichen Schwäche unterlegen haben — nichts eiliger geschehen werbe,

<sup>\*)</sup> Diefer Gegenstand ist in bem Auffage IL. mit hinweisung auf bie Rostocker handels : und Gewerdsmonopole aussührlicher erörtert.

<sup>⇒)</sup> Bergl. ben Muffat X.

als einen an bem Gewerbsverkehr fo nagenben Rrebsschaben mit ber Burgel auszurotten.

Ungludseliger als ein Schlachtfelb ift ein Staat, in welchem Borrechte gelten, bie die eine Gefellichaftstlaffe gegen bie andere im Unfammeln bes Boblstanbes nieberbruden; unglude feliger noch, wenn ber Inlander in ber Gleichheit ber Rechte felbft bem Auslander gefetlich nachfteht. Denn, wo Rrieg ift, ba ift noch Rampf bes Rechts und bes Unrechts, mo aber Gefete find, bie bie Lebensquellen einer gangen achtbaren Gefellschaftellasse in ihrer Tiefe angreifen, und die Reproduktion erfiden, ba bat bas Unrecht vollfommen gefiegt. Gin Unrecht aber bulben, welches man aufzuheben die Racht und die Berpflichtung bat, beißt fich jum Mitschuldigen machen. Ber follte nicht, wenn anders fo ungluckfelige Borrechte in Ihrer altern Steuergesebang fich finden follten, von bem erprobten Rechts: finne und ber reifen Ginsicht Ihrer gandstanbe bie ichleunigfte Abhulfe erwarten?

Ich bin sehr gespannt auf Ihre Antwort; gespannter noch, ba sie mich bestimmen wird, ob ich Ihnen eine grundliche Revision Ihrer Steuer- und Boll-Gesetzgebung munschen soll, oder nicht. So weit ich die Sache zu durchschauen vermag, so scheint vor allen die Handelösteuer und das Bollspstem einer grundlichen Korrektur bedürstig. Daß ich in hinsicht aufs Ausland nur das Prinzip der Reziprozität als normal und völkerrechtzlich anerkenne, wissen Sie schon. Wie sollte da Ihre Rechnung mit Preußen wol zu stehen kommen?

## 5. Die beiben Gegenfage in ber Begebau=Gache.

— — Auch Ihr Wegebau hat, wie jebe gute und schlimme Sache in ber Welt, seinen Gegensatz gefunden. Das Palliativspstem stellt sich dem Radikalspstem entgegen, Nach jenem, meint man, bedürfen Ihre Wege nur der Ausbesserung; nach diesem will man nicht halb, sondern ganz versahren, und deshalb adamisiren. Das Spstem der gründlichen Aur, schon an sich in allen Dingen als das bessere sich bewährend, läst sich rational nimmer widerlegen; auch sind die in der Wege-

bau-Sache mir zu Geficht gebommenen Argumente gegen bas Radikalspftem mehr ober weniger leichter, ja zum Theil phantaftischer Natur. Empirisch aber liegt in jedem Palliativspftem, in jeder lenitiven Halbheit, Dieselbe unvertilgbare Arucht, Die wucherliche Anleihen gewähren; fie helfen auf einen Augenblick, machen aber bas Uebet unheilbar. So bleibt benn bie Samptmaffe gegen bie zu abamisirende Bukunft bie Aurcht, bie man. vor ben Roften einzujagen sucht. Allerbings gewinnt biefe Baffe einiges Terrain, ba bie Koften fich in Bablen berechnen laffen; nicht fo bie unermeglichen Bortheile, bie aus bem grunblichen Wegebau fur ben Nationalreichtbum bervorgeben, und bem Auge bes gewöhnlichen Menschen, bem nur bie 4 Spezies einleuchten, fich vollig entziehen. Wer aber mit ftaatsfundigem, geiftigen, nicht auf ben engen Rreis bes augenblidlichen Beburfniffes fich beschrankenden Auge, Bortheile und Nachtheile abwägenb, beibe Spfteme einer allseitigen Prufung unterwirft, wird als Resultat bie Ueberzeugung gewinnen, bag es eine Sparfamteit giebt, bie ber argften Berfcwenbung gleich ju achten ift. Ober heißt bas Sparfamkeit, bie, um bas Ginfache ju erkargen, bas Behne und hundertfache aufs Spiel fett? Wer einmal Bege bauen will und muß, weil er ihrer bas gange Sahr hindurch bedarf, ber wird boch gewiß nicht fo bauen, bag er genothiget ift, auf ben 3wed und bie Wohlthaten bes Begebaues mehrere Monate in jebem Jahre zu verzichten. Bas aber fur ein Individuum eine Thorheit ift, bas kann fur eine gange Nation teine Beisbeit fein.

Dauernd fahrbare Wege bauen, heißt nicht: ben Landsmann verderben, sondern: ihm Kanale öffnen, seine Produkte zu jeder Zeit zu Markte zu bringen; heißt: ihn Gespann, Thiere und Zeit schonen lassen; heißt: jeglichem Gewerbe den machtigsten Hebel zu rascher Entwickelung verleihen, und überhaupt allen Klassen der Gesellschaft das Leben versüßen. Wenn dauernd wohlgebahnte Wege zu den wenigen großen außern Merkmalen der Kultur und Zivilisation eines Staates gehören, so macht sich jeder, der nicht seine Verhältnisse dazu benutzt, seinem Staate diesen Ausdruck der Zivilisation verleihen zu können, nicht nur an der Menscheit (doch diese kümmert ein recht versteinertes Staats-

herz nicht), sondern selbst an seinem Staate verantwortlich. Auch der sanfteste und menschlichste Charakter wird hier zur Unzeit schonen. — Dekonomie der Zeit und rasche Entwickelung des gewerdsamen Lebens: hierin liegt das innerste Geheimnis des englischen Nationalreichthums. Fechten die Staaten des Kontinents nicht mit gleichen Waffen, wie wollen sie in den tausendsältigen äußern Kämpsen, in die sie verwickelt sind, bezstehen? — Alles in der Welt, nur keine Mitteldurchschnitte, keine beschwichtigende, slickende Halbheit, der Tod des diffents lichen Wohls!

## VIII.

Ueber die allgemeine Einführung der reinen Einstemmensteuer in Mecklenburg.

Medlenburg theilt fast mit allen Staaten bas gerftorenbe Uebel eines bochft fehlerhaften Steuerspftems. Dies foll und kann tein Borwurf fein. Dhne ben Gesichtspunkt zu erortern, ob und in wie weit der Mangel einer Bolksreprasentation und bie von einer bloß ftanbifchen Reprafentation ungertrennlichen Migverhaltniffe auf die Bahl, mehr aber noch auf die freitwibrige Fortbauer eines fehlerhaften Steuerspftems einwirtten, ist wenigstens als ausgemacht gewiß anzunehmen, daß es ben Beiten, in welchen die altern Steuerverfaffungen entworfen wurden, noch nicht vergonnt mar, bie Natur ber Abgaben fo au burchschauen, wie ben unfrigen. Rur barf, mas fehlerhaft ift, und bei erweiterter Ginficht und unter gang veranderten Buftanben und Beburfniffen ju immer brudenberem Unrechte wirb, nicht fortbefteben. Das Fehlerhafte gewinnt, wie bie wuchernbe Rraft jebes Uebels, immer mehr Raum, und wird burch bie Bange ber Beit immer fprober aur Umgestaltung, ober bas

Beffere macht fich nicht mit berjenigen Ruhe geltend, von ber bas Wohl bes Ganzen bedingt ist. Es wurde baher mit Recht großen Tabel verdienen, wenn man nicht die erste Gelegenheit benutzte, um ein Institut zu reorganisiren, mit bessen Berfassung bas offentliche und Privatwohl ober Wehe so innig zussammenhangt, wie Ursache und Wirkung.

Steuern find zu gablen, um ben orbentlichen und außerorbentlichen Staatsbedarf, in fofern er nicht burch bie Einfunfte aus ben Domanen und Regalien gebedt werben fann, au bestreiten. Das Recht ber Regierung, biefe Summe nicht etwa zu erbitten, fonbern - eben um ber Staatsgenoffen willen, von diefen zu verlangen, geht klar aus ber Pflicht ber Regierung bervor, ben 3med bes Staats, Schutz unb Sicherheit bes Rechts, b. h. ber freien Ausubung menfchlicher Rrafte, zu erstreben. Die Steuerpflicht ber Staatsgenoffen erhellet aber icon baraus, weil fie, im außergesellichaftlichen Buftanbe, gur Schutung ihrer Derfon und ihres Gigenthums ebenfalls einen Aufwand aus ihren Mitteln aufbringen mußten, ber vielleicht noch großer mare, als bie Steuern, Die ein eingerichteter Staat verlangt. - Es ift bem gefunden Menfchenverstande flar: foll Ordnung, Friede, Gefet und Recht berrichen, fo ist eine Dacht nothwendig, die über allen Parteien fieht, und im Stande ift, jebe Storung abzuhalten. Bollen bie Staatsgenoffen, wozu ihre Grundtriebe fie von felbft aufforbern, Bilbung und Unterricht, Schule und Rirche, fo muffen fie ebenfalls bie Mittel bazu bestreiten. Diefe beiben 3mede erforbern Anstalten, Ginrichtungen, Organe, welche unterhalten merben muffen; wiewohl jeber aufgeklart genug ift, um einzufeben, daß eine toftspielige Bermaltung jum Ruin fubre, und bie wirthschaftlichste bie beste sei. - Go bilben sich gang einfach und nothwendig zwei Rlaffen von Menschen: Die eine, Lebre, Unterricht, Recht, Sitte und Religion besorgend; bie andere, diese Boblthaten empfangend, bafur aber Sener Rabrung und Unterhalt verschaffend. Wer mochte zweifeln, bas Lebre, Recht, Sitte und Religion ungleich wichtiger find und unvergleichbar bober steben, als bas, was die zweite Klaffe von bem Ueberschuffe ibrer Probuktion bafür abgiebt? Auf alle Ralle

ift klar, daß die Nation, wollte sie alle Staatsfunktionen selbst verrichten, auch um so viel weniger produziren konnte, als sie Beit zu diesen Geschäften verwenden mußte; sie giebt also die Steuern nicht allein fur Dienste, die ihr geleistet werden, sondern erhält sie auch meistentheils fur Genusmittel wieder, die diejenigen verzehren, die ihr diese Dienste leisten. Franklin aber lehrt, daß der Mensch dreierlei Abgaben bezahle: die erste und größte an seine Faulheit, indem er seine Beit nicht zu Rathe halte; die zweite an seine Eitelkeit; die dritte und kleinste an den Staat.

Es giebt schlechthin teine Steuer, Die nicht ihre eigenthumlichen Nachtheile hatte. Doch besteht ber gemeinsame Charatter aller nur erfinnlichen Steuern barin, bag jebe Steuer die Produktion und den Debit vermindert, weil iede einen Theil bes Bermogens ju produziren und ju faufen verschlingt. Es giebt, wie Ricardo treffend bemerkt, feine Steuer, bie nicht auf Berringerung ber Kabigfeit jum Rapital = Aufbaufen bin= arbeitete. Denn jebe Steuer muß entweber auf bas Rapital, ober auf bas Einkommen fallen. Trifft fie jenes, fo ichmalert fie nothwendig einen Fonds, nach beffen Umfang fich jederzeit ber Umfang ber Produktiv=Industrie bes ganbes richtet; fallt fie aber auf bas Gintommen, fo muß fie entweber bie Rapital= aufhaufung verringern, ober ihre Bezahler zwingen, ben Betrag ber Steuer burch einen gleichmäßigen Abzug an ihrer frubern Konsumtion von Lebensbedurfniffen ober Genuffen gu ersparen. Aber bieg lagt fich nun einmal nicht anbern, weil es in bem Begriffe ber Steuer liegt. Auch ift bis jest noch feine Methobe entbedt, wie bie Steuern fo ju vertheilen find, bag niemand mehr ober weniger beitragt, als es nach ben Grundfaben ber Gerechtigkeit und ber National=Dekonomie gescheben foll. Ja, es ift weit feltener bie Bobe ber Steuern, welche Unzufriedenheit erregt, als die Ungleichheit ber Steuervertheis lung, bie felbft nachtheiliger ift, als Berichwendung in ben Staatbausgaben. Je mehr bemnach ein Steuerspftem fich ben Borfdriften ber Gerechtigkeit und ber National = Detonomie nabert, befto weniger nachtheilig werben fur ben Staat und beffen Genoffen bie aus ber Beidranttheit bes menfdlichen Befens

hervorgehenden Unvollkommenheiten. Der Bohlftand der Burger ift der beste Staatsschatz. Es ift also Pflicht, und felbst ber eigene Bortheil erheischt es, ein moglichst gerechtes Steuersspftem anzuordnen.

Jebe Steuer — was fur einen Namen man ihr auch geben, und wie viel Steuerrubrifen man auch erfinnen moge muß allemal vom reinen Gintommen gezahlt werben; wenigstens hat man bis jest noch nicht gehort, dag jemand, obne fein Rapital anzugreifen, eine andere Steuerquelle befage, als eben bas reine Gintommen. Es ift baber tein Irrthum in bie Augen fallender, als wenn man biefes reine Ginkommen nicht gum Mafftab ber Steuern gebraucht; wenn man bie Steuern nicht mit ben Quellen, welche ben Nationalwohlstand, folglich Die Urquelle aller Beitragsfähigkeit, am wenigsten bemmen, ins Gleichgewicht bringt; wenn man alfo burch bie Besteuerungsart, wahrend man Ginige begunftiget, Biele überlaftet. merben konstituirt, bamit bie Rechte eines jeben einzelnen Menschen peremptorisch und vollig gesichert werben. Da nun bas Recht, und insbesondere bas Bermogen eines jeden Gingelnen, unmöglich als gefichert und geschütt angesehen werben fann, wenn ein Abgabenspftem blog barauf Rucficht nimmt, baf von ber gangen Ration an Steuern nicht mehr erhoben mirb, als ber Staat bedarf; fo gebietet bas Recht tategorifc und unbedingt, bag bie Steuerquote eines jeben Gingelnen fic gur Steuerquote ber Nation verhalten muffen, wie fich bie Ginkommensquote bes Ginzelnen zum Ginkommen ber Nation verhalt. Das auf ben Grundsat bes Rein=Ertra as organisirte Steuerspftem ift alfo bas einzige, mas gerecht und nationalbkonomisch zu nennen ift. Bas aber ben Forberungen ber Gerechtigfeit, alfo bem bochften 3mede bes Stagtslebens entspricht, muß, was es auch fosten moge, geltenb gemacht werben, felbft wenn es, bei ber Unvollfommenheit aller menfchlichen Dinge, nur annaherungsweise erreicht werben tann. Dann geschieht ficher bas Befte, und bie Folgen find ruhig ber Borfebung gu Denn Gerechtigkeit ift bie Borbebingung alles überlaffen. Staatslebens, fo mefentlich, bag bie geringfte Abweichung, wie glangend auch ihr Firnif fei, ben Staat in unvermeibliches

Unheil fuhrt. Ift aber die ganzliche Bolltommenheit einer Sache unmöglich, beren Einführung ins Leben gleichwol die Gerechtigkeit unbedingt gebietet, so kann einzig und allein nur bavon die Rede fein, wie sie auszusühren sei, um sie ber Ibee ber Bolltommenheit möglichst zu nahern.

Die mit der Einführung verbundenen Schwierigkeiten nicht besteben wollen, murbe vorausseten, bag man entweber ben Mangel bes Wahren und Rechten nicht einsehe, ober nicht ben Muth besite, bas Gute mit bem Schlechten zu vertauschen, ober gar feiner Pflicht nicht gewachsen, und mit ihr im Biberspruche sei. Dber sollte man wirklich im Ernste glauben, bas Flidwerk konne schon noch eine Beile halten, weil die Ungleich= beit ber Steuern fich auf bie Dauer wieber ausgleiche? Bare biefer Borwand gegrundet, fo wurde mit einmal alle Steuerweisheit überflussig, weil die stille und geheime Ausgleichung alle Fehler ber offentlichen Steuervertheilung verbeffern murbe. Ber indeg nur einigermaßen mit ber Sache bekannt ift, weiß, bag nichts grundlofer fein tann, als eine folche Bebauptung, ber gewöhnliche Behelf prinziploser Ropfe, Die ihrer Unwissen= beit ober Tragbeit burch bie Appellation an eine ftille Ausgleis dung noch obenein ben Schein tiefer Beisbeit geben wollen. Aber auch bavon abgesehen, sollte man meinen: wenn in einem Steuersusteme Ungleichheit als Pringip bervortritt, fo mare jeder verfaumte Moment, ber Gerechtigkeit fich ju nabern, ein Frevel an bem Endzwecke aller Staatengrundung. Der Staat ift ein beiliges Wefen, bas Beiligfte in ber Menschheit. Bas ber Gerechtigkeit miberfpricht, bas ift, um fatt ber Birkung bie Ursache zu nennen, bem Plane ber Borsebung, bem Willen ber Gottheit durchaus zuwider, bas heißt, fich jum Mitschulbigen aller der moralischen Uebel machen, die baraus entspringen. Dhne Gerechtigkeit ift alle Politik vom Uebel.

Die Ueberzeugung, baß die Einführung ber Einkommensfleuer eine unabweisliche Pflicht sei; die fortgesetzte Belehrung ber Steuerpflichtigen über die Größe ihres eigenen Bortheils babei; ein ernstes, festes Wollen, was die Kraft und Sichersbeit bes guten Bewußtseins allemal gewährt: dies alles wird ohne Zweisel, mit unverbroffener Anstrengung, alle gewöhnlich

nur zu groß erfcheinenben Schwierigkeiten zu überwinden ver-Sind boch ber Bergog und ber Furft ju Raffau im mbaen. Sahre 1809, und bie Stanbe bes Großbergogtbums Beimar im Jahre 1820 mit bem ruhmwurdigen Beispiele ber allgemeinen Ginführung ber Gintommenfieuer vorangegangen! Sat boch felbft fruber icon ber Staatsminifter von Stein in ber Grafichaft Dart ber Belt bewiesen, bag es moglich fei, burch birefte Steuern ben Ertrag ber indireften ju beden, und fo bas Steuerwesen beilfam zu vereinfachen. Er bob bie Afzife auf, und vertheilte ihren Ertrag unter bie Bewohner ber Stabte und bes platten ganbes nach billigen Gagen. Dehr als fonk murbe ohne Drud aufgebracht, und von ber Beit an muchs in biefer Proving fichtbar ber Flor aller Gewerbe; fie erreichten eine fonft nie gefannte noch geahnete Bobe, und jeber fühlte fich gludlich.

Tausche man sich nur nicht mit ber Aufhebung ber Eintommentare in England! Die Minifter felbft erklarten im Sabre 1816 bie gegen ibren Billen vom Varlament beschloffene Aufhebung ber Gintommentare fur einen Gieg ber Reichen über bie Armen. Denn burch jenen Gieg mar bas gange bemegliche Bermogen, bas Gelbeinkommen aus Ravitalien und Rolonial-Befitungen, von allen Beitragen ju ben Staatstaffen befreit, baburch aber bie gaft fast ausschlieflich auf bie arbeis tenben Rlaffen und auf die Ronfumtion ber Lebensbedurfniffe gemalat worden. -- Ueberhaupt muß man, insonderheit mer Chefterfield's Briefe an feinen Gohn tennt, ein gerechtes Mißtrauen gegen bie absolute Rublichkeit bes Parlaments bekommen. Dhne bie Beisheit ber Minister murbe bas Parla ment, wenn von beffen offentlichem Ruben Die Rebe ift, bes Sauptorgans entbehren.

Die Einkommensteuer gehört zu ben sogenannten birekten, weil die Quantitat bestimmt ist, welche von jedem steuerpflichtigen Individuum, Person oder Sache, innerhalb eines Beitraums zu entrichten ist. Bei den indirekten Steuern, bnter welchen man vorzüglich solche zu verstehen pflegt, die von uer Konsumtion gegeben werden, und zwar, wenn der Segenstand von dem bisherigen Besider durch den Kauf auf einen

andern übergebt, ist begreiflich bie Quantitat unbestimmbar. Da aber am Enbe immer nur vom reinen Ginkommen gezahlt werben kann: warum nimmt man bas, was burch inbirekte Steuern aufgebracht wird, nicht birekt, fondern erft bann, wenn es durch zwanzig Sande gegangen ift, Die alle et= mas davon, und unter zwanzig Rubriten, wovon jede ein eis genes Bermaltungsspftem erfordert, hinwegnehmen? Denn bat man alle biefe Abgaben auf folden Umwegen in bie verschiedens artigen Raffen gebracht, fo hat man julest ja boch nichts anbers, als eben bas reine Gintommen ber Nation; nur mit bem mefentlichen Unterschiede, bag bie vielen Umwege und Sande, bie bamit beschäftigt find, mehr aber noch bie bei einem solchen Spfteme ichlechthin unvermeiblichen enormen Ueberlaftungen einzelner Gesellschaftsflaffen , bas reine Gintommen ber Ration fo unrechtlich als unnothig verfurgen. Bu behaupten, bag ber gefammte Steuerbebarf auf birettem Bege nicht gebedt, folglich bie indirekten Steuern nicht entbehrt werben konnten, murbe ja bas reine Geftanbnig in fich schliegen: bie Steuerforberung an die Einzelnen hat eine, mit ben Grundfagen ber Gerechtigfeit und bes Bolkswohlstanbes, unverträgliche Sohe erreicht .--Die direkten Steuern haben, mas felbst die Kreunde ber indiretten Abaaben einraumen muffen, allemal ben Borgug, bag fie weit leichter und mit ungleich geringern Roften zu erheben find; auch ift ihr Ertrag weit bestimmter im Boraus zu be-Dief alles trifft bei ben indireften Steuern, beren einziges Prinzip vollige Prinziplofigfeit ift, nicht zu. Diefe laffen fich baher, wenn fie anbere folechthin unvermeiblich find, nur bei Gegenstanden bes gurus rechtfertigen. Denn gurusfteuern, indem fie weder ben Preis von andern Dingen erhoben, noch ichablich auf ben Bolfsmohlftand wirken, find gewissermaßen nur freiwillige Beitrage ber Bohlhabenben und Reichen zu ben Staatsbedurfniffen. Die Kon= fumenten verschaffen fich von ihrem Ueberfluffe biefe Lebens= genuffe zu Gunften einer, bloß fie treffenben Steuer. Auch ift ber Gesichtspunkt nicht zu übersehen, bag bergleichen Auflagen, wie bie Lurussteuern, nur bem Ressort ber Polizei, also ber Rategorie ber Abgaben fur besondere 3mede, nicht ber ginang,

folglich nicht ber allgemeinen Steuer = Regulirung angehören. Aus bem Grundfat, bag teine Steuer vom Kapital, fon= bern nur vom Eintommen, und zwar blog vom reinen Er=

trage erhoben werben barf, folgt:

1) Reinem barf eine Steuer angemuthet werben, ber nicht einen reinen Ertrag hervorbringt; also weber gang Armen, noch folchen, bie mehr nicht, als ihren absoluten Lebens-bebarf zu erubrigen vermögen.

2) Bon bem reinen Ertrage aber muß jeber bem Staate einen Beitrag entrichten.

3) Diefer Beitrag hangt ab von ber Große bes reinen Ertrags, ben Semanb unter bem Schuge bes Staates erwirbt.

- So ist Lebensunterhalt und Lohn in jeder Familie gesichert. Denn jeder Einzelne hat ein angedornes Recht zum Lebensunterhalt, und ein ursprünglich erworbenes Recht, überall den Lohn seines Fleißes in dem Ertrage zu genießen. Diese beiden Rechte gehen allen Forderungen des Staats, und mits hin auch allen Abgaben und Steuern voraus, was auch schon die heilige Urkunde sehr schon bekräftigt: es soll der Ackersmann, der den Acker bauet, der Früchte am ersten genießen. Was nach Abzug des Familien-Unterhalts übrig bleibt, ist reienes Einkommen. Dieses aber wird erst dann ein Objekt der Besteuerung, wenn von demselben noch der Lohn des Fleißes vorweggenommen ist.
- 4) Die Steuer von bem reinen Ertrage barf nur ein Achtel, hoch stens ein Fünftel bes gesammten reinen Ertrags, mithin nur  $12\frac{1}{2}$ , hochstens 20 Prozent wegnehmen, weil ber Kontribuent von ben übrigen Theilen bes reinen Ertrags mit ben Seinigen leben muß, und weil alle, für die Bermehrung bes Volksvermögens unentbehrliche Kapitale nur aus Ueberschüssen ber vernichtet würden, wenn der Staat zu viele Theile bes reinen Ertrags für sich verlangte.
- 5) Burbe ber Staat zur Aufbringung ber Steuer ben gefammten reinen Ertrag in Anspruch nehmen, ober bie Ronstribuenten nothigen, selbst bas Rapital anzugreifen, fo mare ber

Ruin ber Privat= und offentlichen Bohlfahrt unvermeiblich. — Dagegen

6) vermag ein wohlhabendes und in feiner Kultur und Arbeit fortschreitendes Bolk, eben weil es badurch einen größern reinen Ertrag begründet, auch größere Abgaben leichter aufzusbringen und zu ertragen, als ein armes Bolk.

Der Rein-Ertrag entspringt übrigens aus brei Quellen: aus dem Rente gewährenden Grund eigenthum, aus
dem zinsen= und gewinntragenden Kapitale, und aus der
physischen oder geistigen Arbeit, sobald diese gegen Lohn und
Entschädigung geschieht. Es giebt also drei Steuergattungen
vom Rein-Ertrage: aus der Grund-, Kapital= und Arbeits=
Rente. Bei der Grundsteuer ist eine Unter= und eine Abart derselben zu bemerken: jene die Häuser-, diese die Viehsteuer. Die Arbeits-Rente giebt die sogenannte Gewerbsoder Klassensteuer.

Sobald bie Summe bes Steuerbedarfs und bie Totals summe bes reinen Einkommens ausgemittelt ift, lassen sich bie zu gebenden Prozente vom reinen Einkommen, nebst der individuellen Steuerquote, durch ein leichtes Rechen-Exempel bald ers mitteln. Das Ermittelte ist sodann in monatlichen Raten zu postnumeriren.

Wie aber? Ein Steuerspftem nach bem Grundsat bes Rein-Ertrags bringt ja bas Einkommen eines jeden Kontribuenten gur offentlichen Renntnig, und wirkt also nachtheilig auf ben Krebit ber Steuerpflichtigen? Richt nachtheiliger, als es bas Wohl bes Ganzen erheischt. Barum foll bei benen, bie Baaren= und Gelbkavital=Renten, fo wie Arbeits=Renten jegli= der Art zu verfteuern haben, mehr Rrebit Statt finden, als reell begrundet werden fann? Sichert ber Staat, feiner Pflicht gemaß, durch Publizitat und Spezialitat ber Grund - Sppothefenbucher die Sypothefenbuche-Glaubiger vor Betrug, fo wirb er es, ba die Herrschaft bes Rechts und beffen Sicherheit nicht balbirt werden barf, fur feine Pflicht erkennen muffen, auch die übrigen Gebiete bes Krebits moglichst ficher zu ftellen. Gine Schonung bes etwanigen Unwillens vor ber Ausmittelung ber Rapital- und Arbeits-Rente kann also immer nur auf Rosten

bes Rechts redlicher Glaubiger, fo wie ber gleichen Steuervertheilung, geubt werben, und bat Betrug und Untergrabung bes Rrebits überhaupt zur unausbleiblichen Folge. Sie hat ferner zur Kolge, daß, da der Staatsbedarf nun einmal ungefürzt auf: aubringen ift, ber eine Theil ber Kontribuenten um eben fo viel überlaftet wird, als um wie viel ber anbere Theil begunftiget ift; benn bei bem bisberigen Suftem fann Riemand wiffen, ob er nicht zu ben Ueberlafteten gebore. Endlich ftebt biefe Schonung mit ber Forberung bes Staatsichutes fur bas gange Befithum eines Seben in eben bem Biberfpruche, als wenn Se mand ben gangen Berth feiner Gebaube von einer Reuer-Affe furang verfichert verlangt, gleichwol bem Inftitut eine Renntnig bes Berthe ber Gebaube, folglich einen verhaltnigmäßigen Bel trag vorenthält. Eine mit ben Korberungen bes Rechts ver tragliche Schonung tann nur barin bestehen, bag bie Regierung fich ber Besteuerungslaft entschlägt und fie ben einzelnen Ge meinden überantwortet, bie aus ihrer Mitte einen Ausschuf reblicher Manner mablen, und fie, unter angemeffener Gefcafts-Inftruttion und Straf-Androhung, jur ftrengften Berfchwiegenbeit eiblich verpflichten.

Nur die erfte Steuerregulirung kann beschwerlich werben; in den folgenden Jahren nimmt das Regulativ nur die Modifikationen auf.

Mit Vermeibung alles, für ben 3wcd biefer Blätter nicht geeigneten Details mag es genügen, vorläufig bloß bie leitenbe Grundibee zur Anschauung gebracht zu haben. Die zweckmästige und fruchtbare Einrichtung ber Sache wird sich schon finzben, wenn man nur will, daß sie ins Leben treten soll. Mensschen, die tein Interesse babei haben, daß sie scheitere, werden sie gewiß aussuhrbar sinden, und für einen der wesentlichsten Fortschritte unsers Staatslebens achten. Denn was dem Grundsatze nach richtig ist, muß auch praktisch anwendbar und nüglich sein; sonst war der Grundsatz nicht richtig, oder man irrte in der Aussuhrung. Daß hier von keiner unreisen und unpraktischen Theorie die Rede ist, daßur spricht Nassau, Weismar und die Grafschaft Mart; daß sie aber die einzig richtige,

baruber ift in ben Lehrbuchern ber Finanzwissenschaft nur Eine Stimme, Die, fo lange die Bernunft im Menschen waltet, ims mer dieselbe bleiben wirb.

Rur bies mag noch gefagt fein.

Man nimmt gewöhnlich an, baß in einem kultivirten und gut verwalteten Staat im Durchschnitt auf jeden Einwohner ein Brutto-Einkommen von wenigstens 250 Rthlr. zu rechnen Medlenburg hat schon seit einigen Sahren eine Bevolke= rung von mehr benn 405,000 Seelen \*). Nur die runde Summe von 400,000 angenommen, wurde bas gesammte Brutto-Einkommen 100 Millionen Rthlr. betragen. nun, ber orbentliche und außerorbentliche Staatsbebarf erforbere einen Steuerbetrag von einer balben Million Athlr., so tame auf jeden Einwohner eine Steuer von 1 Rthlr. 12 fl. beträgt, da im Durchschnitt bei jedem Einwohner ein Brutto-Einkommen von 250 Athlr. angenommen wird, 1/2 Prozent vom Brutto-Eintommen; folglich, wenn biefes ein reines Gintommen von von 5 Prozent gemabrt, 10 Prozent vom Rein=Ertrage. - Das Bochfte, mas ber Staat fur feine Sahres-Beburfniffe vom reinen Ertrage in Unspruch nehmen barf, wenn er nicht bie Quellen und Bedingungen bes Bolkswohlstandes allmalig zerstoren will, ift 20, wo moglich nur 121/2 Prozent bes reinen Ertrags. Nimmt man die mindern 12 1/2 Prozent zur Norm, fo laffen fich fur 121/2 Prozent des Rein-Ertrags - ba bei bet Boraussetzung bes Steuerbebarfs von 1/2 Million Rthlr. nur 10 Prozent vom Rein-Ertrage gegeben werben - noch 100,000 Rthlr. Steuern, mithin fur 12 1/2 Prozent vom reinen Gintom= men im Gangen 600,000 Rthlr. Steuern entrichten.

Nach den diffentlichen Bubgets (f. bes Regierungsraths Doed Beitrage zur Staatswirthschaft und Staatenkunde. Nurnberg, 1825) tragt

- 1) Batern, bei einer auf 1407 D Deilen befindlichen Bolfegahl von etwa 3,560,000
- a. an birekten Steuern (Grund=,

<sup>\*)</sup> Der Auffat batirt sich vom Sahre 1825; jest werben über 450,000 gezählt.

Baufer=, Gewerb= u. GefäuSteuer) 8,960,000 Fl.	
folglich auf die DMeile 6,373 »	
und im Berhaltniß zu ber Summe	
ber fammtlichen Staatseinkunfte,	
wie 25 zu 100.	
b. an inbirekten Steuern 9,450,489 »	
folglich auf ben Kopf im Durch=	
fchnitt 3 » 13 <b>S</b>	r.
und im Berhältniß zu ber Summe	
ber fammtlichen Staatbeinkunfte,	
wie 33 zu 100.	
2) Burtemberg, bei einer auf 360	
meilen befindlichen Bolksahl	
von etwa 1,300,000	
a. an direkten Steuern (Grunds,	
Haufers, Gewerbs u. GefallsSteuer) 3,092,000 Fl.	
folglich auf die 🗆 Meile 6,349 »	
und im Berhaltniß zu ber Summe	
ber gesammten Staatbeinkunfte,	
wie 21 zu 100.	
b. an indirekten Steuern 2,765,652 Fl.	
also im Durchschnitt auf ben Kopf 2 " 27 K	
und im Berhaltniß zu ber Summe	
ber sämmtlichen Staatbeinkunfte,	
wie 30 zu 100.	
3) Baben, bei einer auf 272 D Mei=	
len befindlichen Bolkszahl von	
etwa 1,000,000	
a. an biretten Steuern (Grund-,	
Baufer=, Gewerb= u. Gefall=Steuer) 2,484,591 Fl.	
folglich auf die 🗆 Meile 9,764 »	
und im Berhaltniß zu ber Summe	
ber Gesammt-Einkunfte bes Staats,	
wie 27 zu 100.	
b. an inbirekten Steuern 2,256,058 »	
also im Durchschnitt auf ben Kopf 2 = 40 &c	•
und im Berhältniß zu der Summe	

ber Gesammt-Einkunfte bes Staats, wie 28 gu 100.

- 4) Großherzogthum Seffen, bei einer auf 214 Meilen befindlichen Boltezahl von etwa . 620,000
- a. an birekten Steuern (Grunds, Sausers, Gewerds u. Gefall-Steuer) 2,603,107 Fl. folglich auf die Meile.... 15,312 » und im Berhaltniß zu den Gesammts Einkunften bes Staats, wie 40 au 100.
- b. an indirekten Steuern . . . . 1,299,903 Fl. also im Durchschnitt auf den Kopf 2 » 3 Kr. und im Berhältniß zu den Gesammts Einkunften des Staats, wie 22 zu 100.

Kreilich, wer kennt bei uns ben Staats- und ben Steuer-Bebarf, ba uns von fo mancher offentlichen Ungelegenheit, bie ihrem Wefen nach offentlich fein mußte, alle geborige Renntniß abgeht? Allein, wie bem auch fei, so wird, wie auch ber Unfat gemacht werben moge, bas Refultat immer von ber Art fein, daß wir zur Dedung bes Steuer-Bebarfs burchaus teiner andern Steuer, als ber allein gerechten und national = ofonomi= schen reinen Ginkommensteuer bedurfen. Man kann ber obigen, bei Mecklenburg postulirten, boch immer nicht erweislichen Angaben füglich entbehren. Die Sache liegt ohnehin schon zu Wer ben Staats und ben Steuer-Bebarf tennt, vergleiche nur unfer Medlenburg und feine auf 228 DMeilen befindliche Bolkszahl von mindestens 405,000 Seelen mit bem von Baiern, Wurtemberg, Baben und bem Großherzogthum Bessen birekt und indirekt aufzubringenden Steuer-Bebarf. Jeder einzelne Kontribuent berechne nur, was er jahrlich in bie Staatskaffen zu gablen hat, an orbentlicher und außerorbentli= der Kontribution, an Saus-, Ader-, Bieh-, Schlacht-, Brot-, Bier=, Branntweinschrot=, Handele= und Gewerbesteuern, und wie bie Rubriken alle weiter beißen; und Jeber wird balb finden, bag er jett ungleich mehr bezahlt, als wenn er 121/2 Prozent vom

reinen Gintommen ju geben batte. Die Gutsbefiter leiben gerabe am meiften, weil es nicht in ihrer Dacht fteht, ben Preis ber Aderprobutte ju fleigern, mabrend ber Stabter bie bobern Steuern, die bieser nach bem bisberigen Spftem ju jahlen hat, ben Ader-Intereffenten mit aufwalat. Urproduzent unter vielen Rubrifen fieben=, acht= und mehrfach Der Grund liegt fichtlich barin, bag man anfangs nicht bedachte, mo, ber unveranberlichen Ratur ber Dinge nach, bie einzig sichere Quelle ber Besteuerung fei. Es ift unmoglich, von etwas anberm, als vom reinen Gintommen, au fleuern. Bozu benn bas heer von Steuern? Man schlage einmal ben Betrag aller birekten und inbirekten Steuern in Gine Summe ausammen, theile bie Quoten nach bem Berbaltniffe, wie bie Stabte und Memter im Durchschnitt bisber ju ben verschiebe nen Steuern beitrugen, und frage nun bas Bolt, ob es biefe Quoten burch eine Steuer vom Ginkommen, und gwar burch Selbstaration, biftriftsweise beden, ober ob es lieber bie Menge ber verschiedenartigsten Steuern und ber bazu erforderlichen Bwischenhande beibehalten will? Die Babl zwischen biefen beiben Spstemen kann nicht schwer sein; sie ist bem zu vergleis den, was uns entweder von allen Seiten die Bruft beengt. ober frei athmen lagt. — Wie groß übrigens bie Intonfequeng ift, neben ber Eintommenfteuer bie vielen Konfumtionsfteuern fortbesteben zu lassen, liegt auf platter Sand. Bei jener finb bie Produktions = Roften, die eben die Ronfumtion bes Rontris buenten mit in sich fassen, weil ja porzuglich ber Rob-Ertrag tonfumirt wirb, fleuerfrei; bei ben Konfumtionofteuern ift ac rabe bie Ronfumtion fleuerpflichtig.

Schließlich erinnere ich an Bufregens
— Animo salis haec vestigia parva sagaci
Sunt, per quae possis cognoscere caetera tute.
Ber nicht an manchen Stellen, wie Diberot und Galiani postuliren, außer ber schwarzen Schrift auch bas Beiße zwischen ben Beilen zu lesen versteht, fur ben ift bies nicht geschrieben.

# IX.'

# Ueber unsere Akzise=Gesetzebung und beren Revision.

(Gin Traum im Februar 1820.)

Der menschliche Geift schreitet raftlos fort, indeg unsere Ginrichtungen viele Generationen ober Jahrhunderte feststehen. Daber kommt es, daß manche berfelben, die bei ihrem Entfte= ben mit ben Bedurfniffen ber Gefellichaft vollkommen übereinaustimmen icheinen, aulest boch nicht mehr genugen und neue wunschenswerth machen. Unfer Afzise-System fallt ohne 3meifel in diese Kategorie. Gin Inftitut, welches, auf teinem recht= lichen Prinzipe beruhend, unmäßige Erhebungstoften veranlagt, bie Moralitat und ben Bolkstarafter vergiftet, gerade bie red= lichsten Menschen bedrudt, überhaupt aller berjenigen Gigenicaften ermangelt, die man als nothwendige Bebingungen einer gerechten und klugen Steuerart langft anerkannt bat, und bef= fen Bortheile in gar feinem Berbaltniffe fteben zu ben burch baffelbe unverkennbar verschuldeten Rachtheilen: ein folches Syftem tann und barf teine Bertheibiger weiter finden; am wenigften ba, wo man beffere Mittel fur ben Bwed mablen tann. Wenn ber Staatswirth einen Afgifeplan entwirft, fo fest er in bemselben schon voraus, bag bie Balfte ber Abgabe burch Unterschleif verloren werbe. Er muß also bie Auflage so groß machen, bag bie Summe, beren er bebarf, berauskommt, wenn auch nur Jeber bie Balfte von bem entrichtet, mas er nach bem Gesetze entrichten soll. Der Staatswirth legt also die Marime jum Grunde: 3ch will mit ber Balfte ber Erful= lung ber Befete meinen 3med erreichen, es aber Bebem gur Pflicht machen, bas Gefet gang gu er-Da nun wirklich bie Pflicht erforbert, bas Staatsgefet gang ju erfullen, fo nimmt ber Staatswirth bem ehrliden Manne, ber wirklich Alles giebt, mas er geben foll, um bie Balfte mehr ab, als er geben foll. Er brudt ihn, bloß um ber Unredlichen und Leichtsinnigen willen, und thut ihm baburch bas größte Unrecht. Die Afzise fteht auch nicht mit bem Ginkommen eines Jeben in Berhaltniß, sonbern richfet fich nach. ber Ausgabe fur bie Lebensbedurfniffe. Rur folche muß aber ber, welcher wenig Gintommen hat, oft viel mehr ausgeben, als ber, welcher viel Einkommen bat. Die Gleichbeit wird alfo burch biese Art ber Abgabe auf mehr als auf eine Art verlett. - Mag nun immerhin ber tiefer einbringenbe Blid eine Menge verführerischer Empfehlungsgrunde bes alten Spftems gur Sant was alle jene Grunde mit einmal über ben Saufen wirft, ift: bag ber Staat felbst bas Rugliche nicht wollen barf, wenn es nicht anders als burch unmoralische Mittel zu erreis Alles barf bem Beften bes Staates jum Opfer gebracht werben, nur dasjenige nicht, bem ber Staat felbst wieber nur als Mittel dient. Sindert eine Steuerverfaffung die fitt= liche Beredlung ber Menschen, so ift fie burchaus verwerflich und schablich, fie mag ubrigens noch fo ausgebacht, und in ihr rer Art noch fo vollkommen fein.

Aber welches find benn bie beffern Bege, auf welchen ber 3med gerechter, ficherer und bequemer zu erreichen ift?

Die Steuern, welche bie Stabter von ihren Saufern und Landereien und von ihrem Biehe zu entrichten haben, tonnen hier eben so wenig gemeint sein, als die edift maßig feste stehenbe Sandwerte-Erwerbsteuer. Diese Abgaben sind keiner Desraudation bloggestellt, und konnen also in ber bisterrigen Art fortbauern.

Abr bie Scharren = und Haus Schlacht steuer, bie Mahl = und bie Sandels = Steuer: bas sind bie Ereignisse, beren sichere Erhebung nach ber bisherigen Bahlungs = Methode schlechthin nicht zu bewachen ist. Und eben barum sind es biese brei Steuerarten, welche eine bessere Erhebungsweise verstangen.

Unfere Steuergesetigebung, von ber hohen Bichtigkeit bies sesichtspunkts burchbrungen, hat bereits in einem besons bern Falle ein befferes System aboptirt, indem fie bie Schlachts

und Mahlsteuer ber Borftabter, gleich ben Stadtburs gen, nach einem Deputat-Tarif sirirte, ber noch fortwährend allenthalben beobachtet wird. — (Vid. Steuereinnehmer-Instruktion, Rap. 6, §. 20, 21, und bie gebruckten Steuer-Besschwerben ber Städte, S. 13—16, 68 und 69.)

Man erweitere, verbessernde Hand anlegend, dieses System auch auf die Scharren = und Haus = Chlachtsteuer, so wie auf die Mahl = und Handels = Steuer der Stadte; man verwandle auch diese Steuezn, auf Art der Haus, Ackers und Biehsteuer, in Abgaben, die vor Defraudationen sichern, und der Erfolg wird jede Erwartung befriedigen. Auch die Erwerbsteuer der Fabrikanten und aller derjenigen, die, gleich den Fabrikanten und Kauseuten, von dem Ankause der zu ihrem Betriebe nottigen Baaren steuern, z. B. Apothester, Weinhandler u. s. w. (m. s. Steuereinnehmer=Instruktion, Kav. 7, 8. 5) gebort bieber.

Denn weit gefehlt, daß die Deputat-Steuer mit ben, bei Beranderung einer Steuerart gewöhnlich eintretenden vielen Bidersprüchen sollte zu kampfen haben, findet jeder wohlden- kende Kontribuent darin nur die Befriedigung eines langst gestegten Bunsches; wenigstens wird man keinen Handelsmann, Backer, Brauer, Brenner ober Schlächter sinden, der das jestige System nicht gern mit einer Deputat-Steuer vertauschen mochte. Im Allgemeinen kann man bei allen Abgaben annehmen, daß Seder gern etwas mehr bezahlt, wenn er dadurch seine personliche Freiheit, die Ruhe in seinem Hause — retten, und die Beration bei der Erhebung vermeiden kann.

Nach einem zehnjährigen Durchschnitt ber Jahre 1810 bis 1819, mochte man in runben Bahlen ben jahrlichen Erstrag

1) ber Scharren = Schlacht = Steuer zu 5350 = (	
hierauf bie erhöhete Steuer 1340 »	
60	690 <b>~</b>
2) ber Sauss Schlacht=Steuer gu 2600 -C	
erhöhete Steuer 650 »	
	250 •
3) ber Mahl=Steuer zu 40,000 *C erhobete Steuer 10,000 »	
	١٠٥
•	)00 »
4) ber Sandels= und Fabrifan=	
ten=Steuer zu 21,600 "	
erhöhete Steuer 5400 »	
27,0	00 -
dusammen zu 86,9 ober in runden Zahlen zu 87,000 Athlir. annehmen kön	
In ben ganbftabten, wo bie Afzife gilt, alfo auf	
stod und Wismar, leben	••••••
a. in ben Stabten bes Medlenb. Kreifes 40,031 Mei	nschen
b. » » » Bend. Kreises 39,204 »	,
c. » » " » Fürstenth. Schwerin 8,495 "	•
Bufammen 87,730 Der	nschen
ober in runden Zahlen 88,000; und zwar	
1) Båder	
in ben Stabten zu a. 180	
» » b. 163	
" " " c. 22	
365	
2) Branntweinbenner	
in den Städten zu a. 180	
» » » b. 177	
» » » c. 19	
376	
,	

						Trans	p. 741
3) &	3 r c	uer	;				
	in	ben	Stäbten	λu	a.	124	
	"	33	"	"	b.	125	
	7)	>>	79	>)	c.	32	
				-			281
					•		1022
4) 5	ar	bel	Bleute	(ob	ne bi	e Fa=	
			Apothefe				
		w.)		.,	,		
•••	-	•	Stäbten	211	a.	436	
	"	"	"	"	b.	453	
	"	"	"	))	c.	75	
	"	•	,	<i>"</i> -			
							964
5) ල	d) l	(åd)	ter				
	in	ben	Stäbten	zu	a.	112	
	•)	w	»,	27	b.	106	
	"	12	<b>»</b>	31	c.	20	
				_			238
					zuſ	ammen	2224

#### Es wird nun

- 1) bie Scharren = Schlachtsteuer, ober bie jahrliche Summe von 6690 Rthlr., von 238 Schlächtern bezahlt, also im Durchschnitt von jedem 28 Athlr.
- 2) Die Haus-Schlachtsteuer, ober die jahrliche Summe von 3250 Rthlr., wird von allen Familienvätern aufgesbracht, die das Schlächtergewerbe nicht treiben, und im Hause schlachten lassen. Die Abgabe ist hochst geringe und ohne große Schwierigkeit als Firsteuer zu reguliren.
- 3) Die Mahl=Steuer, ober die jahrliche Summe von 50,000 Rthir., wird größtentheils von den Backern, Branntsweinbrennern und Brauern, also von 1022 Individuen entsrichtet. Burde diesen angesonnen, das Ganze aufzubringen, so hatte Zeber als Mittelzahl 49 Rthir. beizutragen. Es ist aber wol Regel, daß jeder Familienvater, wenn er auch nicht

zu jenen brei Gewerben gehort, Getreibe zu seinen hauslichen Bedurfnissen mahlen lagt. Wenn man mit allen biesen hausvatern eine billige Deputat=Steuer regulirt, so mindert sich da=
burch die Mittelzahl von 49 Rthlr. nicht wenig.

4) Die Handels-Steuer, ober die jahrliche Summe von 27,000 Rthlr., bezahlen 964 Individuen, ohne die Fabrikanzten, Apotheker, Weinhandler ic. mitzurechnen. Da man also füglich 1000 Kontribuenten annehmen kann, so wurde auf jezben, als Mittelzahl, nur ein jahrlicher Beitrag von 27 Rthlr. fallen. Also auch hier wird die Regulirung einer Firsteuernicht mit bedenklichen Schwierigkeiten verbunden sein.

88,000 Menichen haben an Schlacht:, Mabl: und Sandels : Steuer nur 87,000 Rthir. aufaus Bo ift bas gand, bas fich beffen rubmen konnte? Es liegt auf platter Sand, bag eine Bertauschung ber bisberie gen unheilbringenben Steuerart mit einer befferen, mas fur ein Spftem man auch mablen mag, nie große hinderniffe in ber Ausführung besorgen barf. Selbst wenn man, nach Erforfoung bes, aus bem zehnjahrigen Steuer-Ertrage fur jebe Stabt fich ergebenben jahrlichen Mittelfages, ben einzelnen Stabten bie Aufbringung ber auf fie fallenden Quote überließe, murbe bie Ausführung nicht schwierig fein. Ja, es mochte biefe Dethobe vielleicht die einfachste und wohlfeilste zugleich fein, weil fie bie Menge ber Ungestellten großtentheils überfluffig macht. Inzwischen läßt sich bas Offizianten = Personal nicht wohl über einen gewiffen Punkt binaus vermindern. Die vorliegenbe Dentschrift hat blog ben attuellen Stand bes Steuer-Ertrages vor Augen. In bem Grabe, in welchem bie Bevols ferung, ber Bertehr und Gewerbsteiß fteigt, in eben bem Grabe muß auch ber Steuer-Ertrag machsen. Dieselbe thatige Aufmerkfamkeit und Bewachung, welche bie Abgabe von Saufern, von gandereien, vom Sandwerke und vom Biebe erforbern. wird also auch bei ber Schlacht=, Mahl= und Sandels= Steuer nothig fein, um mit bem fteigenben Wohlstanbe und mit ben eintretenben Beranberungen bes Berfehrs gleichen Schritt au halten.

Das Sauptpringip ift unter allen Umftanben:



Wenn die Schlacht=, Mahl= und Handel8-Steuer zu einer firen Abgabe regulirt wird, so muß diese Firsteuer (die bei den betreffenden Gewerbsteuten, d. h. Schlachtern, Badern u. s. w., nach mehreren Klassen, bei den übrigen Familienvätern nach der Größe des Haußestander fandels 5 Jahre, unverändert fortdauern. Alle 5 Jahre geschieht eine Revision, welche die Steuerklasse und Steuersumme eines jeden Hausvaters regulirt.

Mit Vermeidung alles weitern Details mag es genügen, vorläusig bloß die leitende Grund-Idee zur Anschauung gebracht zu haben. Die zweckmäßige und fruchtbare Einrichtung der Sache wird sich schon sinden, wenn man nur will, daß die Idee ins Leben treten soll. Menschen, die kein Interesse dabei has ben, daß sie scheitere, werden sie gewiß aussuhrbar und brauchs bar sinden. Denn was dem Grundsate nach richtig ist, muß auch in der praktischen Anwendung nühlich sein; sonst war der Grundsatz nicht richtig, oder man irrte in der Art der Aussuhrung.

## X.

Ueber die Steuerfreiheit der Nicht=Kausseute \*).

In Medlenburg ist jeder Nicht-Raufmann steuerfrei, wenn er sich vom Auslande Waaren zu seinem Bedarf kommen läst. Ich muß sehen, wie mein Nachbar dieselbe Waare, die ich als Raufmann versteuern muß, aus derselben Quelle steuerfrei bez zieht. Daß dieses Geset, was in Deutschland nicht weiter zu finden, deprimirend auf den inlandischen Kaufmann wirke, liegt auf platter Hand. Es ist unmöglich, die zahlreichen und ver-

. 1

<sup>\*)</sup> Bergl. ben Auffat VII. 4. 6.71 ff.

berblichen Uebel, welche von biefem Gefete ungertrennlich find, burchzugehen, ohne bas Gefet felbft als unhaltbar barzuftellen. Lange habe ich über bie Motive bes Gefetes nachgebacht. Denn mare es auch nicht bem Menschen, sobalb er seinen Berftand gebraucht, Beburfniß, zu ben oberften Grunden ber Dinge binaufzufteigen, fo mußte fich boch biefes Beburfnik bei mir, als Raufmann, boppelt ftart anmelben. Ich finde ben Grund bes Gefebes in ber mangelhaften ftanbifden Bertretung. Ber nicht, ober nur jum Scheine vertreten ift, wirb immer unterbrudt - wenn auch nicht absichtlich, boch vermoge eines von ber Substang bes Menschen so ungertrennlichen Triebes, wie ber Magnetnabel bie ungerftorliche Richtung gum Rordpol gegeben ift. Ritterschaft und Stabte, also Gutsbefiger und Burgermeifter, mithin Nicht=Raufleute, bestimmten ben ganbetberrn, im Bege eines Bergleichs, jur Sanktion eines Gefetes, bem es an ber Stirne geschrieben fieht, bag ber Medlenburgiche Raufmannsfland teine Bertreter hat, wie fie bas Bohl ber Gefellschaft erheischt, und wie fie ben 3meden bes Staatsvereins entiprechen.

Die je Einer bas viele Gute ehrend, mas unsere ftanbis iche Berfassung zu Zage geforbert, wurde man mich fehr misverstehen, wenn man biefer freimuthigen Teugerung Triebfes bern und Rudfichten unterschieben wollte, bie mir vollig fremb Un unverdientem Lobe erkennt man bie Bahrheit nicht, und es gilt hier gang: amicus Plato, sed magis amica veritas! Gin Gewährsmann, vor welchem unfre Gutebefiger und Burgermeister gewiß allen Respekt haben werben, Burte (Works, Lond. 1792. II. 235.), ber Staaten-Erhalter, etflart ausbrudlich, bag es teine ewigen Gefete und Berfaffungen gebe; allemal fommen Beburfniffe von fo bringenber Rothwenbigkeit, baf fie in ihren Forberungen bas Gefet überbieten, welches, hervorgegangen fur bie Boblfahrt bes Bangen, feinem eis genen Ursprunge und Grunde nicht widersprechen barf. nun bie Romposition unserer ftanbifchen Bertretung einer Revi= fion bedurftig fei, ift wol eine Frage, die jest zu fpat tommt fur ben, ber weiß, wie weit bie Beltenuhr vorgerudt ift, und wie innig wir uns an fie burch bie liberalen Marimen unferer bell-



sehenden höchsten Berwaltungsbehörde und durch die in unserm geselligen Zustande gewonnene Bildung angeschlossen haben. Ja, ich mußte mich überall nicht auf Welt und Menschen verstehen, wenn ich nicht glauben sollte, daß selbst die Mehrzahl unserer Gutsbesiger und Bürgermeister das, was hier angedeutet, tief empsinde, und daß es da, wo es schummert, nur des leisen Anhauchs bedurfe, um zu erwachen.

Tabeln wir also die alten Einrichtungen nicht, weil wir kluger sein wollen, als die Borfahren, sondern weil die Umsstände verändert sind! Bewundern wir die Beisheit unserer Bater, und trachten ihnen nachzuahmen, indem wir thun, was jest diffentliche Meinung, echter Zeitgeist und Kulturstand laut fordern und erwarten!

Borlaufig wurde ich mich schon sehr belohnt finden, wenn über obige Andeutungen sich recht viele Stimmen vernehmen ließen, um so der Wahrheit den Sieg zu verschaffen, wenn sie irgend durch Irrthum entstellt ware. Denn aus Rede und Gegenrede geht die Wahrheit hervor, wie aus Druck und Gegendruck eine geregelte Kraft.

Seil und Segen bem Staate, in welchem ber verständige Freund des Baterlandes mit der Wahrheit nicht zu heucheln braucht! Dreisacher Segen unserm guten Medlenburg, wo manche Wahrheit, die man sonst nur verhüllen darf, einen Freisbrief hat! In jeder andern Seimath mag der geneigte, wie der ungeneigte Leser sich der Worte Pope's erinnern: Alles, alles, nur die Wahrheit nicht, fällt todtgeboren aus der Presse.

Sier ist nun zur Rebe und Gegenrebe gestellt: Was ift Wahrheit, wenn man die Komposition unserer ständischen Bertretung, und insonderheit das die Steuerfreiheit der Richts Kausseute bestimmende Geset an den Rafstab des Staatszwecks legt?

## XI.

# Medlenburgsche Steuer = Angelegenheit.

Man hat letthin einige Steuerfragen aufgeworfen. Man weiß nicht

1) wie ber Candmann, ju welchem ein Auslander tommt, ber ihm Bieh abkauft, verpflichtet fein konne, bas Bieh nicht eher verabfolgen ju laffen, als bis ber Raufer bie geschehene Berfteuerung bescheinigt;

2) nach welchem Gesetz ber Auslander zu einer Steuer-Er

legung fur ben Antauf verpflichtet fei.

Dhne ein Mann vom Sach ju fein, bente ich mir bie Cache fo: Bu 1). Nicht unfer Canbmann hat beim Bertauf feiner Produkte eine Steuer zu erlegen, sondern ber Raufer; namlich ber auslandische Raufer unbedingt, und ber inlandische Raufer, sobald er mit ben Probutten Sandel treibt. Die gebrech= liche Ratur bes Afgifefpftems macht aber nichts leichter, als bag ber Kaufer bie Steuer umgeht. Man hat noch nicht bas Mittel gefunden, ben Betrug ber Afzise in bem fleinsten Stabtden zu verhindern; wie will man benn eine Linie von funfzig Meilen bewachen konnen? Meint boch Mofer schon, bag ein ganb fo wenig zu fverren fei, als ber enge Schoof ber Dange! Burbe indeg ber gandmann beim Bertauf feiner Produtte bie vertaufte Baare nicht eher verabfolgen laffen, als bis ber Raufer die geschene Berfteuerung bescheinigt, so mare bas Uebel mit einmal grundlich gehoben. Das aber unterlaffen bie gande leute; und bas halte ich fur fo unrecht, baß fie fich baburch felbft eines indirekten Dolus, die Steuer zu umgehen, schulbig machen. Wie bas? Freilich, im ganbesvergleich fteht fo etwas nicht mit burren Worten zu lefen; aber ich glaube, in ber Bernunft, aus ber allein alles Recht und alle Pflicht zu entwickeln ift, ben Schluffel bafur zu finben.

Die Steuern, welche ber Steuerfistus bezieht, find amis ichen bem ganbesberrn und ben Stanben verglichen. Die Rits terschaft hat mittelft biefes Bergleichs bem Ristus bas Recht gegeben, von bem Raufer ber landlichen Produfte eine Steuer zu erheben. Giebt bas Gefet mir ein Recht, fo barf es bie Bebingungen ber Doglichkeit ju beffen vollen Geltenbmachung nicht felbft vereiteln. Burbe man nicht über eine Gefetgebung bitterlich lachen, welche bem Steuerfistus eine Steuer gugeftanbe, ohne ihm bie Mittel ju gewähren, bie ihm allein gur ungefrantten vollen Erhebung ber Steuer verhelfen tonnen? Benn nun ber Steuerfistus verlangt, bag ber ganbmann feine verkauften Produkte nicht eber verabfolgen laffe, als bis ber Raufer bie geschehene Berfteuerung bescheinigt, fo liegt ber verpflichtenbe Grund fur ben gandmann barin, bag, wer ein Recht augesteht, auch bie Bebingungen wollen muß, ohne welche bas Recht nicht ungefrankt ausgeubt werben tann. Dies ift bie erfte Bebingung eines jeben Rechts.

Wie die §g. 252. und 255. bes Canbesvergleichs bem entgegenstehen, vermag ich nicht einzusehen; ober man mochte benn die gesetzlich zugesicherte Sanbelöfreiheit mit ber Beeinzträchtigung ber Rechte bes Steuersiskus vereinbarlich finden wollen.

Bu 2). Wenn Landes-Einwohner im Lande selbst Produkte und Waaren ankausen, oder sie von auswärts kommen lassen, so verpsichtet sie das Geset, sobald der Ankaus des Handels halber geschieht, zur Entrichtung der Handbels-Erwerbsteuer. Geschieht der Ankauf zum eigenen Gesbrauch, so wird, falls der Ankauser nicht ein Mann ist, der sonst mit dergleichen Waaren handelt, keine Steuer erlegt. (Rap. 7. S. 1. und 13. der Steuereinnehmer-Instruktion.) Nicht so bei Ausländern, die hier im Lande Waaren und Produkte erhandeln. Ihr Ankauf ist gesetlich mit einer Steuerabgabe (Exportationssteuer) belegt. (Ebendas. §§. 1, 2, 3 und 12.) Nur unter dieser Boraussetzung berechtigt sie der §. 255. des Landesverzleichs zum Ankauf. Unsere Gesetz verordnen nirz gends, daß bei der Besteuerung der Ausländer genommen werden soll.

Rirgends find ihnen bie Borrechte, bie bie Banbes-Einwohner in biefem Betracht genießen, eingeraumt: vielmehr ericheinen die Grunde ber Steuerpflicht bei Beiben burchaus verfcbieben. Bei bem ganbes : Einwohner ift bie Banbelofteuer eine Erwerbsteuer. Als Folge bavon hat das Gefet ben, ber mit ben angekauften Baaren und Probutten teinen Sanbel treibt und feinen Erwerb bavon hat, von ber Steuerpflicht entfreit. Bei bem Muslander ift aber bie Sandelsfleuer teine Erwerbsteuer, ba er gesetlich mit ben bier angetauften Drobuften feinen Banbel hier im Banbe treiben, noch baburch erwerben barf. Die Steuer bes Muslanbers ift vielmehr eine Abgabe, bie er fur bie Bergunstigung und Berechtigung , bier im Canbe einen Antauf zu machen, erlegt. Diefe Bergunftiaung genießt ber Aublanber in gleichem Grabe, er mag gum eignen Gebrauch taufen, ober jum Biebervertauf außerhalb Uebrigens feuert er nach bem Ginfaufspreife, und giebt fur Rorn - nichts, fur Bolg und Bolle à Thir. 1 fl., für alles Uebrige à Thir. 2 gl.

Aber wie ift, fragt man zulett, die Kontrole barüber, besonders an ber Grenze, zu fubren? Diese Krage erinnert mich an bie Quabratur bes Birtele. Aufrichtig geftebe ich, bag mir ber vollständige Schluffel zu diefer Aufgabe fehlt, weil es alle mal fcwer, ja unmöglich ift, eine völlig fichernde Kontrole gu veranstalten, wenn man nicht mit ber Redlichkeit gu thun, fonbern mit bem Bortheil ju fampfen hat. Ingwischen ift bies eine Unvolltommenheit, die allen Instituten anklebt, bei welchen Rontrole Statt finden muß. Gabe es einen Mechanismus, alle Menschen zu zwingen, daß sie alle ihre Sandlungen nach Tugenbpringipien einrichteten, fo mare bas vollfommenfte Afzifefoftem, ja felbft ber Ibealftaat, mit einmal gefunden, und alle Institute, die feine andere vollständige Garantie haben, als ben guten Billen, (und wie viel mag es beren wol nicht ge ben?) verloren ihren illusprischen Nominalwerth. Genug. bas Afgischiftem besteht nun einmal gesetlich bei uns, und bie Schwierigkeit einer gang vollftanbigen Kontrole ift in bem befragten galle nicht größer, als in taufend anbern gallen bes Afgifewefens. Wenn indeg die gangliche Bollfommenbeit einer

Sache unmöglich ift, und die Sache boch nothwendigerweise gemacht werden muß, so kann nicht mehr die Rede davon sein, wie sie ohne alle Unvollkommenheit zu Stande zu bringen, sondern nur, wie sie so auszusühren sei, daß sie sich der Ibee der Bollkommenheit am meisten nähere. Und so kommt man denn endlich wieder darauf zuruck, die Nothwendigkeit der zu 1. erörterten Forderung des Steuersiskus einräumen zu mussen.

Man murbe mich jedoch febr migverfteben, wenn man glaubte, als fei ich gemeint, ben Cobredner bes Afzisespftems au machen. Im Gegentheil fete ich in die bewährte Ginficht ber Stande bas volle Bertrauen, bag fie fraftig mitmirten werben, eine Art ber Dedung bes Staatsbedarfs zu retonfruiren, welche, auf keinem rechtlichen Pringipe beruhend, ben Korberungen ber National=Dekonomie widerstrebt, Die Konbs bes Rational= und somit auch bes Staats=Einkommens untergrabt, unmäßige Erhebungstoften veranlagt, bie Moralitat und ben Bolfecharafter in ben Lebensteimen vergiftet, gerabe bie redlichsten Menfchen bedrudt, und überhaupt aller berjenigen Gigenschaften ermangelt, bie man ale nothwendige Bebingungen einer gerechten und flugen Steuerart langft anerkannt bat, beren Bortheile in gar feinem Berbaltnig fteben zu ben burch biefelbe unverkennbar verschuldeten Rachtheilen. Unfer Afzifes foftem bruden bie Rangel ber ftaatswirthschaftlichen Anfichten feiner Beit. Die Erfahrungsweisheit eines halben Jahrhunberts hat an ben Grundlagen beffelben viel geruttelt und geanbert. Es bebarf, wie irgend etwas, einer, bie Natur ber Abgaben und bie Grundgesetze bes Bolkswohlstandes und ber Sittlichfeit achtenben Revision. Nichts übersieht ber Menfc fo leicht, als bag er gealtert hat; niemand hat fich mehr bavor zu buten, als ber Gefebgeber. Jebes menfchliche Inftitut tragt urfprunglich ben Stempel ber Beit, in ber es entftanden. Goll es nicht in wenigen Menschenaltern fich felbst überleben, fo barf es nicht auf ber namlichen Stufe ber Ausbildung fleben bleiben, sondern muß, übereinftimmend mit ber unaufhaltfam fortschreitenben Entwidelung ber Theorie und Praris, in Befen, Form und Berfaffung fich flets und immer mehr verebelnb, fich nach bem Geifte ber verschiebenen Beitalter periodifch umgestalten.

Bu einer Palingenefie unfere Atzisespftems find schon in ben Auffagen VIII. und IX. Andeutungen gegeben.

## XII.

Wie beden die Medlenburgschen Städte am besten die nothigen Mehrkosten des Bundeskontingents?

Einige 30,000 Thaler mogen bie Stabte jahrlich beigutragen haben. Belde Besteuerungsart empfiehlt sich am meis ften? Man follte glauben, ber anspruchlose Standpunkt bes schlichten Menschenverstandes führe von felbft schon (wie im Sahre 1783 bei ber Einführung bes funften Pfennigs, und nachgebends bei bem fur rathfam gehaltenen Fortbeftanbe biefes Spfteme) auf die Idee einer Erbobung ber Ansage unfers ftabtifchen Steuermobus. Denn fcmerlich giebt es ein Land, wo die Staatsabgaben ber Stadte fo geringe maren, wie in Medlenburg \*). Ber aber aus Erfahrung weiß, mas alles mit ber Einfuhrung eines neuen Steuerspftems verknupft ift, wird nicht überseben, baß solches nur burch bie evidentefte Ueberwiegenheit eines entschiedenen Nothstandes gerechtfertigt werben tann. Bie auch bas Steuerspftem eines ganbes beschaffen fein mag, allemal hat ein bunkles Gefühl bei ber Babl beffelben geleitet. Haben aber einmal mit biesem System sich bie Meinungen und Gewohnheiten bes Bolks von Alters ber ver-

<sup>\*)</sup> Bergl. ben Auffat IX.

schlungen, so ift es entschieden auträglicher, baffelbe mit ben erforderlichen Berbefferungen beizubehalten, als es mit einem anbern zu vertauschen, bas, batte man von vorn anzufangen, porzuglicher mare. Denn alle bie vielfachen, jum Theil bocht bebenklichen Schwankungen im Besite, Erwerbe und Einkommen, bie mit ber Ginfubrung eines neuen Spftems allemal unvermeiblich verbunden find, haben langft aufgebort; es ift fogar manche Ungleichheit in ber Besteuerung, burch bie Birfungen, welche bas Spftem auf Besis, Erwerb und Ginkommen baben mußte, nach und nach ausgeglichen; man hat fich felbst an gewiffe Rehler und Unbequemlichkeiten gewohnt, und empfindet fie wenig ober gar nicht; ja, man mochte sagen, bag mit ber Beit bie Allmacht ber Gewohnheit bem Staate gleichsam burch Berjahrung ein Eigenthumsrecht an bie Abgabe gewonne, fie bort auf, eigentliche Steuer ju fein; fie wird Rente ober Bins eines Staatsvermogens. Und fo hat fich langst bas Ariom in ber Finangtunde gebilbet, bag bie gerechteften Steuern bie alten find, b. h. bie, an welche bas Bolt schon lange gewohnt ift. Dhnehin erfordert ber Antrag auf Bernichtung einer beftebenben Staatsanstalt eine ungleich ftartere Begrundung, als ber Widerspruch gegen die Einführung einer neuen. Dort muß ber Unwerth entscheiben, bier barf ber Werth nur ungewiß fein; bort liegt ber Beweis bem Untragsteller ob, hier bem, ber bie neue Institution begehrt. Collte nicht, wenigstens im 3meifels= falle, bie Achtung fur bas Bestehenbe ben Ausschlag geben?

Wir wurden baher, der Weisheit unserer Gesetgebung vertrauend, nichts für gewisser achten, als daß man sich, um den Mehrbedarf zu beden, mit einer nachbessernden Durchsicht unsers bestehenden städtischen Steuermodus beschäftigen werde, hörten wir nicht seit kurzem von Einslüsserungen, die nichts weniger zum 3wed haben, als das System unserer städtischen indirekten Staatsabgaben von Grund aus zu zerstören, und statt bessen ein direktes Steuersystem einzusühren.

Se verführerischer biese Sbee sich einschmeichelt, weil fie burch Bahlen nachweisen kann, baß sobann bie Erhebungekoften bebeutend verringert werben, besto willtommener scheint auch ber Kleinste Beitrag zum tiefern Einbringen in bie Sache zu fein. Denn bei einer so wichtigen Operation, wie die Berfiderung eines alten Abgabenspftems, ift Einseitigkeit so ftaatse verberblich, daß selbst Bielfeitigkeit nicht einmal genügt, sondern nur die Gewißheit einer allfeitigen grundlichen Prufung gegen unbesiegbare Staatsubel sichern kann.

Blose Bahlen berechtigen nicht zur Zerstörung eines Uebels, wenn die Natur des Ersahmittels, in anderer hinsicht mindestens, gleich verderblich zu wirken vermag. Der Andau der nühlichsten Pflanzen zieht oft die schädlichsten Insekten herbei. Bas in der Abstraktion ganz evident und demonstrativ ist, scheitert oft an der Wirklichkeit. Die a priorische Bissenschaft z. B. verlangt Bahlreiche, der durch Ersahrung gewisigte Verstand Erbreiche. Die Theorie, abgesehen von den empirischen Bedingungen, kann nicht wohl ein anderes als ein direktes Steuerspstem zur Grundlage des Abgaben=Besens machen; allein die Praxis der barf schlechthin der indirekten Steuern. Was hilft es also, die nachte Theorie für sich zu haben, so lange man das kompetentere Forum der Ersahrung gegen sich hat?

Wo giebt es eine aufgeklartere und hellsehendere Regierung, als in England? aber fie scheiterte gang an ber Gintommen-Zare. Daffelbe geschah, als ber Staatsminister von Stein in ber Grafichaft Mark einen abnlichen Berfuch machte. Ginen Staat, ber, unter Aufhebung ber indirekten Steuern, Die orbentlichen Staats-Abgaben (von außerorbentlichen ift bier nicht bie Rebe) birekt aufzubringen versucht batte, kennen wir gur Beit noch nicht. Barum? weil sich bie Meisterschaft in ber Finangkunft noch nirgenbe zu einer folchen Sohe erhoben, bag fie und fur einen Staat von einiger Bebeutung ein Steuers foftem batte erfinden tonnen, vermoge beffen bas gange Beburfnis burch birekte Steuern aufgebracht wird, unter benen bie Ginwohner nicht erliegen und ber Rapitalftod felbst nicht angegriffen wird. Allerdings ift die Ginfommenfteuer am ergicbigften, weil sie die umfassendste und theilbarkte ist; aber sie führt, fobalb fie nicht vorübergebend und ertraordinair ift, alle Rachtheile ber inbireften Steuern mit fich, mit alleiniger Ausnahme ber Erhebungstoften, und außerbem einen fo gehäffigen Geift ber Bermogens Inquifition und ber Beutelauckerei, bag bie englischen Minister sie mit Ausbietung aller Krafte nicht haben vor dem Hasse bes Bolkes retten konnen. Die Hauptvorwurfe, die sich die indirekten Steuern zugezogen haben, sind nicht sowohl durch ihre Natur, als durch die in der Aussührung bes gangenen Fehler veranlaßt worden, — Fehler, die sich sast gesammt auf eine gemeinschaftliche Quelle zurücksühren lassen: Uebertreibung der Hohe und der Unterschied der Tarissähe. Werden dies Fehler vermieden, so möchten die indirekten Steuern zu den unsühlbarsten und, in polizeilicher Hinsicht, selbst zu den wohlthätigsten zu rechnen sein.

Es ift febr überfluffig, tiefer einzubringen in bas Thema ber Unanwendlichkeit eines bireften Steuermobus in vorliegenbem Kalle, ba v. Raumer's Meisterhand ( » bas brittische Be= fteuerungespftem, « G. 229 ff.) uns langft icon bamit befannt gemacht hat nund Finangfundige bes bochften Ranges, 3. 23. von Ja cob in feiner Staatsfinanz-Biffenschaft, " ber geistreiche Berfaffer bes Buche: "Beltreichthum, Nationalreichthum und Staatswirthschaft , " so wie Sartorius, Polis und Andere im Befentlichen Raumer's Ansichten theilen. Doch tonnen wir uns nicht verfagen, bie Worte einer großen praftischen Autoritat (Historisches Journal, Ceptember 1800, S. 433) bier noch einzuschalten: »Ich halte bie Ginkommen= Zare für ein lehrreiches und auf immer ichredenbes Beispiel ber rabifalen Untauglichfeit aller auf eine große Sphare berechneten bireften Abgaben, fur einen rebenben Beweis von ber Kalfcheit aller ber verführerischen Theorien, die uns die Freiheit umb ben Boblstand ber Bolfer an biefe Abgabe ausschließend gebunden zeigen wollten!«

Da aber nun einmal alle Arten Steuern ihre Gebrechen haben, und mehr oder minder ben allgemeinen Bedingungen einer guten Abgabe widersprechen, so kann nur von einer nach den Umständen weise gewählten Mannigfaltigkeit an sich nicht unmäßiger Abgaben das beste Steuerspstem für jeden Staat zu erwarten sein. Nach dem System der schicklichen Mischung dierwarten und indirekter Steuern sind aber auch solche Abgaben zustässig, die an sich wenig gründlich scheinen, besonders wenn sie schon eingeführt sind. Denn glücklicherweise wirft die schafe

fende, wiederherstellende, bessernde und heilende Kraft des immer regen Privatsleißes, die so manche größere Ucbel der Gessellschaft wunderbar neutralisirt, auch in dieser Hinsicht so wohlt thatig, daß, wie die Ersahrung lehrt, manche Lander bei recht bosen Steuerspstemen doch blubend sind.

Die Berfidrung unfere alten, und bie Ginführung eines neuen Steuerspftems ift keineswegs burch bie Erhaltung bes Gangen unabwendbar geboten. Das mußte aber ber Sall fein, wenn fich ber beabfichtigte Raiferschnitt follte tonnen rechtfer-Allerdings lagt fich uber Bablen nicht ftreiten, tigen lassen. und ein Gewinn in ben Erhebungetoften ift icon ber Erwagung werth. Sollten indes die Magistrate die jahrlich sich wie berholenben Geschäfte ber Erforschung bes Ginfommens, fo wie ber Anordnung und Erbebung ber Ginfommensteuer, aus reiner Liebe jum Staatsgangen, umfonft beforgen wollen? Go wenig bies zu verlangen ift, fo nothwendig burfte es fein, bieruber erft gang ins Rlare ju tommen. Auch mochte bie Ermagung wohl nicht überfluffig fein, bag bas jetige Steuerspftem in ben Stabten von Einer Dberbeborbe geleitet wird, mogegen bei bem neuen Spftem an 40 Beborben unter ber Leitung und bem Einfluß ber Magistrate fich bilben, Die burch Berschiebenartigfeit ihrer Unfichten und Grundfage zu ben brudenbften Pragravationen Unlag geben tonnen; abgesehen bavon, bag bas neue Spftem icon um besmillen nie bie offentliche Deinung des Bolks für sich gewinnen wird, weil die Magistrate an bie Stella bes Staats treten, und boch als Individuen ben übrigen Staatsburgern gleich fteben. Wenn ein Spftem Konnivengen, Indulgenzen und Bedrudungen organifirt, Die burch außere Rontrolen ichlechtbin nicht verhutet werben fonnen, fo mochten fich bie Magistrate wol taum geneigt fublen, einen fo fcblupfrigen Pfab zu betreten. Mag auch bei bem jetigen Spftem bie Erbebung mehr koften, fo kann biefe Betrachtung boch unmöglich bas neue Syftem vernothwendigen. Man gentraliffre alle bie verschiebenen Staatsabgaben - Unftalten in Gine Beborbe, und bie jetigen Erhebungstoften jeber einzelnen Beborbe werben fich auf ein Minimum ftellen. Aber gemigbraucht, und getrennt von ben übrigen Abgaben-Behörben bes Staats führt das neue Spflem

ganz unstreitig ungleich ärgere Uebel herbei. Mit einem Boter: lubrica res agitur, glaciei credere noli!

## XIII.

# Englische Korngesetzgebung.

Sofepsh Cowe Esq., ein gelehrter Schottlander, ber seit 1814 zu Caen in Frankreich lebt, burfte in seinem Werke:

The present state of England, in regard to agriculture, trade and finance. London 1822, übersett vom Staatsrath und Ritter von Jakob. Leipzig, Brodhaus, 1823,

ben von mehren Seiten geaußerten Bunfch, zu miffen:

unter welchen Bebingungen und mit welchem Boll belegt, bie einzelnen Korn-Arten nach ben englischen Geseten burfen eingeführt werben,

wol am sichersten befriedigen, da Come ben Ruf eines hochft ausgezeichneten und glaubmurdigen Schriftstellers hat. Er fagt:

Das Korngeset von 1815 erlaubte die freie Ginfuhr bes Getreibes, sobalb, nach ben Durchschnittspreisen, unfer Gestreibe ftand auf ober uber folgenden Preisen:

#### ber Quarter:

Weizen	, .	•	•	•			•	80	Shill	ing
Roden	, Erl	fen	uni	b Æ	dohn	en,	•	53	>>	
Gerfte,		٠,			•			40	29	
Bafer,										
Benn unfer	Mar									war

bie

Einfuhr verboten.
Die Akte von 1822 hebt das Gesetz von 1815 auf, und erlaubt die Einfuhr zur innern Konsumtion, sobald unser eisaenes Getreide steht auf ober über folgenden Preisen:

#### ber Quarter:

Beigen,						•	-		70	Shillinge
Reden,	€:	É'€≅	التنا	: Ł	}cċ:	Zī,	-		46	>
<b>ઉરાવૈર,</b>								•	35	,
Dife.									25	

jetoch fo, bag es bem innern 302 unterworfen ift, beffen Cate nicht nach biefen Preifen, fontern nach folgenber Zabelle fich richten:

#### Tabelle A.

Frembes Getreibe.	Weiten.	Cingangegoff.	Rod, Grof., Bobn.	Gingangshoff.	(Berfte,	Cingangesoll.	Safer.	Gingangeholf.
90 > D 4 (4 112 12	Ed.	84.	Ea.	84	84.	84.	ĕą.	84
Bennber Durchschnittspreis tes Quarters ift unter Steht ber Quarter, auf ober uber biesem Preise, je-		12	53	8	40	6	28	4
boch unter	85	5	56	31	42 1	2 1/2	30	2
Steht ber Quarter auf ober uber	85	1	56	3.4	42 1/2	1 2	30	1

Das Getreibe von Quebed ober unsern ubrigen nordamerikanischen Kolonien wird zur Konfumtion in England eingelaffen, wenn unser eigenes Getreibe auf unserm Markte auf ober über folgenden Marktpreisen steht:

Beizen,		•				•		59	Schilling.
Roden,	Er	bsen	ur	id A	Boh	nen,		39	ע
Berfte,		•						30	9
Safer,								20	•

unter nachftebenben Eingangszollen :

Tabelle B.

	Weizen.	Eingangezoll.	Rocken, Erbl., Bohn.	Eingangezoll.	Berfte.	Eingangsholl.	Safer.	Eingangszoll.
Benn ber Quarter britti=	<b>6</b> 0.	€ģ.	கு.	€¢.	€ģ.	€d).	Øф.	S4.
fches Getreibe ift unter Steht ber Quarter auf	67	12	44	8	33	6	$22\frac{1}{2}$	4
ober über biefem Preife, jeboch unter	71	5	46	31/2	$35\frac{1}{2}$	2 1/2	24	2
Steht der Quarter auf oder über	71	3 4	46	3 4	$35\frac{1}{2}$	3 4	24	1 4

Um eine zu plotliche Einfuhr und das herunterstürzen ber Preise zu verhüten, soll das fremde Getreide in den ersten brei Monaten, von dem Tage an, wo die Einfuhr aufgeht, es mag aus fremden Reichen oder aus unsern Kolonien, aus ben Magazinen oder von Schiffen kommen, noch folgende Busatz Abgabe zu den in den obigen Tabellen bestimmten Sagen bezahlen, nämlich vom Quarter

Beigen,								5	Schilling.
Roden,	Erb	sen	und	Ø	ohn	en,	•	31/	2 "
Gerfte,		•			•	•		21/	2 <sup>v</sup>
Bafer,								2	>>

Frembes ober Kolonialgetreibe, welches sich jest (1822) in ben Borrathshäufern befindet, darf herausgenommen und für die innere Konsumtion verkauft werden, sobald unsere Durchsschnittspreise auf oder über oben bestimmte Grenzpreise kommen; jedoch soll es ben höchsten in den Tabellen A und B bestimmsten Bollsägen unterworfen sein.

Getreibe, bas jest (1822) in ben Borrathshansern fich befindet, soll, so wie es in ber Afte von 1815 bestimmt ift,

zur innern Konsumtion eingelassen werden, b. h. frei von aller Abgabe, wenn unsere Durchschnittspreise zu den in jener Atte bestimmten Sagen steigen.

Mehl, es sei Weizen- ober Hafermehl, ist den Abgaben, nach Berhaltniß der oben bestimmten Abgaben auf das Getreide, unterworfen. In dieser hinsicht haben also unsere nordameri- kanischen Kolonien einen Borzug, der fehr wichtig für sie ift, weil die Berschiffungen jenseit des atlantischen Meeres weit mehr mit Mehl als mit Kornern betrieben werben.

## Beigenmehl gablt vom Bentner:

Hohe Abgabe,	
Erste niedrige Abgabe,	17/12 "
Buschugabgabe mahrend ber erften brei Do	:
nate,	
Bweite niedrige Abgabe,	1/5
- Hafermehl zahlt vom Bo	II:
Hohe Abgabe,	410/12 Schilling.
Erfte niedrige Abgabe,	17/12 »
Buschufabgabe in ben erften brei Monaten,	$2^{2}/_{12}$ "
3weite niedrige Abgabe,	6/12 "

So weit Lowe. Ein tieferes Einbringen in den Geist der englischen Korngesete, und die Verhandlungen, welche der letten Akte (1822) vorausgingen, machen es recht anschaulich, wie sehr man jett in England den ersten Kehltritt bereuet, das Wohl des Ganzen der Aristokratie der Grundherren ausgeopfert zu haben. So bestimmt, so zart und sein sind die Grenzen der Wahrheit und Gerechtigkeit, daß bei der geringsten Abweichung die Entfernung gleich ins Unendliche geht, und die Verwicklungen des Irrthums sich so unermesslich anhäusen, daß wir den Ausgang selten oder nie wiedersinden können, das liebel also verewiget wird. Die englische Gesetzebung hat sichtlich den ernsten Willen, den Mißgriff der Borzeit zu vergüten. Aber sie darf sich nicht übereilen, ohne das Uebel noch ungleich gefährlicher zu machen. Unter diesen in England laut genug aner-

kannten Misverhaltnissen durften die unglimpslichen Urtheile, die in der letten Zeit gegen die Kornbill hie und da bei und laut geworden sind, wol manche Modisitation erleiden. Was hilft es, im Prinzip Recht zu haben, wenn man Zeit und Ort nicht ihr Recht läst? Das eben begreift das Parlament, und das ist der einzig richtige Gesichtspunkt, aus welchem die englische Korngesetzgebung zu beurtheilen ist.

### XIV.

Ueber die Verbefferung der Armenpflege in den Städten \*).

Sollte man glauben, daß in einer Stadt von etwa 8000 Seelen die Zwangsbeiträge der Einwohner an das Armen-Institut jährlich über 4200 Thir. betragen? Sollte man glauben, daß eine solche Kommune ein fressendes Kapital von 84,000 Thirn. bereits über ein ganzes Jahr verzinsen kann, ohne daß die von ihr niedergesetzte Behorde ihr zu sagen vermag, ob und wie biese überdrückende Last zu erleichtern sei?

Im Gebiete ber Polizei giebt es keine allgemein anwendsbare Grunbsate. Die Lokalität stellt jedem Bersuche eines allgemein aussührbaren Systems mehr ober weniger unüberzsteigliche hindernisse entgegen. Dennoch läßt sich allenthalben, bei ernstem Willen, mit der Armenpslege zugleich eine Einrichstung treffen, die die Armen zu ihrem eigenen heil und zum Bortheil der Rommunen zu beschäftigen im Stande ist. Auf eine solche Einrichtung hinzuarbeiten und sie nach der Lokalität zu organissiren, ist, und muß überall unwandelbares Grundzgesetz jeder Armenpslege werden. Denn sicherlich wird es, wenn

<sup>&</sup>quot;) Im Jahre 1822 gefdrieben.

man kleinere Rinber, schwere Kranke und ganz stumpfe Greife ausnimmt, wenig Sulfsbedurftige geben, die nicht zu irgend einem nublichen Geschäfte tuchtig und geschickt waren oder angeleitet werden konnten.

Bleiden wir, um die Sache an einem Beispiel zu erlantern, bei eben oben bezeichnetem Orte fteben. Die Ginmobner verzinsen jett, um ber Armenpflege zu genügen, ein Rapital pon 84.000 Thirn., und muffen obenein noch befürchten, baf unter ben obwaltenden Umftanben fich biefe gaften eber vermehren, als verminbern werben. Wie, wenn bie Kommune gur Errichtung eines Berthaufes ein Rapital aufnahme von 10,000 Thirn, welches, gegen Burgichaft ber gangen Kommune, ju 4 Prozent und barunter zu erhalten, gar nicht ichwer fallen burfte. Es wurden alfo 400 Thir. jahrlich an Binfen zu gablen fein. Rechnet fie fur kleinere Rinder, welche von ber Kommune untergebracht werden mußten, nebst ber Ausgabe fur Krante und flumpfe Greife jahrlich 1500 Thir.; erbietet fie fich ferner, ber Berthaus = Direktion etwa fechs Sahre hindurch, bis die gegrundete Anstalt fur fich bestehen tann, jahrlich 1500 Thir. juguschieffen: fo murben fich bie fammtlichen Armen - Ausgaben bochftens auf 3400 Thir., mithin auf 800 Thir. weniger belaufen, als bie jepigen Beitrage. Rahme man biefen Ueberfchuß gur allmab. ligen Ailgung ber obigen 10,000 Thir., fo murbe biefes Dafe fintapital in wenig Sabren abgetragen fein, und man batte, als Preis, binnen turgem eine wohl ein gerichtete Beschäftigungsanstalt für jeben Arbeitsfähigen.

Etwa 1100 Thir., welche bas Armen-Institut jahrlich an Begaten und Binfen, ferner von ber Steuerstube, aus ben geiftslichen Stiftungen u. f. w. zu erheben hat, find hinlanglich, um bie übrigen Ausgaben zu beden.

Ware ce nicht möglich, auf diese Beise ben Grund jum Auffeimen einiger Manufakturen in unsern Stadten zu legen? Freilich sind an manchen Orten Bersuche mit errichteten Arbeitsbausern mißgluckt. Aber sie beweisen zum Theil nur ihre verskehrte Einrichtung, indem man, ohne verständige Berucksichtigung ber drilichen Verhältnisse, schon bestehende Werkhauser zum Muster nahm. Bum Theil lag der Fehler auch wol in ber

verkehrten Unficht vieler Menschen über ben eigentlichen 3med berfelben. Man glaubte, mit ber Errichtung folder Saufer muffe fur bie Rolge alle Unterftubung an baarem Gelbe aufbo= ren; ja man ging hie und ba fogar von bem bochft irrigen Befichtspunkte aus, bie Armen abaufchreden, fich bei ben Armentaffen um Unterftugung ju melben. - Ein Berfuch jur nutlis den Unterftutung ber Armen, er fei beschaffen wie er wolle, kann und barf, feiner Ratur nach, nie schlechthin auf birekten, fonbern nur auf indiretten Gewinn berechnet fein. terftubende barf nicht zunächst fragen: was werbe ich babei an Thalern gewinnen? sonbern er muß fragen: wie richte ich bie Unterftugung am zwedmäßigsten ein, bamit fie bem Gangen, wie bem Gingelnen, ben meiften Nugen gewähre? es eine Anftalt von bireftem Gewinn, fo wird biefe gewiß ben Borgug verdienen. Bor allem aber foll ben Armen in ben Berthaufern und burch fie Gelegenheit zur Arbeit gegeben merben. Das ift ber 3wed.

Doch mit ben Werkhausern wird bem weitern Fortschreisten ber Armuth noch nicht entgegengewirkt. Wer Armuth versmindern will — und das sollte doch wol das unablässige Ziel ber Staats und Orts-Polizei sein — muß den Armuthsquelsten, wenn er sie auch nicht völlig abzuleiten vermag, möglichst Schranken sehen.

Bu ben Bauptquellen gehoren :

1) Gesindes Eurus. Jebe Dienstdirne strebt von Tage zu Tage mehr, sich zu einer Mamsell aufzupuhen; so daß der hofsliche Mann, der eben kein scharfes Gesicht hat, um ersten Blick ben Küchenanstand zu gewahren, in Berlegenheit ist, wie tief er ben hut ziehen soll. Es ist bei den Dirnen zur Regel geworden, daß sie entweder die Welt direkt mit einem Kandidaten der Armenkasse beschenken, oder als galante Damen, mit Blitterstaat von oben bis unten behangen, in den Stand der heisligen She treten. Keinen ersparten Schilling zur ersten Sinzrichtung ihrer Wirthschaft, keine Elle selbstgesponnene Leinwand zum Hemde für die erste Frucht ihres Leides bringen sie mit in ihre Hütte. Die Wirthschaft kann nicht emporkommen; an Unglücksfällen und Kindern sehlt es nicht; nach einigen Sah-

ren find bie mitgebrachten Flitter verbraucht, und die weiland Staatsdamen gehen in Schmut und Lumpen mit den Reften ihres ehemaligen Putes. Die Kinder wachsen in völligem Missiggange bis zur Konfirmation heran; gludlich noch, wenn sie gehörig zur Schule angehalten werden. Die Töchter betreten gehörig die Bahn der Mutter: von Generation zu Generation verschlimmert sich das Uebel; dem Staate wächst ein immer größeres heer von Faulenzern und Tagedieben üppig entgegen, und die Armenkassen werden von Jahr zu Jahr druckender belastet. Benn man täglich sieht, daß Dienstmäden weit mehr an ihrem Körper tragen, als ihr ganzer jährlicher Lohn ausmacht, so ist, schon darum allein, eine Kleiderord nung ganz an der rechten Stelle.

- 2) Leichtsinniges Beirathen bes Gefindes, obe ne Aussicht auf Erwerb, und
- 3) Ueberfegung ber Gewerbe burch vermagens. lofe Menfchen, bie auf gutes Glud fich anfiebeln. Der Ueberfluß an Tagelohnern und von Hause aus armen Gewerbsleuten ift bie Folge bavon. Biele, die ohne Sorge bats ten bie Ruge unter ihres herrn Tifch fleden tonnen, muffen Bunger leiben, und fallen endlich ber Armentaffe gur Laft. Die nicht miffen, wo fie ihr Saupt hinlegen follen, und wo ben andern Zag bas Brot hernehmen, bie heirathen heutiges Zages am meisten; und ba ihnen alle Corge fur bie Bufunft unb fur bie Kinder entnommen ift, fo findet man ftets bei ihnen ben Fortpflanzungetrieb in einem erzeffiven Grabe. — Leiber lagt fich bie überall fichtbar zunehmende Berarmung ber nies bern Stände als ein Zeichen einer großen innern Zerrüttung unfere burgerlichen und sittlichen Bebens betrachten. ein Probukt einer krankhaften Organisation; es find chronische Uebel und Geschwure, Die Die Erifteng bes Gangen gefahrben. Bie in manchen torperlichen Krantheiten fich gemiffe Arten von Ungeziefer erzeugen, fo erzeugen die Rrantheiten bes burgerlis den Lebens biejenigen Denfchenklaffen, bie ale Ungeziefer ber menschlichen Gesellschaft betrachtet werben tonnen. Sa, es ift eine mertwurbige, von unfern Staatswirthen nicht beachtete Erichelnung, wie gerabe biefes menschliche Ungeziefer, eben fo wie

bas thierische, eine ungeregelte Fruchtbarkeit und Fortpflanzungstraft befigt, mahrend die burgerliche Bevollerung, in ben Rlaffen ber eigentlichen Staatsburger, immer in einem beftimmten gefehmäßigen Bange fortichreitet. Man verkennt bier nicht bie Natur ber Bucherpflanzen, und bie muchernbe Ratur, bie iebes Unfraut befist. Dieselbe Erscheinung findet fich bei alten niebern und schlechten Menschenracen; 3. 23. bei ben Chie nefen. Es ift unleugbar, bag gerabe in ben alten, fo oft getabelten Berfaffungeformen ein machtiger Damm gegen bie fdrantenlose Bermehrung biefer verberblichen Denfchenflaffen lag, insbesonbere burch bie feste, bestimmte Glieberung und Schließung ber mannigfaltigen burgerlichen Gewerbezweige. Eben fo unleugbar aber ift es, bag gerade ber Gang unferer Beit in unfern Gefengebungen, ber ichrantenlofen Bermehrung Diefer Bolkeflaffen, bie wie bie Thiere gufammenlaufen, und in unguchtiger Begattung ein zuchtlofes Gefindel erzeugen, bochft gunftig ift. Insbefonbere wirft bier bie allenthalben fichtbare Ueberfetung ber meiften Gewerbe \*), woburch alle burgerliche Selbstffanbigfeit, und mit ihr alle burgerliche Ehre und Bucht vernichtet, die niedern und mittlern Burgerflaffen ftufenweis in die niedere Bolks-, und aus diefer in die Pobelklaffe binabgeftoken merben.

Nach unserer Betrachtungsweise bes Staats ist Niemand berechtigt, der Gesellschaft durch Befriedigung irgend eines Nasturtriebes gesährlich zu werden; dieser muß sich dem Naturgesetz bes Staats unterordnen, das zunächst seine Erhaltung sucht. Wer da glaubt, die Folgen der Befriedigung jenes Triebes falle nur auf den Befriediger zurud, täuscht sich sehr. Niemand sieht vereinzelt in der Gesellschaft. Ieder ist nothwendiges Slied derselben. Das Leid, das er sich anthut, die Noth, worin er sich versetzt, wirkt unvermeidlich auf Alle zurud. Auf Gegenseitigkeit und Gegenwirkung beruht das Wesen der Gessellschaft. Die zum Chestand erforderte Reise des Alters versdränt jugendliche Leichtsertigkeit. Wo Nachweisung der Käs

<sup>&</sup>quot;) Ueberseht ift ein Gewerbe, wo eine verhaltnismäßige Angahl Meifter teine gwei Gesellen halten kann.

bigfeit, fich und bie Seinigen ju ernahren, nothig ift, ba wirb ungezügelte Fortpflanzung unmöglich. Beffer ift erzwungene Chelofigfeit, als zwanglofe Fortpflanzung armer Leute. bas Schlichte pflangt fich unter ihnen fort. Die Pflangidule liederlicher Dirnen und jeglicher Sittenverberbniß liegt in ben Butten bes Armen. Wer Armuth verminbern will, muß Bermehrung ber Armen burch leichtfertige Chen hindern. Es fcbeint Barte gu fein, unterbruden gu wollen, was fich in ber Blutte Doch nicht Alles foll unbes Lebens, in ber Liebe entwickelt. terbrudt, nur geleitet foll es werben. Die Bernunft ber Staatsvermaltung muß ftarter fein, als bie bes Einzelnen, ben wol Triebe, aber oftere nur blinde beberrichen. Sind einmal bie beiben gefährlichen Endpunkte ber Gefellichaft, allaugroffer Reichthum und allzuweniges Bermogen, burch eine lange, ununterbrochene Reihe Bwifchenglieber, naber gebracht, bann begrundet fich ber Boblftand ber mittlern Rlaffen fefter, und verbreitet fich über bie untern. Sorgfalt fur bie Sicherung bes Nahrungestandes wird auch Armuth feltener und ben Gintritt in die Che weniger ichwierig machen.

Ber ben Leichtsinn ber von Naturtrieben betaubten Cheluftigen beobachtet, wird ermeffen, ob ihr Berftand ober gefet liche Ordnung Ginhalt thun fonnen. Der junge Mensch foll in ben Tobestampf fur bas Baterland geben: wie mag man es benn hart finden, von ihm zu verlangen, bag er ben Schritt ins Familienhaus mit Ueberlegung und Borficht thue, und nadweife, bag er ein feinen Berhaltniffen angemeffenes Bermogen, und Gefchidlichkeit und Fleiß befite, um, nach ber gegebenen Dertlichkeit, ein ficheres Fortkommen vorausseben gu tonnen. Freilich ist biefe Magregel, die mehr Erwedung der Ueberlegung und Berbrangung bes blinden Leichtfinns, als ftrenges bireftes Ginwirken beabsichtigt, in ber Beurtheilung und Musführung nicht immer ohne Schwierigkeit. Benn inbef ein folder Untommling weber Bermogen, noch Rrafte ober Gefchicklichkeit zum fichern Fortkommen befitt, fo ift er ohne 3weifel ein Kandidat für die Zunft der Taugenichtse und Sulfsbedurftigen, und bie Stadt follte ihn nicht aufnehmen, weil in Stabten biefe Afterzunfte gefährlicher find, als auf bem Banbe.

Die Stadt soll ben Antommling im Falle ber tunftigen Berarmung ernahren; es ist baher auch billig, daß er ihr, nach geordneten Grundsahen, gegen Berarmung Burgschaft leiste. Hierin liegt keine unbillige Einschränkung der naturlichen Freizheit, sondern nur eine Borsichtsmaßregel, welche Bernunft und Gerechtigkeit fordern \*).

- 4) Zwedlose Berwenbung ber Armengelber. Wenn gleich leichter zu verschließen, mag biese Quelle boch mit Recht ein Hauptgrund ber zunehmenben Armuth genannt wers ben.
- 3) Minuslizitation bei Beköftigung und Erziehung ber bem Armeninstitut anheimfallenden Kinder. Eine unzeitige und in der That hochst strässliche Erssparungssucht inokulirt auf solche Weise nur zu oft das ärgste Sittenverderbnis. Leider sidst man auch bei uns, wie in alzter Welt, auf die seltsame regula coeci, die auf Ersparnisse sinnt, bei welchen Sittlichkeit zu Grunde geht. Daß eine solzche Rechenkunst immer nur für die Polizei und Kriminal-Justiz, sur Buchthäuser und Gefängnisse wirksam wird, denen die verzwahrlosten Kinder großentheils entgegenreisen, daran benkt Riemand!
- 6) Bermehrung bes Branntwein = Genusses. Die dffentliche Fursorge sollte bier besonders darauf hinwirken, ben Branntwein durch Auflagen zu vertheuern oder die Schenk-hauser einzuschränken; ferner ein schmachaftes Bier mit keinen oder geringern Abgaben zu belegen und die Brauereien zu ersmuntern. Doch ist es, sobald sich allgemeine oder sehr ausgesbreitete Laster im Bolke zeigen, eine Hauptmarime der Staatsweisheit, deren tiefer liegende Ursachen zu ersorschen, und falls sie in der sehlerhaften Staats-Drganisation, oder in politischen

<sup>\*)</sup> In England wird Riemand aus einem andern Kirchspiele aufgenommen, wenn er nicht eine Bescheinigung besselben beibringt, daß man ihn im Fall seiner Berarmung bennoch unterftügen werbe, wenn er auch weggezogen sei. Hiernach wird bie geringe Bolleklasse gleichsam an den Grund und Boden des Kirchspiels, in welchem sie geboren, gestesselt.

Mangeln fich befinden, auf beren Begichaffung traftigft binguarbeiten.

7) Deffentiche Leihhaufer und heimliche Pfandsleiher. Benn jene auch Sicherheit, Berschwiegenheit und Schnelligkeit bem Gelbbedurftigen gewähren; wenn ihr reiner Ertrag auch jum Besten ber Armensonds verwandt werben kann: so bienen sie boch auf ber andern Seite dazu, die Sucht zur Verschwendung und nach Bergnügungen zu unterstützen, und unwürdige Leibenschaften zu nähren. Es ist daher die erste Pflicht, zu öffentlichen Pfandleihern nur streng moralisch geprüste gute Bürger zu wählen, sie unter genaue Aufsicht zu sein, und die Bestrafung unbesugfer heimlicher Pfandleiher zu erleichtern und zu schärfen.

Uebrigens giebt es

8) gewöhnlich noch an jedem Orte eigenthumliche Queblen ber Armuth, fur welche Bokalbestimmungen notbig werben.

Eines der segenvollsten Institute der neueren Zeit, welsches, wie kaum ein anderes, das Sittlichkeitsgefühl anzuregen und zu befordern vermag, ist das Institut der Sparkaffen. Wie, wenn gesehlich bestimmt wurde, daß jeder Dienstdote von jedem Thaler seines Lohns eine Kleinigkeit, etwa 8 Schillinge, jahrlich zur Sparkasse liefern mußte? Vielleicht wurde dies zur Verbreitung der Sparbanken nach größerm Maßstade Unlaß geben. Wie, wenn etwa die Dienstdoten selbst zu gezwungenen Beiträgen an die Armenkassen verpflichtet wurden? Jahrlich ein Schilling von jedem Thaler Dienstlohn ware gewißsscho eine Erleichterung für die Armenkasse.

Genug, um auf Uebel aufmerklam zu machen, die unfer burgerliches und sittliches Leben in seinen geheimsten Wurzeln untergraben. Aber Krebsschäden kann man nicht mit Rosenswasser heilen, und aus theilweiser Hulfe kann nur theilweiser Nugen fließen. Darum sorge zunächst die Staats und Ortspolizei durch kräftige Maßregeln für die Entsernung ber allgesmeinen und örtlichen Armuthsquellen. Die Errichtung und Eröffnung ber Armen-Beschäftigungs-Anstalten, wozu ein gessehlicher Termin zu bestimmen, bleibt billig, unter regimineller Aussicht und Genehmigung, jeder Stadt überlassen. Die etwa

bamit verbundenen Kosten können und durfen keine Bedenklichkeiten erregen. Will man das Ganze retten, so darf man die Opser nicht zählen. Das Unabwendbare muß getragen werden: das leidet keinen Zweisel. Aber es leidet eben so wesnig Zweisel: das wirklich Unabwendbare kann auch getragen werden. Wäre das nicht der Fall, so hätte eine solche Komsmune die Unmöglichkeit des Bestehens in sich, und verdiente unterzugehen.

Nach Jean Pauls Behauptung gehören zwar in Deutschland immer drei volle Jahrhunderte dazu, um irgend ein sehlershaftes System abzuschaffen: eines, um seine Nachtheile zu sühlen, ein zweites, um seine Fehler einzusehen, und ein drittes, um das System zu verlassen und zu verbessern. Allein auf uns ist das nicht anwendlich. Hier ist von Abhülse solcher Uebel die Rede, die schon eine sehr beunruhigende Hohe erreicht haben. Die Frage liegt hier zwischen Alless und Nichtsthun, und wir sind entschieden für das erstere.

## XV.

## Ortsbeschreibungen.

In bem Reichthum an gebrudten Ortsbeschreibungen ift feine Nation ber englischen zu vergleichen. Das Intereffe jeber Ge meine fur ihre Ueberlieferungen, ihre Freiheiten, ihre Ginrichtungen, für jede Merkwürdigkeit und Angelegenheit ihres Orts; bas Berlangen, bas Bedurfnig, Alles ju tennen, mas ihr eigen ift; ber Drang, über Alles sich auszusprechen, mas ihm angebort, führt zu immer neuer Betrachtung und Darstellung jebes Gegenstandes bes Wohnorts und feiner Umgegenb. Stadt hat langft ihre Topographie, jedes Kirchspiel, fast jeder Ort feine eigene, und jebe neu herauskommenbe ift immer ber Nachfrage, ber freundlichen Auf- und Abnahme und bankbarer Unerkennung gewiß. Durch folche über jeben Ort vorhandene, Jedermann zugangliche Belehrung ift auch Jedermann in feinem Wohnorte zu Saufe; Jeber weiß Befcheid von beffen Rechten, Berhaltniffen, und achtet burch fein Intereffe, wie burch feine Runde fich berechtiget, barüber mitzusprechen. Topographien, was sie sein sollen: die Frucht und Nahrung, bie Birtung und Unregung bes Gemeinfinnes, eine gebeibliche Pflege bes offentlichen Lebens.

Bas Medlenburg von Ortsbeschreibungen besigt, ift unbefohlen ans Licht gekommen und für die Bigbegierde viel zu wenig. Bieles ist veraltet, unvollendet, das Meiste unvollftandig.

Die Stadtmagistrate sind burch ihre amtliche Stellung bie berufenen Topographen ihrer Stadte. Die Ratur ber Stadt und ber Gegend, die allgemeine und besondere Berfafung, die Dienstverhaltnisse ber bei bem Stadtregiment angesstellten Beamten, die einzelnen Zweige ber Berwaltung, bie

Bevolkerung und die Sitten, Gewerbe, Fleiß und Wohlstand: bies Alles kennen sie burch Amt und Beruf.

Bur offentlichen Bekanntmachung biefer ihrer Kenntniffe forbern bie wichtigften Grunde fie auf.

Der erste ist der eigene Ruten für die Magistrate Dber ift es nicht ihr eigener wesentlicher Nugen, baß bie für Jebermann habhafte Beschreibung sie in ein richtiges Berhaltnig mit ihrem Publitum ftellt; ihren Wirkungsfreis und ibre Berktbatigkeit bemfelben offen zu freier und richtiger Beurtheilung vor Augen legt, fo baß es bie Bebingungen und hinberniffe ihrer Berwaltung nun funbiger, bag es nun grundli= der, gerechter und billiger ihr Thun und Laffen murdigen fann? Freilich bekennen sie fich auch baburch als bes Bolkes Diener, auch biefem zur Aufklarung über ihren Beruf, wie zur Rebe uber beffen Uebung, ichulbig. Aber biefes Pflichtverhaltniß wird in unfern Tagen fein tuchtiger Beamte ableugnen mogen. Das weiland Bornehmthun, als fei es unter ber Burbe, in Druckschriften mit bem Publikum fich einzulassen, erscheint jest, nach fo vielen rubmlichen Beispielen in beutschen ganden. menigstens als eine Thorheit.

Ein zweiter wichtiger, entscheibender Grund fur eine gestruckte Beschreibung ist es, daß nun jeder Einwohner sie lesen kann. Mit Theilnahme und nicht ohne Nuten wird Zezber, der sur seinen Wohnbezirk einige Anhänglichkeit hat, in dessen Beschreibung sich umsehen. Unter solchen Empfänglichen, und mit der Zeit unter immer mehrern Gleichgesinnten, wird badurch Liebe für die Heimath, für ihre Einrichtungen und Urstheile genährt, die Lust am Gemeinwesen, an gemeinnützlichem Thun für dassehen, der Sinn für das öffentliche Leben in demsselben geweckt, belebt und gehoben.

Somit bietet sich auch ein britter bedeutender Grund bar, indem durch folche Berbreitung und die mit berselben besförderte Kunde und Theilnahme allen Kundigen zur Berichstigung und Erganzung Anlas und Aufforderung gegeben, biese bei gewecktem Interesse auch ohne Zweisel erfolgen, und badurch jeder Rachricht mehr Zuverlässigkeit, dem Sanzen mehr Bahrheit zugeeignet wird.

Defto beachtenswerther wird bann viertens ber Werth und Rugen bes Beispiels. Die gedruckte Beschreibung von ber einen Stadt wird unter ben Magistratspersonen ber nach-barlichen, ober einer entfernteren Stadt, einen ober ben andern aufmuntern, wird ihn zur Bergleichung in seiner Stadt, zur Belehrung über bas Wissenswerthe, zur Uebung seiner Ansicht, zur Schärfung seines Blicks, und als Aufforderung bienen, auch in seinem Wirkungskreise ein Gleiches zu thun.

Nein, was das Gemeinwesen angeht, darf demselben nicht vorenthalten werden, muß gemein seyn. Was dem Leben dienen kann und soll, muß hinaus ins Leben, unter's Bolt; muß in Aller Hande gebracht, jedermänniglich jum Gebrauch freigesstellt werden. Ohne Bolt kein Staat, und ohne dffentliches Leben des Bolks und einen freien Blick in seine Eigenthumliche keiten keine Staatenkunde. Nur die Kunde, die aus dem Innern des Staats hervorgeht, wirkt auch heilbringend in sein Inneres zuruck.

Aber die Beschreibung ist freilich nur ber Ansang, bie Grundlage öffentlicher Kunde von dem Dertlichen. An sie knupsen sich die regelmäßigen jährlichen Stadtverswaltung 6=Berichte in öffentlichen Blättern. In diesen Berichten über alle und jegliche Zweige der Verwaltung kann das Feste und Bleibende, durch Gesetz und Ordnung Bestimmte, als bekannt aus der Beschreibung vorausgesetzt werden. Sie haben dann nur das Neue, Veränderte, Verbesserte, was im Lause des Jahres in der Stadt sich ereignete, zu erzählen. So unterhalten und nähren sie das durch die Beschreibung ausgeregte Interesse. Sie sind eine Art Rechenschaft des Magistrats vor den Augen des Publikums, gründen dessen Vertrauen, und sichern seinerseits Treue und Thätigkeit in seinem Veruse besser, als alle Revision und Kontrole.

Gemeinbeverfassungen sind die Grundlage jeglicher andern Form bes politischen Gesammtlebens. Nur durch jene mag diese sich bewurzeln, Festigkeit und Nahrung, Lebenstrafte und Dauer gewinnen. Dhne heimatheliebe und ortlichen Bargersinn kein Gemeinfinn. Darum mag jeder Freund ftanbischer Bersassung, ber ihr Besen, ihre Bedingungen und ihr Birden

begriffen hat, in ben Bunsch einstimmen, daß es auch mit der Ortöfunde, ben Forschungen und Mittheilungen in berselben und dem Sinne dafür anders und besser werde. Denn es ist ja alles Schreibens von seinem Lande und Orte Zwed und Biel nicht die Beschreibung, sondern damit Jeder wisse, wo er zu hause gehort, und was seines Beruses ist: ut se ipsam nosset res publica.

## XVI.

Ueber Mecklenburgs Schafzucht und Wollverkehr \*).

Man hat vielfältig die Bemerkung gemacht, daß in aderbausenden Ländern die Zahl der Schafe der Menschenzahl ungefähr gleichkomme. Hiernach wurde man bei uns etwa 414,000 Stud annehmen können, folglich im Durchschnitt auf jede der 228 geographischen Quadratmeilen unsers Landes, mit Weglassung der Brüche, 1816 Stud. Dies ist jedoch auf Medlenburg nicht wohl anwendlich.

Nach ben offiziellen Uebersichten bes Wollverkehrs auf unfern beiben Wollmarkten zu Guftrow und Boizenburg, in ben brei letten Jahren, beträgt ber Durchschnitt bes Markt= Umfapes jahrlich

640,876 Pfund (29,641 Stein a 22 Pfund), zu 267,608 Thaler.

Das jahrliche Wollprobukt eines Schafes pflegt im Durchsschnitt zu zwei Pfund angenommen zu werben. Berechnet man nun die Zahl der Schafe zu 414,000 Stud, mithin zu einem Ertrage von 828,000 Pfund (37,636 St.), so wurde bas jahrliche Wollprobukt bis auf 187,124 Pfd. (7995 St.)



<sup>\*)</sup> Im Jahre 1825 gefchrieben.

auf ben Bollmartten umgefett werben. Allein man weiß, bag auch außer ben Wollmartten fehr bebeutenbe Bollfaufe, im Rleinen und Großen, auf ben Schafercien felbst gemacht werben; man weiß, bag insonberheit in diesem Sahre von Samburg aus fehr große Bollgeschafte auf ben Schafereien abges schlossen wurden; man weiß, daß wir auf den Bollmarkten zu Berlin und Neubrandenburg nicht wenig von unserm Produkt verkaufen; man weiß, bag augerbem auch noch fur ben Bebarf jebes Sausmefens und zu allen gewerbmagigen Berarbeitungen, abgesehen von den Untaufen für die inlandischen Bollmanufatturen (3. B. Strumpfftriderei, Rurfchnerei, Filzbereitung, Schnur= und Borbenwirkerei u. f. w.) eine im Bangen fehr betrachtliche Quantitat Wolle zum Verkaufe kommt. Es burfte also die Behauptung, wenn überhaupt, boch wenigstens nicht merklich geschwächt werben, wenn man annimmt, daß auf unfern Bollmartten bochftens nur bie Balfte unferer gum Berfauf kommenden Bollproduktion umgefest wird.

Sonach betruge bas jahrliche, jum Umfat tommenbe Bolls produkt mindeftens

1,281,752 Pfund (59,282 St.), zu 535,216 Thaler, folglich bie Bahl ber Schafe wenigstens

640,876, ober auf jede Quadratmeile 2810 Stud. In Sinsicht der Qualitat durfte sich vielleicht das Ganze vertheis len in

1/12 ober 53,406 ganz verebelte, 1/12 ober 213,626 halb verebelte, und 1/12 ober 373,844 unverebelte Landichafe.

640,876 Stud.

Dicfe murben liefern

1/12 ober 106,812 Pfd. (4940 St.) ganz feiner Wolle, 1/12 ober 427,252 " (19,760 ") halb feiner, unb 1/12 ober 747,688 " (34,582 ") Landwolle.

1,281,752 Pfb. (59,282 St.)

Seht man ben Durchschnittspreis fur ben Stein ber erften Sorte auf 22, ber zweiten auf 11, und ber britten auf 5 1/2 Thaler (bie Unmöglichkeit anerkennend, bei ber großen



Berichiedenheit ber Qualitaten einigermaßen zutreffende Mittels fate anzugeben), fo murbe fich ber Gelbwerth, mit Beglaffung ber Bruche, belaufen:

bei ber ersten Sorte auf 108,680 Thaler,

- " " zweiten " " 217,360. "
- " " britten " " 190,201 "

mithin bas ganze verkaufliche

Produkt auf 516,241 Thaler, — eine Summe, die von den obigen Pramissen nur um 18,975 Thaler abweicht.

Wie viel die Wollproduktion zu dem Bedürfniß der instandischen Fabrikation liefert, läßt sich bei dem Mangel aller statistischen Nachrichten, da selbst die Zahl der Weberstühle unsbekannt ist, so wenig angeben, als die Quantität unsers Wollservorts.

Der Aufsat hat seinen Zwed erreicht, wenn er veranlaßt, ber Wichtigkeit unsers Wollgewerbes in Produktion, Fabrikation und Handel, durch Entsernung aller demselben noch entgegenstehenden Hemmungen den hochsten Aufschwung zu geben, so wie die unendlich hohe Rüglichkeit eines statistischen Bustreaus — welches Nachrichten über die physische und technische Landeskultur zu sammeln, zu prufen, zu ordnen und zur öffentslichen Kenntniß zu bringen hat — zu erkennen und durch Hersvorrufung ins Leben praktisch zu bewähren.

Rur noch ein Bort über Boll=Gortirunge=Un=ftalten.

Der inlandische Manufakturist, der zur Zeit nur so viel Wolle kausen kann, als er augenblicklich bedarf, und sie barum nur aus der zweiten Hand empfängt, wird es vorziehen, unsortirte Wolle zu kausen, weil er das Sortirungs Seschäft von Frau und Kindern besorgen lassen kann. In der gemeisnen Tuchfabrikation des Landes wird die grobe Wolle bekanntslich unverlesen und ungewaschen verarbeitet, und es lohnt nicht die Mühe, sie sorgfältig zu sortiren. — Wer aber größere Wollsvorrathe anzukausen vermag, der bedarf eben so wenig der Sortirungs-Anstalten, da er es immer vorziehen wird, die Wolle

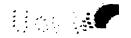


unter feinen Augen fortiren zu laffen: einmal. weil er fein Beburfnig am beften tennt, und zweitens, weil er burch bas Geichaft bes Sortirens Belegenheit finbet, feinen alten, zu jeber schweren Beschäftigung unfahigen Arbeitern bis an ibr Enbe Ohnehin legt ber geschickte unb einen Unterhalt zu fichern. erfahrne Manufakturift ein großes Gewicht auf Die Bortheile, welche er aus einem gwedmäßigen Sortiren ber Bolle und aus einer gang geborigen Difchung berfelben fur bestimmte Bac-Er halt bie hiezu erforberliche Renntnig und renforten zieht. bie barauf zu richtende Sorgfalt fur bie Saupteigenschaften eis nes tuchtigen Fabrifanten. Er wird also nur bann von ber Sortirungsanstalt Gebrauch machen, wenn fie eben fo, grabe fur feine Rabrifation fich eignenbe, fortirte Bolle barbietet, als menn er folche felbst unter feinen Augen hatte bearbeiten laffen; bies aber mußte ihm weniger toften, als bie Arbeit in feiner Bertståtte.

Dagegen wurben SortirungBanftalten fur ben auslan= bifchen Bollbandel von ungemeinem Ruben fein, weil ber Auslander bekanntlich nur feine fortirte Bolle gebraucht. find befihalb auch von einigen inlandischen Bollbanblern und Rominiffionaren frember Bollfaufer bereits Ginrichtungen getroffen worben, dag bie gekauften Bollpofte vor Berfenbung berfelben fortirt werben, bamit bie geringeren Gattungen, welche ber Krembe nicht braucht, ober welche bie Kracht nicht tragen. hier wieder verfauft werben fonnen. Doch ift biefes Gortis rungegeschäft bei une noch in ber Rindheit, mahrend es in Sachsen bereite ju einer großen Bolltommenheit gebracht mor-So munichenswerth indeg eine Berbefferung biefer Sortirunge-Anstalten fur ben hiefigen Bollhandel und gur Erweiterung unserer Erportation auch erscheint; so fragt es fich boch, ob bie allgemeine Triebfeber aller Industrie, Die fichere Musficht jum Gewinn, bie hiefigen Bollhanbler ohne alle Unterstützung bewegen wird, bas Sortirunge-Geschaft bis ju ber Bollkommenheit zu bringen, wie wir es in Sachsen finden. Esfragt sich, ob nicht vielleicht ber Mecklenburgische Patriotische Berein es feinem 3wede entsprechend balt, einen Preis für benjenigen Wollhandler auszuseben, ber es binnen zwei Sabren

mit ber Bollfortirung fur ben ausländischen Debit so weit bringt, als die Sachsen und Nieberlander, und Medlenburg baburch in ben Stand sett, mit ben sachsischen Bollhandlern Konsturenz zu halten.

Beabsichtigt man eine allgemeine öffentliche Magazinisrungs= und Sortirungs=Anstalt, die zugleich zu Vorschüssen sür vor allen Dinsen ein großes Gebäude, dessen Kosten, in sofern der Raum dazu nicht unentgeltlich zu haben ist, in Vereinigung mit den übrigen Administrations=Kosten, leicht das Arbeitslohn dergestalt vertheuern würden, daß es den Inhabern unmöglich sein möckte, ihre Bolle in dieser Anstalt sortiren zu lassen. Nur Eins. Um 20,000 Stein Wolle gehörig zu sortiren, sind 160 Menschen während 3 Monaten erforderlich. (Das Nähere in den Vershandlungen des Vereins zur Beförderung des Gewerbsteißes in Preußen, Jahrg. 1822, S. 58—67.)



### XVII.

## Aphorismen über Staatsbesoldung.

Waren die Fürsten und die höchsten Staatsbeamten, vermöge ihres erhabenen Standpunkts, nicht der Mittel beraubt, solche Erfahrungen zu machen, unter welchen der in denomischer Abhängigkeit lebende Ofsiziant erliegt: wahrlich es wurde besser um die Ofsizianten und um den Staatsdienst stehen. Wertann urtheilen, der nicht in derselben Lage ist? So ist es gerade mit den Fürsten und ihren Stellvertretern. Ihre Verhältnisse berauben sie der Mittel, eine anschauliche Vorstellung von den Bedürfnissen der Personen zu haben, die größtentheils so tief unter dem Kreise ihres täglichen Lebens stehen. Sie sehen das Ungemach, unter dem der gebeugte Ofsiziant erliegt, nur zu oft mit einer Gleichgültigkeit an, die, wie Montesquieu meint, eben so sehr von schlechter Beurtheilung als von Mangel an seiner Empsindung zeugt.

Ein großer Fehler, ber bei Bestimmung bes Dienst-Einstommens begangen wird, besteht darin, daß man im gunstigssten Falle nur für ein durftiges Auskommen, nicht für Beförderung des Wohlstandes forgt. Denn da die Staatsbiener durch die Arbeit für das Allgemeine dem erwerbenden Geschäftstreise entzogen werden, folglich weder für ihren Unterhalt sorgen, noch die mit einem andern Erwerbe verdundenen Mittel zur Beförderung des Wohlstandes sich aneignen können; so ist es Psicht für den Staat, ihnen eine Besoldung zu geben, die beides — Unterhalt und Beförderung des Wohlstandes — darbietet.



Die Staatsbiener muffen sich die Steigerung ber Probutte und Fabritate ohne Rudgriff gefallen lassen Die Gewerkleute konnen die Lasten burch Steigerung der Preise sich erleichtern und ihren Erwerb vergrößern.

Der Staat, welcher seinen Diener nicht hinreichend bes solbet, zerstort seinen eigenen Organismus. Wer die Eriebs febern des Organismus schwächt und lahmt, wird nie das Resultat gewinnen, was der Organismus gewähren konnte und sollte.

Benn ber Staat ben Diener gut bezahlt, so ist jeber thatig gegen ben Betruger. Bezahlt ber Staat karglich, so meinen viele: ber Betruger konne nicht anders, und es sei ihm zu gonnen.

Berlangt ber Staat Berkzeuge in feinen Dienern, ober macht er bas Boblbefinden ber Menschen zu feinem Bwede?

Bei karglichen Besolbungen wird ber Offiziant oft schwer gepruft. Nicht alle bestehen die Prufung. Schwer ist es, sich unabhängig zu erhalten, seine Handlungen nur von Regeln, nicht von Personen bestimmen zu lassen, wenn die Aengstlichekeit, oder Bequemlichkeit, oder Bartlichkeit beständige Rucksicht nimmt auf das jährliche Auskommen. Unzählige gute Regungen werden beschwichtiget durch die Mahnung an die Psiicht, sur Weib und Kind zu sorgen, — durch das Schmeichelwort: es sei vieles erlaubt um der Familie willen, was man für sich nicht thun durfte noch würde.

Fur karglichen Lohn ift nur schlechte Arbeit zu haben, und eben barum wird fie bie theuerste. Nichts ift theurer, als bie Arbeit, welche ber Mensch widerwillig leistet.

In ben Jahren ber Jugend - in benen bie arbeitenben Rlaffen ichon ihr Brob verbienen - fonnte ber Offiziant, ber au feinem Amte einer wiffenchaftlichen Bilbung beburfte, noch burch feine Arbeit erwerben, sonbern mußte fie anwenden, um fur feine funftigen Arbeiten Die Geschicklichkeit zu erlangen. Die Beit ber Schule, ber Univerfitat, ber erften Uebung nach berfelben, in ber er nichts erwarb - ich will fie vom 14ten bis jum 26ften Sahre rechnen - toftete ihm jahrlich fur Um terhalt und Unterricht 400 Thir. Er hat also ein Rapital von 4800 Thir. aufgewendet; und bas tann er als einen Borfchus ansehen, ben er bem Stagte machte, welchem er bereinft bienen Unter bem Gehalte, bas biefer ihm bann gablt, fteden naturlich auch die Zinsen jenes Kapitals: und ba biefes Kapital mit feinem Tobe gang verloren ift, und gewagt wirb, fo ift es billig, bag bie Binfen bafur, wie fur Leibrenten, boppelt begablt werben. Unter bem Gehalte werben alfo 480 Thir. noch bloß als Leibrenten ju 10 Prozent fur fein ausgelegtes Rapital angesehen werben muffen: und was er mehr betommt, ift el gentlich Bohn feiner Arbeit gu nennen. Mochte biefe unlenge bare Bahrbeit bei Gebaltsbestimmungen boch gang bebergiget merben!

Es ist eine unverständige Sparsamkeit, welche ben Defizianten so karglichen Lohn giebt, daß sie in steten Konstitt mit der Pflicht gestellt sind. Solches Sparen ist eine Thorheit, welche sehr theuer zu stehen kommt. Der leichtsinnige Beamte wird auf unerlaubten Begen das Zehnsache dessen gewinnen, was man ihm versagt; der redliche Mann wird mit seinem Kummer kampsen, aber eben dadurch den freien Blid des Gelestes verlieren, den nur Heiterkeit giebt, und in dem allein die Geschäfte gedeihen.

Man muß ben hohen Bohn nicht scheuen, wenn ber allgemeine Bortheil es forbert, ber nicht immer Gelbvortheil ift. Dem Staate muß im Geist und in ber Bahrheit gebient werben. Darum ist ber Dienst nothwendig aufs do ut facias, und ja nicht aufs fac et excusa einzurichten; sonst wird leeres Stroh gedroschen.

Auch die Berfassung, sagte jungsthin Brougham, berruht auf der Chrlichkeit, Festigkeit, Uneigennütigkeit und Tugend der Staatsbiener. Wie das? Auch die besten Berfassungen bleiben doch nur ein Raberwert, das durch Menschen in Bewegung gesetzt werden muß; und wenn diese Menschen nicht wollen, so drehen sie rudwarts; und wenn es starte Menschen sind, so brechen sie auch wol manches Rad entzwei.

Der Staatszweck kann nur bann erreicht werben, wenn die Pflicht ber Offizianten, als Mittel zum Zweck, mit ihrem personlichen Interesse nicht im Wiberspruche steht. Alle Staatsoffizianten mussen baher nicht nur hinlanglich, sondern auch reichlich bezahlt werden, damit sie in einer sorgenfreien Lage ihren Wohlstand befördern können. So nur vermögen sie ihre Pflichten gegen den Staat und die Nation zu erfüllen. Dann aber muß die geringste Verschleppung oder Veration mit Kassation, die geringste Veruntreuung mit dem Zuchthause bestraft werden. Zeder andere Wechanismus, wie gut er auch gemeint sei, ist zwecklos.

Das Besolbungswesen will in seiner ganzen Tiefe nicht von oben herab, sondern von unten hinauf gewürdiget werden. Unter allen möglichen Standpunkten möchte also der der höchzsten Staatsbeamten am wenigsten geeignet hiezu sein. Es liegt schon in ihrer ganzen Stellung und in ihrem Berhältniß gegen die Besoldeten etwas die Unbefangenheit ihres Urtheils Aushebendes und ihnen die Kompetenz des Richters Absprechenzbes. Sie sind, als Repräsentanten der Staatsgewalt, in eine Stellung versetz, in der ihnen die finanziellen Gesichtspunkte

nur zu leicht bas richtige Urtheil entziehen. Man mag fich baber nicht wundern, wenn ihre Unsichten nicht die staatsverderblichen Folgen unangemessenen Diensteinkommens zu erfassen streben.

Mit tuchtiger, jeboch nicht übertriebener Arbeit verbinbe man auch ein angemeffenes Diensteinkommen, auf bag ber Staatsbiener nicht zum Miethling berabfinke, ben man je wohl feiler, besto lieber nimmt, - auf bag ihm auch Beit ubrig bleibe, fid) fortzubilden, und er nicht burd ben alle feine Rraft aufgehrenden Mechanismus ber Gefchafte gulett vollig abgeftumpft und geistig ermattet verloren gebe. Es ift ein nieberschlagenbes Gefuhl, wenn ein wiffenschaftlich gebildeter Mann feben muß, bag er fich, auf Ersparnig bentenb, Aufheiterungen bes Lebens ju verfagen genothiget ift. Will man Erfparungen im Befoldungsmefen, fo fange man ba an, wo Ueberfluß ift; nicht aber fuche ber Staat fein Beil in einem Gute, bas ibm bie Gerechtigkeit und ber eigene Nuben absprechen. Much vergefie man nicht, bag bas Gelb nicht mehr ben Werth hat, ben es fruber batte. Bor allen Dingen vergeffe man nicht, bag Erene und Glauben verloren gebn, wenn man burch Bermehrung ber Arbeit ohne großere Befoldung, ober burch Befchneidung ber Befoldung bei berfelben Arbeit, Die Dienste schlechter macht, wenn man ben neuen Buwachs an Arbeit als bas Bewiffe, bie Frucht ber Arbeit aber als bas Ungewiffe ansehen muß. Dan vergesse nicht, baß, wie Jean Paul fagt, alle Posten bes Staats an Arbeit zunehmen, wie fie fich vom Throne eutfernen. bag bie Planeten, je weiter fie von ber Conne entfernt finb, und je weniger sie also Licht und Barme empfangen, sich um fo fleißiger umbreben muffen; bag ber ferne, forpulente Gaturn mit feinen vielen Monben fich in einem Sonnentage viermal überschlagen muß, indeß sich die nahe, tleine, flinke Benus nur einmal umbreht.

Ein mit mathemathischer Scharfe leitenbes Prinzip ift im Befoldungswefen taum entbedbar. Die Sitte, welche mit ber

Macht bes Berhängnisses allen Gliedern der Gesellschaft gebietet, giebt im Allgemeinen die Borschriften, was Rang, politische Stellung und Repräsentation der außern Burde erfordern. Dieselbe Sitte, welche langst den Landmann, langst den Stadter, langst die höheren Kreise der burgerlichen Gesellschaft den gesteigerten Borschriften der Bedurfnisse, der Eleganz und des Anstandes im häuslichen und geselligen Leben unterwarf, hat auch den Staatsdienern versagt, jene Einsachheit und Prunkslosseit der Borsahren wieder herzustellen.

Die Natur sett weniger in die Klasse ber Lebensbedurfnisse, als die unaushaltsam sortwirkende Kultur, insonderheit
seit 50 Jahren, stillwirkend hinzusügte. Es ist daher eine unabweisdare Forderung der Gerechtigkeit, das Diensteinsommen
so zu reguliren, daß der Befoldete — gleich jedem Gewerdsmanne —- nicht bloß die Bedurfnisse, welche ihm der naturliche Lauf der geselligen Ordnung in seinen Lebensgewöhnungen
ausgedrungen hat, befriedigen, sondern auch seinen Wohlstand
besordern könne. Gerechtigkeit ist Angemessenheit, und Angemessenheit ist nur gedenkbar, wo ein in der Vernunft anerkanntes Verhältnis zwischen Zwed und Mittel angetrossen wird.

Wir bedürfen mehr, als unsere Vorsahren, sowohl weil jeder Genuß, jede Bequemlichkeit, jede Verbesserung, welche der Mensch kennen lernt, dadurch von selbst zum neuen Besdürsniß wird, als auch weil die Anforderungen des Staats so viel größer geworden sind, als vorher. Selbst die ungemeine Erweiterung der Wissenschaften, der Zuwachs mancher völlig neuen Disziplinen, der größere Umfang von Kenntnissen, welche von den Ofsizianten in den oberen Dienststellen gesordert wersden, die Nothwendigkeit in der Theorie fortzuleden: alles dies hat die Ausgaben auf eine Hohe geschroben, von der unsere Borsahren gar kenen Begriff hatten.

Die gesteigerten und verebelten Bedursniffe bes sinnlichen und geistigen Lebens, eine nothwendige Folge ber unaufhaltsam fortschreitenden Kultur, haben seit 50 Jahren eine Sohe ers langt, daß man der Wahrheit nicht zu nahe tritt, wenn man in den gebildeten Mittelklassen das Ausgaben = Verhältniß jener Vergangenheit zu der Gegenwart wie 1 zu 3 nimmt. Was aber seine Wurzel in Begriff und Sitte hat, das läßt sich nun einmal durch Gesetze nicht andern.

Burbe man bei Feststellung bes Diensteinkommens erwägen, wie viel seit 50 Jahren die Staatseinkunfte sich vermehrt haben; wurde man die Wahrheit sesthalten, daß, seitzbem ein mächtiger neuer Abschnitt der sinnlichen und intellektuellen Kultur aus dem Schoose der Zeit hervorgegangen: so durfte die Rechnung des Besoldungswesens, die diese Faktoren mit ausnimmt, ganz anders lauten. Alle die Faktoren, die von Sparsamkeit hergenommen sind, drehen sich um selbsischenge Sophismen, und sind in Hinsicht auf das wohlverstandene Interesse des Staats vollig illusorisch; man opfert den Zwest in den Mitteln. Es ist platterdings unmöglich, daß der Mensch, wo er so ganz mit seiner Ausmerksamkeit an sein eigenes äußeres Schicksal gekettet ist, an dem Schicksale der Dienstgeschäfte viel Theil nehmen, oder daß er, unruhig wegen seines eigenen Wohls, sich mit dem Wohle des Dienstes beschäftigen könne.

Es ist ein Ariom ber National=Dekonomie, bag Arbeit und Fleiß sich nach ber Belohnung richten, und mit biefer jene ab= ober zunehmen.

Der Mensch von Chrliebe hangt mehr an ber Beforberung bes Wohlstandes, als am Leben. Dieses erscheint ihm als ein Mittel zu jener; und leben, ohne Mittel zur Beforderung bes Bohlstandes, bunkt ihm ein Ruckschritt auf ber Lebensbahn.

Geht man nicht in manchen Staaten sogar noch von bem falschen, einseitigen Gesichtspunkte aus, daß die Staatsdienerschaft deshalb angestellt werde, um dem Gemeinwesen gewisse bestimmte Dienste zu liesern, für die sie kontraktmäßigen Lohn zu erwarten hat? Daß in dieser Ansicht nicht allein viel Schiesses, Widriges liegt, sondern daß sie auch zu höchst illiberalen Grundsägen verleitet, ist einleuchtend, daher auch oft genug gerügt und hinreichend widerlegt worden \*). Die Geschäfte des Gemeinwesens mit gewöhnlicher Privatarbeit zu vergleichen, sie also auch so wohlseil als möglich zu kausen, wohin jene Ansicht offendar sührt, erzeugt jenen werthlosen Miethlings = und Sessinder Seist, ausdem weder eigentliche Amtsehre noch Amtstreue emporkeimen, durch welchen aber auch gewiß eben so wenig das wahre Staatsinteresse je gewinnen kann.

### XVIII.

Ueber die Errichtung zweier Kreis = Regierungen in Medlenburg = Schwerin.

In allen geordneten, mit den Bedürfnissen ber Zeit fortschreistenden Staaten, die zum Theil nicht die Bedeutenheit des Großherzogthums Medlenburg-Schwerin haben, sinden wir die oberste Berwaltungsbehorde in einem Staatsministerium, zum Theil mit einem birigirenden Staatsmisnister. Diesem, wie den einzelnen Ministern, sind, je nach den Ersordernissen, einige Ministerialrathe oder Assessor mit berathender Stimme untergeben.

Das Minifterium in feinen verschiedenen Zweigen tonturrirt nur bei ber allgemeinen Leitung ber Abminiftration, burch

<sup>\*)</sup> Gott. gel. Unj. 1807, St.,143, und Jen. Lit. Beit. 1807, St. 272, 273.

Feststellung ber Berwaltungsgrundfate, burch Bestätigung ber Etats, burch Unstellung und Entfernung ber hohern Beamten, burch Aufsicht über bieselben, und burch Erlebigung ber Besichwerben. Die Abministration im Gingelnen ist einzig und ausschließlich ben Regierungen anvertrauet, welche in solcher Stellung als Mittelbehorben erscheinen.

Bas ift nun ersprießlicher fur Medlenburg: ein Regierungs = Rollegium, b. h. eine Bentral=Regierung fur bes ganze Land, ober zwei foorbinirte Kreis=Regierune gen in Schwerin und Guftrow?

Eine Bergleichung ber Grofen ber Regierungs. Begirke in ber Mehrgahl von Staaten ergiebt eine Dopulation von weniger als 200,000 bis ju 3 bis 400,000 Medlenburg gablte zu Enbe 1831 über 450,000 Seelen, und erhalt, nach einer vieljahrigen Erfahrung, im Durchschnitt einen jahrlichen Zuwachs von mindeftens 6000 So murbe benn Medlenburg in 12 Jahren über 520,000, in 30 Jahren zwischen 6 bis 700,000 Seelen in fich faffen. Diefer Gefichtspunkt fprache alfo laut fur gwei Rreis=Regierungen, ba bei ber Berechnung ber Gegenmart auch bie Bufunft eine gewichtige Stimme bat. In fofern jeboch Schwerin von jeher ber Bentralpunet ber Staatsverwaltung mar, burfte es fich empfehlen, wenn theils gur Roftenersparung, theils um uber bie 3medmagigteit einer großern Ausbehnung ber Geschaftssphare einer zweiten Regierungebehorbe in Buftrow befto ficherer urtheilen gu tonnen, bas Regierungs = Rollegium in Schwerin vor ber Sanb ben größern Umfang ber Befchafte behielte, in Buftrow bagegen burch ein geringeres Perfonale nur einzelne Zweige ber Regierung vermaltet murben, bis mit ber Beit bas Rollegium in Guftrow zu einer formlichen, in allen 3weigen ber Staatsvermaltung foorbinirten Rreis-Regierung erhoben werben tonnte.

Fur jest nur einige turze Andeutungen eines vielleicht minder genau beachteten Gesichtspunkts gegen bie Rathfamteit Einer Bentral=Regierung.

Eine Bentral-Regierung mußte icon jest fur Dedlenburg-Schwerin allerbings fehr gahlreich, minbeftens bop. pelt fo ftart wie jest, befest fein. Es unterliegt aber teinem Zweifel, bag bie Berathung eines fart befetten Rollegii ungleich mehr an Tiefe und Besonnenheit verliert, als fie burch Bielfeitigkeit und Barme vielleicht gewinnen mochte; baf bie Aufmerkfamkeit bes Ginzelnen burch bie Menge ber Borer, bie Rlarheit bes Urtheils burch bie Bielheit ber Sprecher geftort wird: baß bas einzelne, besonders bas minder ausgezeichnete. ober bas bescheibenere Mitglied in ber großern Bersammlung fich weniger angesprochen, weniger jum Denten und Sprechen berufen fublt, ale in bem fleinern Rreife, mo mehr ber innere Gehalt ber Rebe, als bie außere Rraft bes Bortrags geschätt, wo nichts überhort und niemand überschrien wirb. Es ift leicht begreiflich, bag es im fleinern Rollegium bem Prafibenten leichter wird, bie Rrafte ber einzelnen Mitglieder abzumagen, bie fpeziellern Renntniffe eines jeben zu erforschen, bie Anstrengungen bes einen und ben Unfleiß bes anbern zu bemerten, Orbnung und Pflichtmäßigkeit zu bewirken und handauhaben. Es ift unverfennbar, bag bem Staatsminifterium, als bem Bentralpunkt ber Bermaltung, die übereinstimmenben ober wiberfprechenben Gutachten mehrer Regigrungeftellen eine richtigere Anficht gemabren, als bas Urtheil eines eingis gen Rollegiums, bas zwar mit mehren Augen, aber boch in ber Regel nur aus einem Standpunkte bie Sache betrachtet. Es ift eine eitle Beforgniß, bag bie fogenannte Ginheit ber Bentralregierung leicht gur Ginerleiheit werbe, und fo auf bie ortlichen und Beitbedurfniffe einen ftorenden Ginflug ube. Es ift burch vielfache Erfahrungen bewiefen, wie schleppenb und fcmerfallig ber Gefchaftsgang großerer Berfammlungen ift; welch ein großer Theil ihrer toftbaren Beit mit mußigem Unboren gebehnter Bortrage, mit zwecklosen Ginmurfen und unnutem Geplauder verloren geht; wie es felbft bem bervorra= genoften Prafibial=Zalente fo fcmer wirb, ben verworrenen Kaben ber Debatte festauhalten, die Fragen ju ftellen, und, über die unendlichen Bor= und Zwischenfragen hinweg, zur end= lichen Abstimmung zu bringen.

Wie man bie Sache auch betrachten mag: es scheint uns rein unmöglich, bag ein einziges Lanbesregierungs - Kollegium

ber pereinigten Daffe von Geschäften, welche jum vielumfal fenben Reffort bes Departements bes Innern geboren, auch nur einigermaßen genuge. » Freilich, " mag man einwenben, » fo lange man fo viel regiert. " Es fei ferne von uns, bem 200 vielregieren bas Bort zu reben; wir geben bloß zu bebenten, ob es in unfern Tagen bie Regierungen, ob es nicht vielmehr bie Regierten find, welche bie unüberfehbare Daffe ber Regierungsgeschäfte baufen! Bir tonnen und breift auf bie Regierungs Registratur berufen, um ben Beweis zu liefern, wie gar wenig von ber Regierung aus eigenem Antriebe, bagegen faft alles auf Unrufen ber Betheiligten geschieht; wie bieselben Menschen, welche die Dunbigkeit bes Bolks, Die Beamtenherrschaft, bas Buvielregieren u. f. m. ftets im Munbe fubren, wie eben biefe es find, welche bie Thatigfeit ber Regierung am meiften in Unspruch nehmen; wie in bemselben Berhaltniffe, wornach bas Bolt ber politischen Auftlarung und ber getraumten Selbfiregierung entgegenreift, feine Forberungen an bie Regierung machsen; wie bas Gelbstgefühl und bie Beschwerbesucht, bie Gelbstftanbigkeit und ber Gigenfinn, bie Rreiheit und bie Bil fur fo nahe verschwistert finb. In einem verfaffungsmäßig geordneten Staate ift es fcwer, die Thatigfeit ber Regierung ju befchranten, ohne bie Freiheit ber Burger ju gefahrben. S ift moglid, ben Gefcaftegang ju erleichtern und abjufurgen; aber wirkliche Berminberung ber Gefchafte fteht nicht in ber Macht ber Regierung, fo wenig als bie Berminberung ber Prozesse in ber Billfur bes Richters; vielmehr fonnte man bebauvten, daß die Regierungsgeschafte in bem Grabe fich ver mehren, wie die Abministration bester ift, gleich ber beffern Baare, Die allemal ben Abfat vermehrt. Das Bedurfnig ber jegigen Beit paft lange nicht mehr zu bem einfachen Sausbalt ber Bater. Gine einfache Staateverwaltung fest einfache Beb ten, einfache Sitten und Bedurfniffe voraus. Go wie aber bie Elemente ber Gefellichaft fich entwideln, vervielfaltigen fich bie Beburfniffe berfelben, und bie Sorgen ber Abminiftration per mehren sich. Je mehr bie Gesellschaft auf bem Bege ibret Musbilbung fortschreitet, besto weniger find bie Gefete angemeffen, und um fo fcwerer wird ber Ueberblid: bie Menge ber

Raktoren verwirrt bie Begriffe, und es gehort ein ungewohnlicher Scharffinn bagu, um ihre mannigfaltigen Berbindungen gu burchschauen. Es ift also ein eitles Bemuben, ben Berbrauch vermindern zu wollen, ohne ben Bebarf beschranten zu tonnen; zumal bei einer fortschreitenben Staatsverwaltung, bie gerabe um fo mehr, als fie gerechte Anforderungen erfullt, neue Unspruche, gegrundete und ungegrundete, aufregt, burgerlichen wie im bauslichen Leben ift ein gewiffer Lurus berrichend geworben. Nur der Gefetgebung fteht es zu, ihm Schranken zu feten, bie - wie alle Schranken in ber Belt bie Freiheit bes einen begrengen, um bie Rechte bes anbern und Die Wohlfahrt des Gangen ju fichern. Rur burch politische Burusgesete jur Berbannung aller unnuben Schreiberei, nur burch Abschneibung aller unnothigen Recurfe, burch gesethliche Bestimmungen gegen muthwillige Beschwerbeführer, burch Bereinfachung und Bervollständigung ber administrativen Gefet= gebung ift es moglich, bie taglich machfenbe Menge ber Regierungegeschafte ju beschranten, und jufolge biefer Beichrantung allmablig bie Bahl ber Arbeiter, mit ber Beit vielleicht bie Bahl ber Stellen zu verminbern.

Rur gebe man ja nicht von ber Boraussetung aus, baß ber gegenwärtige Umfang ber Regierungsgeschäfte burch er= meiterte Selbfifianbigfeit ber Stabtevermaltun= gen, wie febr fie ubrigens auch als bie erfte und unerläglichfte Bebingung einer vereinfachten Staatsvermaltung ju betrachten ift, verminbert werbe. Erwagt man, bag, wenn auch biefe Selbsiffanbigkeit in etwas ber Regierung zu Gulfe kommen follte, boch bie meiften Stabteverwaltungen, wenigstens fur jest noch, eine machsame Aufficht erforbern; bag biefe Aufficht in bemfelben Berhaltniffe nothiger und schwieriger wirb, wie bas Selbstvermaltungerecht ber Stabte freiern Spielraum erhalt; bag bei bem Standpunkte ber politischen Bilbung mancher Stabte die Beforgniß moglicher Migbrauche und nachtheiliger Rolgen einer nicht genug vorbereitet eingeraumten Gelbftfianbigkeit febr naturlich ift: so mochte man febr bezweifeln, baß bie Durchführung bes Gelbftverwaltungerechts ber Stabte bie gewünschte Bereinfachung ber Regierungsbeborbe gur nothwenbigen Folge haben werbe. Wenigstens für bie nachsten Jahre kann bie Verminderung der Geschäfte nur höchst unbedeutend, wo nicht gar eine weitergehende Saufung derselben zu erwarten sein. Wenigstens für die nachsten Jahre durfte es gewagt sein, die Stügen hinwegzunehmen, ehe noch die Grundmauer vollendet ist. Genug, die Emanzipation past, nach der Verschiesdenheit der intellektuellen, moralischen und sinanziellen Kräfte, nicht für alle Städte in gleichem Grade.

Bis hieher, und nicht weiter.

# Staatsgrundgeseț

für bas

## Großherzogthum Oldenburg.

## I. Abschnitt.

Bon dem Großherzogthum, dem Großherzoge, und dem Staatsministerium.

#### 21 rt. 1.

- §. 1. Das Großherzogthum Oldenburg besteht:
- 1) aus bem Bergogthum Oldenburg, von bem bie Betrs schaft Zever einen integrirenden Theil bilbet,
- 2) aus bem Fürftenthum Lubet,
- 3) aus bem Fürftenthum Birtenfelb.
- §. 2. Diese Bestandtheile des Großherzogthums bilben einen nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Staatssgrundgesehes vereinigten und unter der Regierung der Nachstommen des herzogs Peter Friedrich Ludwig untheilbaren Staat.

#### art. 2.

§. 1. Das Großherzogthum ift ein Glieb bes beutschen Staatenverbandes und theilt als folches alle aus ber Bunbesverfassung hervorgebende Rechte und Pflichten.

2. 10

§. 2. Die von ber deutschen Bundesgewalt gefaßten Beichluffe find für bas Großherzogthum maßgebend und erstangen in bemselben nach ihrer Berfundigung burch ben Großherzog verbindende Kraft.

#### 21 rt. 3.

- §. 1. Rein Bestandtheil des Großherzogthums und fein Recht des Staats ober des Staatsoberhauptes fann ohne Bustimmung des Landtags veräußert werden.
- §. 2. Auch Grenzberichtigungen bedürfen ber Buftimmung bes Landtages, wenn babei Staatsangehörige aus bem Staatsverbande treten, oder Krongut oder Staatsgut aufgezgeben, oder Gemeinde oder Privatgrundstücke wider ben Willen ber Besiter abgetreten werden sollen.

#### art. 4.

- §. 1. Die Regierungsform ift Die monarchische, befchrantt burch die Bestimmungen bes gegenwartigen Staatsgrundgesetzes.
- §. 2. Der Großherzog vereinigt als Oberhaupt bes Staats in Sich die gesammten Rechte der Staatsgewalt und ubt dieselben verfassungsmäßig aus.
  - §. 3. Seine Person ift heilig und unverletlich.
- §. 4. Derselbe wird in seinen privatrechtlichen Begie= hungen vor ben Landesgerichten Recht geben und nehmen.

#### Art. 5.

Der Großherzog befiehlt die Berkundigung der Gefete, ohne jemals diefelbe aussehen zu konnen, und erläßt bie zu ihrer Bollziehung nothigen Berordnungen.

#### Urt. 6.

Der Großherzog vertritt bas Großherzogthum nach Außen. Er schließt Bertrage mit anderen Staaten; biefe bes burfen jeboch ber Zustimmung ober Bestätigung bes Landstags, wenn sie

a) einen Gegenstand betreffen, über welchen ohne Buftims mung des Landtags von der Staatbregierung vers faffungemäßig Unordnungen gultig nicht getroffen wers den tonnen;

ober

b) Handels, oder Schifffahrtsvertrage und nicht einfache Gegenseitigkeitsvertrage find;

ober

c) einzelnen Staatsbürgern befondere gaften auferlegen.

#### art. 7.

- §. 1. Der Großherzog leitet und übermacht bie ge- fammte innere Landesverwaltung.
- §. 2. Er ernennt ober bestätigt unmittelbar oder mittelsbar alle Staatsbiener des Civilstandes und bes Militarstandes (Offiziere und Militarbeamte).

#### 21 rt. 8.

Das gesammte Militar fieht unter bes Großherzogs Dberbefehl.

#### 21 rt. 9.

Dem Großherzoge fteht Die Belohnung ausgezeichneter Berbienfte gu.

#### art. 10.

Der Großherzog übt bas Recht ber Begnabigung; in Fallen jedoch, welche auf einer von dem gandtage erhobenen Anklage beruhen, nur mit Buftimmung bes gandtags.

#### 21rt. 11.

Dem Großherzog steht nach Mafgabe bes vom beutschen Bunde gemährleisteten Abkommens vom 8. Juni 1825 bie Sobeit über die Perrschaft Aniphausen, ben Besiger ber herrsschaft und beffen Familie zu.

#### Mrt. 12.

§. 1. Der Großherzog ift fur bie Ausübung ber Resgierungsgewalt unverantwortlich.

§. 2. Das Staatsministerium nimmt unter bem Groß-

berjoge bie oberfte Leitung ber Regierung mabr.

- §. 3. Alle Regierungserlaffe bes Großherzogs bedurfen zu ihrer Gultigkeit ber Gegenzeichnung eines Mitgliebes bes Staatsministeriums, wodurch biefes Mitglied die perionliche Berantwortlichfeit übernimmt.
- §. 4. Sedes Mitglied des Staatsministeriums ist für seine Handlungen und Unterlassungen in Staatsangelegensteiten verantwortlich und barüber bem Landtage Auskunft schuldig.
- §. 5. Der Großherzog ernennt und entläßt die Mitzglieder tes Staatsministeriums lediglich nach eigener Entschließung, wobei es ber oben gedachten Gegenzeichnung nicht bedarf.

#### Art. 13.

Der Erbgroßbergog nimmt nach vollendetem 18. Jahre an ben Berathungen bes Staatsministeriums Theil.

#### Art. 14.

- §. 1. Der Sit ber Staatsregierung bleibt innerhalb bes Staatsgebiets.
- §. 2. Der Großherzog kann feinen wefentlichen Aufents halt nicht außerhalb Landes nehmen.

#### Art. 15.

- §. 1. Der Großberzog fann nicht zugleich Oberhaupt eines außerdeutschen Staates fein, noch in Dienstespslichten irgend eines anderen Staates fleben.
- §. 2. Die Regierung des Großherzogthums kann ohne Bustimmung des Landtages nicht mit ber Regierung eines nderen deutschen Staates in einer Person vereinigt werden.

#### Art. 16.

§. 1. Ift ber Großherzog an ber Ausübung ber Regiezung verhindert, so führt mahrend dieser Berhinderung der von ihm zu ernennende Stellvertreter die Regierung nach den Bestimmungen des Staatsgrundgesehes und den damit übereinstimmenden Borfchriften, die der Großherzog ihm aus eigener freier Entschließung ertheilen mochte.

Es können jedoch bem Stellvertreter keine ausgebehntere Rechte übertragen werben, als nach ben Bestimmungen biefes Staatsgrundgesetes einem Regenten justeben (Art. 25.).

§. 2. Auch ber Stellvertreter barf feinen wefentlichen Aufenthalt nicht außerhalb gandes nehmen.

#### 21 rt. 17.

- §. 1. Die Landesregierung ift erblich im Mannesstamme bes Herzogs Peter Friedrich Ludwig nach bem Rechte ber Erstgeburt und ber Linealfolge.
- §. 2. Die weibliche Erbfolge bleibt auch nach Abgang bes Mannesstammes ausgeschloffen.

#### 21 rt. 18.

Würden bereinst Besorgnisse wegen ber Regierungs=
erledigung bei ber Ermangelung eines grundgesehlich zur
Nachsolge berechtigten Prinzen entstehen, so soll zeitig vom Großberzoge und bem Landtage durch eine weitere grund=
gesehliche Bestimmung fur die Regierungenachfolge Borsorge
getroffen werden.

#### Mrt. 19.

Der Großberzog ift volljahrig, sobald er sein achtzehntes Sahr vollendet bat.

#### 21 rt. 20.

Gine Regentschaft tritt ein, wenn ber Großherzog min=

berjährig ober sonft an ber eigenen Aubübung ber Regierung bauernd verhindert ift.

#### 21rt. 21.

Der Großherzog ift befugt, mit Buftimmung bes Landstags, im Boraus für ben Fall eine Regentschaft anzuordnen, bag fein Nachfolger zur Beit bes Anfalls ber Regierung an beren eigener Uebernahme burch Minderjährigkeit ober sonft verhindert sein wurde.

#### 21 rt. 22.

- §. 1. In Ermangelung folder Anordnung ober falls ber Großherzog felbst an ber Ausübung ber Regierung ver= hindert sein follte, gebührt die Regentschaft dem in ber Erb= folge zunächst stehenden volljährigen und regierungsfähigen Prinzen.
- §. 2. Fehlt es an einem folden, fo kommt bie Regentsichaft ber Gemablin bes Großherzogs, hiernächst bessen Mutter und endlich ber Großmutter von vaterlicher Seite besselben zu, falls und so lange die Letteren nicht wieder versmählt find.

#### 21 rt. 23.

- §. 1. Im Fall ber Minderjährigkeit bes Großherzogs tritt die gesehliche Regentschaft (Art. 22.) von selbst ein; in ben anderen Fallen ber Art. 20. und 22. aber hat das Staatsministerium, nach eigenem Beschlusse ober auf Antrag bes versammelten Landtages ober bes ständigen Landtags= Ausschusses, eine Zusammenkunft ber volljährigen Prinzen bes Großherzoglichen Hauses, mit Ausschluß des zunächst zur Regentschaft berusenen, zu veranlassen, welche über das Ersforderniß einer Regentschaft nach vorgängiger Begutachtung bes Staatsministeriums beschließen.
  - §. 2. Dem versammelten oder außerorbentlich zu be=

rufenden Landtage ist dieser Beschluß sofort zur Genehmigung vorzulegen.

#### Mrt. 24.

Erfolgt ein folder Beschluß nicht binnen brei Monaten nach der an die vollichrigen Prinzen (Art. 23.) ergangenen Einladung, so hat das Staatsministerium selbst über das Erforderniß einer Regentschaft Beschluß zu fassen und zur Genehmigung an den Landtag zu bringen.

## Urt. 25.

- §. 1. Der Regent übt die Staatsgewalt, wie fie bem Großberzoge felbst zusteht, in bessen Namen versaffungsmäßigaus. Gine Beränderung der Berfassung darf jedoch von ihm nur beantragt werden, wenn er dazu vorher die Zustimmung der volljährigen Prinzen des Großherzoglichen Hauses (Art. 23.) erlangt bat.
- §. 2. Die Bestimmungen ber Art. 14. und 15. leiben auch auf ben Regenten Unwenbung.

#### Mrt. 26.

Die wegen Minderjahrigkeit bes Großherzogs eingetretene Regentschaft hort auf, sobald berselbe bie Bolljahrigkeit erreicht hat. In den andern Fallen der Regentschaft ift auf dem in den Art. 23. und 24. vorgesehenen Bege über beren Beendigung zu bestimmen.

## Urt. 27.

Der Regent, mit Ausnahme der Mutter und Großmutster, kann die Bormunbichaft über den minderjährigen Großsherzog nicht führen.

## Art. 28.

§. 1. Die Erziehung des minderjahrigen Großherzogs gebührt, wenn barüber vom lettregierenden Großherzoge

teine Anordnungen getroffen worden, zunächst der leiblichen Mutter und nach bieser der Großmutter von väterlicher Seite, falls und so lange sie nicht anderweit vermählt sind.

- §. 2. In Ermangelung berfelben ift die mit ber Leitung ber Erziehung zu beauftragende Person auf bem in ben Urt. 23. und 24. vorgesehenen Bege zu ernennen.
- §. 3. In allen Fallen bedarf es bei Unnahme der übris gen jur Erziehung und jum Unterricht erforderlichen Personen ber Buftimmung des Staatsministeriums.

## art. 29.

§. 1. Im Uebrigen werden die Berhaltniffe des Groß= berzoglichen Saufes vom Großberzog hausgesetich bestimmt.

§. 2. Das Sausgeset ift bem Landtage jur Renntniß= nahme und soweit nothig aur Buftimmung vorzulegen.

# II. Abschnitt.

Bon den staatsbürgerlichen Nechten und Pflichten im Allgemeinen.

#### art. 30.

Das Recht eines Oldenburgischen Staatsburgers (Stattsangehörigfeit) und bas damit verbundene Ortsburgerrecht (Gemeindeangehörigkeit) wird erworben und verloren nach ben näheren Bestimmungen ber Gesethe.

## art. 31.

- §. 1. Bor dem Gesethe find Alle gleich. Geburtes und Standesvorrechte finden nicht Statt.
- §. 2. Die öffentlichen Memter find für alle Befahigt tunter Erfullung ber von bem Gefche festgestellten Bedingungen, gleich juganglich.

§. 3. Die Behrpflicht ift fur Mue gleich; bie gefehlich beftebenben Befreiungsgrunde find möglichft einzuschranten.

Die Gesetgebung wird die Wehrpflicht auf Grund der vorstehenden Bestimmungen regeln. Bis dahin bleiben die bisherigen Gesetze in Rraft.

#### Urt. 32.

Jeder Staatsburger hat volle Glaubens = und Be- wiffensfreiheit.

## art. 33.

- §. 1. Durch bas religibse Bekenntnis wird ber Genus ber burgerlichen, so wie ber ftaats = und gemeinbeburgerlichen Rechte weber bedingt noch beschränkt.
- §. 2. In ten staate = und gemeindesburgerlichen Pflich= ten begrundet baffelbe keinen Unterschied und darf es folchen Pflichten keinen Abbruch thun.
- §. 3. Die Religionsverschiedenheit ift fein burgerliches Chebinderniß.

Für jede staatsgesetlich julaffige Che hat bas Gefet eine gultige Form ber burgerlichen Gingehung (Civilehe) ju gewähren.

#### Mrt. 34.

- §. 1. Die Bahl bes Glaubensbekenntniffes ift nach jurudigelegtem 14. Lebensjahre ber eigenen freien lleberzeus gung eines Seben überlaffen.
- §. 2. In welcher Religion die Kinder erzogen werden follen, haben lediglich diejenigen zu bestimmen, denen nach bürgerlichen Gesethen Die Erziehungerechte zustehen.

Letteres gilt insbesondere auch von der Erziehung ber Rinder aus gemischten Gben.

§. 3. Die näheren Bestimmungen darüber, wie es mit ber religiosen Erziehung ber Kinder nach bem Sobe ber Gleten zu halten ist, bleiben ber Gefetgebung vorbehalten.

## 21rt. 35.

Niemand foll zu einer firchlichen Sandlung ober Feier- lichkeit gezwungen werben.

Borfchriften über Beobachtung firchlicher Rubetage bleis ben ber Gefengebung überlaffen.

## art. 36.

Beder Staatsbürger ift unbeschränkt in ber gemeinsamen hauslichen und offentlichen Uebung seiner Religion und berren Gebrauche.

Gesehübertretungen, welche bei Uebung ber Religion und ihrer Gebrauche begangen werben, find nach bem Gesetze zu bestrafen.

#### 21 rt. 37.

- §. 1. Die Formel des Eides soll künftig lauten: "So wahr mir Gott helfe." Bufahe zu dieser Formel so wie bes sondere Förmlichkeiten sind was zulässig nach Maggabe der Gefehe.
- §. 2. Anstatt bes Gibes leistet berjenige, bem fein religioses Bekenntniß einen Gib verbietet, ein Gelöbniß in ber Form, welche nach seinem religibsen Bekenntniß an die Stelle bes Gibes tritt.

## Urt. 38.

- §. 1. Die Freiheit der Person ift unverletlich. Nies mand fann anders als nach dem Gesetze verurtheilt, feiner ohne Urtbeil bestraft werden.
- §. 2. Niemand darf seinem gesetlichen Richter entzogen werben. Ausnahmegerichte sollen nie Statt finden.
- §. 3. Die Berordnungen über die Zwangsarbeitsanftalten für bas Herzogthum Olbenburg vom 29. Ma 1821 und für bas Fürstenthum Birkenfelb vom 30. Mai 1844 bleiben bis weiter in Kraft; boch follen einem ber nächsten



orbentlichen ganbtage Entwurfe du neuen Gefegen barüber vorgelegt werben.

#### Urt. 39.

- §. 1. Die Berhaftung ober Berfolgung einer Person wegen Berdachts eines Berbrechens oder Bergehens soll nur in den gesetzlichen Fallen und Formen stattsinden. Solche Berhaftungen und Berfolgungen sollen, außer im Falle der Ergreifung auf frischer That, nur geschehen in Kraft einer richterlichen, mit Gründen versehenen Berfügung. Diese Bersfügung muß im Augenblicke der Berbaftung oder innerhalb der nachsten 24 Stunden dem Berhafteten zugestellt werden, auch ist der Berhaftete innerhalb 36 Stunden von einem Gesrichtsbeamten zu verhören.
- §. 2. Geschah bie Berhaftung nicht von ber zum weistern Bersahren zuständigen Gerichtsbehörde, so ist der Bershaftete ohne Berzug an diese abzusiefern.
- §. 3. Gine polizeistrafente Untersuchungshaft bedarf, wenn fie langer als 48 Stunden dauern foll, der Genehmi= migung bes vorgesetzen Gerichts.
- §. 4. Die untere Polizeibehörde muß Jeden, ben fie im Interesse ber offentlichen Ordnung, Sicherheit oder Sittslichkeit in Berwahrung genommen hat, entweder innerhalb 3mal 24 Stunden frei lassen, oder falls derselbe nicht zu Protosoll hierauf verzichtet, von der vorgesehten Polizeibeshörde die Genehmigung der Fortdauer der Berwahrung einsholen. Die nähere Regelung des Berfahrens bleibt der Gessetzgebung überlassen.
- §. 5. Jeber Angeschulbigte foll gegen Stellung einer vom Gerichte zu bestimmenben Caution ober Burgichaft ber haft entlassen werden, sofern nicht bas Geset Ausnahmen begründet.
- §. 6. Im Falle einer widerrechtlich verfügten ober verlängerten Gefangenschaft ift ber Schulbige und nothigenfalls

ber Staat dem Berletten gur Genugthuung und Entschabi=

bigung verpflichtet.

§. 7. Die Bermahrungsorte ober Gefängniffe burfen bie Freiheit nicht mehr beschränken, und es barf bem Bershafteten kein größeres Uebel zugefügt werben, als die gefetzlichen Zwede ber haft und ber Strafe unumgänglich nothswendig machen.

§. 8. Die für das Beer- und Seewesen erforderlichen Robissicationen dieser Bestimmungen werden besonderen Gefeten vorsbehalten. Bis du deren Erlassung bleiben die bestehenden be-

treffenden Befege in Rraft.

## art. 40.

- §. 1. Die Wohnung ift unverletlich.
- §. 2. Gine Baussuchung ift nur julaffig :
- 1. in Kraft eines richterlichen mit Grunden versehenen Befehls, welcher fofort ober innerhalb ber nächften vier und zwanzig Stunden ben Betheiligten zugestellt werben foll;
- 2. im Falle ber Berfolgung auf frijcher That burch ben gefethlich berechtigtigten Beamten;
- 3. in den Fallen und Formen, in welchen das Gefet ausnahmsweise bestimmten Beamten auch ohne richterlichen Befehl allgemeine haussuchungen gestattet. Die deshalb bestehenden Gefete sollen einer Revision unterworfen werden.
- §. 3. Die Saussuchung muß, wenn thunlich, mit Bu= ziehung von Sausgenoffen erfolgen.
- §. 4. Die Unverleglichkeit der Wohnung ift tein Sin= berniß der Berhaftung eines gerichtlich Berfolgten.

#### 21rt. 41.

§. 1. Die Beschlagnahme von Briefen und Papieren barf, außer bei einer Berhaftung ober Saussuchung, nur in Rraft eines richterlichen, mit Grunden versehenen Befehle

vorgenommen werben, welcher sofort ober innerhalb ber nachften vier und zwanzig Stunden dem Betheiligten zugestellt
werben foll.

S. 2. Bei allgemeinen Saussuchungen soll bis zur Erlaffung des im Art. 40. §. 2. unter 3. erwähnten Gesetes eine Beschlagnahme von Briefen und Papieren nur in Kraft eines richterlichen Besehls und unter Beobachtung ber für benfelben geltenben Borschriften Statt finden.

## Urt. 42.

Das Briefgeheimniß ift gewährleiftet. Die bei ftrafgerichtlichen Untersuchungen und in Rriegsfällen nothwendigen Beschränkungen sind burch die Gesetzebung festzustellen.

#### 2rt. 43.

- §. 1. Die Tobeoftrafe, ausgenommen wo das Kriegsrecht oder Standrecht sie vorschreibt oder das Seerecht im Falle von Meutereien sie zuläßt, die Strafen der körperlichen Büchtigung, des Lattengefängnisses, der Abbitte und des Wiberrufs, der Zwang zur Ehrenerklärung, so wie bie öffentliche Ausstellung sind abgeschafft.
- §. 2. An Die Stelle ber aufgehobenen Todesstrafe tritt bis jur Erlaffung anderer ftrafgefetlichen Bestimmungen Die gesehlich nachft milbere Strafe.
- §. 3. Der burgerliche Tob foll als Strafe ober Folge einer Strafe nicht Statt finden. Wo derfelbe bereits ausgesprochen ift, sollen die Birkungen aufhören, in so weit er=
  worbene Privatrechte dadurch nicht verlest werben.

#### 21 rt. 44.

Die Strafe ber gerichtlichen Landesverweisung findet ges gen Angehörige bes Großherzogthums nicht Statt.

#### Mrt. 45.

Die Einziehung (Confiscation) bes gefammten Bermo-

gens ober eines Berhaltnißtheiles beffelben der bleibt unftatthaft.

#### art. 46.

- §. 1. Beber hat bas Recht, burch Wort, Schrift, Druck und bilbliche Darftellung feine Meinung frei zu außern, unsbeschabet ber gesetzlichen Bestimmungen wider ben Migbrauch biefes Rechts.
- §. 2. Die Presse barf nicht unter Gensur gestellt, ans bere Beschränkungen berfelben burch vorbeugente Magregeln burfen nur burch ein Gesetz eingeführt werben.

#### Art. 47.

- §. 1. Seber hat für sich und im Bereine mit Mehreren bas Recht zu Antragen, Borftellungen und Beschwerben, sowohl bei ben zuständigen Behörden als bei bem Landstage.
- §. 2. Die Ausübung beffelben Rechts burch ihre Borfteber fteht jeder Gemeinde und jeder sonftigen vom Staate
  anerkannten Genoffenschaft zu.
- §. 3. Bei abichlägigen Berfügungen ber Bermaltungs= behörden follen die Enticheidungsgrunde angeführt werben.
- §. 4. Die von ben Unterbehörden jum 3med ber Entsicheibung eingezogenen Berichte follen beinjenigen, welcher gegen die abgegebene Entscheidung Beschwerde erhoben hat, auf Berlangen mitgetheilt werben.

## Urt. 48.

Sedem, ber fich durch eine Berwaltungsmaßregel in fei= nen Privatrechten gekrankt glaubt, fieht ber Rechtsweg offen, ohne daß es einer besonderen Erlaubniß bedarf, vorbehaltlich ber Bestimmung bes Art. 97.

## Urt. 49.

Moratorien burfen nur von ben Gerichten nach Maggabe ber Gefete ertheilt werben.

#### 2rt. 50.

- §. 1. Die Staatsbürger haben bas Recht, sich friedlich und ohne Waffen zu versammeln; einer besonderen Erlaubniß bazu bedarf es nicht.
- §. 2. Bolfeversammlungen tonnen bei bringender Ge= fahr für öffentliche Ordnung und Sicherheit verboten werden.

#### 2(rt. 51.

- §. 1. Die Staatsbürger haben bas Recht, Bereine zu bilden. Dieses Recht soll durch teine vorbeugende Magregel beschrankt werden.
- §. 2. Die Regierung ift jedoch befugt, die Bereinsstatuten einzuziehen und diejenigen Bereine aufzulosen, welche staatsgfährliche Zwecke verfolgen, vorbehaltlich naherer Regelung diefer Befugniß durch die Gefetgebung.

#### 2rt. 52.

Die in ben Art. 47., 50. und 51. enthaltenen Bestim= mungen finden auf das Militar Anwendung, in so weit Dis= ciplinarvorschriften nicht entgegen stehen.

#### Mrt. 53.

- §. 1. Bur Aufrechterhaltung ber inneren Rube und Sischerheit, so wie zur Bollziehung ber von ben burgerlichen Beshörden ergangenen Berfügungen tann bie Militärgewalt nur auf ausbrudlichen Antrag ber zuständigen, dafür verantwortslichen, bürgerlichen Behorde einschreiten, und nicht weiter als biefe es verlangt.
- §. 2. Bor wirklichem Gebrauch ber Waffengewalt muß, fo lange tein Fall gerechter Nothwehr eingetreten ift, ber versfammelten Menge bie bevorftebenbe Anwendung bestimmt und vernehmlich und fo zeitig bekannt gemacht werben, daß bie versammelte Menge so wie jeder Einzelne in derselben sich fortbegeben kann.

# art. 54.

§. 1. Im Falle eines Aufstandes tann die Staatsregierung, wenn die übrigen gesetzlichen Mittel zur Unterdrudung desielben nicht ausreichen, die gesetzliche Ordnung
und die gefährdete Freiheit der Person und bes Eigenthums
durch außerordentliche Mittel herstellen und schützen. Sie
darf zu dem Ende in den bedrohten Orten oder Bezirken die
Ausübung der in den Art. 39., 40., 41., 42., 46., 50. und
53. gesicherten Rechte einstweilen hemmen und felbst das
Standrecht anordnen, muß aber zuvor daselbst verkunden, daß
und in welchem Umfange es geschehe.

Diese Magregeln bedürfen indeg ber Buftimmung bes Landtages, wenn er versammelt ift, sonft aber ber nachzuho- lenden Rechtsertigung vor bemfelben.

- §. 2. In Fallen außerster Noth und bringenbfter Gile, wo die höhere Berfügung nicht abgewartet werben tann, barf die oberfte Behorde ber Provinz unter eigener Berantwortlichkeit die gedachten Maßregeln treffen, die Berfundung bes Standrechts ausgenommen.
- §. 3. Die Formen und Bedingungen für folche außers ordentliche Magregeln bemnachft anders oder näher festzu= ftellen, bleibt einem Aufruhrgefehe vorbehalten.

#### 21rt. 55.

- §. 1. Die Auswanderungsfreiheit fann von Staatswegen nur gefetich und nur in Bezug auf die Behrpflicht beschiantt werden.
  - §. 2. Abbugsgelder burfen nicht erhoben werden.

## Urt. 56.

- §. 1. Die Freiheit bes Gewerbes und fonstigen Rahrungsbetriebs barf nur gesehlich, und nur in so weit beschränkt werden, als es vom Gemeinwohl gefordert wird.
  - §. 2. Befchrantungen ber Gewerbe und gewerblichen

Anlagen von Seiten bes Staats auf Grund eines beanspruch= ten Regals finden nicht Statt.

S. 3. Die jest gefetlich bestehenden Beschränkungen bleiben bis ju ihrer Aushebung in Rraft.

## Mrt. 57.

Die Postanstalten sollen nicht ben 3wed haben, eine Quelle ber Staatseinkunfte zu sein.

## Urt. 58.

- §. 1. Sandels und Gewerbsprivilegien konnen nur in einzelnen Fallen, nur auf dem Wege des Gefetes und nur unter Festsetung ihres Umfanges und auf eine bestimmte Beit ertheilt werden.
- §. 2. Erfindungs = und Ginfuhrungs = Patente auf hochs ftens gehn Sahre bedürfen jedoch der Bustimmung des Lands tage nicht.

#### 21 rt. 59.

- §. 1. Gin Mublenregal bes Staats findet nicht Statt.
- §. 2. Alle 3wangs= und Bannrechte ber Mublen, auch jedes einer Mühle anklebende Recht zum Widerspruche gegen Anlegung neuer, so wie gegen Erweiterung alter Mühlen und gegen das Halten von Handmühlen und Quirren bleiben aufgehoben. Die Berechtigten haben nur in so weit einen Entschädigungsanspruch gegen den Staat, beziehungsweise die Pflichtigen, als ihr Recht auf besonderen Berträgen mit dem Staate oder den Pflichtigen beruht.

## Urt. 60.

- §. 1. Das Eigenthum ift unverleglich.
- §. 2. C6 barf nur aus Rudfichten bes gemeinen Beften auf Grund eines Gefetes und nach vorgangiger gerechter Entschädigung entzogen ober befchrankt werben.

§. 3. Un bem bestehenden Deiche und Sielrechte fou biefer Artifel nichts andern.

#### 21rt. 61.

Seber Grundeigenthumer kann seinen Grundbesit unter Lebenden und auf den Todesfall ganz oder theilweise verzäußern, insoweit nicht die künftige Gesetzebung aus Rudssichten des allgemeinen Wohles und staatswirthschaftlichen Gründen in einzelnen Landestheilen des Herzogthums Oldensburg und im Fürstenthum Lübek Beschränkungen bestimmen wird. Die Durchführung dieses Grundsges der Theilbarkeit alles Grundeigenthums, soll baldigst durch die Gesetzebung vermittelt werden, bis dahin bleiben die bestehenden Gesetz und Borschriften in Kraft. Für die todte Hand sind Besschränkungen des Rechts, Liegenschaften zu erwerben und über sie zu versügen, im Wege der Gesetzebung, aus Grunden des öffentlichen Wohles zulässig.

## art. 62.

- §. 1. Die Patrimonialgerichtsbarkeit, die Gerichtsbargeitt ber Städte, die Markengerichtsbarfeit, die grundherrliche Polizei, so wie alle andere einem Grundstüde oder einer Person zuständige Hobeitsrechte und die aus diesen Rechten herstammenden Besugniffe, Exemtionen und Abgaben jeder Art sollen ohne Entschädigung aufgehoben und nicht wieder eingeführt werden.
- §. 2. Mit bielen Rechten fallen auch bie Gegenleiftuns gen und Laften weg, welche ben bisher Berechtigten bafür oblagen.

#### Mrt. 63.

§. 1. Seber gut8 = und schubbertliche so wie jeber Hörigkeit8 = und Unterthänigkeit8 = Berband bort für immer auf und kann nicht wieder eingeführt werden. Die von biesem Berbande befreiten Stellen und Grundstücke geben in

das freie Eigenthum besjenigen über, welchem zur Zeit der Berkündung diefes Staatsgrundgefetes das vererbliche Colonaterecht zusteht. Die Borrechte, welche einem Gläubiger des Pflichtigen zur Zeit der Aushebung des gutsherrlichen Berbandes aus dem Grunde der vom Gutsherrn ertheilten Berwilligung (Consenses) zustanden, bleiben demselben auch serner ungeschmälert. Im Uebrigen sollen die Rechtsverhältenisse jener Stellen und Grundstücke gesehlich näher festgestellt werden.

- §. 2. Ohne Entschäbigung find aufgehoben und tonnen nicht wieder eingeführt werden:
  - a. der Gefindezwangsbienft, Freikauf und Sterbefall und alle etwa fonft noch bestehende aus dem guts und schubherrlichen Berbande entspringende perfonliche Absgaben und Leiftungen;
  - b. bas Beimfallerecht bes Gutsherrn;
  - c. ber Reubruch und Blutzehnten;
  - d. das Recht am Holze auf fremdem ober pflichtigem Boben, Diefes Recht ftamme aus einem Hoheites ober gutsberrlichen Rechte;
  - e. alle Staatsfrohnen, Landfolgedienste oder dem Staate als solchem zu leistende Hofdienste und derartige Beslästigungen, mit Ausnahme der Gemeinde-Dienste und Lasten und der Nothleistungen durch Krieg, Brand, lleberschwemmung und dergleichen veranlaßt. In Besziehung auf die bisher gesorderten Dienste und Leisstungen zu Staatswegen wird ein Gesetz Bestimmungen darüber treffen, welche Wege Staatswege sind. Bur Unterhaltung und Erbauung von Kunststraßen und ihren Zubehörungen sollen diese Dienste und Leisstungen überall nicht gesordert werden.

Wo seit bem 2. August 1830 an die Stelle ber unter 2 n. bis d. erwähnten Befugnisse, Abgaben und Leistungen andere getreten sind, fallen auch diese ohne Entschädigung weg. Sind dieselben zugleich mit anderen Berechtigungen

abgelöf't und dafür im Ganzen Abgaben, Leiftungen ober Capitalzahlungen angenommen, so sollen diese auf Berlangen ber Pflichtigen nach bestimmten im Entschädigungsgesehe zu stellenden Ansahen verhältnismäßig vermindert, beziehungsweise in dem zu drei Procent zu kapitalistrenden Betrage gekurzt, die solches geschehen aber fortgezahlt werden. Auf Berlangen des Zahlenden ist ein Bersprechen der Rückzahlung des nach dem Entschädigungsgeseh zuviel Gezahlten zu leisten. Wo bereits Zahlung geschehen ift, soll mit Ausnahme der Entschädigung für Ausbebung des Rechts am Holze unter d., nach dem angegebenen Berhaltnisse das Gezahlte vom Staate erstattet werden.

Mit Aufhebung ber unter 3 ffer 1. und 2. genannten Rechte fallen auch die Gegenleiftungen und Laften weg, welche ben bieber Berechtigten bafür oblagen.

- §. 3. Alle übrige unter Biffer 2. nicht erwähnte, aus einem bis biezu noch bestandenen guts: und schucherrlichen Berbande fließende, auf dem Grundeigenthum rubende Dienste, Grundzinsen und Reallasten, so wie die Behnten jeden Urssprungs, sind aufgehoben unter Vorbehalt der Entschädigung und unter ben folgenden, so wie den sonstigen näberen Bestimmungen, welche ein dem nächsten ordentlichen Landtage vorzulegendes Gesetztreffen wird:
  - a. ber gute = und schuhherrliche Berband wird als bis hiezu bestehend angesehen nur bei ben Sofhorigen und in ben Fällen, wo bas Seimfallerecht bis hiezu noch besteht;
  - b. die Berpflichtung jur Entschädigung haftet als Reallaft auf ben bisher pflichtigen Grundstuden;
  - c. bie Entschädigung foll zu Capital angefest merben, und Diefes auf keinen Foll ben sechzehnfachen Betrag bes Geldwerthes bes jahrlichen Reinertrages überfteigen.

Eine etwaige Bermandlung bes Capitals in Rente bleibt ber Bereinbarung überlaffen;

- d. ber jährliche Reinertrag wird nach ben naheren Beftimmungen bes zu erlaffenden Gefetes, ber Gelbwerth
  beffelben nach bem Durchschnitt ber letten breißig
  Sahre ermittelt;
- e. das festzustellende Entschädigungscapital wird vom Sage ber Berkundung bes Staatsgrundgesehes an mit vier Procent verzinset.

Die bereits burch freie Bereinbarung, butch Bermittes lung ober Entscheidung ber Commission gur Regulirung ber guteherrlichen Berhaltniffe ober durch gerichtliche Entscheidun= gen rechtsgültig erfolgten Umwandlungen und Ablofungen ber hier unter Biffer 3. ermabnten Befugniffe, Abgaben und Leiftungen bleiben in Rraft. Bedoch follen in den Fallen, wo der Staat die Gutsherricaft mar, die feit dem 2. August 1830 ju Stande gekommenen Ablofungen ju immermahrenber Rente, ju Amortisationsrente, oder ju Capital, auch wenn Die Bahlung vollständig geleiftet ift, auf Antrag ber Pflichti= gen revidirt und die - bis babin aber fortzugahlenden -Beldaquivalente nach ben Grundfagen bes zu erlaffenben Entschädigungegesetes, jedoch - capitalifirt - jum funf und amangigfachen Betrage Des Geldwerthes bes jahrlichen Reinertrages ermäßigt, beziehungsweise gefürzt ober zurückerstattet werben.

§. 4. Auch alle andere unzweiselhaft auf Grund und Boben (auch Saufern) haftenbe Abgaben und Leistungen, insbesondere auch Erbpachten, Grundheuer, Mühlendienste, Leistungen für Mühlen, so wie die von den Bestimmungen unter den Ziffern 2. und 3. nicht betroffenen, aus gutsherrlichen Berhältniffen herrührenden Abgaben, Dienste und Leisstungen, nicht weniger die für frühere gutsherrliche Berechtis gungen durch Bertrag oder Entscheidung bereits sestgesehten oder noch sestzusehnden Renten jeder Art, welche nicht unter die Ziffer 2. und 3. fallen, sind ablösbar, ohne Rücksicht auf die Person und das Verhältnis des Berechtigten und des Berpslichteten, in so fern die Gesehgebung nicht die unents

geltliche Aufhebung bes einen ober anberen begründet findet. Die naheren Bestimmungen hieruber und über die Art ber Ablösung bleiben gleichfalls bem zu erlassenden Gesetze vorbeshalten; boch soll auch bei diesen Ablösungen das Princip der Billigkeit ben Berpflichteten gegenüber sestgehalten werden. Bei Diensten, welche erweislich aus einem gutsherrlichen Berhaltnisse herrühren, soll die Entschäbigung ten sechszehnsfachen Betrag des jährlichen Reinertrags nicht übersteigen.

- §. 5. Es foll fortan tein Grundftud mit einer unab-
- §. 6. Auf die an den Staat zu zahlenden f. g. Dre bindrgefälle und fonstigen an den Staat als folden zu zah= lenden ständigen Gefälle, auf die Gemeinde = und Genoffen= schafts = Abgaben und auf eigentliche Servituten findet biefer Artikel keine Anwendung.

## 21rt. 64.

- §. 1. Das Sagd= und Fischereiregal, so wie bie Sagds bobeit und fammtliche bisherige Sagdgefete find aufgehoben.
- §. 2. Sagd = und Fischereigerechtigkeiten auf fremdem Grund und Boden und in fremden Gemäffern, so wie bie Sagdbienste, Die Sagdfrohnen und andere Leiftungen für Jagdywecke, und Fischereifrohnen sind ohne Entschädigung aufgehoben.
- 6. 3. Sebem fteht das Sagdrecht auf eigenem Grund und Boben und das Fischereirecht in eigenen Gemaffern zu. Der Gesetzebung bleibt vorbehalten, die Ausübung des Jagdrechts aus Grunden ber öffentlichen Sicherheit und bes gemeinen Bobls zu ordnen.
- §. 4. Die Jagdgerechtigkeit auf fremden Grund und Boben und bas Fischereirecht in fremden Gewäffern barf in Bukunft nicht wieder als Grundgerechtigkeit bestellt merben.

#### art. 65.

§. 1. Das beftebende Steuer : und Abgabenmefen foll

untersucht und gefehlich neu geordnet werben.

- §. 2. Alles steuerbare Bermogen und Einkommen ift ber Besteuerung zu 3weden bes Staats und ber Gemeinbe unterworfen. Ausgenommen find:
  - 1) Die Großherzoglichen Schloffer mit ihren Rebengebaus ben und Garten;
  - 2) die dem Gottesbienfte gewidmeten Gebaude und bie Begrabnifftatten.

Andere nothwendige Ausnahmen bleiben ber Gesetgebung vorbehalten.

- §. 3. Alle Freiheiten und Begunftigungen im Beitrage zu ben Staats = und Gemeinde = Laften sind hinsichtlich ber Staatslasten mit bem 1. April 1849, binsichtlich ber Ge= meindelasten mit dem 1. Mai 1849 aufgehoben. Nur aus= nahmeweise und nur für solche, für welche dem Staate, beziehungsweise der Gemeinde, erweislich etwas gezahlt ist, oder noch etwas gezahlt oder geleistet wird, soll, nach einem zu er= lassenden Gesehe, Entschädigung geleistet werden.
- §. 4. Fortan tonnen berartige Freiheiten weber verlieben noch irgendwie erworben werben.
- §. 5. In ben an ben Staat zu zahlenden Steuern, werden vom 1. April 1849 an die bisherigen Freien nach dem Fuße der additionellen Contribution den Pflichtigen gleich gesett. Im Fürstenthum Lubek und im Umte Barel soll nach dort passendem Fuße die Steuergleichheit eintreten.
- §. 6. Alle Communallasten werden vom 1. Mai 1849 an in Deichbänden, Bogteien, Sielachten, Kirchspielen, Schulachten und sonstigen Gemeinden, denen sie zu leisten sind, nachbargleich vertheilt. Die Bertheilung der ordinären Unterhaltung der Pfandbeiche und der Basserzüge, ingleichen der Unterhaltung der öffentlichen Bege, bleibt indeß bis zu anderweitiger Ordnung nach Maßgabe der vorstehenden Bestimmung unverändert.

# III. Abschnitt.

# Bon den politischen Gemeinden.

## 2rt. 66.

- §. 1. Die politische Gemeinbe, ale folche, bilbet eine Unterabtheilung bes Staats und bient infofern feinen 3meden.
- §. 2. Die Berfassung biefer Gemeinden soll unter Unswendung ber in den Urt. 67 71 ausgesprochenen Grundsfate gesetlich neu geordnet werben. Bis dahin bleiben die bestehenden Einrichtungen in Rraft.

#### 2(rt. 67.

Alle Gemeinden in Stadt und Land follen eine möglichft gleiche Berfaffung erhalten.

#### Mrt. 68.

Bebe Gemeinde foll in ihren Angelegenheiten bas Recht ber freien Selbstverwaltung haben und barf in dieser Bezgiehung nur durch bas Gesetz und auch durch dieses nicht weiter beschränkt werden, als der Staatsdweck es nothwendig erfordert.

#### Urt. 69.

- §. 1. Den Gemeinden foll die freie Bahl ihrer Berstreter und Beamten gewährt werden.
- §. 2. Sofern die Gemeindebeamten Functionen erhalten, die über die eigentlichen Gemeindeangelegenheiten hinausgehen, foll zu ihrer Ernennung auch die Staatbregierung eintreten.

## Urt. 70.

- §. 1. Für die Berhandlungen aller Gemeinden foll ber Grundfat ber Deffentlichkeit gelten.
  - §. 2. Die Berfammlungen, sowohl ber gangen Ge-

meinde als ihrer Bertreter, innerhalb ihrer Buffanbigteit, fols len keiner Erlaubnif ber Staatsbehörben bedurfen.

#### 21 rt. 71.

Reine Gemeinde foll mit Leiflungen ober Ausgaben beschwert werden, zu benen sie nicht ihre Buftimmung gegeben
hat, ober burch bas Gesetz verpflichtet ift.

## Urt. 72.

- §. 1. 3wischen allen Gemeinden foll Freizugigkeit bestichen nach naberer gesehlicher Regelung.
- §. 2. Das Geset wird die Bestimmungen sestsehen über bie Erwerbung bes Gemeindeburgerrechts, über bie spezielle Gewerbeberechtigung und über die Unterstühungspflicht ber Gemeinden gegen Einzelne. Bis dahin wird jeder Oldensburgische Staatsburger durch den Umzug in eine Gemeinde, beziehungsweise durch das Wohnen in derselben, Mitglied des politischen Gemeindeverbandes, wenn nachgewiesen wird, daß er in den lehten drei Jahren weder wegen eines entehrenden Verbrechens oder Vergehens bestraft worden, noch Unterstühung aus Armenmitteln erhalten hat.
- §. 3. Für das Fürstenthum Birkenfelb bleiben bie bort bestehenden Bestimmungen über ben Umzug provisorisch in Kraft.
- §. 4. Für bas Fürstenthum Lübet treten bis zur anderweitigen gesehlichen Regelung die bei Publication des Staatsgrundgesehrs baselbst gultig gewesenen Bestimmungen über ben Umzug und ben Erwerb der Gemeindeangehörigkeit, vorläufig wieder in Kraft.

#### Mrt. 73.

Die Gemeinden eines bestimmten Bezirks follen zu einem größeren Berbande zusammentreten, beffen Berfassung moglichst nach benselben Grundsaben und Grundlagen wie bie Berfassung jener geordnet wird.

# IV. Abschnitt.

# Bon ben Religionsgefellschaften.

#### 2Crt. 74.

Die chriftliche Religion foll bei benjenigen Einrichtungen bes Staats, welche mit ber Religionsubung im Zusammenshange steben, jum Grunde gelegt werben, unbeschadet ber in ben Art. 35. und 36. gewährleisteten Religionsfreiheit. Es besteht indeß keine Staatskirche.

#### 2frt. 75.

Die für Bereine und Bersammlungen überhaupt geltenben Bestimmungen finden auf Religionsgesellschaften, welche Corporationsrechte haben, keine Anwendung.

#### 21rt. 76.

Neue Religion8-Gesellschaften burfen sich bilben; einer Anerkennung ihres Bekenntniffes burch ben Staat bedarf es nicht.

#### Urt. 77.

Denjenigen Religionsgefellschaften, welche bereits Korporationerechte haben (Religionsgenoffenschaften), werden Diefelben gewährleistet, andere können biese Rechte nur burch ein Gefet erhalten.

## Urt. 78.

- §. 1. Jede Religionsgenoffenschaft ordnet und verwaltet ihre Ungelegenheiten selbstständig, unbeschadet der Rechte Des Staats.
- §. 2. Der evangelischen Kirche im Großberzogthum wird Presbyterial= und Synodalversassung gewährleistet, vor= bebältlich der kirchenregimentlichen Besugnisse, welche zur Er= haltung der Berbindung der Kirche mit dem Staate und zur Förderung ihrer 3wecke dem Großherzoge nach der Berfassung

ber Kirche zustehen werben. Die jeht bestehende Verfassung ber evangelischen Kirche des Perzogthums Oldenburg ist denzienigen Uenderungen unterworfen, welche zur Erhaltung des Bestandes der Kirche oder der staatlichen Ordnung ersorderlich sind. Bis dahin, daß die hiernach nothwendigen Uenderungen der Berfassung der evangelischen Kirche des Herzogthums Oldenburg, beziehungsweise die ersorderlichen Ginrichtungen für die evangelische Rirche in den Fürstenthümern Lübet und Birkenseld, durch den Großberzog unter Zuziehung der sirche lichen Organe getrossen sein werden, bleiben die jeht des stehende Berfassung der evangelischen Kirche des Herzogthums Oldenburg vom 3./15. August 1849, beziehungsweise die in den Fürstenthümern Lübet und Birkenseld bestehenden organischen Einrichtungen der evangelischen Kirche in Kraft.

- §. 3. Das in Angelegenheiten ber tatholischen Rirche geubte Landesherrliche Placet und Bifum bleibt aufgehoben.
- §. 4. Es fieht ben verschiebenen Religionsgenoffens schaften frei, sich mit anderen ju größeren Gemeinschaften zu vereinigen und barf ber Berkehr mit ben kirchlichen Obern in keiner Beife gehemmt werben.

#### 21 rt. 79.

Die den Religionsgenoffenschaften zustehende Bahl, Ernennung oder Einsetzung ihrer Beamten und Diener erfordert von Seiten der Staatsgewalt nur die Gutheißung nach Maßgabe der Gesetz oder Berträge.

#### 2rt. 80.

Die Kirchengemeinden und Religionsgenoffenschaften wers ben in dem Besit ihres Kirchenvermögens, so wie bei der fliftungsmäßigen Berwendung desselben geschützt, und gelten zu dessen Erhaltung nur dieselben Bestimmungen, welche für die weltlichen Gemeinden maßgebend sind.

## 21 rt. 81.

Beder Religionsgenoffenschaft bleibt überlaffen, bie Aufbringung ber Abgaben und Leiftungen zu ihren 3weden felbft zu orbnen.

Diefe Abgaben und Leiftungen sollen von ben Staat8= behörden ben Abgaben und Leiftungen ber weltlichen Gemeinben gleich behandelt werden und gleiche Borzuge wie diese haben, wenn die Grundfate, wonach jene Abgaben und Leiftungen aufgebracht und vertheilt werden follen, von der Staatsgewalt genehmigt find.

# V. Abschnitt.

# Bon den Unterrichts- und Erziehungsanstalten.

## 2rt. 82.

- §. 1. Das Unterrichts = und Erziehungswesen sieht unster ber Oberaufsicht des Staats.
- §. 2. Die nothwendige Berbindung zwischen Kirche und Schule wird, unter Berudfichtigung der tonfessionellen Berhältniffe, durch das Geset geregelt. In die oberen und unteren Schulbehörden sollen auch Geiftliche und Schulmanner berufen werden.
- §. 3. Die oberen Schulbehorden bes Berzogthums DI= benburg follen für die evangelischen so wie für die katholischen Lehranstalten gesondert bestehen und so eingerichtet werden, daß der betheiligten Kirche die zur religiös-konfessionellen Bilbung ber Jugend ersorderliche Einwirkung gesichert sei.

#### 21 rt. 83.

§. 1. Für bie Bilbung ber Jugend foll burch öffents liche Schulen überall genügend geforgt werben.



§. 2. Alle öffentliche Unterrichtsanftalten follen ftets mit angemeffenen Lehrfraften und Lehrmitteln verfehen fein.

#### Mrt. 84.

§. 1. Der hausliche Unterricht unterliegt teiner Besichrankung.

§. 2. Eltern ober beren Stellvertreter burfen ihre Rinder ober Pflegebesohlenen nicht ohne ben Unterricht laffen, welcher fur die unteren Bolksichulen vorgeschrieben ift.

## 2frt. 85.

Die öffentlichen Lehrer haben bie Rechte und Pflichten ber Staatsbiener; fie haben ein Recht auf angemeffenes Diensteinkommen so wie auf angemeffene Penfion.

#### Mrt. 86.

- §. 1. Die Bolkefchulen find Gemeindeanstalten. Die Ausgaben für Diefelben find junachft von der Gemeinde ju bestreiten, ohne daß dadurch die Bahlung eines mäßigen Schulgelbes ausgeschlossen wird.
- §. 2. Wird eine Gemeinde durch ihre Schulausgaben über ihre Rrafte beschwert, so soll der erforderliche Buschuß nach Maaßgabe geseticher Bestimmung aus ber Staatscaffe erfolgen.
  - §. 3. Befondere Armenschulen finden nicht Statt.

#### Mrt. 87.

Alle Wolksschulen sind so einzurichten, daß die Zugend in denfelben eine allgemein menschliche und bürgerliche, so wie eine religios-konfessionelle Bildung erhält.

#### Urt. 88.

§. 1. Der Staat stellt aus ber Bahl ber Geprüften bie Lehrer ber Bolksschulen an.

§. 2. Inwiefern hiebei eine Betheiligung ber Gemeinben ftattfinden foll, bestimmt bas Gefet.

#### Urt. 89.

- §. 1. Für die Bilbung tüchtiger Bolkschullehrer ift burch Bervollfommnung ber dazu vorhandenen Anstalten zu forgen. Solche Anstalten follen so eingerichtet und beaufssichtigt werden, daß dadurch die religiös-konfessionelle Bilbung ber heranzubilbenden Lehrer gesichert ift.
- §. 2. Gin Anschluß an andere Deutsche Bildunges Unftalten berfelben Konfession ift gestattet.

#### 21 rt. 90.

- §. 1. Bur Forberung ber Errichtung von hoheren Burgerfculen ober ber Erweiterung ber Bolfeschulen burch Bermehrung ber Unterrichtsgegenstande und Lehrkräfte an geeigeneten Orten unter Berücksichtigung ber Gewerbe und ber Landwirthschaft, sollen ben betheiligten Gemeinden angemeffene Buschüsse aus ber Staatskaffe geleistet werben.
- §. 2. Bo eine Gelehrten : oder Navigationsschule besteht, kann die bobere Burgerschule mit berfelben verbunden werben.

#### Art. 91.

- §. 1. Die Gelehrtenschulen, Die Kriegs = und Marine= (Navigations =) Schulen find Staatsanstalten. Db und in wiefern Realgymnasien dazu erhoben werben, bleibt gesetzlicher Bestimmung überlassen.
- §. 2. Kein Staatbangehöriger, welcher seine hinreichende Befähigung barthut, wozu bei den Kriegbschulen auch bie vorschriftsmäßige Dienststellung gehoren kann, darf von bem Unterrichte an diesen Unstalten ausgeschlossen werden.

# VI. Abschnitt

# Bon ber Mechtspflege.

#### Art. 92.

Alle Gerichtsbarkeit geht vom Staate aus.

#### Urt. 93.

- §. 1. Die richterliche Gewalt wird selbstistanbig von ben Gerichten geubt. Cabinets : und Ministerialjustig ift unsstatthaft.
- §. 2. Die Gerichte find berechtigt, ben Schut und, jur Ausführung ihrer Berfügungen, ben Beiftand ber burgerlichen und militarischen Behorben zu verlangen.

#### Mrt. 94.

Die Einrichtung, die Buftandigkeit und bas Berfahren ber Gerichte foll nach ben in ben Urt. 95 bis 101 ansgesprochenen Grundsahen gesetzlich neu geregelt werben. Bis bas hin bleiben die bestehenden Gefehe in Rraft.

#### 21 tf. 95.

- §. 1. Es foll feinen privilegirten Gerichtsftand bet Personen ober Guter geben.
- §. 2. Gine Ausnahme findet nur in Beziehung auf die Militargerichtsbarkeit in Straffachen, fo wie in Beziehung auf Militardisciplinarvergeben Statt, vorbehaltlich der Bestimmungen für ben Rriegsstand.

## 21 rt. 96.

§. 1. Rechtspflege und Berwaltung follen von einander unabhängig fein und getrennt werden; jedoch bleibt ber Geschgebung vorbehalten, zu bestimmen, ob und in welcher Beife biefe Trennung auch in erster Inftanz hinsichtlich ber

Polizeiübertretungen und ber fog. Bagatellfachen ftattfin-

§. 2. Die Bermaltungerechtpflege foll aufboren.

## . 21 rt. 97.

- §. 1. Die Kompetenz ber Gerichte und Bermaltungsbehörden wird burch bas Gefet bestimmt.
- §. 2. Ueber Rompetenzkonflicte zwischen ben Bermaltungs = und ben Gerichtsbehörden entscheibet eine burch bas Gefetz zu bestimmende Behörde.

## art. 98.

Die burgerliche Rechtepflege foll in Sachen befonderer Berufberfahrung burch fachkundige, von ben Berufbgenoffen frei gewählte Richter geubt ober mitgeubt werben.

## 21 rt. 99.

Es foll auf die Ginführung von Schiedegerichten Be-

#### Urt. 100.

Das Gerichtsverfahren foll öffentlich und mundlich fein. Ausnahmen von der Deffentlichkeit des Berfahrens bestimmt bas Gefet.

#### Urt. 101.

- §. 1. In Straffachen foll ber Unflageprozeß gelten.
- §. 2. Schwurgerichte follen jedenfalls in schweren Strafs sachen und bei allen politischen Bergeben, so wie bei benjenisgen Prefvergeben, welche von Amtswegen verfolgt werden, urtheilen.

## Urt. 102.

Bede öffentliche Berwaltung nimmt in allen fie betref-

fenden privatrechtlichen Streitigkeiten Recht vor ben orbents lichen Gerichten.

## art. 103.

Ueber Polizeivergeben und beren Bestrafung foll ein befonteres Gefet erlaffen werben.

# VII. Abschnitt.

# Bon dem Staatsdienste.

#### Mrt. 104.

Orbentliche Richterstellen follen bei ihrer Erlebigung fo fort wieder befinitiv besetht merben.

Diese Bestimmung tritt jedoch erft mit ber nach Art. 92., 94.—101., einzuführenden neuen Gerichtsversaffung in Rraft.

#### Mrt. 105.

Mit einem richterlichen Umte tann in Butunft ein eins trägliches nicht richterliches Nebenamt nur auf Grund gefetes licher Bestimmung verbunden werben.

## Mrt. 106.

- §. 1. Kein ordentlicher Richter barf, außer burch Urstheil und Recht, von seinem Amte entfernt, ober an Rang und Gehalt beeintrachtigt werden.
- §. 2. Suspension barf nicht ohne richterlichen Beschluß und nicht ohne gleichzeitige Berweisung ber Sache an bas zuständige Gericht erfolgen. Der Beschluß ift vom höchsten Landesgerichte zu fassen.

### Art. 107.

Rein ordentlicher Richter barf wiber feinen Willen, außer burch gerichtlichen Befchluß in ben burch bas Gefet bestimmten Fällen und Formen, zu einer andern Stelle verfett ober in Rubestand gefett werben.

## 2rt. 108.

Die Art. 101. bis 107. sinden auf the Berwaltungs= beamtes, welche zugleich richterliche Funktionen ausliben, keine Anwendung.

#### Mrt. 109.

- §. 1. Im Berwaltungswege findet die Entlaffung der befinitiv angestellten Beamten nur unter Berleihung der ges setlichen Pension, eine Bersehung derfelben nur unter Beslaffung des ganzen bisherigen Gehalts Statt.
- §. 2. Gine Berminderung ober Entziehung jener Pens fion tann nur in Folge richterlichen Spruchs gefcheben.
- §. 3. In Betreff bes Militars bleiben ber Gesetgebung besondere Bestimmungen vorbehalten.

## Art. 110.

Staatsbienst und hoscavalierdienst sind in berfelben Pers fon nicht zu vereinigen.

#### Urt. 111.

- §. 1. Im Uebrigen follen bie Berhaltniffe bes Staat6= bienftes burch besondere Gesethe in volksthumlicher Umgeftals tung naher geordnet werden.
  - §. 2. Borzuglich ift babei Bebacht zu nehmen auf: Berminberung ber Behörben, Stellen und Beamten; Bereinfachung bes Dienstes und Abkurzung bes Geschäftsganges;

llebermachung bes Dienftes burch möglichfte Deffentlichkeit ber Berhandlungen; Berufung wechselnder Beamten aus ben Bolfsgenoffen für bagu geeignete Stellen.

§. 3. Das Gefet hat insbesondere auch wegen Besoldungen, Pensionirungen und Titelverleis hungen, desgleichen wegen der Disciplinarverhältnisse ber Beamten und wegen der Mittel, wodurch die Staatsregierung über die Fähigkeit und Bürdigkeit derselben die nöthige Kenntnis sich verschafft, nähere Bestimmungen zu treffen, und festzuseben, daß jeder Bericht über die Fähigkeit und Bürdigkeit der Beamten auf Antrag ber Betheiligten, so weit er sie betrifft, denselben nicht vorenthalten werden durfe;

diesenigen unteren Staatsamter zu bezeichnen, wozu bie Anstellung auf Rundigung erfolgt, welche jedoch möglichft zu beschränken ift;

ein Dienstgericht für Aburtheilung ber Falle einzussehen, in welchen Beamte sich zur Bahrnehmung ihse res Dienstes unfahig ober unwurdig erweisen murben. Dieses Gericht ift auf ben Grund ber Berufsgleichsheit zu bilben; es ift an positive Beweisregeln nicht gebunden.

# VIII. Abschnitt.

# Von dem Landtage.

1. Organisation ber Bersammlung.

#### 2rt. 112.

- . §. 1. Für bas Großberzogthum besteht ein in einer Rammer vereinigter Landtag.
- S. 2. Außerdem foll in jedem der beiden Fürstenthumer, Lübef und Birtenfeld, ein Provinzialrath nach den in ber

Anlage IV. enthaltenen Grundzügen eingerichtet werben. Die naheren Bestimmungen über ben Wirfungefreis der Provinzialrathe, so wie über die Bahl und Geschäftsführung berzselben wird ein, bem im Jahre 1852 zu berusenden gandtage vorzulegendes Gesetz enthalten.

#### 21rt. 113.

- §. 1. Der Canbtag befieht aus Abgeordneten, welche burch Bahl ihrer Mitburger berufen werden.
- §. 2. Die Bahl der Abgeordneten geschieht durch die im Bahlgesete bezeichneten Personen.
- §. 3. Die Bevölkerung eines jeden Bahlkreises ift maßgebend für die Angabl der zu mählenden Abgeordneten. Diese Bestimmung gilt jedoch vorläufig nur für das zunächst zu erlassende Bahlgeset, und kann aledann auf jedem ferneren ordentlichen Landtage im Bege ber Gesetzebung aufgehoben werden.

## art. 114.

- §. 1. Die Abgeordneten fonnen aus dem gangen Großs bergogthum gemablt werden.
- §. 2. Die Bahl berselben wird burch bas Geset be- ftimmt.

#### Urt. 115.

- §. 1. Bahlbar jum Abgeordneten ift jeder felbstständige. Staatsburger, der bas funf und zwanzigste Sahr vollendet hat, sofern er nicht durch die Bestimmungen des Art. 116. ausgeschlossen ift.
  - §. 2. Als felbfiftanbig ift berjenige nicht anzuseben:
  - 1. der unter Curatel ftebt;
  - 2. ber innerhalb des letten Sahres vor ber Bahl Unterftugung aus öffentlichen Armenmitteln erhalten bat;
  - 3. ber ohne einen eigenen Beerd bei Anderen in Roft und Lohn fieht.

## art. 116.

Ausgeschloffen (Art. 115.) ift berjenige:

1. bem bie Fabigleit bagu auf ben Grund bes Gefetes gerichtlich abgesprochen ift;

- 2. ber wegen eines nach ber Bolksansicht entehrenbenten Berbrechens ober Bergehens rechtskräftig verurtheilt ift, bis jum Ablauf bes fünften Jahres nach überstandener Strafe;
- 3. der wegen eines folden Berbrechens ober Bergebens (Biffer 2.) in den Stand der Anschuldigung versett ift, so wie derjenige, gegen welchen die einstweilige Berhaftung verfügt ift, während der Dauer der Unterssuchung, beziehungsweise der Haft.

## 2rt. 117.

Die Bestimmungen ber Art. 115. und 116. gelten auch als bie allgemeinen Erforberniffe gur Ausübung bes Stimmrechls bei ben Abgeordnetenwahlen.

## Art. 118.

- S. 1. Die näheren Bestimmungen über bie Art ber Wahlen, bas Wahlrecht und bas Wahlversahren enthalt bas Wahlaeses.
- §. 2. Das Wahlgeset biltet zwar keinen Theil bes Staatsgrundgesetes, es kann jedoch tie Bestimmung bes Art. 137. 3. 2. auf basselbe nicht in Anwendung gebracht merben.

#### Art. 119.

Jeder jum Abgeordneten Gewählte kann Die Bahl ab- lehnen, auch ju jeder Beit abtreten.

## Art. 120.

Fur jeden ordentlichen Landtag wird eine neue Bahl

fammtlicher Abgeordneten vorgenommen. Die bisherigen Abs geordneten tonnen wieder gemahlt merden.

# Art. 121.

- §. 1. Bu Abgeordneten gewählte Beamte bes Civilsoder bes Militar=Dienstes und Schullehrer bedürfen des Dienstlichen Urlaubs und haben zu dem Ende ihre Bahl sofort den Borgesetzten anzuzeigen und die Ertheilung bes Urslaubs zu erwarten.
- §. 2. Der Urlaub wird nur bann verfagt werben, wenn ber Landtag mit der Staatbregierung barin einverstanden ift, baß bem Eintritte bes Gewählten in ben Landtag erhebliche Rucksichten des Dienstes entgegenstehen. Die Staatbregiesrung wird ihre etwaigen Bedenken bieser Art unverzüglich dem Landtage mitheilen, falls aber solche nicht vorhanden sind, den Urlaub zeitig bewilligen.

## Urt. 122.

Der Auftrag ber Abgeordneten erlifcht:

- 1) burch Berluft einer ber Eigenschaften, welche erfors berlich find, um als Abgeordneter mablbar zu fein (Art. 115.)
- 2) burch Austrittserklärung, fobald biefelbe bei bem Prafibenten bes Landtags, ober, wenn ber Landtag nicht verfammelt ift, bei bem Staatsministerium schriftlich eingekommen und ber etwa darin angegebene Zeitpunkt eingetreten ift.
- 3) durch Unnahme eines besoldeten Umts, jedoch tann ber Austretende wiedergemablt werben;
- 4) wenn die Berfammlung die Ausschließung eines Mitgliedes auf ben Grund ber Geschäftsordnung beichließt.

## 21 rt. 123.

In ben Fallen bes Urt. 122. oder wenn ein Abgeorb=

neter geftorben ober auf langere Beit verhindert ift, als feine Beurlaubung für julaffig erachtet worden, ift von der Staatsregierung eine Neuwahl fofort anzuordnen, insofern nicht mit Bustimmung bes Landtags bavon abgesehen wird.

#### Art. 124.

Dem Candtage steht die Entscheidung zu, über die Legistimation der gemählten Abgeordneten, insbesondere auch (Art. 116. Biffer 2. 3.) darüber, ob die angeschuldigte Uebertrestung als eine nach der Bolksansicht entehrende anzusehen ift.

#### art. 125.

Der Canbtag mahlt nach feiner Eröffnung burch ben Großberzog (Art. 151.) in geheimer Stimmgebung aus fei= ner Mitte einen Prafibenten und einen ober mehrere Bices prafibenten, entweder für feine ganze Dauer ober für einen furzeren Zeitraum.

#### Urt. 126.

Bur Wahrnehmung ber Schriftschrung mablt ber Landstag für seine Dauer einen ober mehrere Schriftsührer entsweder aus seiner Mitte ober aus brei von bem Prafidenten vorgeschlagenen anderen Personen. Im letteren Falle erhalt der Schriftsührer eine angemessene Bergutung.

# 2. Wirkfamfeit bes Landtags.

#### 21 rt. 127.

Der Landtag ift als ber gesethliche Bertreter aller Staatsburger und bes ganzen Landes im Allgemeinen berufen, deren auf ber Berfassung beruhende Rechte geltend zu machen und bas Bohl bes Staats mit treuer Anhänglichkeit an die Berfassung zu befördern.

## art. 128.

§. 1. Der Landtag fteht nur gur Staatbregierung in

unmittelbarer Geschäftebeziehung, Mittheilungen zwischen ihm und bem Staatsgerichtshofe (Art. 201.) ausgenommen.

§. 2. Er ist befugt, über alle Staatsangelegenheiten von der Staatsregierung Auskunft zu begehren.

## Urt. 129.

- §. 1. Die Abgeordneten folgen bei ihren Abstimmungen nur ihrer eigenen gewissenhaften Ueberzeugung; sie sind nicht an Auftrage ober Borschriften irgend einer Art und Quelle gebunden.
  - §. 2. Seine Stimme hat jeder perfonlich abzugeben.

## 2rt. 130.

§. 1. Zedes Mitglied bes Candtags leiftet bei feinem erften Gintritt in bie Rammer folgenden Gid:

"Ich gelobe Treue bem Großherzog, gewissenhafte Besobachtung ber Berfassung und auf bem Landtage bas Wehl bes Staates ohne Nebenrucksichten nach meiner eigenen gewissenhaften Ueberzeugung bei meinen Ansträgen und Abstimmungen zu beachten. Co wahr mir Gottt helfe."

- §. 2. Diefer Eid wird vom Prafibenten bes Candtags in die Hand bes Großherzogs ober bes bazu von ihm beaufetragten Mitgliedes bes Staats=Ministeriums und von ben übrigen Mitgliedern bes Landtags bem Prafibenten in ber Verfammlung abgelegt.
- §. 3. Wenn ein chemaliger Abgeordneter durch neue Bahl wieder eintritt, verpflichtet er sich mittelft Handschlags auf feinen früheren Eid.

#### Urt. 131.

§. 1. Kein Abgeordneter kann wegen seiner Acuberuns gen auf dem gandtage anders als durch den Prafidenten oder von der Bersammlung zurcchtgewiesen und zur Berantwortung gezogen werden.

in the second



- §. 2. Begen einer burch folche Neußerungen eine besgangenen Uebertretung eines Strafgesehes kann ein gerichtsliches Berfahren nur Statt finden, wenn der Landtag den Fall zur strafrechtlichen Erledigung an das Gericht verwiessen hat.
- §. 3. Begen feiner Abstimmung barf Riemand jur Ber- antwortung gezogen werden.

#### 21 rt. 132.

Während des Lanttags und auf der Reise bahin und zuruck können die Abgeordneten wegen Berbrechens oder Bergebens nur bei Ergreifung auf frischer That oder mit Busstimmung des Landtags oder feines Ausschusses verhaftet werten. Im ersten Falle ist dem Landtage, beziehungsweise dessen Ausschusse weise dessen Ausschusse von der Berhaftung sofort Kenntnist zu geben.

## Mrt. 133.

- §. 1. Der Landtag hat das Recht, in Beziehung auf alle Staatsangelegenheiten, insbesondere auf etwaige Mängel oder Migbräuche in der Berwaltung oder der Rechtspslege, seine Bunsche, Borftellungen oder Beschwerben dem Staats-Ministerium und nach Besinden dem Großherzog selbst vorzutragen.
- §. 2. Die Abstellung begründet befundener Beschwerden soll ohne Berzug geschehen und jedenfalls der Erfolg ber Besichwerden dem Landtage eröffnet werden.

#### Urt. 134.

§. 1. Der Landtag ift ferner berechtigt, von Privat= personen, Gemeinden und anerkannten Genossenschaften, Bit= ten oder Beschwerben entgegenzunchmen, auch ber Staatsregierung zur geeigneten Berudsichtigung vorzulegen, wenn die Beschwerden zuvor den Beg ber gesehlichen Berufung bis an die oberfte Staatsbehorde gegangen sind. §. 2. Sinsichtlich ber Beschwerben foll es wie im Art. 133. §. 2. gehalten, auch ber Erfolg ber gur Gemahrung empschlenen Bitten bem Landtage eröffnet merben.

## Urt. 135.

Borftellungen jeder Urt burfen bem Candtage nur schrift= lich eingesandt, nicht in der Bersammlung personlich übers reicht und nicht mundlich an diese gebracht werden.

#### art. 136.

Ein Gefet kann vom Großherzoge nur in Uebereinstims mung mit dem Landtage eilaffen, aufgehoben, geandert ober authentisch ausgelegt werben.

#### Mrt. 137.

Es bebarf ber Bustimmung bes Landtags nicht:

- 1) bei Berordnungen jur Bollzichung oder Sandhabung bestehender Gesebe;
- 2) bei Berordnungen von gesehlicher Bedeutung, welche burch die Umstände bringend geboten find, und weber einen Aufschub bis jum nachsten ordentlichen Landstage zulaffen, noch die Berufung eines außerordentslichen Landtags gestatten ober burch ihre Wichtigkeit rechtsertigen, auch eine Abanderung bes Staatsgrundsgesche nicht enthalten. Berordnungen dieser Art sind von allen Mitgliedern bes Staatsministeriums zu constrasigniren.

Läßt bie Dringlichfeit ber Sache es zu, fo ift zuvor ber ftandige Landtagsausschuf, wenigstens durch die Mitglieder beffelben, welche in der Proving sich aufhalten, worin die Staatsregierung zur Beit ihren Sit hat, mit seinem Gutachten zu hören.

Die Dringlichkeit und bie 3medmäßigkeit folcher Berordnungen foll bem nachsten Candtage nachgewiesen werten. Findet biefer Bedenken, ber erlaffenen Ber-

ordnung feine Bustimmung zu ertheilen, so ift dieselbe sofort wieder aufzuheben.

Durch ein beiftimmendes Gutachten bes Lands tage = Ausschuffes ju ber erlaffenen Berordnung wird eine Anflage wegen Berlepung bee Staategrundgefetes nicht ausgeschlosen.

### 2rt. 138.

Gefetentwürfe gelangen vom Großherzoge an ben Landstag, jedoch hat auch biefer bas Recht, auf Erlaffung von Gefeten anzutragen und Gefetentwurfe vorzulegen.

## art. 139.

Eine Erklarung, wodurch ein Gesetzentwurf ganz abges lehnt wird, oder Abanderungen besselben beantragt werden, muß die Angabe ber Beweggrunde enthalten.

#### Zrt. 140.

Der Großherzog erläßt und verkundet die Gesehe mit ausbrudlichem Bezug auf die erfolgte Bustimmung des Landstags, beziehungsweise auf die nach Art. 137. Biffer 2. vor-liegenden Umstände.

## Art. 141.

- §. 1. Gefete und Berordnungen find verbindlich, wenn fie in gefeticher Form verkundet find.
- §. 2. Die Prüfung ber Rechtsbeständigkeit geborig vers kundeter Gefete und Berordnungen steht nicht ben Behorden, sondern nur bem gandtage zu.

#### Mrt. 142.

Der Landtag kann über Anordnungen, welche feiner Bustimmung nicht bedürfen, so wie über die bei beabsichtigten Aenderungen in der Gesethgebung im Allgemeinen zu befolgens ben Grundsate auf Antrag ber Staatbregierung seine gutsachtliche Erklärung abgeben.

## Art. 143.

Der Landtag hat bas Recht ber Steuerbewilligung nach ben naberen Bestimmungen bes Abschnitt X.

## 3. Landtag und Geschäftsbetrieb.

#### Mrt. 144.

Die Einberufung bes Landtags geschieht burch eine Berordnung bes Großherzogs, welche in die Gesethlatter eingerudt mirb.

### Urt. 145.

- §. 1. Ordentliche Landtage follen alle brei Sahre ftatte finden und zeitig in dem Jahre berufen werden, mit welchem die Finanzperiode (Art. 190.) abläuft. Es bleibt indeffen der Gesetzgebung vorbehalten, jährliche ordentliche Landtage eintreten zu lassen. Für diesen Fall bleibt die Erweiterung der im Art. 120. festgesehten Wahlperiode auf drei Jahre der Gessetzgebung gleichfalls vorbehalten.
- §. 2. Die breijährige Bahlperiode wird von Eröffnung bes einen ordentlichen Landtags bis jur Eröffnung bes folgenden ordentlichen Landtags gerechnet.

#### 2rt. 146.

- §. 1. Bur Erledigung bestimmter Gefetgebungs = ober anderer Angelegenheiten wird ber Landtag außerordentlich ber rufen.
- §. 2. Auch ohne Berufung tritt der Candtag in ben Fällen der Art. 150. §. 2. und 198. §. 2. außerordentlich zusammen.

## Urt. 147.

Die Dauer eines Landtags wird ftets in der Ginberus fungsverordnung, die eines ordentlichen Landtags nicht unter

fechs Wochen bestimmt, wodurch jedoch eine angemeffene Bers längerung nicht ausgeschloffen ift.

#### Art. 148.

Dem Großherzoge fieht bas Recht zu, ben Landtag zu vertagen, zu schließen und aufzulofen.

#### Mrt. 149.

Eine Bertagung kann nur auf höchstens sechs Monate, und zwar ohne Bustimmung des Landtags nur einmal ges schehen.

### Mrt. 150.

- §. 1. Nach einer Aussolung bes Canbtags muffen bie neuen Bahlen innerhalb zwei Monaten ausgeschrieben wers ben. Der Canbtag ist auf einen Zag einzuberufen, welcher innerhalb ber auf die Bahlausschreibung folgenden brei Rosnate fallt.
- §. 2. Unterbleibt bas Eine ober bas Andere, so treten bie Mitglieder bes aufgeloften Landtags bis zum Zusammenstritt ber neu gewählten Abgeordneten in ihre früheren Rechte und versammeln sich ohne Einberufung baldthunlichst zur Wahrung des Staatsgrundgesets.
- §. 3. Der neugewählte Candtag tritt in die Periode Art. 145.) des aufgeloften ein.

## Zrt. 151.

Der Großherzog eröffnet und entläßt ben Landtag ents weber in eigener Person, ober burch einen bazu Bevollmache tigten.

## 21rt. 152.

Die Eröffnung geschieht nach vorläufiger Berichtigung ber Legitimation ber Abgeordneten, sobalb beren wenigstens zwei Drittel anwesend sinb.

## art. 153.

Eine Bersammlung bes Landtags findet außer ber Beit, für welche er vom Großherzog oder Kraft bes Gesethes berus fen ift, nicht Statt.

#### Urt. 154.

Nach ber Bertagung ober bem Schluffe ober ber Auflöfung bes Landtags barf berfelbe nicht ferner versammelt bleiben, vorbehaltlich ber Bestimmung bes Art. 167. §. 2.

#### Urt. 155.

Der Großherzog kann Bevollmächtigte ernennen, bie in ben Fallen, mo bies von ben Mitgliedern bes Staatsministes riums nicht perfonlich geschieht, bem Landtage die erforderslichen Erläuterungen und Aufflarungen ertheilen, überhaupt bie Geschäftsverbindung mit ber Staatsregierung erleichtern.

## art. 156.

Die Mitglieber bes Staatsministeriums und die Großberzoglichen Bevollmächtigten sind berechtigt, jeder Sigung
bes Landtags beizuwohnen. Sie können demfelben vor Schluß
ber Debatte jederzeit Mittheilungen machen und muß ihnen
bis bahin bas Wort stets gegeben werben, sofern badurch ein
begonnener Bortrag nicht unterbrochen wird.

#### Mrt. 157.

- §. 1. Die Sigungen bes Landtags find öffentlich.
- §. 2. Sie merben auenahmemeife geheim,

Ĺ

- a. wenn auf Antrag der Staatbregierung, oder man auf ben von wenigstens noch funf Mitgliedern unterstütten Untrag eines Mitgliedes nach Entfernung der Buhörer die Mehrheit der anwesenden Abgeordneten bie geheime Berathung beschließt.
- b. bei Berhandlungen über Bertrage mit andern Ctaasten, welche bem Landtage jur Buftimmung ober Be-

ftatigung vorgelegt werden, wenn bie Staatsregierung Die geheime Berathung beantragt.

## Urt. 158.

- §. 1. Den Buhorern ift feinerlei Ginwirfung auf bie Berfammlung ober ben Gang ber Berhandlungen, feine Meußerung bes Beifalls ober ber Migbilligung gestattet.
- §. 2. Der Prafibent hat auch in biefer Beziehung bie außere Ordnung durch angemessene Berfügungen, nothigensfalls durch Entfernung ber Zuhörer aufrecht zu erhalten.

## 2rt. 159.

Der Landtag ift nur bann beschluffabig, wenn menig= ftens zwei Drittel ber Abgeordneten anwesend sind.

## art. 160.

Gin Befchluß tes Landtags wird durch abfolute Stimmenmehrheit ter anwesenden Abgeordneten gefaßt, wenn nicht in Beziehung auf Bahlen die Geschäftsordnung ein Anteres bestimmt.

## 2rt. 161.

S. 1. Der Prafibent flimmt immer mit.

§. 2. Wenn bei ber ersten Abstimmung sich Stimmengleichheit ergeben hat, so soll dieselbe — und zwar, wenn ber Präsident es für angemessen erachtet, erst in der folgenben Sigung — wiederholt werden, und wenn auch die zweite Abstimmung zu einem Beschlusse durch absolute Stimmenmehrheit nicht geführt hat, so ist der zur Abstimmung gebrachte Antrag als abgelehnt zu betrachten.

## Art. 162.

§. 1. Die über die Berhandlungen auf bem Landtage aufgenommenen Protokolle werben burch ben Druck bekannt gemacht.

§. 2. Die Protokolle über geheime Sitzungen werben nicht gedruckt, wenn nicht mit Bustimmung ber Staatbregiezrung ber Canbtag bie Beröffentlichung beschließt.

## 21 rt. 163.

Der Großherzog verkundet im Gesehblatt balbigft nach ber Schließung oder der Auflösung eines jeden Landtags seine zustimmende oder ablehnende Erklärung über deffen bis das hin nicht erledigte Antrage, durch einen Landtagsabschied.

## Urt. 164.

- §. 1. Die Abgeordneten erhalten die Reisetosten erftattet und beziehen Taggelber, auf welche nicht verzichtet werben barf.
- §. 2. Die Abgeordneten, welche am Bersammlungeorte wohnen, erhalten bie Salfte ber Taggelber.

## Urt. 165.

Die naberen Bestimmungen über bie Behandlung ber Geschäfte auf bem ganbtage und beffen babei in Betracht tommenbe sonstigen Beziehungen zur Staatbregierung wird bie im Bege bes Gesches zu erlassende Geschäftsordnung enthalten.

Bis jur Feftstellung einer folden gilt bie von bem gu= nachft vorhergebenden gandtage angenommene Wefchaftsordnung.

4. Standiger Landtags= Musichus.

## Urt. 166.

Die Bestimmungen über ten ständigen Landtagsausschuß tommen fo lange zur Anwendung, als eine dreijährige Periobe für die ordentlichen Landtage besteht. (Art. 145.)

#### art. 167.

§. 1. Seber ordentliche Canttag mablt aus feiner Mitte und für bie Dauer feiner Wahlperiode mittelft absoluter Stimmenmehrheit einen ftandigen Ausschuß. h. 2. Sat die Bahl besselben vor der Schließung ober vor einer Bertagung nicht schon stattgefunden, so ift sie spatestens am folgenden Tage vorzunehmen.

#### Art. 168.

Die Birkfamkeit bes Musschuffes ift auf Die Beit zwischen ben Landtagen beschränkt.

## art. 169.

Der Ausschuß besteht außer seinem Borftanbe aus fünf Abgeordneten — brei Abgeordneten bes Herzogthums und einem Abgeordneten eines jeden ber beiden Fürstenthumer.

## Urt. 170.

Den Borftand bes Ausschusses mahlt ber ganbtag aus ben Abgeordneten bes Berzogthums burch absolute Stimmen= mehrheit.

#### Urt. 171.

- §. 1. Der Ausschuß erganzt sich im Fall bes Abgangs eines Mitgliedes durch Erwählung eines anderen Abgeordnesten, unter Beachtung ber in ben Art. 169. und 170. aufgesstellten Grundsäte.
- §. 2. Im Falle bes Abgangs bes Borftanbes übernimmt einstweilen bas alteste ber Mitglieder aus bem Serzogthume bessen Berrichtung und veranlaßt ben Ausschuß zur Wahl eines neuen Borftanbes.

# Art. 172.

- §. 1. Die Mitglieder des Ausschusses haben mahrend seiner Bersammlung bieselben Rechte wie die Landtagsabgeord= neten. (Art. 419., 131., 132., 164.)
- §. 2. Die Wahl in den Ausschuß kann Niemand, fo lange er Abgeordneter ift, ablehnen.
  - §. 3. Die im Art. 131. und 132. dem Canbtage und

feinem Prafibenten gegebenen Befugniffe fichen bem Musichuffe und feinem Borftande gu.

§. 4. Des dienstlichen Urlaubs bedürfen die Mitglieder bes Ausschusses nicht; ber Borstand bes Ausschusses hat aber ber Staatsregierung von ber Einberufung eines ber im Urt. 121. gedachten Beamteten sofort Anzeige zu machen.

## Mrt. 173.

- §. 1. Der Musichuß bat tie Bestimmung :
- 1) einzelne Geschäfte bes Landtags vorzubereiten ober zur Ausführung zu bringen, wenn er bazu von ihm beauftragt ift;
- 2) in den Fallen ber Art. 137. und 193., fo mie in Unswendung bes Urt. 142. fein Gutachten abzugeben;
- 3) auf die Bollziehung ber Lanttagsabschiede zu achten, und sonft auf verfaffungsmäßige Beife bas Interesse bes Landtags mahrzunehmen;
- 4) die Berufung eines außererbentlichen Canbtags unter Darlegung ter Grunde ju beantragen.
- §. 2. Ucher bie seiner Wirksamkeit unterliegenben Uns gelegenheiten kann er jederzeit von der Staatbregierung oder bem von berfelben bazu ernannten Bevollmächtigten bie ersforderlichen Aufschlüffe begehren.

#### 2frt. 174.

Db es zur Erledigung ber Geschäfte bes Ausschuffes einer personlichen Busammenfunft seiner Mitglieder bedarf, oder ob deren schriftliche Erkläming genügt, bleibt zunächst (f. Art. 175. §. 2.) der Beurtheilung des Vorstandes übers laffen.

## Art. 175.

§. 1. Der Ausschuß versammelt sich in ber Stadt Dibenburg auf Berufung seines Borftandes, ber tavon jedesmal bem Staatsministerium Anzeige macht. §. 2. Dem Antrage des Staatsministerlums ober zweier Mitglieder des Ausschusses auf Berufung des letteren ift ftets zu genügen.

## 21 rt. 176.

- §. 1. Im Ausschusse entscheibet absolute Stimmen= mehrheit.
- §. 2. Der Borftand hat in allen Angelegenheiten eine Stimme, die bei Stimmengleichheit ben Ausschlag giebt.

## Urt. 177.

Bon' ben Sigungen bes Ausschusses werden nur biejenisgen öffentlich gehalten, bei benen er dies angemessen sinden sollte. Bu einer öffentlichen Sigung können Bevollmächtigte ber Staatbregierung (Art. 153.) abgeordnet werden.

#### art. 178.

Der Ausschuß erflattet nach Beendigung seiner Birksfamkeit bem nächsten Landtage noch ichristlichen Bericht über seine Thätigkeit.

# IX. Abschnitt.

Bon dem Staatsgute, dem Krongute und von den Gebührnissen des Großherzogs und des Großherzogstaufes.

## Urt. 179.

Die Sonderung bes Domanial-Vermögens in Krongut und Staatsgut ift burch bie zwischen dem Großberzoge und bem Landtage getroffene Bereinbarung vom 5. Februar 1849 geschehen, welche diesem Staatsgrundgesetze unter Rr. I. ans liegt und als ein wesentlicher Bestandtheil besselben anzussehen ift.

feinem Prafibenten gegebenen Befugniffe ftchen bem Ausfchuffe und feinem Borftante gu.

§. 4. Des bienstlichen Urlaubs bedürfen bie Mitglieder bes Ausschusses nicht; ber Borftand bes Ausschusses hat aber ber Staatsregierung von ber Einberufung eines ber im Art. 121. gedachten Beamteten sofort Anzeige zu machen.

### Nrt. 173.

- §. 1. Der Ausschuß hat tie Bestimmung:
- 1) einzelne Geschäfte bes Landtags vorzubereiten ober zur Ausführung zu bringen, wenn er bazu von ihm beauftragt ift;
- 2) in den Fallen der Art. 137. und 193., fo wie in Uns wendung bes Urt. 142. fein Gutachten abzugeben;
- 3) auf bie Bollzichung ber Lanttagbabichiebe zu achten, und fonst auf verfaffungsmäßige Beife bas Interesse bes Landtags mahrzunehmen;
- 4) die Berufung eines außererbentlichen Candtags unter Darlegung ter Grunde zu beantragen.
- §. 2. Ueber Die feiner Birffamkeit unterliegenden Unsgelegenheiten kann er jederzeit von der Staatbregierung oder bem von derfelben dazu ernannten Bevollmächtigten die ersforderlichen Aufschläffe begehren.

#### 21 rt. 174.

Db es zur Erledigung ber Geschäfte bes Ausschuffes einer personlichen Busammentunft seiner Mitglieder bedarf, oder ob deren schriftliche Erkläming genügt, bleibt zunächst (f. Art. 175. §. 2.) der Beurtheilung des Borftandes übers laffen.

#### Mrt. 175.

§. 1. Der Ausschuß versammelt sich in ber Stadt Dibenburg auf Berufung seines Borftandes, ber bavon jedesmal bem Staatsministerium Anzeige macht. §. 2. Dem Antrage bes Staatsministeriums ober zweier Mitglieder bes Ausschuffes auf Berufung bes letteren ift stets zu genügen.

## art. 176.

- §. 1. Im Ausschusse entscheibet absolute Stimmen= mehrheit.
- §. 2. Der Borftand hat in allen Angelegenheiten eine Stimme, die bei Stimmengleichheit den Ausschlag giebt.

## Urt. 177.

Bon' ben Sigungen bes Ausschuffes werben nur biejenigen öffentlich gehalten, bei benen er bies angemeffen finden sollte. Bu einer offentlichen Sigung können Bevollmächtigte ber Staatbregierung (Art. 155.) abgeordnet werden.

## art. 178.

Der Ausschuß erflattet nach Beendigung seiner Birk- samteit bem nächsten Landtage noch ichriftlichen Bericht über seine Thätigkeit.

# IX. Abschnitt.

Bon dem Staatsgute, dem Arungute und von den Gebührniffen des Großherzugs und des Großher.
. zoglichen Hauses.

#### Mrt. 179.

Die Sonderung bes Domanial-Vermögens in Krongut und Staatsgut ift burch bie zwischen bem Großherzoge und bem Landtage getroffene Bereinbarung vom 5. Februar 1849 geschehen, welche diesem Staatsgrundgesetze unter Rr. I. ans liegt und als ein wesentlicher Bestandtheil besselben anzussehen ift.

In bem im §. 9 biefer Anlage vorgeschenem Falle ift ftatt ber beutschen Reichsgewalt bie beutsche Bundesgewalt zu ersuchen.

## Urt. 180.

- §. 1. Das gesammte vorhandene Staatsgut bildet eine im Eigenthume des ungetheilten Großherzogthums ftebende Gesammtmaffe, zerfällt aber in Beziehung auf die bamit versbundenen Laften und Beschwerben und in Beziehung auf ben Genuß feiner Auffunfte in drei nach den verschietenen Propingen gesonderten Maffen.
- §. 2. Der Genuß, Die Raften und Beschwerten bes Staatsguts verbleiben ber Proving, ju ber baffelbe gebort.
- §. 3. Das Domanialvermögen (Staatsgut, Krongut) ift bei Festseung bes Beitrags aus jedem bieser drei Landestheile zu den Gesammtausgaben des Großherzogthums (Art. 195) zu berudsichtigen und ist der bei Ausscheidung des Kronguts angenommene durchschnittliche Ertrag des ausgeschiedenen Kronguts jeder Provinz, zu der dasselbe gehört, auf die sie treffende Beitragsquote in Anrechnung zu bringen.

## Art. 181.

- §. 1. Das Staatsgut ift in feinen wefentlichen Beftandtheilen zu erhalten und auf eine bas nachhaltige Einkommen sichernbe Beise zu benuten. Abweichungen von biefem Grundsabe, Beräußerungen ober Beichwerungen mit Schulben und anderen Lasten sind mit Bewilligung bes Landtags
  zulässig.
- §. 2. Diefer Bewilligung bedarf es nicht für gefetliche Ablöfungen, für gefetliche Ausweifungen, fo wie für Beräußerung einzelner kandstüde zur Beforderung ber kandescultur, zum Sausbau ober zur angemeffenen Befeitigung et=
  waiger Unzuträglichkeiten ober zur Berichtigung zweifelhafter
  Grenzen im Inlande.
  - §. 3. Der Erlös aus Ablifung und Beraußerung ift

vorläufig ginebar gu belegen. Bu einer fonftigen Bermens bung beffelben bebarf es ber Buftimmung bes Landtage.

## art. 182.

Das Staatsgut wird von den Staats = Finanzbehörden verwaltet.

## Urt. 183.

Die Auffünfte bes Staatsguts fließen in die Staatstaffe und werden lediglich zu Staatsausgaben verwendet.

## art. 184.

Jebem orbentlichen Landtage find die inzwischen erfolgten Beränderungen im Bestande bes Staatsguts barzulegen.

### Mrt. 185.

Die Bestimmungen in Betreff bes Kronguts und ber Gebührniffe bes Großherzogs und bes Großherzoglichen Saus fes find in ber Anlage Rr. I. (Art. 179.) enthalten.

#### Mrt. 186.

Dem Großherzoge und der Großherzoglichen Familie fteht über das Privatvermögen die freie Berfügung zu, nach den naheren Bestimmungen bes Sausgesehes.

Das am 18. Februar 1849 im Großherzogthum vorhansbene Privatgrundvermögen bes Großherzogs ift in ber Uns lage Nr. 11. verzeichnet.

# X. Abschnitt.

## Bom Staatshaushalte.

## Art. 187.

- §. 1. Dhne Zustimmung bes Lanttags fonnen Steuern und Abgaben weber ausgeschrieben noch erhoben, Unleihen und Schulben nicht gultig gemacht werben.
- §. 2. Der Landtag barf feine Bustimmung gur Fortserhebung ber bestehenden Steuern und Abgaben nicht versweigern, insoweit bieselben gur Führung einer ben Bundespflichten und der Landesverfassung entsprechenden Regierung und insbesondere gur Deckung von Ausgaben erforderlich sind, welche auf bundes oder landesgesehlichen ober auch privatzrechtlichen Berpflichtungen beruhen.

### Urt. 188.

Die Bewilligung ber erforderlichen Mittel barf nicht von Bedingungen ober Borausichungen abhängig gemacht werben, welche nicht ben 3med und bie Berwendung berselben, ober ben Umfang bes Bedürsniffes ober bie Größe, ober bie Art ber Bertheilung und Erhebung, ober bie Dauer ber in Frage stehenden Steuern, Abgaben und Leistungen betreffen.

#### urt. 189.

- §. 1. Alle Ginnahmen und Ausgaben bes Staats fols len im Boraus veranschlagt werben.
- §. 2. Der gesammte Staatsbedarf wird fur jebe Fisnanzperiode mit Buftimmung bes Landtags festgestellt.
- §. 3. Der mit Bustimmung Des Landtags festgestellte Boranschlag bildet Die Grundlage bes zu erlassenden Finange Gefebes.

### Art. 190.

§. 1. Einem jeden ordentlichen Landtage foll ber Boranschlag ber für die nächstfolgende Finanzveriode — brei Ralenderjahre — erforderlichen Ausgaben und ber ju beren Dedung bestimmten Mittel vorgelegt werben.

- §. 2. Der Boranschlag ift mit moglichster Bollständig= Teit und Genauigkeit nach ben Sauptverwaltungezweigen aufzustellen.
- §. 3. Derfelbe muß insbefondere bas Bedurfniß der versanschlagten Ausgaben nachweisen, Die Art und Beife ber Aufsbringung ber Mittel begründen und mit ben zur Prufung ersforderlichen Belegen und Erlauterungen versehen fein.

## Urt. 191.

- §. 1. Wenn nach Ablauf ber Bewilligungszeit bas Busftandelommen eines neuen Finanzgesetes aus dem einen ober andern Grunde sich verzögert, burfen die für den ordentlichen Staatsbedarf bewilligten direkten Steuern und Abgaben noch sechs Monate hindurch forterhoben werden. Diese sechs Monate werden in die neue Kinanzperiode eingerechnet.
- §. 2. Die Forterhebung der indirekten Steuern und Abgaben ift durch eine Frift nicht beschränkt. Der nach Abslauf jener 6 Monate eingekommene Bitrag berselben wird jesdoch einstweilen in den Staatskassen niedergelegt und kann tarüber ohne Bustimmung des Landtags nicht verfügt werben.
- §. 3. Die bestehenden Steuern und Abgaben find langsftens bis jum Schluffe bes nachsten Landtags fortzuerheben.
- §. 4. Wenn Staatsregierung und Landtag über einzelne ber im Art. 187. §. 2. angegebenen Ausgaben ober über die zu beren Dedung erforderlichen Mittel sich nicht einigen, so dürfen, bis nach Art. 209. eine Entscheidung erfolgt ist, die für den ordentlichen Staatsbedarf der letzten Finanzperiode bewilligten Steuern und Abgaben forterhoben, jedoch nur zur Dedung der Art. 187. §. 2. bezeichneten, für die letzte Finanzperiode bewilligten ordentlichen Ausgaben unster ministerieller Berantwortlichkeit verwandt werden.
- §. 5. Ift nach Art. 209. eine Entscheidung des vereins barten Schiedsgerichts ober des Staatsgerichtsbofes erfolgt,

so ift bieselbe hinsichtlich ber Ausgaben so lange binbend, bis eine abandernbe Entscheidung bes Bunbesschiedegerichts er. wirkt ift.

### Urt. 192.

- §. 1. Der bauernte Bebarf für bas Militair und für bie Gehalte und Geschäftskoften im Jusiz- und Berwaltungs- bienste foll burch Regulative gemeinschaftlich mit dem Landtage sestgescht werden. hinsichtlich des Bedarss für das Militair tritt diese Bestimmung erst dann in Kraft, wenn die besinitive Entscheidung über ben Bestand des oldenburgischen Bundescontingents ersolgt sein wird.
- §. 2. Diese Regulative bienen, so lange nicht ein ansberes zwischen ber Staatsregierung und dem Landtage verzeinbart ift, der Bewilligung bes Landtags zur Norm, sind jedoch auf Antrag bes Landtags jederzeit einer Revision zu unterziehen, und werden wie ein Gegenstand ber Gesetzebung behandelt.

## art. 193.

- S. 1. In bringenden und unvorhergeschenen Fallen kann die Staatbregierung unter ben im Art. 137. 3. 2. ansgegebenen Boraussehungen und Bedingungen die zur Dedung eines außerordentlichen Bedursniffes unumgänglich erforderslichen sinanziellen Maßregeln vorläusig verfügen. Es sind dieselben aber unter Nachweisung der verwandten Summen dem nachsten Landtage zur Erwirkung der verfassungsmäßigen Bustimmung vorzulegen.
- §. 2. Die beiben letten Abfage bes Art. 137. finden auch hier Anwendung.

## Urt. 194.

Die Erlaffung rudftandiger Domanial = Einnahmen, Steuern, Abgaben, Sporteln und Gebühren in einzelnen Fallen bleibt dem Ermeffen ber Staatbregierung überlaffen.

## Urt. 195.

- §. 1. Die Ginkunfte bes Herzogthums Olbenburg, bes Fürstenthums Lübek und bes Fürstenthums Birkenfeld wers ben getrennt verwaltet und nur zu den Ausgaben ber bestreffenden Provinz verwendet.
- §. 2. Bu ben Gesammtausgaben bes Großherzogthums haben bis weiter beigutragen:

bas Berzogthum Dibenburg 80 Prozent, bas Fürstenthum Lubet 13 Prozent, bas Fürstenthum Birkenfelb 7 Prozent.

- §. 3. Bon feche zu feche Jahren foll diese Beitrage= bestimmung auf ben alsbann zu berufenden ordentlichen Land= tagen einer abermaligen Prüfung unterzogen und in Berück= sichtigung der Steuerkräfte so wie des Domania!vermögens (Art. 180.) jeder Provinz nach den inzwischen gemachten Er= fahrungen im Wege der Gesehgebung von neuem geordnet werden. Bis dahin bleibt der im §. 2. bestimmte Beitrags= fuß bestehen.
- §. 4. Die in ben vorstehenben Paragraphen ermahnten Gesammtausgaben werden für alle ben brei Provinzen bes Großherzogthums gemeinsamen Angelegenheiten und Ginrichstungen geleiftet, nämlich in Betreff
  - 1) ber aus ber Gemeinschaftlichkeit bes Staatsoberhauptes fich ergebenden Beziehungen, namentlich ber Gebuhr= niffe bes Großherzogs;
  - 2) bes Berhaltniffes jum beutschen Staatenverbanbe und ber Bertretung im Auslande;
  - 3) des Landtags, des ftandigen Landtagsausichuffes und ber Provinzialrathe, infofern lettere nicht auf eigenen Untrag jusammenberufen werben;
  - 4) bes Staategerichtehofes;
  - 5) bes Staatsministeriums;
  - 6) bes Gesammtlanbesarchivs;
  - 7) ber Behörden gur Prufung fur ben Staatsbienft;
  - 8) bes bochften gemeinfamen ganbesgerichte;

Bestechung, — ober bes Berbrechens ber Amtsuntreue, — ober einer Berlehung ihrer Amtspflichten in ber Absicht ber Erlangung eigenen Bortheils, — ober in ber Absicht ber Benachtheiligung bes Staats ober einzzelner Staatsburger, — ober einer gesehwibrigen Berzhaftung

foulbig gemacht haben follten.

§. 2. Der Beschluß zu einer solchen Anklage bebarf zu seiner Gultigkeit ber Wieberholung in einer zweiten, wenigsftens acht Tage nach ber erften Abstimmung abgehaltenen Sigung.

## Mrt. 201.

So lange es hierfür an einem allgemeinen beutschen Gerichte fehlt, tritt ein besonderer Staatsgerichtshof ein. Die Bestimmungen über bessen Einrichtung und Berfahren sind in ber Unlage III. enthalten.

## Urt. 202.

Die Bustandigkeit bes Staatsgerichtshofs erftrect fic

## Urt. 203.

Der Landtag kann auf sein Rlagerecht verzichten und eine bereits erhobene Anklage jederzeit fallen laffen.

#### Mrt. 204.

Das Klagerecht verjährt in vier Jahren von bem Tage an, wo die Thatsache, auf welche die Anklage gebaut wird, zur Kunde bes Landtags gekommen ift.

#### 21 rt. 205.

§. 1. Ueber die vom Staatsgerichtshofe zu erkennenden Strafen wird ein Geset, welches einem der nachsten Landstage vorgelegt werden soll, die erforderlichen Bestimmungen treffen. Bis bahin erkennt der Staatsgerichtshof

- 1) als Strafe einer Berletung ber Berfaffung: Dienftentsetung ober Dienftentlaffung;
- 2) wegen eines vorsählich begangenen sonstigen Amtsverbrechens ober Amtsvergehens: die geschliche Strafe;
  und wenn ein mit bem hauptgegenstande ber Anklage
  zusammentreffendes gemeines Verbrechen oder Bergehen in der Anklage befaßt ift, auch dessen gesehliche
  Strafe;
- 3) über bie Proceffoften.
- §. 2. Ueber etwaige Entschäbigungeforderungen entscheis ben bie ordentlichen Gerichte.

### Mrt. 206.

In Fallen, welche nicht lediglich eine Berletung ber Berfaffung jum Gegenstande haben, fteht es dem Staatsgerichtshofe ju, die einstweilige Entfernung des Angeklagten aus dem Dienste auszusprechen, sobald Gewisheit oder dringende Wahrscheinlichkeit eines nach der Boltsansicht entehrens den Berbrechens oder Bergehens vorliegt.

#### art. 207.

- §. 1. Das Erkenntnis lautet auf Berurtheilung ober Freisprechung; eine Entlassung von der Instanz ist nicht zulässig.
- §. 2. Bis bas im Art. 205. gebachte Gefet vorliegt, kann ber Gerichtshof bei ber Berurtheilung von Erstattung ber Rosten ganz ober theilweise entbinden, auch eine Penssionirung unter Bestimmung ber Große ber Pension anordnen, biese barf jedoch die Hälfte bes Gehalts nicht überfteigen.

#### 21rt. 208.

§. 1. Der Lanbtag hat die Befugniß, gegen andere, jum Staatsministerium nicht geborende Beamte wegen Berslehung ber Berfassung und bis bas nach Art. 111 verheißene Gefet erlassen ift, auch wegen eines sonstigen Amteverbrechens

oder Amtsvergehens eine gerichtliche Untersuchung burch Antrag bei bem Staatsministerium zu veranlassen. Dieses hat ben Antrag sosort bem zuständigen Gerichte mitzutheilen und bavon, daß und wie es geschehen ist, ben Landtag in Kenntniß zu sehen.

§. 2. Diefelbe Befugniß hat ber ftantige Landtags= Ausschuß.

## art. 209.

Baltet über die Auslegung des Staatsgrundgesetes ober über die Granzen ber versassungsmäßigen Mitwirkung des Landtags eine Verschiedenheit ber Ansichten zwischen der Staatsregierung und dem Landtage ob, und ist eine Verstanz digung nicht erreicht, so soll auf Antrag, sei es der Staatszegierung ober des Landtags, die Frage von einem vereinzbarten Schiedsgerichte oder von dem Staatsgerichtshofe als Schiedsgericht und falls die Staatsregierung oder der Landztag sich bei der Entscheidung des Schiedsgerichts nicht beruphigen wollen, von dem deutschen Bundesschiedsgerichte in letzter Instanz erledigt werden.

#### Urt. 210.

- §. 1. Dem Schiedsgerichte ift von jedem Theile eine schriftliche Ausführung zu übergeben, folche gegenseitig mitzutheilen und in einer zweiten Schrift zu beantworten; alles in ben vom Schiedsgerichte zu bestimmenden Friften.
- §. 2. Das Berfahren vor bem Bundesschiebsgerichte richtet sich nach ben burch ben beutschen Bund festgesetten Kormen.

## Urt. 211.

Der vom Schiedsgericht abgegebene Spruch foll öffents lich bekannt gemacht werden und dann die Kraft einer austhentischen Auslegung beziehungsweise eines rechtskräftigen Urtheils haben.



## Art. 212.

- §. 1. Ein Beschluß bes Landtages, wodurch eine Abanderung bes Staatsgrundgesetes ober ein Busat zu bemselben beantragt oder zugeftanden wird, erfordert:
  - 1. daß er auf zwei nach einander folgenden ganbtagen, zwischen benen eine neue Abgeordnetenwahl Statt gesunden hat, gefaßt werbe;
  - 2. baß ber Tag ber Abstimmung jebes Mal acht Tage vorher angefündigt worden; und
  - 3. daß wenigstens brei Biertheile ber einberufenen Abgeordneten an ber Abstimmung Theil nehmen.
- §. 2. Diefer Artikel findet auf biejenigen Bestimmungen keine Anwendung, deren Abanderung burch bie Gefetzgebung in diesem Staatsgrundgefete vorbehalten ift.

# XII. Abschnitt.

# Allgemeine Bestimmungen.

#### Art. 213.

Lehnsverband, Familienfibeicommiffe und Stammguter bleiben aufgehoben.

#### Mrt. 214.

Die Führung ber Berzeichniffe über Chen, Geburten und Tobesfälle (Standesbucher) foll neu geordnet werben.

#### Urt. 215.

Die Einführung bes Notariats, die Berbesserung bes Bormundschaftswesens, namentlich durch Betheiligung bet Familie, und des Hypothekenwesens nach dem Grundsate ber Specialität, so wie des Armenwesens bleibt der Gefetzgebung vorbehalten.

## art. 216.

- §. 1. Das Bermögen und Gintommen ber zu Unters richts = und Boblibatigkeitszweden bestehenden Anstalten, Stiftungen und Fonds barf für andere ale die stiftunges mäßigen Bwede nicht verwendet werden.
- §. 2. Nur in bem Falle, wo ber ftiftungsmäßige 3wed nicht mehr zu erreichen steht, barf eine Berwendung zu ansberen ähnlichen 3weden mit Bustimmung ber Betheiligten und, sofern Staatsanstalten in Betracht tommen, mit Beswilligung bes Landtags erfolgen.

#### Mrt. 217.

Die von ben bestehenden politischen Gemeinden bisher unabhängigen Genossenschaften, deren neue gesehliche Ordnung ersorderlich ist, namentlich die Basserbaugenossenschaften, sind soweit thunlich nach den über die politischen Gemeinden geltenden Grundsägen gesehlich zu regeln. Den Basserbaugenossenschaften ist bei der Unstellung ihrer Beamten Mitwirkung zu geben.

## Urt. 218.

- S. 1. Die Berhältnisse ber Marten und Martengenofe senschaften in ben Kreisen Bechta und Cloppenburg find burch ein bem nächsten Landtage vorzulegendes Gesetz neu zu ordnen.
- §. 2. Das bisher vom Staate, vom Gutsherrn ober vom Markenrichter ausgeübte Recht, von den Markengrunsben in den ehemals munsterschen Kreisen die s. g. tertia marcalis d. h. den driften Theil der Markenslächen an sich zu ziehen, desgleichen die in den vormals unter hannoverscher Hoheit gestandenen Marken hergebrachten markenrichterlichen Ansprüche auf Grund und Boden, sollen durch ein Gesetz aufgehoben und sollen über die Berwendung derselben die naheren gesehlichen Bestimmungen, unter wesentlicher Be-



rudfichtigung ber nicht martenberechtigten Grundbefiger und ber Richtgrundbefiger, getroffen werben.

§. 3. Bis zur Erlassung biefes Gefetes bleiben bie bestiehenben Berbaltniffe, insbesondere bie angeführten martenrichterlichen Rechte, in bem Umfange, in welchem sie gegens wartig ausgeübt werben, in Rraft.

### 21rt. 219.

Bur Bewirkung ber Nugbarmachung unbebauter Flächen, insbesondere zu bem Bwede, ben Unbemittelten die Erwersbung vom Grundbesit zu erleichtern, soll für das Berzogthum Oldenburg eine bem Staatsministerium unmittelbar untergesordnete Behörde hergestellt werden.

Dieser Behörde ift die Leitung ber Anstalten und Ginzeichtungen, welche vom Staate zu dem gedachten 3wecke getroffen werden, zu übertragen. Das Geset hat zu bestimmen, inwieweit derselben die Ausweisungen der dem Staate zusteshenden unangebauten Flachen zu überlassen sind. Auch soll sie durch angemessene Staatsmittel zu geeigneter Unterflutung von Anbauern in den Stand gesett werden.

## Mrt. 220.

Bis zur Erlaffung ber Gefete, welche zur Ausführung ber im Staatsgrundgefete ausgesprochenen Grundsate erforterlich ober bereits in Aussicht gestellt find, bleiben bie besstehenden in Gesetz und hertommen begründeten Normen in Gultigkeit, sofern solchen nicht Bestimmungen bes Staatsegrundgesetes entgegenstehen.

## art. 221.

G6 ift auf möglichfte Berbreitung ber Kenntniß bes Staatsgrundgefetes Bedacht ju nehmen.

# Anlage I.

Bereinbarung zwischen Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge und dem durch das Gesetz vom 26. Juni 1848 berufenen Landtage des Großherzogthums Oldenburg wegen des Domanialvermögens.

## §. 1.

Dem Großherzoge verbleiben bie Schloffer und beren Pertinentien nebst ben bisber unter ber hofverwaltung gestandenen und ben sonstigen Grundstüden und Natural=Bes jugen, wie solche in ber Anlage A. verzeichnet sind.

## §. 2.

Bon bem gesammten, bisher von ben Staatsbehörden verwalteten Domanial=Bestande werden zur Sustentation bes Großberzoglichen Sauses Grundstüde ausgeschieden zum Pachts werthe von sunfundachtzigtausend Thaler, und für Krongut der jeht regierenden Fürstlichen Familie (Art. 8. des Staatssgrundgesetzes) erklärt, in dessen Besitz der jedesmalige regies rende Großherzog sich besindet.

## 8. 3

Bum Krongute im Befige bes Grofherzogs geboren auch bie im &. 1. gebachten Grundflude.

# §. 4.

Der nach §. 2. auszuscheidende Domanial=Bestand font feine Forsten, feine Außengroden und soweit thunlich feine Gewerbsbetriebbanstalten und feine unbehausete eingedeichte Groden befassen.



## §. 5.

Der Pachtwerth ber im §. 2. gebachten Grunbftude foll burch Berechnung bes Pachtertrags, fo weit es angeht, nach einem Durchschnitte ber letten zwanzig Jahre, ermittelt werben.

Bei abminifirirten Gutern foll der nach Abzug ber Berwaltungetoften verbliebene Ueberschuß dem Pachtertrage gleichgelten.

## §. 6.

Der Großherzog giebt, vorbehältlich ber Bestimmung im S. 7., Die ber regierenden Furstlichen Familie zustehenden Rechte an tem gesammten übrigen Domanial-Bermögen zum Besten bes Landes auf, und erklart dasselbe für Staatsgut.

## §. 7.

Der Großherzog bezieht zu bem im g. 2. angegebenen Bwede aus bem unter biefem Borbebalt für Staatsgut erstärten Domanial-Bermögen jahrlich eine baare Summe von fünfundachtzigtausend Thalern.

## §. 8.

Diese fünfundachtzigtausend Thaler werden hiedurch auf bas bieberige Domanial-Bermögen (§. 6.) radicirt, dergestalt, daß dessen Einkunfte zunächst bestimmt bleiben zur Abführung jener fünfundachtzigtausend Thaler, wozu es keiner besonderen ständischen Zustimmung und Bewilligung bedarf.

Diefe Radicirung soll der ftaatswirthschaftlichen Bers waltung und Berfügung auch über diefen Theil des Staatss guts keinen Eintrag thun.

## §. 9.

Der Bezug ber zur Suftentation bes Großherzoglichen Saufes bestimmten Baarfumme aus bem bisherigen Domas nial-Bermögen (§. 7.) unterliegt ber Bereinbarung bes Re-

gierungs = Nachfolgers mit bem allgemeinen Landtage, unbes schadet jedoch ber im §. 8. bestimmten Radicirung und ihrer Folgen.

Wenn biese Bereinbarung nicht vor Erlassung bes nach=
ften Finanzgesches getroffen lift. so foll bie beutsche Reichsgewalt ersucht werben, über ben Betrag ber Baarsumme Ent=
scheibung abzugeben.

Bis bahin, daß biefe Entscheidung erfolgt ift, bleibt ber Regierungs=Nachfolger im Genusse ber vom Regierungs=Borsfahren bezogenen Summe.

## § 10.

Das Großherzogliche Krongut, bessen im §. 2. gebacht ift, wird unter Berantwortlichkeit bes Staatsministeriums von ber Staatssinanzbehörde verwaltet. Es ift beshalb bessonbere Rechnung zu führen, welche bem allgemeinen Landstage gleichzeitig mit ber Staatscasse: Rechnung vorgelegt wers ben soll.

## §. 11.

Das Großherzogliche Krongut kann nur mit ftanbischer Bustimmung veraußert ober mit Schulden belastet werden, und ift vom Lande untrennbar.

# **§**. 12.

Der Grofherzog übernimmt auf die zur Suftentation bes Grofherzoglichen Saufes vorbehaltenen Mittel:

- 1. Die Roften ber gesammten Sofhaltung;
- 2. Die Dotation des volljahrigen Erbgroßherzogs, welche nie weniger als jahrlich breizehntausend funfhundert Thaler betragen foll;
- 3. sammtliche Apanagen ber Mitglieder ber regierenden Fürstlichen Familie;
  - 4. die Frauleinsteuer;
  - 5. bas Witthum ber verwittweten Großherzogin;



- 6. im Fall einer Regentschaft ben angemeffenen Bebarf bes Regenten, über beffen Betrag bas Sausgesetz nabere Bestimmung treffen wirb;
- 7. Die jehigen und funftigen Pensionen ber jum Sofe geborigen Versonen und ihrer Angeborigen;
- 8. sammtliche Bautoften, sowohl zur Erhaltung als zum Neubau ber, ber regierenden Fürstlichen Familie nach §. 1. und 2. verbleibenden Gebaude;
  - 9. Die Beitrage jur Brandcaffe;
- 10. die Gemeinde Abgaben und Lasten, welche über Grund und Boden vertheilt werden, vorbehältlich der Ausnahme im Art. 61. des Staatsgrundgesetes;
- 11. Die burch die Bermaltung bes. Kronguts ermachfens ben Roften.

Die Gebühren und Roften für Sebung ber Einkunfte bes Rronguts bleiben zu Laften ber Staatscasse; auch wird von bemselben kein Beitrag zu bem Auswande geleistet, ben die Staatssinanzbehörde und ihre Officialen erfordern, wohin jedoch Tagegelder und Fuhrkoften nicht gehören.

## § 13.

Staatslaften, Steuern und Abgaben, welche an ben Staat zu leiften find, können bie zur Suftentation bes Groß, berzoglichen Hauses bestimmten Mittel nicht unterworfen werben.

Much unterliegt bas Privat = Capital = Bermogen bes Großberzogs und ber Mitglieder ber regierenden Fürstlichen Familie teinerlei Staats = ober Gemeinde - Steuern, Abgaben und Lasten.

## §. 14.

Diese Bereinbarung ift nur fur bie Dauer ber im Urt. 8. bes Staatsgrundgesehes bestimmten Regierungenach. folge gultig und fallt mit allen baraus zu ziehenden Folgerungen meg, sobald tein nachtomme aus bem Mannsttamme

bes Herzogs Peter Friedrich Ludwig mehr an ber Regierung des Großherzogthums ift, unbeschadet jedoch bes Rechts= bestandes der inzwischen am Domanialbestande vorgenommenen Aenderungen.

# Rebenanlage A.

# Berzeich niß

ber jur Großherzoglichen Hofverwaltung vorbehaltenen Gebäude, Grundstücke und sonstigen Gegenstande.

## 1. 3m Bergogthum Oldenburg.

- 1. bas Großherzogliche Schloß mit bem bamit in Berbindung ft. henden Frauenzimmer Daufe, dem Rüchenflügel, ben Holzschuppen, der Eishütte, den Enclos und dem inneren und äußeren Schloßplatze, welcher letterer sich von der Brücke an der Huntestraße in der Nähe der Mühle bis 30 Schritte östlich und sublich von der Hauptwache und bis an die Brücke neben der Wache und zu der Barriere erftreckt, welche den Baumhof von der Straße des inneren Damms trennt. Bu dem Schloßplatze gebort serner das Straßene pflaster in seiner ganzen Breite südlich von der Allee auf dem innern Damm bis zu der Brücke im mittlern Damm;
- 2. bas fleine Palais mit bem baneben belegenen Sof= raum;



- 3. ber Marstall mit bem Reithause und ber neuen Bagenremise, so wie mit der alten Bagenremise und
  bem freien Plate neben derselben, worauf bas ehemals Schröder'sche Saus gestanden, an der Mühlenstraße, bem Düngerplate und der Remise bei dem
  Haaren Borwerke;
- 4. bas am Schlofigarten am innern Damm belegene, von ber Wittwe Des Cammer Caffirers Muller angekaufte
- , \_ 3 . Daus, nebst Plat vor bemfelben;
  - 5. Die Caftellanei am außersten Damm mit ben Rebenge= bauben, bem Gisteller und Garten;
  - 6. ber Gisteller am Ball, nebft Brude und Thor;
  - 7. ber Schlofgarten mit ten fammtlichen barin befind= lichen Gebauben;
  - 8. ber fonft Mud'iche Garten vor bem Everftenholze mit bem barin befindlichen Gartenhaufe:
  - 9. Die Ballmeisterwohnung mit Stall und Garten am Everstenholze;
  - 10. Der herrschaftliche Gemufegarten auf ber Schanze auf bem außerften Damm;
  - 11. ter Ball;
  - 12. das Everftenholz;
  - 13. ber Gestuthof auf bem haarenvorwert mit Ginschluß ber bortigen Wohnung und Garten für ben Geftut= meister und Knechte;
  - 14. Die Gemalde-Gallerie;
  - 15. bas naturhiftorifche Mufeum am Stau nebft Stall und Rebengebaude und Garten;
  - 16. die Begrabniß=Capelle;
  - 17. nachftehende bieber vom Marftall und Geftut benutte Grundflude:
    - a. die Parbereschen Beiden groß p. m. 40 Scheffel Saat;
    - b. Renken : Beibe, groß 22 Scheffel Saat;
    - c. Steinfreug-Biefe, früher 127 Scheffel Gaat;

d. Pastoreis Wiese, ehemalige, groß 26 Schestel 20 🗆 R.
e. große und fleine Borwerteweide, 77 Scheffel 18 - R.
290 🗆 🕏 ;
f. Gartenland (jest Weide) groß 18 Scheffel 22 🗆 R.
110 🗆 🕏 .;
g. Harten'sche Weide, groß 50 Scheffel 28 🗆 R.
126 □ ₹.;
h. Crercierplatz, groß 55 Scheffel 7 🗆 R. 29 🗆 F.;
i. Haarenmutlmeiten, groß 39 Scheffel 10 - R. ; 200 4
k. Papenweibe, groß 19 Scheffel 9 🗆 R.;
l. Seggernweide, groß 50 Scheffel 2 - R. 156 - F.;
m. fleine und lange Holzweibe, groß 27 Scheffel 5 - R.
240 □ ₹.;
n. die große Dammtoppel Parcelle, circa 51 Scheffel
Saat und ber Anichluß an Die Renten-Beibe;
o. ber Blutegelteich neben bem Garten ber haarenmuble
mit ber Berechtigung ber Ueberwegung durch biefen
Garten nach dem Teiche;
18. der große Wildpart zu Rastede mit dem daran befind= lichen Wohnhause und Rebengebaude des Parkaus=
febers;
19. der fleine Bildpark bafelbst;
20. die zur Dienstwohnung bes Parkaufschers zu Sank-
hausen früher gelegten 12 und 14 Scheffel Saat Ean-
bes und ein Placen aus ber Gemeinheit;
21. bas Schloß
22. ber Schloßthurm
23. das Bachthaus vor bem Schloffe
24. ber Marftall } Bu Sever ;
25. der Schlofgarten
26. die Bagen: und Torf-Remise bei bem
<b>சு</b> ந்நில் இது
27. Für tie Schloffer in Olbenburg und Raftete an
Brennholz nach einem 10 jahrigen Durchfdmitt, jahr=
lich 615 Faden.

	Für das Schloß in Jever an Brennholz,		
	jährlich	14	Faben.
	und an Torf	<b>50</b>	Fuber.
e	Sollte der Hof kunftig langere Zeit in Jeve		
so wir	rd an Brennholz mehr geliefert:		
	a. für ben Commermonat	10	Faden.
	b. " " Wintermonat	30	"
28.	bie Bagd auf ben fammtlichen Rron = un		
	gütern;	- 4	
29.	die herrschaftlichen Rirchenstuhle und ba		
	Maufoleum in ber St. Lambertus = Kirche	•	
	burg, resp. in der Rirche ju Jever, und bie	Şе	rrschaft.
	lichen Graber auf tem Rirchhofe zu Oldenb	urg.	
	II. im Fürftenthum Eübef:		
1.	bas Großherzogliche Schloß mit fammilic	en	Reben-
	gebauden, als namentlich den Bagen = Ren		-
			-

- Marstall mit der Reitbahn, ber Castellanei, dem Baschhause am See, den Fischbehaltern, der Eishurte; der innere und außere Schlopplat, der Plat bei der
  - Castellanei bis zum See; ber Jungfernstieg und ber Freigang; bie Mitbenutung des Materialhauses und der Holzhöfe am Jungfernstieg;
- 2. bas Cavalierhaus:
- 3. bie Hofgartnerwohnung nebft Bubebor am Sungfern= fliege, Die Gartenknechtswohnung nebft Bubebor Da- felbft;
- 4. ber Schlofgarten mit fammtlichen barin befindlichen Gebäuten; ber Rüchengarten nebst Bubehor bei ber Hofgartnerwohnung; Die Wasserleitungen nach bem Schlofgarten; Die Aufficht über Die Anlage nach bem Cichenhain und über Die Spihe des Erercirplages, soweit biese mit Baumen und Buschwerk bestanden ist;
- 5. bie Inseln im großen Gutiner See mit ben barauf bes findlichen Gebauben;



- 6. ber Jägerhof bei Gutin nebst ben bazu gehörigen Reben= gebauben, 3minger, hofplat und Garten;
- 7. ber Pavillon nebst Ruchengebaude und Pferbestall zu Sielbect, die vormalige Biegelerwohnung und bas jum Ausbau bestimmte vormalige Brennhaus mit ben umliegenten Grunden; Die Parfanlage im Uteleigehege, beren etwaige Ausdehnung, auch auf Die benachbarten, naber nambaft zu machenden, Forftorte und nach bem Leben vorbehalten bleibt; die Forftcultur und Forft= benutung in Diesen Forftorten fteht zwar ber Forfi= behorde au, jedoch hat tiefelbe bieferhalb mit ber Sof= vermaltung vorgangige Rudfprache ju nehmen;
- 8. Die Berrichaftlichen Bimmer im Forfthaufe ju Buften-
- 9. Die jum Schloffe geborigen Feuerlosch : Gerathichaften;
- 10. Die ausschließliche Jago auf den fammilichen Kronund Staatsqutern;
- 11. an Lieferungen und Leiftungen :
  - a) aus ben Forften:

für bas Schloß u. f. w., inclus, freie Anfuhr, wie bisher, 142 Faden gefundes Buchenfluftholz, 8 Kaben Eichenholz, 1 Faben Knuppelholz, 24 Tragt Bufc zu Befen, nebst Schachten, 11/2 Fuber Erbfenbufch und 127,000 Soden Baggertorf, fo wie 3200 Goten Stichtorf.

Im Fall ber Sof langere Beit in Gutin refibirt, wird an Brennholz mehr geliefert:

> für den Sommermonat . . . 10 Faben Wintermonat . . . .

b) vom Bauhofe:

jahrliche unentgelbliche Lieferung von 4 Fuber Beu nach dem Marftall, fo wie gegen marktgängige Bergutung Beu und Strob, falls ber Sof anwesend ift;

jahrliche unentgelbliche Lieferung von 100 Suder

Grand und von 60 Rarren Dunger nach dem Schloß: garten;

jährliche unentgeldliche Lieferung von 10 Fuder heu à circa 1500 Pfund, 10 Fuder Stroh à circa 150 Klappen, und 4 Fuder Streustroh nach dem Tägerhofe;

jahrliche unentgelbliche Leiftung ber zu ben Sag= ben benöthigten Fuhren, bebgleichen Stellung ber er= forberlichen Kahne;

gemiffe bei Unwesenheit bes hofes bisher geleiftete außerordentliche Fuhren.

- c) von 33 resp. Erbpächtern und vormals nach bem Borwerk Rotensande bienstpflichtig gewesenen hufnern, einem jeden jahrlich 1 Fuder heu oder aber 4 Thir. an die Marstallecasse;
- 12. Die herrschaftlichen Graber auf dem Rirchhofe bei Gutin.

## III. im Furftenthum Birtenfelb:

- 1. bie Bohnung im Regierungsgebaude fur tie Groß= berzogliche Familie;
- 2. Die Lieferung bes bei Unwesenheit bes Großherzoglichen Sofes in Birtenfeld erforderlichen Fcuerungs-Materials und Wilbes.

# Anlage II.

Die fammtlichen zum Privatvermogen Seiner Koniglichen Sobeit bes Großherzogs gehörenden im gande belegenen Grundstüde bestehen in folgendem:

1) im Bergogthum Oldenburg:

tas Schloß und bas Erbprinzenhaus zu Raftebe mit ben bazu gehörigen Pertinenzien;

bas Bormert zu Raftebe; bie Muble zu Hankhaufen; bie Grifteber Forstbusche und Wiesen; bas Theater zu Oldenburg.

2) im Fürstenthum Lubet:

das Gut Beng und
bas f. g. Palais in ber Stadt Gutin.

# Anlage III.

Bon ber Ginrichtung und bem Berfahren bes Staats= gerichtshofs.

## §. 1.

Der Staatsgerichtshof besteht aus einem Prafitenten und sechs Richtern.

# §. 2.

Auf jedem ordentlichen Kandtage foll eine Neubildung bes Staatsgerichtshofes vorgenommen werden, wenn entweder die Staatsregierung oder der Landtag darauf anträgt. Bis zu erfolgter Neubildung des Staatsgerichtshofes bleibt der bisherige in Wirksamkeit. Er besteht ausnahmsweise auch nachber fort, für den einzelnen Fall, der durch Uebergabe der Anklageschrift vorher an ihn gebracht worden, dis zur ganzelichen Beendigung des Processes.

## §. 3.

Ein Mitglied beffelben wird burch bas Loos aus ben Mitgliedern bes bochften Landesgerichts berufen.



## §. 4.

Bon den übrigen sechs Mitgliebern werden aus ben rich= terlichen Beamten im Großherzogthum von der Staatbregie= rung brei und von bem Landtage ebenfalls brei ermählt.

## §. 5.

Auf gleiche Beise (§. 4.) erfolgt bie Ernennung von feche Erfatrichtern.

## **δ. 6**.

Die Mitglieder und Die Erfatrichter muffen wenigstens 30 Sahr alt und durfen nicht Abgeordnete jum Canbtage fein.

## §. 7.

Das Amt eines Mitgliedes ober Ersatzichters barf nur aus erheblichen Grunden abgelehnt ober ausgegeben werden. Die Entscheitung über die Erheblichkeit ber Grunde steht ber Staatsregierung zu, bezüglich der vom Landtage gewählten jedoch nur bann, wenn der Landtag, dem sonst insoweit die Entscheidung zusteht, augenblicklich nicht versammelt ist. Die Annahme einer Erwählung zum Abgeordneten ist ein erheblicher Grund, falls dem Eintritt in den Landtag sonst nichts entgegensteht.

## §. 8.

Cammtliche Mitglieder mablen unter fich ben Prafibenten.

## §. 9.

Fallt das nach &. 3. berufene Mitglied des Staatsgezrichtshofes aus irgend einem Grunde weg, so findet sofort eine Erganzung durch das Loos Statt (&. 3.).

Für ein nach §. 4. erwähltes Mitglied, welches ausfällt, tritt nach ber bei ber Wahl zu bestimmenden Reihenfolge ein Ersagrichter ein, und zwar, wenn es von ber Staatsregierung



ermählt war, bas von ber Staatbregierung ernannte, und wenn es von dem Landtage ermählt war, das von dem Landstage ernannte.

## §. 10.

Die Mitglieder bes Ctaatsgerichtshofes find für biefen ihren Beruf von bem Diensteide entbunden und blos burch ben geleisteten Gib auf Berfassung und Gefet verpflichtet.

## §. 11.

Eine Burudnahme ber Ernennung ber Mitglieber tes Staatsgerichtshofs und ber Ersagrichter ift mahrend ber Beit und mahrend bes Processes, wofür sie berusen find (§. 2.), nicht julaffig.

## §. 12.

Bird ein Mitglied tes Ctaatsgerichtehofes beforbert ober erhalt ein folches Bulage, fo fteht ben Anklagern teshalb bie Ablehnung beffelben gu.

## §. 13.

Der Staategerichtshof versammelt sich auf Einberufung burch ben Prafidenten, welcher bamit sogleich versahren muß, wenn er unter Angabe bes Gegenstandes burch einen ihm beglaubigt mitgetheilten Beschluß bes Landtage bazu aufgesfordert wird.

## §. 14.

Jebes Mitglied bes Staatsgerichtshofs fann sowohl von bem anklagenden, als von bem angeklagten Theile abzgelehnt werden, unter Darlegung der Umftande oder Bersbältniffe, welche gegrundete Bedenken gegen seine Unparteislichkeit erregen.



#### §. 15.

Falls einem Mitgliebe Umftanbe ober Berhaltniffe befannt find, die gegen feine Perfon folche Bedenken (§. 14) erregen konnten, hat es bem Staatsgerichtshofe bavon Unzeige zu machen.

Diefer wird beiben Theilen bie Unzeige mittheilen.

#### §. 16.

Wird von dem einen oder dem anderen Theile ein Abslehnungsgrund geltend gemacht, so entscheidet der Staatsgestichtshof über die Statthaftigkeit der Ablehnung.

#### §. 17.

Das Hauptverfahren vor bem Staatsgerichtshof, nach ber etwa nothig erachteten Boruntersuchung, ift bas Anklages verfahren.

Es foll münblich und öffentlich fein.

Die Deffentlichkeit kann auf Antrag ber Staatbregierung in llebereinstimmung mit dem gandtage, beziehungsweise mit dem standigen Candtags = Ausschuffe, aus Rucksichten bes Staatswohls vom Staatsgerichtshofe ausgeschlossen werden.

#### §. 18.

Die Anklage wird von einem bis drei von dem Landstage aus seiner Mitte erwählten Bevollmächtigten ein= und durchgeführt. Sie muß die Anklage=Punkte bestimmt und umftandlich enthalten.

#### §. **19**.

Der Staatsgerichtshof ift an positive Beweisregeln nicht gebunden und entscheidet nach seiner gewissenhaften Ueberszeugung.



#### §. 20.

Dem Angeflagten fteht gegen ein ihn verurtheilenbes Erkenntniß, fo wie gegen einen Bwischenbescheid, ber ihm bleibenben Rechtsnachtheil brobt, bas binnen brei Tagen einzulegenbe Rechtsmittel ber weiteren Bertheibigung vor bem Staatsgerichtshofe zu.

Erkenntniffe auf Berhaftung find bes eingewandten Rechtsmittels ungeachtet sofort vollstrechar.

#### §. 21.

Bei einer Berufung auf ein anberweites Endurtheil ift bie Bahl ber Richter um zwei zu vermehren, so daß ber erfte von der Staatbregierung ernannte und der erfte von bem Landtage ernannte Erfahrichter hinzutreten. In allen Fällen einer Berufung wird die Leitung des ferneren Berfahrens einem anderen als dem bisher damit betraut gewesenen Richter nach Wahl bes Staatsgerichtshofes übertragen.

#### §. 22.

Der Prafident des Staatsgerichtshofs hat für die Bolls ziehung der Beschlusse und Erkenntnisse zu sorgen und im Fall eines Anstandes den Staatsgerichtshof wieder zusammen zu berufen.

## Anlage IV.

### Von dem Provinzialrath.

#### §. 1.

Der Provinzialrath besteht aus mindestens 9 Mitgliedern, welche in dem betreffenden Fürstenthum ihren Wohnsty haben und durch Bahl ihrer Mitburger berusen werden.



ļ

#### §. 2.

Der Provinzialrath wird von ber Provinzialregierung einberufen

- a. ordentlich, zweimal in jedem Jahre zu ber im Gesethe bestimmten Beit, jedoch bas zweite Mal nur dann, wenn 2/3 ber Mitglieder bes Provinzialraths darauf antragen;
- b. außerordentlich, in Beranlaffung beftimmter bringlicher G.feggebungs oder anderer Ungelegenheiten.

#### §. 3.

Der Provinzialrath fieht nur zur Provinzialregierung in unmittelbarer Geschäftsbeziehung.

#### §. 4.

Der Provinzialrath ift im Allgemeinen berufen in Betreff aller provinziellen Berhältniffe und Bedursniffe ber Provinzialregierung Aufklarung zu geben, und bieselbe burch seinen Beirath zu unterflügen, auch seine Bungte, und etwaigen Beschwerben nicht allein bieser, sondern in Teeigneten Fällen auch der Staatbregierung oder bem Landtage vorzulegen.

#### §. 5.

Das Gutachten bes Provinzialraths ift einzuziehen:

- 1. über alle Gefegentwurfe und Bertrage mit andern Staaten, welche allein ober boch vorzugsweise Angeslegenheiten ber Provinz betreffen, und bem Landtage vorgelegt werden;
- 2. über Diejenigen Theile bes Boranschlags, welche Die Proving angeben, bevor Die Untrage Der Provingialregierung an Die Staatbregierung gebracht werben.

#### S. 6.

Ulle vom Provinzialrathe in Angelegenheiten, welche bemnachft auf bem Canbtage verhandelt werden, abgegebene Gutachten find von ber Provinzialregierung ber Staatbregierung und von biefer bem Canbtage mitzutheilen.

#### §. 7.

Die abgelegten und becidirten Rechnungen über die Provinzial-Einnahmen und Ausgaben so wie über die der Provinz angehörigen besonderen Fonds sind bem Provinzialrathe vorzulegen, erstere zugleich mit dem Voranschlage (§. 5. 3.2.).

#### 6. 8.

Die Provinzialregierung wird bem Provinzialrath über bie feiner Birksamkeit unterliegenden Angelegenheiten Die ers forderliche Auskunft geben.

#### **§**. 9.

Die Mitglieder bes Provinzialrathe beziehen angemeffene Zagegelder.

# 3 nhalt.

		Artifel
I.	Abschnitt.	Bon tem Grofherzogthum, tem Groß-
	' '	bergoge, und tem Staatsministerium 1- 29
II.	Abschnitt.	Bon den ftaateburgerlichen Rechten und
		Pflichten im Allgemeinen 30— 65
III.	Abschnitt.	Bon ben politischen Gemeinten 66- 73
IV.	Abschnitt.	Bon ben Religionsgefellichaften 74- 81
V.	Abschnitt.	Bon ben Unterrichte= und Erziehungs=
		anstalten 82- 91
VI.	Abschnitt.	Von ber Rechtspflege 91-103
VII.	Abschnitt.	Bon bem Staatsbienfte 104-111
III.	Abschnitt.	Bon bem Landtage.
		1. Organisation ber Bersammlung 112-126
		2. Wirtfamteit bes Landtages 127-143
		3. Landtag und Gefchaftebetrieb . 144-165
		4 Stanbiger Laubtage-Rudichub 166-178

IX.	શાં (તું તાંત.	Artif Ben bem Staatsqute, bem Arongute und von ben Gebührniffen bes Groß- berzogs und bes Großherzoglichen	Artifel	
		Haufes 179-18	6	
X.	Abschnitt.	Bem Staatsbaushalte 187-19	6	
XI.	Abfdnitt.	Bon ber Gemabr ber Berfaffung . 197-21	2	
XII.	Abschnitt.	Allgemeine Bestimmungen 213-22	1	

# Ueber jetige Zeit



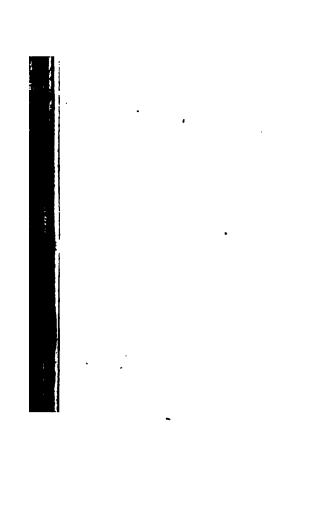
# Deutschlands zeitgemäße Politik.

B o m

Staatsrath Reinhard in Rarlsruhe.

Il n'y a point de jamais en politique. Guizor.

Karlbruhe U. Baden, Berlag der D. R. Marr'iden Buch und Kunsthandlung. 4834.



## Vorwort.

Die jestige Fluth der Begebenheiten macht alt, was den folgenden Morgen erlebt hat. Wer daher über Interessen unserer Tage schreibt, mag sich beeilen, damit er nicht Antiquitäten zu Markt bringe, und er wird deshalb für Spuren flüchtiger Arbeit auf billige Nachsicht rechnen konnen.

•

In Betreff bes Anhangs wird sie mir vielleicht schwerer zu Theil. Hier ist mir ber Stoff unter ber Feber zu einem Wachsthum gediehen, und in einer Reichhaltigkeit und Wichtigkeit erschienen, daß ich aufrichtig bereuen muß, meine unzureichenden Kräfte an einem Gegenstande versucht zu haben, der seiner Zeit, wann die Materialien vollständiger gesammelt, und die Gemüther ruhiger geworden sind, die wieders holte Behandlung eines Bignon in Anspruch nehmen wird.

Das mit ben hiesigen Berhaltnissen unbekannte Publikum ziehe keinen Schluß aus meinem Titel; ein früherer Birkungskreis, als Staatsrath und Director des Ministeriums der auswärtigen Angelegens heiten, liegt bereits in weiter Ferne, und steht mit meinen Ansichten in keiner Beziehung.

Rarlerube , im Februar 1831.

Reinhard.

Griechenland, der Turkentrieg, Algier stehen im hintergrunde; von ben Begebenheiten in Gubamerita, wo fich neue Pforten fur die Rechte bes Menschen und Burgers eroffnet haben, und wo fur bas gealterte Europa vielleicht eine neue erfrischende Morgenrothe beginnt, spricht man taum, wenn nicht ein großeres Sandels : Intereffe, bas in Deutschland nur einige wenige Localitaten anspricht, bie Aufmerksamkeit babingieht; ob die Commerg , Berhaltniffe zwischen England und Nordamerika geregelt sind, ob ber bortige Freistaat bie armen Indianer wieder um eine große Landesstrede jurudorangt; was die Ruffen hinterm Kaufasus, was die Englander hinter Calcutta treiben; ob der Usurpator Don Miguel burch Bedruckung, Graufamteit und Treulofige feit sich endlich zur Legitimität hinaufschwinge; ob Kerdinand des Siebenten politisches Amphibienleben zwischen den Karlisten und Apostolischen, Gemäßigten und Constitutionellen, ber Aufhebung bes Salischen Gesetzes und ben Wochenbetten ber Ronigin sich furobin durchwinden werde : dieß Alles, und noch vieles Andere kummert und wenig. Gebanken und Unterhaltung werfen sich nur babin, wann sie über bringenbere, nabere Angelegenheiten ertaltet und erschlafft find, und es fich nur von einem Rubepuntte handelt , von einer Brude, auf ber man baldmoglichst in bas Gebiet ber unmittelbaren neuen Intereffen gurudfehrt.

Das Rab, bas sich mit ben hundstägen bes Jahrs 1830 zu Paris in Bewegung gefest, bat fortwährenben Umschwung,

seine medjanische Kraft, durch unberechendare Elemente flets genahrt, unterhalten und angetrieben, wird zu einem Act der Weltgeschichte, so reich an Folgen und Epochen, als irgend ein anderer.

Ist diese Masse großer Begebenheiten und Erscheinungen, so wie sie bereits hervorgetreten, und Gegenstand unserer Betrachtungen geworden sind, von guter oder schlimmer Borbedeutung? Gollen wir froh seyn oder traurig, sollen wir hoffen oder fürchten?

Die Antwort ber Philosophen bangt von ihrem Gyftem ab. Panglos, ein Philosoph so gut wie ein anderer, nannte unfern Erdenfloß die beste Belt; ber Christ fagt, mas Gott thut, bas ift wohl gethan; ber Staatsmann ift mit feiner Politif in Berlegenheit, benn wo bleibt die Basis, ber feste Plat fur den Jug, wann ber liebe Erdboden gur rollenden Rugel geworden? Der Liberale benft an die gunftigen Comjuncturen des nachsten Candtags; ber Absolutist sucht Troft bei Machiavelli und in der turfischen Geschichte; der Danbeld . und Gewerbsmann trachtet, die Borficht gegen eine allenfallfige mercantilische Krifis mit einem zeitgemaßen Speculations . Tact zu combiniren, und der Bankier wird in eben dem Grade bedachtlicher und furchtsamer, als die Pulsschlage ber Politik von ber beschleunigten Beltbewegung mehr und mehr angetrieben werden; und ber arme Bauer? Ach! biefer muß tragen, leiden, leisten, fo viel er vermag, im Frieden wie im Kriege, auf bem linken, wie auf bem rechten Rheinufer, in allen Gauen! Er ift indolent geworden, und wann und wo er es nicht ift, ba zeigt fich nur allzuleicht, nicht eine ruhige Ueberlegung, wie Alles nach Gefes und Recht und Pflicht jum Befferen ju lenten und ju anbern fer, fondern ein wilder, gefährlicher Ausbruch rober Daffen.

Und was will benn die fürchterliche Krantheit bedeuten, gerade in dem jetigen Augenblick, da ein Bolk das andere,

ein Spftem bes andere bedroht; ba alle Interessen in Bewegung und Berührung ju fommen scheinen, und Mensch gegen Mensch, Mann gegen Mann fur ober wider sich zu erheben bereit sind? Warum macht ber Engel bes Tobtes ben weiten Weg vom Ganges ber, uber ben Raufasus, bie Steppen ber Ufraine und bie eisigen Raume bes Norbens, um bem westlichen, vielleicht auch bem sublichen Europa, und, Gott weiß, welchen andern Theilen der Erde, seine schreckliche Sichel genau in dem Momente zu schwingen, ba bie armen Menschlein ein recht großes, allgemeines, fraftiges leben zu entwickeln vermeinen? Rervenschwache, Furchtsame, Aberglaubische gebenken alter Prophezeihungen, fprechen vom Untichrift, von einem wirrenden Chaos, von bem geoffenbarten Thiere des Abarunds, und drucken damit nur eine allaemeine Aenastlichkeit und Unbehaalichkeit aus, die fich in Erwartung funftiger Ereigniffe, welche, als Resultate und Folgen bieberiger überraschender Begebenheiten, nach dem Gang der Dinge nicht ausbleiben tonnen, ber Gemuther bemachtigt haben.

Weinungen und Partheien nichts Anderes entdecken zu können glaubt, als eine vorübergehende Aufregung der Elemente, die sich durch Scheidungs und Bindungsprocesse ordnen, organisiren, und eine neue Schöpfung liefern werden, über welche der Menscheit eine wohlthatige hehre Sonne leuchten wird; so führt er bennoch in den Eyclus der allgemeinen Erdrerung zurück, und man frägt, worin jene Scheidungs und Bindungsprocesse bestehen, die — so unschuldig und ersprießlich sie auch in der Chemie sind — in dem politischen Leben in Blut und Brand, in fürchterlichen Kriegen und Empörungen, mit dem schauberhaften Geleite von Todt, Berwüstung, Berwirrung, Flucht, Mishandlung, und Drangs

falen aller Art, auftreten, und ob benn biefe Operationen unvermeiblich, und welche Staaten bamit bebrobt seven ?

Mit einem Borte, die neueste franzbsische Revolution, die belgische Revolution, der Geist politischer Aufregung in Deutschland und der Schweiz, in Italien, Polen und England ic., und der Gegenstoß, welchen alle diese Momente in den Stellungen der Kabinete und Nationen, zwischen der Bewegung und dem Standpunct der Staatstransactionen, zwischen Bolter und Regenten, zwischen Theorie und Praris, zwischen That und Wort, und von verschiedenartigen Richtungen der eminentesten Interessen hervordringen werden und mussen — führen sie zum Kriege, zu einem naben Kriege, zu einem Kriege in Deutschland?

Nur unter wilden Horben entstehen Kriege ohne Ursache. Der Krieg ist ein schreckliches Uebel; entweder ein Resultat worgerückter, oder das Wahrzeichen geringer Cultur; ein Würgengel, der häusliches und bürgerliches Glück in ganzen Reihen und auf Generationen hinaus zertritt, wie ein vorschreitender Riese die Ameiseneier.

Seit ben Tagen ber franzbsischen Revolution sind an bie Stelle früherer Rabinets : und Maschienen : Rriege, große Massen : Rampse für Meinungen und Ideen entstanden , nicht um ein minderes politisches Interesse in Besitz und Handel , sondern um Grundlagen des ganzen Staaten : Gebäudes , um Seyn und Richtseyn , für Nationalität und Unabhängigkeit.

Bon nun an keine Kriege ber Rabinete, die nicht auch Kriege ber Bolker maren. Ware letteres nur einseitig, so wüßte man im Boraus, wo ber Sieg, und wo die Riebers lage. Rein hof wagt es hinfuro, gegen eine ganze Ration auszuruden, das Gottesurtheil des Kriegs ist den Reibungen, dem ernsten Zwiespalt der Bolker vorbehalten, und solcher Beranlassungen sind nicht viele; die Bersuche zum gutlichen



Austrag stehen nebenbei in Berhaltniß mit Umfang, Gefahr und Unheil des letten Mittels, und das Bolk gibt Gut und Blut nicht hin ohne den Anrath einer festgeskellten öffentlichen Meinung, und ohne jenen innern Impuls, der von dem Gefühle unabwendbarer Nothwendigkeit, oder von der Besgeisterung für ein großes National-Interesse erzeugt wird.

Bas Deutschland in diese Lage versetzen könnte, ist eine allgemeine Bedrohung der gesellschaftlichen Berhältnisse, des europäischen Staatenlebens, eine imminente Gesahr für die öffentliche Ruhe, für Frieden von Aussen und Innen, und dieses denken wir und als eine wirkliche gesährdevolle Bersläugnung positiver völkerrechtlicher Grundlagen, oder als ein werkthätiges Bekenntniß staatsrechtlicher Grundsähe, die in ihrer Berbreitung und wirklichen Anwendung den gegenswärtigen Stand zwischen Regenten und Bölker, den ganzen Rechtsboden im Innern der Staaten zerstören und untersgraben müßten.

Es könnte aber auch ein wirklicher Angriff, ober eine nahe bevorstehende, durch Berletung vollgültiger Tractaten, und eines damit zusammenhängenden Besitzstands, die Ursache eines Kriegs seyn, und dann wäre sie nicht allgemein, oder die bloße Folge einer Boraussicht künstiger Ereignisse, sondern die unmittelbare Wirkung einer speciellen Thatsache.

In alter Zeit, die wohl auch nicht immer viel taugte, hüllten sich die Massenkriege in das Gewand der Religion, so weltlich auch der Zweck seyn mochte; von blutigen Rastionalkampsen über publicistische und völkerrechtliche Principien oder Doctrinen wußte man nichts. Doch mag seyn, daß man damals, wie sest, bloß eine Bermittlung, einen Beg der Ausgleichung wischen Herrschaft und Freiheit suchte, und daß die Geschichte auch hier nichts ist, als das stets wandelnde Bild unvertigbarer menschlicher, im Kampse begriffener Leidenschaften.

Die Generation, welche von dem Schamplate abzutreten beginnt, erinnert sich noch lebbait, und mit einer Empfindung, die durch das Andenken gludlicher Jugendzeit gefteigert wird, an das achte Jahrzehend des verflossenen Jahrhunderts, da man nur von physischen, nicht von politischen Erdbeben wußte; wohl specielle Ursachen der Kriege kannte, aber keine Welt der Ideen mit Gefahr für den ganzen Ban der Staaten und des bürgerlichen Lebens.

Das Ende des Jahrzehends trat mit einer Bolks-Sonveranistat, mit unverjährbaren Rechten der Menschheit, statt der Majestät von Gott, auf; die Bolks-Sonveranität individualisirte sich jedoch in einem Delegirten; der Revolutionskrieg gieng sodann in einen Eroberungskrieg über, mit unerhörter Ausstrengung zwischen neuer und alter Herrschaft, und endigte mit dem Untergang eines großen Usurpators, welcher sein belegirtes Recht nicht ungern gegen ein göttliches vertauscht hätte.

Dieses göttliche Recht, das wohl als Element der sogenannten heiligen Allianz noch eine Anwendung gefunden, erschien in den großen völkerrechtlichen Transactionen, womit sich das Drama des damaligen Bolkerkriegs schloß, als Legitimität, und man hatte schwerlich Unrecht, wenn man hiermit eben so gut als mit dem göttlichen Ursprunge aller Regenten «Gewalt auszureichen vermeinte.

Die Bourbonen, die ihre Wiedereinsetzung dem Princip der Legitimität zu verdanken hatten, kehrten, uneingedenk aller Lebren der Zeit und der bittersten Erfahrungen, in stets annähernder, wenn auch schlangenähnlicher Richtung, zu dem altgewohnten und liebgewonnenen Rechtstitel göttlicher Gnade zurück, und vergaßen, wie ernstlich und wesellich ihre Restauratoren ihr neues Recht der Legitimität, so wie alle monarchische Gewalt, in kluger Bürdigung der Zeit und unläugdarer Bolksrechte, an eine Constitution knupften, als Garantie für eine keste Dronung der Dinge, die nicht

nur einen aufstrebenden Geist der Freiheit, sondern auch einen Hang zu unbeschränkter Herrschaft in der rechten Bahn halten sollte.

Eine Doctrin schlug nun die andere. Was den Großs monarchen Legitimität und monarchisches Princip war, das erschien dem französischen Bolke als ein zweiseitiger Bertrag, als bedingte Delegation; und als die Bourbonen ihr göttliches Recht in allzugroßer Ausbehnung erfaßten, und mit den äußersten Staats und Gewaltstreichen in die wirkliche Welt einführen wollten, da war dieß in den Augen der Franzosen eine Auslösung jenes Bertrags, der sie zu ihren Urrechten zurücksühre, mithin zur Besugniß, sich ein neues Oberhaupt zu wählen.

Und nun haben wir, wie vor 40 Jahren, nochmals ein practisches Gebiet erklarter Bolks. Souveranität mit allen ihren Consequenzen, eine Nation, die jenes göttliche Recht der Regentengewalt in die Welt der Absurditäten verweiset, zwar die Legitimität so wenig, als das monarchische Princip verwirft, aber jene an den Willen des Bolks, und dieses nicht an den todten Buchstaben, sondern an die lebendige Kraft einer, nicht dewilligten, sondern gemeinschaftlich aufs gerichteten Constitution bindet.

Mit dieser staatsrechtlichen Ansicht sieht eine ganz große Nation vor der civilisirten Welt, zweiundbreißig Millionen, die noch vor wenigen Jahren dem größeren Theile aller europäischen Kriegsgewalt siegreich widerstanden, desennen sich dazu, wollen Gut und Blut daran setzen, erinnern an den Stand ihrer Cultur, ihrer materiellen Mittel, an ihre Liebe zu Vaterland und Kriegsruhm, an die Vortheile ihrer geographischen Lage, und deuten auf die Veteranen der Linie, und die kampflustige Rationalgarde, als eben so viele Motive, ihren Ausprüchen und Erwartungen Toleranz und Anerkenntniß zu gewähren.

Frankreichs Juli fand seinen September in Beigien. Der Congreß in Wien hatte zwischen diesem Lande und Holland einen Bund geschlossen, and unvereindarlichen, abstoßenden Elementen tunstlich zusammengesügt, politisch aber falsch, weil unnatürlich calculirt, und daher seit 15 Jahren eine Quelle unaushdricher, gewichtiger Gollisonen. Die Pariser Revolution war nicht Ursache, wohl aber Beranlassung zu einer Explosion des Bollswillens, und Mangel an Tact und zeitgemaßer, so wie billiger Rachziebigkeit, vielleicht auch an Ausrichtigkeit und Trene von Seiten des Regenten, der and der Geschichte des eigenen Landes andere Regeln des Benehmens hätte schöpfen können, die Loosung zur einstimmigen, selbst von den tren gebliebenen Provinzen wiederholten Erklärung, daß zwischen Belgien und Holland sernere Gemeinschaft durchaus nicht besteben könne.

Babrend die frubern Gewitter noch tobten, feine Betterscheibe zu achten, und in ihren Ausbruchen an vulcanischer Gewalt nicht abzunehmen, sondern nur bie und ba in un willführlichen Rubepuncten neue Krafte ju fammeln ichienen, fieng bas Wetterleuchten und bas Donnern in Deutschlands Gauen an. Mit nachhaltigem Ernste und revolutionarem Charafter in Braunschweig und bem Ronigreiche Sachsen, mit Meuterei im Großbergogthum Seffen, mit Unruhestiftung in den fachsischen Furstenthumern, mit einem Berbaltnis im Kurfürstenthum Beffen, so bedrohlich, daß der kleinfte Runte bie hellste Flamme des Aufstands erweden fann, - fobann ein allgemeines Migbehagen, selbst in den ruhig gebliebenen Landern, deren wir jedoch gar zu wenige anfzuweisen haben durften, wann die partiellen Ausbruche ber Ungufriedenheit vollständig und getren berichtet werben.

Wie in Deutschland, so in der Schweiz; nur gusammen hangender, planmäsiger, fester. Was dort aufregt, ift bas Borrecht der Patrizier und Städtebewohner. Wie bas Urtheil

qu fällen, ist in Rapoleonschen Anordnungen gewissermaßen festgesetz; was in Wien dazwischen geschoben und von den Schweizern an deren Stelle vertragen worden, war gerade hinreichend, um zu reiser, solider Bergleichung und Ersahrung zu führen\*); das Uebergewicht des neuerungssüchtigen Landwolfs ist entschieden, somit die Sache der liberalen Parthei im Voraus gerettet, ein blutiger Kampf kaum möglich, aber das Ereignist nicht minder von der größten Wichtigkeit, und ein abermaliger Beweiß, daß Gewalt höchstens nur kurze Zeit bei dem todten Buchstaben befangener Anordnung verweilen, und früh oder spat der lebendigen Kraft natürlicher Verhältznisse weichen musse.

<sup>\*)</sup> Napoleons Mediationsacte vom 19. Februar 1803 machte einer, in den Unruben von 1797 bis 1799 unter frangofischem Ginfluffe errichteten Centralregierung ein Ende, und ftellte bas Roberativ. Spftem wieder ber, und wann 'fle eine gewiffe Oberherrschaft Frantreichs begrundete, fo bulbigte fie auf ber andern Geite einer Gleichheit ber Rechte zwischen Stadt und Land, und ber Bernichtung der politifchen Familien : und Bunft : Privilegien. Un Die Stelle Diefer Mediationsacte trat eine Confoderation ber Schweizer vom 29. Dez. 1813, in einer Declaration ber fünf Monarchen vom 20. Marg 1815 bestätigt. Damit batten bie Schweizer, welche Die obgedachte Declaration am 27. Mai beffelben Jahres annahmen, für ihre Abrundung und für ihre Stellung als neutrales Land unendlich viel gewonnen; aber eine Menge freifinniger Rormen, wodurch die Mediationsacte bie politischen Rechte ber Schweizer in allen Rantonen ficherte, fanden in der neuen Ordnung der Dinge feine fpecielle Beftatigung. Ariftocratismus und Bunftwefen gewannen wiederum freieren Spielraum, wiewohl ber Art. VII bes belvetischen Bundesvertrags vom 7. August 1815 bem allgemeinen Grundfage huldigt, daß die Unterthanenbande und aller ausschließ. liche Genuß politischer Rechte aufgehoben feven. (Bignon histoire de France II. p. 358. et seq. Schorl histoire abr. des traites. T. X. p. 358. et seq. Martese recueil suppl. T. VI. p. 173. T. VIII. p. 173. Rluber Ueberf. ber biplom, Berbanblungen bes Biener Congreffes 1e Moth., Seite 65 bis 69.)

Sind wir am Ende? Bohin wird der geistige Strom sich wenden? Bas ift's, das Gedanken, Bunsche und Richtungen der Menschen so urplöslich bewegt, die materielle Belt in eine hohere Stuse des Staats, und Boltslebens hebt, und nicht bloß die gebildeten Stande, sondern Alles, bis zum Taglohner herab, und aller Gegenmaaßregeln, aller dammenden Kraste im Boraus zu spotten scheint?

Bas im Besten begonnen, das hat schon seinen furchtbaren Rachhall im Osten. Der Feind, der und die Fronte zeigt, zeigt auch schon einen machtigen Bundesgenossen in unserem Rucken, und dieser scheint der Kern einer lahmenden, neutralissierenden Macht zu werden. Die unterdrückte, getheilte, gemischandelte polnische Nation sympathisirt mit Franzosen, Belgiern, Deutschen, Schweizern, wird wahlverwandschaftlich aufgesucht von der vielbewegten Lava des Besten, ruft seinen getreunten Brüdern, und strebt nach Auferstehung vom politischen Todte.

Uebersehen wir das Feld, so wie es sich in wenigen Monaten gebildet! die turze Bergangenheit, gibt sie und erkennbares, austeimendes Licht über unfre Zukunft? Bas können wir von dieser hoffen, wann wir unsern Blick wenden auf das, was Despotismus, Anarchie, Partheisucht und üble Wirthschaft schon so lange in Portugall, Spanien und Italien, in der glühenden Leidenschaft südlicher Klimate, gährend und kochend vorbereiten?

Wo die neue Welt noch nicht ist, da hebt sie an; schon bewegt sich alles in entgegengesetzem Sinne. Aber liegen beshalb specielle Grunde eines Friedensbruchs, eine Kriegserklarung vor?

Mit Bignon \*) sagen wir Rein! Und wir wollen und bei einer Unsicht, die zur Zeit sehr wenige positive Haltspuncte hat, nicht lange aufhalten.

<sup>\*)</sup> Sigung ber frangofischen Deputirtentammer vom 13. Rov. 1830.

Frankreich , mit seinem gewählten Ronige , mit feine? tractatenmaßigen Granze, ift nicht nur anerkannt, fonbern die allseitige Liebe ju Frieden und Rube begegnete fich jugleich in ber Aufstellung eines politischen Princips, so wie es ber Erhaltung jener toftlichen und unentbehrlichen Buter, ber ferneren Trennung widerstrebender Rrafte , und ber Begranzung aller inneren Bermurfnisse in bem ursprunglichen Bereiche, am meiften bienen mag. Wenn wir feit ben großen Transactionen ber Jahre 1814 und 1815, an bie Stelle eines eroberungssuchtigen Confoberations, und Portections, Systems, eine mystische politische Curatel europäischer Amphictyonen treten faben, bie in Nachen, Karlsbad, Troppau, Laibach und Berona ein Interventions & Recht auf jene Grundlage bauten, und folches still und offen, birect und indirect, ja mit formlicher Baffengewalt, gegen Viemont, Reapel und Spanien jur Anwendung brachten; fo finden wir jeto, zu Ruhm und Preis diplomatischer, um ben ehrbaren Rudzug nie verlegener Gewandheit, gerade bas entgegengesette Princip an ber Tagesordnung. Dieweilen bas Tagewert, überall für feste Ordnung, für bas Buchstabens leben ber neuesten volkerrechtlichen Beschlusse, für Solidität bes fogenannten Beltfriebens und bes gar ju oft ermahnten, angeblich bamit jufammenhangenden Beltgluck ju forgen, und neben Wahrung bes eigenen heerbes auch noch ein hausmeisteramt über gang Europa, und mas bamit zusammenhångt, zu verwalten und durchzuführen, etwas lästig, schwer, verantwortlich, ober wohl gar von Stunde ju Stunde weniger ausfuhrbar, und fur Ehre, Bertrauen und politische Confiberation bedenklicher erscheinen mochte; - berohalben mogen jene europäischen Dligarchen zu beschließen und öffentlich auszusprechen für gut gefunden haben, daß sie nicht mehr halten wollen, was sich nicht balten laffe, baß Frembes, wenn es fie nicht unmittelbar berühre, sie fürobin wenig tummere,

baf mithin von nun an ber Grundfat ber Richteinmifchung gelte. Und, mahrlich, dief laffen fich die Bolfer gerne gefallen!

Dieses wichtige Princip, eine wahre Nothtause jüngster politischer Erzeugnisse, hat wohl einen zweisachen Charakter. In dem Wechselleben der Staaten waltet mit umfassender Macht das Geset der Reciprocität. Das Bedürsus Frankreichs, sein Königthum, seine Versassung, überhaupt sein ganzes öffentliches Leben, nach selbsterkannten Regeln und selbstständigen Zwecken, mit vollkommener Unabhängigkeit zu ordnen und festzustellen, sprach sich kaum dringender aus, als der Wunsch der übrigen europäischen Mächte, daß die dortige Aufregung sich alles politischen Proselytismus früher beliebter jacobinischer und demagogischer Umtriebe enthalte, und damit die Möglichkeit verschaffe, die Berrbreitung eines Brands zu verhüten, der andernfalls mit allgemeiner Zerrüttung und Umwälzung, nebst allen ihren unübersehdaren Folgen, bedrohe.

Dieser Austausch wechselseitiger Interessen hatte wohl bundig und ernstlich Statt, denn wir sehen, wie Frankreich den Zulauf der Freiwilligen, für den belgischen Kampf des wassent und begeistert, mit taum erwarteter Strenge in dem Momente der ersten brennenden Auswallung zurücktreibt; wir venehmen seine Erklärung, daß es keinerlei wahlverwandtsschaftlichen Zuruf des Belgen zu Ueberschreitung seiner Gränze und zu Vermehrung seiner materiellen Kraft des nutzen werde; diffentliche Blätter berichten und die strenge Absührung der constitutionellen Spanier, Nehnliches dei Portugiesen und Piemontesern; wir bemerken seine gänzliche Passivität in den Bewegungen Deutschlands und bei der allgemeinen Reorganisation des Schweizerlandes, so sehr sie auch seine ältesten und nächsten Interessen berührt. D.

<sup>\*)</sup> Situng der frangofischen Deputirtenkammer v. 27. Dez. 1830.
LAFFITTE: - "Le ministère avait adopté le principe de la

Mit einigem Befremben gewahren wir bemnach anderseits Zurustungen und brohende Stellungen am Rieberrhein, an ben Granzen Savopens und Spaniens, ben Aufmarsch ber

non-intervention; ce principe vrai, fécond, naissait de la situation même. La Sainte-Alliance avait pour but, d'étouffer par des efforts cummuns, la liberté des peuples, partout où elle viendrait à se montrer; le principe nouveau proclamé par la France, a dû être, de laisser se déployer la liberté partout où elle viendrait à naître, mais à naltre naturellement. Le principe de la non-intervention avait le double objet de faire respecter la liberté partout, mais de ne hâter sa venue nulle-part, parcequ'elle n'est bonne que là où elle est un fruit naturel; parce que l'expérience a prouvé que dans tous les pays, la liberté apportée par l'étranger était -un présent aussi funeste que le despotisme. Plus d'intervention d'aucun genre, tel a été le système de la France: il avait l'avantage de garantir notre indépendance, ainsi que celle des pays nouvellement affranchis, et de rassurer en même tems les puissances qui pouvaient redouter une perturbation chez elles. Ce principe qui conciliait notre dignité avec la sécurité de l'Europe, qui n'était pas un expédient, mais une vérité profonde, ce principe a prévalu dans notre politique. Cependant son énonciation n'était rien encore, c'est son application qui était tout. Aujourd'hui cette application a commencé et prouvé d'une manière éclatante que le principe de la non-intervention n'était pas un principe de faiblesse, mais une sage maxime franchement et irrévocablement adoptée. Les cinq grandes puissances viennent de reconnaître et ont signé en commun l'indépendance de la Belgique.

Pendant les négociations, des puissances avaient armé dans des vues de sûreté plutôt que d'agression. La France, pour ne rester en arrière en rien, pour être prêt à tout, a sur le champ armé à son tour: ses préparatifs de guerre continuent, et ne seront suspendus que lorsque les armemens, fort exagérés d'ailleurs, que l'on impute à certaines puissances, auront cessé. Ainsi donc la France n'a été au-dehors ni hostile ni faible: elle a parlé avec modération, mais avec assez de force pour être écoutée; elle a repris son rang et sa prépondérance. Tout prouve que la paix sera conservée; le triomphe de l'ordre dans son intérieur sera une

großen norbischen Macht, und friegerische Bereithaltungen in deutschen Bundeslanden. Soll etwa der Glanz der Bajonette und Sabel, der Wirbel der Trommel, das Schmettern der Trompeten und das Wiehern der Pferde das unsichtbare, unergreisliche Wesen der Gedanken, des menschlichen Geistes, und fortschreitender Eultur verhindern? Wir wurden und zu versundigen glauben an der neueren

Diplomatie, die in der That die frühere Treulosigkeit und verschmitte, winkelsüchtige Afterklugheit großentheils abgelegt hat, wenn wir, mit einem großen Theile französischer Positiker), in einem geheimen Auflauerungs. System, das werkthätige Feindschaft nur auf den günstigen Zeitpunct

raison ajoutée à toutes les autres, et qui touchera les puissances autant que nos armemens etc."

Bir vernehmen aus öffentlichen Blättern, daß der König ber Frampfen eine Bereinigung Belgiens mit Frankreich, und bie Bahl bes Duc de Ramour als König von Belgien abgelehnt hat.

Das Princip der Richteinmifdung ift übrigens nur friedlich, wenn es mit Geradheit und Aufrichtigfeit gur Anwendung tommt. Uns fchien es von finftrer Borbebeutung, als wir im Journal du commerce, vom 5. Janner 1831, über Polen lafen: "Si l'Empereur Nicolas s'obstine à refuser à la Pologne toute concession, c'est-àdire exécution de ses engagemens; s'il met sa clémence au prix d'une soumission à merci et miséricorde, il est certain qu'il abdique par le sait la couronne de Pologne, et qu'il n'est plus aux yeux de l'Europe que le Czar en guerre avec la nation polonaise. L'Angleterre et la France ne sauraient voir dans la querelle engagée qu'une querelle d'état à état, et non pas une contestation entre un peuple et un gouvernement. Elles ont incontestablement le droit de s'opposer à une conquête qui dérangerait au moins l'équilibre de l'Europe, puis qu'il faut parler de l'équilibre de l'Europe quand il s'agit des droits les plus sacrés des nations et de l'humanité."

\*) 3.8. Mauguin in feiner Rebe v. 13. Nov. 1830. Richamone etc. Lamanous.

ausset, ben Schluffel ju biefen Rathfel entbedten; wir erachten vielmehr, daß Reminiscenz an ebemalige Boltsberrschaft, die, jeder gemäßigten und bedachtsamen Regierungsweise spottend, sich mit frecher, allerwarts übergreifenber, weder vollerrechtliche Tractaten noch positive Rachbarrechte achtende Gewalt an die Stelle gesetlicher Obrigkeit und Berfaffung fest , und damit allen Busicherungen bes Friedens und der Rube in dem Augenblicke ihres Entstehens mit tauschender Zernichtung brobt; bag bie Erinnerung an frühere Revolutions-Epochen folche Ruftungen und Bereitungen als eine bloße Borsichtsmaagregel empfohlen babe, bie für eigene Erhaltung und Sicherheit fo lange unumganglich, als die Beforgniß folder gefährdevollen Rudtehr nicht von Grund aus verschwunden ift. Db aber letteres ber Kall fen, barüber mogen sie mit Recht nicht gerade bei ben Apologisten ber frangosischen Katastrophe in die Schule geben, und fur Bedachtsamkeit und Umsicht streiten nicht nur die bekannten Auflaufe in der Racht vom 19. Oftober, und in den brei Dezember- Tagen, und bas, mas noch bie und ba in ben frangbiifchen Departements Buchungen bervorbringt, sondern so manche bereits eingeleiteten und unvermeidlichen Ereignisse, die in Frankreich ftets einen neuen Rampf ber Partheien erweden, und in ihrem Gange und ibren Resultaten einer übereilten Rudfehr gur alten Friebends ruhe leichtlich bittere Reue bereiten tonnten.

Und sind wir nicht in dem traurigen Falle, ein weiteres, sehr wirksames Motiv anerkennen zu mussen? Ift nicht die Macht, welche gegen einen allensalsigen außern Feind aufgestellt wird, zugleich ein Werk innerer Polizei, ein, obwohl trauriges, aber nothgedrungenes Mittel gegen innere Gefährde und Bergewaltigung?

Go haben wir nach bem allgemeinen Standpunkte allerdings ein ziemlich berubigendes Bild ber politischen

Staatenverhaltnisse — ber Engel bes Friedens zeigt nu zwar Ernst und Besorgnis in seiner himmlischen Miene aber er hat sein holdes Antlig noch nicht von und abgewandt und es wird und vielleicht verbleiben, so lange wir um trostend zurufen konnen, daß zur Zeit noch keine besondere klare Ursache zu feinbseligen Maasnahmen vorliege.

Rur auf Einen Punkt bliden wir mit Besorgnis. Erinne rung an alte Kriegsgeschichte und Englands Politik leiteter auf die Rathlichkeit, auch dem deutschen Bunde ein Bok werf in Belgien zu verschaffen. Das herzogthum Luremburg ward durch die Beschlusse des Wiener Congresses ein integri render Theil, und Luremburg eine Festung des deutschen Bundes "). Die belgische Gahrung, diese politische Granz

Das Rönigreich der Riedersande erhielt Luremburg unter der aus drücklichen Bedingung: "Que le Grand-Duché formera un des Etat de la Confédération germanique, et que le Roi des Pays-Bas entren dans le système de cette confédération comme Grand-Duc de Luxembourg, avec toutes les prérogatives et privilèges dont jouissen les autres princes allemands."

日本日 一般なるななを見るというとなることはいいないのかん

Bugleich wurde die Stadt Lutemburg als Bundesfeftung ertlatt:

<sup>\*)</sup> Pariser Friede v. 30. Mai 1814, Art. 6, welchem schon ein Convention dd. Chaumont vom 18. Febr. zwischen England, Desterreid und Russland vorausgegangen. Die Bedingungen der Einverleidung Belgiens wurden in London zu Protokoll gedracht, und von den Könige der Niederlande, vermittelst Acte dd. Haag vom 21. Jul 1814, angenommen. Damals war von Luremburg noch kein Rede. (Schoell hist. abr. T. XI. p. 116.) Dieß geschah erst in einen zwischen den Großmächten und dem Könige der Niederlande untern 31. Mai 1815 zu Wien abgeschlossenen Tractat, welcher dem Art. 6. und 68 der Congresacte vom 9. Juni 1815 zum Grunde liegt G. auch Reces general de la com. territ. à Francsort v. 20. Jul 1819, Art. 34 bis 37. Der ausgesprochene Zweck jenes Tractats war "D'établir un juste équilibre en Europe, et de constituer le Provinces-Unies dans des proportions qui les met Int à même de soutenir leur indépendance par leurs propres moyens."

nicht achtend, hat sich jedoch auch dorten epidemisch mitgetheilt, die Sorge des Bundestages für Deutschlands Integrität rege gemacht, Preußen zum Borwand, vielleicht zur
hauptsächlichen Ursache militärischer Bewegungen gedient,
und allerdings die gegründete Furcht verbreitet, daß hier eine
Berletzung seierlicher Staatsverträge Statt sinden möchte,
mit welcher eine fernere Erhaltung des Friedens schwerlich
vereindar senn wurde.

Denn die Sophismen, die sich von der Tribune des belgischen National-Congresses über die Untrennbarkeit Luremburgs von dem allgemeinen Schicksale Belgiens vernehmen ließen, können gegen den kkaren Buchstaden nicht ankampsen. Das Großherzogthum Luremburg ist ein Bestandtheil des deutschen Bundes, der König der Riederlande, als Großherzog von Luremburg, Mitglied des deutschen Bundes, und dieser verpslichtet, ihm für Unabhängigkeit und Besit versassungsmäßige Garantie zu leisten, nicht nur mit Worten, sondern auch mit werkthätiger Husse.

Es konnte nicht entgehen, daß diese Frage eine hohe Wichtigkeit enthalte, nicht nur für den Besitzstand, sondern auch für das ganze Daseyn des Bundes, für seine politische Consideration, für die Farbe der öffentlichen Meinung, und als Anfangspunct einer gemessenen oder versehlten Haltung in einer neuen Aere der Weltereignisse.

Der Gegenstand erschien sogleich in bem Charafter eines Europäischen. Es gehört zu ben Bahrzeichen ber neuesten Diplomatie, bag alsbann bie unmittelbaren

<sup>\*)</sup> Deutsche Bundesacte, Art. 1, 2, und besonders Art. 11 ! Alle Mitglieder versprechen, sowohl gang Deutschland, als jeden einzelnen Bundesstaat, gegen jeden Angriff in Schut zu nehmen, und garantieren fich gegenseitig ibre sammtlichen, unter bem Bunde begriffe, nen Besigungen, (Biener Schlufacte vom 15. Mai 1820, Art. 36.)

一日本の これに 大田の町の 田田田田田 でして

The state of the s

Interessenten mit ben Großmachten zusammentreten, m biesen nicht nur die erste Rolle, sondern auch die En scheidung überlassen mussen. Wir wissen, daß ein diplomatische Congreß in London sich mit den belgischen Angelegenheite lebhaft beschäftigt, und wenn der deutsche Bund hierbei keine besondern Bertreter hat, so wird das Verhältniß der großen Allianz wenigstens gegen frühere Präteritionen von Rastadt Baden und Campo-Formio bewahren. Wir vernehmen, das ein Wassenstillstand zwischen Belgien und Holland zu Stand gebracht, die Schelde geöffnet, und das deutsche Bundes recht auf das Großherzogthum Luremburg im Voraus ge wahrt sep \*).

Dieß kann vollkommene Beruhigung gewähren, weil bi stillere Ebbe allmähliger Besonnenheit nicht anfallen wird was sogar die ersten heftigsten Wogen revolutionarer Flutt verschont haben, weil ein berartiger Uebergriff bem neuer belgischen Staate nur gefährliche Feinde, ohne anderwein Bergeltung, durch Erweckung bedeutender Hussegenossen, zuziehen, und weil endlich Belgien Frankreichs oder Englande bedarf, um durch eine starte Scemacht für den ungestörten und ganz unentbehrlichen Genuß der Schelde den notthigen Schutz zu erlangen.

So ware die unmittelbare, directe, handgreifliche Gefahr allerdings verschwunden, und man darf sich überhaupt großer Hoffnung auch für alle kunftigen Fälle überlassen, nachdem die drohenden Zeitereignisse an den Sit des umsichtigen, weitsehenden, ruhig berechnenden englischen Cabinets einen Friedenbrath zusammengetrieben haben, der schon in seinen nächsten Umgebungen nur einen sympathetischen Anklang mit den Auswallungen freisinniger Bolker vernehmen wird.

<sup>\*)</sup> S. das Londoner Conferenz Prototoll vom 20. December 1830 und die Antwort der besgischen Abgeordneten vom 3. Jenner 1831.

Und bennoch zeigen sich Gefahren im hintergrunde.

Die neueste franzosische Revolution ist ungemein wichtig als politische Begebenheit, aber noch ungleich wichtiger, folgenreicher, wir mochten sagen universalsbistvrischer, als Stabium menschlicher Cultur, als Epoche ber Menschengeschichte. Die Thatfache, daß ein Ronig mit feiner Donaftie abgetreten, daß ein Volk feinen Oberherrn nach freier Babl bestimmt. Berfassung, Institutionen und Gesetzebung bereit im Sinne bes neuen Impulses mehr ober weniger modificirt hat, ift groß, überraschend, im bochsten Grade interessant; aber gur eigentlichen Epoche wird sie boch nur durch ben Geist, ber sich in allen ihren Folgen entwickelt. Es ist wahrhaft eine neue Welt, die dem offentlichen Leben der Bolker erscheint. Die politischen und staatbrechtlichen Ideen, welche bier nicht bloß als Doctrin, fondern mit aller Begrundung des Scharfs finnes, und im bochften Schmude ber Beredfamteit, in ben Rammern, in den Gerichts. und horfdlen, in Tagebefehlen, Leichenreden, in gesellschaftlichen Bereinen, bei jedem Unlaffe, als practische Maximen entwickelt werben; Die Gesehlichkeit und Mäßigung im Sieg und nach dem Sieg, die wurdevolle Begleitung bes entthronten Ronigs, bas Uebergewicht bloger Ermahnung bei dem Processe der Erminister, die imposante Haltung, die selbstständige Rube gegen das Ausland, der stete Blid auf die Bedurfniffe bes Bolts in Organismus, Gesetzgebung, Sorge fur handel, Industrie und Credit, Beschäftigung ber Arbeitelosen, Berminberung und leichteren Erhebungen ber Abgaben, Befampfung feubalistischer Borurtheile und Reminiscenz, Beschräntung bes Auswands bei Regent, hof, Militar, und Berwaltung - Alles biefes liefert ein Ganges, in dem wir ein bobes Borbild weit vorgeschrittener politischer Cultur, zur Nachahmung und Beberzigung für Regenten und Bolter, wahrnehmen muffen. Gine magische Kraft zieht alle Blide babin, allgemeines Interesse



und Tiefe bes Nachbenkens suchen practische Haltpuncte und Rutzanwendungen, und die Anhänger aller Partheien werden Zöglinge, um auf dieser hohen Schule des Staats, und Boltslebens Rormen der Klugheit, Lehren der Erfahrung, Regeln für Thun und Lassen zu gewinnen.

Dieser Einfluß, diese geistige Gewalt ist unermeßlich, unberechenbar. Der Unterschied des Raums bedentet hier nur wenig, nicht mehr als jede andere Conjunctur, die aber im Complere mit so vielen sonstigen, zum Theil unmerkaren und unerwarteten Einwirkungen jeder menschlichen Voraussicht und Maaßregel spotten durfte.

Ist dieß Pest, ober erfrischende Morgenluft, Seegen ober Unseegen, eine Botbichaft ber Freude ober bes Schredend?

In jedem Falle ein Gegenstand, ber zu berathen und zu erwägen ist, im heiligsten, tiefsten Ernste, mit dem ergreisenden Gefühle, daß es sich um Glück und Unglück der Regenten und Bolter, vieler Millionen Menschen, um Blut und Todt, Eigenthum, Freiheit und Recht handle, und daß der Burfel des Leichtsinns, des Vorurtheils, des Egoismus und der Willsühr einer aufgeklärten Moralität, einem religiösen Zusammenwirken von Verstand und Herz für Alles, was der Menschheit und dem Menschen, dem Staat und dem Bürger heilig und theuer ist, den Plat räumen musse.

Sollten die Bolfer unter Despotismus seufzen, in ihren unversährbaren Urrechten beeintrachtigt seyn, mehr oder weniger das Schauspiel von Willfuhr, Borrechten, und Unfreiheit, eines Contrasts überschwenglichen Hofglanzes, aristocratischen Lurus, neben erschöpfender, niederbrückender Belastung der nahrenden und arbeitenden Klassen barstellen; einen Mangel an Garantie der Bolfsrechte, an Beachtung gerechter Beschwerden und Bunsche; sollten diese Gebrechen, im Bergleiche mit Frankreich grell und schimpflich hervorzgehoben, ihre Wirkungen außern in offentlicher Stimmung,

in dem Berhaltniß ber Untergebenen gur Obrigfeit, und es sogar zu thatlichen Ausbrüchen kommen — Sollten berartige Ereigniffe eine gewiffe Ausbehnung gewinnen, burch beiberseitige Reactionen an Bedeutsamfeit und Intensivität machsen. während der Ansteckungestoff sich von Land ju Land immer mehr und mehr mittheilte - Sollten herrschergewalt und Macht ber Obrigfeit, unbeugsam gegen Recht und Billigfeit, fich ftarr und verhartet blog an bie Gunft bes Befiges halten wollen - Ein Rothgeschrei ber Bolter, zuerft einzeln, bann mehrfach, nach Sulfe und Unterstützung ertonen - Wird ein folder Ruf nicht ein gleichgestimmtes Echo finden bei bem frangbilichen Bolfe, biefes von friegerifchem Enthus siasmus, bem Geist ber Unruhe und politischer Propagation in einem Grade belebt und angefeuert werden, daß alle Gegenwirfung ber Regierung überflügelt murbe, und bie Loofung jum Rriege biefer fogar ale eigenes Rettungemittel, als unerläßliche Bedingung ihrer Fortbauer, erscheinen mußte?

Aber eine Gefahr sollte gar nicht möglich seyn, die so leicht vermeiblich ift. Wenn jenes Borbild, bas wir in bem offentlichen Leben Frankreichs entbeden, nicht nur ein Bilb der Bewegung, vielseitiger regsamer Theilnahme an ben allgemeinen Intereffen, eine burchgreifende Bermischung bes Staates und Privatlebens, ein umfaffendes Bestreben nach Berbesserung bes National-Zustandes, sondern auch ein Bild ber Gesetlichkeit, eines schnellen Uebergangs aus bem Stande ber Aufregung und bes politischen Rampfe zu Rube, Ordnung und Untermurfigfeit ift, fo liegt ichon hierin eine gleichzeitig wirkende Aufforderung gur Dagigung, Berfuche jeder gefetlichen, ordnungemäßigen Abhulfe, jur Erschöpfung aller friedlichen, verfohnenden Schritte. es so schwer senn, und so große Ucberwindung kosten, bem was recht und billig ist, was Mensch und Burger nach ber schlichten haustafel ber gesunden Bernunft überall erwarten

und verlangen tonnen, und keine innere Stimme verfagen kann; was nicht bloß einseitiges, sondern gemeinschaftliches Wohl erheischt, und im Grunde nichts ist, als die einfachste Bedingung eines gegenseitigen Austausches von Rechten und Pflichten, mit Sinn und Wort, und wahrhafter aufrichtiger That, willfährig entgegen zu kommen?

Beruhigen wir und; wir können und des Besten zu unseren beutschen Regenten versehen; freundliche, wohlmeinende, herzliche Gestunung ist ihnen bei weitem in der Mehrzahl eigen; was hemmt und zurüchalt, oder ablenkt, ist Einfluß schlechter Umgebung, welche, von den Aufforderungen und Warnungen der Zeit und der Geschichte abwendend, die Wirkungen verkehrter Erziehung, unzeitgemäßen Beispiels, althergebrachter Vorurtheile, vielzähriger Angewöhnung, und überschährter Traditionen ihres oft nur eingebildeten Vortheils wegen, zu nähren und zu starken pflegen.

Ist aber nicht zu hoffen, daß diese Scheidemand von der lauten Stimme der Zeit und der Bolker werde durchsbrochen werden? Wird diese nicht wahrnehmbar seyn in handgreislicher Erscheinung, und wird sie am Ende nicht so laut werden, wie die Posaune des Weltgerichts?

Ter beutsche Bundestag, als er vor geraumer Zeit Maaßregeln traf gegen Bolksausstände in verschiedenen Ländern
und Gauen Deutschlands, ließ zugleich an die Regierungen
einem Appendir gelangen, als Ermahnung, zu Beachtung
und Ibhülse gerechter Beschwerden \*), und wir hätten uns
bessen aufrichtig erfreuen können, wenn nicht eine Berschärfung der Censur Hand in Hand damit gegangen wäre.
Denn damit ist wahrlich der guten Absicht und dem heilsamen
Rath im Boraus alle bedeutende Folge genommen. Wie soll denn
dem Regenten die Kunde von Armuth und Roth, von Finanz- und
Justizdruck, von Rispträuchen, Unbilden, Gewaltstreichen,

<sup>\*)</sup> Bundestagsbeschluß vom 25. November 1830.

Unterschleisen zu Theil werben, wenn nicht hauptsächlich auf bem Wege ber allgemeinen Schriftsprache? Etwa burch schwierige, kostspielige, unbeschützte, gefahrvolle Deputationen, beren vorübergehender Bortrag in den Kampf treten soll mit dem permanenten Unisono der Behörden und Beamten? Oder gar durch Referate der Collegien, und Berichte der Staatsbiener? Man will von den helfershelfern der Regierung eine unpartheilsche, freimuthige, vollständige, sich nicht bloß über Einzelnes, sondern über ganz umfassende Berhältnisse verbreitende Würdigung der Administration erwarten?

Wenn jedoch hier keine Rettung ist, so ist sie im constitutionellen Leben. Wo dieses weilt und webt, da mogen sich Fürst und Bolk Glück wünschen, daß ihnen ein Mittel ges worden, den Gräueln und Gefahren des Despotismus und Absolutismus, so wie der Anarchie und Rebellion, zu entzgehen, und alles das, was geschehen soll, was menschliches und bürgerliches Berhältniß erfordert, und dem Gemeinwesen Noth thut, auf den rechten ruhigen Weg der Ordnung und des Gesches zu lenken, in Zeiten politischer Stürme ein wahrer Nothanker, ein schonender Blikableiter in den Gesahren öffentlicher Zerwürsniß.

Es ist an der Zeit, ihr Regenten Deutschlands, diese Organe der Bolkswünsche schleunigst zu benützen, nicht als leidigen, traurigen Rothbehelf, sondern zu Abwendung großen Uebels, zur Sicherheit gegen den Andrang der Zeit und die schlagende Wogen der Meinung, zu Befestigung des Bertrauens, eines schönen Bandes zwischen Regent und Bolk, und um beiden den Segen der Ruhe und des Friedens zu erhalten; nicht etwa erst nach Ablauf der verfassungsmäßigen Einberufungs Periode, sondern bald, baldigst, jest; denn die Begebenheiten drängen, beinahe jeglicher Morgen bringt eine neue; die Warnungen, die darin liegen, und die Ausscherungen, die sie andeuten, wollen strackliches Gehör

und Aufmerken, und achten unserer organischen Zeitabschnitte nicht. Beruft sie, und balb werdet ihr wissen, wo es Roth thut fur Frieden, Rube, Eintracht, Gemeinwesen, Geseblickkeit.

Wahrheit, Aufrichtigkeit, Offenheit ber Regierung im gangen offentlichen Leben, nach Gefet und Constitution; Achtung fur Menschenwerth und Burgerfinn, zeitgemaße Befetgebung und Gerichteverfassung, Entmundigung in Angelegenheiten der Gemeinden und Districte, Freiheit ber Mittheilung durch Rede und Presse; Freiheit bes Berkehrs; Abschaffung unmoralischer, laftiger Mauth-Systeme, und aller fiscalischen Plackerei; Ausrottung nicht nur der gefeslichen, sondern auch der factischen Reudals Reste; mobifeilere und ausgebehntere Bewaffnung burch Nationalwehr; moblfeilere Regierung durch Reduction ber Civilliste auf bas rechte Maag, burch Ausmusterung ber biplomatischen Stellen und Ausgaben, Abschaffung ber Sinecuren und unbegrundeter Pensionen, durch Bermindes rung des Beamtenheers und des Zuvielregierens, und mas bergleichen mehr ist, das sich tausendmal gesagt, ents midelt, gerathen, und überall nur sehr unvollständig, meistens nur in robem Unfange, befolgt findet.

Es halt uns demnach die gegenwartige Epoche eine Rehrseite in mancherlei Constellation vor Augen. Frieden kann ershalten werben, Krieg ist möglich. Wer kann den Complex so vieler Zufälligkeiten, die Wechselwirkung kleiner und großer Begebenheiten in Ferne und Nahe, das Spiel geheimer Triebsedern und Zwecke ermessen? Wie konnen Regenten und Bolker einem Schicksal entgehen, das vielleicht mit der ganzen Menschheit abrechnet, und den kleinlichen Interessen unserer Gegenwart kaum ein Apothekergewicht in seiner unermestlichen Wagschale zuerkennt? Wir berühren nur noch ein einziges Moment. Die europäischen Mächte haben die Kichteinmischung als politische Marime angenommen. Dieß geschah bei Frankreich,



es geschah auch noch bei Belgien. Zum Glud waren Deutschlands Aufregungen nur partiell, ob ein Rarl, oder ein Wilhelm in Braunschweig berrscht, und ob dem Konig in Sachsen ein Mitregent geworden, dieß tann fur die großeren Beziehungen, für die Grundlagen des neuesten Bolferrechts ziemlich gleichgultig senn, und was sonst noch vorgieng, blieb bei ortlichem Interesse steben. Aber ber Schauplat folder Explosionen wird immer ausgebebnter - bie Schweiz, welche für ihre Reutralität zu einem allgemeinen biplomatischen Tummelplage geworden, und bie Festsetungen bes Biener Congresses mit einer wenig verhüllten Bormundschaft bezahlen soll, hat das aristocratische Princip den unumwundenen und mit materieller Uebergewalt drohenden Ansprüchen der Mehrs heit opfern muffen, Polen feben wir im Aufstande, und ein Werk des Congresses, welches damals schon die Liebe jum Frieden auf eine barte Probe stellte, verwickelt bie eigentlichen Verfechter europäischer Stabilität in die unerwartete Alternative zwischen jenem Princip und ber Besbrohung ihrer wichtigsten, mit einem sogenannten System bes Gleichgewichts in Berbindung gesetzten Interessen. Wir haben jest nicht zu erortern, mas ben Cabineten Destreichs und Preugens bier jum Augenmert boberer Politit, und eines von altem Schlendrian, und einer gang verjährten biplomatischen Pedanterie, entfesselten Staatsinteresse werben fonnte; wir bleiben nur babei fteben, bag Polen, vergrößert burch seine ebemaligen Provinzen, und in seinem Berhaltniß zu Rußland auf einen bloßen Nominal Derein jurudgeführt, bas nicht ift, mas es jur Zeit ber Biener Beschlusse senn und werden sollte — und daß auch ber Schweiz burch bas bemocratische Element die aristocratische Blutsvermandtschaft benommen seyn mochte, die seiner Zeit die Aufnahme in die große volkerrechtliche Bruderschaft verschaft, ober boch erleichtert hat. Es ist

äberdieß durchans nicht zu verkennen, daß das Princip ber Richtbazwischenkunft an die stillschweigende Boraussetung gefnupft ist, Stabilität, daß die neueste vollerrechtliche Basis in ihren wesentlichen Berbalts niffen annoch rettbar fen, ober bag eine etwaige Storung nur als vereinzelte Erscheinung, zu unwichtig für einen alls gemeinen Rriegsbrand, betrachtet werden tonne; wann aber biese Boraussetzung zur Tauschung wird, wann bas Wiener Gebäude immer mehr und mehr zusammenfällt, und sogar die Kundamente ben Ginfturg broben; bann tritt ein Zeitpunkt bes Abwagens zwischen Altem und Neuem, zwischen ben Rraften bes Anfalles und des Widerstandes, furz jene schwere Anfaabe bes Staatsmannes und ber Politif ein, ben rechten Zeitpunft für Ergreifen und Anwenden confervatorischer Rrafte zu treffen, und fie mit Gewandtheit im Reuen, und mit gebrungenem Rachbrud und fester Sand fur bas rettbare Alte ju benugent.

Noch ist die Granze nicht überschritten; die provisorische Regierung Polens läßt sich von Frankreichs und Belgiens Beispiel belehren, und sucht die tractatenmäßigen Berhältnisse möglichst zu wahren; aber überall sehen wir dieses Bestreben von einer rohen, wilden Tendenz bedroht, und können wir hoffen, daß die revolutionare Bölkerwanderung ihren Zug vollendet habe, und daß nicht fernere Bewegungen den Moment herbeisühren, einer allgemeinen Umwälzung mit heeresmacht und Wassengewalt, und mit allen hülssemitteln des tractatens mäßigen Standes entgegentreten zu mussen?

Erscheint aber eine solche Katastrophe, so stehen die großen Mächte in erster Linie. Was nicht zu solcher Reihe gehört, mag sich vorsehen, daß es nicht, wie vielsach geschehen, als Trabant in die Sphäre politischer Anziehungstraft gezwängt, und im Voraus als Werkzeug, passiver Genosse, und nach Umsständen als Opfer ersehen werde. Wo Analogie der Interessen, wo eine Aehnlichkeit der Lage und Verhältnisse, ein bisheriges

Band und geographische Berbindung zusammenruft, da folge man dem Aufe zur schleunigsten Erwägung und Annahme einer geeigneten selbstständigen Politik; denn was sich in einem Kampse um Nationalität und Gestaltung neuer politischer Bereine nicht zu emancipiren, und von den Hemmsketten angemaaßter Autorität und diplomatischer Borurtheile zu befreien weiß, ist des politischen Selbstmords schuldig, und mit schimpslicher Namenlosigseit und Zersplitterung bedroht.

Ist ein Krieg bes deutschen Bundes zu erwarsten? Es ist bekannt, welche Stellung der deutsche Bund in der europäischen Republik hat. Seine Lage im Mittelpunkte des Welttheils, seine weite compacte Masse, jede unmittelbare Berührung großer Mächte von Osten nach Westen erschwerend, so wie die Trennung und Fernhaltung seindseliger Kräfte fördernd, selbst seine Gestaltung aus einer großen Zahl ungleicher Theile, das Mitwirken Vieler zu einem gemeinschaftlichen Bundesregiment, die Mannigsaltigkeit und schwere Vereindarkeit der Interessen, und endlich der Rational-Charakter, als eben so viele Elemente politischer Indolenz, machen ihn zum großen Ruhepunkt, zu dem festen Angel, der anderwärtige Bewegung zu mäßigen, und in den Gang der Staatsverhandlungen Gemessenbeit und Stetigkeit zu bringen bestimmt ist.

Er ist bemnach in eminentem Grade ein gemeinsames Augenmerk der großen Mächte, und, nach ausgesprochenen Maximen, nicht mehr, wie sonst, das deutsche Reich, Gemeingut, Tummelplat im Kriege und leidender im Frieden, sondern in seinem gegenwärtigen Bestand eine anerkannte, garantirte, und, was mehr ist, nach der Natur der Berzhältnisse, Bedingung europässchen Friedens.)

<sup>\*)</sup> G. über Deuischlands politische Stellung heerens geiftreiche Borte in ber kleinen Schrift: "Der beutsche Bund in seinen Berbältniffen zu bem europäischen Staaten-Spftem. Göttingen bei Bandenboll und Ruprecht. 1816."

Bas Dentschland früher so leicht in die öftreichischen handstriege, überhaupt in die großen Berwicklungen mischte, das lag nicht nur in dem Uebergewichte des Raiserhauses dei den Berathungen und Beschliessungen der Stände, wodurch diese dem auswärtigen Feinde, besonders Frankreich, als natürliche Bundesgenossen desselben erschienen; sondern auch in der geographischen Formation des Reiches, das in seinem burgundischen Areise, in Ansprücken und Rechten auf Theile Italiens, in kothringen und Elsaß zo. so viele Beranlassung zu Collisionen, und zugleich so viele verletzbare Ertremitäten darbot, daß es ihm in den häusigen Ariegen zwischen Destreich und Frankreich niemals vergönnt war, die kämpsenden Heere von seinen Gränzen entsernt zu halten.

Der deutsche Bund hat seine Probe noch zu bestehen. So wie man sich der hoffnung überlassen darf, daß er seine Unabhängigkeit und Integrität gegen aussere Feinde zu behaupten wissen werde, so wird man sich auch mit der Erwartung schmeicheln durfen, daß er keine fremde Sache zur Sache des Bundes machen, sondern dessen Gut und Blut nur an unabwendbare Noth setzen, überhaupt seine friedliche Bestimmung, ohne Beeinträchtigung seiner Würde, wahren und sesthalten werde.

Wir fragen baher, ist jede tractatenmäßige Verletung bem beutschen Bunde zureichender Grund zu Feindseligkeiten, und hat er auch in anderer hinsicht mit den großen Mächten solche Gemeinschaft der Stellung und der Interessen, daß ihre Maagnahmen zu Schutz und Trutz auch die seinigen senn mussen?

Die Meinung ist wohl nicht bundig durchzuführen, daß jedem Contrahenten, jedem Interessenten der Biener Congressucte für Haupts und Neben-Tractaten die Berbindlichkeit aufliege, solche im Ganzen sowohl, als in ihren einzelnen Bestimmungen zu handhaben und werkthätig zu garans



tiren. Eine folche Berbindlichkeit ist nirgends ausgedrückt oder übernommen, nur die beschränktere vermögen wir zu entbecken, wornach jeder Paciscent zur Erfüllung des Tractats seines Orts mitzuwirken versprochen. Dieß ist aber keine völkerrechtliche Berburgung.

Allerdings fann Tractatenbruch Coercition nach sich ziehen, aber nur nach neuer vorläufiger Uebereinfunft in ber Rlasse ber unmittelbar und wesentlich Betheiligten, wozu Staaten britten Rangs nur in wenigen Fällen gehören burften \*).

Undere ftellt fich jedoch verfassungemäßiges Berhaltniß dar. Jedes Mitglied des beutschen Bundes ist verpflichtet, ber Bundesacte nachzukommen, und in diesem Sinn ein Augenmerk auf andere zu haben; jedes Recht, jede Pflicht ist hier wechselseitig, Eines burch das Andere unabanderlich bedingt, und als absolute Nothwendigkeit in letter Stufe einer Bollziehungs . Maagregel unterworfen. Zweifel ist eben so jedes Bundesglied verpflichtet, die von Anfang an und burch Bufat-Bertrage festgesetten Territorials Ausgleichungen auf beutschem Grund und Boben unter gemeinschaftlichen Schut zu ziehen. Aber follte bas beutsche Bundesglied, ale foldes, auch bafur zu forgen haben, bag bie zwei Flügel ber Gleichgewichtsmaffe, Sarbinien und bie Niederlande, ihren tractatenmäßigen Buftand unverrudt erhalten; daß bas Innere ber Staaten intact verbleibe; übers baupt, baß bas offentliche Berhaltniß, fo wie es am Schluffe und in Gefolge jener Tractaten gewesen, in keinem seiner wesentlichen Theile eine bedeutende Beranderung erleide? Wir wiffen hievon nichts. Gine Quintupel : Alliang ift uns bekannt, die sich mit dieser Aufgabe allenfalls beschäftigen tonnte, und wohl auch beschäftiget hat, obgleich ihr bas Gefet menschlicher Gebrechlichkeit langst die Nothwendigkeit

<sup>. \*)</sup> G. den Anhang.

anfgebrungen, über das vorgesteckte Ziel mit Zeit und Umständen zu capituliren. Wir sehen bie und da zugelassen, was nach erklarten Marimen für legitim keineswegs zu achten wäre; Dulbung, selbst Anerkenntniß, wo nicht in ber Gegenwart, doch in naher Aussicht, für bloß factische Regierungen; abgerissene Provinzen des türkischen Reichs, eine französische Colonie in Algier; bedeutende, direct und indirect auf europäisches Gleichgewicht drückende Vergrößerungen Rußlands und Englands; eine ganz neue Welt in Südamerika; Wahlmonarchen in Erbstaaten, Beränderungen und Rodissectionen der Thronverhältnisse durch Bolksgewalt zc.

Und so wird jegliches Spstem ausserer Politik, sen es auch von weitem her mit größtem Bedacht erschaffen, und für weit hinaus mit der furchtbarsten Macht umstellt, durch das unveränderliche Geset der Beränderlichseit aller menschlichen Dinge doch wiederum nur eine Convenienz politik, die, um den früheren Aushängeschild zu retten, sich oft nur kummerlich mit kunstlichen Floskeln zu helsen sucht.

Dhne den secundaren Staaten die volkerrechtliche Besugniß auch nur von Ferne zu bestreiten, nach Umständen auch eine indirecte, die einem Oritten widersahrne, aber für den eiges nen Zustand nichts desto weniger nachtheilige und gefährdende Berletzung in ihren Kreis friedensschlußmäßiger Bewachung zu ziehen, und auch ihrerseits in einen deßfallsigen Krieg die Lanzen zu tragen; so ist doch auf der andern Seite unverkennbar, daß ein solcher Fall zur Ausnahme gehore, und daß kleinere Mächte in der Regel nur berusen sind, das eigene Haus und die nächste Umgebung zu wahren.

Der beutsche Bund wird sicherlich biesen Grundsatz sich aneignen, und, seinen obbemerkten politischen Beruf achtend, in ruhiger, friedlicher Haltung verbleiben, so lange seine Integrität und Unabhängigkeit weber reelle Gefährde noch Aussechtung erleibet.

Bon hochster Wichtigkeit für den gegenwärtigen Moment ist eine andere Erörterung. Ein großes haus ist gebaut von Meistern und Gesellen, aus dem Material aller känder, nach einem vielseitigen Spiele der Ansichten und Interessen, nach rechten und nach willkührlichen Regeln, nach Plan und nach kaunen. In diesem Hause soll man wohnen, Jeder an seinem Orte, Jeder soll da bleiben, aber auch ungestört und ruhig seyn, und sein Wesen treiben in herkömmlicher und vorgeschriebener Art. Der Plan gelingt auch so ziemlich, denn fünfzehn Jahre lang geht es erträglich, und man muß auf kleine Irregularitäten nicht sehen, und sich freuen, daß das Haus und sein inneres Wesen bis jeho keinen directen und bedeutenden Angriff erlitten hat.

Aber ploglich zeigt sich etwas in ber Ferne. Wolfen am dussersten Horizont, die immer duntler und duntler, immer machtiger und umfassender werden, drohen mit fürchterlichem Sturm, und man kennt schon aus Erfahrung die schreckliche Natur dieses Sturms, und fürchtet, daß das, was er früher schon erschüttert hat, seinem nochmaligen Anfall unterliegen mochte.

Bas fest man biefem Feinde, ber burch bie Lufte kommen wird, entgegen ? Wie kann er abgelenkt, wie kann er gesfast, wie kann er gurud getrieben werden ?

In der That, das, was als Lehre, noch mehr was als Borbild und als Geist des öffentlichen Lebens Frankreichs Gränze überschreitet, als eine unaufhaltsame, weil unsichtbare unergreifbare, Macht, als eine ätherische Ergießung einer den betretenen Erdball überstrebenden höhern Welt, das Wesch der Menschen im Einzelnen und in Masse, nach allen Beziehungen und in unberechendarer Ausdehnung erfaßt; kann dieß für Deutschland ein Feind sepn, gegen welchen man zu Felde zieht?

Berkennen wir die Atmosphäre nicht, in der wir athmen, sie hat Reues gebracht, und bringt noch Reues. Sie ändert die politische Welt, ohne eine Gränze zu rücken, ohne und einen Zaun zu versehen. Sie bildet beiläufig von det temperirten Zone an bis aufwärts an den Rordpol und im Westen constitutionelle Staaten. Und diese constitutionellen Staaten sind die politischen Protestanten, die auch für das öffentliche Leben die Freiheit der Ueberzengung, einen Parallesismus mit allen Entwickelungen von Auftlärung und Cultur, unabhängige Hulbigung für menschlichen Selbstzweck, und ein höheres, jeden Organismus des dussern Lebens bedingendes Urgeset, zum Augenmerk und fortschreitenden Ziele erheben.

Es gehört zur Charakteristik constitutioneller Staaten, baß sie eine gewisse Bahlverwandtschaft unter einander ausüben, daß die Gleichartigkeit ihrer Tendenz und ihres innern Befens eine gegenseitige Anziehung, einen gewissen Austausch von Butrauen bewirkt, das in der Natur eines Verfassungslebens, seinen leitenden Elementen und seiner unabwendbaren Richtung begründet ist.

Wo nur das National-Interesse gilt, da wird das friedliche Rachbarleben nicht durch Ehrgeiz, Eisersucht, Reid, Aberundungstrieb und andere Leidenschaften gestört. Das Bolt gibt nicht Gut und Blut für das, was bloß persönlich ist, und mit großen Zwecken des Gemeinwohls nicht in unverkenns barer nothwendiger Verbindung steht. Es gefällt sich in ruhigem, friedlichem Wechselverkehr, im ungestörten Heimatherecht, in freier individueller Ausbildung; es schätzt und fühlt das natürliche Band zu Schutz und Trutz, wozu sich Aehnliches vereint, und verkennt auch die geheime Feindschaft nicht, den ihm die entgegengesetzte Richtung des Despotismus oder Absolutismus für alle Gelegenheit bewahrt. Es gibt keine aufrichtige Verbindung zwischen constitutionellen und absoluten

Staaten. Der Geift, welcher in jenen maltet, ift gerstorend fur lettere , und er wirft angriffsweise, felbst ohne es zu wollen, weil er bie innern Stimme bes Menschen, ber offentlichen Meinung, der ganzen Bewegung ber Zeit, zugänglich ift, überall gunftige Borbereitung findet, und mit ben nachsten Intereffen der Menge im Bunde fteht. Die unbeschränfte, bem Bolksthumlichen entfremdete Gewalt hingegen hat lediglich auf funftliche Mittel zu sinnen, wie sie bas Resultat fruberer Sahrhunderte, der Zeiten der Umvissenheit, allmähliger Usurpation und aller Runfte ber herrschaft, unter geanderten, bem mubfam erworbenen und forgfaltig zusammengefügten Spftem gang entwachsenen, beterogen und ungunftig geworbenen Berhaltniffen fernerhin abzutampfen , und unter Anwendung alter und neuer Mittel, in einem fleten Wechsel von Wider, stand, Nachgiebigfeit und neutralistrenden Modificationen, in bem angewohnten , liebgewonnenen Bestande zu mahren und zu erhalten vermag. So finden fich biefe Staaten bloß burch einen naturlichen Andrang eines, ben ursprünglichen Menschenrechten angepaßten, von aller absichtlichen Propagande entfernten Staatseinrichtung in bem Stande abgenothigter Paffis vitat und Defensive, und es ist nicht zu verkennen, bag felbst die Conjuncturen politischer Rube, die nur eine stille und allmählige Kestsegung und Ausbildung constitutioneller Staatsleben gebeihen laffen, ihrer Beziehung zu benfelben Ungunft bringen, ihre innere Macht und beren Birfung nach Aussen, oft beimlich und unmerkbar, beeintrachtigen muffen.

Und diese Staaten konnten die Absicht haben, in einer Zeit weit vorgeruckter, beinahe allgemein verbreiteter, und wenigstens täglich wachsender politischen Cultur, vorbereitet durch Philosophen und Staatsmänner, practisch geworden in fernem Belttheile, und im Tiegel mehr als vierzigjähriger Bolkerbewegung in Krieg und Frieden bearbeitet, zersett und geläutert, ihre Bolker in einen Kampf zu führen, ihre Kräfte

an verschwenden, ihr Blut zu vergießen, sie namenlofi Elende auszuseten, gegen ein System, bas nichts als frei nationale, unabhängige Entwickelung im Jauern und na Grundsätzen forbert, die dem Regenten Boltswohl gur F ftimmung, Boltseinsicht zur Mitwirtung, Achtung und 3 rathhaltung ber Nationalkrafte zur Nothwendigkeit , Abme gegen schlechte Beamten zur Bebingung, und bas mehr a antidiluvianische Geset ber Reciprocitat in Pflichten m Rechten amischen Staatsoberhaupt und Staatsburger y Basis des ganzen Verhaltnisses erhebt? Ihr wollt b Menschen und Burger zur Aufopferung seiner bochsten u nachsten Intereffen, seines Lebens, feines Bermogens, fein Rube, feiner angewohnten Genuffe, feiner innigsten Be bindungen vermogen, damit die selbststandigen, aber friedli auftretenden Glieder eines andern Bereins gehindert und beftre werden, Menschen und Burger nach ihrer Beise zu fenn !

Die materielle Praponberanz physischer Krafte hat si überlebt. Es ist eine Welt der Ideen herangekommen, politisch Wahrheiten haben als Doctrin und als Ansicht Eintritt das wirkliche Leben gefunden, und sind zu einer Haltungelangt, daß sich ihrer Verletzung und Bekämpfung kraftig Widerstand früh oder spat, zum Nachtheile des hemmends Systems, bereitet. Hier hat Absolutismus Alles zu verliere und nichts zu gewinnen.

So wird eine Masse vieler Millionen, stets ben aufmen samen Blick auf die hohen Schulen in Nordamerika, Englau und Frankreich gerichtet, von einem machtigen Impulse der Zigetrieben, und selbst unter dem Schutze der neuesten volkerrech lichen Tractaten, sich zu einem Aggregate constitutioneller Staat wereinigen, die, unter sich in natürlicher Befreundung, oh wechselseitige Gefährde und Zerwürfniß, bloß auf eigenthür liche freie Ansbildung und Entwickelung ihrer Arafte i Schoose des Friedens bedacht, jede diesem öffentlichen Charakt

zugedachte Unbilde oder widerfahrene Berletung als einen Angriff auf ihr innerstes Wesen, als einen unmittelbaren Anlaß zum engsten, auf wahre Rothwehr gerichteten Bunde, betrachten werden.

Schon jeso kann man die Marken dieses absichtslos, bloß aus einem natürlichen Ausstusse gemeinschaftlicher Interessen hervorgehenden Bundes ermessen. Alle deutsche Staaten, mit Ausnahme Destreichs Dund — Preussens? Die lettere Ausnahme wäre zu bezweiseln. Was Preusen schon unter Napoleon an die Spise deutscher Kraft gestellt hätte, was viele seiner Herven und Notablen während des Befreiungstriegs in Erklärungen und Manisesse übergehen ließen, ein träftiges, umfassendes, hingebendes, consequentes Ergreisen und Verlebendigen der öffentlichen Meinung; ein offenes, wahrhaftes Anschließen seiner Intelligenz und Nationaltraft an Alles, was die laute Stimme der Zeit und der

<sup>\*)</sup> Deftreich bat durch alte, ibm durch große Resultate bemabrte Cabinets-Marimen, burch die bervorftechende Beterogeneitat feiner Staaten , die eigentlich eine Confoderation unter einem gemeinfamen Oberhaupte bilben, und durch die intermediare Stellung einer, jum Theil mit Berfaffungen verflochtenen Ariftocratie, einen Standpuntt, der auf feine, im Charafter großer Beharrlichfeit und Confequenz auftretende Politit fets einen febr bezeichnenden Ginflug baben muß. Materiell ift mobl feit dem Berluft ber deutschen Borlande und ber Niederlande der Blid bauptfachlich nach Dften und Guben gerichtet, und die Aufgabe der boberen Politif fann wohl tein Spftem ber Bewegung fenn, ba jeder birigirende Minifter bie Stetigkeit überlieferter Grunbfage fo viel als moglich mit ben Bandlungen feiner Beit in Gintlang ju ftellen bat. Es mochte fcwer feyn, diefe Aufgabe mit mehr Talent, Gewandtheit und Rolge ju lofen, als in unfrer Epoche geschehen ift, und es mare nur bie und da ju munichen, bag unmiffende und ungeschickte Rachahmer die bistorische und statistische Bafis beffer erkannt und verstanden, und ihre Staats. Praris nach ben wefentlichen Berfchiebenheiten ber Berbaltniffe, Tendenzen und Intereffen zu modificiren gewußt batten.

Boller an Kursten und Gemeinwefen, an Gesetzgebung und Bermaltung, an offentliches Leben in Krieg und Frieden verlangen - follte die Daffe vielfeitiger Bilbung, die unfehlbare Burbigung überlieferter Borurtheile, ber belle Blid in ben offentlichen großen Berhaltniffen, und bas Ertennen geistiger Rraft, nicht auf bieses Mittel leiten, sich aus einer immerhin gefühlten secundaren lage, and einer gezwangten, beinghe untergeordneten Stellung zu einem Staate erfter Ordnung, ju einem Borführer und Berfechter vieler anbern, und zu einer, mit aller moralischen Kraft ausgerufteten, in seiner geistigen Macht unangreifbaren, Alles überbietenben Selbstständiakeit zu erheben ? Bas die Regierung bort aufbaut, mas seinen Beg schon gefunden bat von Stabten und Communen bis zu ausgedehnten Provinzen, wird es nicht Einheit und Ciment, wird das Gewolbe teinen Schlußstein finden, und wird bann nicht ber Focus eines vielseitig ftrbmenden Lichts das Uebrige thun?

Und Polen, und Ober-Italien ? - -

Wir horen immer die funf hauptmachte nennen, want große Interessen ber Staaten verhandelt werden. Jene volle Babl gilt aber nur fur ben friedlichen Austrag, fur die Bersuche ber Ausgleichung und ber Berfohnung. Die Beschrantung auf abhaltende wahrende Bertheidigung erscheint bereits, und immer beutlicher. Bas auf Angriff beutet, ober bamit bedroht, mas fich friegerisch anstellt, wird von allen Seiten burch friedliche Zusicherungen und Erklarungen zur bloßen Demonstration, allenfalls zu einer Borforge für ben gefürchteten Kall der Nothwehr; Uebergange von Empfindlichkeiten und Unfreundlichkeit zu zuvorfommendem Benehmen, von barichem beinahe brobendem Ton zu sehr schonendem gelaffenen Ginlenten, find unverwerfliche Zeichen von Ertenntnig und Erfaffen bes Zeitgeists und feiner electrischen Gewalt, und nebenbei von weiser und bedachtsamer Abwagung ber Machtverhaltnisse.

Destreich, Rußland und Preußen vereint, alle drei im Junern von einer vollen Entwicklung der Arafte abgelenkt, letteres schon halb abgewandt durch allmählige Bergegenwärtigung höherer politischer Haltung, und damit sollte Frankreich, gewiß nicht angeseindet, sondern höchst wahrscheinlich unterstützt von England, in seiner concentrirten surchtbaren Stellung, im Rorden und Osten umringt von befreundeten Elementen und Staaten, und zwar aus der Ferne, und ohne die stels überwältigende Erstartung moralischer Impulse, während diese auf der Gegenseite aus Sturm und Blis hervorbrächen; damit, sagen wir, sollte Frankreich angegriffen und betriegt werden?

Was von deutschen Bollern zwischen Frankreich und seinen bier unterstellten Feinden liegt, ist ohne Beruf für solchen Kampf; verlassen und hulflos wären die Fürsten in derartigem Beginnen, Gut und Blut der Staatsburger für solchen Zweck vielleicht gar nicht, gewiß nur spärlich und unzureichend zu erlangen, und wohl auch in der Berfassung des Bundes keine staatsrechtliche Berbindlichkeit, auf irgend eine Weise zu diesem Unternehmen mitzuwirken.

Der deutsche Bund sucht, und findet vielleicht seinen Zwed in Unabhängigkeit, außerer und innerer Sicherheit. Erleidet er in dieser hinsicht Gefährde und Unbilde, so kann ein Bundeskrieg ausbrechen, in so fern keine gutliche Abhülfe zu erlangen ist.

Aber mahrend wir bieses schreiben, erfolgt die Anerkennung Belgiens von Seiten der funf Machte, die immer noch ein diplomatisches Bermittlungsamt, und — bei billiger Burdigung — zum Nuten und Frommen eines den Gutgesinnten sehr erwunschten Rubes und Friedensstandes ausüben, und es ist im Boraus gewiß, daß eine solche Anerkenntnis die Integrität des deutschen Bundes zur unerlässlichen Prämisse

habe. Bahrend wir bieses schreiben, wird ber Brozes ber frangbilichen Erminister zu einer Katastropbe, in welcher bie Saltbarfeit der neuen Riegerung eine nochmalige, febr ernfliche Probe mit Ehren und Burben besteht. Bas in ber Schweiz seit einiger Zeit in sturmischer, wilder Bewegung mar, nabert fich von Stunde zu Stunde einer verglichenen Regel, bie Jeben, ber nicht Sturm, und Wettervogel von Ratur ift, zur Zufriedenheit und ruhigen Tagsordnung zurücklihren wird. Und was an der Weichsel vorgebt, steht ja, man muß es leider bekennen, fo febr im Zusammenbange mit alteren und neueren, theils unerhorten, theils nur mit schwacher Beschwichtigung bebeckten politischen Gunden, daß auch bier ber himmel den Beg zur Gubne bereiten, und die Erinnerung früherer schrecklicher Gräuel mit ihren, in jegiger Constellation vielleicht unabsehbaren Folgen, in seiner unerschöpflichen Gnabe nicht zulassen wirb.

Die konnte bemnach auf irgend eine Weise beim Bundestag nur die Berathung über einen versassungsmäßigen Rrieg veranlaßt werden? Und wie konnte nur der Gedante entstehen, in einer Plenar-Bersammlung, wie sie sich für berartige Deliberationen gesehmäßig gestalten muß, zwei Dritttheile der Stimmen für einen Antrag zu gewinnen, der dem Interesse des Bundes die wohls oder übelverstandene Politik sogenannter europäischer, wenn auch mit einem Theil ihrer Staaten demselben beigesellter Mächte unterzuschieben gedächte?

Indessen liegt hierin burchaus noch keine Garantie ber Ruhe und vollkommener politischer Quiescenz. Das Leben ber Staaten ist, gleich bem burgerlichen, zu umfassend, zu viels seitig, und in seinen Wechselfällen zu sehr verknupft und bedingt, als daß man sich insularisch absondern, mit klösters licher heiligkeit umgeben, von der Hohe eines gemächlichen Luginsland bem Treiben und Kampfen der Nachbarn ruhig

zusehen, und in dem großen Drama den geeigneten Moment egoistisch wahruehmen und benützen könnte, um sorglos, unsangefochen und unversehrt von da, wie aus der Arche Noch, in das verwickelte Getümmel herauszutreten. Politische Barenshäuterei ist das Handgeld der Nichtigkeit. Indolenz und Gemächlichkeit, Mangel an Entschlossenheit sind Blößen, die feindseliger und speculativer Sinn seiner Zeit zu benützen weiß, und es geht im besten Fall aller Glaube an Kraft und Gewicht für die Berhältnisse der Zukunft verloren.

Wenn nach einer Politit, die vielleicht nur auf maaßgebende Beranlassung wartet, die großen Continental-Machte, beren uns vorläufig nur drei, Destreich, Preußen, Rußland, vor Augen schweben, ein System, oder materielle Interessen einem Austrag der Waffen unterwerfen wollen; was thut der beutsche Bund, oder was sollte er thun?

Durfen wir uns auf die bisherige Entwickelung berufen, so ist die Antwort einfach: Er bewahrt sich den Frieden, und nimmt keinen Theil an der Fehde.

Doch ist die Antwort einsacher als die Sache. Liegen beine Rachbarn links und rechts im Kampse, und treten in Bundnissen auf zum wechselseitigen Angriss auf Leben und Eigenthum,
so magst du wohl erklären, daß du fremd seyn und bleiben
wollest bei dieser Zerwürsniß; du kannst Thor und Haus
schließen, und beine Warken bezeichnen; aber willst du wahrhaft
in Ruhe, und im ungestörten Genusse beiner Freiheit und
Haabe bleiben, so mußt du dich hierauf nicht beschränken,
sondern ein Mehreres thun. Wer seinem Feinde Schaden
und Abbruch zusügen mit der Gelegenheit beines Besisthums,
wer sich einen Bortheil verschaffen oder Rachtheils erwehren
kann, indem er sich beiner und der Deimigen bedient; wer nur
irgend für berlei Beeinträchtigung die Entschuldigung in Ungehorsam, Unverstand, Irrthum, oder aber in dem überwältigenden
Gesche der Roth sinden kann, der achtet weber beiner Person,

noch beiner Behausung, noch beiner Marten; und fetzest but tein Ziel mit Kraft und Nachbruck, so macht die Liebe zur Ruhe einen Spielball für Alle aus dir, beine Schwäcke führt dich von Nachgiebigkeit zu Nachgiebigkeit, von Opferzu Opfer, bald gegen die eine, bald gegen die andere Parthei, und am Ende bezahlst du wohl gar die Zeche für Alle.

Billst du diesem Schicksal entgehen, so mache dich kampfertig, versammle die Deinen, besetze bein Haus, umstelle die Zugänge, ordne am Saume beiner Gränzen wohlgerüstete Beiwachten, und drohe jeder Berunglimpfung mit seindseliger Maaßnahme. Alsdann werden die Streitenden rechnen und abwägen, und statt der Unbilde und hohnender Uebergriffe wird man um deine Freundschaft buhlen, und dich gelten lassen bei jeglicher Gelegenheit.

Hierin läge, nach unserm Ermessen, die Analogie für eine Politik des deutschen Bundes in einem Kriege jener Continentals Mächte mit Frankreich. Eine bloße Erklärung der Reustralität führt nicht zum Ziele. Neutralität eines Staats, der, wie hier, nach seiner geographischen Lage mit den triegsschrenden Mächten in unmittelbarer Berührung steht, sie in ihren gegenseitigen Richtungen durchkreuzt und unterbricht, mithin alle Theile in Bersuchung sührt, nach Plan oder aus Noth aller nur gedenkbaren Bortheile auf seine Kosten und Gefahr wahrzunehmen, ist nur dann wirksam und zweckgemäß, wann sie von zureichender schlagfertiger Macht unterstützt, und nach Tendenz, Organisation und Stellung so geartet ist, daß ihre Berletzung zu überwiegender Berstärkung des einen Theils, und anderseits zum Berderben sühren kann.

Deutschlands System ware bemnach eine bewaffnete Reutralität. Bewaffnung ware hier mehr, als bei einem einzelnen Staate vonnothen. Wird bieser beunruhigt und verlet, so wirft zu standhafter Behauptung seiner volkererechtlichen Selbstständigkeit Einheit des Willens und der

Entschließung, während eine vieltöpfigte Confideration jeder schnellen und fraftigen gemeinsamen Maaßregel solche Weitsläusigkeiten und Schwicrigkeiten entgegen wirft, daß das Vorbereiten und Sinseiten, das Zusammensinden und Zusammenstreiben, das Ausgleichen und Wegräumen in den meisten Fällen den rechten Moment der Vorkehr versaumen, und diese erst dann zur Reise gelangen wird, wann es zu spät geworden, der Andrang der Begebenheiten und Verhältnisse längst Zumuthungen, Zugeständnisse und Bewilligungen hers beigeführt, und die politische Stellung jener reiner Jungfrausschaft beraubt hat, ohne welche eine solide Neutralität gar nicht gedenkbar ist.

Wir sprechen von einem Verhaltnisse Destreichs und Preußens gegen Frankreich, und auf der anderen Seite von einer bewassineten Reutralität des deutschen Bundes. Eine Schwierigsteit, die sich hier in vorderster Linie darstellt, liegt in den innern Machtverhaltnissen des deutschen Bereins. Zwei seiner Mitglieder, wovon Destreich für sich allein die Macht des ganzen übrigen Bundes überwiegt, bilden in ihrer Bereinigung eine Masse von beiläusig 40 Millionen, während eine Trennung ihrer Staaten dem Reste der Confoderation nur ungefähr 13 Millionen übrig ließe.

Wie können Provinzen und Kräfte Destreichs und Preußens, als Theile der Monarchie mit Frankreich im Kriege, und zugleich, als Theile des deutschen Bundes, mit diesem zu einer bewaffneten Neutralität vereinigt sepu? Wie sind zweierlei Verbindungen, wovon die eine feindlich, die andere friedlich ist, wie sind diese verschiedenen Rollen ohne Constitte möglich, und werden sie nicht schon in erster Idee als ganz unstatthaft und unaussührbar erachtet werden müssen?

Der preußische Staat hat alle seine Bestandtheile, mit Ausnahme ber polnischen Avulsen und bes eigentlichen Konigreichs Preußen, bem deutschen Bunde einverleibt. Sie bieten eine Bevolkerung von beilaufig 8 Millionen dar, während die ni verbündeten Theile mit nicht ganz 2½ Millionen\*) erschein Preußen ist demnach ein überwiegend deutscher Sta Destreich ist in weit geringerem Verhältnisse dem beutsch Bunde beigetreten. Böhmen, Mähren, der Rest von Schlesse Destreich mit Salzburg, Innerdstreich und Illyrien, ne Tyrol, bildeten im Jahr 1820 nur eine Population v 9,730,666, hingegen Ungarn, Dalmatien, Siebenburge

Gallizien, die Granzlaude, die Lombarden und Benedig nie

weniger als 18,651,422 \*\*).

Ronnte eine Absonderung der preußisch seutschen u oftreichisch seutschen Staaten von jenen aufferhalb bes Bunt im Ernste berührt werben, so wurde sogleich die Frage ei fteben, wie Frankreich bem Gesammtverbande ein Reutralitä Berhaltniß zugesteben murbe, mann folche großen Krafte ei Ausnahme bilben follten, bloß um demfelben bie Angrif puncte zu mindern, mahrend ben Feinden nichts besto wenig Die Fulle ihrer Rrafte und hilfsquellen verbliebe. ware in folder Abscheidung bem Besten und Mittelpun Europens und der Möglichkeit eines solchen Kriegs so g wie entruckt, und lettere trate fur Destreich nur ein bur Unzulässigkeit oder Unhaltbarkeit sardinischer Reutralität. I eine folche Abscheidung ohnedieß immer nur fcheinb. ware, fo leuchtet die Unstatthaftigkeit der Idee so febr berve daß wir und ber Dibe entheben, tiefer in ben Gegensta einzubringen, blog um bas, mas schon so fest steht, m weiter zu begrunden.

Frankreich, welches sich das linke Rheinufer ohne Zwei als leichte Beute denkt, nach den unumwundenen Erklarung

<sup>\*)</sup> Eigentlich 2,349,571 nach amtlichen Angaben für das Jahr 181 S. Uebersicht der Bodenfläche und Bevölkerung des preusischen Staa Berlin 1819.

<sup>\*\*)</sup> Reuefte Bablenstatistit v. Ch. E. Andre. Erster Jahrgang.

seiner Redner, mit der offentlichen Meinung und den Wunschen der Bolter im heimlichen Bunde zu stehen glaubt, und der ditreichischen Monarchie den schützenden, ihre ganze Kraft auf den italienischen Kampsplatz zusammendrängenden Panzer deutscher Berbande mißgonnen durfte; Frankreich wurde viels leicht in deutscher Reutralität eine nachtheilige Aenderung seiner militärischen Stellung wahrnehmen, und schon aus jener Unstatthaftigkeit Schwierigkeiten und Einwendungen schöpfen,

Wie könnte diese Klippe umgangen werden? In der Politik hat man keinen andern Compaß, als das Interesse. Und dieses Interesse muß nach allen Seiten wirken, sich mit Klarheit aussprechen, und mit schlagendem Gewicht austreten. Es bildet sich ganz einfach durch Machtverhaltniß, und dieses wird sich in erforderlichem Maaße entwickeln, sobald bei einer so bedeutenden Zahl kleiner Staaten ein kester, zusammens wirkender Entschluß, eine dauerhafte, charaktervolle Haltung vermuthet werden darf. Bon solcher Boraussezung mussen wir jedoch nothwendigerweise ausgehen, weil sonst gar keine politische Stellung, oder Verfolgung irgend eines aus individueller Lage hervorgehenden Systems gedenkbar, sondern alles Benehmen den Launen des Schicksals und der Wettersahne der Ereignisse anheimgegeben ist.

In solcher Boraussetzung trate die erste Grundbedingung jeder bewaffneten Reutralität sogleich in Erfüllung: die Macht der vereinten Staaten muß so bedeutend senn, daß die Drohung, sie feindlich agiren zu lassen, ihr stets Achtung und Anerkenntnis verschaffe.

Nun aber nahert sich bie Gesammtmacht reinsbeutscher Staaten ber Salfte vollzähliger Bundesmacht: biese lettere liefert für actives heer und Reserve, ohne Ersatmannschaft, 402,182 Mann, so daß nach biesem Maatstabe gegen 200,000 Krieger für Handhabung der Reutralität aufgestellt

werden konnten. Es wird Riemand bezweifeln, daß hierin bas Mittel gefunden seyn mochte, sich für die gewählte Politik die allseitige Erlaubniß zu verschaffen, und diese Hoffnung ist um so mehr gegen Täuschung gesichert, da die Entwicklung eines solchen Neutralitäte Heers durch ein allgemeines Interesse für politische Unabhängigkeit, Leben, Familie und Eigenkhum moralisch belebt würde, auch von Destreich und Preußen zu erwarten ist, daß ein Blick in die Zukunft sie schon an und für sich abhalten werde, ihre Bundesverwandten in Feinde, und in Ermanglung hierauf berechneter Vertheitigungs-Anstalten, in sehr gefährliche Feinde umzuwandeln.

Reue Schwierigkeit brobt von einer andern Seite. Preußen und Frankreich finden, ba ersteres feine Seemacht besitt, in Rordbeutschland, von wo baffelbe sich west- und submarts ausbehnt, sodann in den Rieberlanden, den naturlichen Tummelplat, und auch Rufland murbe feine heerestraft in biefer Richtung eben fo mohl , als im Guten , wo es fich an Destreich anschlosse, zu entwickeln gebenken. Auf ber andern Seite murbe Frankreich die preußische Rheinprovinz als feine erste sichere Beute betrachten, und die Lebhaftigkeit ber Nation, so wie die Schule Napoleons, wurde vielleicht auf den Riesen plan verfallen, in Verbindung mit Belgien (seinem naturlichen Bundesgenoffen), schnell die Sulfsmittel Sollands (bes anderfeitigen naturlichen Bundesgenoffen) in Befchlag ju nehmen, bie festen Plate am Niederrhein burch Beobachtungscorps unschablich, um sodann, auf einen, ohne Zweifel überschätten, thatlichen Ausbruch bes Migvergnügens und revolutionare Stimmung rechnend, ben Berfuch zu machen, ob nicht Bolt auf Bolt, Staat auf Staat geworfen, und am Ende ben Freunden und Alliirten in Polen die Hande geboten werben fonnen.

Die Stellung ber Rampfenden und bie geographische Lage ber preußischen Monarchie bereiten baher bem Neutralitäte

Spsteme Deutschlands eine fehr bebeutende Schwierigfeit, wennt ben zerstückelten und untermischten Bunbesstaaten, welche bie militarische Durchzuges und Operationeskinien so haufig durch freugen, Waffenruhe und ein unverletter Friedensstand unter allen Umftanden erhalten werden foll. Gine folche Soffnuna lagt fich nur festhalten, indem einerseits bei Deftreich und Preufen, die mit dem deutschen Bunde wohl nicht ganglich merben brechen wollen, eine mehr freiwillige, als mit Baffengepräng aufgebrungene Beachtung ber Neutralität zu unterstellen fenn mochte, und anderseits auch Frankreich in bem Rheinstrom, ben übrigen militarischen Positionen Gudbeutschlands, und wohl vorzüglich in der hier vorwiegenden Möglichkeit, bedeutende Streitmassen mit Schnelligkeit aufzustellen, zureichende Grunde entbecken burfte, bas bortige Aggregat größerer, mehr compacter, und auch im Innern wohlbestellter Staaten, nicht zur friegerischen Theilnahme zu reizen.

Es könnte somit ber größere Theil ber Streitkraft auf diejenigen Puncte bes Nordens gerichtet werden, wo die natürliche Nichtung der strategischen Linien, die geringere Breite des Terrains, und was sonst, nach dem Ermessen der Kundigen, größere und kleinere Kriegshausen zu Uebersschreitungen und Berletungen veranlassen oder antreiben könnte, für die Wahrung der Neutralität eine stärkere Berseinigung bewassneter Macht erfordern würden.

Nur ungern setzen wir den Fall, daß entweder Unwillschrigkeit der kriegsührenden Mächte von Anfang an, oder eine
mehr unwillkührliche als planmäßige Mißachtung der Neutralität, in Folge jener geographischen Hindernisse, einen Theil
des nördlichen, d. h. von dem rechten Mannuser nordwärts
gelegenen Deutschlands, den Wohlthaten der Ruhe und des
Friedens entziehen, und diese Segnungen durch Beschräntung
des Neutralitäts-Bundes auch nur einer kleineren, wiewohl der

immer noch bei weitem größeren Maffe rein-beutscher C ten, angebeiben laffen mochte.

Eine Ausnahme dieser Art wurde Olbenburg, Medlenb Hollstein? Hannover, die Hansee: Stadte? Braunschme Lippe, Anhalt und das inclavirte Schwarzburg treff und alsdann wohl mehr als hinlanglichen Spielraum Bewegungen der Heeresmassen verschaffen und versichern.

Wir gebenken keiner Opposition Ruflands, bem ber n beutsche, so wie der östreichische Kampfplatz, mehrfaches A und eine Kuste von weiter Ausbehnung vielfache Gelegen zu Diversionen durch Landungen darbote. Eben so w wurde Destreich seine Zustimmung versagen, da Sardin wahrscheinlich einem Wettstreite vorgreisender Occupatio in den näher gelegenen Theisen ausgesetzt, den kriegführer Mächten eine weite Arena in Italien oder Sub-Frank eröffnet, und dasselbe sogar den Wunsch begen muß, herz seiner Monarchie durch ein Neutralitäts System fester Haltung gedeckt zu wissen.

Wir vergegenwartigen uns nun eine breifache Berbind Zuerst lassen bie zwei großen beutsche europäischen Statistr allgemeineres Verhältniß vorwalten, und reissen die gwinzen, die sie dem beutschen Bunde einverleibt, zu e Allianz gegen Frankreich hin; von dieser Allianz, die, 1 Veranlassung und Zweck, im Innern Deutschlands kei Zuwachs sinden sollte, können mehrere beutsche Staaten graphisch ergriffen und umschlungen werden; so erscheint zweites Ind unter Mitgliedern der Consoderation, und sen beiden Vereinen stellt sich ein dritter gegenüber, mit i Zwecke bewassneter Neutralität, dessen Rüstung, je nach lständen, in Feindseligkeit gegen Bundesverwandte übergehen ko

Ist ein solcher Zustand ber Dinge verfassungsmäßig, wird nicht etwa ein temporarer Stand bes Friedens Untosten unserer politischen Basis und für Gefährbe,

sicherheit, vielleicht blutige Zerwurfnisse ber Zutunft er-

Bielfach ist ber Borwurf in ben Annalen ber Geschichte niebergelegt, daß deutsche Raiser das particulare Interesse ihres Saufes und ihrer Erbstaaten zu einer Sache bes Reichs erhoben, oder beide zu vermischen wußten, um die Arafte beutscher Nation ihren Privatzwecken zu opfern. Man erinnere fich nur der Kriege gwischen Deftreich und Frankreich, und früher der italianischen Buge. Diese Politik war in hobem Grade unbeilbringend und verfassungswidrig. Bas jest geschehen wurde, batte als wohlthatige Rucksicht für Deutschlands Wohl und hohe verfassungsmäßige Uneigennütigkeit gegolten. Damals mar ein Berhaltniß zwischen Raiser und Standen, jeto ist aller Schein von Oberherrschaft verschwunden, und eine reine Mitstandschaft an die Stelle getreten, die nach dem bermaligen Stadium ber Politik und Bolksaufklarung jede Berwicklung in fremde Interessen mit Sorgfalt zu vermeiben bat. Fur 3mede, Die fich ber Bund nicht anzueignen mag, ist daher eine Trennung von diesem, in so weit und in so lange sie nothig, sogar Geset und Bedingung des Vereins, und jene unwillführliche Theilnahme rein-deutscher, mit europäisch-deutschen Provinzen zusammenbangenden gande, teine Berletung ber Berfaffung, sondern nur die Rolge eines Gebrechens in ber Bufammenfegung ber Confoberation. Was sobann als Enclave und Zwischenland zu dem Bereiche eines solchen Doppelstaats gebort, das folgt auch seiner Constellation. Ratur ber Sache ist ftarter als jede Berfassung, und kein Bundnig ift beutschen Regenten benommen, das für den Staatenbund ohne schadliche gefahrbende Tendeng ift \*).

Bei dem deutschen Bolk sind Bereine in ausgezeichnetem Grade heimisch. Gine ausschhrliche Untersuchung, warum

<sup>\*)</sup> Art. 11 der deutschen Bunbesacte. Biener Schlufacte Art. 42,44, 46, 47.

demselben niemals ein großer politischer Sinn geword ware bier nicht an seinem Orte. Hauptsächlich nur zweit zeigte sich beutsches Baterland als große gebrangte Da unter ben gewaltigen Raisern Carl und Otto. Aber b genügte nicht; unter bem Bechsel ber Bablberricher geb und wuche die Gauversaffung durch einen Zusammenf gunftiger Berhaltniffe zu einer Menge großerer und fleine Dynastien, so baß schon bie Raiser frantischen, fachfifd und schwäbischen Stamms, bie machtigen Aristocraten m wie Bundesgenoffen, als untergeordnete Rronbeamte 1 Bafallen zu bebandeln batten. Gang barmonisch mit bie politischen Gestaltung mar ber merkwurdige Gebrauch Autonomic, bie alles umfaßte, was gottliches Recht t vafallitische Pflicht frei und ungebunden gelaffen batte, 1 jenes acht , nationale Recht ber Ginigung freier Leute Erreichung felbstgewählter erlaubter 3mede, eine reiche On von Bundnissen, Innungen, Eidgenossenschaften aller I amischen allen Rlaffen, Fürsten und Berren, Rittern, Stadt Beschlechtern und Einzelnen, zu Erhaltung bes Landfried und gesetlicher Ordnung, zu Abwehr unrechtmäßiger Bew Beforderung von Sandel und Gewerben, Sicherheit : Genuß bes Eigenthums. \*)

Die Unionen und Liguen während ber Religionsstürn bie Affociationen ber Kreise in ben Kriegen mit Frankrei ber Fürstenbund, womit Preußens unsterblicher Friedrich ni nur ben Standpunct ber Epoche, sondern auch der Zukut für seine Monarchie andeutete, und endlich die nordbeut! Neutralität mögen hier in den Bordergrund gestellt seyn.

Wir erwähnen ber rheinischen Confoberation nicht, als ei Berte frember Gewalt und Rantesucht, aber nicht zu ul geben ift ber beutsche Bund, weil er auch in biefer hinf

<sup>\*)</sup> Eichborn beutiche Staats . und Rechtsgeschichte II. S. 497 folg. Darftellung bes Furftenbunds S. 323.

eine fehr charafteristische Bezeichnung von Alterem beutschen Wefen an sich tragt, und nach seinem ganzen Drganismus eine gewisse Tenbeng ber Bereinzelung um so gemisser ber Bukunft überliefern wird, als bas sichtbare Reichsoberhaupt nun zu einem abstracten unsichtbaren Bundebregiment geworben, bas nur burch fraftiges, lebenbiges, folgerechtes Gingreifen in die Speichen bes Staats und Privatlebens die Idee ber Gebildeten zur popularen Ertenntuig ber Majoritat verbringen fann D.

In diesem Beiste lautet ber eilfte Artitel ber beutschen Bundesacte : "Die Bundesalieder haben das Recht der Bundniffe aller Urt, und find nur verpflichtet, in feine folche Berbindungen einzugehen, welche gegen die Sicherheit bes Bundes oder einzelner Bundesstaaten gerichtet maren."

Bon biesem Rechte, fur welches hanptsächlich Baiern auf bem Wiener Congresse standhaft, und, wie uns scheint, mit febr wichtigem Erfassen bes politischen Interesse beutscher Bundesstaaten gestritten \*\*), wird jener überreichliche Gebrauch früherer Zeit nicht gemacht werden, welcher bei Bitriarius und Bobin gangen langen Berzeichniffen bas Entfteben gegeben; und wohlverstandene Politik wird so lange als moglich die Hilfe in dem gemeinsamen Berbande, und nothigenfalls in ber Sphare genoffenschaftlicher Particular . Intereffen suchen.

<sup>\*)</sup> Dieg konnte, nebft ber Dublicitat, am wirksamften geschehen burch ernftliche Bollziehung beffen, mas ber Art. 19 ber deutschen Bundesacte in Begiebung auf Bandel und Bertebr icon fur Die erfte Busammentunft der Bundesversammlung vor mehr als fünfgebn Jahren vorgeschrieben bat. hier ift feine außere Beranlaffung, beren es übrigens ichon fo viele in diesem Zeitraum, und in unfern Tagen fo redende und fraftige gegeben, ju einem ernftlichen Beginnen bes großen, fur Deutschlands Bohl und Rubeftand im bochften Grade notbigen Berte, erforderlich, ba bie Initiative in der verfaffungsmäßigen Bocation der Bundesverfammlung liegt. Barum verhallt die einhellige Stimme deutscher Bolter fo fructios? \*\*) Rluber Acten des Biener Congreffes Bd. II. G. 356 u. folg. G. 499.

Die lettere Kathegorie gehört insonberheit dem Fall e theilweisen bewassneten Reutralität an. So wie der Gesam wunsch, gleich jeder andern Macht, die Erhaltung se Friedensstands an eine bewassnete Reutralität knupsen ka so kann es auch jeder einzelne deutsche Staat, oder Berein solcher Staaten. Denn der Eintritt in den deutst Bund läßt den völkerrechtlichen Standpunct souverd Staaten durchaus unverkimmert, und modificirt ihn nur di bestimmte Bertrags. Obliegenheiten, und es ist der Borfrage, ob Gesahr eines wirklichen Ungriffs vordan ist, auf den Fall verneinender Entscheidung einzelnen Bunl staaten die Besugnis ausdrücklich freigelassen, "gemeinsch liche Bertheidigungs-Maaßregeln unter einander zu verbinden

Ist aber eine Nentralitäts-Union im Staatenbunde zulät so möge sich schnelle energische Handlung unmittelbar i Momente vorausgesehener Rothwendigkeit anreihen, unsehlbare Initiative der vorliegenden Staaten, de unabhängiger, unbedingter Entschluß ein bloßes Anschlieder übrigen ersordern wurde, die scheindar weniger bligestellten ungesäumt beranziehen, die diplomatische politischen der und ber militärischen keinen Tag und keine Sturauben, und der unverweilte Uebergang des Worte zur The die völlige Bermeidung sonstiger Formlichkeiten und Waldusigkeiten in dem Drange des Zweck, und in allem Man an präsudicirlicher Consequenz genügende Entschuldigung Boraus sinden.

Die Bundesversammlung ist Organ ber Gesammtheit, r nicht einer Affociation in der Gesammtheit, aber auf t Grund ihrer Organisation wurde sich in Frankfurt schnell r leicht eine politische militarische Commission bilben, und bi

<sup>\*)</sup> G. die icon oben angesubrten Art. 11 der Bundes. und Art. 42, 44, 46 und 47 der Biener Schlufacte vom 15. Mai 18

sich als erstes Tagwert ungefahr Nachstehendes ersehen: Die Art des Anschlusses an jene vorliegenden Staaten, die wir hauptsächlich in Baiern, den beiden Hessen, Würtemberg und Baden zu sinden glauben; Bestimmungen über Sammelplätze, Aufstellung, Commando, Unterhalt ic., wozu die Bundestagsprotoscolle v. 1821 u. 1822 über die Kriegsverfassung maaßgebende Grundlage zu practischem Ausbau seyn würden; sodann Manissese, auch Mittheilungen an die triegsührenden Mächte, allenfallsige Neutralitäts-Conventionen, und hieran knüpste sich als Folge der Prämissen, und als Aussührung und Manustenenz des Beschlossenen, eine im Voraus kaum übersehbare Masse diplomatisch militärischer Obsorge und Geschäfte in größeren und kleineren Abtheilungen nach Kabinet und Hauptquartier, für die ganze Tauer des Berhältnisses.

Als Behitel schnellen Gelingens wiederholen wir das Boranschreiten mit Wort und That von Seiten einiger, wenn auch nur weniger, vordern, auch durch friegerische Bereitschaft und Kraft voranstehender Gränzstaaten\*); es fürzt ben unersetzlichen Zeitverlust beutscher Bedachtsamkeit ab, und benimmt oder beschränkt heimlicher und offener Gegenwirkung im Boraus Gelegenheit und Spielraum.

Es ift uns in neuester Zeit offenbar geworden, daß ein specieller Impuls beutsche Baffen in rasche Bewegung ju

Rurbeffen mit 7572 Dann.

Grofh. Heffen " 8260

Baden " 13,333

Bürtemberg " 18,607 "

Baiern " 47,467 "

Unter ben neutralen Staaten Nordbeutschlands mare Sachsen mit 16,000, hingegen unter ben nicht neutralen, hannover mit 17,405 von Bedeutung.

21. 3. B. Beunisch Entwurf der Bildung des deutschen Bundes. beers. 1820 bei Braun in Rarisrube.

<sup>\*)</sup> Bur Meutralitat murben gehören:

sesen vermöge, und sollten Ernst und Eifer und Nachbruckgeringer seyn, wann von Erhaltung des öffentlichen Bohlsstandes, und vielleicht eines Mehreren, als wann von Riesderhaltung öffentlicher Ausbrüche des Misvergnügens die Rede ist?

Neutralitates Berträge murden sich nur über die Modalitaten ber Praxis verbreiten. National-Unabhängigkeit läßt über bie Frage ob? keine Erörterung zu. Jur Sache selbst bebarf es keiner Einwilligung, indem eine bewaffnete Neutralität nicht precar und abhängig seyn darf, wenn sie überhaupt mehr seyn soll, als ein bloßes Wort.

Bei jenen Conventionen wurde zwischen zwei Klippen mit Geschick und Gewandtheit burchzusteuern senn. Auf ber einen Seite nimmt die Unabhängigkeit der Bolker, und das fur ihre Entwidelung und Subsistenz unveraufferliche Recht menfch licher Mittheilung und Bechselwirfung, die Fortbauer aller friedlichen Berhaltniffe, besonders in handel und Bandel, fur die Neutralen in Anspruch. Und auf der andern Seite erheischt Wahrung und Manutenenz ber Reutralitat ein moglichstenegatives System, mit dem leitenden Grundfate, alles was fich nicht wenigstens in fehr hohem Grabe verhindern und gurudweisen lagt, jeder Berührung mit ben friegführenden Machten im Boraus zu entziehen, ba fogar eine Bilang über ben großeren ober minderen Bortbeil ober Nachtheil, ber, je nach geographischer Lage und andern Berhaltniffen, irgend eine Maagregel fur den einen oder ben andern Theil hat, oder auch nur haben fann, und bieß oft nur für zufällige Umstände von furzer Dauer, Bormand ju Berletungen, wenigstens ju Redereien und Reibungen, ju werden pflegt.

Machtverhaltniß ist hier viel, wo nicht alles. Eine imposante Sprache und Stellung wird ben neutralen Deutschen möglichste Freiheit des Handels im Princip, und burch Beschränkung der Kriegsconterbande, durch Ausschließung bes Consideations und Visitationsrechts, oder beren zeitgemäße Modisication, in der Anwendung verschaffen, und schon lange sollte Nachamung gefunden haben, womit sich Preußen und Nordamerika bereits in einem Handelstractat vom Jahr 1785 zu einer solchen Hohe völkerrechtlicher Sittigung erhoben \*).

Die Freiheit der Fluffe, nach dem Umfange der Congreßbeschluffe, ist ohnedieß gewährleistet, und kann durch die Neutralität der bedeutendsten Handelsstädte und Häfen noch mehr gesichert werden, wie schon zur Zeit des deutschen Reichs für deren mehrere geschehen \*\*).

Regatives System wurde vorzüglich Durchzüge, Wersbungen, Zufuhr der Kriegsbedurfnisse (im Gegensate eines bloß inlandischen Berkaufs) treffen, und insonderheit erstere nicht nur wegen großer Gefährde, wegen practischer Unsmöglichkeit des Gleichheits-Princips, sondern auch in finanzieller Hinsicht ein besonderes Augenmerk verdienen \*\*\*). Biele Beis

<sup>\*)</sup> MARTENS recueil II. p. 566 et seq.

<sup>\*\*)</sup> Convent. sur l'octroi de navigation du Rhin. Art. 131. Reichebep. Rec. von 1803. §. 27. Wiener Congresacte Art. 108 bis 117 incl.

<sup>\*\*\*)</sup> Siehe überhaupt Rlubers Bofferrecht p. 448 und folgende, die icone Rote des Grafen von Bernstorff vom 21. Juli 1793, bei Martens recueil V. p. 243 et seq.

<sup>3</sup> dharia fagt in folgerechter Anwendung des Princips, daß ein Rrieg zwischen Dritten das Rechtsverhaltniß des nichttheilnehmenden Staats auf feine Beise andern konne, daß es keinen Unterschied mache, wann das, was eine neutrale Macht kraft ihrer Rechte thut, oder zu thun sich weigert, der einen der kriegführenden Partheien Bortheil, der andern Nachtheil bringt, oder wann die neutrale Macht bei der Ausübung ihrer Rechte die eine jener Partheien vor der andern begünftigt.

Dieß möchte jedoch bas befte Mittel feyn , jede Reutralität recht schnell in Rrieg zu verwandeln. Dieser scharffinnige Schriftfteller geht übrigens sogleich jum practischen Gefichtspuncte über , von

spiele früherer Zeit, die langst den Archivstodt gestorber mögen dahingestellt seyn, und im Frieden ruhen; aber a neuester Epoche schwebt uns das unerfüllte Obligationen-Syste vom Jahr 1813, und die färgliche Pfennigs-Entschädigung d Jahrs 1815 als Warnung vor Augen \*), keine Etappen w

welchem er , in Bezug auf Seekriege , fehr treffend fagt : "Die Rriege theilen den Rechtsverhaltniffen der Bolter die Zweideutigk bes Elements mit, auf welchem fle geführt werden".

Bacharia vierzig Bucher vom Staate, Band 4, 26th. 1, (

\*) Unterm 18. November 1813 kam zu Frankfurt a. M. der Pl einer Bereinigung deutscher Furften ju Berbeischaffung der Rries toften und einer Berpflegungs. Concurreng ju Stande. Die beutich Burften verpflichteten fich, auffer den Contingenten, auch mit ibre Eredit ju den Rriegstoften mitzuwirfen, und gmar bis jum Betra der Bruttoeinkunfte ihrer Lander von einem Jahre; über diese Gumi wurde eine Obligation ausgestellt, und diefe in Partialobligation au porteur eingetheilt , wobei fich bie alliirten Machte verbante Diejenigen Bablungen, ju benen fie fich burch bie Bertrage verpflicht wurden, mittelft folder Obligationen , ju leiften. Diefe Bablung bezogen fich auf die Armee : Berpflegung , die von den verbundet Fürsten, gegen Bezahlung nach Durchschnittspreißen vom 1. Juli 1 31. Dezember 1813, übernommen murde. Diefer Berpflegunge-Aufma war ungeheuer, und überftieg, insonderheit bei einigen Staaten, n Baden und Großberzogthum Beffen, die Geldconcurrenz um vi Millionen, auf beren Bergutung annoch gewartet wird, (Sie über die Liquidation und Bergütung der von den verbündeten deutsch Staaten feit dem November 1813 getragenen Rriegslaften. Deutschla 1815 (Frankfurt bei Körner.) Wer bezahlt die seit dem 1. Novemt 1813 in Doutschland entstandenen Kriegskosten? 1815 (ebendaselb) Bei dem Biederausbruche des Kriegs waltete die Furcht vor folch

Bei dem Bicderausbruche des Kriegs maltete die Jurcht vor folch immensen Rechnungen auf der einen, und die Erfahrung, daß gera die größten Zechen am leichteften unbezahlt bleiben, auf der ande Seite, weßhalb zu Bien unterm 24. April und 22. Mai 1815 & Lieferungs-Spstem nach Etappen-Portionn und einer mäßigen Za adoptirt wurde. Lettere war 6 1/2 fr. für eine Mundportion, 9 fr. 1 eine einfache, 12 fr. für eine fchwere Ration, für eine Offizie

teinerlei Berpflegung und Leistung eintreten zu laffen, fer es auch gegen Zusage bes Ersates, ber entweder gar nicht, oder nur theilweis, und in jedem Falle nur mit unendlicher Schwierigkeit, wirklich erlangt werden kann.

Bu leicht geht hier, meistens noch unter Mishandlungen, Saft und Mark des landes, mubselig errungener Spar, pfennig des Burgers, und der von Schweiß triefende Borrath des landmanns an schone Worte verloren, und nur zu oft sind Zerruttungen des Familienwohls, der Gewerbe, und Schulden der Corporationen die einzigen Monumente der artiger Bewilligungen.

Unter tausend Fragen, die ein System bewaffneter Reutralitat, besonders in der Periode ihrer Bollziehung, zum Geleite haben wird, werden die Bundesfestungen nicht zu vergessen sepn.

Luxemburg insonderheit wird die Aufmerksamkeit erregen. Preußen und holland werden sich den Besitz zu erhalten trachten, Frankreich durfte ein Zugeständniß solcher Art an die Einraumung einer andern Festung knupfen, die Association, und für sie der deutsche Bund \*) hingegen wird für den

Portion 15 fr., und für einen Kranken 24 fr., wobei die Mangelshaftigkeit und Unvollständigkeit der Bescheinigungen, Ercesse, und die Schwierigkeiten der Liquidation noch sehr in Anschlag zu bringen sind. Indessen murden die liquidirten Summen bezahlt.

Rluber Acten des Biener Congresses, Band 4, Seite 439 und folgende.

<sup>\*)</sup> Es liegt in der Natur der Bundesverfassung, daß die Association mit der Bundesversammlung in permanenter Communication stebe; nicht nur zur steten Beobachtung eines verfassungsmäßigen Benehmens, sondern selbst zu Bertretung der Affociation. Allerdings wurden bier die doppelten Rollen Destreichs und Preußens, und die dem Neutralitäts-Berband entzogenen Bundesstaaten Schwierigkeiten erzegen, die aber wohl nicht unüberwindlich seyn durften, wann ein Geist der Gerechtigkeit und Billigkeit die Berhandlungen leitet. Jählt

Charafter der ergriffenen Politik die Aufnahme einer neutralen Garnison verlangen.

Werben Destreich und Preußen aus Mainz weichen? Ihr Berbleiben ware Berweigerung der Neutralität selbst. Denn die Feste, welche im Kriege unschätzbar ware, als Basis des Angrisse, und Haltpunct der Bertheidigung, verliert diesen Werth, sobald sie bloß zur völkerrechtlichen Wache einer Neutralität geworden, so daß die Fortdauer der bischerigen Garnison nur mit heimlichen Planen und Absichten zusammenhängen könnte.

Jene zwei größeren Staaten Deutschlands erscheinen hier mit einer Obliegenheit, die von jenem, unter vorausgesettem, gemeinschaftlichem, unzertrenntem Interesse stipulirten Be saung ere cht ganz und gar nichts an sich trägt, nachdem sie, in einen europäischen Krieg verstochten, ihren sonstigen Bundesverwandten, welche, in die abweichende Bahn der Neutralität eingelenkt, lediglich als Fremde gegenübersstehen \*). In diesem geanderten Berhaltnis darf sie nichts zurückalten, jene überaus wichtige militärische Position, welche Frankreich seinen Feinden niemals zugestehen würde oder könnte, als neutralen Platz zu übergeben, den Afsociations

man Holftein nebst den Hanseestädten zu den Neutralen, so wurden lettere im Plenum 43, und die kriegführenden 27 Simmen baben; andernfalls jene 37, und diese 33. Dieses Berhältniß durfte indeffen nicht practisch werden, da jene Staaten, deren Theilnahme am Krieg bloß von geographischer Berbindung mit Preußen abgedrungen ware, das hoh ere Interesse mit den Neutralen gemein baben wurden, und dieses ware selbstfändiger Genuß des Friedens und der Rube.

<sup>\*)</sup> Wiener Schlufacte, Art. 46:

<sup>&</sup>quot;Beginnt ein Bundesstaat, der zugleich außerhalb des Bundesgebiets Besitzungen hat, in seiner Eigenschaft als europäische Macht, einen Krieg, so bleibt ein solcher, die Berhältnisse und Berpflichtungen des Bundes nicht berührender Krieg dem Bunde ganz fremd.«

G. auch Art. 47.

Truppen die Besithnahme zu hinterlaffen, somit ber Neutralität nicht zu mißgonnen, was in jestiger Constellation nun einmal weder einem Kriege Destreichs noch Preußens verfassungsmäßig zu dienen bestimmt ist.

Friedrich der Große verlangte für den Krieg vor allen Dingen Geld, bann Gelb und endlich Gelb. Bewaffnete Neutralität ist aber dem Kriege nahe verwandt. Wir wollen unsere Rrafte sparen, erhalten, sichern; wird Reutralität unfre Mittel viel weniger in Unfpruch nehmen, ale ber Rrieg felbst? Große weite Granzen sind zu mahren, eine zahlreiche Reserve ist unentbehrlich, um im Laufe des Kriegs und deffen Bang gewissermaßen verfolgend, für einzelne Puncte, je nach Bedurfniß, genugsame Berftartung in Bereitschaft zu haben — überhaupt man mache sich die Rechnung: Bewaffnete Reutralität ist gleich bem Kriege, nur mit einem Minus, aus Menschenblut, Berwustung, Plunderung, Aussaugung, handeles und Gewerbestockung gebildet. Die Rosten hingegen find mehr approximativ. Denn wenn auch funftig, wie früher, sehr oft der Rrieg den Rrieg nahren wird, so entbehrt doch Neutralität dieser Bulfsquelle, und fest allers warts redliche Bergutung jeglicher Leiftung und Laft unerläßlich voraus.

Unabwendbar ist bemnach ein großer Geldauswand, dem wohl überall die gefüllte Schattammer fehlen wird. Geht aber die See hohl, braußen die Winde aus schwarzen dräusenden Wolfen, und schwärmen die Sturmodgel unther, so erhebt sich Angst und Besorgniß für das Schiff, und man kann nicht mehr assekuriren. Eben so die gewöhnlichen Anker moderner Staatsnoth, die Anlehen. Ob jest ihre Zeit sen, darüber mögen die Zeitungen durch ihre Falliments und Nothverzeichnisse der größten Handelshäuser sprechen.

Es bleibt also nichts ubrig, als ber Beutel bes Staatsburgers. Und so wird unsere Zeit ein fehr geregelter Barometer seyn für die Finangtraft der Staaten; denn wo die fünstlichen Mittel, die indirecten Zuflusse, die Quellen der Gewalt ihren Dienst versagen, da zeigt sich das nackte Gerippe der Wahrheit, und unsere Regierungen werden gerade so reich seyn oder so arm, als die Regierten. Denn selbst die Liebe gibt nur, was sie hat.

Bermeiben mochten wir gerne bas schmerzliche, niebersschlagenbe Bekenntniß, daß mehr als funfzehn Friedensjahre so wenig gewirkt haben zur Vernarbung vieljahriger Trangsale, zur Beförderung des Nationalwohlstandes, zur Sammlung vaterlandischer Nothpfennige.

Es ift fehr schlimm, bag ber Aufwand bes Friebens bie Mittel benommen haben soll, womit eine Bertheibigungs und Behranstalt, von allen Interessen beutscher Regenten und Bolfer abgebrungen, ihre Zeche zu bezahlen hatte.

Gewiß eine schwere Sunde ist's an dem Glude der Staaten und Bolter, daß nicht schon langst so ernste Zeit auf so wesentliche und einleuchtende Mittel des Gemeinwohls, in Deconomie für Hof, Militär und Administration, in Entsfessung des Handels und Berkehrs, und menschlicher Wechsels wirkung durch Rede und Schrift ze. geleitet hat.

Und es ist traurig, daß die Roth erganzen und nachbelfen muß, wo Beispiel, wo beredte und grundliche Borstellung bisher den Samen auf nackten durren Felsen vergeudet haben. Denn sieht der Friedensstand, auch bei unterstellter Lolladbligkeit, mit dem Werke bewassneter Neutralität in Misverhaltnis, und will man nicht, in geschichtswidrigem Bertrauen, auf einsache Zusage, barmlose Neutralitäts-Pfahle jeglicher Willsuhr, ja unwürdigem Spott und Hohn Preiß geben, so ist nur in jenem Institute Erleichterung und Erssparnis, das nach großem Maasstade so berrlich und machtig in Frankreich sich bildet, in der Schweiz gegenwartig aufgerusen wird, seiner Zeit Nordamerika befreite, Preußen von

franzosischer Knechtschaft half, und in kleineren Staaten Deutschlands an Communal-Garben einen Keim hat, der sich fruchtbar entknospen wird.

Das stehende Heer diene einer Nationalmiliz zum Stamme; man führe durch eine weise Combination des bischerigen Systems mit diesem neuen, an militärischem Luxus und Gepränge, an allem kostspieligen Spielwerk und Tand, an Pedanterei und Ueberfluß vorbei, auf dem schmäleren Psade des Wesenklichen zu einer sparsamen, und zugleich mit den Ansprüchen des Ackerdaus, der Gewerbe, der Künste und Wissenschaften, so wie mit den Postulaten eines gebildeten Zeitalters, in Einklang gestellten Entwickelung nationaler Streitzfraft, die, einmal gegründet, geordnet, und den Fugen und Verhältnissen des übrigen Staatsledens angepaßt, das Mittel darbietet, dem Gemeinwesen nicht bloß nach höherer Vorschrift, sondern vielmehr nach eigentlicher, wenn auch weit größerer, Erforderniß, die bewassnete Macht zu verschaffen \*).

<sup>\*)</sup> Es ift febr erfreulich, über biefen wichtigen Gegenstand zwei so ausgezeichnete Manner bes Baterlandes, wie von Rotted und von Lieben ftein, anführen zu konnen:

Carl von Rotted über ftebende Beere und Rational-Milig. Freis burg 1816.

L. R. F. von Liebenstein über ftebenbe Beere und Landwehr, Rarlerube 1817.

attribuée au militaire . . . . . . . 10,000,000 ...

<sup>535,000,000</sup> fr.

Man bebe nicht vor Schwierigkeiten zurud. Diefes 31 verbankt seine erste Entstehung nicht gerne ruhigen,

"Voilà pour une année encore en repos; mais si elle en action, qu'elle sera la borne de la dépense?

"Etendez le tableau à l'Europe, et vous trouverez parto revenus publics absorbés pour le militaire. L'Europe compte p 2,000,000 de soldats ; la dépense s'élève au-dessus de 2,000,000,0 c'est 1000 fr. par homme; elle dépasse le produit de l'impôt torial de toute l'Europe; presque toute la dette des Ets l'Europe provient de la guerre. On peut donc affirmer, q guerre coûte annuellement à l'Europe plus de 3,000,000,00 c'est-à-dire que 150,000,000 d'Européens travaillent et se damnent aux plus dures privations, pour entretenir bien pauvr les masses armées, qui les écrasent ou les égorgent, instr sanglans d'ambition ou de mauvaise foi, et de la destructi bonheur des peuples. Ceux-ci font les frais de tout ce guerrier, et n'en retirent rien. Ses arcs de triomphe reposi des millions d'ossemens et sur les débris de millions de for Il en est tel qui sue l'or et le sang de vingt peuples. Aucune amélia dans le sort des peuples ne peut se rencontrer avec ces dé toujours croissantes; aucune habileté, aucun soin dans l'a stration n'est de mesure avec des besoins aussi dévoran France amortit annuellement 4,000,000 fr. de la dette; mai en contracte pour 12,000,000. En continuant ainsi, on ve l'on arrive; c'est pire que la toile de Pénélope. Il est vri la France vend ce qui lui reste du fruit des expropriations autre époque; autant en font les prodigues et les enfans de fa L'impôt devra remplacer le produit de la propriété vendue n'est donc qu'un impôt masqué. Si, aux frais causés par l'ent de l'armée soldée, on ajoute les dépenses actives et passiv la garde nationale, on trouvera un résultat effrayant, soit dépense positive, soit par la déperdition du travail, et la pagation des habitudes militaires, qui inspirent aux citoyes gouts du soldat; il dépense, en cessant de gagner. Pendan la France dépense près de 600,000,000 fr. pour l'entretie son militaire, depuis trois années la détresse s'est fait ress les ressources se sont épuisées, les années calamiteuses se

Zeiten, ohne Anregung, und großen, selbst die Massen burch, bringenden Impuls. Aber schnell und leicht und dauerhaft ersteht der Nationalkrieger aus einem großen, lebhaft erkannten NationaleInteresse, und sollte dieß nicht hervorgehen aus der Sorge für politischen Bestand, für Eigenthum und Sicherheit, aus einer Bewahrung gegen das unbeschreibliche Elend des Kriegs, das allerwärts noch in so frischem Andenken ist, und bessen Nachwehen uns versolgen bis auf den heutigen Tag?

Gebenken wir des Befreiungskriegs. Freudig und willig bot sich der Landwehrmann zur schnellen Ausbildung und Abrichtung dar; schon als Lehrling leistete er Wesentliches, und noch mehr versprach er für künftige Zeiten. Warum ließ man sinken und zerfallen, was so schon und wirksam begonnen hatte? Sonderbare Verirrung! Gerade der große Zeitpunct, da der Himmel wieder einmal die gemishandelten Rechte der Menschen und Volker mit Feuer und Schwerdt bestätigt hatte, wurde zum heillosen Anfangspunct politischer Experimente, die einen Eyclus steter Schwankungen zwischen Volksthümlichkeit und Absolutismus darstellen.

Und jego wieder ertonen warnende Simmen durch Sturm und Wetterleuchten der Zeit, werden sie abermals ohne Echo verhallen? Da wenigstens, wo sie vernommen, beachtet, und mit practischem Blicke gewürdigt werden, wird man des

succédées; nul esprit d'amélioration dans le sort du peuple n'est à attendre, le propriétaire n'est guère plus que le fermier du fisc, payant d'avance. Les 200,000,000 fr. ajoutés en 1831 au budget de la guerre, suffiroient à la réparation de toutes les routes, à la confection de tous les canaux; on voit des hommes se consoler de tous les maux, en disant: l'indemnité a coûté 1,000,000,000 fr., et la guerre d'Espagne 400,000,000 fr.; comme si un mal était le remède à un autre mal. Où s'arrêtera notre manie militaire? Qui peut le dire! Il y a cent ans, Montesquisu s'élevait contre ce fléau: Bientôt, disait-il, à force d'avoir des soldats, mousserons comme les Tartares, et nous n'aurons que des soldats.

Rests jener Landwehrmanner gebenken, und die Gewisseit festhalten, daß er noch vielfache Túchtigkeit und Bereitwilligkeit darbiete; man wird sie suchen, sammeln und werthschätzen, wie Waizenkörnlein in Hungersnoth; benn es ist die Zeit gekommen, da ihre Berwendung ein großes Interesse des Gemeinwesens mächtig fördern und erleichtern kann.

Stete fen bem Deutschen vergonnt, ber innern Mauthlinien mit Unwillen zu erwähnen, und bei jedem neuen Berhaltnis ober Ereigniß ben Kampf mit diesem Nationalfeinde zu erneuern.

Wurde ein System bewaffneter Neutralität ausserer Berberbniß die Pforten sperren, und zugleich das bose Wesen im Innern Deutschlands gewähren lassen? Un und für sich ift hier nichts, was sich bekämpft und ausschließt; die Institute, als solche, können neben einander bestehen, aber Geist und Tendenz, woraus sie Leben und Athem schöpfen, enthalten seindselige Elemente, die sich abstoßen, und bedeutender Reibung, die wir hier wohlthätig nennen wollen, nicht entgehen wurden.

Schon die Idee des Gemeinwohls, welche bewaffneter Rew tralität allein Realität verschaffen kann, haust und weilt nicht mit siscalischer, gegen den Austausch menschlicher Bedürfnisse, und das göttliche Geset der Thätigkeit, gerichteten Plackerei — der vaterländische Sinn, der die Wassen ergreist, die Beschwerden des Feldlagers übernimmt, oder Geldopfer durch weitere Entbehrung möglich macht, huldigt einem großen Ganzen, achtet nicht kunstlicher Scheidemände, wodurch eine Kehrseite kleiner Staaten aller Welt so unpolitisch vor Augen gerückt wird — jede Schwierigkeit, die sich der Zusubr, dem Berkehr zwischen der Armee und den einzelnen Staaten, zwischen Kriegern und Bolk, den allseitigen Berbindungen und Mittheilungen auf solch em Wege entgegen wirft, dürste wohl kurze militärische Abwandlung und Entsernung sinden, und hiezu Huse, Einleitung, Bemäntelung von allen, nur von Seiten einiger Finanzmänner und Zollgarden nicht. Und sollten diese Conjuncturen endlich bloß eine Suspension, dem Fieberfranken nur einen guten Tag herbeisühren, so wird der tüchtige Beist und der gesunde Sinn unserer Regenten das Uebrige thun, und dem arbeitenden Bolke doch endlich einmal die Früchte seiner Arbeit ohne Abbruch und Neckereigewähren.

Es fann endlich nicht entgeben, daß dem dentschen Bunde nach funfzehnjähriger Vorbereitung bie gewiß willtommene Gelegenheit wurde, mit der Pflicht der Einzel-Regierungen bas Augenmerk für seine politische Stellung und haltung in erspriefliche harmonie zu segen. Gine wackere, traftige, aufgeflarte Nation, mit ber wichtigen politischen Aufgabe im Herzen Europens, darf nicht bloß geduldig und gleichgultig an sich gelangen lassen, mas sich als Resultat frember Ents schließung und That jeweils ergeben mag; sie muß selbst thatig, unabhangig, mit Gelbstgefühl auftreten, ihre Interessen und Rechte in Zeiten mit Burbe und Rachbrud mahren, nicht nur in Mitten bes wirklichen Streits, sonbern auch bei dessen Thatiqung und Schlichtung. Sollte auch die Bielheit einer Confoderation für das eigentliche Mittler 2mt weniger geeignet senn, so mag boch mannhafte Rustung und Rampfbereitschaft eines großen tapfern Boltes bes Bortheils nicht wohl ermangeln, daß es Activburgerrecht fur die Fries benshandlungen gewinne, feine Bunsche und Berlangen geltend machen, und seinen Interessen nach dem Gewichte seiner politischen Saltung und Rraftigung, Anerkenntnig und Burdigung erringen fann \*).

<sup>\*)</sup> Abhandlung von der Reutralität ic. 1758, S. 92. "Ein neutraler Fürst ober Staat ermählet den fichersten Beg, wenn er, so viel möglich ift, zwischen den Partheien den Frieden zu bewirken sucht."

J. P. Banniza D. de neutralitate p. 11, qui neutralis est, litis

Solch ein erster Fall ist entscheidend für alle Zukunft. Es wurde gelten die Erwerbung oder vielmehr die wirkliche Ausübung eines volkerrechtlichen Burgerthums, Sis und Stimme zu nehmen im Rathe europäischer Amphictponen, und durch gegenwärtige Selbstftandigkeit für spätere, vielleicht ferne Zeiten, eben solche conservatorische Stellung zu verlangen.

Mehr als je zeigt sich schon der Einzelne im Selbstgefuhl, mit einem unaufhaltsamen, oft ausschweisenden Anspruch seiner Rechte — wird das Bolk, als Aggregat der Einzelnen, etwas Anderes seyn können als deren Echo und Conterfey, und wird es sich von seiner Geschichte, selbst unter wesentlich geanderten Berhaltnissen, den schimpflichen Irrthum aufdringen lassen, daß ihm die Gabe politischer Würde eine für allemal versagt, und das traurige Schicksal beschieden sey, Mittel und Opfer für fremde Zwecke und Sünden zu seyn?

abinæ quasi arbiter, sui ipsius autem dominus manet, fruitur. præscuti, et servit tempori.

P. 26: "Principes denique fessi pacem sæpe optant, sed infra dignitatem fore existimant, cam ab hoste petere. Quo in casu eorum, qui neutrarum sunt partium, officium quoque erit, ut moneant; imo si pars fortior ultra modum debitum vel satisfactionem, vel vindictam exigeret; et æquas pacis conditiones superbe recusaret, cógant, necessitate ita exigente, ut pacem faciant, arma sua potius cum alterutra parte conjungendo, ut ne quiescendo oppressæ innocentiæ testes duntaxat agant".

### Anhang.

Die Wiener Congresacte bietet, in Gemäsheit einer Uebers einkunft vom 4ten November 1815, eine Ratisications, eine Accessions und eine Acceptations Form bar. Die erste ents halt nur die Erklärung, « d'en accomplir sidelement le contenu». Durch die zweite verbindet man sich formlich und feierlich gegen alle Mitcontrahenten,

« à concourir à l'accomplissement des obligations audit traité, qui peuvent concerner S. M. » d. h. ben acceptirenden Theil;

und das Gleiche wird von Seiten des acceptirenden dem accedirenden Theile versprochen \*).

Hiemit ist jedoch nur die Gewisheit der Einwilligung und das wechselseitige Anerkenntnis unter den Transigenten herzgestellt, aber keineswegs dem ursprünglichen Bertragsverhältnis ein Zusat verschafft, der auf irgend eine Weise die Berbindslichkeit einer eigentlichen Garantie, geschweige mit bestimmten Beradredungen über die Art ihrer Bewerkstelligung, in sich trüge.

<sup>\*)</sup> Schonll hist. abr. des Fr. Vol. XI. p. 487. Rluber Acten des Biener Congresses B. 6. p. 216. Mantans recueil suppl. Vol. VI. p. 484.

Die Congresacte hat in ihren einzelnen Bestimmungen vielfache Garantien: Art. 17, wegen Preußisch Sachsen, und die Garanties Declaration für die Schweiz vom 20 sten Rovember 1815, sodann jene in dem Bertrage zwischen Preußen, Desterreich und dem Großherzogthum hessen vom 30sten Juni 1816, Art. 26, welche beide so anzusehen sind, als wären sie ebenfalls in der Congresacte ausgesprochen.

In allen andern Fällen ist demnach bloß das einfache, tractatenmäßige Rechtsverhältniß ausgedruckt. Auch findet biese Ansicht in der Geschichte des Congresses weitere Bestätigung.

Die beutschen Fürsten und freien Städte brückten bei ben Berhandlungen über ben Beitritt zur Allianz vom 25. Merz 1815 ben Bunsch aus, daß ihren Rechten eine solche Sichersstellung zu Theil werden möchte, was jedoch für den damasligen Moment mit der Erklärung abgelehnt wurde, daß am Schlusse bes Congresses eine vollständige Gasrantie aller Staaten in die allgemeine Vertrags. Urfunde eingerückt werden solle \*).

Diese Ibee ist aber nicht zur Aussührung gekommen, und es bietet sich baber im ersten Augenblicke keine andere Garantie bar, als jene natürliche und zugleich sicherste, bie aus einer weisen Combination ber Interessen hervorgeht, was in dem Eingange des ersten Pariser Friedens so kurzund bundig ausgedrückt ist \*\*).

Wir finden übrigens eine positive, volkerrechtliche, speciell und pragmatisch ausgedruckte Garantie, die nicht bloß die Biener Congresacte, sondern alle große Transactionen neuerer Zeit umfaßt; doch ist sie ein Bertrag unter Dritten, und überhaupt so eigenthumlicher Natur, daß es an seinem Orte

<sup>\*)</sup> Rluber Acten des 2B. E. Bb. 4, G. 417.

<sup>\*\*) &</sup>quot;Une paix solide.... portant dans ses stipulations la garantie de sa durée."

.

seyn mochte, über biese wichtige, in alle Fugen ber politischen Welt aufs tiefste eingreifende Erscheinung, wenigstens einige Andeutungen zu geben.

Die bloße Erhaltungspflicht und die Bekampfung des Naposleonischen Eroberungs sund Usurpations. Spstems, die sich in den ersten Transactionen der Jahre 1813, 1814 und auch in dem Allianz Bertrag vom 25sten Merz 1815 aussprach, hat sich nach und nach zu einem europäischen Wohlfahrts. Ausschuß, zu einem Amphictponen Rath ausgebildet, der nicht nur das völkerrechtliche Bertragsverhältniß unter eine gewisse Garantie, sondern auch unter die höhere Idee eines allgemeinen und bleibenden Standes der Ruhe, des Friedens und der Ordnung gestellt hat.

Schon ber Allianz-Bertrag von Chaumont (1. Merz 1814) enthält in seinem Eingang, im Art. 1 und Art. XVI, ben Keim bieses großen und gewaltigen Instituts \*).

Bas sich sodann in dem ersten Pariser Frieden (Art. 1) und in dem Bertrage, welcher am 29sten Juni 1814 zu London abgeschlossen worden, und der Transaction von

<sup>\*)</sup> Sa M.I. etc. désirant resserrer les liens qui les unissent pour la poursuite rigoureuse d'une guerre, entreprise dans le but salutaire de mettre fin aux malheurs de l'Europe, d'en assurer le repos futur par le retablissement d'un juste équilibre des puissances, et voulant en même tems . . . . déterminer les moyens de maintenir contre toute atteinte l'ordre des choses qui aura été l'heureux résultat de leurs efforts etc. etc.

Art. I. Les hautes parties etc. s'engagent etc. de consacrer tous les moyens de leurs états etc., afin de se procurer à elles-mêmes et à l'Europe une paix générale, sous la protection de laquelle les droits de la liberté de toutes les nations puissent être établis et assurés.

Art. XVI. Le présent traité ayant pour but de maintenir l'équilibre en Europe, d'assurer le repos et l'indépendance des puissances et de prévenir les envahissemens etc. etc.

Chaumont als Supplement biente, fand zur festen Basis und umfassenden Construction den entscheidenden und zureichenden Impuls in der Evasion Rapoleons.

Denn gleichzeitig mit bem zweiten Parifer Frieden vom 20sten Rovember 1815 tritt eine Quadrupel Allianz auf, welche die frühere Stizze als ausgebildeten Plan, und — unfers Bissens — ber Welt das erste Schauspiel einer hohern volkerrechtlichen Racht, und damit den Anfangspunct einer großen geschichtlichen Epoche gegeben hat.

Die Raifer von Desterreich und Rufland, und die Ronige von Großbrittanien und Preußen — in Erwägung:

"Que le repos de l'Europe est essentiellement lié à l'affermissement de cet ordre de choses fondé sur le maintien de l'autorité royale et de la Charte constitutionnelle, et voulant employer tous leurs moyens pour que la tranquillité générale, objet des vœux de l'humanité et but constant de leurs efforts, ne soit pas troublée de nouveau; désirant en outre de resserrer les liens qui les unissent pour l'intérêt commun de leurs peuples, ont résolu de donner aux principes consacrés par les traités de Chaumont du 1. Mars 1814, et de Vienne du 25 Mars 1815, l'application la plus annalogue à l'état actuel des affaires, et de fixer d'avance, par un traité solennel, les principes qu'elles se proposent de suivre pour garantir l'Europe des dangers qui pourront encore la menacer.

Art. 6. Pour assurer et faciliter l'exécution du présent traité, et consolider les rapports intimes qui unissent aujourd'hui les quatre souverains pour le bonheur du monde, les hautes parties contractantes sont convenues de renouveler, à des époques déterminées, soit sous les l'auspices immédiats des souverains, soit par leurs ministres respectifs, des réunions consacrées aux grands intérêts communs, et à l'examen des mesures qui, dans chacune de ces époques, seront jugées les plus salutaires pour le repos et la prospérité des peuples, et pour le maintien de la paix de l'Europe.»

Die ruhmwurdige Tendenz ber Monarchen ift noch naber bezeichnet in dem gleichzeitigen Schreiben, welches die Minister berselben an den Herzog von Richelieu erließen:

- "Ce n'est pas à la force seule," mirb unter Anderem gesagt, "à ramener le calme dans les esprits, la confiance dans les âmes, et l'équilibre dans les différentes parties du corps social; la sagesse doit se joindre à la vigueur, la modération à la fermeté, pour opérer ces changemens heureux. Les cabinets alliés savent que S. M. opposera à tous les ennemis du bien public et de la tranquilité de son royaume, sous quelque formes qu'ils puissent se présenter, son attachement aux lois constitutionnelles, promulguées sous ses propres auspices, sa volonté bien prononcée d'être le père de tous ses sujets, sans distinction de classe ni de réligion, d'éffacer jusqu'au souvenir des maux qu'ils ont soufferts, et de ne conserver des tems passés que le bien que la providence a fait sortir du sein même des calamités publiques. Ce n'est qu'ainsi que les vœux formés par les cabinets alliés pour la conservation de l'autorité constitutionnelle de S. M. T. C., pour le bonheur de son pays et pour le maintien de la paix du monde, seront conservés d'un succès complet \*).,

Die erste große Folge dieser Bereinigung war der Congreß zu Nachen \*\*). hier zeigte sich Frankreich, innerlich befestigt

<sup>\*)</sup> Schoull histoire abrégée des traités. Vol. XI. p. 564.

<sup>\*\*)</sup> Erfte Conferenz am 30, Gept. 1818.

und dufferlich geordnet, so daß aus dem Unterhandler ein Bundesgenosse ward. Ein Protocoll vom 15ten November 1818 erneuert deren Zwed "Maintien de la paix générale, sondé sur le respect réligieux pour les engagemens consignés dans les traités pour la totalité des droits qui en dérivent, verwandelt durch den Beitritt desselben die Quadrupel-Allianz in eine Quintupel-Allianz, und gibt ihr zugleich im vierten Artifel die weitere merkwirdige Entwicklung:

"Que si, pour mieux atteindre le but énoncé, les puissances jugeroient nécessaire d'établir des réunions particulières, soit entre les augustes souverains eux-mêmes, soit entre leurs ministres et plénipotentiaires respectifs, pour y traiter en commun de leurs propres intérêts, en tant qu'ils se rapportent à l'objet de leurs délibérations actuelles, l'époque et l'endroit de ces réunions seront chaque fois préalablement arrêtés au moyen de communications diplomatiques, et que, dans le cas où les réunions auroient pour objet des affaires spécialement liées aux intérêts des autres états de l'Europe, elles n'auront lieu qu'à la suite d'une invitation formelle de la part de ceux de ces états que lesdites affaires concerneroient, et sous la réserve expresse de leur droit d'y participer directement, ou par leurs plénipotentiaires ")».

Die Großmonarchen saben in die Zeit, und hatten Ahnung und Borgefühl ber Zukunft. Ihre Uebereinkunft (denn die protocollarische Form thut nichts zur Sache) ist ein Aufrnf zur Wachsamkeit, eine Erinnerung an die Revolutions-Epoche, eine Bergegenwärtigung des erst kurzlich erwachten, so planmäßig gesteigerten und benutzten Rationalgefühls, und eine erklärte Ueberzeugung, daß die Evacuation Frankreichs

<sup>\*)</sup> MARTESS recueil suppl. T. VIII. p. 554 et 555.

nicht gerade bie Epoche eines beruhigenden Rudfalls ber Bolfer in ben Schlummer guter alter Zeit bezeichne.

Es trat auch in ber That ein Betteifer zwischen alter und neuer Welt ein. Wenn in Europa erloschene Krater sich wieder ansachten, so entstunden neue Vulcane in Amerika. Orängt man wur in trockener factischer Aufstellung zusammen, was in dem Zeitraume von 1818 bis 1823, oder von Aachen bis Verona aus dem geistigen Leben der Bolker und Menschen electrisch hervorblitte, so war die große Bewegung der Casbinete ein eben so natürlicher, als von pflichtmäßiger, vielsseitiger Vorsorge gebotener Parallelismus.

Unruhen in Brafilien, Unabhangigfeit von Gubamerita, Invasion am Laplatastrom, souverainer Congres in Buenes Upres; Kopebues Ermordung, Conings Bersuch, Aufstand in Manchester; - sobann Aufstand ber fpanischen Erpeditions-Armee auf Isla be Leon, Ermorbung bes herzogs von Berry, Berschwörung von Thistlewood gegen bas Leben ber englischen Minister, Aufstand in Madrid, Unnahme und Beschworung ber spanischen Constitution, eben so in Reapel; Aufstande in Oporto und Liffabon; Unnahme ber portugießischen Conftitution; Revolution in Rio Saneiro, Fernambuco, Para ic. Insurrection in Jassy und Morea, Berschworung in Turin, Beschworung ber spanischen Constitution, Unabhängigfeit bes fpanifchen St. Domingo; endlich: Unabhangigfeite: Erflarung ber Griechen. Raiserthum Brafilien x.

Sollte die neue europäische Regierung nicht sogleich ben Athem verlieren, und unter dem Uebermaaß des Stoffs er, liegen, so mußte der Standpunct auf der außersten Hohe genommen und alle einzelnen Reflexe in einen gemeinschäftslichen Brennpunct vereint werden.

So war es anch. Als leuchtender Pharus galt den Machten die Sorge fur Ruhe, Ordnung, Frieden, und sie lieh in Manisesten, Erklärungen und Instructionen aus den adoptirten Theorien der Legitimität und des monarchischen Princips, Farbe und Gestaltung — das Regiment erschien in ganz großartigen Lineamenten, da ein Einzelnes hicht einmal in irgend einer wirklichen Berletzung einer bestimmten volkerzechtlichen Stipulation gegeben war — und die Wahl der Maaßregeln oder die Art der Wirksamkeit modisierte sich nach geographischem, innerem, merkantilischem Berhältnisse, und nebenbei nach geheimen Motiven der Furcht und Eisersucht.

Beisen wir auch die Versammlungen zu Karlsbad \*) und Wien \*\*), der beschränkteren, wiewohl mit dem europäischen Interesse innigst verbundenen, und gewissermaßen mit anticispirter Consequenz behandelten Sphäre Deutschlands anheim (was immerhin den Trost gewährt, unseres armseligen Studentens, Demagogens, Universitätens und Prefiriegs nicht erwähnen zu müssen); so stellen die Aufgaben für Troppau \*\*\*\*), kaibach \*\*\*\*) und Verona †) immer noch ein großes Bedürsniß dar, die Masse des Stosse unter allgemeine Gesichtspuncte zu bringen, und auf diese Weise das wichtige, vielseitige, schwierige Tagwert zu vereinsachen.

Aber konnte man — unter hundert Fragen, die sich hier aufdringen mußten, jene wenigen übergeben: ob Gleichzeitigskeit ber Begebenheiten ein zureichender Beweiß für Wechselswirkung und Causals Verhältniß sen; ob der Versuch von Pillniz seiner Zeit so ersprießlich ausgefallen, daß man densselben jeweils zu wiederholen geneigt seyn konne; ob das

<sup>\*) 7.</sup> August 1819.

<sup>\*\*) 25.</sup> November 1819.

<sup>\*\*\*) 28.</sup> October 1820.

<sup>\*\*\*\*) 13. 3</sup>anner 1821.

<sup>†) 20.</sup> October 1822.

gluckliche Resultat bes Befreiungstriegs mit ober ohne Aufregung der Bolter und nationalen Selbstgefühls möglich geworden; ob die Ueberwindung des Usurpators nothwendig ein
Eiment einseitiger Regierungs - Maximen; ob das geistige
Bermögen der Bolter so geartet sep, daß man, ganz nach
Convenienz, heute staatsrechtliche Ideen wie in ein Fach hineinschieden und morgen wieder herausziehen könne; ob sich
ein gewaltsamer, anhaltender Ausbruch des Boltsunwillens
wohl gedenken lasse, ohne dringendes, schreiendes Motiv, und
ein — bloß mit gesteigerter Gewalt bewirktes Riederhalten
desselben mehr seyn könne, als eine vorübergehende Ebbe,
welche Kluth und Strom zur nothwendigen Folge bat 1c.?

Bezeichnen wir nun in wenigen hervorstechenden Zugen bie Operationen ber Allianz:

Wenn zu Troppau und Laibach, wo es die italianische Palbinsel galt, Destreich bei seinem hervorragenden Interesse und bei der Möglichkeit schneller militärischer Expedition rasch und träftig einschritt, so beschränkte sich Frankreich auf freundschaftliche Ermahnung und auf das Erbieten, die Rolle eines Bermittlers zu übernehmen ), England hingegen bestritt formlich und unumwunden eine solche Anwendung der Berträge nach Wort und Geist, und ließ das, was geschah, lediglich als particulare, durch individuelle Gesährde begründete Sicherheits Maaßregel zu \*\*).

Fand sodann das, was zu Berona über Spanien verhängt wurde, und schon früher ohne geographisches hindernis verhängt worden ware, nunmehr den Borfechter an dem dort neutral gebliebenen Frankreich, so wechselte dieses keineswegs

<sup>\*)</sup> Schreiben des Königs von Franfreich an den König von Reapel vom 3. Dezember 1820. Arch. dipl. 1. p. 272.

<sup>\*\*)</sup> Siebe die berühmte Eircular - Rote Englands vom 19. Jenner 1821. Arch. dipl. I, p. 259.

bie Rolle mit Destreich, sondern es rucke das heimische Feld des Partheilebens auf fremden Boden hinüber, und England gieng in seiner Mißbilligung bis zu gehässigen, beinahe feindseligen Seitenblicken auf den agierenden Bundesgenossen.

Rur bammernd und provisorisch war ber Spruch von Berona in anderer hinsicht. Die Aufregung ber Griechen Rellte die Monarchen awischen die Impulse des Christenthums und ber Politif damaliger Epoche. Jene — machtia unterflutt von einer belltonenden unbintertreiblichen Stimme ber Civilisation, liegen bei feinem ber Bundesgenoffen eine strenge Consequenz des Legitimitats-Princips zu; aber es mar boch besonders bei Destreich - nicht ohne bedeutenden Ginfluß, und es verband fich mit einer Bechfelwirfung particularer. großentheils geheim maltender Motive, wobei England bie harmonie feiner handels : Interessen mit jener restrictiven Auslegung ber Transactionen febr ju Statten fam, lange Zeit zu einer Neutralisirung Ruglands, wiewohl sich biefes eigentlich gerne vorangestellt batte, aber nicht wie Destreich bei Reapel und Piemont, und wie Frankreich bei Spanien.

Dhuedieß war bei letterem die Einschreitung weder vollsständig noch folgerecht. Ueber das hochwichtige spanische Colonial-Berhältniß konnte man nicht einmal den gebührenden Raum zur Erörterung gewinnen; ein Congreß, der in Paris Statt haben sollte, kam nicht zu Stande, große mercantilische Interessen, die jetzt auch da Einsluß haben mochten, wo sie gewöhnlich nur in secundärer Linie auftreten, stunden der Sache der Legitimität entgegen, und die große Allianz mußte sich von dem verbündeten England gewissermaaßen eine Constination auf den europäischen Continent gefallen lassen. Denn es schwang den mächtigen Preizack, und erklärte, daß es in den südamerikanischen Angelegenheiten Spaniens sich nicht nur selbst aller Einmischung enthalten, sondern auch jedem

Einschreiten anderer Staaten wirkam entgegen treten werbe.

Nach dem Tode bes Kaisers Alexander gestaltete sich die griechische Angelegenheit anders, wiewohl sie ihre Natur nicht geandert hatte, aber die Conjuncturen wurden nun anders.

Eine halbe, von der Macht der Civilisation muhselig ersungene Maaßregel zu Beendigung der barbarischen Metzelei sand an dem Quidproquo zu Ravarin, dem Eigensinn der Psorte, an einem liberalen Ministerium in Frankreich und dem Ausbruche des russisch-türkischen Ariegs mit dem kathegorischen Imperativ zu Adrianopel, die Stadien einer, von dem Menschenfreunde kaum mehr gehofften Entwickelung.

Für Brasilien und Portugall konnte die Allianz in einer langen Reihe von Jahren, selbst mit Hulfe maaßgebender Familienverordnungen, weder für die Legitimität noch für eine feste Ordnung wesentlich einwirken — auch hier ist die Stellung Großbrittaniens gedietend und ausschließend, und die noch nicht regulirte portugießische Angelegenheit ist nachgerade zu einer Verwicklung gediehen, die, gleich dem gorzbischen Knoten, nur auf ein gewaltsames letztes Mittel zu warten scheint.

Wenden wir unsern Blick zur neuesten Zeit, verweilen wir bei den benkwurdigen Ereignissen, die — in dem Gebiete früherer Allmacht und in der heimischen Sphäre eigener bezeichneter Festschungen, sich der Quintupel-Allianz als Material unabwendbarer Ausmerksamkeit, Erörterung und Einwirkung darstellen, so ist nicht zu verkennen, daß jest die ersten Fälle reeller Tractaten = Verletzungen eingetreten — der legitime König Frankreichs, dem die Friedensschlüsse von 1814 und 1815 galten, ist in Hollprood, und die Diplomatie wird und nun zu erläutern haben, wie die Thronsolge des Herzogs von Orleans zulässig und anerkennbar gewesen, ohne einer

Bolts-Souveranitat , und , fur bas Berhaltniß zwischen Monarch und Bolt , einem zweiseitigen Bertrage Raum ju geben.

Dem Könige ber Rieberlande entzieht sich Belgien burch offenen Aufruhr, ber flare Buchstaben bundiger Tractaten spricht für den unverkummerten Besitztand des legitimen Monarchen; aber wie können hier die Wassen helsen, nachbem eine weit größere Berletzung in Frankreich sie nicht hatte aufschrecken können? Unten wird die Gelegenheit zur naheren Erwägung werden, ob dieß einer Beränderung der volkerrechtlichen Grundlagen, oder einer Beränderung der Zeiten zuzuschreiben, und ob etwa nichts desto weniger der großen Allianz eine gewisse Stätigkeit des Charafters und Spstems gerettet werden könne.

Nur vorübergehend wird hiebei der Blick auf Polen, wo mannigfache Analogie mit Belgien hauptsächlich nur durch das materielle Uebergewicht der gefährdeten Legitimität die entsprechende Anwendung entgehen durfte, zu richten, und vor allen Dingen abzuwarten seyn, ob die Quintupels Allianz hier, wie bei Frankreich, ihre Competenz ganz zu umgehen für gut sinden werde.

Und wird man in Hinsicht Italiens vor der hand nicht bloß bei der Bermuthung stehen bleiben muffen, daß Aehnlichkeit der Falle und Motive wenigstens auf eine mobificirte Erneuerung der Laibacher Rathschlusse leiten mochte?

So mußte die große Allianz mit einer ununterbrochenen Bewegung von 15 Jahren gleichen Schritt halten, von ihr einen sich stets häusenden und verwirrenden Stoff zur planmäßigen Bearbeitung, oder doch wenigstens zu einem Bersuch annahernder Combination mit einem gemeinschaftlich gebildeten Systeme, empfangen, und zwar ohne Hoffnung eines startenden und erfrischenden Ruhepuncts, und unter beklemmender Bahrnehmung, daß äussere Berhältnisse und selbst das innere Leben der Allianz die folgerechte Wirksamkeit nur allzuhäusig

bekämpfen ober ganzlich niederhalten; daß ein Plan zeitlicher, periodischer Einwirkung durch Fleiß und Regsamkeit der Zeit in das permanente Geschäft einer großen europäischen Resgierung übergehe, und das immer mißlichere und unzureischendere Bestreben, die streitenden Elemente doch wenigstens in einem gewissen Gleichgewichte zu erhalten, dieser Berslegenheit politischer Praponderanz eine unbestimmbare Dauer anzubrohen scheine.

Gleichwie ein erfahrner Steuermann die Stellung der Segel, die Wahl seiner Richtung, das Maaß der Bewegung und der Ruhe, die Kusse und den Hasen, von stets wachssamem Auge und Urtheil, in einem berechneten und gewandsten Parallelismus mit allen Constellationen und Umständen abhängig macht, so die große Allianz in der bisherigen Periode ihres zwar ungleichen, aber stets gewichtigen Einstusses; nur mit vermehrter Schwierigkeit durch Mehrzahl, durch ungemein große hindernisse in Zeit und Raum, und wohl nicht selten durch die Macht geheimer Triebsedern.

Bas in Chaumont und zur Zeit bes ersten Parifer Friesbens beinahe ausschließend für die Besiegung Napoleons und seiner Parthei, und die Manutenenz der hierauf gestellten Transactionen, berechnet war, das näherte sich schon councis dirend mit dem zweiten Pariser Frieden, in dem Allianzs Tractat vom 20. November 1815 dem höheren allgemeineren Standpuncte europäischen Friedens und Ruhestands, gewissers maaßen mit der Grundsage eines Allianzs Organismus.

Und taum noch konnte die erste Folge dieses Organismus, ber Congreß zu Nachen, jenem Systeme zur Befestigung und Erweiterung dienen, als eine mehrjährige Fluth der wichtigssten Begebenheiten, wovon auch nicht eine in die Cathegorie positiver Vertragsverletzung gestellt werden konnte, hingegen je de eine unaufhaltsame Aufregung der Zeit und eine allgemeine Gahrung der Geister und Gemuther beurtundete,

bleibend und anhaltend auf solche Bahn fortnothigte, und die große Allianz auf diese Weise won dem einzelnen engeren Gesichtspuncte der vertragsmäßigen Grundlagen des neuesten Bolterrechts, auf den eminenteren, fühnen, ja kanm erhörten einer Friedens und Rubestiftung in der ganzen civilisiten Welt emporhob.

Und es ist im hochsten Grade beachtungswerth, daß bis jeso keinerlei Berhaltniß, keinerlei Berwicklung, keinerlei Divergenz der Ansichten und Interessen dieses entscheidende durchgreisende Augenmerk verrucken oder beseitigen konnte.

Benn Englands bloß a bweichende Erklärung bei Neapel, Piemont und Spanien ber Majorität wich, so wurde zwar hieraus schon klar, daß sich Harmonie, als wesentliches Ersforderniß jeder reellen Allianz, durch ein passives oder insdisserentes "Machen" und Gehenlassen" der Minorität oder gar des einzelnen Mitglieds immer noch gerettet sinde; aber wenn ebendasselbe bei Südamerika und Portugall den gleichen Zweck durch einen Machtspruch für seine, des Einzelnen, Positik erreichte, mithin die isolirte Stellung eines Bundesgenossen allen Uedrigen zu Norm und Gesetz ward, so gelangt man zu dem ganz auffallenden Ergedniß, daß in dem Bunde Ton und Geist der Herrschaft von einer Minorität, ja von einem Einzelnen ausgehen, und auf diese Beise der großen Allianz ein gerechter Borwurf inconsequenter, fraftloser, ungleicher Procedur zugezogen werden könne.

Wo ist der Faden, welcher aus diesem politischen Labyrinthe leiten könnte? Er sindet sich nirgends, als in dem höchsten und heiligsten Zwecke der Allianz selbst. Ist Erhaltung des Friedens, der Ruhe, der gesetzlichen Ordnung unverletzliches, allwaltendes Bundesgesetz, so muß bei einer Trennung der Ansichten und Interessen im Schoose der Union vor allen Dingen eine Bereinbarung Statt sinden, und festes Beharren auf der einen Seite muß durchaus Nachziedigkeit auf der

andern, sey sie nun Minorität oder Majorität, eine Mehrsheit oder eine Einzelheit, zur Folge haben, wenn der Bund sich nicht selbst zernichten, und das Friedenswerk für Andere nicht an innerer Zerwürfniß und kriegerischer Stellung unter den Mitgliedern der Allianz Schiffbruch leiden soll. Es fängt daher ganz einfach und natürlich die Liebe zu Ruhe und Frieden bei sich selbst an, und dieses höchste Gesetz des Bundes kann nur überragt und überwunden werden von dem noch höhern Gesetz der Selbsterhaltung, welche das angedertete goldene Kalb aller Staaten der Welt ist.

Es liegt in der Natur, so wie in dem Organismus der großen Allianz, daß jedem Einschreiten, von welcher Art und Natur dieses auch sey, ein diplomatischer Concert vorherzgehe, und zwar in den wichtigern Fällen, und bei der Nothewendigkeit, in schneller, zusammenhängender Folge zu operiren, durch Zusammentritt zu einem Congresse, sey es der Mosnarchen selbst, oder bloß der Minister.

Man spricht und schreibt und streitet viel über das Recht der Intervention\*); diese Frage steht mit jener andern, vom Recht einer solchen Allianz überhaupt, auf einer und berselben Linie, und wenn durchaus nicht abzusehen ist, wie Beschließung und Thätigkeit zum Behuse bestehender Transactionen und zur Erhaltung von Frieden, Ruhe und Ordnung, als Bedindungen völkerrechtlichen Nebeneinanderbestehens, auf irgend eine Beise als Attentat gegen Recht und Bohl der Bölker, und nicht vielmehr als wohlthätig und höchst ersprießlich und dankenswerth erachtet werden könne — so liegt schon hierin die Besugnis der großen Allianz, ihre Erzwägungen und ihre Erkenntnis auf alles auszubehnen, was —

<sup>\*)</sup> Diefes Recht ift von England für ben Fall befonderer Umftande, befonders im Zwede eigener Sicherheit, in der obbemerkten Eircular-Rote keineswegs bestritten. S. auch Rlubers Bölkerrecht §. 237, befonders die Rote .

mit Ueberschreitung eines bloß isolirten ober particularen Einflusses — sein Gebiet entweder sogleich oder voraussichtlich auf den Ruhestand Europa's, oder auf ein vollerrechtlich sestgestelltes Besitzerhaltniß ausdehnt.

Und wann dann die diplomatische Berathung, welche einen solchen Fall ihrer Competenz, wie man hier den Casum soderis nennen könnte, doch nicht ohne alle Folge lassen kann, auch nur bei dem Minimum stehen bleibt, und, wie dei Spanien, Portugal, vielfältig, und bei der Turkei lange gesehen, lediglich freundschaftliche Mahnung und Erinnerung angedeihen läßt, so ist auch dieses schon Intervention, und muß es um so eher seyn, da derzenige, an welchen sie gerichtet ist, sich von dem Ganzen oder von einer Minorität des Bundes, je nach dem Gang der Ereignisse oder dem Wechsel der Ansichten und Interessen, wohl auch eines gesteigerten Grads der Einmischung zu versehen bat.

Eine Dazwischenkunft, selbst bis zum letten und außersten Mittel des Kriegs, zur Manutenenz vollerrechtlicher Transactionen ist unbestritten und fest begrundet — bezweiselt wird sie hingegen im innern Berhältnist der Staaten, wiewohl sie durch positive Stipulationen der neuesten Staatswertrage vom ersten Pariser Frieden an, in so weit sie auf die Stellung zwischen Staatsoberhaupt und Bolf Bezug haben, ohne allen Zweisel in das moderne europässche Bolserrecht eingeführt ist.

Ware letteres aber auch nicht ber Fall, und weilten wir gar nicht in dem Kreise des positiven Bertragsrechts, so mochte eine Berufung an das leitende Princip der Selbsterhaltung, das von Bolf zu Bolf, von Staat zu Staat, keinem andern weicht, und über alle hervorragt, durchaus entscheiden, wenn anders nicht bestritten werden will, daß jede Gefährde des allgemeinen Ruhes und Friedensstandes, erscheine sie nun als Berletung des Besitztandes oder als

moralisches Gift, die Sorge der eigenen Erhaltung als Recht und Pflicht in's Leben fordere \*).

Bir bekennen und zwar zu dem Unterschiede zwischen birecter Berletung, die jede Bertheidigung unmittelbar begründet, und indirecter Bedrohung, die als bloße Probabilität, selbst im Interesse des allgemeinen Friedens, die Linie angemessener Borsichtsmaaßregeln im eigenen Lande nicht leicht überschreiten sollte \*\*), aber das Ermessen selbst, ob und in wie ferne hiebei stehen zu bleiben sey, wird und muß immerdar individuell seyn, widerstrebt demnach jeder Beschränkung durch allgemeine Rorm, und verliert seine Gesährde wo nicht ganz, doch größeren Theils, wenn es nicht isolirt, sondern, wie hier, collectiv mit vielseitiger Erwägung und unter dem Bechseleinslusse mehrfacher Interessen eintritt.

Die Declamationen gegen Einmischung treffen wohl nur bie bewaffnete; benn wie könnte man eifern gegen Rath, Ermahnung, Bermittlung, gegen alles das, was in der diplomatischen Welt unter bons offices im weitesten Sinne bes Worts begriffen wird?

Bu ben Baffen wird aber die Quintupel Allianz, welche sich die Erhaltung des Friedens zum höchsten Ziele gesett hat, gewiß nur im Rothfalle greisen, und daß man bisher sich wirklich in solchem Rothfalle geglandt habe, möge aus der Uneigennützigkeit und der gänzlichen Berläugnung aller Bersgrößerungs und sonstiger Gewinnsucht hervorleuchten, womit Gefährde und Opfer der Erpedition übernommen und ausgeführt worden sind.

Einmischung erregt Geschrei in verschiedenem Sinne. Jeder schreit für seine Parthei ober sein System. Die Ultraliberalen find ber Dazwischenkunft befreundet zum Bortheile ihrer

<sup>\*)</sup> G. Rlubers Bolferrecht am angeführten Orte.

<sup>\*\*)</sup> S. hieruber Sebaftiant in ber frangof. Deputirtentammer som 23, Februar 1631.

Meinungsverwandten. Sie wunschen eine solche für das hart bedrohte Polen; aber nicht für Italien, wo die Staatsgewalt schwach ist.

Die Absolutisten wurden gegen eine Unterstützung Polens sich hoch erheben, weil das Machtverhaltniß ihren Wünschen bort entspricht, aber für ihre weichende Parthei in Frankreich und Belgien hatten sie alle Mächte beschwören mögen, während ihre Gegner die Passivität der großen Allianz mit Frohlocken wahrnahmen.

Bei den Regierungen, die den Aufwallungen der Partheisucht stets eine ruhige Resterion entgegen sehen sollen, wird nicht ein Princip der Meinung, sondern ein umsichtiges, reisliches Abwägen der Frage entscheiden, ob das jetige System der Richt-Intervention oder bewassnete Einschreitung dem Interesse der Selbsterhaltung in höherem Grade zusage, nud man darf sich durchaus nicht von der sesten Ueberzeugung trennen, daß ein Moment des wirklichen oder geglaubten Uebergewichts auch das Zeichen zum Kriege seyn wird.

Die große Allianz mußte in ben Ereigniffen Frantreichs und Belgiens eine Berletung ber Friedensschlusse erkennen; und ihre Majoritat mußte in dem Grundstoffe derselben überdieß eine unberechenbare Gefährde ihres Systems, ihrer Politik, somit die gewisse Bereitung großer, mit einem Stande des Friedens und der Ruhe ganz unvereinbarer Con-Aber bie Facel bes Rriegs batte gang flicte entbeden. Europa entzündet, und nicht etwan für irgend einen Artikel polferrechtlicher Tractaten, sonbern fur Grundsate, Deis nungen, Ibeen, beren Sieg zu ihrem Berberben und Untergang fübren fonnte. In solchem Wechselfall zwischen Leben und Tob spielt man nur bas Gewiffe, und bier ift nicht ber Ort, ben Cabineten ein Spstem unerschutterlicher, ruch fichtelofer, starrer Confequenz anzurühmen, sondern vielmehr iener Aufforderung zu buldigen, welche der Prasident eines

Pariser Gerichtshofs an die Geschwornen ergeben ließ: Jugez humainement les choses humaines!

Auch die einseitige Bertheidigung, welche Belgien, und jett Polen, mit dem Sate zu Theil werden soll, daß man zwischen aufgedrungenen und angeerbten, oder zwischen altem und neuem gewaltsam erlangtem Besitzthum unterscheiden solle, liegt der Passivität der großen Allianz nicht zum Grunde. Eine solche Theorie, kame es hier überhaupt auf Theorien an, konnen sich die Cabinete nicht aneignen, denn sie wäre das Grab aller volkerrechtlichen Festsetzungen, alles Besitzstandes, die Larmkanone der Anarchie und eines Kriegs Aller gegen Alle.

Für die charafteristische Bezeichnung unserer Epoche und unserer momentanen völkerrechtlichen Pracis ist übrigens der Gang des Londoner Congresses ungemein wichtig, nicht nur als Zugeständniß einer tractatenwidrigen Bestsesänderung auf den Grund nationaler Unverträglichkeit, nicht nur im höchst wahrscheinlichen Contraste mit den Angelegenheiten Polens und Italiens, sondern auch als Beispiel, wie eine Intervention, die sich lange mit großer Borsicht in den Gränzen einer Mediation bewegt hatte, urplöslich durch Incidentpuncte und die Natur der Verhandlungen in eine bewassnete, schneidend und brohend gebietende übergehen kann \*).

<sup>\*)</sup> Confereng-Protocoll von London vom 9. Jenner 1831:

<sup>— &</sup>quot;Considérant que le protocole du 17 Novembre Nro. 2 porte que l'armistice, étant convenu de part et d'autre, constitue un engagement pris envers les cinq puissances; etc. que par le protocole Nro. 3 du 17 Novembre, les puissances ont regardé l'engagement d'armistice comme un engagement pris envers ellesmèmes, et à l'exécution duquel il leur appartient désormais de veiller; enfin que sur la foi de cette adhésion, une démarche commune aura lien auprès de S. M., dans le but d'obtenir la révocation complète des mesures qui entravent excore la navigation

Die große Allianz ist bemnach eines statigen permanenten Charafters keineswegs entkleibet — sie waltet für Rube, Frieden, Ordnung, aber in Uebereinstimmung mit dem Gessetze der Selbsterhaltung, unter dem Einstusse vielsacher, in ihrer Mitte zusammentressender particulärer Interessen, und mit einer menschlichen Abhängigkeit von Raum und Zeit, welche mit dem überraschenden Strom der Ereignisse durchaus keinen gleichen Tact und Schritt zuläst. Aber die Modisicationen und Schattirungen, welche auf diese Weise der Bundespraris geworden, sinden ihre Einheit, und das System sindet seinen Rettung in der Thatsache, daß in einer starmischen Zeit, wie kaum noch eine gewesen, mehr als fünfzehn Jahre ablaufen konnten, ohne einen sogenannten Eabinetskrieg, und daß selbst die Satisfaction, welche sich Rußland gegen die Türkei erkämpfte,

de l'Escaut; etc. les plénipotentiares ont résolu de l'aire connaître au plénipotentiare de S. M. que les cinq puissances ayant pris sous leur garantie la cessation complète des hostilités, ne sauraient admettre de la part de S. M. la continuation d'aucune mesure pui porterait un caractère hostile etc. etc... les plénipotentiares sont forcés de déclarer ici que le sujet de cette demande serait envisagé par les cinq puissances comme un acte d'hostilité envers elles, et que, si le 20 Janvier les mesures etc. ne cessaient, les cinq puissances se réservaient d'adopter telles déterminations qu'elles trouveraient nécessaires à la prompte exécution de leurs engagemens. (Le même par rapport à Mæstricht).

Les cinq puissances réiterent etc. que la cessation entière et réciproque des hostilités est placée sous la garantie immédiate des cinq puissances; qu'elles n'en admetteront le renouvellement dans aucune supposition, et qu'elles ont pris la détermination convenable d'obtenir l'accomplissement des décisions que leur dicte la justice et leur désir de conserver à l'Europe le bienfait de la pais générale."

S. auch Sebaftianis merkwürdige Erflärung in der frangofifts. Deputirtentammer vom 23. Februar 1831.

nicht ohne Zulassung ber großen Allianz erlangt murbe.

Aber eben biefe Sturme ber Zeit, die nicht and ben Bolsten, sondern aus den Gemuthern hervorgehen, wollen so lange Zwischenacte ber Ruhe nicht, und es ergiest sich bitterer Tabel über die Bestrebungen und Resultate ber Quintupel-Allian.

Db und in wie ferne hiebei gerechtes, billiges, unbefangenes Urtheil vorwalte, ware ber Gegenstand einer sehr interessanten Erörterung, die aber in das ganze Raberwert der jehigen politischen Belt tief eingreisen, und von dem beschränkten Zwede gegenwärtiger Ausführung allzu weit ableiten wurde.

Hier tam es nur barauf an, zu Burbigung einer vollerrechtlichen Garantie, vor allen Dingen ben Standpunct und
ben Charafter ber personificirt gebachten moralischen Kraft
näher in's Auge zu fassen, von welcher eine solche Garantie
allenfalls ausgehen soll. Denn überall, wo geleistet werden
soll, muß sich Konnen mit Wollen vereinigen.

Auf diesem — durch den Zudrang bes überreichen Stoffs vielleicht zu weitläufig behandeltem Wege glauben wir zu nachstehenden Gerollarien gelangt zu seyn:

1) Der Besitskand, so wie er burch die Transactionen unserer Zeit festgestellt worden, hat noch keine Anfechtung durch außere Wassengewalt erlitten. Sollte dieser Fall einstreten, so wurde der Einschreitung eine solche Bestimmtheit der Friedensschlusse zur Seite stehen, und casus kaderis in der Allianz selbst so festen unumwundenen Grund haben, daß an einer bewassenen Bertheidigung des Besisstands gar nicht zu zweiseln seyn wurde. Hier konnte eine Berathung nicht eintreten über die Borfrage, ob und in wie serne irgend ein öffentliches Ereigniß zur Wahrung von Frieden und Ruhe eine Maassnahme erfordere; hier wurde es sich nicht von einer Boraussuch, von der größeren oder minderen Wahre

scheinlichseit gewisser Folgen handeln, sondern es lage die Thatsache des Friedensbruchs, und die Nothwendigseit, die Tractaten unverletzt und intact zu erhalten, bereits vor, und jede Berathung konnte nur Art und Umfang unmittelbarer activer Einwirkung zum Zwecke haben.

2) Eine Bestweränderung, in Folge eines Zerwürsnisses zwischen Staatsgewalt und Staatsbürgern. hat in Belgien Statt gehabt, und es ist anerkannt, daß eine solche Innovation mit einer Verletzung durch dussern Angriss nicht auf gleiche Linie zu stellen sep. Die Quintupel-Allianz vermiste jenen speciellen positiven Fall ihres Schutzes, sie konnte den aussern Feind nicht entbeden, gegen welchen solcher hatte eintreten können, und jedes andere Verhältnis vermochte vor der Hand nicht mehr, als die Ueberlegung, ob und wie für Erhaltung des künftigen Friedens und Ruhestands, nicht sowohl in fremdem als eigenem Interesse, vorzuschreiten sehn möchte.

Die Quintupel Allianz war hier nicht auf dem reinen geebneten Felde des casus fæderis, sondern es war vor der hand nur eine Beranlassung zur Borfrage da, ob derselbe zum Behuf einer bewassneten Einmischung etwan eintreten könne, und immer nur im Zwecke jenes allgemeinen, nicht bloß den Schutz des Einzelnen, sondern das größere europäische, hauptsächlich auch das eigene Interesse, umfassenden Gesichtspuncts, welcher für eine eigentliche Garantie weder eine haltbare Basis, noch eine bestimmte Modalität der Bollsziehung gewährt.

3) Hiebei ist unverkennbar, baß weber im erstern, noch im letzern Falle ein Schutz Statt sinden wurde, auf den Grund einer vertragsmäßigen Pflicht zwischen dem Berletzen oder Angegriffenen und dem angeblichen Garant. Dieser setzt sich in Handlung nach der Triebkraft des Allianzvertrags vom 20. Rovember 1815, welchem Frankreich zu Aachen beigetreten. Dieß ist, wie der Jurist sagt, ein Bertrag

unter Dritten, welcher nur Rechtsverhaltnisse begründet unter den Contrahenten, aber andern Staaten weder Rechte gibt, noch Berbindlichkeiten auslegt. Der umfassende Tractat des Wiener Congresses ist erfüllt, er ist in's Leben getreten, jeder Theil hat das Seinige zu dieser Erfüllung activ oder passiv beigetragen; er fällt daher der Bergangenheit anheim, und alles, was ihm jest oder fünstig zu Theil wird, sieht unter der Idaels, was ihm jest oder fünstig zu Theil wird, sieht unter der Idaelse einer übernommenen Berbindlichkeit, denselben gegen jegliche Unbilde und Beeinträchtigung, nöthigensalls und tractatenmäßig mit bewassneter Hand, in Schutz zu nedmen.

Dieß nur ware Garantie, sie ist aber nicht ausgesprochen, und kann sich aus dem einfachen Bersprechen, zur Erfüllung des Bertrags mitzuwirfen, niemals völkerrechtlich construiren. Folgeweis ist demnach auch keine völkerrechtliche Requisition an garantirende Mächte begründet, sondern jedem Interessenten freigestellt, freiwillige Hulfe anzurusen, und in geschickter und geeigneter Darlegung der Berhältnisse die Mittel für die Anregung eines politischen Interesse zu suchen. Denn nur auf den Motiven ihrer Allianz, nur in den Iwecken, welche die fünf Mächte doch nur für sich selbst, wenn auch solgeweis für Andere, gestellt, tritt der Bund in Handlung.

4) Rur scheinbare Ungunst bietet dieses Resultat bar.

Die trostlose Geschichte vollerrechtlicher Garantien reicht ber psychologischen Wahrheit die Hand, daß am gewisselten und sichersten eine Garantie ober überhaupt ein zureichender Schutz sich bilbet, wo sich die nothige Macht mit Egoismus, einem gewichtigen Interesse, vereinigt. Die Quintupels Allianz hat die Macht, mird sie auch von einem Interesse sur Frieden und Rube belebt sepn ?

Eine verneinende Antwort ware in der That ein übels angebrachtes Mißtrauen; wenn die ftreitenden Elemente der Zeit sich von Tag zu Tag stärker erregen, und in gewaltigere



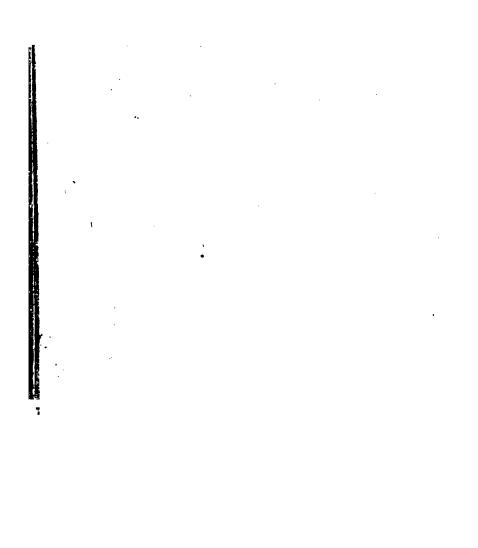
Reibung fegen, wenn bie friedliche Sonne tanm mehr lacheln fann, burch die fich ftets mehr thurmenden Daffen finfterer Bolten — werben bann bie Cabinete, bis jeto, und feit lange, wenigstens bei viel geringerer Gefährbe, enge vereint, gerade ben Moment zur Trennung und Bereinzelung wählen, ba vereinigte Kraft und gemeinschaftliche Maagnahme im bochsten Grade als Bedürfniß, für Einzelne vielleicht als lettes Rettungsmittel, erscheint? Dit ber Bebrohung bes Friedens muß die Gorge fur beffen Erhaltung machsen, und jedes einzelne Intereffe, welches fich an biefen eminenten Gesichtse punct knupft, ist mablverwandtschaftliches Element ber Quintupel-Allianz, und fann auf ihre schüpenbe Ginwirfung rechnen. Allerdings nur nach Maaßgabe jenes großen übers wiegenden Interesse, allerdings mit Rucksicht auf den Complex aller Zeitverhaltniffe, allerbings unter einem Ginfluffe accefforischer, vielleicht geheimer Motive; aber sind diese nicht die Triebfebern, welche in allen Staatenverhaltniffen, in allen diplomatischen Beziehungen, sepen sie nun tractatenmäßig ober willführlich, mehr ober weniger ben Ausschlag geben ? Der Wunsch des Friedens, der die Starken belebt, wird den Schwachen zu Statten tommen. Bare bieses Interesse nicht vorherrschend, so ware Europa schon seit seche Monaten von den Gräueln des Krieges heimgesucht, Frankreichs König ware durch die Verweigerung der belgischen Krone kein historischer Eremit geworden, und der Konig der Riederlande batte nicht die schönste Berle aus seinem Diadem verloren. und wir nicht aus dem Munde eines englichen Ministers bie bffentliche unumwundene Erklarung vernommen:

"Gerechtigkeit und Civilisation sepen nachgerade so machtig, daß jedes land, das einen ungerechten Krieg beginne, mochten seine Hulfsmittel auch noch so groß sepn, zulest der öffentlichen Meinung unterliegen muffe"."

<sup>\*)</sup> House of commons, Febr. 18.: PERL: "He was confident, that

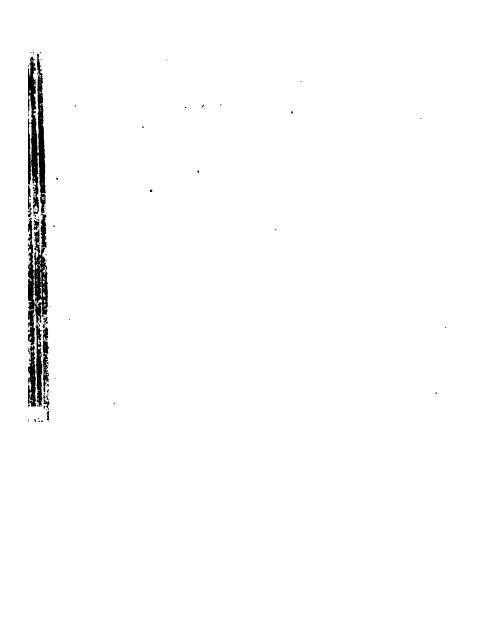
Wunderbar! die Quintupel-Allianz, so bart angeklagt von ben Freunden constitutionneller Staatsformen, wird bem Anbrange biefer lettern ihre Raume immer mehr und mehr bffnen muffen; was in England und Frankreich klar hervorleuchtet, wird in Preußen nicht lange mehr bammern, und Destereich, das seinen politischen Tact gewiß nicht durch unbemeffenes Erstarren verlieren wird, hat an Ungarn eine nicht unbedeutende Borbereitung. Und bann findet bas gange Streben bes großen Bundes an der friedlichen Reigung conftitutionneller Staaten, an ihrer Entfremdung von ehrgeiziger, eroberunges süchtiger Vergeudung bes von bem Staat zu schüßenden Burgerblute, und ber bie innere Entwicklung geltenben Besammtfrafte, an ihrem grundgesetlichen Abschen vor aller und jeder Auflosung verfaffungemäßiger Banbe Regent und Bolt, und zwischen bisberigen Parcellen eines und beffelben Staatsvereins, bie maditigfte Stute, und gerade da werden ihrem 3wede die warmsten, treusten Freunde erfteben, wo fie, vom Prisma anderer Zeiten bald geleitet bald geblendet, nur widerstrebende Rrafte und binterlistige Opposition entdeckt batte.

such had been the progress of knowdledge, and was the force of justice: that the country which might provoke an injust war-which should again visit Europe with the most terrible infliction to which humanity could be subject—that of a general war without a just cause—that country, whatever might be its financial resources—whatever might be its spirit of military entreprise—whatever might be the numbre of soldiers which it could command, would ultimately fall the victim to the force of public opinion, which would compose all our internal differences, and rolly the whole of Europe to vindicate the great cause of peace and justice etc."



## Berichtigungen.

Sette	: 36 ,	Beile	9	non	oben ,	lies :	Borfedter, fatt Berfecter.
_	43	_	5	_	_		Borlande, flatt Berbande.
-	44	_	7	von	unten	-	revolutionarer, flatt revolutionare.
_	48	_	15	BOR	oben	_	Bente jur, flatt Bentejur.
_	49	_	17	_		_	richtigem, flatt wichtigem.
_	50	_	13	_	_	_	verabreben, flatt verbinden.
_	57	-	1	_	_		überlaffen, flatt hinterlaffen.
_	64		6	_	_	_	erlangen, fatt verlangen.
_	74	_	4	_	_	_	agirenben, ftatt agierenben.
_	76	_	15	-	_	-	mannigfacher, flatt mannigfache.
	-	_	40				a a Caba b a m. Batt a a Caban





# Badischen Soldaten

aus ber Zeit bes Aufstands 1849,

von ihm felbft gefdrieben im Bellengefängniß zu Bruchfal.

Ein Bild ans dem Bolfeleben.

Bum Beften ber Angehörigen bes Berfaffere berausgegeben von

f. Röder,

Profeffor ber Rechtewiffenfchaft ju beibelberg.

**Heibelberg.** Buchhandlung von **Rarl Groos.** 1862.

Drud von G. Reichard in Beibelberg.

### **V**orwort des Hérausgebers.

Die folgende Lebensgeschichte murbe im Bellengefängniß ju Bruchfal von einem ber bortigen Straflinge niedergefchrieben, und zwar zufolge einer Aufforderung des nun verstorbenen vor= trefflichen katholischen Hausgeistlichen Welte. Die Frische und Ursprünglichkeit, mit der dieses im echten Boltston gehaltene Lebensbild gezeichnet ist, sticht merkwürdig ab gegen so viele volkemäßig fein follenden Ergahlungen, die une gum Beften gegeben worden find, die aber die tunftgeubte Band ihres Schreibere nirgende verleugnen; baffelbe erregte baher bei Allen, denen es ju Geficht tam, lebhafte Theilnahme fur beffen Berfaffer, ber bei dem badischen Solbatenaufstand bes Jahre 1849 eine Rolle gespielt hat, in Folge beren er jum Tobe verurtheilt marb, nachher aber, als die Todesstrafe in lebenslängliches Zuchthaus verwandelt war, erft ins Buchthaus nach Freiburg, später aber in das Bruchsaler Zellengefängniß tam. Nach fast vierjährigem Aufenthalt daselbst zur Auswanderung nach Amerika begnadigt, segelte er im Dezember 1854 dahin ab, ohne daß seitdem Nachrichten von ihm eingetroffen waren. Der Berausgeber - bem der Berfaffer diefe Geschichte feines Lebens ju freier Berfügung anheimgegeben hat — glaubt, indem er diefelbe zum Beften ber Angehörigen des Berfaffere veröffentlicht, jugleich nicht Benigen einen Dienft zu leiften, benen es barum zu thun ift bas Bolt burch treue Erzählungen aus feinem eigenen Munde tennen zu lernen; er hofft, daß diese echte "Dorfgeschichte" für fie nicht bloß angichend, fondern auch lehrreich fein werbe. Die eigenthumliche Färbung und mitunter Derbheit ber Sprache und Schilderung, wie sie in den unteren Schichten des Bolts heimisch ift, burfte darum auch nicht durch unzeitiges Ausmärzen und Feilen verwifcht werden, und fogar manches Ungewöhnliche ber Schreibweife schien wohl bes Schonens werth zu sein. Einige Harten werden die Leser hoffentlich mit Rachsicht auf= und in den Rauf nehmen. Manche nur örtlich übliche Ausbrude hat schon ber Berfaffer erklart, andere, soweit er es vermochte, der Herausgeber. Die nachstehende Geschichte ist aber auch noch von einer an-

bern Seite lehrreich; fie vermehrt nämlich um eines die Zahl

ber glanzenben Zeugniffe, bie von Gefangenen felbft - vollenbe sobalb fie vorher mit einem der Zuchthäuser alten Schlage betannt geworben finb, - ju Gunften ber Gingelhaft übereinftimmend ausgestellt worden find, wenn anders man Diefelben nicht etwa nebenher mit jenen widerfinnigen, jede Besserung völlig vereitelnden, unter dem Namen der "Strafschärfungen" hergebrachten Beinigungen der "hungertoft und Dunkelhaft" beimgesucht hat, bie auch in Baben leiber bis auf biefen Tag nicht abgeschafft sind. Der Berfasser diefer Lebensbeschreibung, ein entschieden begabter Menfch, gehort zu ben fehr Bielen - wie er am Schluß seiner Erzählung selbst bemerkt und ben Beraus-geber, ber ihn öfter auf seiner Zelle besucht und sein volles Zu-trauen gewonnen hatte, wiederholt versichert hat — bie ihren Aufenthalt im Zellengefängnig nicht als ein "lebel", fonbern als einen großen Segen für fie betrachten gelernt haben und bon benen Einer es sogar, höchst bezeichnend, geradezu für "seinen zweiten Geburtsort" ertlart hat. So weit erhaben der Verfasser sich auch über die "Spisbuben" fühlte, mit denen die Zellen dieses Gefängnisses größtentheils bevolltert waren, so legte er mir boch mit aller Offenheit fast wortlich folgendes Geständnig ab: "Ich muß Ihnen nur gerade fagen, ich bin ein gewaltig leichtfinniger Strick gewesen und will es mir gar nicht leib fein laffen, daß ich ein Baar Jahre hier im Saufe gewesen bin, wenn es nur nicht mehr zu lang bauert; hier bin ich jum erften Mal fo recht zum Nachdenten über mich und meinen Leichtfinn gekommen; ich habe bier viel gelernt, wovon ich Richte ober fo gut wie Nichts gewußt habe, wie ich herein tam, auch von Erbbeschreibung und Geschichte; mit meiner Schufterei mar es auch noch fehr schlecht bestellt; jest bin ich der Erste von den sechs-undbreißig Schuhmachern im Saufe. Fragen Sie den Herrn Direktor, er läßt sich selbst seine Stiefel von mir machen" 2c.

So war benn auch dieser Sträsling, obwohl er sich lediglich als einen politischen Berbrecher ansah, vom aufrichtigsten Dank erfüllt für alles Das, was die Strafanstalt ihm für seine Nacherziehung geleistet hatte, und er trat mit der vollen Zuversicht in das Leben zurück, ein anderer Mensch geworden zu sein, auf eignen Füßen stehen und sich überall rechtschaffen fortbringen zu können. Schade, daß er aller Wahrscheinlichkeit nach in Folge seiner Uebersiedlung in die neue Welt zu Grunde gegangen ift!

Heidelberg, 1. Ottober 1861.

Der Berausgeber.

#### Meine Eltern und Rinderjahre.

Im nordöstlichen Theile des badischen Stenwalds, einigc Stunden weit von dem kahlköpfigen und rauhen Katzenbuckel, liegt das eine Biertelstunde lange Dorf W., welches größtentheils aus zerstreut liegenden Häusern besteht. Die drei untersten Häuser und die dabei stehende ziemlich große Kapelle ind einige Büchsenschüsse weit von dem nächsten Trupp Häuser entfernt.

Das größte, aber auch älteste Haus in ber Umgebung ber Kapelle, welches in einem kleinen Wald von Obstbäumen steht und in zwei Wohnungen getheilt ist, nennt man geradezu s'Bäckers, unter welchem Ramen es nicht nur im ganzen Dorf, sondern auch in den umliegenden Dörfern befannt ist. Den Bäcker selbst aber nannte man nur den Lorenzesshilipp). Dieser Lorenzesilp war nicht bloß Bäcker, sondern zugleich ein ziemlicher Kleinbauer, der sehr schöne Aecker und Baumgärten um sein Haus herum liegen und in seinem Stall zwar keine Ochsen, aber doch mehrere sehr hübsche Kühe stehen hatte, die, wie die Aufkaufer (Butter- und Eierhändler) wohl wußten, tüchtig Milch und herrliche Butter gaben.

Aber nicht nur schöne Accer, Baumgärten und Kühe hatte er, sondern auch fünf blühende, arbeitsame und sparsame Kinder, drei Buben und zwei "Märli" (Mädchen), auf die er und seine Frau nicht wenig stolz waren. Zwei seiner Söhne waren Soldat, der älteste bei der damaligen Leibgarde in Karlsruhe, der andere aber bei dem Regiment in Mannheim; letzterer tam bald in Ursaub und wurde durch das Berwenden des Baters und des Schulz' auch nicht wieder einberufen.

Durch die Arbeit feiner Rinder unterftugt, mar der Lorenzefilp in den Stand gefest feine Aeder und Biefen von Jahr zu Jahr zu verboffern und durch Antauf anderer zu vermehren; aber dieses sichtbare Emportommen zog ihm auch seine Neiber zu, die sich nur dann recht freuten, wenn dem Lorenzessilp etwas sehlschlug, oder etwas zustieß was ihn schwerzte und ihm wehe that.

Die Belegenheit, wo fich feine Reiber über feinen Berbruf einmal recht freuen sollten, ließ nicht gar lange auf fich warten; benn auf einmal mußten bie Leute im gangen Dorf und auch in der Umgegend, daß s'Backers Annemile (Anna Maria) balb Das Annemile und fein Berführer mirb - taufen laffen. machten ihrerseits Unftalten zur hochzeit, bevor ihre Schanbe, wie fie meinten, an ben Tag gefommen fei; auch ber Bebante, einen Bantert in die Welt zu fegen, mar ihnen unerträglich, noch mehr aber die Schande, die fic fich zugezogen hatten\*). Allein der Lorenzefilp gab, tropbem daß feines Darles Aufführung fein Chrgefühl tief verlette, bennoch nicht zu, dag basfelbe vor bem Niederkommen, und auch nicht sobald nach bemfelben, Sochzeit machen burfte, wodurch er feines Marles Ehre boch noch gewiffermagen hatte retten tonnen. Warum er dieß nicht that, bafür hatte er feine Grunde. Der erfte Grund. warum er es nicht jugab, mar: dag er und seine gange Ramilie, 8'Annemile ausgenommen, burchaus nicht haben wollten. bak ber Schubiorgles-Frang bruben gu B., ber Berführer Unnemiles, ber mit einem fo großen Schandfleck feine (bes Lorenzefily namlich) und feiner Familie Ehre befudelt hatte, fein Annemile jemals zur Frau haben durfe, zudem da er ein leichtfertiger Burich fei, ber lieber im Wirthshaus hinter ben vollen Glafern und auf den Tangboden fich aufhalte, ale auf feiner Schuhpritsche: bem biejenige Woche im Jahre die liebste fei. Die bie mehrsten Reiertage habe, - benn Reiertag und Sauftag feien ihm von gleicher Bedeutung - ber auch nichts weiter zu hoffen habe als ein altes baufälliges Saus und bazu ein Minus-Rapital, das nicht weniger betrage als die alte Barade werth fei; turg und gut: weil sie ihm auch nicht im entferntesten eine gnte Seite abgewinnen tonnten. Der zweite Grund mar ber, bak

<sup>\*)</sup> Der Franz stellte fich wenigstens so als ob er sich schame, ob bem wirklich so war, werben wir später ersahren.

bem Annemile seine Mutter etwas schwächlich war und somit ber Arbeit nicht allein mehr vorzustehen sich getraute und sie beshalb hätten eine Wagb bingen mussen, wenn sie jetzt schon ihr Annemile vergeben wollten, benn die Katharine war noch zu klein um der Arbeit vorstehen zu können.

Das früher so eitle, zimpferliche, puts- und gefallsüchtige, aber jett so bemüthige Annemile überhäufte seine Eltern vergebens mit den rührenbsten, mit Beinen begleiteten Bitten, daß sie es doch Hochzeit machen lassen sollten. — Die Antwort, die sie erhielt, war kurz und lautete: "Du hoscht's jett scho g'hört un domit fertig un halt nor's Maul"; doch soviel bewirkte es endlich, daß es von dieser Zeit an keine Beck" mehr ins Dorf oder die benachbarten Dörfer tragen mußte, was ihr schon ein großer Gefallen war, denn es schämte sich nicht nur vor den Leuten, sondern vor jedem Heckenbusch.

Die Leute haben es ziemlich früh erfahren, bag bas Baders Annemile hops fei, aber mit der Rindtaufe pressirte es nicht so gar fehr, wie Biele glaubten; wir wollen unterbessen, bis man ins Baders Lindtaufe halt, sehen, was mit der Schuhjörgles Familie brüben zu B. los ift.

Bo ber Schuhjörgle baheim ift, habe ich nie recht erfaheren, nur foviel hab' ich oft erzählen hören, bag er einer ber ausgesuchtesten und erfahrensten — nicht Schuster, benn biefe Prosession hatte er nicht einmal orbentlich gelernt — sonbern Solospicler zu seiner Zeit im ganzen Obenwald gewesen set; ber aber auch das Zwicken und andere Kartenspiele nicht minber aut los gehabt hat.

In seinen jungen Jahren diente ber Schuhjörgle als Bauernknecht in dem Nachbardorfe R. In diesem Dorf, damals nur ein Weiler, war ein Schuhmacher (solche hatte man damals, im Obenwald wenigstens, nicht wie jetzt in jedem Zinken), bei dem er seine Schuh sohlen und ristern ließ und dem er öfter, wenn es die Arbeit oder das Solospielen zuließ, Besuche machte und ihm bei seiner Schusterei zuguckte. Bei diesen Gelegenheiten sah er bald ein, daß das Schuhsohlen und Ristern keine Hexerei sei, und er sing alsbald an seine Schuh' selber zu sohlen und zu ristern.

Als er einmal verheiert war, verlegte er fich formlich auf's

Schuhflicken und es ging nicht lang, so machte er auch nene, umgewendte, durchgenähte und Bechschuh, daß es eine Art hatte. Bon dieser Zeit an nannte man ihn, da er Georg hieß und Nein von Verson war, den Schuhjörgle. Er hieß aber auch der Hannschalschuster, und zwar deshalb, weil das Haus, welches ihm seine Frau zugebracht, in ganz B. nur das Hannschalsch-hänschle (Hann-schalsch-häusch-le) genannt wurde.

Bon seinem Familienleben erfnhr ich leider nur sehr wenig, benn man erzählte mir nicht gar gern davon: das a ber, was ich hörte und dis jett noch nicht vergessen habe, war, daß er öfter halbe Wochen lang dem Solospielen nachzog, und daß es teine Seltenheit gewesen sei, daß seine Frau daheim kein Suppensalz und auch kein Brod im Tischkasten für ihre Kinder hatte.

Im sechzehner oder siebenzehner Jahr, ich weiß es nicht mehr so bestimmt, da haben an einem Bormittag vier Mann den Schuhjörgle auf einer Wistbahr todt heim getragen. Sie haben ihn "hinne dunne" ins Stesses-Wald mit arg verstrusbeltem Haar und s'Maul voll Heidelbeerblüthe gefunden. Man sagte mir, daß er s'Hungers gestorben sei und ich hab's geglaubt und glaub's jest noch; aber auch das glaube ich, daß ihm doch ein besonderes Miggeschick begegnet sein muß; ich ersfuhr aber nichts derartiges.

Die Hannschalschufterin ober Schuhjörglin lebte nun mit ihren vier Buben so gut es eben ging; sie litten, obgleich es vielmal ziemlich schmal herging, gerade doch keine gar große Noth, denn sie wurden von jedermann bedauert und bemitleibet. Der Franz, der älteste Bub, war in der letzten Zeit auch schon einige Wal auf dem Schusterstuhl gesessen und konnte bereits so ziemlich Schuh flicken. Das Schlimmste aber war, daß die Buben schlecht und unordentlich erzogen waren. Der Schuhjörgle war das ganze Jahr wenig daheim, denn er arbeitete entweder bei den Bauern im Dorf und der Umgegend "auf der Stöhr",\*) oder er zog dem Solospielen nach. Somit war die Kindzucht sast ganz der Frau überlassen, und die lehrte ihre

<sup>\*)</sup> Bahricheinlich soviel als: in ben Sansern umber gegen wenig mehr als die freie Roft. D. D.

Buben zwar allerhand fchone Gebete, wenn fie fich aber irgend in einem Stud vergangen hatten, fo überhaufte fie biefelben mit Schelten und Schimpfen ober, anftatt biefem, streckte fie ein Baar Stunden lang eine - mer weiß wie lange - Schnate, wonach die Buben aber nichts fragten, wohl über bas Schnuteftreden gar lachten und bie Mutter ausspotteten. Schläge, ober fonft eine nachbrudliche burchgreifenbe Strafe tonnte fie ibnen mohl nicht geben, ba jeber Sieb ober jedes Leib ihr felber meher gethan hatte, als ben Buben felbft. Die Buben wurben burch bas Betragen ihrer Mutter gegen fie fo ju fagen von Zag zu Tag verdorbener. So lang der Schuhibrgle lebte, ging's übrigens noch an; vor ihm hatten die Buben gehbrigen Refpett, benn er, wenn er ju Zeiten babeim war, mag ihnen ben Spannriemen dergeftalt an. daß die Schnalle deffelben die deutuchften Abdrude auf ber Saut zurückließ. Als fie aber biefen nicht mehr fürchten mußten, da war ber Tenfel völlig los. Sie mochten aber auch auftellen mas fie wollten, Schlage befamen fie feine mehr, wenn fie fich nicht felber einander burchbengelten, baß Gofden und Rafen bluteten, ober ihnen irgend ein Bauer, bem fie einen Schlupfftreich gespielt, bie Bofen an ben Beinen austlopfte, daß fie bald s'gaufen vergeffen hatten. Bar ihnen lepterce paffirt und fie tamen hintend und henlend heim, fo heulte ihre Mutter mit ihnen und meinte: an ben armen und verlaffenen Buben, die feinen Bater mehr hatten, pragle alles 'rum. Wenn nun bie Buben folches gehört und die Mutter brav angelogen hatten, fo fühlten fie fich gufrieden und waren guten Muthe bem Baner für bie erhaltenen Schläge bald einen neuen Schabernad anguthun. - Wer wlifte, mas aus biefen Buben geworden mare, wenn fich ber Stabshalter (ber bamalige Ortevorstand) nicht recht fehr um bie Sannschalschuftern mit ihre Buben angenommen hatte. Diefer jog bie balsftarrigen Buben öftere tuchtig burch die Bechel und machte ihnen ben Roft gehörig herunter\*); er eiferte ben Frang in feiner Gottfterei immer mehr an, ftrectte ihm jum Lebereinfauf einige Guls ben Gelb vor, und nach einigen Jahren war ber Franz ein befferer Schufter ale es fein Bater gemefen, welches Lob ihm

<sup>\*)</sup> b. b. putte fie orbentfich aus. D. D.

ļ

alle seine Kunden gaben; nur hatte er den schlimmen Feh und die üble Gewohnheit, daß er glaubte, was er die Woburch verdiene, müsse am Sonntag verklopft werden, und bteine Musik in den Ortschaften, in denen er seine Kunden hat könnte stattsinden, wenn er nicht dabei sei, und daß er in Foseiner immer trockenen Gurgel seiner Mutter die Kreuzer nsparsam zumaß.

Er war mit ben Jahren ein schlanker schöner Kerl gewiben, war so lustig wie nur Giner, konnte tanzen wie ein Bound singen wer weiß wie. Diese lettern Eigenschaften war es hauptsächlich, mit welchen er bes Bäckers Annemile von so sehr für sich gewann und durch die es ihm auch glückte biselbe zur Frau zu bekommen.

Die beiben Dinger, der Schuhjörgles Franz und b Baders-Annemile, begegneten sich sehr oft auf den Tanzbol und auch bei andern Gelegenheiten und dieß je langer öfter.

Da nämlich ber Lorenzefilp ber einzige Backer in W. u ben umliegenden Obrfern war, so | bestellten die Wirthe Weck, die sie bei der Musik brauchten, alle bei ihm, und mußte das Annemile die Waare abliefern und fand dadurch beste Gelegenheit, sein Lieblingsvergnügen, das Tanzen, nacht zu befriedigen.

An solchen Tagen hatte bann ber Schuhjörgles-Franz wiß etwas Pressantes in dem Dorfe zu thun, wo das Annem Wed' hintrug.

Der Franz war schon längst von der Gewogenheit Uni milens überzeugt und er faufte ihr beshalb am Strümpf brunner Bartleme's-Markt einen taffeten Schurz zum Marktsti später ein weinseidenes Halstuch und noch später ein Pe hübsche, gewobene Strümpfe, in die, wer weiß wie breite, se kunstreiche, schone, rothe Zwickel gestickt waren. Als zu diest allem an einem Neujahr noch ein schones Gebetbuch mit goll nem Schnitt, aber mit einem so groben Druck, daß man gla ben mochte, es solle für eine halbblinde Frau sein, hinzu ti ba wurde das gute Annemile ganz hüpfig und es siel il schwer seine Liebeleien länger vor den Augen seiner Eltern verbergen, die es die jest so geschickt verheimlicht hatte. Lieb

gens hatten seine Eltern schon längst etwas gemerkt, waren aber noch nicht überzeugt wem es gelte. Hätten sie ihren Jörgssilp, ben zu Hause befindlichen Sohn, gefragt, der hätte es ihnen gesagt; allein ohne gefragt sagte er nichts. Sie erfuhren es aber doch balb.

Am 14. Februar, den Sonntag vor ober nach biesem Datum, wird das Baltinesfest in L., in welche Bfarrei nebst 28. und B. noch sieben Ortschaften gehören, gefeiert. Bischof Balentin ist nämlich Rirchenpatron ber bortigen Bfarrfirche, und diefe stellt an diefem Fest eine Reliquie, welche in einer Art Monftrang aufbewahrt ift, von diefem Beiligen ans. Bei ichonem Wetter ift ber Bulauf zu biefem Fest ungemein. Bon allen Seiten tommen die Leute schaarenweise berbei und bie Rirche wird fo geftopft voll, dag man glaubt erbruckt zu werben. — An biesem Tage wird sehr viel geopfert. 3ch erinnere mich noch, bag, ale ich noch ein fleiner Bub mar. an biefem Tag morgens gang früh Beiber von aukerhalb ber Bfarrei liegenden Dörfern an unserm Saus vorbei nach &. gingen, bie 2-3 huhner trugen, und bag ich mein Fraule (Großmutter) fragte: mas benn die mit ben Suhnern machen wollten? und biefe mir gur Antwort gab: fie opfern fic bem h. Baltines. -Dieg fah ich ale Rind oftere; aber bie Beiber mußten geftorben fein, benn fie blieben in ber letten Beit aus - menigftens fah ich teine folche mehr.

Ebenso voll als die Kirche mahrend dem Gottesdienst an diesem Tage ist, so voll sind nach demselben die Wirthshäuser.
An diesem Tag sieht man nach dem Gottesdienst wenige andere
Leute nach Hause gehen als alte Manner, Weiber und Kinder.
Die übrigen bleiben in L.; es scheint nicht nur, sondern es ist wirklich so, daß Biele, im Besondern das junge Bolk ("Geschmeiß"), nicht dem Heiligen, sondern der Sauferei zu Lieb', und weil sie badurch Gelegenheit sinden ihren Putz einmal recht zur Schan zu tragen, dieses Fest besuchen. Schon eine halbe Stunde nach der Kirche hört man in allen Wirthshäusern das lanteste Juchte und die unverschämtesten und unzüchtigsten Liedchen singen oder vielmehr schreien. Dieser Tag ist es vorzugsweise auch, wenn irgend einige einander auf der Lad' haben, wo sie sich einander auszudezahlen gesonnen sind. Es gibt daher ohne Ausnahme jedesmal die furchtbarften Schlägereien. Noch häufiger aber geben zu diesen Schlägereien die Weibsleut' die Beranlassung. Denn an diesem Tag sett ein jeder Bursch sein Mädchen zu sich, und da gibt es sich häusig, daß ein solches bei Einem sist das auch ein Anderer bei sich möchte sigen haben; in diesem Fall geht der Tanz gewiß los, wenn einmal einige Schoppen, besonders im Jorn, ihr lettes Ziel erreicht haben.

Daß es bei biesen viehischen Schlägereien oftmals halbe und wohl auch ganze Krüppel gibt, ist leicht zu begreifen, benn die Unmenschen hauen und stechen mit offenen Sackmessern auf einander los, als wie wenn sie Krautföpse zerstechen und zerschweiben wollten.

Als ich im Frühjahr 1850 einige Tage zu Hause war, hatte ich Gelegenheit einen baierischen Hofbauer zu sprechen, welcher mir unter Thränen erzählte, daß sein ältester Sohn im vorigen Jahr, ich weiß nicht mehr recht, ich glaube auf dem Rasimusseste zu Kirchzell, im Landgericht Amorbach, bei einer Schlägerei in der Weise in die rechte Achsel gestochen worden sei, daß der Arm ganz sahm und völlig unbrauchdar geworden sei. Sein Sohn sei jetzt ein Krüppel seiner Lebtag' und habe noch dazu einen guten Theil seines Vermögens als Schlägereitesten eingebüßt. Zetzt wieder zur Sache.

Num am nächften Bältestag nach bem Nenjahr, wo bas schöne Buch gefallen war, trug ber Schuhjörgles Franz gar kein Bebenten mehr sein Annemile in ber Krone zu sich an ben Tisch zu seigen und ber ganzen Welt jest einmal zu zeigen wie viel Uhr es mit ihnen beideu sei. Das Annemile hatte, obgleich es sein Mäule spiste wie die Kuh auf eine Erbel (Erdbeere), bennoch seine Bebentlichkeiten und wußte wohl auch warum? Doch bedurfte es nicht viel Zuredens und es saß neben seinem Franz und knupperte an einem angebrochenen Bubenschenkel\*), ben ihm dieser hingelegt, und bisselte so zimpserlich beim Weintrinken, daß man hätte glauben mögen es trinke eine Mücke aus seinem Glas.

Ale bas gute Annemile fo da fag und scheinbar dem Gefang ber luftigen Buriche zuhörte, in welchen ber Franz tuchtig

<sup>\*)</sup> Bubenichentel nennt man bei mir zu Saus prebelartig zusammengelegte Bece, b. b. murbe Bede.

mit einstimmte, hörte es nicht viel von dem Gesang, benn es bachte mit ganzem Herzen an den Hochzeitstag. Es sah sich schon basitzen mit dem Kränzchen am Taffettäpple mit handbreitem, langen, schwarzen Seidenband und seinen Bräntigam, den Franz, neben sich mit einem, wer weiß wie großen, Geissutter auf einem Treispig.

Schlägerei gab cs jum Erstaunen Aller dießmal in der Krone keine. Aber s'Löwenwirths Nebenstube sah schon vor der Besper einem mahren Schlachthaus ähnlich; wenigstens war der Boden ganz mit Blut überzogen. Auch der Feldscherer konnte die Besper und das schöne Baltineslied nicht mitfingen, denn er hatte während der Besper vollauf zu thun, die blutigen Köpfe und Bunden auszuwaschen, zu verbinden und Heftpflaster aufzulegen.

Das aute Annemile fab und borte von Allem nichts. fogar bas Besperlauten hatte es überhort in feiner Do chzeitstraumerei, und fo murbe es fpat, ohne bag es recht gewußt wie. Es preffirte nun mit bem Beimgeben und fein Frang machte fich vergebliche Daube es noch langer aufzuhalten, benn dieser mare lieber beim Monds als Sonnenschein nach Saufe gegangen. Bas auf bem Beimmege geschmatt murbe ha be ich nie erfahren, wohl aber daß das Annemile jest nicht mehr an bie Hochzeit bachte, fonbern an des Baters knorrige Fauft und an feine hubichen, rothen Baden, und es fpurte jest icon halb und halb die nichts weniger als faufte Berührung berfelben-Mit offenbar verbustem Gesicht und ichwerem Bergen fam es noch bor Sonnenuntergang nach Saus. Die abicheulich langen Gesichter, die es bewillfommten, ließen es fogleich vermuthen, daß feine Eltern die Urfache feines langen Ausbleibens, haarflein wiffen, und es fürchtete nun noch Schlimmerce ale bes Baters tnorrige Fauft, nämlich ben tnorrigen, apfelbaumenen Jafob, benn bieg mar bem Lorenzefily fein Trofter, wenn er feine Fauft nicht gebrauchen wollte. - Die Sache ging ubrigen weit beffer ab als es geglaubt. Allerdings hatten es feine Eltern von des Nachbars Sammartine Madden erfahren, bag es bei dem (iconen) Schubiorgles Frang in der Krone fite. Und es betam bafür jum Erften ben Roft aus bem ff 'runter g'macht und jum Zweiten bie Berheißung, bag wenn fie noch

ein Sterbenswörtlein erfahren von der jauberen Befanntschaft, bag es alsbann den apfelbaumenen Jatob dermaßen angemeffen betäme, daß es an Gott verzweifle.

Dem Frang murbe eine unverlangte berbe Rachricht überbracht, von der man fagt, daß er fie nicht ant Genfter geftect Diefer murde aber burch biefelbe nicht im minbeften verlegen, fondern nahm fich vor von nun an fich alle erdentliche Dube ju geben, um feinen icon langft gefagten Entichlug, ben auszuführen er fich bis jest vergeblich bemüht hatte, fobald als moglich jur Ausführung ju bringen. — Der 3med biefes feines Entichluffes mar: bem Bader einen Bantert ine Saus zu feben und ihn baburch gewiffermagen ju zwingen eine anbere Sprace au führen. Er fette gang im Stillen feine ichmeichelnben und gleisnerischen Liebeleien mit bem bis zur Ginfaltigfeit verliebten Annemile fort, fo daß nicht bie minbefte Spur bavon entbeckt wurde, und lauerte auf den Augenblick, wo er bas Annemile feiner Leibenschaft und ber Rache gegen beffen Bater aufauopfern im Stanbe fein murbe; - und ehe zwei Jahre vergingen so hieß es, ber Franz habe nun erreicht auf mas er offenbar schon langft ausgegangen sei. Es war nun bie Reit, von ber ich weiter vorn schon gesagt habe, und ber Frang ftellte fich als fei ihm dieser Borfall von Bergen leib. Aber rucklings bei feinen vertrauten Rameraben lachte er brav, bag es ihm enblich nun einmal gelungen sei ben Lorenzefilp zu erwischen. Lorenzefilp erfuhr bieg wohl, aber bas einmal verblendete bumme Annemile wollte folches nicht glauben : es erfuhr bieg aber fpater nur ju gut, aber auch ju fpat.

Daß ber Bader trot dieses ihm angethanen Zwangs sich boch nicht gar willfährig zeigte, ist schon gesagt; aber das ist noch zu sagen, daß selbst die alte Schusterin, als sie solches ersuhr, mehrere Tage lang ihr Maul streckte, daß man hatte glauben mögen es sei ein Elephantenruffel, denn sie wollte das Baders Aunemile nicht ins Haus, und zwar deßhalb nicht, weil sie und die Baders Jamilie sich von jeher haßten und slohen.

Da beibe, ber Franz sowohl als das Annemile, mir als meine Eltern gleich heilig sind und sein muffen, so hatte ich Urfache genug gehabt von dem bisher Gesagten zu schweigen.

Allein ba ich gewiß zu wissen glaube, bag bem so ift, so glaube ich, daß ich es gerade nicht zu verbehlen brauche: hat man es ja auch nicht vor mir verhohlen, obaleich ich es niemals batte ju wiffen brauchen. — Die eigentliche Urfache aber, warum ich es fagte, ift: bag bieg bis jest Befagte und bas Wenige, mas ich noch von meiner Eltern Cheleben anführen werbe, vielleicht Anlag geben tonne ju einem warnenben Beifpiel für junge, leichtglaubige und leibenschaftlich verliebte Dabchen, bamit fie nicht in benselben Schlingen sich verftriden möchten, in benen meine Mutter ihr erbarmliches Elend gefunden hat. - Beifviele. bağ Madden in ber boppelten Abficht, 1) bağ fie felbft nicht mehr hufen tonnen, wenn fie auch wollten und 2) dag bie Eltern fich geneigter finden, auf die Wünsche und Forderungen, die an sie gestellt werben, einzugehen, ich sage bag in biefer Abficht viele Madchen geschändet und entehrt werben, zeigt ja, ich möchte fagen bie tägliche Erfahrung. — Bon jest an beginnt meine Beididte.

Es war am Maria-himmelfahrttag, Nachmittags im Jahr 1827, ba ging ein Trupp Weiber von's Baders weg, oben ben Kirchenpfab hin gegen L. zu. Die alte Dammin, die Herzensfreundin ber alten Baderin, trug ein schon überzogenes Kissen, bas noch mit einem großen, schneeweißen Tuch, auf dem drei schwarze Kreuze eingenäht waren, zugedeckt war. In diesem Kissen trugen die Beiber s'Baders gestern erhaltenen Bankert, nämlich mich, zur heiligen Taufe.

Ein Mann war beshalb nicht bei ben benannten Weibern, weil der Bäcker schon am Bormittag bei dem Herrn Pfarrer in L. Alles in Ordnung gebracht hatte, und auch weil der Bruder meiner Mutter auf ihre Litte: er möchte mein Pfetrich (Gothe) werden, ihr turz erklärte: "ich will meiner Lebtag' nicht der Pfetrich von einem Bankert werden und darum auch nicht von deinem." Die alte Dammin übernahm die Pfetrichstelle für ihren Sohn, der sich aber gerade damals in der Fremde befand. Sie wußte sich aber zu helfen und lehnte in L. einen Wirths Sohn, der die Pfetrichstelle während der h. Handlung mit Freuden versehen haben soll. Beil mein Pfetrich Franz hieß, so mußte ich auch so heißen und erhielt somit auch den Ramen meines Baters.

Die Beiber, borte ich feither oftmale, batten fich nicht lange in &. aufgehalten, fonbern feien balb gurudgefommen und hatten fich das weiße Brod mit Butter und Honig, welches nach ber bafigen Sitte bie alte Baderin, mein Krale (Große mutter), auftischte, wie auch ben fauern Bein, ju bem noch an auter Lett ein prachtiger Raffe getommen fei, recht gut ichmeden laffen. Gie feien gegen Abend fo ausgelaffen luftig und fibel geworben, bag fie gefungen und gejohlt hatten wie bie Rachtbuben, und bem Bader, meinem Berle (Grofvater), batten fie feine Ruh' gelaffen bis er feine weißbaumwollene. giemlich tief in die Stirn gezogene Bipfeltappe etwas geluftet und angefangen habe die Weiber mit feinen eigenthumlichen, aber gern gehörten Spagen zu unterhalten und recht fames jum Lachen zu bringen. Es hab' recht munberlich ausgeseben, wie mein Berle mit feinem langen Effiggeficht unter ben froblichen Beibern gefessen fei und von benfelben gleichsam genothiat wurde luftig ju fein, b. h. ju fchlechtem Spiel gute Miene ju machen.

Als sich aber Abends die Weiber wieder entfernt hatten, nahm mein Herle auch seine ernste Meine wieder an und die Katenmusik, die ich zu Zeiten machte und in welcher ich vollkommen Weister gewesen sein soll, soll ihn vollens verdutt und mürrisch gemacht haben. Als aber zu allem dem nach einigen Wochen ein Brief von meinem Vetter\*), dem Bruder meiner Mutter, der in Karlsruhe Soldat und sichon längere Zeit in Dienst gewesen war, anlangte, und dieser in demselben sagte: er wäre nächstens in großen Urlaub nach Haus gefommen, daß er aber setz, da es so zu Hause anssehe, nicht in Urlaub gehe, da wurde mein Herle erst recht bose, denn er hatte sich schon lang gefreut auf den Großurlaub seines Angustin. Es hätte damals nicht viel gesehlt, daß ein neues Domierwetter ins Lorenzessilpe ausgebrochen wäre.

Unter biefen Umftanden, vom größten Theil meiner Umgebung gehaßt, vielleicht im Stillen gar verwunscht und verflucht, lagt es sich wohl benten, bag mitunter auch ein Bater:

<sup>\*)</sup> Statt "Ontel und Tante" find in ber heimat bes Schreibers burchgängig "Better und Bafle" im Gebrauch. D. S.

unser in der Beise gebetet wurde, daß der egyptische Bürgengel ins Bäckers einkehren möge, um mich, die kleine Erstyedurt, aus der Welt zu schaffen. Ich glaube nicht gar Unrecht zu thun wenn ich behaupte, daß selbst meine Mutter, als ein eitles hoffährtiges Ding, über meinen Tod, wenn er damals ersfolgt wäre, sicherlich mehr gelacht als geweint hätte; denn daß es um die Mutterliebe solcher blutzungen Puzässchen, besonders unter solchen Umständen, größtentheils sehr schlecht bestellt ist habe ich, seitdem ich älter geworden, schon öster wahrgenommen. Ein großes Glück war es für mich, daß mein Fräle trotz dem Haß aller übrigen mich sehr liebte und mich elenden Wurmn nichts entgelten ließ. Sie versah eigentlich bei mir die Mutterstelle, denn meine Mutter hatte, außer dem daß sie mich mittunter trinken ließ, mit mir nichts zu schaffen, sie hatte auch dazu keine Zeit.

Ein ober zwei Jahre, ich weiß bieß nicht mehr so genau, obgleich ich es öfter gehört habe, vor meiner Geburt foll mein Berle eine lange und schwere Rrantheit durchgemacht haben. Alles hielt ihn für verloren, felbft ber Dottor, ber ihn behanbelte, foll zu feiner Biebergenefung ein bebentliches Geficht gemacht haben. Da Alles und er felbft die hoffnung jum Aufkommen aufgegeben hatte und feine zwei noch lebenden Buben Solbat waren, fo ftand es schlimm um feine Familie. Man bachte barauf ben ifingsten von ben beiben Buben, bem ber Bof zugedacht war, burch eine Bittschrift vom Militär loszubringen, die vom Ortsvorstand, vom Amt und vom Amtsphysikus -ber gerade ber Doktor meines Berles war — unterstütt fei. Die Schrift wurde gemacht und eingegeben, und richtig ber Borgfilp, ber noch nicht zwei Jahre gebient hatte, erhielt feinen Abschied. 3mar foll biefer Abschied einige Rarlin Schmiere getoftet haben, bas machte aber nichts, er hatte ihn und war froh barum.

Während dieser Zeit erfuhr ber Dottor, daß mein Derfe in seinen jungen Jahren ein offenes Bein gehabt habe, welches aber später wieder zugeheilt sei. Der Dottor behauptete nun, wenn das Bein wieder geöffnet würde, daß alsbann sein Leben gerettet ware. Das Bein wurde ohne allen Berzug geöffnet und nach kurzer Zeit soll sich die Krantbelt merklich gebessert haben,

und mein Herle, dem Jedermann prophezeite, daß er's dießmal mit der Haut bezahlen musse, sam wieder davon. Aber zu seiner vorigen Stärke kam er nie wieder, denn das offene Bein machte ihm sehr zu schaffen. Das offene Bein, wie ich einigemal erzählen gehört habe, soll er sich mit Hülfe eines Abbeckers, aus Furcht Soldat werden zu mussen, selbst gemacht haben. Wenn er damals von den Schmerzen, die es ihm in seinem Alter bereitet hat, nur eine geringe Ahnung gehabt hätte, so wäre er ganz gewiß lieber Soldat geworden als daß er dieß gethan hat. Wenn ich später als Kind zusah, wie er diese ofsenen Stellen auswusch, so mußte ich jedesmal weinen, denn er kounte, so gern er anch wollte, den Schmerz nie ganz verbeißen, den es ihm verursachte.

Um die Zeit als ich bereits ein Jahr alt mar, gab er feis nem Jörgfilp, ber ja jett folbatenfrei war und mithin heiern tonnte, ju verfteben, bag er muniche, er mochte feine Braut beimführen und ben Bof übernehmen. Der Jörgfilv zeigte fich baqu bereit, aber er erklarte offen und ohne Scheu, bag bieß nicht eher geschehe bis bas Annemile und fein Bantert, nämlich meine Mutter und ich, aus bem Saufe feien. - Best galt es. uns beibe fortzuschaffen. Aber bamit fpufte es, benn ba binaus, wo mein Berle wollte, ging's jest nicht mehr. Die Blate, bie früher meiner Mutter offen ftanden, waren jett burch den Umstand, ber Bankert hieß, ihr unzugänglich geworden, und so kam es, bağ man fich nach langem Strauben bagu verftanb, bag meine Mutter und mein Bater Sochzeit mit einander machen burften. Meine Eltern und mein Better, ber Jörgfilp, machten an einem Tage Sochzeit. - Best ging aber auch eine auffallenbe Beranderung mit meinem bisherigen Schickfale por, die ich boch auch erzählen mill.

Die Braut meines Betters, eine altbalerische Bauerstocheter, zog schon am Tage vor der Hochzeit bei ihrem Bräutigam ein, wie dieß im Mainzerland überhaupt der Brauch ist, dagesgen zog meine Mutter erst einige Wochen nach derselben zu meinem Bater. So kam es denn, daß die junge Frau, die die Güte und Liebe selber, zudem noch eine große Kinderfreundin war, mich noch im Hause kennen lernte und lieb gewann. Da sie von Allen im ganzen Hause geliebt wurde (sie verdiente es

aber auch), so gelang es ihr die bisherige mismuthige Stimmung gegen mich ganzlich umzuwandeln, und so wie ich bisher ber zwar unschuldige Gegenstand des Hasses war, so wurde ich nun der Gegenstand der allgemeinen Liebe im Hause. — Da sieht man, was eine gute Seele zu wirken im Stande ist! —

Bahricheinlich ichamten fich meine bisherigen Berachter por ber fremben jungen Frau, die fich fo liebevoll und theilnehmend gegen mich zeigte. Am auffallenbiten zeigte fich biek bei ihrem Manne, meinem Better, ber mir bisher lieber einen Tritt auf ben hintern, ale auch nur ein gutes freundliches Wort gegeben hatte; der fam jest niemals, wenu er über Feld gewesen, nach Saus, ohne mir etwas, Spiclzeug ober berartiges, mitzubrin-Diese mir erzeigte Liebe meiner Freunde (b. h. Blutefreunde), die ich blog ber Liebe ber jungen frau zu banten babe. ift auch nie mehr erloschen, und es fiel mir, wenn mir fpater Leute aus der Nachbarichaft das eben Wefagte erzählten, immer ichmer basselbe zu glauben. Da ich, als meine Mutter zu meinem Bater gog, burch bas Bemuben und Bitten ber jungen Frau, die ich, als ich einmal fcmaten fonnte, Bafe nannte, bei meinen Großeltern bleiben durfte, fo tann ich wohl fagen, obgleich ich mich nur noch an fehr weniges zu erinnern weiß. bag meine erften Rinberjahre ziemlich erfreulich und angenehm gemefen find. - Rur fcabe, bak biefe meine Bafe icon ftarb ehe ich recht zum Berftand gefommen und ihr für ben mir erwiesenen Liebesbienst meinen Dant baraubringen im Stanbe

So lang ich zu nichts anberem, als zum Essen und Mühemachen taugte, hatte mein Bater kein gar großes Berlaugen
nach mir. Als ich aber einmal bas Alter und die Größe erreicht hatte um einen Kuhhirten ersetzen zu können, da verlangte
er, daß mich meine Großeltern ihm zurückgeben sollten. Aber
bas hatte seine Schwierigkeiten, nicht weil meine Großeltern sich
seinem Begehren geradezu widersetzen, sondern weil ich meinen
Bater und den Schusterspack, wie mein Herle und Fräle meinen Bater und seine Mutter und Brüder naunten, von ganzem
Derzen zu verabscheuen und zu hassen die wichtigsten und gegründetsten Ursachen hatte. — Denn, kam nicht von Zeit zu Zeit
meine Mutter mit blau geschlagenen Fenstern, zerrauftem Daar und

Beulen auf bem Ropf zu und nach B. nud henlte und lamentirte wie ein flein Rind? -- Und erzählte nicht mein Gerle, als er einmal mit meiner Mutter hinüber ju bem Schufterepad gegangen mar um bemfelben bie Leviten einmal recht zu lefen, ale er gurudtam, bag biefe Biehmenschen in ihrem abscheulich großen Born mit ihren Aneipen (Schuhmeffern) auf ihn losgegangen feien und er nur burch herbeieilende Nachbarn ihrer Mighandlung enttommen fei, und bak er von nun an ihnen nicht mehr über bie Schwelle trete und wenn fie bas Annemile, bas es ja fo haben wollte, auch todtschlügen? - Und machte man mich nicht als bamit fürchtig, wenn ich nicht recht folgen wollte, dag man mir fagte: ich muffe hinüber gu ber alten Schufterin und bem Schufterspad, bamit fie mich auch mit frugen traten, wie fie es meiner Mutter machten? - Alles, Alles, verfprach ich meinem Berle und Frale, wollte ich thun, fie follten mich aber nur nicht meiner Mutter mitgeben hinüber zu dem Schufterspad. Bahrhaftig, ich ware bamale lieber zu landfremden Leuten gegangen ale zu meinem Bater! Gelbft meine Mutter, bie ich immer fehr liebte, befam ich baburch auf bie Lad'\*) und ich faate ihr gerabezu, fie follte nicht mehr fommen, wenn fie fonft nichts wolle noch bringe als mich mitnehmen.

Mein Bater merkte dieß, daß ich Niemand in der ganzen Welt so fehr hasse als ihn, seine Mutter und Brüder, und er brang deßhalb um so mehr darauf, daß ich zu ihm müsse. Ich weiß es noch recht gut, daß, so oft meine Mutter kam, ich den Reisaus nahm, oder mich in der Schener ins Stroh oder Heu versteckte, die sie wieder fort war. Da mir meine Größeltern dabei behülflich waren, so ging dieß einige Wochen; aber als mein Bater mit Ernst darauf bestand, daß ich zu ihm müsse, und ihm auch andere verständige Leute dazu riethen, so muste es halt doch geschehen; aber sie mußten mich hinüber tragen, denn gegangen wäre ich nicht und wenn sie mich halb todtgeschlagen oder mir alles Gute von der Welt versprochen hätten. Ich glaube nicht, daß es jemals einen Menschen in der Welt gegeben hat, ich gestehe dieß, obgleich es mir nichts weniger als

<sup>\*)</sup> b. h. ich wurde ihr "auffätig", wie man auch wohl fagt. hier hat es mehr ben Ginn: fie wurde mir verleibet. D. H.

Ehre macht, der seinen Bater in so hohem Grade haßte wie ich den meinen. Und was war die Ursache davon? Nichts sonst als daß ich von meinen Großeltern auch nicht ein einziges Wort über meinen Bater, seine Mutter und Brüder hörte als Berwünschungen und Schmähungen, die diese nur zu sehr verdient haben mochten, die man aber in meiner Gegenwart nicht hätte aussprechen sollen. Auch die Mißhandlungen, die meiner Mutter zu Theil wurden, die ich sehr liebte, trugen das Ihrige dazu bei.

Uebrigens ging bie Sache noch recht gut ab. Mein Bater folgte bem Rathe verftanbiger Leute, die ihm fagten, bag er burd Strenge mich niemals werbe ju Rreug bringen, er muffe baber ben Weg ber Liebe und Milbe einschlagen, um mich für ihn gu gewinnen. 3ch durfte baber anfange halbe Tage lang noch in 28. fein, und wenn ich wiederkam fo hatte er oder einer feiner Brüber gewiß jedesmal etwas Subiches für mich, er nahm mich überall mit bin, wo er bin ging; fpanische Wichse betam ich gar feine von ihm felbft meine Mutter betam einige Zeit ihren Budel nicht mehr abgebroschen. Auch die alte Schufterin, die ich jett B-er Frale nannte, fonnte gar prachtig mit mir laden und am Morgen und Abend neue Gebete, ju benen bie ich icon mußte, mit mir beten. Aber trot aller biefer und noch einer Menge anderer Berrlichfeiten vergag ich boch mein Berle und Frale zu 2B. nicht und es vergingen wenige Tage, an benen ich nicht wenigftens einige Stunden bei ihnen mar; und wenn ce fvater amifchen meinem Bater und meiner Mutter haperte ober gar zu Thatlichkeiten tam, mas fehr oft ber Rall mar. ba gab ich Fersengelb und fprang B. ju "was hoste was gaifte \*)". und fam ohne geholt nicht wieder.

Meine größte Untugend, die mir meine Mutter oft rügte, war, daß ich meine Geschwister, die ich unter dieser Zeit erhalten hatte, nicht ausstehen und leiden mochte, ja sie im Ansange überall verfolgte und mißhandelte; dagegen aber liebte ich die Kinder meines Betters, mit denen ich erzogen wurde, außerordentlich; und ich sühle mich heute noch von diesen mehr angezogen als von meinen älteren Brüdern.

<sup>\*)</sup> d. h. was hast du, was gibst du. Es bedeutet : nach besten Kräften. D. H.

Dag fich meine Eltern fo oft einander in ben Saaren lagen wie hund und Rate, barf Ginen nicht fehr mundern. Soll ja mein Bater, gleich vielen Andern, schon bamale, ale er feine erften Sofen noch an hatte, fich geaugert haben, wenn er einmal eine Frau habe, wolle er fie gleich beim erften Laib Brod zieben wie er fie muniche und haben wolle und ihr mit bem Bengel in ber Fauft zeigen, wer Berr im Baufe fei. Diefen Grundfat batte er von ber Buben- bie gur Mannshofe oft wiederholt, oft auch von Andern gehört und ihn mithin nicht vergeffen; was er auch baburch völlig bewies, bag meine Mutter in ben erften vier Wochen ein geschwollenes Maul herumtrug, bas offenbar nicht vom Bahnweh, noch von einem Falle herrührte, fonbern bavon bag er ihr das Maul herzhaft abgedroschen hatte. Meine Mutter trug ihrerseits zu diesem Sunde= und Magenleben auch bas Röthige bei. Sabe ich fie ja felbit einmal, mahrend einem folden fauberen Aufzug, fagen gehört : "Ich halte e'Dlaul nicht und wenn bu ce mir wegichlägft." Aber mit bem Maulbrefchen ginge nicht immer ab, fondern Stiefelhölzer und Leiften flogen ihr an den Ropf und auf den Rücken, daß es erbarmlich war auguschen. Spater gab es sich sogar einmal, daß mein Bater nebst seinen beiden Brüdern zugleich auf fie los bengelten und fie zu guter Lett zur Sansthur hinans und die Staffel hinab fcudten, bag fie g'unterft' zu oberft unten anlangte. Bei bem Stur; über die Staffel beschädigte fie fich den Ropf fo febr. baß fie lange an einem ichlechten Bebor litt, von dem fie auch niemals niehr gang befreit murde.

Bei solchen Gelegenheiten sah ich, wenn ich nicht den Reißaus genommen hatte, was größtentheiss der Fall war, den
furchtbaren Zorn, der mehr Buth als Zorn war, mit den gräßlichsten Flüchen, die ich je gehört habe, begleitet. Waren die Auftritte nicht so heftig, dann machten sich meine Eltern gegenseitig Vorwürse und hielten sich die thörichtsten, oftmals aber auch wahrhaft schamlosesten Sachen einander vor. Bei solchen Gelegenheiten ersuhr ich dann auch Manches von meiner Eltern früherem Verhältniß, was ich unter andern Umständen niemals würde erfahren haben, aber auch niemals hätte ersahren sollen. (Da ich damals auch schon ein ziemlich saftiges und durchtriebenes Bübchen war und bereits in unsittlicher Beziehung Alles wußte, was ich mit zwanzig Jahren noch nicht hätte zu wissen brauchen, so läßt es sich benken, was bei solchem schmuzigen Wortwechsel in meiner jungen Seele vorging.) — Wenn ich jett bei reiserem Verstand über die vielfältigen Nißhanblungen meiner Mutter und über den viehmäßigen Jorn meines Baters und seiner Brüder nachdenke, so wundert es mich nur, daß meine Mutter nicht zu einem völligen Krüppel oder gar todigeschlagen wurde. Zu all' diesen Mißhandlungen aber trug sie noch den immerswährenden Vorwurf in ihrem Innern mit sich, daß sie dieß wohl verdient, indem sie ihren Eltern nicht gefolgt habe. Dieses Geständniß legte sie mir oftmals ab, wenn ich so recht aufrichtig mit ihr weinte und mein Herz vor Theilnahme blutete; sie muß sich wohl leichter gefühlt haben wenn sie dieß Geständniß abgeslegt hatte, denn sonst wüßte ich nicht warum sie dieß so oft that.

Wenn ich in folchen Augenbliden in meiner findlichen: Einfalt ihr fagte: warum fie meinen Bater genommen habe, ber fie ja immerfort so schlage und traftire. so tonnte sie sich nicht enthalten mir zu erzählen, wie mein Bater an ihr ben Falfchen gespielt habe, wie er ihr lauter goldne Berge und alles Lieb's und But's versprochen, ihr aber, als er fie einmal gehabt habe, nur das Gegentheil von all' bem Berfprochenen gethan habe. Sie ergahlte mir bann auch mitunter, wie fie ben und ben gum Mann hatte haben konnen, bei bem fie es gewiß beffer batte als bei meinem Bater, aber fie habe teinen Andern gewollt als gerade meinen Bater; jest hab' fie ibn -! Derartige Gefprache führte fic, wenn wir beiben allein waren, halbe Stunden lang mit mir. Go ift's aber - bemjenigen, ju bem man Bertrauen hat, und wenn's auch nur ein Kind ift, dem ergablt und vertrant man Alles. — Da ich bas volle Bertrauen meiner Mutter zu jeber Zeit befag und ich wohl auch, ihrer Meinung nach, bic einzige Seele mar, bie an ihrem Unglud ben regften Antheil nahm, - benn bei ihren Eltern tonnte fie fich nicht vieler Theilnahme erfreuen, benn biefe fagten turg: "Du hofcht's ejo habe welle": - fo genirte fie fich nicht mir Danches an ergahlen, wie g. B. die Geschichte vom Baltestag, vom Taffetichurg und noch manches Andere, was ich nicht ergablen möchte.

Diefes unfelige Leben meiner Eltern mahrte fo lange fort,

bis meinem Bater seine beiden Brüder ans dem Hause, b. h. verheiert (verheirathet) waren. Denn in die Fremde konnten sie, zweier Ursachen wegen, wohl nicht gehen, 1) wären sie in berselben vor Heimweh gestorben und 2) hätte sich ja die Mutter daheim die Angen ausgeweint. Sie soll, als der Jüngste Soldat werden mußte, gesagt haben: sie wolle denselben lieber auf den Kirchhof tragen sehen als daß er zu den Soldaten müsse.

Es macht mir Freude sagen zu können, daß, als meinem Bater seine Brüder einmal fort waren, es jahrelang zwischen meinen Eltern zu keinem ernsthaften Wortwechsel, geschweige zu Thätlichkeiten kam. Nur schade, daß dieser offenbar viel gebeseserte Zustand nicht viele Jahre danerte, sondern durch den Tod meines Baters balb — ach gar zu bald, — aufgelöst wurde.

Dag unter folden Umftanben in ber haushaltung meiner Eltern fein Stern mar ber leuchtete, glaube ich verfteht fich von felbft, dagegen an Unftern fehlte es ihnen nie. Ginmal tam burch die Bernachläffigung des Bactofens Reuer aus und unfer Baus, die alte Rauchhutte, ftand in Gefahr ein Afchenhaufen ju werben, wurde aber jum größten Blud, ba es gerabe Regenwetter mar und Baffer genug ba mar, gerettet: ein anbermal buften fie eine Ruh ein: wieder ein andermal ging ihnen eine Dausch (Mutterschwein) sammt ben Jungen zu Grunde. wieber ein andermal murden ihnen ihre Bienenftode geftohlen: auch wurde meine Mutter einmal bedenklich frant; endlich wurde ber Rine, ben fie au gablen hatten, nicht jedes Jahr begabtt. Ihr Gläubiger, ber mohl mußte, bag bie Sach' meiner Eltern noch ziemlich mehr werth fei als fie Schulden hatten, fchaute nicht fehr darauf, sondern ichlug die fälligen Binfen gum Rapital, und fo vermehrten fich die Schulben, auftatt dag fie nach und nach hatten abgetragen werben follen. Go ging's in Ginem fort, ein Unglud jagte bem anbern auf ber Ferse nach.

Habe ich mich nicht gescheut zu sagen, daß mein Bater in seinen ledigen Jahren ein ausgemachter Lump gewesen sei, was ich ja doch nur von Hörensagen wissen konnte, so muß ich jetzt auch sagen, daß er, nachdem er einmal verheiert war, trotz seiner nichts weniger als lobenswerthen Haushaltung, diese Untugend ganz ablegte. Zwar weiß ich mich wohl noch zu erin-

nern, daß er hie und ba recht luftig von einem Markte heim tam, aber in einem eigentlichen Rausch fah ich ihn niemals.

Obgleich ich meinen Bater niemals beraufcht fab. fo fehlte es mir doch nicht an Gelegenheit fehr oft Manner zu feben. die in ihrem heidenmäßigen Schnaperausch Purzelbäume im tiefften Roth ober Schnee folugen, gleich uns muthwilligen Buben im Berbfte auf ben Biefen; und babei bluteten fle manchmal aus mehreren in ben Ropf gefallenen Löchern fo, bak fie viel abicheulicher und etelhafter ausfahen als Schweine, bie fich in ber Lehmgrube gewälzt haben. Da bas Schnapfen in meiner Beimath im größten Dag getrieben wirb, fo ift es gar nichts Ungewöhnliches, Manner in dem eben gefdilberten Aus ftand zu feben. Aber nicht nur Manner, Burfden und Buben. fondern auch die Beiber, Mabchen und fogar viele Kinder tonnen ben fufeligen "Rartoffelftinter" (Schnaps) febr aut beifen und manche Dlutter ift bumm und thoricht genug fich bamit ju rühmen, dag ihr Rind, bas noch nicht in bie Schule gebt, fcon Schnaps faufen fann. Wie viele und große Schnapsgurgeln es in meiner Beimath gibt, wiffen bie Branntweinbrenner in ber Umgegenb. bei benen unfer Birth in gewillen Berioben fein wieber leer geworbenes Sonapefanden füllen laft. am beften. benn alle möchten ihn, ba er viel verzapft, ju ihrem Runben haben .- Es ift aber auch tein Bunber, bag er viel verzapft, benn bas gange Spatjahr, ben Winter und bas halbe Fruhjahr wird ja fast jeden Abend von den bei ihm sich einfinbenben Mannern und Burichen bis Rachte um gehn, oftmals awolf Uhr gefartet, und bas Ende vom Karten ift ohne Ansnahme iebesmal bas Schnapfen. Das Schnapfen, Tabad-Rauchen und Rauen und bas Rartenspielen, bas find Dinge bie in meiner Beimath viel gelten, und nicht felten fieht man fle fcon bon Schulbuben, fo aut es geben mag, betrieben. Wie leibenfcaftlich diefe Dinge von Bielen getrieben werben, wird man einfeben wenn ich fage: bag ich Dammer, Familienvater, tenne, bie ben letten Grofchen für Tabad ausgeben ober ihn auch berfarten, obgleich fie Befahr laufen, bag fie am anbern Dergen eine undefalzene Suppe auf ben Tifch befommen, wenn bie Frau nicht etwa bei ber Nachbarin ein Suppenfalz gelehnt befommt.

Einige Studchen von folden Schnapsgurgeln und Rartenbenaften muß ich boch näher anführen, bamit man fich einen Beariff bavon machen tann wie es in manchen Familien ansfeben und zugeben mag. Dein Better, ber in B. neben feinem Bauern-Geichaft auch Bader ift, verzapft auch fo im Berborgenen - benn öffentlich barf er nicht - ein wenig Schnaps und beshalb findet fich manche Schnapsgurgel bei ihm öfters ein. So tam an einem Sonntag-Nachmittag ber alte Sch., ein Erzfonapfer, und verlangte einen Biertelfchoppen Schnaps. es gerabe Sonntag war und mein Better fomit Reit hatte fich mit ihm zu unterhalten, so folgte balb ein zweiter, britter und vierter Biertelschoppen, und fo ging's fort - erschreckt nur nicht - bis es vierzehn Biertelfchoppen maren. Dein Better fagte. er hatte ihm gerne noch zwei Biertelschoppen gegeben und ihm ben letten geschenkt, nur bag er hatte fagen fonnen, bag ber alte Sch., die Erzichnaussau, an einem Nachmittag eine Dag Schnaps bei ihm gesoffen habe. Allein meines Betters Frau, bie in dieser Sinficht vernünftiger war ale er, ließ dieß nicht au, obgleich der alte Sch. seine Schnapsgurgel immer noch trocken fühlte und fie noch beffer anzufeuchten munichte. Meines Betters Frau hatte Angft und beforate, die Unfumme Schnaps. bie ber alte Saufer im Leib hatte, mochte ihn faput machen. Er fonnte auch wirklich taum mehr stehen, geschweige noch einen Ule es Nacht mar famen feine Buben, die ibn Schritt achen. fuchten, fie schimpften und zankten ihren Bater tuchtig burd und ichleppten ihn beim.

Da ber größte Theil ber Buben, wenn sie aus ber Schule entlassen werben, die verschiedenen Kartenspiele bei weitem beffer los haben als ihren Katechismus, so gibt es sich von selbst, daß sie auch sobald als möglich um Geld zu spielen anfangen. Da an Geld aber im Allgemeinen bei ihnen nicht viel zu sinden ift, so kömmt es nicht selten vor, daß den Eltern bald dieses bald jenes aus dem Hause spaziert und der Sohn es verquitscht, um Geld zum Karten und Schnapsen, denn diese beiden gehen mit einander Hand in Hand, zu bekommen. — Dieß verstand besonders Einer sehr gut, der der Sohn einer Wittfrau war, die, wenn auch nicht das schönste, so doch eines der schönsten Bauernsgüter im Dorfe hatte. In der Schule soll er einer der dumm-

ften und tappigften gewesen, aber außer berfelben foll er in Allem feinem Andern nachgestanden fein, fondern für ten Bfiffitus gegolten haben. Diefer trieb mit fiebzehn Jahren bas Rarten und Schnapsen icon aukerordentlich ftart und spielte mit den erfahrensten Spielern die im Dorf maren, und die ihm natürlich sein Beld fo gut als möglich abluchsten. brauchte nun viel Beld, aber feine Mutter, die Scholze-Franze Rathel, war eine farge Bede und gab folches nicht gern ber Der Baltele, fo bieg er namlich, mußte fich aber zu helfen, fo baf er feiner Mutter nicht immer Beld zu heifchen brauchte. Er prattizirte nämlich, wenn fich ihm Belegenheit barbot, mit Sulfe ber Rnechte, feiner Mutter einen Sad voll Frucht um ben anbern vom Speicher herunter und verschaffte fich baburch Gelb, um fich bamit aus ber Berlegenheit ju helfen, wenn feine Mutter ben Daumen nicht rutichen ließ. Auch im Balb vertaufte er, hinter feiner Mutter ber, Bolg und Streufel, fo viel er wegzubringen im Stande mar. An ichlechten Leuten, die ihm biefe feiner Mutter geftohlenen Sachen gern abnahmen, fehlte es nie, benn - fie befamen's ja wohlfeil.

Kaum war er aus bem Zug (Conscription), so heierte er und übernahm das Gut seiner Mutter. Nun war er Herr im Haus und brauchte somit nichts mehr heimlich fortzuschaffen und zu verkausen; jetzt geschah's öffentlich. Er hatte das Gut schulbenfrei und mit vollen Kisten und Kasten von seiner Mutter überkommen. Aber er hatte die vollen Kisten bald geleert. Er verkaufte ein Stück Wald um das andere, so daß er nach wenigen Jahren auf seinem ganzen Holzplatz nichts mehr als Reisstecken und Besenreis stehen hatte. Die alte Frucht hatte er auch vollens vom Speicher geschafft, so daß er in den schlechten Jahrgängen, die in den vierziger Jahren eintraten, selbst Frucht kausen mußte.

Bon seinem Berthun allein hatte ber Gelbsack nicht fo schnell abnehmen können, aber baburch bag bie Frau, wie man behauptete, zu Haus nicht viel weniger verputte als der Mann auswärts, bekam ber Gelbbeutel die galoppirende Schwindsfucht.

Ich ging während diefer Zeit in die Fremde; als ich aber zum Zug (Conscription) nach Hans tam, erzählte man sich

schon, daß der Scholze-Franze-Bältele so und so viele Schulden bei dem Juden in St. habe und daß er's sicherlich auch noch so weit bringe, wie sein Pfetterich, der Müllers-Bältele von R. Dieser war nämlich auch ein ausgeheckter Schnapslump und hatte nebst einer einträglichen Nähle auch noch das dazu gehörige schöne Bauern-Gut durchgebracht. Er war noch zudem ein ziemlicher Lotteriespieler und ein so großer Wilderer (Wilddieb) wie selten Siner. Dieser, der Müllers Bältele nämlich, hatte noch zu guter Letzt, was ihm die Kehle vollends zudrückte, in einem Schnapsrausch seine Frau, aus allerdings nicht ungegründeter Eisersucht, todtgeschlagen, weshalb er, zum Glück seiner Kinder, auf mehrere Jahre ins Zuchthaus kam.

Dem nach, was ich so eben gesagt habe, fönnte man glauben, es gebe in meiner Deimath nichts als sauter grundliederliche Lente; aber so ift es Gottlob nicht, benn es ist boch noch bei weitem die Mehrzahl, die sich eines solchen Betragens schämen und berartige Bögel, obgleich sie selbst nichts weniger als bem Schnaps abhold sind, boch mit Abschen ansehen.

Der Schnaps hat gewöhnlich, wenn auch nicht immer, feine größten Freunde und Feinde in einer und berselben Familie, weshalb es anch nicht selten zu berlei Auftritten fommt, wie fie bei meinen Eltern, aber nicht bes Schnapses wegen, vorstamen.

Das Wildbieben ist auch noch so ein schönes bisse Tugend, die in meiner Heimath und der ganzen Umgegend start geübt wird und welche, ich glaube im vierziger Jahr, Ursache war, daß fünf Gendarmen über Winter in meiner Heimath auf Kommando lagen und zwar deshalb, weil die Wilderer, — die gewöhnlich, zwölf, fünfzehn die zwanzig Mann start, an Sonntagmorgen in die Braunklinge oder in den leiningischen Thiergarten gehen, wo es herrliche Hirsche, Rehböcke und auch noch Wildschweine gibt, — einmal während einem solchen Ausfall einem Jäger, der so frech war ihnen zu nah zu sommen, einen "runden Guten-Worgen" gewünscht, d. h. eine Kugel durch den Leib geschossen haben, daß er an selbigem Tage noch starb. Die Kugel eines ächten Wildschützen, wie es im Odenwalde nicht wenige gibt, die für einen Rehbock gemünzt ist, ist auch stets bereit, wenn's Noth thut, einem Jäger oder Jagdausseher durch

ben Kopf zu fahren. Die Jäger wissen dieß sehr wohl und fie machen sich beshalb stets aus bem Stand, wenn eine Wildsschugen-Rompagnie in ihre Nahe anruckt. Jest wieder auf meine Geschichte zuruck.

Ich habe früher schon gesagt, daß ich, als ich einmal die Stelle eines Ruhhirten versehen konnte, von meinen Großeltern weg zu meinen Eltern mußte. In meinem Hirtenleben gab es nicht viel, was zu erzählen der Mühe werth wäre, obgleich ich acht Jahre Kuhhirt war. Einen Gegenstand aber, über den ich schon sehr oft, besonders aber hier in meiner Zelle nachgedacht habe, will ich anführen. Meine Eltern hatten keinen Wald und somit auch keine Biehweide. Ich mußte mit unserer Kuh zu einem Bauern sahren und demselben sein Bieh, das gewöhnlich zwischen 25—30 Stück betrug, (schwere Ochsen und überhaupt das Bieh, mit dem er Staat machte, kam nie auf die Weide) hüten helsen. Dieser Bauer war damals, und ist noch, nicht nur der Reichste in unserm Dorf, sondern in der ganzen Pfarrei, denn es konnte keiner in der Größe der Güter, sowie in auf Zinsen stehenden Kapitalien sich mit ihm messen.

So reich dieser Bauer ist, so fromm ist er auch — in seiner Art. Wenn die Gloden von der We-er Kapelle Morgens, Mittags oder Abends Ave-Maria läuten, so wird auch in der pressantesten Arbeit eingehalten, bis der Englische-Gruß gebetet ist, und Abends wird niemals zu Bett oder sonst auseinander gegangen, bevor nicht der Rosentranz, die fünf Wunden, und wenigstens eine Litanei gebetet ist, was man übrigens in allen Säusern unbedingt, selbst in denen der größten Schnapslumpen und Spielragen und sogar bei den Wilderern antrisst, wenn eine alte Frau darin daheim ist. Diese letztern, die Wildschn, sind wohl im Stande, jetzt den Rosentranz, die fünf Wunden sammt einem halb Duzend Litaneien zu beten, und morgen früh, wenn's sein muß, einem Jäger einen "runden Guten-Worgen," wie sie es nennen, zu wünschen, daß ihm Sehen und Hören vergeht.

Diefer Bauer bingte jebes Jahr einen starten Buben, ber, wenn's pressirte, auch bie Stelle eines halbinechts versehen tonnte, wohl öfters auch mußte. Bei diefen großen Schlingeln, die mit mir bas Bieh huteten und die mehrentheils eben so faul

und trage als groß waren, hatte ich wenig Gutes. Wenn ich feine Siebe wollte, fo mußte ich unbebingt ihren Billen thun. ber barin bestand, daß ich, ale damale noch fowaches Buble, manchen halben Tag bas Bieh allein huten mufte, bamit fie umberftrolchen. Bogelnefter fuchen ober auch ichlafen tonnten. Roch folimmer ging es mir, wenn mitunter bas jungfte Tochterle bes Bauern, welches damals gegen vierzehn bis fechezehn Jahre alt mar, mit mir ausfahren mußte. Da tonnte ich jebesmal gemartig fein, bag ich einigemal ohne hofen im blogen Semb um das Bieh herum gejagt wurde und bafür noch einige Bochen sang tüchtig von ihm ausgelacht wurde. Es fannte feine größere Freude als mich recht burchzunudeln und zu qualen; je arger ich weinte und beulte, befto arger lachte es. Seine Eltern, befonders feine Mutter, mußten dieß, lachten aber auch recht herglich bagu. Ihm Gleiches mit Gleichem zu vergelten war ich offenbar zu ichwach, jedoch wenn fich mir eine Belegenheit barbot, um ihm einen ahnlichen Schabernad, wegen bem ich es auch auslachen fonnte, fpielen zu fonnen, machte mir es jebesmal bie aröfte Freube.

Oftmale, besondere im Beuet und in ber Ernte, fuhr ber alte Bauer felbft mit mir aus, benn bas Dtaben und Schneiben war für ben alten Mann eine beschwerliche Arbeit, die ber Dienstbub beffer verfeben fonnte. Bei diefem alten Dann hatte ich es am besten, nicht weil er fleißig um bas Bieh herum fprang, benn er fonnte nicht mehr laufen, geschweige fpringen, fondern weil er die befte Beide aussuchte, die auf eine Biertelftunde in der Runde im gangen Bald, aber nicht in dem feinigen, aufzufinden mar. Bur Beit bes Beumachens und ber Ernte ift nämlich ber Bald wie ausgestorben, b. h. von Dienfchen. Diefen Umftand mertte fich ber Alte. Bir fuhren alebann mit unferm Saufen Bich ben angränzenden Bauern in die ichonften jungen Schläge (Bolgpflangungen), die mit bem ichonften Gras pranaten, unbefümmert einen wie großen Schaben mir baburd anrichteten. Auch die einzel liegenden Baldwiesen weideten mir ihnen ab. Wenn wir nun unfer Bich in einen folden Schlag, mo es mit jedem Maul voll einige jungen Solzpflanzen abweibete und fomit einen unerhörten Schaben that, ober in eine Biefe getrieben hatten, dann nahm der Alte feinen Dreifvis unter ben

Arm, den Rosenkranz in die Sand und stellte sich in den Schatten hinter einen Heckenbusch und betete, daß der liebe Gott seinen Biehstand recht segnen und gesund erhalten solle, lachte aber mitunter recht herzlich, daß sich's sein Bieh so trefflich schmecken ließ und sich tugelrund heraus fraß.

Wenn ich am Mittag bann mit unferer Ruh nach Haus kam, so fah es meine Mutter berselben schon jedesmal an, ob der alte Bauer oder ob sonst Jemand heute mit ausgefahren war.

Bor ben Balbhütern brauchten wir uns nicht zu fürchten, benn die Gemiffen derfelben waren durch einen ober zwei Rronenthaler, oder auch mit einem halben Malter Korn so zum Schweigen gebracht, daß sie sich nicht muchten.

Um so ein Balbhüter-Gewissen ift es boch ein erbarmliches Ding! So erzählte einmal ber Müller von E., daß von Zeit zh Zeit die Balbhüter in der Umgegend zu ihm kamen, und ihn um das alte, mürbe, ausgeklapperte Beuteltuch bäten, daß sie damit ihre Gewissen, an denen der Boden durchgebrochen sei, wieder flicken konnten. Sie verlangten, sagte er, deshalb das alte Beuteltuch zu diesem Zwed: weil dasselbe alles nicht ganz Grobe von selbst durchfallen lasse, und, wenn einmal etwas Grobes tomme, gern durchbreche und alsdann alles ohne Unterschied durchfallen lasse (dieser E—er Müller ist ein ausgeheckter Schnitzse), h. Spaße) macher, der aber in seinen Späßen sast immer die trefflichsten Wahrheiten sagt).

Das oben angeführte Benehmen des alten Bauern, ber, während er mit seinem Bieh einem andern Bauern den größten Schaden zusügte, seinen Nebelstecher unter den Arm nahm, den Rosentranz und dazu alle fünfzehn Geheimnisse betete, scheint wahrscheinlich etwas auffallend. Aber ich glaube, es sei etwas nicht minder Auffallendes, wenn man zum Beispiel einen Katholiken den größten Theil der christlichen Tugenden recht fleißig üben sieht, wenn er keinen Sonntag die Kirche versäumt, vor jedem Bildstock die Kapp' abzieht und ein Baterunser betet und des Jahres wohl drei dis vier Mal — 1) nach Walldurn, 2) nach Dettelbach, 3) nach Wimpfen und endlich 4) im Spätjahr auf den Engelsberg zu der Mariahilf-Kapelle wallsahrten geht und bei all' diesem einen Rock oder auch eine ganze Kleidung von —

geftoblenem Tuch an hat. Dieß ist vielleicht noch auffallenber als bas Benehmen bes Bauern. Aber folche Falle gibt es viele. befonders in ber Gegend meiner Heimath, wo bie wohlfeilen Raufleute, die Bundelfriederifche Kompagnie, obgleich ihr Oberhaupt, ber Bunbelfrieber, ichon langft zu Bruchfal im Ruchthaus aufgeschnappt ift, immer noch fehr zahlreich ift, zahlreicher als man nur glaubt. Es gibt bort geachtete und in- jeber Begiehung geehrte Bauern, beren Rleiber größtentheils von geftoblenem Tuch find und beren Töchter Sonntags herausgeputt find wie bie Pfauen mit gestohlenen seibenen Salstuchern, Schurzen u. bal. Richt als ob folde Lente felbft fo folecht maren und ftablen! nein, biek murben fie offenbar für eine groke Gunde halten: aber bas Geftohlene, welches fie ums halbe Gelb befommen, an tanfen, bas halten fie gerabe für teine fo große Gunde: fie baben's ia bezahlt und bamit bafta, meinen fie, und benten gar nicht baran bag, wenn fie ben Spitbuben ihre geftohlenen Geden nicht abtauften, alsbann nur halb fo viel gestohlen werben Sie benten nur fo viel: wenn wir es nicht fanfen. fo tanfen es Andere, und man ware wohl ein rechter Rarr, wenn man etwas halb geschentt befommen fann, wenn man es nicht nähme.

Gestohlen hin, gestohlen her, wenn's nur wohlseil ist, wenn alebann ber Teufel mit Bocksfüßen und ellenlangen Hörnern barauf saße, so würden sie versuchen mit dem Kreuzmachen denselben zu vertreiben, um den Gegenstand, auf dem er saß, boch zu bekommen.

Ein anderer Begenftand, der fich aber mit meinem Rubbirtenbienft gar nicht vertragen wollte, war die Schule.

Unser Lehrer war, und ist noch, ein alter Zopf, ein verdorbener Wirth, ber, nachdem ihm seine Wirthschaft versteigert war, burch das Berwenden einiger Bauern aus B., die ihm gewogen waren, Schulmeister in B. wurde. Damals, als er dieß wurde, war es noch Sitte, daß jedes Dorf sich jährlich, gleich dem Sauhirten, auch den Schulmeister dingte. Durch glückliche Umstände und mittelst einiger Bienenaussätze voll Honig gelang es ihm diese Stelle zu erhalten, als die Sitte des Schullehrerdingens und Scheitertragens abgeschafft wurde. Er ist der Dickste und, obgleich er nicht studirt hat, auch der Gescheideste im Porf. Er trägt eine Brille, aber nicht ans Hochmuth, sondern weil er mit derselben nicht viel, ohne dieselbe aber gar nichts sieht. Es war ihm lieb, als die Sitte des Schulmeisterdingens abgeschafft und er jetzt ein besoldeter Lehrer, folglich nicht mehr von den Bauern abhängig war. Aber der Sitte, den Ruthenstumpen oder den Stock, wie ein Eselstreiber, den ganzen Tag unter dem Arm herum zu tragen und bei der kleinsten Gelegenheit Gebrauch davon zu machen, dieser Sitte konnte er sich niemals entwöhnen. Preise gab es in unserer Schule keine, sondern als Erkennungszeichen der guten und schlechten Schüler galt der Ruthenstumpen oder der Stock, den bloß die sleißigen Schüler weniger zu empsinden bekamen als die trägen und faulen.

Gab er eine Lektion in der biblischen Geschichte oder einen Abschnitt im Ratechismus zum Auswendiglernen aus, so hieß es, ohne Ausnahme, jedesmal: "wer's net kann, der bekümmt sechs Blages, daß em t'Haut ufspringt". So kam es oft, daß die halbe Schule Blages (Patschhändeli mit der Ruthe) bekam und er während dem Austheilen derselben schwiste wie ein Brunnenputer. Das beste Aneiserungsmittel, das er auf die Spur brachte, war das Stechen, welches auch alle vierzehn Tage geschah, wobei derjenige, der die wenigsten Fehler im Lesen oder die schönste Schrift hatte, auf dem ersten Platz sitzen durste, dagegen der mit den meisten Fehlern oder der schlesten Schrift auf dem untersten sitzen mußte.

Der oberste, mithin ber beste Schüler, versah immer die Stelle — ich möchte sagen, eines Unterlehrers; er mußte den anbern die Schriften burchgehn, beim Lesen die Fehler forrigiren, aus der Naturlehre, Geographie und der "Deutschen Sprache" vorlesen, welch letzteres die andern Schüler, natürlich nicht anders als so gedantenlos wie möglich, nachschwätzten.

Bei Abwesenheit des Lehrers, — was beinahe jeden Tag eine Biertelstunde während dem Schulunterricht der Fall war, — hielt der erste Schüler auch Schule so lange ihm die andern folgten. War Revolution und ein Lärm im Schulzimmer, daß man sein eigen Wort nicht mehr verstand, dann kam der alte Zopf endlich wieder mit einem vor Zorn blutrothen Kopf, und oftmals die beiden Hände und das Maul voll Brod und Wurst, zur Thüre herein und ging, während dem er sein Maul zu leeren

beschäftigt war, um schwägen zu können, auf den Ruthenstrumpen los, um diesen als Ableitungsmittel seiner brennenden Kopschitze zu gebrauchen und um den entstandenen Aufruhr wieder zu dämmen und die Krafehler und Lärmschläger tüchtig abzuschmieren. Er ist nämlich ein tüchtiger Spinner, der wohl einen Faden spinntt für zwei Wann, und somit kann er nicht wohl von Morgens 8 bis Wittags 11 Uhr warten, sondern muß unter der Zeit einmal absüttern. Er war damals auch noch Rathschreiber und wurde deshald öfter gerade während der Schule ins Bürgermeisters gerusen. Gab's alsbann, wenn er ganz sort war, Revolution im Schulzimmer, was unbedingt jedesmal geschah, so kam seine Frau, eine dürre Spindel, die einen Bod zwischen die Hörner füssen konnte, schimpste und schalt uns küchtig aus und, was das Leste und Gewünschte war, hieß uns heim gehen.

Er ist, da er sich, seitdem er ein besoldeter Staatsdiener ist, ein wenig brutal benimmt, — was übrigens Alle mehr ober minder thun, die von der Geis auf den Esel gefommen sind, — von den meisten Leuten im Dorf gehaßt, die es deshalb auch nicht an den niederträchtigsten Berleumdungen und Schmähungen sehlen lassen um ihm Berdruß und Aerger zu verursachen, die aber badurch auch Ursache sind, daß ihre Kinder seine Achtung vor ihrem Lehrer haben und folglich auch nichts lernen: dazu tommt noch, daß er, der Lehrer, zwar sein Dummtopf, aber zu ungeschickt ist, dassenige was er kann seinen Schülern begreislich zu machen und einzubläuen.

Was mich anbelangt, so haperte und sputte es, besonders in den ersten paar Jahren, sehr. Wein Herle, der Lorenzefilp, hatte mich das A b c schon gelehrt, che ich in die Schule ging; auch konnte ich die Bauernfünser, die mein Herle als Ziffern gebrauchte, die auf 10 schreiben. Aber das war nichts; in der Schule kamen allerhand Sachen vor, wie z. B. eine Tasel, auf der ein Haus, ein Ochs, eine Maus n. dgl. abgemalt war, aber von einem A b c oder von Bauernfünsern war seine Rede. Das was in der Schule vorkam, waren nicht nur meinen Größeltern, sondern auch meinen Eltern und selbst denen, die erst vor zwei Jahren aus der Schule kamen, lauter spanische Dörfer, und ich hatte somit keine Seele, die mir auch nur in einem Punkt hätte nachhelsen können, als etwa im Schreiben.



Der Leiber war mir balb gemacht\*) und ich wurde nun starrföpfig und wollte nichts lernen. Ich wünschte alsdann, wenn es nur das ganze Jahr Sommer wäre, daß ich mit der Kuh aussahren und nicht in die Schule dürfte. Als der Lehrer sah, daß ich halsstarrig war, und da mein Bater ihm auch anempsohlen hatte mich tüchtig durchzuwackeln, wenn ich nicht auspasse, so that er etwas mehr als gewöhnlich und wackelte mich tagtäglich dergestalt ab, daß ich bald hart geschlagen war und es mir ordentlich kurios vorkam wenn ich einmal an einem Tag keine Schläge bekam.

Alle Fehler, die ein boshafter, ftarrföpfiger Schüler nur haben kann, die hatte ich an mir. Go kam es auch, daß ich mehrmale neben die Schule ging; auch dem halbblinden "Subertes", wie Spötter unfern Lehrer nannten, alle möglichen Schabernade anthat, die ich und noch einige fo faftige Rameraden nur erfinnen fonnten. Bas ihn am mehrsten ärgerte und in Trab brachte, und bas gröfte Bergeleid, bas wir ihm anthun fonnten, mar, wenn wir seinen schwarzen Spitz, ben seine Frau ihr Kind nannte, hie und da in die Kur befamen und bermaßen zurichteten, bag er hinkend und ichnappend heim tam. - Nicht felten gefchab ce, wenn eine fo faubere Sippschaft Buben beisammen mar, bag wir rathichlagten, wie wir, wenn wir einmal groß maren, ben alten Subertes auch einmal tuchtig abschmieren, ja, ihm fogar Arme und Beine zerschlagen wollten. Wir boten ihm, auf bas hin was wir ihm mit der Zeit thun wollten, jest schon Tros und liegen ihn merten mas ihm einstens wiberfahren follte.

Mit bem Lernen ging's natürlich immer schlechter, und ich wurde 9—10 Jahre alt und schleppte immer noch ein "Bon Gott Büchlein" in die Schul'! Nun kam ich endlich boch einmal in die zweite Klasse und bamals wurde es mir auf einmal anders. Im Winter ist die zweite und britte Klasse zusammen geworsen. Da sah ich nun, wie die Buben, die z'oberst sitzen, die Rolle eines kleinen Schulmeisters spielen, und, diese Rolle auch einmal spielen zu können, das war jetzt das Zentrum aller meiner Wünsche und Gedanken, denn ich sah, wie alle andern Schiler, besonders aber die reichen Bauern Mädchen, diesem Einen

<sup>\*)</sup> b. b. es war mir balb Alles verleibet.

zugethan waren und ben Winter durch an jedem Tag ihm ganze Rockfäcke voll Aepfel heimlich zuschmuggelten, damit er, am nächsten Stechtag, so viel in seinen Kräften stand, ihnen behülslich sei, auf dem alten Platz zu bleiben und nicht etwa von Andern übertroffen zu werden. Derselbe konnte aber auch allerdings etwas namhaftes hierzu beitragen. Zu diesem einen Punkt, der mir Eifer machte, kam noch ein zweiter, nämlich der: daß meinem Better in B. sein ältestes Töchterlein, obgleich zwei Jahre jünzer, doch bei weitem mehr wußte als ich, und mich deshald, da es sich seiner Ueberlegenheit wohl bewußt war, bei jeder Gelegenheit neckte und auslachte, sein Vater dagegen mich einen "B—er Eischel" und Dummkopf nannte, — was ich alles zusammen nicht recht vertragen konnte.

Ich hatte mir jett in den Kopf gesett, mein Better muffe bald in einer andern Sprache von mir reden und — was mir noch das Liebste war — solche rothbäckige Aepfel mußten einstens von den schmunzelnden Mädchen in meine Hosentaschen spazieren, und ich dachte schon im Voraus darauf, wie große Taschen mir der Schneider in meine Hosen machen muffe, damit ich ja alle Aepfel einsacken könne.

Früher zeigte mir mein Bater mitunter ben Spannriemen, weil ich auch gar nicht lernen wollte, jetzt aber mußte er mich breis, viermal heißen, wenn ich etwas anderes thun follte als lernen. Denn ich wollte jetzt nicht eher etwas Anderes angreifen, bis ich mein' Sach' konnte, was ich in der Schul' wissen mußte und wollte. Dazu befam ich noch eine so große Leselust, daß ich von allen Seiten Bücher beischleppte und stundenlang in einer Ecke auf dem Heuboden hockte und las, während dem mein Baster meinte, ich mache Futter oder thue sonst etwas.

Ich machte nun reißende Fortschritte und hatte das schmeichelnde Glück, schon im zweitletten Winter auf der ersten Bank zu sitzen, auf der selten Audere sitzen als solche, die an den nächsten Ostern zum Nachtmahl gehen. — Der Lehrer führte unterdessen auch eine neue Sitte ein. Es mußte nämlich wenn Einer etwas nicht wußte, dieser einen andern Schüler mit höchst bemüthigen Worten bitten, daß er es ihm sage. Das war Wasser auf meine Mühle! Da wollte ich mich jedesmal fast todtlachen, wenn Einer, der ein oder zwei Jahre älter war als ich, mich

fo bemuthig betten mußte, bag ich as ihm boch fagen moge. Daß ich aber nie felber in Berlegenheit tomme, etwas nicht zu wiffen, dafür gab ich mir die größte Duge, alles am besten zu wiffen.

Schläge betam ich ichmen langft teine mehr, und wenn ich solche betam, so waren fie nicht die Folge vom Alchtlernen, sondern von meinen Schelmereien, da ich es trot meinem Lernen bennoch faustide hinter den Ohren hatte. Der Lehrer scheite sich nicht nur nicht, sondern that es absichtlich, in meiner Gegenwart mich bei meinem Vater recht zu loben und herauszustreichen, und dieß wohl manchmal mehr als ich verdient hatte, — was aber meinen Schrzeiz ungemein tivelte. Wein Vater dagegen sprach mitunter davon mich Schullehrer werden zu lassen, wenn ich so fortmache und recht fleißig sei. Das war nun vollens eine Herrlichteit, die jene mit den rothhädigen Aepfeln von den schmunzelnden Mädchen noch weit übertras. Letztere habe ich vollsommen erreicht, aber in der Schulmeisterträumerei habe ich mich uicht wenig getäuscht.

## Unglücksfälle und meine Cehrzeit sammt Fremde.

Mancher Schüler fühlt wohl nach nichts eine größere Sehnsucht, als nach dem Tag, an welchem er aus ber Schule entlaffen wird, und er hat vielleicht Urfache genug dazu. 3ch bagegen hatte Urfache mich nicht zu freuen, sondern es war mir nicht sonderlich zu Dauthe ale es hieß: "Beute bift du bas lette Dal in ber Schul' gewesen". Mein Bater hatte ben Blan, mich Lehrer werden zu laffen, aufgegeben und gwar deshalb, weil fich Niemand einfand ihm das Geld bagu gut ichenten, und er felbft hatte feines. Ich mußte feine Brofeffion lernen, ich mußte Goufter werben, obgleich mich die Schufterei von jeher anefelte und ohngeachtet bag ich bas Gigen nicht vertragen tonnte und in ben erften vier Bochen fo fteif murde wie ein alter Chaifengaul, ber feinen Bahn mehr im Maul hat. Da half alles nichts; mein Bater fagte: er brauche mich bei ber Profession und ich folle nur machen, bag ich einen rechten Schnitter gebe und - er hab' auch fein Gelb um mich ein anderes handwert lernen faffen zu fonnen.

Das Jahr, in bem ich zum Nachtmahl ging und auch 3n-

gleich Schubjung' murbe, war jeues in dem bie Rartoffeln gum 'erftenmal migriethen. Deinem Bater mar es bamale fehr bange bei dem Gedanten: wie er sich. Frau und Rinder, mit ben menigen Rartoffeln, die er im Berbft einheimselte, burchbringen werbe. Aber bas Sprichwort: "Wenn ein Unglud fommt, fo ift es nicht allein," bewahrheitete fich auch bier. Rurg por Beibnachten beffelben Jahres murbe mein Bater gang fcnell frant und zwar fo frant, dag man glaubte, er überlebe die Weihnacht-Felertage nicht mehr. Seche ober acht Tage nach ihm wurde feine Mutter, mein Frale, trant und ftarb nach achttagiger Rrantheit. Die Rrantheit meines Baters blieb einige Bochen immer bicfelbe: er fprach in der Site bas munberlichfte Beng. fo bag mir unverständigen Rinder oft barüber lachen mußten. Bir wollten einen Dottor holen und fagten ihm bief, wenn er mitunter ein wenig bei fich war. Aber er wollte feinen und fagte, fie founten ihm boch nicht helfen. - Es ift boch munberbar! wenn wir ihm von dem Dlosbacher oder Eberbacher Dofter etwas fagten, fo murbe er jebesmal unwillig und fagte, er hab' fein Bertrauen ju ihnen, ale ihm aber einer feiner Bruber von einem Biehboftor, ber auch an Menichen herum boftere, fagte. ba mußte biefer gleich am andern Tag ju den Biehdoftor und fein Baffer jum Befeben mitnehmen. Er bofterte eine Reitlang und nahm die Medigin des Pfuschere gang behaglich ein. Endlich wollte er auch nichts mehr von diefem wiffen, fondern wenn ihm eine alte Frau einen Kräutertrant anempfahl, bann wollte er biefen und fo ging's fort. Seine Rrantheit, eine Auszehrung nämlich, von welcher die mehrften Beute behaupteten. daß fie ihm noch von feinen ledigen Jahren ber am Sals hinge, befferte fich gegen bas Fruhjahr mertlich und vom Monat Mai an fonnte er das Bett wieder verlaffen. Aber arbeiten fonnte er nicht. Er huftete ben gangen Tag und fein Auswurf babei hatte einen höchft widerlichen Geruch. Im Spatjahr murbe es wieder ichlimmer und er fonnte von bort an bas Bett nicht wieder verlaffen. Gein Suften mard immer heftiger und bon einem ftarferen Muswurf begleitet. Er wurde gegen Ende feiner Rrantheit fo empfindlich und verbrüglich, dag ihn die Dinden an ber Wand argerten. Mit meiner Mutter fonnte er fich gar nicht mehr vertragen, die mache ihm alles nicht recht, obgleich

sie ihn bei allem jedesmal fragte, wie er es haben wolle, bevor sie etwas that; besonders meinte er immer, sie begegne ihm sotalt, obgleich dieß burchaus nicht der Fall war.

Er starb am Marid-Berkindigungstag nach einer fünsviertels jährigen Krantheit. Obgleich wir mahrend seiner Krantheit vieles mit ihm auszustehen hatten und wir über seine große Empfindslichteit und Bunderlichteit oft verdrüßlich wurden, so kam uns sein Tod boch recht schwer an und wir hatten ihn doch gerne immer noch, wer weiß wie lange und obgleich krant, haben mögen. Das was ich bei dem Tode meines Baters empfand, ist mir unmöglich auszudrüden und ich glaube, daß auch nur dersjenige sich einen Begriff davon machen kann, der selbst schon an dem Sterbebette eines seiner Eltern zugegen war.

Obgleich er so lange frant war und zum Boraus wußte, — er sagte dieß mehr als einmal — daß seine Krantheit nicht mehr zum Auftommen sei, so hinterließ er doch alles in der größten Unordnung. Da war mit keinem Bauern gerechnet, nichts mit andern Gewerbsleuten in Ordnung gebracht, kein Wort davon gesagt, wie viele Schulden er beim Gerber in Eberbach und wie viele bei dem in Buchen habe; kurz und gut, auch nicht um das Kleinste hatte er sich während seiner Krantheit mehr befümmert.

Benige Tage nach bem Tode meines Baters fam ich ju beffen Bruder in die Lehre, um die Schufterei vollens ju lernen. Lehrgeld brauchte ich feines mehr zu zahlen, denn ich hatte bei meinem Bater icon etwas ordentliches gelernt. Aber bei bem was ich konnte blieb es auch. Ich hatte vor dem Bruber meines Batere feinen Refpett; ich achtete auf nichts mas er mir fagte, sonbern er mar mir von früher ber, ale er noch baheim bei uns mar, immer noch verleidet und die Mighandlungen, die er meiner Mutter theile felbft gufugte, theile verurfacte, hatte ich auch noch nicht vergessen. Diese Dinge staden mir immer im Ropf, aber an die Profession bachte ich nicht. - Als er fah, daß alle Mühe, die er fich meinetwegen gab, um mir etwas beigubringen, verloren mar, fo ertlarte er mir: ich mußte deshalb, weil ich nichts nach ihm frage, im nachsten Frühjahr fort zu fremben Leuten; bie, meinte er, murben mich icon aufpaffen lehren. - Go was borte ich gerne; daß ich im Frühjahr fort muffe bas war mir febr willfommen, benn mir mafferte

bas Maul schon längst nach ber Fremde. Bisher aber hatte man, zu meinem heimlichen Aerger, immer nur davon gesprochen, daß ich gleich nach dem Auslernen zu meiner Mutter müsse und Schuh sliden solle, wie es mein Bater in seiner Jugend auch gethan habe. Der Winter wurde mir sehr lang und es schien mir unmöglich das Frühjahr abwarten zu können. Ich hatte während dieser Zeit auch viel besser aufgepaßt als vorher, und als es Frühjahr wurde — wollte mich mein Better nicht fort lassen. Zeht war ich im Bech. Was anfangen? Ich machte mit Fleiß einen dummen Streich auf den andern und einen größer als ben andern, so daß er's bald die bekam und mich springen ließ.

Bahrend dem Jahr, als ich in der Lehre war, besuchte ich meine Mutter, mein Frale und meinen Better in B. fehr oft. Aber um bie Inventur und um bie mit berfelben gufanmenbangenben Umftanbe hatte ich mich nichts befünnmert, fondern ließ Gott, meine Mutter und andere Leute machen mas fie wollten. Bahrend einem Befuch bei meinem Better in B. fagte mir biefer, mas mir mahrscheinlich meine Mutter nicht jagen mochte. bag ber Schneiberemartle für meine Befdwifter Bfleger fei, aber nicht für mich. Der Amterevifor habe an ben Bfarrer in &. geschrieben und sich erkundigt, wie es im Taufbuch um mich ftebe. Da aber in bemiciben auch ein Beweis von der Rachlaffiafeit und Bleichgultigfeit meines Batere gu finden fei, fo fei ich in Folge beffen als Erbe an ber hinterlaffenschaft meines Baters ausgeschloffen; auch hatte ich, ich glaube - ich weiß dieg nicht mehr fo genau - nur auf ein Adtel von bem Bermögen mutterlicher Seite Unfpruch zu machen. Ge ftehe jest bei mir, meinten viele Leute, ob ich ben Geschlichtenamen meines Batere behalten, oder den meiner Mutter annehmen wolle, benn, meinten fie, wenn der Amterevisor die Zeugen, die im Taufbuch unterichrieben feien, verwerfen tonne und verworfen habe, fo tonne ich fie auch verwerfen. 3ch nahm alles auf die leichte Achfel und machte es wie die Ruffen, lieg nämlich Gott einen guten Dann fein, ber fur alles forgt. Um bas Berluftigfein bes Erbrechtes brauchte ich, da bie hinterlassenschaft meines Baters größtentheils aus Schulben bestand, mich auch in ber That nicht zu gramen. — Dieser Umstand aber gab mir Beranlassung 212

ber Ueberzeugung, daß ich, auf diese Weise zurückgesetzt, auch unmöglich verbunden sein könne dem Willen meiner Mutter und (Bluts-)Freunde Folge zu leisten, der darin bestaud, daß ich in einem Alter von 18 Jahren mich schon mit Jamiliensorgen delasten und abplacen sollte; jedoch sagte ich seiner Seele ein Sterbenswörtlein von dieser meiner Gesinnung, sondern behielt sie ganz für mich. Ich sagte, ich wolle meinen Geschwistern auch noch das Vermögen, auf das ich Anspruch zu machen habe, vollens schenten, man solle aber dafür senst nichts von mir begehren.

Ich riette nun also gemach mit dem Buniche, in die Fremde zu wollen, heraus. Dein W-er Better unterstützte nich in demfelben; alle übrigen Berwandten aber waren bagegen, ich sollte burchaus heim und Schuh flicen und wahrscheinlich ein Leben anfangen, wie mein Bater auch eines geführt hatte.

Bon meinem Werer Better unterstützt, und durch perschiedene ausgesibte Kniffe bei meinem Lehrmeister, brachte ich es bahin, daß ich losgesprochen wurde und somit ein Wanderbuch erhalten konnte. Durch die Borstellungen meiner Mutter wurde jener Gedanke: "ihr keine Folge leisten zu brauchen," in mir aanz beseitigt, und ich nahm mir jest vor einige Jahre in die Frembe zu gehen und die Schusterei tüchtig zu lernen, um ihr desto frästiger unter die Arme greisen zu konnen. — Um mir in der Frembe alle Unkosten zu sparen, ließ mich meine Mutter aus den Kleidern meines Baters ganz kleiden. Da ich mir vorderhand in Eberbach einen Weister ausgemacht hatte, so siel uns der Abschied gegenseitig nicht schwer; konnte ich ja an jedem Sonntag, wenn ich wollte, mit geringer Rühe zu den Weinigen kommen.

Meine Arbeitszeit in Sberbach war aber von nicht langer Dauer, und zwar deshalb weil es fich gleich herausstellte, daß ich weniger konnte und wußte als der Lehrjung', der neben mir saß. Schon am andern Tag konnte ich springen mit abgefägten Hosen und mit einem mühlsteinschweren Herzen, das so heftig klopfte wie der große Hammer zu Mosbach in der Hammerschmiede. Schon dieser eine Tag, während dem ich in Arbeit stand, war hinreichend mich zu überzengen wie blutwenig

ich von der Schufterei verftehe und wiffe, und wie fcwierig es fein wurde einen Deifter ju befommen, der mich brauchen fonne.

Ich ware jest von Herzen gern wieder heim gegangen, aber bie Scham ließ solches bei mir nicht zu. Ich schlug mit zentnerschwerem Herzen den Weg gegen Heibelberg, am Reckar hinab, ein, heulte und weinte mitunter eine Viertel- oder halbe Stunde lang und betete alsdann abwechselnd zu der Mutter Gottes, daß mir dieselbe zu einem Weister behülstich sein möge, und zum heiligen Geist, daß dieser mir Verstand und Einsicht verleihen solle, daß ich die Schusterei recht schnell begreise und somit bei irgend einem Weister, zu dem mir die Mutter Gottes helfe, bestehen könne.

Unterwegs wurde mir einigemal gesagt, ich könne da ober drbeit haben, aber ich hatte nicht das Herz irgendwo um solche anzufragen, sondern tappte blindlings darauf los, ich wußte selber nicht wohin.

Enblich, als es schon Abend wurde, tam ich nach Beibelberg. Bett vergaß ich meinen Rummer. Wohl eine halbe Stunde, vielleicht auch noch langer, ftand ich mit dem Felleisen auf bem Ruden und mit aufgesperrtem Daul und Rafe auf dem Martiplat und schaute bie h. Beist-Rirche mit ihrem hohen Thurm und die um fie herftebenden großen Saufer an. Nachdem ich boch endlich nach der Schuster-Berberge zu fragen im Begriff war, begegnete mir ein Landsmann, den ich gut fannte. Diefer fagte mir fogleich, bag er einen Meifter fur mich miffe, und zwar brüben in Sandese (Sandichuheheim), wo auch er in Arbeit ftehe. Nun gut, am andern Tage fag ich icon in Sandefc auf einem Schufterethron und flicte Schuh, daß der Dampf bavon ging. Der Meifter fah gwar gleich, bag ich febr fcwach in ber Arbeit fei, aber er verfannte auch meinen Gifer und guten Willen nicht, ju bem noch ber Umftand fam, daß ich ben größten Theil der Feldgeschäfte beffer ale die Schufterei berftand und ihm zu Zeiten einen Taglohner fparen fonnte, welches ich mit Freuden that. Als er nach vierzehn Tagen Lohn mit mir machte, gab er mir per Woche 36 Kreuzer: das mar viel mehr ale ich erwartet hatte, ich mare mit ber Salfte fcon gufrieden gewesen.

Als ich aber einmal felbstverdientes Gelb in der Tafche



hatte, ba verdoppelte ich meinen Eifer und paste auf wie ein Häftlemacher. — Demohngeachtet daß es mir in dem Händese recht gut gefiel, bekam ich doch das Peimweh so sehr, daß ich halbe Nächte nicht schlafen konnte, sondern weinte.

Ich hatte auch bald einige Gulben erspartes Gelb, denn außer der Auflage und dem Waschgeld brauchte ich keinen Kreuzer, und, war ich an einem Sonntag einmal so leichtsinnig und trant eine halbe Bier, so tränkte mich am andern Tag der Bayen jedesmal in der Seele. — Da ich mit meinem Geld nichts anzusangen, aber wohl wußte, daß es meine Mutter mehr als nöthig habe, so schickte ich ihr es, besonders in der ersten Zeit, all' bei einem Kreuzer.

Als ich etwas über ein Jahr in dem Händese Schuhlnecht, mitunter auch Bauernfnecht gewesen war, und in der Dorfschusterei ordentliche Fortschritte gemacht hatte, da wurde ich ein wenig stolz, und das in den Reben und auf dem Feld Arbeiten wollte mir nicht mehr recht behagen. Ich wollte in die Stadt. Als ich es meinem Meister sagte, wurde dieser etwas ungehalten, meinte aber: ich solle bleiben, er wolle mir am Lohn ausbesser; aber ich wollte nicht.

3ch tam jett in die Stadt zu einem Meister. Da hatte ich noch brei Nebengefellen und arbeitete auf Stud. Abgefeben bavon, daß ich an ber Stadtarbeit nicht fo brauf los ftechen durfte, als an ben Banbefer Bauernfinten, fo verdiente ich in ber erften Zeit, fo lange ich fleißig arbeitete, boch beinahe bas Doppelte von bem was ich in Sandese verdiente. Aber bas ging nicht lange. Ale ich einmal mit ben Befellen befannter war, bann trieben biefelben Schindluber mit mir; wollten mir Stege an meine langen Rodffügel naben; liegen mich Montage und Dienstags, wenn fie Blau machten ober boch "bie Riem fclugen", auch nicht arbeiten. Wollte ich Rube haben, fo war ich genothigt mitzumachen wie fie es trieben. Die zwei beften Arbeiter, ber Eine ein Beibelberger Stadtfind, ber Andere ein Sache, ber bie Auszehrung am Bale hangen hatte, die fonnten viel ergablen von ihren Reisen und wie es in den groken Butifen zugehe, mo fo achtzehn bis zwanzig beifammen hoden, und was in ben großen Städten, wie z. B. Stragburg, Mainz und Hamburg, für ein lustiges Leben sei und wie es bort befonders

so wundernette Fraueuzimmer gebe n. s. w. Auch über Religion und besonders über die Pfaffen, die nur die Polizeidiener ter Großen seien und das Bolt im Zaum halten müßten, daß es die gefrönten Spithouben, Faulenzer, Blutsauger u. s. w. nicht zum Tenfel jage, wurde tüchtig losgezogen.

Im Anfang wollte mir ber größte Theil von allem dem nicht recht behagen und zusagen, und ich hatte mich schon in den ersten Tagen wieder auf die Socien gemacht (was für mich ein großes Glück gewesen ware), wenn sie nicht in Bezug auf die Profession so sehr gefällig gegen mich gewesen waren.

Hier in ber Stadt tam mir manches in die Hand, bas ich nicht auzupaden wußte. Bei solchen Gelegenheiten zeigten sie mir alles recht gern und hielten sich öfters ganze Biertelftunden mit mir auf, was nicht jeder thut. Ich lernte in dies ser Butit vieles, was ich alles meinen Nebengesellen zu ban-ten hatte, denn hätten sie es mir nicht gezeigt, so hätte ich unmöglich bestehen können.

Als ich aber einmal so ein Bierteljahr bei ihnen war, ba hörte ich das Rasonniren und sonstige saubern Gespräche über Religion und bergleichen nicht nur gleichgültig an, sondern konnte selbst herzhaft mitmachen, obgleich ich den größten Theil von dem selbst nicht glaubte, was ich sagte. — Daß die Lirche kein Frosch sei, das sing an mir klar zu werden. In welchem Biershaus es das beste Bier gibt, das hatte ich jest auch schon ersahren. Meiner Mutter Geld zu schieden, das schien mir jest die größte Dummheit von der Welt; — mein Verdienst wollte für mich selber nicht mehr recht ausreichen, hatte ich ja das Geld, welches ich noch von zu Hause mitbrachte, bereits zugessest. Das Blaumachen und Flemschlagen (Faulenzen) hatte ich auch so ziemlich los.

Meine Acbengesellen hatten jest eine sichtbare Freude an mir, ihrem saubern Bögling, ben fie zu einem so scharmanten Kerl zugestust hatten. Ich selber bildete mir einen tüchtigen Feben barauf ein, daß ich fein so strohdummer Bauernferl mehr sei wie früher.

Unfer Weister, der seine Frau ziemlich schnöde behandelte und bei dem feine Magd länger als vier Wochen auszuhalten im Seyde war, wenn sie sich nicht in jeder Beziehung willfährig zeigte, hatte auf einmal ziemlich viel auf der Polizei zu schaffen. Es hieß, der Kurs sei aus, die Studenten gingen sort und da muffe er auf seiner Hut sein, daß ihm teiner durchbrenne, denn seine Kunden waren größtenthells Studenten, die zum Theil die üble Gewohnheit haben, daß sie, wenn sie die Universität verlaffen, ihre Schulden zurücklassen und auch nie wiederkehren um dieselben zu bezahlen.

Als die Studenten einmal fort waren, hatten wir auf einmal halbe Tage lang nichts mehr zu schaffen und unser Meister hätte es gern gesehen, wenn wir zwei Drittel von der Woche Blau gemacht hätten. Es wurde mir jetzt ein wenig wambelig und es siel mix ein, daß es das Beste für mich wäre, wenn ich mich aus dem Staub machte. Der Meister war auch meiner Meinung, und so kam ich noch mit kapper Noth ohne Schulden, mit noch zwei Händeser Gulbenstückle aus Heidelberg sort. Ich hatte in demselben in Bezug der Schusterei viel gewownen, war auch ein anderer Mensch geworden, der nach meiner Meinung besser in die Welt taugte, — ich war aber auch in Hinsicht der Religion ofsendar um einige Prozente leichter geworden.

Um recht schnell von Beidelberg wegzufommen, wagte ich bas eine Gulbenftuctle bran, und fuhr auf ber Eisenbahn nach Karleruhe. Als ich mich bafelbst zur Genüge umgesehen hatte, wollte ich zu Fuß über Rastatt nach Baben, bekam aber unterwegs Arbeit in M. bei Rastatt.

Mein basiger Weister war ein junger Mann, ber erst vor Kurzem aus ber Schweiz nach Haus gekommen war. Er war unstreitig der erste Meister im Flecken, hatte aber nicht nur einen, sondern mehrere Freiheitsteufel aus der Fremde mit nach Haus gebracht. — Er sah aus, als ob er schon mehrere Jahre in einem Siechenhaus als Patient zugebracht hätte, trug ein langes Haer und einen Bockbart, hatte tüchtige krumme Säbelbeine, gleich einem Faßreiter, wie man sie übrigens bei den Schuhmachern häusig sindet und — ein so schwaziges Mauk, daß er wohl sieben Bettelweiber hätte damit aus dem Felde schuhmach föunen. — Seine Frau — er war schon verheirathet — sah, obgleich erst 24 Jahre alt, schon quittengelb aus und ihre Angen hatten einen so grellen stechenden Blick, der sie nicht im mindesten von der üblen Nachrebe, daß ihr Bater Blut-

schande mit ihr getrieben und daß sie schon mit 17—18 Jahren mit ihres Baters Gesellen herumgefahren sei, zu entschuldigen im Stande war. Hoffnung auf Kinder hatten sie teine und fie schimpfte deshalb bei jeder Gelegenheit bei mir und andern Leuten über ihren Mann, daß sie von diesem "ausgesupften Dinger", wie sie ihren Mann nannte, feine Kinder bekame.

Sie hatten von einer Wittfrau ben ganzen zweiten Stock ihres hauses gemiethet und fich recht nobel eingerichtet. In ber Wohnstube vorn in ber Ede nahm ein Bild, auf bem brei Bauern mit ernsten Gesichtern standen, den Plat ein wo bei andern Katholiten bas Kruzifix hangt. Die Unterschrift bessehen hieß: "Der Schwur der drei Schweizer: Tell, Werner und Stauffacher". Die übrige Wand des Zimmers hing voll mit Bilden, auf denen Ansichten standen, und unter schem von ihnen war ein Reim von Liebeleien zu lesen. Peiligenbild sah ich kein einziges.

Mein Deifter hatte fich im Anfang ale er beim tam porgenommen und alle erbentliche Dabe gegeben, die M-er Raffern (Bauern) zu betehren. Diefe borten ihn einige Beit gebulbig an, midersprachen ihm aber mitunter, mas er durchaus nicht vertragen tounte. Er ichimpfte alebann wie ein Rohrfpas und fagte ihnen ine Beficht, daß fie dumme Raffern feien, die noch Saferftroh freffen mußten, und fo tam es, daß ihm bas Maul einigemal bermagen geftopft murbe, daß es aufschwoll als wenn ihn horniffe gestochen hatten. - Ale er einmal beim Bierfenb brunten predigte, marf ihn diefer gur Thure hinaus auf die Baffe, fo daß fein langes haar nicht wenig verftrubbelt murbe. Ja er brachte es so weit, dag er fich Abends nicht mehr auf ber Baffe feben laffen burfte. Sein größter Feind mar ber Oberlehrer, der alte graufopfige G. - Er hatte aber auch feine Auhanger; unter biefen aber fehr viele, bie fich bes narrifchen Reuas, bas er machte, boch fchamten und beshalb ihn mieben und feinen Umgang mit ihm haben wollten.

"Narren muß man mit Kolben laufen" fagt ein altes Sprichwort. Als diefer Narr, offenbar der größte in M., einigemal tüchtig durchgeschwuppt war, da wurde er gescheid, er hielt fein Maul und war nur noch daheim bei seiner Frau, beim Gefell

•

und Lehrjung recht freisinnig; er finchte und wuthete bei diesen über die dummen Raffern, in die nichts hinein zu bringen sei.

Das was er ben Di-er Raffern beigubringen fich vergeblich bemühte, bas alles prattizirte er mit Leichtigkeit in mich hinein, fo bag er nach turger Zeit ichon bas Bergnugen hatte, bei seinen vertrauten Freunden fagen zu konnen: "jest habe er einen Arbeiter, ben tomme man brauchen, ber fei recht, fo freifinnig wie ber ift fo follten alle Leute fein, bann ging's balb andere in der Welt her ale wie fo" -. Bar aber auch tein Bunber! Bar ich fcon in Beibelberg gang verfeffen auf bas Politifiren, so ward ich es jest noch mehr; ich mochte von nichts anderem mehr hören ale von ber Freiheit. - Die gahlreichen Flugschriften, die bamals in allen Winkeln herum fuhren, hatten bei mir ihren 3med nicht verfehlt, fonbern in ber größten Bollfommenheit erreicht. 3ch mar begieriger auf fie und hielt fie beffer in Ehren, als mein Frale felig ihre Ablagzettel, von benen fie eine große Schachtel voll lefag und bie fie als ein mahres Beiligthum betrachtete. - Meinen, ich mochte fast fagen, Beighunger nach Freiheit stillte mein Meister so ziemlich. Er schwatte von nichts lieber als von berfelben. Er tramte mir alles von A bis 3 aus, fo gut er's eben verftand. Mir aber ftieg meinerfeits nicht ber geringfte Zweifel auf, bag bem auch anbere fein tonne, fonbern ich nahm alles für baare Mingende Munge. Mein größter Aerger war nur, bag ich nicht mit ber Sprache heraus fonnte und mich auszudrucken im Stande war, wie ich es in ber Bruft fühlte und wie ich es fo gern gethan hatte. Batte ich biefes gefonnt, bann mare es mir nicht fcmer gefallen, meinen Meister noch zehnmal in ben Dred zu schwäten, benn in meiner Bruft batte ich es.

Als es Winter war, famen Abends, wenn wir bei Licht arbeiteten, sehr oft zwei Manner zu uns, nämlich ber Maische-Sepp und der Baren-Kars, die die vertrautesten Freunde meines Meisters waren. Der Maische-Sepp war ein Färber, hatte während seiner Fremde Norddeutschland durchgemacht, lange in Hamburg gearbeitet und von dort einen scheußlich siechen Körper nach haus gebracht, daheim eine borstige Wittfrau, ein altes Register, das sonst keiner mochte, geheirathet und bei ihrem schonen Bermögen, wegen dem er sie genommen hatte, sich wohl sein lassen.

Er feuchte aber bamals ichon gerabe fo wie mein Bater wahrend feiner Krantheit. Dein Dleifter batte eine fpottichlechte Anficht über Religion, ber Dalfche-Sepp aber überwog ihn noch um ein gut Theil: er ließ fich bamit auf (b. h. that groß bamit). bag er feit seiner Sochzeit nicht mehr gebeichtet habe, mas mein Meifter boch noch jebes Jahr zweimal that, um ben Leuten 's Maul zu ftopfen. Der Baren-Rarl mar ein Sohn bes reichen Barenwirthe und Bofthaltere in R. Er ging, nachbem er bie Bierbrauerei gelernt und eine herzhafte Rolle driftliche Linfen au fich genommen hatte, nach ber Schwei; in die Frembe. -trieb fich mit den Berner Mabchen tuchtig herum, und als feine Linfen au Ende gingen, ließ er fich von der Mutter eine ameite Molle ichiden. In Bern batte er Arbeit genommen, nicht um an arbeiten, benn bavon mar er ein abgefagter Reind, fonbern blok beshalb: bag er etwas in's Wanderbuch befam, das nach Arbeit schmedte. Als die zweite Rolle fich wieder ihrem Ende nabte und er. gleich einem vornehmen herrn, bie gange Schweis bereif't und befchaut hatte, ging er beim, taufte in DR. ein großes Saus, richtete eine Brauerei ein, heierte ein fcones und reiches Dabchen und eröffnete eine Bierwirthichaft. Er hielt fich einige tuchtige Bierfaxe und bas Ding ging prachtig - aber nur fo lang ale Weld jum Bufegen vorhauden mar. Das Geld gum Aufeten aber mar ihm icon einige Beit che bag ich ihn tennen lernte ausgegangen : es itand damals icon ichlecht um feine Wirthschaft, und die Juden hatten bereits Sand angelegt ibm ben Sale zuzudrücken.

Wan würde sich aber irren, wenn man glauben wollte daß bas Bolitisiren der Hauptgegenstand ihrer Unterhaltung gewesen sei. Sie sprachen wohl hie und da von der Freiheit, was es für eine schöne Sach' um dieselbe sei, und von dem Davonjagen der gekrönten Müßiggänger, die jährlich selbst so ein Heidengeld verschwelgten und verputten und eben so viel für ihre Degenund Bajonettenträger brauchten, die sie bloß beshalb unterhielten, um das übrige Bolt zu unterdrücken und als Stlaven behandeln zu können. Die Unterthanen, die Stlaven, besonders aber die Banern müßten schaffen zum Krepiren, um das Geld, die große Steuer, aufzubringen, welches die Großen verthäten und womit sie ihre Degen- und Bajonettenträger bezahlten. — Wenn fo



aufgetischt murbe, ba fpinte ich die Ohren wie eine Baselmaus: aber bieg geichah nicht fo oft ale ich es wunschte, sondern ber Dauptgegenftand ihres Befprache mar größtentheils die gegenfeitige Mittheilung ihrer Erfahrungen und Erlebniffe in ber Fremde und faft lauter folder von Beibeleuten; ba borte ich von Mannern, die Frau und theilweise Rinder babeim batten. fast noch ärger schniubige Dinge erzählen, als wie ich fie vorund nachher von Nebengesellen auf den Butifen borte, mo folches Zeug einen großen Theil bes alltäglichen Gefprache ausmacht. Da ich berartiges Geschwät schon pon Beidelberg aus gewöhnt war, fo ftiek mir biek nicht fehr auf, nur für verheierte Männer hielt ich es nicht ganz am Plat. Ich hörte es aber je langer besto lieber, und es wollte mich bedunken, bag, wenn Einer ein tuchtiger Sandwertsburich fein will, er auch ein tuchtiger Buftling fein muß. 3ch fab fpater noch beutlicher ein, daß bie vermeinte Tüchtigteit ber Sandwerteburichen mit ber Ungucht derfelben größtentheils fo fehr Band in Band gebe, wie bei meinen Bauern babeim bas Rarten mit bem Schnapsfaufen.

Der Gebante, mit bem ich meine Mutter beim Abschied getroftet hatte, mar jest völlig in mir verschwunden und an beffen Stelle ftand jest wieber jener Gebante, auf ben ich durch meine Enterbung gebracht murbe, nämlich ber: daß ich durch den Umftand der Enterbung nicht mehr verbunden fei den Billen meiner Mutter und Bermandten zu pollziehen. - 3ch nahm mir por ein tuchtiger Sandwerteburich nach ber Art biefer faubern Borbilder zu merben und, wenn ich im nachsten Spatjahr folbatenfrei merbe, mas ich nicht bezweifelte, in eine groke Stadt wie Bern, Strafburg ober gar hamburg ju geben und ein Leben ju führen wie es mir gefiele und wie ce eben für einen tüchtigen Sandwerteburich geziemend fei. Dag das etelhafte fnochenmannahnliche Aussehen bes Maifche-Gepps und bas gefpenftartige Befen meines Deiftere bas Refultat von ber Bebenemeise eines großftäbtler tüchtigen Sandwerteburichen fei. bas einzusehen mar ich viel, viel zu - bumm; hatte es aber bamale auch nicht geglaubt, wenn man mir es gefagt batte. Der Maifche-Sepp und mein Meister glaubten folches felber nicht, benn fonft hatten fie gang gewiß von ihrem Lebensmanbel nicht fo viel erzählt, fondern 's Maul bubich bazu gehalten.

Es war jest icon einige Beit Binter; Die Beibnachten und bas Neujahr ruckten heran und mit ihnen eine anhaltenbe starte Ralte, und an Schnee fehlte es auch nicht. Die M-er Bauern ichlortten mit ihren ichwerfalligen Solgichuben auf ber bolverigen Gaffe einher, daß es den ganzen Tag flapperte, als wie wenn eine Sasenjagd mit ein Baar hundert Treibern im Angug mare. - Die Arbeit fcrumpfte taglich mehr ausammen, fo bak wir vierzehn Tage bis drei Bochen nach Renjahr ger nichts mehr zu thun hatten. Die Ralte und ber Brobpreie, nementlich letterer, ftieg immer hoher und hoher, fo bag man für ein Rommislaible, welches Sandler in Rarlerube holten, bas man fonft für 6-8 Rreuger tauft, jest fcon 18-20 Rreuger bezahlte. Um meinen Deifter nicht in die Berlegenheit zu bringen, dag er mir ben Bund (Abichied) geben mußte, verlangte ich benfelben, was meinen Deifter fichtlich freute. 3ch pacte meine fieben Ametiden aufanimen und machte mich auf die Soden.

Nachdem ich bas babifche Landle, besonders aber ben Schwarzwald, freuz und quer burchgemacht, auch Bafel gefeben und verfchiebene Fechtbruber, wie g. B. folche, die feine Arbeit nahmen, wenn ihnen auch welche angetragen murbe; und anbere, die jebe Boche 12-18 Baten frei Belb heraustlopften. einen Beutel voll Gelb herum ichlevpten, wie fie in Arbeit ficherlich teinen aufzeigen tonnten und babei auch nicht schlecht lebten; und wieber anbere, bie brauf los fochten, bag ber Stod schwiste, bas erfochtene Gelb aber jeben Abend in ber Berberge ober einer fonftigen Schnapsfneipe verschnapften und verfarteten; und endlich folde. -- welche doch bei weitem der gröfte Theil waren -, bie gerne um die Roft gearbeitet hatten, wenn fie nur Arbeit befommen hatten, - ich fage: ale ich viele folche fennen gelernt hatte und als mein Geld, welches ich mit aus ber Arbeit gebracht hatte, ichon einige Beit wingig flein beifammen war, befam ich Arbeit in Guntherethal bei Freiburg.

3ch war herzlich froh, daß ich Arbeit hatte, und schenkte gerne die Paar Krenzer, die ich noch hatte, meinem Kameraden, ber ja so manches Stück Brod für mich gesochten hatte, benn mit dem Fechten konnte ich nie gewaltig umspringen; mein Grattel, mein Stolz ließen solches nicht gern zu, dagegen bei ben Meistern holte ich die Kreuzer und halben Kreuzer sleißig zusammen.



Da mein jetziger Meister sast lanter Kunden aus der Stadt hatte und ich von zwei Gesellen der beffere war, so hatte ich hier ziemlich schöne Arbeit, dagegen der Lohn und noch manche andern Umstände waren nichts weniger als die besten. Ich nahm es aber aus Rücksicht der schlechten Zeit nicht so genau und that mauches, vor dem ich mich unter andern Umständen hübsch bedankt hätte.

In religiöfer Beziehung trafich bier in allem bas Gegentheil bon dem, wie ich es beim Lodenschufter in Dt. getroffen batte. Dort hörte ich weder por noch nach bem Tifch, noch bei fonftigen Gelegenheiten, je ein Baterunfer beten. Bier murbe immer vor und nach dem Effen und auch bei andern Belegenheiten laut gebetet, mobei der Meister oder die Meisterin porbeteten. Dort wurde größtentheils Sonntags gearbeitet und, war dieg nicht ber Fall, so fummerte fich boch ber Meister nicht bas Minbeste brum, ob der Wefell und Lehrjung' in die Rirche geben ober nicht. hier durfte nicht nur Sonntage nicht gearbeitet werben, fonbern es wurde auch ftreng barauf gefehen, bag alle bem Gottesbienft beimobnten; ja ich alaube, wenn fich ein Befell mehrmals bemfelben entzogen hatte, bag fie ihm ohne Beiteres ben Sund gegeben hatten; fogar ben an Werftagen ftattfinbenden Feierlichkeiten, wie g. B. ber Prozession auf das Josephs-Bergle oder nach Dartshaufen, mußten Gefellen und Lehrjung' beimohnen.

Meine Meistersleut' waren durchaus gute fromme Christen, eifrige Katholiken, wie es zu wünschen wäre daß alle Christen sein möchten. Aber so wie die schlechten Christen häusig mit ihrem oberflächlichen, luftigen Glauben den Unglauben verbinden, so haben auch, mehr als man gewöhnlich glaubt, die Frommen mit ihrem guten Glauben den Aberglauben gemein. Auch meine Meistersleute, besonders die Meisterin — eine start dreiviertels Betschwester — waren davon nicht frei. Sie war der selsenselten Ueberzeugung, daß, wenn sie irgend ein Anliegen habe, sie nur eine h. Wesse dürse lesen lassen, dann helse der liebe Herrgott gewiß. — Da sie eine Ruh hatten, die in Bälde kalben sollte, so sagt sie eines Tages: sie müßten jett eine h. Wesse lesen lassen, damit die Kuh glücklich kälbele. Auch hatten sie ein krantes främpsiges Schwein, welches täglich mit geweihten Kräuteru

berauchert murbe und ju bem fait jebe Boche greimal ein Sauhirt aus der Gegend tam, feinen ichwarzen Strobbut bei Seite legte und mit Areugmachen begleitete Segen und Bebete über basselbe sprach, um es wieder gefund zu machen. Als aber bas Sowein, trop dem Arcugmachen, Segen und Beten - vielleicht mar auch ichon eine h. Deiff gelefen - nicht gefund, fonbern taglich fteifer und frampfiger murbe, ba mußten alebann bofe Leut', namlich Beren, im Spiel fein. Dieje aber fonnten nicht mit Tenfeledred - der, wenn er verbrannt wird, jo abicheulich ftinten foll wie nichts andres und beffen Beftant eine Berennafe nicht mohl foll vertragen fonnen - vertrieben merben, fondern da mußte etwas heiliges ber, um bie Bere fern qu Diejes heilige aber mar Wachs von einem Cfterftod (Diterterge), welches man fich vom Rirchenpfleger verschaffte. Diejes Wache vom Siteritod erhielt nun feinen bleibenden Aufbehaltungeort in einem ftintenden Sauftall, um fur allezeit bie Beren von biefer Wohnung abzuhalten, denn bavon mar bie Meisterin fammt dem Berenvertreiber, dem Sauhirten. mehr ale averzeugt, daß, wo fo etwas heiliges ift mie bas Bache vom Ofterftod, da niemale eine Bere beitommen fonne, und follte es die größte Bere, aller Beren Grogmutter fein.

Derartige Herengeschichten waren mir nichts neues; hatte ja mein Fräle, die alte Schusterin selig, auch hunderterlei Mittel um die Heren unschädlich zu machen; glaubte sie ja fogar, das Weihwasser habe feine andere höhere Bedeutung und keinen bessern Zweck als den: daß denjenigen, die sich täglich recht oft damit besprengen, niemals eine Here etwas anhaben tönne. In Dinsicht der h. Diesse wußte mein Fräle zwar nicht, daß, wenn man eine solche lesen lasse, alsdann die Ruch unbedingt glücklich fälbele, dagegen wußte sie ganz gewiß und bestimmt, daß, wenn man für einen Verstorbenen, und wenn es der größte unverbesserlichste Sünder wäre, ja selbst der Schinderhannes, der der größte Eünder und Verbrecher war den sie sich denken konnte, sech heilige Weisen lesen lasse, daß die Seele dessen, für den sie gelesen werden, während der sechsten Weise ihren Einzug in den Himmel halte.

Früher hatte ich berartige Dinge alle unbedingt geglaubt und ich fühlte mich gerade nicht unglücklich babei, jett aber glaubte



ich sie nicht mehr und spottete und soppte daher den ganzen Tag und bei jeder Gelegenheit über jene, die dergleichen glaubten. Meine Meisterin fühlte sich natürlich durch meinen nichts weniger als heimlichen Spott immer getroffen, weshalb sie mich auf die Muck betam und dafür sorgte, daß ich aus dem Haus kam.

Wenn ich früher in Beidelberg und in M. bas unfinnigfte Beug, den fraffesten Unglauben und die abicheulichsten Gesprache mit anbörte, und bei bem allem mich im Anfang immer ber Bebante erfüllte, daß es erftunten und erlogen, ja bag es gottlos fei, jo fühlte ich mich boch niemals fo beherzt bemfelben zu widersprechen, sondern je langer ich es mit anborte, besto gleichgultiger murbe ich bagegen und am Enbe that ich gar noch, als ob ich foldes auch glaube, obgleich ich ben größten Theil niemals mahrhaft glauben fonnte. - Aber ber alten Frau ihr abergläubisches Wefen tonnte ich nicht ungerügt laffen, fonbern bespottelte es und rik meine Boffen barüber bei jeder Belegenheit. (Seitdem ich Gelegenheit habe mehr zu denten, ale dieß por brei Jahren ber Fall mar, habe ich über biefen Gegenstaub icon öfter nachgebacht, und mein Rachbenfen enbete fast immer mit bem Buniche, bag ich biefen Blauben fammt bem Aberglauben, wie ich ihn als Rind befag und wie ihn auch meine Buntberethaler Meisterin befitt, auch jest noch mein Eigenthum möchte nennen fonuen).

## Mein Rekruten- und Soldatenleben.

Nachdem ich meiner Spöttelei wegen in Gunthersthal den Hund befommen, und als ich noch einige Zeit in Rühlheim gearbeitet hatte, wurde ce Spätjahr und die Zeit der Refrutenaushebung rückte heran, weshalb ich nach Haus mußte. Um späten Abend vor dem Aushebungstag kam ich heim. Weine Winter und Geschwister hatten alle die größte Frende, daß fle ihren Franz wieder hatten und meinten, ich dürfe jeht nicht mehr fort gehen, sondern müsse bei ihnen bleiben. Wein jüngster Bruder hing sich mir ans Posenbein und sagte mir, daß er und die Wutter schon lange alle Tage mit einander gebetet hätten, daß ich nicht Soldat werden müsse. Es wurde spät, die sie mir alles er-

zählt hatten, was fie in ihrer Freude und ihrem Gifer heute noch erzählen zu muffen glaubten.

Wir Refruten hatten am andern Zag fcon ziemlich frub in Cherbach ju erscheinen und um gehn Uhr trug ich fcon, gleich noch zweien ans meiner Selmath, ben Pag mit einer Rabel an ber Rappe befestigt ale Beichen herum, bag ich wirfich Refrut fei, b. h. Solbat werden muffe. Obgleich bas Freitberben mir febr lieb gewesen ware, so fühlte ich mich doch gerabe wicht unglücklich, daß ich Soldat werben milffe, fonbern bilbete mie einen rechten fegen baranf ein, baft ich tanglich fei Golbat werben ju tonnen, denn in unferm Umt find es immer decen amet Drittel von ben Conferiptionepflichtigen, die entweber Untermag ober Rropfe haben. Ihr mar es mir leib um' weine Mutter, benn ich befürchtete fle mochte arg thun; aber gu meiner Freude madte fie ce bei weitem nicht fo arg wie ich befürchtete. Gie troftete fich und meinte, wenn ich aud, ein Jahr im Dienft fein muffe, bas hab' nicht vicl zu fagen, nach bem Unbere meinten bie tonne ich ja boch babeim bei ihnen fein. Bruder meines Batere, mein Lehrmeifter und fein Bruder. Diefe bestanden barauf, meine Mutter muffe eine Bittichrift eingeben, damit ich frei werbe, was auch gar nicht fehlen tonne, ba unter ahnlichen Berhältniffen ja ichon mehrere frei geworben feien, und ber Burgermeifter fammt Gemeinberath ihr ja gern babei behülflich feien. 3ch muffe meiner Mutter ihr Sach' übernehmen, damit fie ber Sorgen überhoben fei. Dien gefiel meiner Mutter. Aber ihr Bruder, mein Better in B., ber gu jeder Zeit sehr viel auf mich hielt, sagte mir: daß ich das Sach' meiner Mutter in feinem Fall fo mir nichts dir nichts übernehmen folle und burfe, wie die beiden Bruder meines Baters haben wollten, fondern ich folle, ba ce in ber Inventur, wie ich wohl felbft miffe, ziemlich fchlecht um mich ftebe, basfelbe auf eine Berfteigerung treiben, benn nur baburch, bag ich in einer öffentlichen Berfteigerung mir bas Gefammte aneigne, fei ich por ben Aniffen, die meine Brüber fpater leicht machen fonnten. völlig gefichert. Dag aber folde Magregeln nöthig maren, bas wollte meines Baters Brübern nicht einleuchten. ichien ce nach ber Erflarung meines Bettere, bag biefe mich ablichtlich ine Bech bringen mochten. Mein Better und meines

Baters Brüder, die auch meine Bettern find, die ich aber nicht gern so nenne, haßten sich immer noch wie Wasser und Feuer, und daher sam es, daß immer der Eine nicht wollte wie die Andern, und diese nicht wie jener.

Diefe Uneinigkeit aber war für mich wie gewünscht; fie gab mir bie befte Gelegenheit um meinen Plan auszuführen, namlich ben : baf ich nicht frei fonbern Solbat werben wollte, und ich fagte - unter bem Borwand ber Uneinigfeit meiner Bettern beiberfette, und bak ich teiner Bortei an ben Ropf ftofen malle gu meiner Mutter, bag fie feinen Schritt um meine Freiwerbung en thur branche, und, thue für foldes Thue meinen Willen, fo milifte fie gewärtig fein, bag ich alebann freiwillig gu ben Solbaten gebe, benn es falle mir jest noch gar nicht ein mid ichon wit Runrilien- und Haushaltnnassorgen abpladen an wollen. Diek bunfte meiner Mutter grob und hartbergig von mir, aber bas fummerte mich blutwenig, benn ich meinte, ba ich in der Inventur, von der mir mein Better bei jeder Gelegenheit erzählte, auch ganz und gar als Stieffind behandelt worden fei, so brauche ich gerade auch nicht so zärtlich zu sein, wie ich in einem andern Kall es allerdings für meine größte Bflicht gehalten batte.

Meine Freunde und Berwandten machten mir jett feine weitern Borstellungen mehr, denn sie sahen wohl ein, daß diese doch vergeblich waren. Ich war sogar nicht einmal gern in meinem elterlichen Hause, es war mir in demselben alles zu eng und zu klein.

Rach kurzer Zeit ersuchte mich ber jüngste Bruber meines Baters, der sich nach L. verheirathet hatte und auch ein Schuster war daß Gott erbarm', daß ich zu ihm kommen solle. Er hatte schon einige Wochen keinen Gesell und allein konnte er seiner Arbeit nicht vorstehen, denn er war, wie bereits gesagt, ein erdärmlicher Schuster. Da hatte ich es den Winter über sehr gut, denn die Arbeit ging schlecht, und ich weiß nicht ob es ihm die Kosten ausgetragen habe mich über Winter hinzuhalten. Ich that ihm aber dadurch noch einen Gesallen, daß ich nur hei ihm blied, denn von der Zeit an, als ich zu ihm kan, war ich wiemir seine Schwiegermutter öfters sagte, in seiner Haushaltung ziemlich besser geworden, obgleich ich mich nicht im geringsten

um biefelbe betummerte. Befonbere feine Frau, Die chebem ieben Tag Somift' befam, aber, feitbem ich bei ihnen mar, feine Ohrfeige mehr erhalten hatte, hatte mich außerorbentlich gern und fie that mir alles, was fie nur benteu tonnte, dan mir lieb und angenehm fei. Er bagegen schämte fich feines bisherigen fcanblichen Betragens por mir und eben baburch befam es feine Frau beffer. - Seine Schwiegermutter erzählte mir nicht viel fcones von ihm. Sie fagte mir mitunter, bag er mit ber Nachbarin Lisette auf fehr vertrautem Fuß gestanden fei und wie man im gangen Dorf, ja in ber gangen Bfarrei babon fpreche, baf ber G. und bie S. in einem nahern Berhaltnin mit einander ftunden und baf, feitbem ihm feine Frau einmal aufgepakt habe, ber Teufel völlig los gewesen sei: benn biefe habe bas Maul zu bem Gefchehenen unmöglich halten tonnen, fonbern habe es ihm bei jeber Belegenheit vorgeworfen, und baffirhab' er fie öfter fo gang außergewöhnlich und erbarmlich mighanbelt, bag es fie, bie Schwiegermutter nämlich, nur munbere. daß er seine Frau nicht schon lang todt oder doch zu einem völligen Arappel geschlagen habe. Die Marian', feine Frau, fei aber burch feine ichlechte Aufführung und burch ihre Berachtung und Rurlicfegung tropig und mahrhaft boehaft geworben und habe nichts lieber gethan und geredet, als was ihn ärgern fonnte. und fei somit an manchem Buckel voll Schläge und Maul- und Rafenbluten felbft Schuld gemefen. Den Gefellen, bie immer an ihm gehalten hatten, habe fie Schabernad angethan mo es Gelegenheit gab, biefe hatten aber beshalb ihrerfeits zu einem Budel voll Schläge bas Ihrige jedesmal gewiffenhaft beigetragen. 3mar fei es, feitbem ber B. fein Saus vermiethet und ju feinem Schwiegervater, ber herrichaftlicher Balbichut ift. gezogen fei und bei biefem bie Sulfshuterstelle versehe, um ein gut Theil beffer geworben, aber es fei demohngeachtet felten eine Woche vergangen, in ber es nicht einmal brunter und bruber ging. Es hab' fie icon öfter Bunber genommen, bag es. seitbem ich im Saus sei, fo friedlich hergebe. Soldes Gerebe von ber alten, etwas gern plaubernben Frau ichmeichelte mir. obgleich ich mir nicht bewußt war, wodurch ich zu der Aenderung des Betragens meines Bettere gegen feine Frau etmas beigetragen bätte.



Dier bemahrheitete fich bas Sprichwort: "Wer nicht traut, ftectt felbft in einer bofen Saut" einmal recht auffallend. In ben erften Jahren feiner Che war mein Better, ba er feine Fran für die iconfte in der Pfarrei hielt, fo arg eifersuchtig, dak er's nicht vertragen fonnte wenn irgend ein Maun ein wenig mit feiner Frau lachte und fcerzte, ober gar fonft noch ein wenig freundlich mit ihr that; da witterte er gewiß jedesmal etwas ichlimmes und er ichmierte ibr, ohne im geringften von etwas überzeugt zu fein, beshalb ofter ben Buckel tuchtig ab. Benn er über Relb ging, fo richtete er es, wenn es anders möglich war, gewiß so ein baß fie mit mußte, damit er fie immer fah. Sie war aber wirflich auch ein munberfcones Dabden, bas aber leider feine Schonheit nur allauhoch ichaste unb. ba es feine Eltern machen ließen wie es wollte, auch fonft nichts gelernt hatte und that ale wie Staat machen. Er war auch ein hoffahrtiger, eitler Menfch von Rinbesbeinen an und ift es bente noch. Bei ihr bewahrheitete fich auch gang trefflich, mas man fo oft fagen bort, namlich: baf die zimpferlichften und fatberlichften Dabchen die ichlampigften und dredigften Beiber ge-Als fie einmal zwei Rinder hatte, war ihre Schonbeit icon siemlich verschwunden und bazu wurde sie eine so große Schlandel und Drectfan, daß fie ihres gleichen fuchte. wenn fie in die Rirch' ober fonft über Feld ging, fleibete fie fich orbentlich an, aber im Saus ichlampte fie ben gangen Tag umher daß es eine Schande war, und bagu beschäftigte fie fich ben gangen Tag mit berlei Sachen, bag fie am Abend niemals fagen fonnte mas fie gethan hatte.

Best hielt er es nicht mehr für nöthig bei jeber Gelegenheit eine fleine Predigt zu halten über das Thema: "Es ift
leichter daß ein Rameel durch eine Nadelöhr schlupfe, als daß
ein Shebrecher in den Himmel kömmt." Jeht schimpfte und
brummte er ohne Aushören über die Sauerei und Unordnung,
die in jedem Bintel im ganzen Haus zu finden sei; "wir so viel
verbraucht und verschlampt werde und wie nichts gethan werde
was er nicht thue, wie e Sach' nicht langen wolle, selbst weim
ers mit dem Heuwagen herbeisühre." Betam früher mitunter
seine Frau Schmiß' wegen ungegründeter, eingebildeter Eisersucht, so besam sie jest sehr oft wegen ihrem schlandeligen, phleg-

mattichen Wefen und, wie viele Lente behaupten wollten, ber lieben Radbarin Lifette gu Lieb', benn biefer mar ce offenbar ber größte Gefallen, wenn ber G. feine Frau tuchtig abjehmierte. : Schon langft mußten fich die Rachbars- und auch noch gubere Leute vom S. und ber Dachbarin Lifette im Gebeimen Berfciebenes zu erzählen; als aber bei einer Riudtaufe benben ins Martscubauern, bei welcher 20-25 Beiben, mobgi auch bie Rrau Lifette, junegen maren, bem G. feine Frau biefer por bem gangen Sanfen Beiber offen ins Geficht fagte, mas fie vor einigen Bochen bei einem gunftigen Augenblick gefeben haben wollte, und nicht aufhörte ju ichimpfen und zu ichelten bis biefe bavon lief, ba war baffelbe, mas man ichon lanet beimlich wiffen wollte, in wenigen Tagen in der gangen Di-er nut 2-er Bfarrei befannt. Aber ichon am andern Tage befam bem S. seine Frau s'Maul so verschlagen wie es bisher noch mie ber Fall war, und in wenigen Wochen brauf jog ber D. mit feiner iconen Lifette, nachbem ihm ber G. einige Grundftide abgemiethet hatte, ju feinem Schwiegervater. Der S. war in ben letten zwei Jahren Bauern-Balbhuter gemeien. Seine Schufterei führte er mit Gesellen fort, die bas Geschaft beffer verftenben ale er. Durch feine unmäßige Strenge im Anfforeiben ber Bolgfrevler und auch wegen Mighandlung berfetben (benn er war im Stanbe, wenn er einen Frevler ofter in feinem Bebiet antraf, benfelben fo abzujchmieren, daß er bas Laufen beinahe vergag und ihn dazu noch aufzuschreiben. bag er bermagen gestraft murde, bag er die Bande überm Rouf gu= fammenfchlug), sowie auch burch bas Aufschreiben ber Bauern auf ihrem Gigenthum, wenn fie bas Forftgefet übertraten, batte er fich febr viele Feinde jugezogen, und bie Bauern bingten nach Ablauf bes zweiten Jahres einen andern Schugen, ber nicht, um dem Forstmeister zu gefallen, auch die Bauern felbit antidrieb.

Als ich zu ihm kam, war er nicht mehr Walbschüt, sonbern er schusterte so gut es eben ging. Da die Arbeit, wie schon gesagt, sehr schwach ging, so blieb mir Zeit genug übrig nm jede Woche die W—er Spinnstube einigemal besuchen zu können, was ich auch bei jeder Gelegenheit und zwar schon beshalb that, weil es in berselben immer sehr luftig herging. Da wurde, tropben daß es in der Advantszeit war, fast jedesmal zum Kehraus eine Zeitlang getaust, und war dieß nicht der Fall, so wurde sonst ju einer Weise Schindluder getrieben, daß ein wahrhaft schandmäßiger Spettatel war.

ilm in unferm Unwesen recht ungenirt sein zu tomen, hiekten die Madden ihre Busammenkinfte immer in Säusern; wo die Bewohner derselben und mit Freuden machen ließen was und einfiel und was wir wollten Einige Mädchen, die zu haus tüchtig in der Zucht gehalten wurden; logen ihre Eltern an, indemissionihnen weißmachten, sie gingen in ein ganz anderes Haus, als in das in welches sie wirklich gingen, denn im Sänsern, die in keinem bessern Auf standen als die, in welche sie größtentheils gingen, hätten sie mit Wissen ihrer Elternstehnen einzigen Abendingen, hätten sie mit Wissen ihrer Elternstehnen einzigen Abendingene bürfen.

Die Möden liebangelten mit mir alle ohne Ausnahme, was mir sehr schmeichelte, mir aber auch Berdrüßlichkeiten zusgo, denr die Wert Buben sahen dieß nicht gern, und da sie all gerade: machten wie die Gockelhahnen, die keinen Fremden auf der Miste dulden, so kehlte gar nicht viel daß ich "die Platt' hätte puten" (d. h. das Weite suchen) müssen. Da ich aber Rekrut war und von früher her mit denen von W. innnen auf freundschaftlichem Fuße stand, und da sie wohl auch wußten, daß ich keinem pon ihnen seine Liebste auszusühren Willens sei, so nahmen sie es nicht so genau mit mir. Ich nahm mich meinerseits ein wenig in Acht und war mit den Mädchen, die ich sei jeder Gelegenheit doch nur blau anlaufen ließ, mur dann recht freundlich, wenn Niemand um den Weg war, der eine Einwendung dagegen zu machen sich berechtigt glandte.

Durch die Länge: ber Zeit sah ich doch am Ende eines von den Svinnstuben Mädchen, die ich im Unsang nur zum Malügen und zum Narren zu halten für gut und tanglich glaubte, etwas lieber als die andern. Kaum hatte ich aber wit diesem einige wenige Wal' etwas freundlicher gelacht, als dieß wahrscheinlich früher der Fall war, so bekam ich von etwelchen schele Gesichter gemacht, die bisher der sichersten Hoffnung waren, daß ich nur allein wegen ihnen in die Spinnstube täme (tein tappigeres Geschöpf als ein verliebtes Mädchen tann es auf der Welt geben!). — Aurze Zeit darauf erzählte mir mein

Better ziemlich viel von dem Rädchen und seinen Berwandten, aus dem ich, obgleich ich bei weitem den besten Merter nicht habe, doch genugsam abnehmen tonnte, daß er es gar nicht gern sehe, daß ich mit dem in Rede stehenden Rädchen Betanntschaft anfange. Da es mir mit der Liebschaft dieses Rädchens gerade nicht ganz Ernst war, so siel es mir auch nicht schwer dem Billen meines Betters mich zu unterziehen. Ich durfte nur am nächsten Spinnstubentanz mit dem Rädchen nicht tanzen, da war die ganze Bichse schon abgethan.

Das Rabchen betam, was es von mir niemals hatte erwarten burfen, am Neujahr doch einen Muhltuchen für 18 Baten als Neujahrgeschent von einem andern Spiunftuben- Mitglied, das fich gludlich fühlte als ich mit bem Rabchen, welches fein Bergtäfer war, abgebrochen hatte.

Meine Meisterin, die ich aber als meines Baters Bruberefran Baele nannte, meinte fcon langft, es muffe binter meinem fo oft nach 28. Laufen etwas befonderes ftecken, und als fie die vermeinte Urfache einmal durch Zufall erlückert (d. h. erfpaht) hatte, bann jog fie mich bei jeber Belegenheit bamit auf und meinte: wenn ich nicht Golbat werben mußte, fo hatte fle die beste hoffnung bald ju einer hochzeit geben gu burfen. Sie wußte zwar wohl, bag ce fo ernft um die Sach' nicht ftebe, aber es machte ihr Bergnitgen mich bamit auslachen und aufziehen zu tonnen. Weil fie gern von folden Gachen ich matte, erzählte fie mir auch, wenn fich gerad' die Red' jo gab und ber Mann nicht daheim mar, von ihrem ledigen Leben, von einigen ihrer Freier und bergleichen, und wohl auch wie fie fich habe einmal Rarten fchlagen laffen, und wie die Rartenfchlägerin ihr alles gang genan gefagt habe, wie es ihr noch gehen werbe; fle habe ce bamale zwar nicht geglaubt, aber feitdem icon febr oft erfahren, daß die Rartenschlägerin, die alte Bere, mahrhaft alles gewußt und errathen habe. Diefe habe ihr auch gefagt, baf fie nur brei Rinder befame, und biefe habe fie jest, und fie · fei recht froh, daß fie nicht mehr betame und erziehen muffe: fie hab' an diefen brei haufen, haufen genug, meinte fie. -Wenn fie aber gewußt hatte, wie und auf welche Art es jugebe und gefchehe, daß fie, ba fie boch erft gegen 25 Jahre alt mar, teine Kinder mehr betame, so hatte sie sich gewiß nicht fo febr

gefreut, im Gegentheil es wurde ihr leib, fehr leib bei ber Sache gewesen sein. Sie fah es nicht mehr warum, wir aber werben bief fogleich feben.

Die Beihnachts-Feiertage waren vor der Thitre und da mein Bäsle ihren Kindern auf dieses Fest eine recht große Freude, nämlich einen Christdaum, machen wollte, so brachte ich die schönste junge Fichte die ich auftreiben konnte schon elnige Tage vorher mit nach Hans. Es war in der Christwoche wüthend kalt und wir waren deshalb mit der Schusterei von der Butit in die Wohnstube gezogen, und da es auf Weihnacht, wie gewöhnlich, ein wenig mit der Arbeit pressirte, so arbeitete mein Better auch mit, was sonst, da er auch gar sein Sieleber hatte, eine wahre Seltenheit war. — Wir schusterten sleißig, s'Bäsle bändeste Schuh' ein und die zwei größten Kinder, zwei Buben, spielten dahinten beim Ofen und daltten die junge Katherum. Auf einmal sagte der Richard, der größte Bub: "Benn unser' Kah' einmal so groß ist als des Amors seller Rapp, dann reit' ich sie als nunter an den Bach zur Tränse."

Bir, ich und fein Bater, mußten lachen über ben Ginfall bes Buben, feine Mntter aber fagte gerabe barauf: "D, es wirb mir übel." 3d fcante nicht auf, arbeitete fort und glaubte fie habe megen bem einfältigen Gefcmat bes Rindes fo gefagt. - "Jefns, Maria und Joseph! Marian', Marian'!" fchrie auf einmal mein Better, indem er bom Stuhl auffprang und feiner Frau, die an ber entgegengefesten Seite ber Stube fag, wo wir fagen, zneilte. 3ch erfchrat über biefes plouliche Ausrufen, fab auf und erblickte die Marian' tobtenbleich und wie fie alle Glieber hangen ließ, wie wenn fie tobt mare. Rachbem ihre Mutter, die das Ansrufen meines Betters auch gehört hatte, fchnell aus ihrer Rebenftube herbei gefprungen tam, trugen wir fie aufe Bett und brauchten geschwind alle nur erbenklichen Mittel, um bie, wie wir glaubten, fceintodte Marian' wieber jum Leben gu bringen. Es mahrte feine gehn Minnten, fo mar Die Stube voll von Rachbareleuten; faft jedes mufte ein befondere qutes Mittel, um Scheintobte wieber gum Reben gu bringen und alle wurden angewandt, aber die Marian' war und blieb tobt. Sie befam gang blaue Lippen und blane Alecten

an allen Theilen bes Körpers. In einer Zeit von nicht mehr als 4-5 Minuten war fie gang gefund und auch todt.

Der Leichenbeschauer, der Chirurg von Wt., wurde so schnell als möglich gerufen, und als er tam, wollte er ihr aderiassen, aber das Blut lief schou nicht nicht, er zuckte die Achseln und sagte, was wir vorher schon wußten, es habe sie halt ein Schlag gertroffen. Er stellte den Leichenschein aus und am ersten Christseiertag, Rachmittags, nachdem der Leichenbeschauer, zum Exstaunen aller die zugegen waren, sie noch einmal ganz genou beschaut und den ganzen Körper untersucht hatte, begleiteten wir sie zum Grad. Ihr Mann, mein Vetter, heulte und weinte wie ein llein Kind und rief, wer weiß wie vielmal: "O, wenn ich nur noch ein einziges Mal hätte mit dir schwäßen könuen!" Er war ganz verstöbert, wußte nicht was er that, und man sah es ihm ganz deutlich an, daß ihn noch sonst etwas drückte als der bloße Verlust seiner Frau.

Alle Leute, besonders aber die Rachbarsleute, die fein ganges Sheleben genau taunten, machten sehr bebentliche Gesichter, und ich glaube, wenn man ihre Gedanken hatte schen können, daß man gar vielfältiges und wunderliches Zeug zu sehen bestommen hatte, denn, wie gesagt, ihre Gesichter sprachen deutlich genug bafür.

Benige Tage nach der Beerdigung seiner Frau tam mein Better einmal ganz außergewöhnlich verdust und verschlagen von M. nach Haus. Er trat in die Stude und sagte tein Bort, zog den Rock aus und fing an ganz erbärmlich zu weinen und zu lamentiren, siel langenwegs auf den Studenboben hin und konnte vor Beben und innerer Bewegung fast nicht mehr schwägen und weinen, soudern nur noch schluchzen.

Nachdem ich ihm zuerst die rührendsten und, als diese nichts fruchteten, auch spöttische Vorstellungen gemacht hatte, daß er sich boch als ein Mann und nicht als ein blödsinniges altes Weib oder als ein Kind anstellen und betragen solle, so gelang es mir ihn vom Boden auf und zum Schweigen zu bringen, und von ihm zu ersahren, was ich zwar schon vor ihm wußte, was es denn sei worüber er sich so bestürze und betrübe. Nun sagte er mir, daß es in M. heiße: er habe seine Frau, seine Warian', todtgeschlagen und in den nächsten Tagen, vielleicht

morgen schenstäme das Amt, und das Physiket vonzielt, herüber um die Marian'i herausgraben zu kassen, und zu untersuchen zh bem so seit Run schien mir seine auch gar zu große Bestürzung eiwas räthselhaft, denn ich konnto mir nicht eindiden, mieser sich kann ein schnen iffeinden, derenzer eine klinzahl hatte, angezetzeltes Goschwäße so betrüben mochte, indeue er sich boch wollbemmen rein pon dieser Anschuldigung wußte. In Diese übse Nachrebe war sichenlich und ohnt: allen Zweisel das Produkt der früheren Nichtanblungen seiner Frau, und war nicht nir in M., sondern in der ganzen llungegend wie ein Lanssen in ganz furzer Zeit verbreitet.

Das Amt kam nicht und bie Marian's wurde auch nicht herausgegraben, aber die Anzeige babon war bei Amt gemacht, welthes fich aber nebst dem Extradericht des Leichenbeschauers mit dem Berhor von der Mutter der Manian' begnügte und die Leut' schwähen ließ bis sie genug geschwäht ober wieder sonst etwas zu schwätzen hatten.

Ich habe foon febr oft, ich weiß nicht von gescheidten ober ungefcheibten Beuten, fagen gehört, Dag; wenn unfer berrgott einen Narren haben wolle, daß er aleband nur einem jungen Mann feine Krau. ober umgefehrt einer jungen Fran ben Mann fterben laffe, und bann befomme er jedesmal richtig und mitnater einen recht großen Rarren. - Db bieß jedesmal mabr ift, weiß ich nicht mit: Beftimmtheit: zu fagen, aber bas weiß ich, bag mein Better strot ber großen Dennthigung bie ihm ber Tob feiner erften Frau vernrfachte, nach nicht langer Beit viel arger meibolentnärrifd wurde alle er co. in feinen lebigen Jahren war. Seine Schwiegermntter, welche ihm die Sanstaltung führte und trob ihrem Alter boch noch fehr gern faftige und famutige Reben führte; machte fich oft luftig über ihn; daß er fich noch die Beine ablaufe mach dem M., wo eine alte figengebliebene - ich glaube: Bungfer and Raffefchlaubel nach ibnt geangelt und an beren Rober er wirklich zu beißen angefangen babc.

Wir waren jest bereits in der zweiten Halfte des Marz, und ich erwartete jeden Kag meine. Orden: und zwar deshalb, um doch einige Tage: von dem Einenkannschen zu wissen, in welche Garnison ich somme. Auf dinmal brachte sie der Bot'

und sie lautete, daß ich nach Freiburg tame. Das war eine Freude für mich! benn in Freiburg war ich schon ein bisse betanut; hatte ich ja das bortige Münster schon einigemal von Außen und Innen gesehen und hatte ich ja als Pandwertskel auch im vorigen Frühjahr (nämlich 1847), wo wegen ber Thenerung allerwärts Suppenanstalten zu sinden waren, in der bortigen auch eine Suppe um Gotteswillen gegessen, dasür aber ein Kreuzlein als Suppenzeichen ins Wanderbuch besommen; brittens aber wuste ich, noch von Günthersthal her, auch die vorzüglichsten Bierhäuser, — gewiß lauter gewichtige Punkte für einen Refruten in ter Garnison!

Der Einrückungstag, ber 1. April, nämlich rücke fo schwell heran, als käme er per Dampf, aber, ehe er anlangte, gab es boch noch etwas anderes, nämlich den 47er odenwälder Aufftand. — "Nachmittag um ein Uhr muß jeder Bürger mit einer Baffe in's Births erscheinen bei dreißig Kreuzer Straf", so schellte der Gemeindediener an einem Mittag ans. "Bas gibts? — Bas ist los? — Bas fangen wir jest an?" fagte die alte Frau zu mir, "der S. hock jest wieder drin zu M. bei dem Mensch." — Da ich ersahren hatte, daß in M. der Hauptversammlungsplat der aufgebotenen bewassneten Mannschaft sei und ich so gern bei dem, was es geben sollte, gewesen wäre, so ging ich geradezu nach M., suchte meinen Better auf und ersuchte ihn, er solle mich für ihn mitgehen lassen wo es hinzgehe, was er mir gerne gestattete, sonnte er ja gleich eine Stunde länger bei seinem Berzapsel verweilen.

Ich mußte jett, da ich früher fam als es angesagt war, eine Zeitlang warten, aber nicht lang ging es, so fam aus ber ganzen Umgegend ein Haufen Bauern und andere Leute nach dem andern an. Als ein großer Trupp, aber noch lange nicht alle die aufgeboten waren, beisammen war, wurde abmarschirt. Und wohin? Gegen Amorbach — um den Fürst Leiningen zu demüthigen und die alten Papiere zu verbrennen, in denen ihm so viele Rechte zugeschrieben seien, die er aber nur durch Bertrug und Uebervortheilung sich angeeignet habe, und die er jett wieder herausgeben musse oder er musse sehen, am allerwenigsten abgesanft, man schlägt den Hund lieber todt; man brauche den

Blutsauger gar nicht — man brauche teinen zwei herren zu dienen" — so hieß es und noch vieles andere berartige wurde geschwätzt, wie es eben bamals üblich und gebräuchlich war.

Die großen Plane unserer Rabclossihrer wurden aber zu Wasser, nur so viel wurde bezweckt (d. h. erreicht), daß der Leiningische Wald einige Tage Gemeingut war und tüchtig ruinirt wurde, und daß der Leiningischen Bierbrauerei, die viele ganz niederreißen wollten, sammt dem dortigen Rentamt einiger Schaden zugefügt wurde, und daß die Wilddiebe mehrere Tage lang freie Jagd in dem Leiningischen Thiergarten hatten und endlich noch, daß nach einigen Tagen das blutarme M. eine tüchtige Portion Einquartierung erhieft, — das war alles!

Das End' von dem odenwälder Aufstand fah ich nicht mehr ganz, benn der erfte April war dazwischen gekommen, welcher mich nöthigte Staubans zu nehmen und einzurücken.

3ch hatte schon als Bub von biefem ober jenem fagen gebort, wie er ale Refrut feinem Sericant einen Kronenthaler und feinem Korporal auch einen gegeben habe und wie er fpater ale Solbat, ba er gur Revue einruden mußte, ber Sericantenfran einen Schlegel Dorrfleifch mitgebracht, und wie ber Serschant und ber Rorporal beshalb fo aut gegen ihn gemesen feien; wie dagegen andere, bie ben Daumen nicht rutichen lieken und auf bem Erergierplat mabrend ber Rubgeit ber Gerschantenfrau ihren schlechten Schnaps nicht ablauften, wie die während der Exergierzeit fast jeden Tag ihre Schmift' befamen. wie ber bund fein Freffen, und fpater wegen jeber Rleinigfeit eine Strafwacht brennen ober nachererzieren mußten. Dief und noch vieles andere, namlich von faumäßigen wuften Schimpfreden und graulichen, abscheulichen Flüchen, weiß jeber, ber Galbat gewesen, eine Last zu erzählen. Ich bagegen weiß von berartigem nichts zu erzählen, benn feit einem Monat hatte sich vieles geändert, namentlich aber war in der Behandlung der Solbaten eine auffallende Beranberung porgefallen. bern Exergiermeister tounten dies Jahr so freundlich mit uns Refruten thun als maren wir lauter aute Freunde und Berwandte von ihnen. Sie behandelten uns, im Bergleich au fraher, so subtil als ob wir Glaspappen waren, die keine unfanfte Behandlung vertragen tonnen. - Bohl murmelte auch mitunter

Einer einen gräulichen Fluch unter seinem unmäßig großen Schnurrbart hervor und schante diesen oder jenen mit seinen versoffenen globbödigen Augen an, als wollte er ihn fressen, aber damit hatte es sich. — Die heurigen Rekruten waren größtentheils nicht von Schreckhausen und nachten auch Augen, in denen deutlich zu lesen war, daß es sie nicht gewaltig kinnmere, ob der "Bendeljud" wlist thue oder nicht und daß er, im sall er sich an Einem vergreise, gewärtig sein müsse zur Beit auch einnal etwas zu empfinden, was er so geschwind nicht vergeise.

Als wir wenige Tage nach bem Einrücken ausmarschiren mußten und zu recht liberalen Bärgern, beren es bannals in allen Binfeln eine große Menge gab, ins Omertier famen, da war es vollens Tag. Die Herren Exerziermeister, die in der Gazenison nichts wußten als über den Spisduden Deaer zu fchimpfen und nus Retruten nicht anders als Freischärler nannten, hatten, so zu sagen, jetzt das Maul verloren: ja manche hielten es sogar für gut, sich anch ein wenig liberal zu stellen um nur recht zu saufen und zu fressen von ihren Quartierherrn zu bestommen. Wahrscheinlich dachten sie: wenn man bei den Wölsen ist, muß man mit ihnen heulen.

Ach das war eine herrliche Zeit, die Refruten- ober Exerzierzeit; nur schade, daß fie nicht viel langer gedauert hat, sondern
in vier Wochen vorüber war. Wir famen aledann zu unsern
Rompagnien, welche mahrend ber Zeit, als wir Exerzieren lernten und den Hecker jeden Abend im Bierhaus hoch leben ließen,
droben in der Gegend bei Randern und Lörrach Freischarter
aufsuchten und arretirten, den liberalen Bürgern Schlupfstreiche
spielten, wohl manche auch maltratirten.

dett hatte sich das Blatt gewendet und der Wind bließ aus einem ganz andern Loch als bisher; jest war es an uns, zu denten: wenn man bei den Wölfen ist, nuß man mit ihnen heulen. Wein Eigensinn und meine allzu große Parteilichkeit (b. h. Parteieifer) aber ließen bei mir solches nicht zu, obgleich ich einsah, daß es am tlügsten wäre; ich ließ mein Waul jetzt zwar nicht mehr so spazieren wie bisher und ging auf die Seite, wenn mir das Schimpfen und Schelten über meine Gestunungsgenossen zu die kam, oder ich machte eine runzelige Stirne und

am Ende; wenn's thunlich war, eine trottene Bemerfung. -Da ich es fcon im Anfang mit beiti Rammerfeldwebel, ber allein pon ber Rompkaufe bei und Refruten mar, verborben batte und jest zum Unftern gerabe in feiner Feldwebelfchaft war, fo hatte ich nicht viel gutes gut erwarten. " 3th mar aber citi uite gemein hoffahrtiger Golbat und tonnte es nicht bertragen, wenn einem anbern fein Sady blanter gepust mar, als bas meinige; ich gab ittir fcon beshalb bie größte Mahe immer wie gelect baber gu tommen, und bas war febr gut für mich, Benn gerabe baburch entzog ich meinem Spiget, bem Belbibebel, bie Baufigften Belegenheiten mir beinfommen unb feinen Broll an mit ausenlaffen. - Aber iben wufte fo tine hundegemeine gelbwebelfeele, wie fie ber #! befag, nicht zu follanteen? Gr fund immer envas in beschnubeln an mir. Er hatte mir gewiß balb ben Leiber gemiacht fb. h. Alles verleibet), wenn nicht ein anberer Ilmstand bagwischen gefommen mare, ber, indem ich mit Leib und Seele nur mit ihm beschäftigt mar, mich alles anbere vergeffen fleg. Ich erfuhr nämlich mae es beiße, in Wahrheit und im vollften Dage verliebt gu fein.

Um nicht gar zu weitläufig, sondern balb fertig zu werben, will ich meine Liebschaft, die doch nicht Stand hielt, nicht umsständlich erzählen — was ich auch nicht sertig brächte —, sotidern nur so viel sagen, daß ich mich während derselben überaus glücklich fühlte und ein ganz anderer wurde als ich bisher war. Ich ließ Heterich sein wer wollte und ließ über dieselben schimpfen wer wollte, das fümmerte mich alles nicht mehr; für mich gab's nur noch einen Gegenstand von Bedentung, und das war die neunzehnsährige Gothe meines Quartiermeisters in E., das — was sich natürlich von selbst versteht — schonste Mädschen das ich je gesehen habe; ober, wenn es auch gerade nicht das schönzte war, so war es mir doch das liebste.

Mein Glück blieb aber nicht lange ungestört. Die erste Störung war, daß die Berwandten meiner Amalia, Eltern hatte sie nicht mehr, durchaus nicht zugeben wollten, daß es mit zweierlet Tuch, d. h. mit einem Soldaten, der ohnebleß noch ein armer Tropf sei, Belanntschaft habe. Ich sonnte dieß ihnen nicht sehr verübeln, denn die meisten Soldaten halten die Mädchen doch nur für Narren, und die meisten Mödchen, die sich mit

Solbaten einließen, maren leichtfertiges luftiges Reng. Mabdien, bas nur ein wenig weiter bachte als es fab. fab fcon zum Boraus, mas für ein elendes Ding es fei um bie Liebe eines Solbaten, ber in jedem Reft, in bem er fcon im Quartier lag, wenn es andere thunlich mar, auch einen Schat batte und jedesmal recht berglich lachte, wenn er auf's Reue ein fo bummes Ding fand, bas, bem rothen Tuch ju Lieb, ibm alles glaubte mas er an es hinfcmatte, mofur cs. wenigitens bei ben Solbaten, gewiß in ben allerschlechtesten Ruf tam. thut gar nichts unrechtes, wenn man behauptet: wenn ein Dabden einen Schlechten Ramen haben wolle, fo burfe es nur mit einem Soldaten in ber Garnifon anbinden, dann fei es feiner Sache gewiß, felbft wenn es fich nicht im minbeften ichlecht aufführe. (Dag ich unter bem Namen Solbat auch bie superfeinen Rorporal' meine, versteht fich von felbit, benn gerade biefe find die allerbeften.)

Nur Eins ärgerte mich, nämlich bag man unter ben Solbaten auch gar keinen Unterschied macht, soudern geradezu glaubt, bag der Eine keine schimmlige Bohne mehr werth sei als ber Andere; was offenbar unrecht ist, benn es hat auch recht ordentliche brave Leute babei, die noch einen ordentlichen Broden Räson im Leib haben.

Da mir von jeher ber Leichtsinn etwas start angellebt und ich mich folglich über alles leicht hinwegsetze und mir die Ramerabin meiner Amale, die mich öfter allein besuchte, einmal bei einem Besuch verschiedenes, obgleich nichts schlechtes, von berselben erzählte, so entschloß ich mich, trotz dem theuern Bersprechen das ich der Amalia gegeben hatte, die Bekanntschaft mit ihr aufzugeben und es auch zu machen wie viele andere; benn da man doch alle Soldaten als aus einem Teig geknetet betrachtet, so wollte ich keiner von den verkannten d. h. von den besten sein.

Diesen Entschluß faßte ich, nicht weil die Liebe zur Amalia in mir gewichen war, benn dieß war nicht der Fall, sondern um vorzubeugen, damit, im Fall ich genöthigt würde die Bekanntschaft mit ihr aufzugeben, ich von meinen vertrauten Kameraden, die um die Sache wußten, nicht ausgelacht und gesoppt würde. Ich unterhielt immer noch im Geheimen einen Briefwechsel mit

ihr, ber aber immer mehr in Abnahme tam und endlich ganz aufhörte, ohne jedoch gegenseitig einander aufgesagt zu haben.

Bahrend biefer Zeit war auch ber Ausmarich nach Solftein vor fich gegangen, ben ich mitmachte. Da wir aber auf Elfenbahnen und Dampfichiffen binein und wieder heraus gerutscht find, so befam ich nicht viel zu feben und ich weiß von ber gangen Reife nicht viel zu ergablen, ale bag bas Rheinthal pon unterhalb Bingen bis gegen Bonn bin mich außerft ichon bunfte und ich bort irgendwo babeim ju fein munichte. In Solftein felbst gefiel es mir nicht sonderlich, und ich mar froh als wir fobald wieder heraus tamen. Der Bumpernickel und ber abscheulich viele und ftarte Schnaps fagten mir nicht gewaltig au, ebenfowenig die altägliche Buchweizengrüße, die mit ben vortrefflichen Kartoffeln die Hauptnahrung der Holfteiner zu fein Dagegen in Samburg gefiel es mir beffer, ich hatte nur nicht Zeit und Augen genug um alles, was mir fcon fchien, ju betrachten. Die Borfe, bas große Schmitt'iche Bafferwert, meldes die gange Stadt mit Baffer verfieht, der hafen und bie Schiffsmerfte fielen mir am mehrsten auf. Wie schon gefagt, die Zeit mar zu furz, um auch nur einen Theil von all' bem Sehenswerthen feben und betrachten ju fonnen, mas hier au befehen mare.

Es war aber fehr gut, daß wir nicht langer in Hamburg bleiben durften, benn die schlechten großstädtischen Hamburger Sitten mundeten den, als Soldaten verkleideten, einfachen Bauern-buben größtentheils so gut, daß sich viele in den wenigen Tagen, die wir dort waren, schon zu Grunde gerichtet hatten, und beim Behen ein so breites Geleis führten, wie einer von des Humsmel seinen Gutwägen droben in Kehl.

Die Schnepfenjagd bei Staufen beschleunigte, wie einige Soldaten aus Briefen wissen wollten, unsern Rückmarsch, und so tam es, daß wir um die Herbstzeit schon wieder in Garnison waren.

Wir waren in holstein nicht besser geworden, sondern nur rappeltöpfiger; die alten Soldaten, die im Frühjahr so arg über uns aufrührerische Refruten geschimpft hatten, waren jetzt um tein haar besser als wir, und theilweise jetzt noch ärger aufrührerisch als wir; ja sogar die Unteroffiziere waren zum Theil verdammt liberal geworden und zogen vor uns Soldaten ganz ungescheut über die "Bergebeusstresser" los, daß es eine helle Freud' war. Fast zum Berwundern war das besonders bei den alten Rasernenhodern, die immer gewöhnt waren die Ohren zu spizen wie ein Stallhas, damit sie ja nicht überhörten weun ein so hochsahrendes aufgeschwänztes Offizierle ins Zimmer trat, um gleich "Achtung" rusen zu können. In Holstein machten die Offiziere freilich bei weitem seine so gravitätische Wiene mehr als das in der Kaserne der Fall war, und sie nahmen es hier nicht so genau, wenn ein Soldat vor ihnen Honneurs machte, ob es auch in der rechten Weise und mit einem steisen Rückgrat geschehen sei n. s. w.

Den Winter über durchstreiften wir den Sees und Oberrheinfreis und ließen co uns in den größtentheils guten Quartieren recht wohl sein. Man hatte überall, wo wir hinkamen, die größte Freude an uns freisinnigen Soldaten, nur machte mitunter Einer eine runzelige Stirne und meinte, die Freisinnigkeit sei bei den Mehrsten pure Berstellung. Ich selbst witterte bei den mehrsten alten Soldaten nur Berstellung und meinte, sie seien blos liberal um möglichst viel Schwenkwasserster für ihre Gurgel zu bekommen; jedoch überzeugte ich mich von manchem, daß er zu andern Gedaufen gekommen war, als er sie im vorigen Frühjahr hatte.

Der Winter war mir vorübergegangen ich wußte nicht wie, und die 49er Retruten famen an als unser Bataillon gerade in ber Garnison und in der Raserne lag. — Während der Zeiten, da wir in den Kasernen lagen, fümmerte ich mich weniger ums Soldatenleben, als wenn wir im Quartier lagen. Ich schusterte alsdann, daß der Pamps davon ging, verlohnte meine Wachten und durste, da der Pberseldwebel und die Mehrzahl der andern Unterossiziere lauter herzgute Seelen waren und es nicht so genau nahmen, auch nur sehr wenig sonstigen Dienst thun. (Wohlgemerkt seit dem Holsteiner Zug war ich bei einer andern Kompagnie. Die Unterossiziere von meiner frühern Kompagnie waren nichts weniger als so lobenswerthe Patrone.)

Die diegjährigen Refruten waren nicht minder teufelhaftig als wir im vorigen Jahr, nur trauten fie ben alten Solbaten

nicht, wozu sie auch une vorjährige zählten, und schauten uns mit scheuen Augen an.

Gines Rachmittags, ale bie Refruten ichon wieber eingernicht waren und ich ihnen anftreichen geholfen und gezeigt hatte, wie man pust, und fie alle wieber im Bimmer waren und am Rommislaib handirten und bie Bimmertour die Bafferftuse ichon einigemal frifch gefüllt hatte, ergablten mir Ginige, wie fie heute ihr Exergiermeifter angeflucht habe und fie fo lang im Anfalag hobe liegen laffen, baf fie geglaubt hatten bie Arme brechen ihnen gerabe entzwei. Das war etwas für mich. 3ch fchimpfte und fchalt fie bumme Rerle, baf fie bas Gewehr nicht hatten fallen laffen und fagte ihnen, wenn er es ihnen wieber fo mache, fo follten fie alle mfammen bie Gewehre fallen laffen, er wurde es bann in Rutunft fcon bleiben laffen. Ich beiterte fie auf und fagte: fie follten ja nicht fo erichroden fein, fondern follten zeigen, daß fie feine Rinder mehr feien, und wir vorjährigen Refruten wollten es ihnen nicht machen wie es une bie alten Rafernenhoder voriges Jahr gemacht hatten, fondern im Gegentheil wir würden fie fo viel als möglich unterftugen. 3ch maniche nichts mehr als bag bie Refruten von ben nachsten zwei ober brei Jahren jest ichon bei une, bagegen die alten Soldaten fort maren, es ginge gewiß bann balb anbers. 3ch hatte noch viel gefagt, wenn mich ber Bimmercommanbant, ein Felbwebel ber auch Exergicemeifter war, ben ich aber nicht fürchtete - benn ich hatte ihm erft vor wenigen Tagen ein Baar Stiefel halb umjonit vorgeichuht und forgte auch bafür, bag er feine Stiefel nie ungewichst angiehen mußte - unterbrochen hatte, indem er ungewöhnlich barich mir gurief: "G. G., ich verfichere Ihnen, baf Sie noch ine Buchthaus fommen," worauf ich ihm gur Antwort gab: "bafür habe er nicht zu forgen, und ob ich ins Buchthaus fomme ober nicht, bas könne ihm gleichviel sein." 3ch machte dem Geldwebel von bort an nicht mehr bas freundlichfte Geficht. Mle er zufällig nach wenigen Tagen einen Refruten, welcher ben befannten biffigen Oberleutnaut B. einmal fühlen liek, mas es heiße, ben Gewehrtolben in bie Rippen ftogen, und deshalb ins Buchthaus fam, als er biefen Retruten nach Bruchfal transporrirte und auf dem Rudweg gefeben und gehört hatte, wie es in Rarleriche und Raftatt ftebe, ba mar er, ale er mir jum erften Wal wieder begegnete, gan; freundlich und ließ wohl merten, daß er jest nicht mehr fagen wurde, was er vor einigen Tagen zu mir gesagt hatte.

Als ber Feldwebel von seinem Transport zurückfam, hatte es sich, ganz unverhofft, auch bei uns um vieles geändert. Wir Soldaten hatten während dieser kurzen Zeit unter uns ausgemacht: ber National-Bersammlung in Frankfurt zu huldigen und dem Größberzog die Treue aufzusagen, insofern seine an uns gestellten Forderungen denen der National-Bersammlung zuwider laufen sollten, und gleich nach wenigen Tagen erklärten wir schon unsserm Oberst und allen Offizieren, daß wir bereit seien für die National-Versammlung mit Gut und Blut einzustehen und daß wir nichts thun und unternehmen würden, was dem Willen derselben entgegenlaufe. — Der Oberst hielt uns hierauf eine Predigt, in der er uns theils schmeichelte theils drohte, die so frästig war, wie sie voriges Jahr kein Advotat zu Stande brachte; aber er predigte tauben Ohren und wurde brav damit ausgelacht.

wir une ichon einige Tage geweigert Nachbem hatten, brachte co ber Dberft und ber Schmaben-Beneral Differ endlich boch fo weit, bag wir ausmarichirten, aber baburch mar nichts gebeffert. Als man uns nach einigen Tagen wieber nach Freiburg gurudgutchren verfprach, une aber an Freiburg vorbei und weiß Gott wohin (Die Offiziere wußten es felbft nicht) fub. ren wollte, ba gab's erit Mrawall, ber fich bamit endete, baf wir Solbaten une trennten. Bir Freifinnigen gogen ohne Offigiere und nur mit wenigen Unteroffizieren nach Freiburg; die anbern. bie nicht wuften ob fie hischt ober hott wollten, aber bei weitem ber gröfte Saufen waren, marichirten mit ben engherzigen Dffizieren und dem Schwaben-General bas Sollenthal hinauf. murben aber von den ichmargmalber Banern gurudgeicheucht. -Unter biefer Zeit machten wir in Freiburg aus Gelbwebeln und Dherfeldwebeln Majore und Sauptleute, aus Norporalen Leutnante u. f. w. und beichloffen, feinen Offizier und Unteroffizier bei ber Rompagnie angunehmen, ber mit ine Sollenthal marichirt fei. Als wir die Demuthigung ber Offiziere von ben Schwarzwälbern erfuhren, ba lachten wir hellauf, und ale fic zurücktamen und fich ber Stadt naherten, fo fam mir ber fon-

berbare Gebante: alle Offiziere vor bem Schwabenthor abzufangen und zu arretiren; ich fagte bieg einigen Solbaten, bie fogleich fich bazu verftanden, und nach wenigen Angenbliden maren fo einige amangig Mann mit Gewehr und Tafche aufammen. bie, wie ich meinte, fcon hinreichend feien um bie Offigiere bon amei Bataillonen au arretiren. Und richtig, es gelang uns hans gut, denn bie Offiziere gaben fich fo gebuldig brein als so fie teine Galle hatten. Rur ber Major D. bopperte ein wenig. aber er fügte fich boch endlich. Wem ich zu befehlen achabt hatte, fo mare bamale allen Offizieren, bie nicht bereit gewesen waren auch unter ben jetigen Umftanben ihren bisherigen Dienft ju thun, ein Blat in ben Casematten in Raftatt angewiefen worben, bis zu ansgetragener Sach'! Ich glaubte wir warben auf biefe Beife manchen Offizier erhalten haben, ber für une von Wichtigkeit gewesen mare und bem es anch gelungen ware. wieder einige Ordnung in uns ju bringen. Es waren viele barnnter, bie ber Sache nichts weniger als abgeneigt waren und gern Dienst genommen hatten, aber fie wollten fich nur nicht bettelmäßig barum bewerben, und in ber Beife wie es gegannen ift, gonnte ihnen Riemand bas Wort um fie bagu aufzuforbein:

Bir hatten jest alles basjenige, mas bie mehrften Golbaten unter Freiheit verftanden, und es behante ihnen recht aut: wir waren in Quartieren, burften nicht thehr exergieren, teine Bacht und feinen sonftigen Dieuft mehr thun; ja viele putten ibr Sach' nicht einmal mehr und tamen batter. baft ce eine Schande war. Wenn Liberglitat und Freisinnigfeit im Freffen und Saufen, faulengen u. f. w. beftunbe, fo waren bie mehrften Solbaten bie afferfreifinnigften bon ber Belt gemefen. -- Rur mich war, to jest recht gut, bas ich in:feine Dumntheit ib. fr. Liebelei mehr verwickelt war, benn ihr abzumarten batte ich jent feine Beit mehr gehabt. Dienft wollte Riemand mehr then & benn es war ja Preiheit - und boch follte Bache, :Orbonnang und Batrouillemannichaft jeben Tag anfrieben. Da ich für bie Suche fehr intereffirt war, fo ging ich in ben arften Tagen, bis ce einmal wieder beffer im Gang war, freiwillig auf Drbomsong jum Civil-Commiffat Beinifde und lief und ramte wie befeffen im ber Stadt bernm; ich hatte felbige Beit feinen Bunger und Darft und auch bei weitem teinen fo großen Schlaf mehrwie vorher. Doch das währte nicht lange; wir kamen wieder auswärts in's Quartier, als wir der provisorischen Regierung gehuldigt hatten, und da war es dann herrlich, denn die neugebackenen Offiziere und Unteroffiziere waren die besten Kerle von der Welt, sie waren noch viel besser als wir nur verlangten. Wenn exerziert werden sollte, so fragten sie und jedesmal vorher ob wir wollten ober nicht. Wir wollten aber immer, denn wir thaten's aus Zeitwertreib und den Z Kreuzern zu Lieb, die die provisorische Regierung mehr Löhnung gab.

١

Als die Preußen, Kurhessen, Medlenburger u. s. w. u. s. w. im Ammarsch waren, um uns das Revolutioniren zu vertreiben und den außer Landes gegangenen Großherzog wieder heim zu bringen, und deshalb die Oberländer Soldaten und Freischakter in's Unterland mußten, kamen zwei Kompagnicen, die siedente, bei der ich war, und die achte, nach Oonaueschingen, um die dortigen, an die Fürstenluft gewöhnten Bewohner in der jedigen Stimmung zu erhalten und zu verhindern, daß dieselben nicht im eine Reaktion versielen, was dei einmal an Fürstenluft Gewöhnten unter den jedigen Umständen leicht hätte der Fall sein: können.

Dier maren wir nun mabrend ber gangen Gefchichte und erfuhren nur fehr wenig und nichts mahres von bem, mas im Unterland porging. Unfer Saubtmann' hielt Inspettion bei ber Bargermehr in ber Umgegend: bie Goldaten exergierten mit ben Donancidinger Freischarlern ober fagen in ben Bierhaufern und zechten tüchtig und fangen Bederlieber. Dir gefiel es auferorbentlich aut in einer Schufterbutif bei einem burch und burch rabifalen. Meifter und einigen Gefelleng ich fag immer bei biefen und foniterte für meine Kameraben und fparte baburch erftens mein Gelb und verbiente zweitens damit mehr, als zwei Schuftergefellen gufammen gu radern im Stand find. Unfer Manntenam machte aber je langer, auch ein beito langeres Geficht, und auf einmal ichlug er une vor an die Schweizerarange hinüber zu marfchiren, was wir aber nicht wollten, benn bie mehrsten Solbaten batten Liebichaften bier angefnüpft, bon benen fie fich nicht gern trennten, und gubem waren die Donaueschinger, felbft bie allerargften Ariftofraten, bisher gang orbentlich mit und neweson. Auf einmal war unser Hauptmann mit feiner

Frau allein abmarschirt, und zwar nach Schaffhausen. Die Heidelberger Zeitung "der Boltssührer" blieb auch aus; mein Onartierherr; ein Erzuristofrat, wurde jeden Tag aufgelegker und wußte manches von preußischen Generalen zu erzählen; der schwäbische Merkur brachte jeden Tag einfältigeres und tappigeres Zeug; — aber alses dieß waren "Dummheiten, Aristofratemize", unser, bisher vergötterter, Hauptmann "ein einfältigere Tropf" auf w. Selbst wenn einem Soldaten das Herz bereits in den Posen sag; so durfte er's nicht merten lassen, denn er wirde vor der ganzen Kompagnie spöttisch gemacht worden sein. Ich war disher die allerleichtsinnigste Seele, glaubte gar nichts, was nicht auf der Schusterbutil geschwätzt wurde und meinter wenn's auch drunten nicht zum Besten stehe, so habe deshalb der Letze boch noch nicht geschossen.

.... Die Aschin ober auch Mage - wie man will, benn fit war: beibes migleich - bes herrn Amtmann Speer, ber im Saufe meines Quartlerberen mobnte, mit ber ich mich frattbenlang zu miterhalten Gelegenheit hatte, welche Unterhaltung bald in eine Liebichaft fich umgewandelt hatte, fagte mir eines Abende mit weinerlichen Augen, daß fie von ihrer herrschaft vernommen habe, baf bie Brenken ichen oberhalb Offenburg feien und bak es nicht mehr lang mahre; fo marben fie auch hier fein; and bie Unterlanber Golbaten: und Wehrmanner hatten es gescheibt gemacht und feien alle beim gelaufen. Der Reft fet aber fo m fagen mehr auf ber Flucht als auf bem Radgug, bennifte murben es wahrscheinlich nicht mehr wagen fich irgenbwo zu ftellen. Sie hatte fich, mabrent bem fle mir biefes und auch noch anbercatzenfifte ; einigemal mit bem Schurg bie Augen ausgewifcht, was als fie fertig war, fo fing ich an, fie, wie gewohnlich mit ihrer Sobbamer Sprache und wegen ihrer allmarofen Beforgnif nund Befinmernik wegen meiner, ju neden unbigt foppen, - mad fie nicht gang gut vertragen tounte, - und anf Ende meinte ich; wenn ich fo lang noch hier im Onartier bletben burfe bis bie Breugen uns verjagten, fo fei ich bas andere 100 PM 100 PM 100 PM 100 PM Jahr moch ba. 15 11

Daß bieß mein voller Ernft nicht fet, wußte fie beffer ale es andere Leute-hatten wissen tonnen, benn ich hatte bisher vor ihr tein Geheimnig und sagte ihr alles, ohne baß fie:es mir

## Mein Rüchtlingsleben und wie ich Büchtling wurde.

Als wir einige Tage im Thurgan herum gestoben waren, temen wir nach St. Gallen und von da nach Perisan in Appenzell. Und Soldaten begegnete man überall recht freundlich, freundlicher als ich erwartet habe; aber die Freischaren, die Blusenmänner, die zum Theil abscheulich schosel aussahen und wahren — ich will nicht sagen was — glichen, die sah man nicht gar freundlich an, und wir waren selbst herzlich froh als sie nach wenigen Tagen wieder absrahen mußten. Das Leben, wie wir es hier zu führen genöthigt waren, sagte mir nicht im mindesten zu, und ich war außerordentlich froh als mir schon am zweiten Tage ein Meister Arbeit antrug; ich ging gleich zu ihm und war dadurch vieler Arbeit antrug; ich ging gleich zu ihm und war dadurch vieler Alissichseiten überhoben.

Die strenge Aufsicht und bas schlechte Nachtlager und bage bas außergemobnlich schnelle Abnehmen bes Gelbsäckels sagte aber teinem meiner Rameraben zu, und sie machten sich deshalb, nachdem sie Briefe von Hans befommen hatten, alle auf und gingen heim; nur einige, die ich aber nicht kannte und zu denen ich auch keine große Reigung hatte, blieben zuruck. Auch ich hatte heim geschrieben und wieder Briefe erhalten, aber sie konnten mir nicht schreiben was ich zu wissen gewünscht hatte.

Rurge Zeit nach ber Abreife meiner Rameraben erhielt ich Briefe von ihnen, in benen fie mir fagten, bak fie gang aut nach Sans gefommen feien, und es ftehe bei weitem nicht fo ichlimm wie man fich einbilde, wenn man flüchtig fei; jedoch riethen fie mir, ba ich ja boch Arbeit habe, ich folle bleiben mo ich fei und bieß fo lang als es ginge. 3ch mar unterdeffen in ben neuentftandenen Gefellenverein, der fich in Berifau gebildet batte, eingetreten und es gefiel mir in bemielben fehr aut. Meine bisherige Mifimuthigfeit mar bereits wieder verschwunden und hatte meinem früheren Leichtfinn wieber Blat gemacht. Bei meinem Meister gefiel es mir ziemlich gut. Er selbst war zwar ein mme figer Rerl ber nicht viel fur brei Baben ichmatte, bafür gabite er mir aber einen tuchtigen Lobn, und mas ihm an Freundlichfeit abging bas brachte feine bereits grantopfige Frau wieber ein. Sie, die Meifterin, wußte mir balb gar vieles ju erzählen und gewöhnlich lanter luftige Sachen, benn fie war eine fehr

britere, aufgelegte und fibele. Fran und bie i trothem baf: fie greue Hacer, bette, noch, febrigern tangte unbilbach bann nie Welcaenheit befommen frauete, weil, wie gefatt, ber Dam ein deolliger Kerl, ein wahrer Kodtenbogel war. Da er aber seine Fran fehr hoch fcatte, folgab er es germogust wenn fie misanier ale. Montage ine Balleftabter Beb . wolite ibin Co vier wenig gutlich zu: thutsund ...mit wit, ihrem: lustigen Rüchtling. giumol nach Bergensluft stu thuren "Bet an Bieb thateich bat much aben ich batte fein Wergnügen babei, benn ihre atten Beine wollten nicht mehr nech, obgleich das Hachbrettle: und die Weige fo beftig aufmachten, bag man in bie! Dobe bapfen mußte.: 6 ::: ...... Dagegen fab ich andere, Figuren in bema Bab. mit :: benest as mir bei weitem: beffer sauseate gundanden in als mit inteiner Meiftering und baneinige ber luftigften Bereinsmitglieber, ibie ithen Deantag blaummatten fich bler Bergnitgen verichaffind. for warres halb fo meet, bag ich; menn: ich en einemo Dombak Radinstriag, midit im Bab , auf , bem . Tanaboben ibangilah midit meinte bag es Monetag fei , for fogar Bounerftage nach bein Frierabend, murbe in Gefellicaft ein: Musflug in's Bab demadi. denn ich gab. Montene jund Donnerstage Minfit bafelbiti, ingilim Ber Berein omar für mich bein perberbliches Ding abenn hurch tin murbe ich mit, vielen Bafellen befannt, bie ich ohnt ihn nie hätte kennen gelernt nichte trich en Beichtfinn noch weit übertrafen und bibumen Spater bie fiebften Ramenaben wathen. die mich in meiner Leichtfertigfeit ftets unterftütten und fo bam beitrigen, mich täglich leichtigniger ju machen :- Der Berein hatte für mich aber and von großem Ruben fein fonnen. wenn ich mich au, dat befferenn Mitgliedern beffelben nebelten batte. gegeni die ich aber immer eine Abneigung hatte. Denn ber Berein war eingerichtet: unt fparfeite fein und etwas birmen die tonnen. Man :frunte : Sonntagenbent gamen: Tag vauf bem Bereinslottife venweilen fohne leinen iehrenger imiegeben gut muffen. .. Für Unterhaltung::Bucher und Reitimaentiforgte ber Berein: Es mutbete ichen Sonntog brei lantertichtsftunden geneben; welche aus ber Roffer bezohlt: murben, send: die Witglieder, : bie biefelben : nenoffen; nichts bofteten ald: bie: membhuliche : Muflam, bie Mite, saulen musten: Es marke mintlich Mnierricht im: Mednen: Sidone und Necht-Schreiben: und im Singen gegebent Bing Zeichemmternichts

ftunde mar im Entiteben: auch eine Spartaffe murbe eingeführt. Die bas eingelegte Gelb mit vier Brozent bezahlte und für welde ein angefehener Burger Garantie leiftete. 3ch ließ mich im Infang in jeden Unterricht aufnehmen und hatte Freude baran, besonders am Rechnen: aber das mabrte nur eine Reitlang, bam liek ich mich wieder streichen. Seitbem die Frankfurter Reitum und ber Bolferbund vom Struve und Sigel im Berein eines führt waren, hatte ich auch feine Beit mehr gehabt auf bem Lotal etwas anderes ju thun als Reitungen ju lefen und in ber Leipziger Berbrüberung freifinnige Gebichte auswendig zu letwen, und diefelben bann jur Unterhaltung ber Bereinsmitalieber m beklamiren. In ber erften Zeit, als ich noch nicht gang burch und durch leichtfinnig war, machte es mir viel Berbruft, baf if auf meine Schreiben nach Donaueschingen niemals Antwort betam. - Begen meiner Mutter und Geschwifter machte ich mir teine Sorge, benn fie batten mir geschrieben, bak an ihnen noch tein einziger Breug' gefommen fei, fie wußten nicht wie fie and fahen bie Breufen und - fie feien nur recht berglich frob. bef ich noch lebe, benn fie hatten, indem fie an mich einen Brief geschrieben, ben fie aber wieber retour betommen batten, fcon acglanbt, ich fei mahrend ber Revolution erschoffen worben ober lage irgendwo in einem Spital und konne ihnen nicht foreiben. und es famen jeben Tag Solbaten aus ber Schweiz und ob ich nicht auch beim wollte, fie möchten mich gern wieder einmal feben.

Damals hatte ich aber ben Schnupfen ober "Iniefel", wie die Appenzeller sagen, noch nicht um nach Haus zu gehen, sondern schrieb meinem Better, er solle mir Gelb schicken, ich wolle nach Amerika, denn ich traue dem Aktord gar nicht und befürchte, man möchte mir am Ende aufpseisen, daß mir's Seben und Hören verginge; — wohlgemerkt: ich machte es noch ein biste ärger als ich glaubte daß es geschehen könne, um nur meinen Better, der in solchen Fällen sich uoch nie übereilt hatte, zu bewegen, daß er Gelb herans gebe. Ich mußte lange auf Rachricht warten, und als sie kam, so lautete es: "er glaube es werbe so gesährlich um mich nicht stehen wie ich meine." Es sei ein Soldat aus B. daheim, der ihm erzählt habe, wie er während der Revolution den Offizieren ausgetrumpft habe und wie er

und noch einige Kameraden so verdammt Hederisch gewesen seien, daß es ihn nur Wunder nehme, daß man ihn nicht schon längst abgeholt habe, oder daß man ihn nur habe heim kommen lassen. Daß er mir im schlimmen Falle Geld geben oder nicht geben wolle, davon sagte er gar nichts, und das Amerikagehen muß ihm wahrscheinlich gar nicht gefallen haben.

3ch war gleich in ben ersten paar Tagen, als ich in Berifau mar, auch in einigen Saufern bekannt geworben, namentlich in bem Saufe eines Fabritanten, in welchem ich fpater viel ab und ju ging. Sie hielten nämlich eine Zeitung, die ich in feinem Bierhans und auch nicht im Berein zu lefen befam, und ba ich glaubte in Zeitungen vielleicht, etwas erlückern zu tonnen. so scheute ich feine Duche möglichft viele zu lefen. Da bie Leute fich fehr theilnehmend zeigten, fo ward ich balb gang vertraut mit ihnen und ergahlte ihnen alles ohne Ausnahme, und wenn ich in irgend einem Buntt einen Anftog batte, fo fragte ich fie auch um ihre Meinung gang ungenirt: - ich Efel batte gut gethan, wenn ich ihrem Rathe in allem gefolgt hatte, aber bas that ich nicht. - Das Fragen mar nur im Anfang nothig, aber fpater predigten fie mir, befondere bie Fran, bei jeder Gelegenheit - b. b. bei einer folden wenn fie erfuhren, daß ich wieber irgendwo tuchtig über ben Strang gehauen hatte - ohne bag ich es verlangt hatte. Es wunderte mich oft felbft, bag ich immer noch fo gern in das Saus ging, obgleich ich mehr hören mußte was ich nicht gern hörte, als solches was ich gern hörte und, baf bie Frau, - eine rechte Amazone, von ber ich nicht geglaubt batte, daß fie fich nur berablaffe mit einem Alüchtling zu reben. vielweniger fich noch die Dube mache einen folchen zu bekehren - gar nicht mube murbe mir immer wieber zu predigen; fie verstand das Predigen fehr gut, aber ich mar taub und hörte es nicht. Im Anfang, als fie gemerkt hatte, bag ich ein tuchtiger. Windbeutel, ein rechter Luftling fei, machte fie mir fleine Anfpielungen und Bemertungen; als ich ihr fpater einmal fagte, daß ich Willens fei mich nach Algier anwerben zu laffen, ba rudte fie beffer heraus: "ob ich benn ein gar fo gräßlich leicht= finniger Menfc fei, bag ich bieg zu thun im Stande mare, benn borthin gingen ja doch nur die verdorbenften und lieberlichften Leute von ber Welt" u. f. m. u. f. m.

aber als ich zum Flecken hinaus ging, stand mir's Wasser in den Angen und, als ich von meinen bisher so lieben Kameraden Abschied nahm, mußte ich tüchtig weinen, wobei auch ihre Augen nicht trocken blieben — und zum letzten Mal sagten alle: ich an deiner Stelle würde nicht thun was du thust.

Am anbern Tag fam ich nach Konstanz. Als ich gegen bas Areuglinger Thor hinging und die preußische Schildmache erblickte, da wurde es mir gang grelich vor ben Augen und, wenn ich jest noch eiumal in Herisau gewesen ware, so wurde ich ficherlich ben Gebanten ans Beimgeben aufgegeben haben; aber jest war ich fo weit, jest mußte es auch vollens geschehen. Die Breugen auf ber Bache fagten nicht viel, machten aber verbammt große Augen und ein Mann bon ber Wachtmannschaft führte mich auf Dier murbe mir alles militarifche abgenommen, mein ander Sach' genau durchsucht und ich mußte bis Racht ba hoden bleiben. Als es bereits Nacht mar, fagte man mir, ich tonne irgendwo in ein Wirthshaus geben und über Racht bleiben, am Morgen folle ich wieder fommen. — Als ich am anbern Morgen wieber tam, ftand icon ein preußischer Solbat mit Sad und Bad ba und martete auf mich und hatte meinen Reifepag in ben Banben, auf welchem es hieß: bag ich bis Freiburg transportirt merbe, von ba an aber habe ich mich auf bem nachften Wege nach Saus zu begeben.

Da mir auf selbiger Reise nichts begegnete was interessant ift, so will ich sie auch nicht umständlich erzählen, nur so viel will ich sagen, daß alle meine Transporteure die ordentlichsten Leute waren und sehr gern von der Revolution mit mir sprachen und mich größtentheile auch fragten: was wir eigentlich gewollt hätten. Ich war in der Schweiz nicht schener geworden, aber wohl ungenirter, und erklärte ihnen die Sache so gut ich es eben fonnte. Sie gaben mir häusig nur halbe Untworten. Aus diesem und ihren sonstigen Leußerungen merkte ich gleich was Land's und zog dann noch besser los — und ich glaube, daß es gar keine schwere Ausgabe gewesen wäre die Preußen zu betehren, denn viele von ihnen waren schon um keinen Knopf besser, den viele von ihnen waren schon um keinen Knopf besser, den beweisen. — Da ich auf dem ganzen Marsch saft auf jeder Station frei und ungenirt war und auch von früher

ber überall befannt mar, indem ich baselbit icon ofter in Quartier gewesen bin, so besuchte ich alle meine Quartierleute, bie fich früher etwas freisignig gestellt und gezeigt batten, und fanb überall, daß die alte Gesinnung noch nicht zollbreit bei ihnen gewichen war, sondern fie waren jest noch ärger, nur burften fie bieg nicht merten laffen; meinten aber größtentheils, es tame icon wieber die Beit wo fie fagen burften mas fie bachten. und eben biefer Meinung war auch ich, - alle aber meinten, ich habe einen verwegenen Streich gemacht, bag ich beim gegangen fei und ich batte in ber Soweig bleiben follen; nur eine Berfon lobte mich deshalb, und das war die Tochter eines Seilermeifters in Engen. Die ich als Röchin bes Amtmanns Speer in Donauefdingen habe tennen gelernt, mit ber ich aber, burch bas Abfangen meiner Briefe, bieber nicht mehr in Berbinbung ftanb. - Als ich in Freiburg angekommen war, war auch meine Sehnfucht nach ber Beimath ganglich erlofden, und ich batte nun in Freiburg bleiben mögen, benn hier, wo es mir früher immer so sehr gefiel, gefiel mir es auch jett wieder am besten. Doch ich mußte beim.

Belde Freude meine Ankunft bei meinen Angehörigen machte, läßt fich wohl benten, beun fie hatten mich jest ichon zweimal so betrachtet als sähen sie mich nicht mehr. Alle aber riethen mir, ich folle mich nicht lang befinnen und babeim aufhalten, sondern ich solle nach Amerita geben, benn, wenn mir auch wegen der Revolution nichts passire, so sei es doch besser für mich in Amerika als wieder Soldat zu werden; ich war allerbings mit ihnen einverstanden, glaubte aber boch, bag ich nicht fo fehr zu preffiren habe, wegen der Revolution aber gar nicht auszuwandern brauche, denn ich meinte, wenn ich sehr gravirt ware, so batte man mich nicht nach Haus tommen laffen. sondern mich schon im Oberland an der Kravatte gepackt. Auch erzählte mir mein Better von mehreren Solbaten, die nicht nur viel mehr geschwätt, als ich nach meiner Aussage gethan habe. sondern sich auch handgemein gemacht und Aristofraten mighandelt hatten, was ich nicht nur nicht gethan, sondern wovon ich auch noch andere Golbaten fo viel als moglich abgehalten babe. -Auf bas aubringliche Bitten ber awei altern Rinber meines Betters, mit benen ich auferzogen murbe, bag ich boch nach Amerika gehen solle, wohin fie mir über's Jahr folgen wollten, bat ich endlich ihren Bater, er möge mir bas nothige Reisegeld nach Amerika vorstrecken, benn ich glaube boch, sagte ich zu ihm, es sei besser ausgewandert als auf gut Glück ba zu bleiben und im schlimmen Fall in's Zuchthaus zu kommen, benn an's Todtschießen kam mir kein Gedanke.

Schon um seiner Kinder willen, die mich wie einen Bruder liebten und ihm keine Ruhe ließen, fand er sich bereit mir das verlangte Geld zu geben; da ich sedoch nicht so sehr pressirte, so pressirte er auch nicht, und so verstrichen vierzehn Tage, nach welchen an einem gar schönen Apriltag, als ich eben zum Zeitvertreib meinem Vetter seiner Tochter ein Paar Schuh zu machen angesangen hatte, zwei Gendarmen kamen, mir, was sie zu thun nicht schuldig gewesen wären, einen antlichen Vefchl zeigten und mich mitnahmen nach Seberbach. Dies war an einem Freitag und am nächsten Montag (den 20. April 1850) wurde mir schon in Karlsruhe mein Todesurtel, durch Erschießen, eröffnet.

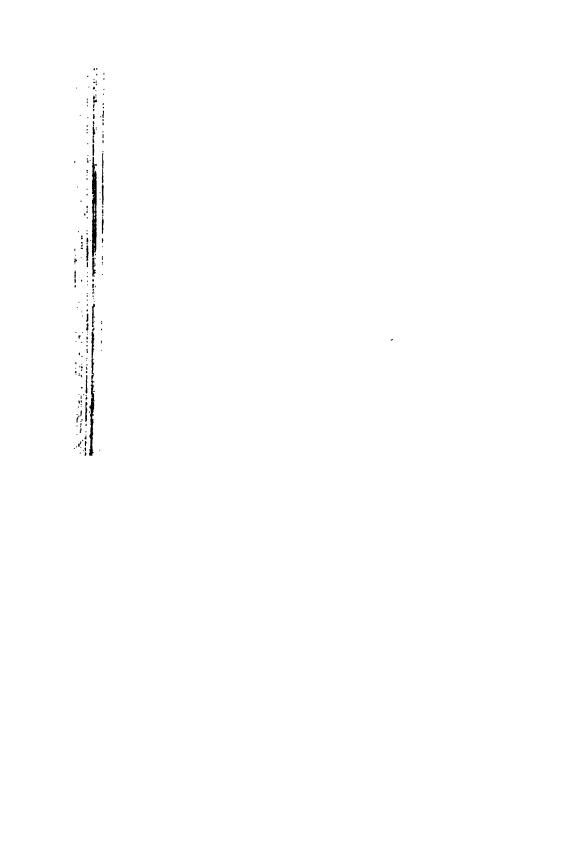
An Antlagepunkten fehlte ce ba gar nicht; ber Aubitor las eine Menge herab, die aber fast alle von Unteroffizieren angegeben maren. Nach meinen Anschulbigungen, wie fie ba über einander herauspurzelten, hatte ich bald glauben mögen, daß ich einer der größten und verwegensten Anfwicaler und Meuterer und fomit auch Sochverrather fei, die beim gangen Corpe gu finden maren, und bag bas zweite Regiment nie mare auf biefe Seite gebracht worben, wenn ich bormeliger einfältiger Schufter nicht gewesen mare. Go wichtiges hatte ich, nach meinen Anschuldigungen, der Republit geleiftet! - und ich einfältiger Tropf machte mir mahrend berfelben oft Grillen, bag ich nicht qu lei. ften im Stande fei mas ich fo gern hatte leiften mogen und auch von Bedeutung gemejen mare. Was hatte man mir aber für eine Strafe geben muffen, wenn ich wirtlich gethan hatte, mas ich fo gern hatte thun mögen, wenn ich fabig bagu gemefen mare? - Das Tobtichiefen mare alebann offenbar body eine gu tleine Strafe gewesen. -- - - 2c. 2c. 2c.

Dit bem Todesurtel auf ben Rippen kam ich wieder in meinen alten Käfig, wo noch zwei politische Gefangene waren, die es mir aber nicht glanben wollten, als ich es ihnen sagte, daß ich zum Tod vernrtheilt sei, denn ich war ihnen viel zu



heiter und zu fröhlich, ja ich trieb sogar mit dem Todesurtel Spott und Bige. — Das Einzige, was mich ein wenig betrüben konnte, war der Gedanke: was neine Mutter und mein Better, wenn sie dieß erführen, für einen Schmerz und Kummer haben würden und daß sie sich auch noch Vorwürse wegen meiner machen möchten, denn mein Vetter hatte ja erst vor einigen Tagen zu seinen Leuten gesagt: wenn er gewußt hätte, daß ich ein so abscheuliches Weltsind gebe, so hätte er mir niemals gerathen, daß ich in die Fremde gehen solle, denn es sei doch e biste gar zu arg mit mir. — Die Hauptursache warum mir das Todes-urtel keinen Kummer machte, war aber größtentheils der Umstand, daß ich sich schon vorher wußte, daß das Todtschießen ausgeshört habe

Im Befängniß hatte ich bie erften Tage febr lange Reit, bis ich einmal mit meinen Rollegen befannt mar, bann ging es beifer. An Unterhaltung fehlte ce une felten, denn wir hatten Rarten und auch ein Buch, und ein Dominofpiel machten mir une que Brodfrume, und mochten wir nicht fpielen, fo erzählte bald ber bald jener, ber eben am besten bagu aufgelegt mar, ober wir fangen ober pfiffen jufammen ein Bederlied baf es idnurrte und rappelte. - Bir erzählten une hauptfächlich unfere Lebensgeschichte, namentlich aber in Bezug auf Beibeleute, mer ba ichon die mehrsten Ritterstücken gespielt und ausgeführt hatte. Wir waren zufällig drei Professionisten: der alteste mar ein Buchbrucker, ber andere ein Maurer und wir alle brei maren auch ichon in der Fremde gemefen. Ich und der Maurer gaben, in Bezug unferer ichon ausgeführten Ritterthaten, einanber nicht viel nach, aber um bem Buchdruder, ber ein görfterefohn war, bas Gleichgewicht zu halten, hatte man zu une zwei wohl noch anderthalb Dutend folde, wie wir waren, stellen durfen und wir murben ihn fodann noch ichwerlich überwogen haben. Er erzählte uns ziemlich umftandlich, wie es fich zugetragen habe, dag er mit breizehn Jahren noch fo feufch und rein gewefen fei wie ein fiebengebn= ober achtzehnjahriges Diabchen bas erft ein Biertels oder Halbjahr in einem D . . . . haus fei u. f. w. - Unter berartigem Befprach verging une die Beit am beften. und wir wünschten oft, bag wir alle brei miteinander fortfommen möchten. Der Plaurer wurde aber, einige Tage bor bem bag





Das

## südwestliche Deutschland,

feine

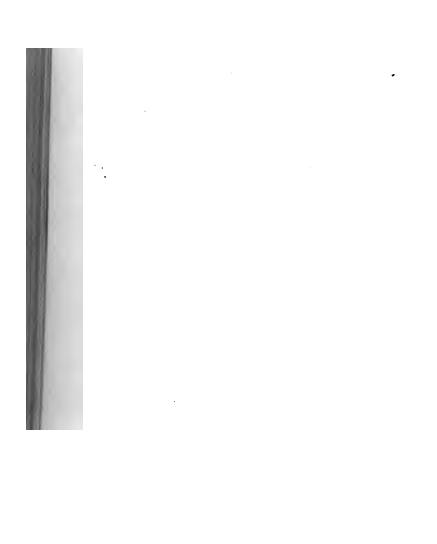
Stimmung, feine Anfichten und Bunfche,

in Begiehung

auf die gegenwärtigen politischen Conjuncturen.

Ein jegliches Reich, fo mit fich felbft uneins wird, das wird wufte, und eine jegliche Stadt ober haus, fo es mit fich felbft uneins wird, das mag nicht bestehen.
Watth. 12, 28.

Karlsruhe, Chr. Fr. Müller'sche Hosbuchhandlung. 1840.



## Borwort.

Es gibt Lagen und Interessen ber Länder, über die ein Jeder aus der Mitte des Bolkes, ohne Gefahr als unberufener Sprecher zurückgewiesen zu werden, sich offentlich äußern darf, weil sie, wie die in den folgenden Blättern besprochenen, Jeden gleich nahe sangehen. In solchem Falle ist man auch gewiß, selbst wenn man nichts erhebeliches Neues zu sagen weiß, dennoch Anklang zu finden, in so ferne man die Saiten anschlägt, deren Tone gerne gehört werden. Der Verfasser der folgenden Blätter schmeichelt sich, indem er

feine Stimme erhebt, keine Mistone in die hars monischen Klänge zu bringen, die von allen Seisten her an unsere Ohren anschlagen und den Weg zu unseren deutschen Herzen finden. Daß der eine etwas stärker seine Stimme vernehmen läßt, der andere, wie er, sie dämpft und mildert, schadet der Harmonie so wenig, wie ein Pausiren, das der eine oder andere bei einzelnen Partien sich erlaubt.

Der Verfasser hat, obwohl, während diese Schrift noch unter seiner Hand rubte, die Idee einer frans zösischerussischen Allianz in unserem westlichen Nache barstaate auftauchte, und anfing als eine für die deutschen Rheinlande nicht bedeutungslose Frage bes sprochen zu werden, sich nicht entschließen können, diese Frage zu berühren, weil ihm selbst eine nur hypothetische Erdreterung derselben nicht schicklich ersichien. Von einer russischen Politik, aus welcher der Gedanke, Frankreich beizustehen, um ihm zum Besitz des linken Rheinufers zu verhelfen, entsspringen könnte, sind nicht die entferntesten Spus



ren zu entbeden; unfere freundlichen Beziehungen ju bem ruffischem Reiche find erst furglich wieber burch ben Bertrag über bie Donauschifffahrt auf bas Erfreulichste verstärkt worben. Man weiß gar wohl, daß neben dem allgemeinen Intereffe sammtlicher europäischen Staaten, ben Frieden gu halten, es eine Reihe Diesem Bedürfniß untergeordneter Fragen giebt und stets geben wird, welche bald die eine bald die andere der Großmächte eine ander näher bringen, bald die eine bald die andere, ben übrigen gegenüber, in eine mehr ober weniger isolirte Lage verseten konnen, in ber fie ber Debre heit nachzugeben sich entschließt. Daß dieß fo sen, und daß nicht Eine allein immer und überall entscheibe, tann man nur gut finden. Go mag es auch geschehen, daß Conjuncturen eintreten, unter benen wir Frankreich und Rugland in einer Gemeinschaft ber Interessen und Unsichten finden, und sich wechselseitig die Sande bieten feben, aber nicht gebenkbar find, aus einleuchtenden Grunden,

folche Bechselfälle in den Bewegungen der eurospäischen Politik, die Rußland zu einer Berbindung führen könnten, deren Zweck ware, Frankreich in den Besitz des linken Rheinufers zu setzen. Der Berkasser der folgenden Blätter will auch hier über einen solchen Gedanken kein weiteres Wort verslieren.

Am Fuße bes Schwarzwaldes im Dezember 1840.

Bas verschiebene öffentliche Blatter in ber letten Beit von ber Stimmung bes Publitums am beutschen Oberrhein und von feiner Ungebuld berichtet haben, womit es im Angesichte ber frangösischen Rustungen fraftigen Daagregeln jum Schute bes fühmeftlichen Deutschlands entgegen fah, ift volltommen ber Wahrheit getreu. Es find nicht einzelne Stimmen, sonbern allgemein unter allen Rlaffen verbreitete Ansichten und Meinungen, welche überall in gleichem Sinne laut wurden. Um ihre Beschaffenheit aber naher zu bezeichnen, burften einige Bemertungen nicht überfluffig fenn. Bor Allem ift zu erinnern, bag hier in teiner Beife an eine ber frangofischen Ration ober ihrer Regierung feinbselige Gesinnung zu benten ift. Man weiß, bag so treu und eifrig bas subwestliche Deutschland im Befreiungefriege seine nationalen Pflichten erfüllte, boch felbst damale, was man Franzosenhaß nennen tonnte,

ihm ferne geblieben war. Als Krembe find unfere weftlichen Rachbarn gerne in unserer Mitte gesehen, wir finden und im geselligen Berkehr mit ihnen in der Res gel bequemer, ale mit ben Angehörigen mancher andes rer Rationen, die wie sie unsere Sprache nicht reben. Die Berührungen an ber Grenze zwischen ben Bewohnern der beiden Ufer, wie zwischen den Behörben, sind feit lange ununterbrochen freundlich. Ohnerachtet ber balb aweihundertjährigen Trennung des Elsasses erkennt ber badische Oberlander insbesondere in dem Bewohner dieser Proving seinen allemannischen Stammgenoffen, und vielfache Kamilienverbindungen unterhalten wechselseitige wohlwollende Gesinnungen. Was das Vublikum am Oberrhein aufregt, ist auch weber ber Bunsch, daß bie gegenwärtigen politischen Conjuncturen benützt werben möchten, um die alten Grenzen Deutschlands herzustellen, benn hier, wie anderwarts in Deutschland, achtet man mit ererbter Gewissenhaftigkeit die Beiligkeit ber Bertrage, welches Datum fie tragen mogen, und betrachtet jeden Angriffekrieg ale unpopular und gefahrlich — noch die Beforgniß, daß die frangösische Regierung, welche endliche Entscheidung die orientalis iche Angelegenheit erhalten möge, ernstlich beabsichtige, und mit Krieg zu überziehen; benn kein Berftand ber Berftandigen vermöchte hierzu einen zureichenden Grund,



und feiner, der alle Berhaltniffe besonnen ermagt, auch nur mit einiger Wahrscheinlichkeit ein erreichbares Ziel eines folchen Ungriffes zu finden. Das man fürchtet, was allein jene Aufregung im Publikum bes subweste lichen Deutschlands unterhalt, find lediglich bie im Rücken ber frangofischen Regierung lauernben Parteien, ber Gebante, bag fie gur herrschaft tommen tonnten, und für diefen Kall die Bartlichkeit, womit die Propaganda ihren Blid auf Deutschland geworfen. Auf solche Weise betrachtet man also unter und wie anders warts, man tann es nicht oft genug wiederholen, bas Interesse ber innern Ordnung und ber mahren Wohlfahrt bes frangofischen Staates als identisch mit bem Interesse des allgemeinen Kriedens und mit dem Wohle ber europäischen Gesellschaft. — Unsere hier niebergelegte Ansicht über die am Oberrhein herrschende Stimmung wird burch die vielbesprochenen Subscriptionen für die Lyoner Ueberschwemmten nicht nur in keiner Weise widerlegt, sondern theilweise selbst nachdrücklich bestätigt. Sie wird dadurch nicht widerlegt, weil die Gefühle menschenfreundlicher Theilnahme an dem Rothstande der zahlreichen Opfer der Berwüstungen der Elemente in unserm Nachbarlande gar wohl verein. barlich sind mit ber Antipathie gegen eine politisch uns feindselig gesinnte Partei, die nicht die herrschende ist. Sie wird theilweise durch jene Aensserungen der hus manitat bestätigt, in so fern jene Subscriptionen klar darthun, wie weit man von der Meinung einer ernstlichen feindseligen Spannung zwischen beiden Rationen und ihren Regierungen, und einem zureichenden Grunde hierzu entserut ist — von einer Meinung, die wäre sie vorhanden, allerdings von einem Schritte hätte abhalten mussen, der alsbann zu irrigen Deutungen Anlaß geben und ein natürliches Schicklichseitsgefühl verlegen konnte.

Bir gehoren nun ju Denjenigen, welche bie Befahr eines Umsturges in Kranfreich nicht für so groß, als manche andere halten, sondern wir vertrauen bem Muthe und der Weisheit Louis Philipps, der Kraft seiner Regierung, ben lovalen, ehrenhaften Gefinnungen seiner Beere und ber Besonnenheit bes gros Ben gesunden Theiles der französischen Nation, und find ber Meinung, bag wahnsinnige Unternehmungen Einzelner, so wenig wie der Ton der öffentlichen Blatter, in welchen die Kactionen die Eingebungen ihrer rafenden Leidenschaften niederlegen, einen Maagstab jur Beurtheilung ber Stimmung und ber Gesinnungen ber großen Mehrheit abgeben können. Allein ber Zeis chen einer schlimmen Gahrung find immer genug vorhanden, und wenn man erwägt, wie gerade in bem Kreise ber aufgeregteren Masse ein Kreuzzug nach bem



Auslande ber herrschende Gedante ift, und Ehre, Ruhm und mas fich Gewichtigeres an ben Sieg knupft, als unfehlbares Ziel fühner Erhebung verfündigt wird, so mag ein Zustand, ber bas weit ausgebehnte land von Bafel bis gegenüber bem Ausfluß ber kauter von aller Militarmacht entblößt, und auch weiter nach Norben weber auf bem linken noch auf bem rechten Ufer bebeutenbe Streitfrafte zeigt, allerdings als bebenklich erscheinen. Go wohl berechnet und genügend die Die litärverfassung des Bundes, und se beruhigend ber Blid auf die, aus der geographischen Lage hervorgebenden gemeinsamen bringenden Interessen, die sudwestliche Grenze fraftigst ju schüßen, für ben gewöhnlichen Kall eines politischen Krieges auch sepn mögen, so start erheben sich jene Bebenten, wenn man die Moglichkeit einer Katastrophe erwägt, welche, wie ein Blis aus heiterem himmel, einen plöglichen Ausbruch eines Propagandisten , ober revolutionaren Rrieges herbeis Wir wollen nun zuerst, was für ben ersten Fall Beruhigung gewährt, sobann was im andern Besorgnisse erregt, einer turgen Betrachtung unterwerfen.

1. Der Schwerpunkt ber beutschen Macht liegt zwar mehr im Often, ba borthin bie Hauptmasse ber Länder ber größeren Staaten sich ausbehnt. In bieser Beziehung ist aber bie weniger arrondirte Lage bersel-

ben tein Rachtheil; es ift vielmehr ein gunftiger Umftand, bag Preugen mit feiner Rheinproving am weis testen nach Westen hin sich erstreckt, Baiern mit ber von seinen Sauptlandern getrennten Pfalz fich ihr anschließt und Destreich im vorspringenden Borarlberg und Tyrol nicht zu ferne liegt, indem der Besit dieser Provinzen ihnen gestattet, und ihr Interesse ihnen gebietet, schon beim ersten herannahen eines Conflicts und ehe noch von Bundesmaagregeln die Rede feyn tann, solche Anordnungen zu treffen, daß ihre disponible Macht naher bei ber Hand ist. Ist die Linie, auf ber sammtliche preußische Armeecorps von Often heranruden, auch lang, so find fie nach ber bestehenden Rriegeverfaffung auch stets gerüstet. - Drei ber acht preußis schen heeresabtheilungen, außer ber Garbe, bie eine neunte giebt, können in kurzester Frist, und wohl nicht viel später auch die beiben nordbeutschen gemischten Urmeecorps, bas 9te (Sachsen und Churheffen u. f. f.) und bas 10te (Hannover u. f. f.) auf bem Terrain erscheinen, bas bie Ratur ber Sache jum Sammelplat bes hauptheeres bestimmt, welches Deutschland gegen einen feindlichen Einfall zu schützen berufen wird. In dem Umtreis, welchen Luremburg und Saarlouis, Mainz und Cobs lenz, Landau und Germersheim bilden, wurde ein folches heer, wenn es auch anfänglich bem jum Angriff gerüfteten Reinde an Zahl nicht überlegen fenn follte, wohl eine Stellung finden, die ihm die aus weiterer Kerne herbei eilenden Armeecorps zu erwarten erlaubte. Go fchnell entwickelt fich aus politischen Berwickelungen tein Rrieg, bag nicht auch Baiern Zeit finden konnte, noch vor bem Aufgebote bes Bundes, seine Militarmacht in ber Pfalz zu verstärken. Das achte Urmeecorps kann sich aber, in so ferne alle seine Abtheilungen, wie man annehmen barf und muß, stets so marsch - und schlage fertig find, als es bie Militarverfaffung bes Bunbes verlangt, noch schneller an bem gang nahen Oberrhein versammeln. Run ift zwar nicht zu vertennen, bag bas achte Armeecorps feiner numerischen Starte nach. und in feiner Aufstellung am Rhein jebes feften Stuts vunctes entbehrend, so lange nicht ftarte beeresabtheis lungen aus bem entlegenen Deftreich herbeitommen, ein schwaches Bollwert ift gegenüber ber Militarmacht, welche Frankreich aus ben zahlreichen festen Platen bes Elfaffes und ben benachbarten Militardivisionen, felbit im Friedensstande, jeden Augenblick gusammen giehen Die gewöhnlichen Kriedens s Garnisonen ber elfäffischen Restungen mochten icon genugen, um fogleich beim erften Beginnen gegenseitiger Ruftungen und ehe noch bas achte Armeecorps fich sammeln konnte, einen Streifzug in bas land zwischen ber Schweis

zergrenze und der Murg und noch tiefer hinab zu unternehmen. Schreitet fobann auf beiben Seiten bie Dobilmachung der Beere aleich rasch vorwärts, so würde Frankreich zwis ichen ber Lauter und Suningen jedenfalls weit schneller auch ein bedeutenberes heer zu sammeln und mitüberlegenen Streitfraften bas vereinigte achte Armeecorps weiter vom Oberrhein gurudguwerfen im Stande feyn. Dies alles ift nicht zweifelhaft und schon oft gesagt worben. Bir meinen aber, bag, wenn man es mit einem besonnenen Keinde zu thun hat, ber ben Rrieg aus irgend einem völkerrechtlichen Grunde führt ober auch nur auf Eroberung ausgeht, alles bieses in ber Lage nicht zu erwarten ift, in welcher fich Frankreich und Deutschland bei dem Ausbruche bes Kampfes vorausfichtlich gegen einander befinden würden. tonnte eine bloger Streifzug, welcher die Aufstellung einer wohlgerufteten heeresmacht vorausginge, anders bienen, als einige Vorrathe, die nicht eilig genug entfernt werben könnten, hinwegzunehmen, die öffentlichen Raffen zu leeren, Pferbe aus ben Stallen wegzuführen, einige Stadte ju brandschapen. Ein folches Benehmen ohne allen strategischen Zweck, als Borspiel bes Rrieges, ift, wir wiederholen es, von einer regelmäßis gen Regierung nicht zu erwarten, und wurde fich in ber außersten Erbitterung ber Bevolkerungen schlecht

bezahlen. Also bleibt noch die andere Gefahr, daß bas frangofische Beer nach feinem strategischen Aufmarich. bessen Dauer zwar etwa bem achten Armeecorps sich gu sammeln, aber nicht ben öftreichischen Streitmaffen fich zu nahern gestattete, die Offensive bei ber Lauter von Stragburg aus rafch ergreife, jenseit bes Rheins Germersheim und Landau einschließe und diesseits mit bedeutenden Streitfraften fich der sudwestlich gelegenen Lander, der Gebirgspositionen bes Schwarzwalbes, ber Stellungen am Redar, ber Donau und Iller bemache tige. Auch biese Besorgniß, bie man schon fo oft außern horte, und die fich namentlich in einem Auffage im 9ten Sefte ber beutschen Bierteljahrdschrift über bie Bertheibigung bes subwestlichen Deutschlands ausgesprochen findet, theilen wir nicht. Wir find ber Meinung daß, wenn nicht ganz Deutschland von dem ersten Aus genblick frangofischer Ruftungen bis gur Aufstellung bes frangofischen Sauptheeres am Rhein geschlafen hat. und die Kriegsverfassung des Bundes, so wie die strengere einiger größern beutschen Staaten, ein leerer Buchstabe geworben, teine frangofische Armee ben Rheinstrom überschreiten wurde, bevor sie fich jur Berrin bes linken Rheinufers gemacht Wie håtte. follte selbst bas startste Beer, bas Frantreich, ohne fich auf andern Seiten blos ju ftellen, nach bem füb٠.

westlichen Deutschland nur immer entsenden tonnte, fich auf folche Weise aventuriren ? Während das, ber Uebermacht vorerst weichende, achte Armeecorys burch seine Reserven und durch baierische Streitfrafte, so weit sie noch nicht nach ber Pfalz gelangen tonnten. mit jebem Schritte seiner rudgangigen Bewegung fich verstärkte, wurden auf der Operationslinie des mittels rheinischen heeres von den entferntern nordischen Armees corps eines nach bem andern heranruden und fich mit bem mittelrheinischen Hauptheere vereinigen, ober ber frangösischen Invasionsarmee in die Mante treten. Gleichzeitig wurden östreichische Heeresabtheilungen theils von Tyrol und Borarlberg ber, die rechte Rlante bes eingebrungenen Feindes oder seine Operationslinie bebroben, theils von Bohmen ber, bas achte Armeecorps aufnehmend, ihm in der Fronte begegnen. Rame zu biefer Stellung noch eine Rieberlage ber frangofischen Dos fels und Mittelrheinarmee, gegenüber bes größten Theis les ber preußischen Macht, sobann bes 9ten und bes 10ten gemischten Armeecorps und ben aus Rheinbaiern anfänglich gurudgebrangten Abtheilungen, fo ließe fich bas Schickal bes frangofischen Invasionsheeres leicht vorhersagen. Rur eine sehr bebeutenbe numerische Ueberlegenheit ber gefammten frangofischen Streitfrafte wurde ihrem Führer erlauben, die Operationen mit

einem Einfall in das sudwestliche Deutschland zu beginnen. Bei gleicher Unftrengung in Benutung ber gegebenen Silfequellen mare aber bie Streitmacht fammt. licher beutscher Staaten und ber übrigen ganber ber beiben beutschen Großmächte ber frangosischen numerisch ohne 3meifel weit überlegen. Braucht fie nun fich ju concentriren auch mehr Zeit, als die frangofische, so wirkt biese Schwierigkeit, die hauptsächlich bei bem Beginnen bes Rampfes fühlbar wird, boch kaum auf bie Salfte ber Bestandtheile ber beutschen Gesammtmacht. In Bezug auf die berührte Frage, laffen fich felbft mis litairische Beurtheiler noch ju fehr von ben Erfahrungen ber Bergangenheit beherrschen, ohne ben veranderten Umständen, dem ungeheuern Unterschiede awischen Chemals und Jest, gebührende Rechnung zu tragen. So lange bas linke Rheinufer von Frankreich nicht oc cupirt war, wurde während bes Revolutionsfriegs fein Bersuch gemacht, Schwaben zu überwältigen. spätern Felbzugen und in ben Rriegen von 1805 und 1809 war vom Rorden her für ein frangofisches Beer, welches bas subwestliche Deutschland überschwemmte, nichts zu fürchten. Run aber beläuft fich bie numeris sche Stärke ber norbischen Militarmacht, bes gemischten 9ten und 10ten und sammtlicher preußischen Armeecorps (ausschließlich bes zweiten Aufgebots ber Landwehr),

welche ihren fürgeften Weg gur Befampfung bes Reinbes in ben von Rorbosten nach Mainz führenben Straffen finden, (wenn man fie nach bem Rriegefuß berechnet) wohl gegen 400,000 Dann. Die Overationelinien ber nordbeutschen Beere würden burch eine, in das sädliche Deutschland bringende französische Urmee nicht burchschnitten, und jene Dacht baber nicht nehindert fevn, fich allmälig in ihrer ganzen Stärke auf bem linken Rheinufer zu entwickeln, fo weit fie to nicht bei einem Einfall in bas fübliche Deutschland vorerft für bringender erachtete, fich theilweise nach Gue ben zn wenden. Die oftreichische Streitmacht ftunbe ber frangbfifchen, bei ohngefahr gleichen Anftrengungen beiber Staaten, numerisch wenigstens gleich. Wenn nun Deftreich auch gur Dedung Italiens bie gange Balfte seiner Streitfrafte verwendete, so murbe für ein Beobachtungscorps an ber Schweizergrenze und zur Bereinigung mit bem achten Armeecorps, mit baierifchen und etwaigen andern Abtheilungen noch die ans dere Salfte übrig bleiben. Bie unter folden Umftanben, zumal ba bie Declung ber Seefusten (am Ranal am atlantischen Ocean und am Mittelmeer) einen nicht unbedeutenden Theil der frangosischen Streitmittel in Anspruch nehmen wurde, nicht eine gefährliche Zersplitterung ber frangofischen Beeredmacht burch Entfenbung eines Invasionsheeres nach Schwaben, sonbern vielmehr eine wohlberechnete Concentrirung berfelben zu erwarten ware, um zuvörderst jenseit bes Rheis nes einen entscheibenben Schlag herbeizuführen, springt in die Augen. Freilich bleibt immer die unbewehrte Lage bes südwestlichen Deutschlands ein sehr mißlicher Umstand in mannigfaltigster Beziehung. Der Rachtheil bes Mangels eines bas rechte Rheinufer schützenden festen Plates — ber schon in Kriebenszeiten als Rieberlagsort für Kriegsmaterial ein bringenbes Bedürfniß seyn möchte - wurde aber erft im Falle eines Rudzugs ber beutschen Heere vom linken Rheinufer recht bittere Krüchte tras gen, nicht nur für Schwaben, sondern auch für die rückwarts gelegenen ganber, im reichsten Maage gerabe für entferntere Begenden, da biesen bas traurige Loos, ber Rampfplat zu werben, burch bie unterlaffene berstellung fester Vositionen am Rhein und im Schwarzwalbe um so gewisser ju Theil wurde. Bor allem aber mare, daß Raftadt eine Bunbesfestung erft werben soll und bies nicht, wie es seun konnte, schon lange ift, tief ju beklagen, wenn und ein Rrieg unter der Kahne der Propaganda bedrohen würde.

2. Dieß ware nun ber anbere Fall, ben wir besprechen wollen, und ber es ganz eigentlich ift, auf welchen fich bie Besorgniffe bes subwestlichen Deutsch-

lands, feine fehr lebhafte Aufregung beziehen. bleibt gwar weit entfernt, einen folchen Rampf in Begiehung auf seine letten Resultate für gefahrvoller gu halten, als einen gewöhnlichen politischen Krieg, ber feine Regeln in dem völkerrechtlichen Berkommen fande. Rur eine Meinung ift unter und, baß es tein fichereres Mittel gabe, die deutsche Nationalfraft in ihrem tiefften Grunde aufzuregen, fie ju dem furchtbarften Bis berftande zu reigen, und für ihr einheitliches Wirten fraftiger zu begeistern, als ber trügerische Schilb eines Principien - Arieges, ber bie Absicht verschleierte, uns bas linke Rheinufer ju entreißen, mas eben fo viel heißt, als Deutschland bem permanenten überwiegenben Einfluß ober ber herrschaft Frankreiche zu unterwerfen. Aber was nütt es, daß man ber Propaganda zuruft: Niemand, welcher politischen Meinung er auch angehore, welche Buniche er für die Entwickelung ber innern Buftanbe Deutschlands ober seines besondern Bas terlandes hege, will eure hilfe; wer den heiligen Bos ben unseres Baterlandes mit den Waffen betritt, ift unser Feind, zu welchen politischen Systemen und Grundsäten er sich bekennen möge! \*) — Die Propaganda ist und bleibt



<sup>\*)</sup> Benn der geistreiche Berfasser der Glossen zu der Schrift: europäische Pentarchie im Februarheft des Atlas (1840) Seite 21 sagt:

unserer Sympathien gewiß und vom Tag eines Ums sturzes, der ihren Tendenzen gunftig ware, mußten wir mit jeber Stunde eines Einfalls gewärtig fenn. Davon wurde leicht begreiflich feine ber Betrachtungen abhalten, aus welchen wir fo eben, lediglich nur einen politischen Rrieg unterstellend, einen Streifzug, fo wie auch die Eröffnung ernster offensiver Operationen nach ber Donau hin, ale unbegrundete Beforgniffe gur Seite, legten. Ein folcher Einfall wurde ja nicht in dem gehaffigen Lichte eines, nur reicher Beute gu lieb, unternommenen Streifzugs erscheinen; benn bie frangofische Bewegungspartei will ja bie Bevölkerungen bes ehemas ligen Rheinbundes ihrer Keffeln entledigen, ihnen bie Wohlthaten einer neuen politischen Ordnung bringen. Es wurden ihm auch in strategischer hinsicht teine Art von Bebenken entgegen stehen; benn bie plotliche

<sup>&</sup>quot;Der europäische Liberalismus, dieses grau gewordene Schreckbild aller Staatsmänner, welche neu aufgekommene Kräfte nur abzulehnen aber nicht zu beherrschen verstehen, ist auf idem Wege, sich von seiner weltburgerlichen Zerslossenheit zu bekehren und anstatt des Gögendienstes der papiernen Alustonen, sich in dem wirklichen Leben und auf dem festen Boden der Rationalinteressen niederzulassen..."

so hat seine vor 10 Monaten ausgesprochene Ansicht, unter den gang unerwartet eingetretenen Conjuncturen der nächstverstoffenen Zeit, bereits eine merkwürdige Bestätigung gefunden.

Rriegbertfarung überrafcht uns im tiefften Frieben, und 6-10 Wochen möchten vorübergehen, ebe fich auf dem linken Rheinufer ein beutsches Beer versams meln konnte, bas feinerseits die Offenstve zu ergreifen hier wurde vor der hand von im Stande mare. einer gefährlichen Bersplitterung ber Streitfrafte teine Rebe fenn konnen, wenn bie vereinigten Garnisonen ber festen Plaze bes Elfasses und was aus ben bes nachbarten westlichen und füblichen Militarbivisionen an Streitfraften in ber Gile jufammen gezogen werben tonnte, nach bem rechten Rheinufer entsenbet wurde, indem gleichzeitig aus dem Innern der Erfat heranrudte. Die Zeit von sechs bis zehn Wochen, welche bie norddeutschen Armeecorps brauchten, um fich zu fammeln und nach bem linten Rheinufer zu eilen, wur ben bem frangosischen Beere genügend erscheinen, seine Mission, Frankreich burch bie hilfsmittel frember ganber zu verstärken im sudwestlichen Deutschland zu erfüllen. Die Propaganda, in seinem Gefolge, wurde sich durch ben Rückzug ber, ben sübbeutschen ganbern angehörigen Corps, so weit sie in ber Gile sich ju fammeln vermöchten, nicht irre machen lassen. Man weiß, wie es in den deutschen Gebieten des linken Rheinufers, wie es in ben Rieberlanden, wie im nordlichen Italien gehalten wurde, nachdem diese kander burch

Baffengewalt in ben 1790r Jahren unterworfen word ben waren. Die Geschichte jener Zeit giebt gureichenbe Belehrung, wie wenig einem thatfraftigen Willen, ber tein jum Biele führenbes Mittel scheut, für bie Sympathien, die er sucht und nicht findet, Surrogate fehlen. Wenn in ber berührten Periode fein ernfter Bersuch gemacht wurde, Sympathien in Schmaben gu erzwingen, so hat man gute Grunde, bies einer flugen Boraussicht ber bamaligen Gewalthaber in Franfreich Die Richtigfeit ihrer Berechnung fur zuzuschreiben. bie Wechselfalle ber Zukunft, hat, was in anderer Weise in ben Jahren 1805 und 1806 geschah, burch seinen Ginfluß auf Die traftigere Erhebung Deutschlands in den Jahren 1813—15, in ein flares Licht gestellt. Der blinde Eifer ber Propaganda wird jedoch burch keine besonnene Berechnung auch nur ber nache sten Zutunft, sondern nur durch die Evidenz wirklicher Thatfachen abgefühlt werben. Ein schlimmer Umstand ware es aber, bag fie, in Kolge einer unheilbringenben Ratastrophe jur Wirtfamteit berufen, in ihrer Rubuheit sich gestachelt fühlen wurde, burch bie imposante Kriegsmacht, welche bie frangosische Regierung nicht um rudfichtelos, unter allen Eventualitäten, jum Rrieg ju schreiten, sonbern nur in ber Absicht, friedlichen Berhandlungen Rachbrud zu geben, gerüftet hat. Balb

fteben und - nur und, benn wem andere ale Deutschland können so starke französische Bewaffnungen gelten? - jablreiche, schlagfertige Beere entgegen, wenn auch bie noch nicht beschloffenen, sonbern nur in Aussicht geftellten, weitern Ruftungen unterbleiben. Geben von ben 500,000 Mann, welche nach ber im Bollzuge begriffenen Organisation bas stehende heer, ohne bie Rationalgarbe, gablen wird, 60,000 für Algier ab, erforberten bie nothwenbigen Garnisonen ber feften Plate bie Dedung ber Ruften und felbst ber Grenzen gegen neutrale ganber, auch einen namhaften Theil biefer Streitfrafte, so murbe, mas mohl zu beachten ift, in bem Falle, ben wir unterftellen, bie gahlreiche Befatung von Paris und ber umliegenben Stabte, bie man auf nahe an 100,000 Mann berechnet, jum größten Theile feine Bestimmung nach Außen erhalten. Auf 300,000 Mann barf man aber bie mobile Rationalgarbe anschlagen, die in fürzester Frist dem stehenden beere sich anschließen konnte. Rein Zweifel alfo, daß die Mittel gegeben maren, augenblicklich ein betrachtliches Beer in Bewegung zu fegen, um fich bes fübweftlichen Deutschlands zu bemächtigen. Erhebt sich, so wie bies geschieht, bie gesammte streitbare Bevölkerung ber übrigen beutschen und ber ben Monarchien ber beiben Großmachte überdies angehörigen Länder auch sogleich in Masse, so

werben wir wohl schnell wieder befreit, aber die Drang. fale, bie mir erlitten, wirb und Riemand verguten. So wenig mahrscheinlich wir nun, wie gesagt, ben Sieg anarchischer Principien in Frankreich und beffen verberblichen Ginflug auf den europäischen Krieden hals ten, so barf es ba, wo es bie wichtigsten Interessen ber Bolter, Gelbsistandigfeit und Unabhangigfeit, Rube und Sicherheit gilt, an ber außersten Borficht nicht fehlen. Es ift flar, daß burch die Beschluffe bes Bunbes, wenn sie auch dem Eintreten des Kalles, wovon es sich hier handelt, noch so rasch folgen, und noch so fraftig lauten, und nicht geholfen werden fann. auch endlich ber Ban einer oberrheinischen Festung begonnen und mit aller Rraft und Gile fortgefett, mas ju ben lautesten, bringenbsten und gerechtesten Forberungen bes gangen Westens bis tief in bas Innere Deutschlands gehört, so bleibt auch biese Silfe noch lange aus. Man rief laut nach schützenden Maagregeln und mit Recht; man blickte zunächst auf ben Bund und flagte offen ober verdect über feine Unthätigkeit bei fo großer und wenn auch unwahrscheinlicher, boch möglicher Beife nahen Gefahr, und barin hatte man Unrecht. Ber besonnen alle Berhaltniffe erwägt, wird nicht verkennen, bag bie Zeit zu seinem Ginschreiten noch nicht getoms men, daß was wir wollen, was gang Deutschland

will - bie Erhaltung bes Friedens, durch feinen Ruf an ben Waffen nicht beforbert, sondern gefahrbet wurde. Richt, daß man die Lehre: Si vis pacem para hellum bier migachten wollte, aber nach ber Lage ber Sache erscheint und und wohl jedem, der aufrichtig dem Fries ben ergeben ift, die Korm, in der wir für mögliche Falle und vorzusehen haben, nicht gleichgültig. auch sonst unbedingt bem Grundsatze hulbigt, daß alles, was in gemeinsamer Gefahr burch ben Bund geschehen tann, burch ihn geschehen moge, wird boch bie eigens thumliche Ratur ber eingetretenen Conjuncturen nicht vertennen. Der Bund schlieft bie freie Gelbstthatigfeit ber einzelnen Staaten nicht aus, und die ben Umftanben angemeffenen Bortehrungen möchten gerade in fole chen Maagregeln bestehen, welche theils eben so gut burch vereinzelte Berabredungen getroffen werden köns nen, als vom Bunde, theils gang eigentlich ber eigenen Bestimmung ber einzelnen Staaten ausschließlich anheimfallen. Wir theilen bie Meinung Derjenigen, welche bie von Manchen laut begehrte Mobilmachung, Zusammengiehung und Aufstellung eines Theiles ber Bunbesarmee, und namentlich bes achten Armeecorps, am Oberrhein anicht für bie geeignete, einer gang ungewissen und ihrer Dauer nach unberechenbaren Gefahr entsprechenbe Maafregel betrachten. Soll bie aufzustellende Macht ihrem 3mede, ben in ben benachbarten frangofischen Provinzen vereinigten Streitkraften die Spipe zu bieten, genügen, so mußte fie um so gewisser sehr bebentenb fenn, ale bas Erscheinen eines jum augenblicklichen Sandeln ausgerufteten Beeres, eben fo gut, als eine Einleitung zur Offensive, benn als eine Bortehr zur Bertheibigung geheutet werben fonnte und baher voraussichtlich eine Berftarfung ber frangofischen Streits frafte im Elfaß herbeiführen wurde. Run ift aber zu ermagen, daß die Umstande, welche unfere Beforgniffe erregen, gar wohl weit langer-bauern tonnten, als wir ben Aufwand, ben jene Maagregeln erfordern würden, zu tragen vermöchten, und daß ein, nach Erschöpfung unserer Rrafte, erfolgender Rudzug, bie Gefahr, ber man begegnen wollte, leicht naber brachte. \*) Dagegen erscheint es faum zweifelhaft, bag alles, mas geschehen tann, um, fur ben gall einer ploglichen Be-

<sup>\*)</sup> Bare je die wirkliche Aufstellung eines Beobachtungsheeres am Oberrhein geboten, so würde nicht das achte, sondern eher das neunte oder zehnte gemischte Corps, oder irgend eines, das seine gewöhnlichen Standquartiere weiter im Often hat, zu wählen sepn, da der Auswand für den Unterhalt der gleiche, im Kalle eines nahe drohenden oder wirklichen Angriss das achte Armeecorps aber sodann als Berstärkung zur Bertheibigung unserer Grenze schneller bei der Hand wäre.

brohung unferes Gebietes, Die ichleunigere Bereinigung ber Contingente an erleichtern, jur Gicherung gegen ein Einbringen bes Reindes unzureichend mare. Daber wunfcht man, bag unfere Bertheibigungsanstalten burch bie Errichtung von Landwehren auch am Dberrhein eine unferer Lage entsprechenbe Ergangung erhalten. Man barf gwar vorausseten, bag unter ben bermaligen Umstanden, und ba Franfreich nicht nur mit bedeutenden Ruftungen schon feit geraumer Zeit vorangegangen, fondern biefelben, wie bie bagu in Anspruch genommenen Credite barthun, in großem Maakstabe fortfett, fammtliche Contingente ber fubbeutschen Staaten, wie ber nordlichen und öftlichen, in bem vollen Daafe, wie es bie Rriegsverfassung bes Bunbes verlangt, marfche und schlagfertig gehalten werben, und man es auch an ber Unschaffung aller jener Requisiten und Borrathen nicht fehlen lagt, die ein Beer bedarf, um augenblicklich bem Keinbe entgegen ju rucken, und beren Roften jedenfalls unverloren bleiben. Richt weniger ift zu erwarten, daß auch ber bienstthuende Stand ber Cavalleries und Artilleriepferde, wenn nicht auf ben vollkommenen Kriegsfuß, boch ihm naher gebracht merbe, ba ja insbesondere bei ber Artillerie, falls nur bie jum Dienft ber Gefchüte erforderliche Pferdezahl vorhans ben ift, fich burch eventuelle Maagnahme für die augenblict.

4

liche Erganzung bes Trains leicht Fürforge treffen lagt. Merben aber auch unter allen biefen Borausfetungen, für den Fall ber naher rudenden Gefahr, gwischen ben junachst betheiligten, wie mit ben rudwarts gelegenen Staaten, über angemeffene Dislotationen, welche ein rascheres Zusammenziehen ber Corps erleichtern, so wie über alles, mas bie Commandos, ben Generalstab, bie Organisation bes Feldbienstes u. f. w. betrifft, fefte eventuelle Berabredungen getroffen, fo konnen fich bie in ben verschiedenen Staaten gerftreuten Contingente, welche zuvorderft ihre Beurlaubten einzuberufen haben, boch jedenfalls nicht so schnell sammeln, als eine gleiche Macht in bem, mit französischen schlagfertigen Truppen bichter angefüllten Elfaß. Sammtliche sübbeutschen Staaten haben nun den Stamm einer tüchtigen gandwehr in ber aus ber Linie, nach furger Dienstzeit, im fraftigften Mannebalter austretenben Mannichaft, welche vollständig gebilbet, die nicht gebienten jungen Manner ihrer Altereflaffe und jungere vom Liniendienste frei geblies bene, nach gang kurger Uebung, in ihre Reihen aufnehmen fonnen. Mahrend folche Individuen, welche bas gewöhr liche Conscriptionsalter überschritten haben, in ber Regel höchst ungern in bas stehende Beer eintreten, zeigt sich unter ihnen, fo wie im Allgemeinen, die gunftigfte Stimmung fur ben Landwehrbienft. Die 3wedmäßigkeit, man könnte fast fagen die Nothwendigkeit, einer solchen Einrichtung ergibt sich in natürlicher Folge aus dem Conscriptionsspstem, aus der abgefürzten, durch Beurlaubungen unterbrochenen Dienstzeit der zum kechenden Heere eingereihten jungen Männer, und aus der, im Berhältniß zu den Bevölkerungen, so bedentenden Zahl der Streiter, welche die hentige Art der Kriegeführung erfordert.

Wenn das fehende herr im Friedenszustand ide der Bevollerung erreicht, die hierzu Conscribirten nach wenigen Jahren wieber austreten, und im Falle eines Arieges die Ersahmannschaften und Reserven, welche ben wirflichen Bestand bes heeres auf 1860 ber Bollsmenge steigern, in plotlicher Gile aus neu Conscribirten gebildet werden, so zeigt sich ber boppelte Rachtheil, daß man dem Keinde größtentheils ungenbte Daffen entgegen stellt, die leicht das Opfer ihrer Unbehülflichkeit in ihren Bewegungen und ihrer Ungeschicklichkeit im Gebrauche der Waffen werden, und daß nur wenige Altereflassen die ganze last des Krieges ausschließlich an tragen haben. In ben Dannern, bie gwifden bem 25 ften und 37 ften Lebensjahre stehen, beruht gerade bie größte Starke des Bolkes, unter ihnen gerade be-Andet fich, in Kolge des bezeichneten Militarsustems, bie größte Zahl ber vollftanbig eingeübten ftreitbaren

Mannschaft, an bie, wie gefagt, andere ungeübte ihres Altere, ale an einen feften Rern, fich leichter ans schließen können. Läßt man fie gang gur Seite liegen; so verliert man den schönsten Theil des Werthes, ben das Conscriptionsspstem gewährt, und ber barin befteht, bag es fast bas gefammte Bolt wehrhaft macht; man verzichtet auf bie besten Krafte zur Bertheibigung bes lanbes. Wo es aber nur biefer gilt, finden fich selbst unter ben Berheiratheten gar Biele, welche gum Schute ihres heerbes gerne in die Reihen ber Landwehr treten. Db nicht für ben Landwehrbienst, vielleicht für verschiedene Waffengattungen, namentlich für Schützencorps und Artillerie, Die Burgercorps brauchbare Elemente liefern könnten, laffen wir babin gestellt senn. Ueberhaupt verzichten wir auf eine nähere Erdrterung biefer vielbesprochenen Materie. Man weiß im Allgemeinen, and gang nahe liegenden Erfahrungen, baß fie, bie erften Ginrichtungen abgerechnet, feine bebeutende Roften verursachen. Diefe barf man aber um fo weniger scheuen, wenn man nach der herrschenden Stimmung ber Bevolferung . erwarten hat, bag beim Eindringen eines frangen begeet, hauptsachlich in Gebirgsgegenben, bere.. 🥕 - ern es in ber Regel nicht an Baffen fehlt, fic, aufreiche Schaaren aus freien Studen erheben, und ohne der Bertheidigung des kandes

im gludlichsten Fall gleichen Bortheil, wie eine nur nothburftig organisirte Landwehr zu gewähren, sehr ungludliche Ereignisse und mißliche Zustande herbeiführen könnten.

Bare eine Landwehr auch nicht fo weit eingeübt und geruftet, um fie bem Reinde entgegen führen ju können, ober wurde ein überraschender Angriff ihre voll ftanbige Zusammenziehung aus allen gandestheilen verhindern, so wurde für solchen Kall, durch die eventuelle Bestimmung rudwarts gelegener Sammelplate fich Fürforge treffen laffen. Dhngefahr 175,000 Mann wurden Baiern und die gander bes achten Armeecorps in ihren Bundescontingenten und in ihren Landwehren, wenn man biefe auch etwas unter bem, in ber Starfe bes erften Aufgebote ber preußischen Landwehr und ber aanzen Bolfstahl gegebenen Maasstab, berechnet, bem Keinde entgegen führen können. Schlagt man bie Streitfrafte, die aus ben zunächst gelegenen ganbern in fürgester Frist an bem Rheine und an ber Lauter sich versammeln ließen, auch nur zu & bis & jener gefammten Streitmacht an, so burfte biese gur Sicherung gegen einen Angriff genügen, ber nicht mit folchen Daffen unternommen wurde, beren Concentrirung nicht möglich ware, ohne bag man Zeit ju umfaffenberen Begenruftungen und zum gleichmäßigen heranziehen größerer Streitmaffen fande. Dief ift unfere Unficht über bie Gefahren. womit Deutschland ein entscheidender Sieg ber Bewegungspartei in Frankreich bedrohen wurde, und über die uns ju Gebot stehenden Mittel jur Abwehr. Wir halten. wie gefagt, solchen Sieg für sehr unwahrscheinlich und vertrauen ber Weisheit ber beutschen Regierungen, baß fie für alle Kalle die paffenbsten Mittel bes Schutes an finden wiffen werden. Es ift kein Zweifel, daß in unferm Nachbarlande die Weisheit und Kraft der Regierung Ludwig Philipps ihrem wohlthätigen Ziele immer näher Man fieht, wie inmitten einer gewaltigen Aufrücken. regung die Freunde des Friedens und ber Ordnung immer entschiedener und in überlegener Zahl fich um fie schaaren und einen moralischen Muth entwickeln, ber weit erhaben über jene Rampflust, die aus brennendem Durfte nach Kriegeruhm und Eroberungen entspringt, nicht genug geehrt werden tann. Allmählig wird man auch bort immer mehr über unsere Buftande und über unsere wechselfeitigen Beziehungen beffer aufgeflart. Man fängt an einzusehen, daß es feine ficherere Garantie für ben europäischen Continentalfrieden, für ben Forts schritt Europa's in Civilisation, Glud und Wohlseyn gibt, als die Freundschaft beider großen Nationen, baß ihre Entzweiung, ein Rampf in dem sie ihre Kräfte wechselseitig aufzehren, bas ganze westliche Europa unter bie Trummer seines Wohlstandes und Glude zu begras ben, der Civilisation einen Todesstoß zu versetzen broht. Je weiter Kranfreich in der Renntniß Deutschlands, seiner Berhältniffe und seiner Stimmung fortschreitet, besto sicherer wird seine Liebe jum Frieden die Starte und Aufrichtigkeit unferer friedlichen Gefinnungen gewinnen und besto flarer wird es erkennen, daß beibe Rationen fich wechselseitig ganz gleiche Achtung schulbig find und beide gang gleiches Interesse haben, alles gu vermeiden, was das wechselseitige Vertrauen und ein gutes nachbarliches Benehmen ftoren tonnte. 23or Allem muß man barauf verzichten, bie unglücklichste ber temporaren Lagen, in benen fich Deutschland seit 1000 Jahren befand, und die schnell vorübergegangene Periode bes glanzenbsten Sohepunktes der französischen Macht und herrschaft, in wunderbarer Bergeffenheit ber frühern Bergangenheit wie ber spatern Greignisse, als einen Rormalzustand für den beiderseitigen Territorialbes besit zu betrachten, auf ben Frankreich ein inprescriptibles Recht habe. Man muß aufhören sich ein burch abweichende politische Bestrebungen und Interessen von Destreich und Preußen geschiedenes Deutschland ju benten. Man muß barauf verzichten, bie Macht und ben Einfluß in irgend einer Form wieder gewinnen ju wollen, die Frankreich jur Zeit des Rheinbundes in

Deutschland befaß und die hoffnung aufgeben, bag bie Umstände, welche die Entwickelung jenes Buftandes möglich machten, je wieberfehren fonnten. Ist aber nicht die Wiedererlangung jener Berrschaft über Deutschland ber Grundgebante, aus bem bie Sehnsucht nach ben Rheinlanden entspringt, in welchen Worten fie fich aussprechen, burch welche Argumente sie ihren Ruf nach biesem Besit unterstüßen mag, und ift jener Grundgebanke aus dem jungsten Bersuch, den Anspruch auf die Rheingrenze, in freundlichere Formen zu kleiden, nicht gerade am Karsten und pikantesten hervorgetreten? Richt aus eitler Eroberungs- und Bergrößerungsluft follen nach herrn Quinet, die Rheinlande für Frankreich wieber gewonnen werden, sondern weil die Rheingrenze eine Bedingung seiner Starte, eine Nothwendigkeit fen, um fich gegen seine Feinde zu schützen. Wir sollen dieß in unferm eigenen Intereffe anertennen, ba bie Feinde Frantreichs auch unsere Keinde seven, und wenn einmal Krankreich ju Grunde gerichtet mare, auch Deutschland seinem Untergange entgegen eilen würde. Mas heißt dieß anders, als und unmundig und ber Schutherrschaft Frankreichs anheim gefallen erklären? Haben wir einen gemeinschaftlichen Keinb, zu bessen Abwehr ber Besit ber Rheinlande eine Rothwendigkeit ist, so erscheint es ja ganz gleichgültig, ob bas linke Rheinufer zu Krankreich ober zu Deutschland gehört; wir konnen in beiben

İ

Rallen auf gleiche Weise einander beifteben, jur Betampfung bes gemeinschaftlichen Keinbes, wenn jemals ein folder sich zeigen wurde. Aus welchem andern Grunde fann also herr Quinet die Rheingrenze verlangen, als weil er ihren Besit als ein Unterpfand bafur betrachtet, bag es Deutschland nie in ben Sinn tomme, fich mit einem Feinde Frankreichs zu verbinden, bag es stets nur bem Willen Frankreichs gehorche und ihm beiftebe in allen Unternehmungen, bie es, ohne und zu Darin hat aber herr Quinet ganz fragen, beschließt. richtig gesehen, bag Franfreich, im Besite bes linten Rheinufers, wenigstens ben gangen Weften Dentschlands beherrscht und ihn im Zaume halt. Deutschland ants wortet ihm aus einem Munde, daß es nicht im Zaume gehalten, fondern frei bleiben wolle nach allen Seiten hin, und nach allen Seiten hin fich ju schüten, fich ftart genug fühle. Deutschland glaubt auch nicht, baß Krantreich ohne ben Besit ber Rheinlande fich nicht ftart genug fühle, fich gegen seine Feinde ju schüßen, benn Berr Thiers hat und eines andern belehrt. Bir wiffen jest, baß seine Ruftungen nicht ber Bertheibigung bes Lanbes, bas nur ber grundlofeste Argwohn bebroht halten fonnte, fondern einem Angriff, einer Revision ber Bertrage von 1815 galten; wer fich aber jum Angriff ftart genug fühlt, ift noch weit starter zur Bertheibigung. **War** 

nicht etwa die Eroberung der Rheinprovinzen auch der porherrschende Gebante, bas mesentliche Motiv welches Berrn Thiere in feinen gigantischen Ruftungen leitete? Und wollte es immer scheinen, bag wenn in der orientalischen Angelegenheit, wie es nach allen gewonnenen Aufflarungen teinesweges geschehen ift, Frantreich verlett worden mare, die Ratur der Sache selbst die Bahn bezeichnete, die Herr Thiers zu befolgen hatte, in so ferne er nicht, in staatsmannischer Ruhe, Die Schickliche Gelegenheit zur Bezahlung mit gleicher Munze abwarten, sondern sogleich zu ritterlicher That schreiten wollte. Er burfte, um am rechten Plate Rache zu nehmen, nur schnell entschlossen alle bisponible Schiffe mit 10-15,000 Mann nach Sprien entfenden, um bem Bicetonig beigus stehen und es barauf antommen laffen, ob Europa sich beshalb zum Continentalfrieg rufte, und Franfreich bann gleichzeitig bas Gleiche zu thun habe. Durch ein sols ches fühnes Gingreifen in ben Bang ber Ereigniffe, um bie allein ee fich handelte, wurde es fich eine glanzendere Genugthuung verschafft haben, als burch einen Angriff auf ein friedliches Land, wo man hoffte, ftatt Käftigen Widerstandes Sympathien zu finden und bas man durch ungeheure Ruftungen zu entmuthigen mahnte. Ware hier die entferntefte Berbindung von Urfache und Wirkung zu entbeden gewesen?

Bir wiffen nun, baß 940,000 Mann austieben follten, um je nachdem die Burfel fielen, die Rheingrenze zu erobern. Wir wissen aber auch, daß wir, eben fo leicht, ober vielmehr bei gleich gigantischer Anstrengung, wie Kranfreich 940,000, bei einer doppelt so großen Boltsmenge, 1,880,000 Mann ihnen entgegenstellen konnten, ohne bie Berftarfung zu rechnen, welche ein auf feinem eigenen Boben angegriffenes Bolt in einer allgemeinen Bewaffnung findet. Wer schaubert nicht bei bem bloffen Gebanten an einen Rampf, ber folche furchtbare Daffen gegen einander in Bewegung fest? Wer begreift nicht, bag, mobin er getragen murbe, das tiefste Elend, Jammer und Roth der Bevölkerungen sein unvermeibliches Resultat sein müßte; daß alles, was wir in den verhängnisvollen Jahren von 1792 — 1815 erlebten, in Bergleichung mit ben Bermuftungen, die ein solcher Riesenkampf herbeizuführen broht, zum Miniaturbilde geworden ware? Solche Audsichten eröffneten und bie friegerischen Conceptionen herrn Thiers, bie an Großartigfeit bei weitem Alles übertreffen, mas ber gewaltige Napoleon im Laufe feines thatenreichen Lebens unternahm. Welche Macht die Liebe zum Ruhm über biefen großen Mann ausübte, wir leben ber Ueberzeugung, daß ihn menschliche Regungen seines herzens von einem Beginnen, das die europäische Bevolterung so ganz unermeßlichem Unglud und Berberben Preis gab, abgemahnt, daß überdieß sein scharf bestechnender Berstand ihn abgehalten hätte, sein Land ohne alle Noth in einen so zweiselhaften Kampf zu stürzen. Ja ware es möglich, die günstigen Umstände wieder herbei zu führen, unter denen Frankreich den kurz vorübergegangenen Besitz des linken Rheinufers und seine Herrschaft in Deutschland errang! Allein wie gewaltig haben sich nicht alle hier beachtungswerthen Berhältnisse verändert, und wie wenig verspricht die dermalige Lage Europas den furchtbarsten Anstrengungen Frankreichs, bei gleicher Tapferkeit seiner Streiter, bei gleich geschickter Führung seiner Heere den gleichen Erfolg.

Wir können nicht oft genug auf unfre frühere Lage zurück sehen, um und vor Fehlern zu bewahren und zusgleich unser Selbstvertrauen im hinblick auf die Gegenwart zu stärken. Als in den 1790r Jahren der große Kampf begann, war ein Drittheil bis zur hälfte von Deutscheland so gut wie wehrlos; gerade die hälfte, die Frankreich zu nächst lag. Der Schwerpunkt der Macht von Destreich und Preußen, der beiden Staaten, auf denen die Kraft Deutschlands fast ausschließlich beruhte, war von dem Kampfplatz auf gleiche Weise über 200 Stunden entfernt. Der Rachtheil einer so langen Operationselinie wog wohl nahe den Werth auf, den für Deutsch-

land bas Uebergewicht der materiellen Macht batte. Es ift mahr, Krantreich hatte nebst Deutschland noch einige andere Rachbarlander, sobann England, und aleichzeitig innere Aufstände zu bekämpfen; aber in ber ersten Periode bes Krieges neigte fich auch bas Kriegsglud mehr auf unsere Seite, bis bie Schredenszeit alle Rrafte ber Ration in ben Armeen vereinigte, und ben überwiegenden furchtbaren Anstrengungen Frankreichs ein für und entschieben ungunftiger Relbzug folgte, ber uns bas linte Rheinufer entrig. Jene Anstrengungen waren zum großen Theile von ber Art, daß fie ein Land (wie die Ausgaben von vielen taufend Millionen Franken Papiergelb und ben Berkauf ber Kirchengüter und Nationalbomanen) nur einmal macht. lichere Wechselfalle bes Krieges, welche eine nur maßige Bermehrung ber Streitfrafte ber vereinigten beutschen Machte schon im nachsten Feldzuge gewähren konnten, wurden von dem Augenblick an minder wahrscheinlich, ba ber Baster Friede 1795 geschloffen war, hierauf außer Destreich fast alle übrige beutsche Staaten zurücktraten und auch Spanien bie Waffen nieberlegte. Bon nun an neigte das entschiedene Uebergewicht ber materiellen hilfsmittel auf die Seite Frankreiche, bas Belgien und das linke Rheinufer sich einverleibt hatte und ihre Hilfsquellen benutte. Gleichwohl blieb in bem

fortgesetzen Kampse mit Destreich, dem zulest nur Großbritanien, damals unbedeutend als Landmacht, und nur für turze Zeit ein tüchtiges aber mäßiges ruffisches Corps zur Seite fand, noch lange schwantend, und es bedurfte der ausgezeichnetsten Feldherrntalente und der größten Tapserkeit um den entscheidenden Sieg an die französischen Kahnen zu knüpsen.

Nach dem Lüneviller Frieden war Frankreich durch den Besit des linken Rheinnsers sein überwiegender Einfluß im südwestlichen Deutschland gesichert. Die Histogrundete Kaiserreich, sodann die von ihm abhängis gen Staaten und das südwestliche Dentschland gewährten, übertrasen damals die Machtquellen der östreichissichen Monarchie wohl nahe um zwei Drittheile. Die zu spat gekommene russische Histogrunde Gehläge herbeigeführten, früheren Berluste nicht mehr ausgleichen. Das nördliche Deutschland blieb ruhiger Zuschauer des Kampses.

Im Kriege von 1806 stritt Preußen mit einem Feinde, der seine Kraft aus einer Ländermasse zog, deren natürliche hilfsquellen die der damaligen preußisschen Staaten, mehr als fünffach überstieg. Wie Destreich sah auch Preußen die Waffen des südwestlichen Deutschlands gegen sich gekehrt. Wie das nordliche

Deutschland bei bem öftreichischen Rampfe, so blieb der Sudosten, während des preußischen Arieges, ruhiger Zuschauer und auch hier tam die ruffische hilfe zu spat.

Als ber ditreichische Arieg von 1809 begann, hatte sich Spanien gegen die französische Herrschaft erhoben und sich die britische Landmacht im größern Maaßstabe entwickelt. Wenn man aber den französischen Streitzträften, welche der Rampf auf der pyrenäischen Halbeinsel beschäftigte, auch Rechnung hält, so ließ ein Blick auf die Länder, welche der östreichischen Monarchie verzblieben waren, und auf jene, über deren Histognellen Rapoleon damals gebot, Frankreich immer noch 2 mal mächtiger erscheinen. Run sah Destreich die Wassen von halb Deutschland gegen sich gewendet, Preußen sich genöthigt, ohne Theilnahme zu bleiben. Wie hart ward gleichwohl dem französischen Abler sein Sieg bestritten, und wie nahe stand nicht eine andere Entscheidung?

Europa spater gegen Rußland zu führen schien kein Wagstud; aber würde Napoleon diesen Zug unternommen haben, wenn er vorausgesehen, daß er enden würde mit einer Erhebung der übrigen europäischen Bevolkerung gegen Frankreich? Gewiß nicht! denn obwohl er seinem Heldenmuthe und seinem Feldherrntalente vertrauen konnte, wie irgend einer, von dessen kriegerischen Großthaten die Geschichte und erzählt, wie kung und

porsichtig suchte er nicht burch Bereinzelung seiner Gegner fich seine unermeglichen Erfolge zu fichern? Wer aleicht ihm in ber Meisterschaft zu theilen um zu berrschen? Batte Berrn Thiere auch bie Runft bes divide et impera, in ber er seine Starte noch nicht verrathen, auch in unvergleichlichem Maage gur Seite gestanden, bie Zeit sie in Deutschland zu üben, ift vorüber und fie wird nie und nimmer mehr gurucklehren. Das alte Spiel ist unmöglich geworben. Deutschland ift es flar geworben, wie ber Berluft bes linken Rheinufers, feines 1000jahrigen Besithums, bas Grab seiner Burbe, Gelbstständigkeit und Nationalität zu werben brohte, wie die Bewahrung der Rheinlande eine Nothwendigkeit für es fen, nicht, um nach Außen hin zu herrschen, andere Bolfer zu beunruhigen, sondern um sich gegen fremben Angriff zu schützen, und um nicht frember Herrschaft als willenloses Wertzeug heimzufallen. Diese Ansicht ist die herrschende in ganz Deutschland; sie ist nicht nur ber Gebante ber Regierungen, sonbern fie hat alle Rlassen und alle Alter durchdrungen, sie lebt nicht nur in Allen, welche schon lebten, bachten und fühlten, als die fremde Herrschaft über uns schwebte, sondern auch in jenen, die erst spater zu leben, benten und fühlen begannen. Es bedarf teines grundlichen Studiums ber Geschichte, nicht ber Renntniß bes Details

ber Kriege und Schlachten und der diplomatischen Bershandlungen, um und für die Lehren, die und die Perriode von 1792—1815 gibt, empfänglich zu machen und sie und tief einzuprägen; der einfache oberstächliche Ueberblick der Ereignisse, wie sie jedes Elementarbuch der Geschichte darstellt, ist dazu hinreichend. Die deutsche Ehrlichseit hat und verhindert, unsere Fehler, unsere Unsälle, unser selbst verschuldetes oder unverdientes Unglück zu verbecken oder zu verschleiern, nur an unsere Siege zu denken, unsere Thaten zu verschöfern und zu verschönern, und in einer poetischen einseitigen Auffassung einiger Lichtparthien unserer Berzgangenheit, insbesondere im Hindlick auf die zuletzt geswonnenen Ersolge, uns aufzublasen.

Es ist nicht ohne Interesse, zu bewerken, wie insbesondere seit 25 Jahren aus allen deutschen Geschichtsbüchern, welche der Bildung der Jugend, aus allen
Rlassen und von jedem Alter, gewidmet sind, fast allgemein das Bestreben hervorleuchtet, die tiefe Erniebrigung, in die uns unsere Uneinigkeit, Unentschlossenheit und der Mangel an deutsch vaterländischem Gemeinsinn stürzten, auf eine Weise hervorzuheben, die
nicht ohne Einstuß auf die Erweckung, Beledung und
Stärtung des deutschen Rationalgesühls in den jugendlichen Gemüthern bleiben konnte. Dieser weithin aus-

gestreute Saamen hat Reime und Blüthen getrieben, die nun in der allgemeinen Stimmung der deutschen Bevölkerungen zur Erscheinung kommen. Ist unter ihnen auch keine, aus bloßer Kampflust entspringende Begeisterung für kriegerischen Ruhm verbreitet, so darf man um so fester auf ihre energische Entschlossenheit zählen, ihren vaterländischen Boden, ihre Unabhängigskeit und Rationalität zu vertheidigen.

Richt allein in bieser Beziehung haben sich bie Umstände verändert. Mannigfaltige hindernisse, welche die Entwickelung der natürlichen hilfsquellen Deutschlands früher hemmten, find verschwunden. Dist man bas Wachsthum unserer Machtquellen nach bem Raafstabe der Bevölkerung, so haben sie sich feit Berstellung bes allgemeinen Friedens um nahe & vermehrt. Aehnliche Erscheinungen bietet ber Buftand jener ganber bar, welche gwar nicht gum beutschen Bunbe gehören, bie aber burch bie heiligsten, vermittelnben Banbe und die Identitat ihrer politischen Intereffen bei allen großen, Europa bewegenden Fragen, auf bas innigste Deutschland befreundet find. Wir gablen nun in sammtlichen Staaten bes Bundes und in ben ihm nicht angehörigen Landern der östreichischen und preußischen Monarchie gegenwärtig wohl über 68 Millionen Einwohner, und fonnen ben Zuwache an Starte, ben wir nicht blutigen Eroberungen, sondern der innern Entwickelung unserer Kräfte seit der Herstellung des allgemeinen Friedens verdanken, der Macht eines Landes von nahe 17 Millionen Einwohnern vergleichen. \*)

Gleich wichtig aber ist ber Gewinn, den die Starte bes einigen Deutschlands durch die Territorials Beranderungen im Innern seines alten Gebietes gezogen hat. Ohngesahr ein Drittheil der Bundes-Contingente liefern jene Lander, die früher in ihrer Zersplitterung von keinem oder nur geringem Werthe für die beutsche Streitmacht waren.

And die Stellungen sind Frankreich gegenüber günstiger geworden. Die preußische Macht, deren Schwerpunkt weiter nach Westen rückte, hat in der Ausdehnung ihres Gebiets die französsische Grenze erzeicht, und in der Provinz, die sie berührt, durch koste bare Werke der Kunst seste Stützpunkte gewonnen, denen auf den ersten Ruf die norddeutschen Armeen, sammtliche preußische, wie die ihre Reihen ergänzenden gemischten Corps in ununterbrochener Folge zueilen können. Im Süden ist Baiern zu einer bedeutenden Mittelmacht herangewachsen, Frankreich ebenfalls näher gerückt. Hat Destreich, abgesehen von dem Berlust

DR. f. d. Beilage.

ber Nieberlande und einiger unbedeutender schwäbischer Gebietstheile, im übrigen seine Stellung gegen Frankreich nicht verändert, so möchte es burch den Ersat, welchen es für jene Länder erhalten, an innerer Kraft weit mehr gewonnen, als verloren haben.

Blickt man auf jene Staaten, die in ben frühern Rämpfen Deutschland beharrlich ober zeitweise zur Seite standen, und beren hilfe und in einem Propagandafriege um fo weniger fehlen wurde, fo hat Rus-Land in der Entwickelung seiner Rrafte Riesenschritte gemacht, und fteht England mit feiner feit 1800 faft auf bas Doppelte gestiegenen Bevölkerung machtiger ba, als je. \*) - Wo wir hinblicken, find die Umstande für uns, wenn nicht ungemein gunftiger, boch nicht nachtheiliger geworben. Stets freundlich maren bie Beziehungen Destreichs zu Sardinien, bas Frankreich gegenüber, so wenig wie Deutschland, die Lehren ber Bergangenheit vergessen haben wird. Auf die Reutralitat Belgiens so wie ber Schweiz burfen wir fest bauen. Sollte Belgien auch Zweifel hegen, ob die Lage, in die es durch die Vereinigung der Rheinlande mit Frankreich gesett wurde, nicht julett auch feine eigene Unabhangigkeit und Gelbstständigkeit gefahrde, so weiß es

<sup>\*)</sup> DR. f. d. Beilage.

bagegen, daß, so gludlich die Resultate eines Krieges für Deutschland ausfallen möchten, von dieser Seite ber, jedenfalls ihm teine Gefahr drohen wurde. Es gehört wahrlich tein politischer Scharfblick dazu, um einzusehen, wie die sicherste Burgschaft seiner wahren Selbstständigkeit und Unabhängigkeit gerade darin besteht, zugleich an Frankreich und Deutschland zu grenzen.

Kragen wir nach den Kortschritten der frangosis ichen Dacht, so ist ihre Ginheit und bie concentrirte Lage bes lanbes ein alter Borgug. In Diefer Begies hung konnte fie nicht, wie Deutschland, in fich felbft die Mittel einer fraftigern Entwickelung finden. andern Beziehungen hat zwar auch Frankreich an innerer Starte gewonnen, und überdies wurde bas Bebiet feiner Macht, durch die Erwerbung Algiers erweis tert. Der Zuwache, ben seine Bolksmenge feit bem Krieden erhalten, übersteigt aber schwerlich 51 Dillios nen Einwohner \*), und so groß bie Silfequellen auch seyn mögen, welche eine weise Verwaltung Algiers allmählig dem herrschenden gande bereiten tann, so ist ber Besit ber Rordfuste Afritas boch voraussichtlich noch für eine längere Reihe von Jahren, eher eine Ursache der Berminderung als der Berstärtung der

<sup>\*)</sup> Man f. die Beilage.

französischen Continentalmacht. Der Bortheil, ben ihr die fortgesetten Kriegsübungen einzelner Heeresabtheis lungen geben, möchte schwerlich ben Werth des numerischen Berlusts auswägen, den sein europäisches Continentalheer durch die in Algier nöthigen Besahungen erleidet.

Hat fich aber nicht etwa bas Berhaltniß ber öf onomischen hilfsmittel ber Rriegsführung, bie Kranfreich in so reichem Maage zu Gebote stehen, zu unserm Rachtheile verandert? Wir glauben es nicht; sammtliche europäische Staaten sind so ziemlich verhaltnigmagig in gleichem Maage mit Schulben belaftet; nur wenige haben die Friedensperiode zu ihrer erheblichen Berminderung benutt, und hiezu gehört Franfreich nicht, sondern nur eine Anzahl minder bedeutender Staaten. Die Kriegslustigen haben in Kranfreich zwar auf ben noch übrigen Reichthum an Walbungen, als außerorbentliches Silfsmittel hingewiesen, aber gerabe an solchen Silfsquellen mochte es Deutschland noch weniger fehlen. Die Kortschritte ober Ruchfchritte ber otonomischen Prosperität lassen sich überhaupt nahe aus ben Ergebniffen der jahrlichen Bolkstählungen schapen. Rur das Eindringen feindlicher Heere, konnte uns in jener Beziehung, da alsbann Contributionsauflagen

nicht fehlen wurben, in gleich nachtheilige Lage wie in ben früheren Kriegen verfegen.

Das fich nicht meffen läßt und im Rriege baufig eine bedeutende Berschiedenheit ber materiellen Rrafte ausgleicht, möchte schwerlich bei einer Wieberaufnahme bes Rampfes für und ungunstiger sich erweisen, als in den frühern Rampfen. Man hat es nirgends an ben Anstalten ju tuchtiger Bilbung jenes Stanbes fehlen laffen, aus welchen die Führer der Beere in ihren aroffern und kleinern Abtheilungen hervorgehen, mabrend im Gegentheil früher in einem Drittheil ber ganber, welche die Bundesmacht stellen, jede Art folcher Bildungsanstalten fehlte. Richt jede Generation bringt aber einen Rapoleon hervor, und ber Zufall gefällt fich, überragende Keldherrn . Talente, wie die frühere Bergangenheit und auf gleiche Beife unfere Zeitgeschichte lehrt, aus der Mitte bald dieses bald jenes Bolfes, balb aus ben höchsten Regionen, balb aus ben untern und mittlern Claffen, auf bie Beltbuhne gu führen. Wie unendlich viel schwieriger mare aber uns ter ben fo wesentlich veranderten Umstanden jest bie Aufgabe zu lofen, welche bas frangofische Rriegsglud von 1790 bis 1809 geloft hat, wie viel schwieriger jest, Europa ju widerstehen, nachdem Deutschland, England und Rugland jufammen einen Zuwachs von

Rraft aufzuweisen haben, ber sich in einer Bermehrung ihrer Bolksmenge seit 1815 von 42 bis 43 Millionen Einwohnern ausbrückt.

Darf Deutschland mit vollem Bertrauen auf seine Lage bliden, fo wird es doch stets eben fo weit entfernt bleiben, fich im Gefühl feiner Starte gu überhes ben, fich ehrfüchtigen Gebanten und einer aufbrausens ben Reizbarkeit hinzugeben, als fich in ruhiger Sicherheit einschläfern zu lassen. Wir mussen wachsam bleis ben, so lange wir so bedeutende Streitmassen in unferm Nachbarlande unter ben Baffen feben, fo lange die Umstände dauern, welche und die Möglichkeit zeis gen, daß jeden Augenblick bie Gefahr an unserer Thure anklopfe; und erscheint sie wirklich, so barf es gleich im ersten Augenblick nicht an den ernstesten gemeinsas men Anstrengungen fehlen; so burfen wir nicht vergefsen, wie leicht eine nicht eng verbundene, und nicht gleichzeitig thatige im Bangen aber weit überlegene Macht, von einer minder starten, rasch und concentrisch wirkenben allmälig gerbrodelt wird; so burfen wir nicht vergeffen, bag im Rriege bie Wirtung jeber Action bas zusammengesette Resultat ber materiellen Rrafte und ber Geschwindigfeit und Geschicklichkeit ift, womit sie gebraucht werben. Wollen wir, bag uns ber Mangel an Einheit ohne allen Nachtheil bleibe, fo

muß daher jede Gefahr, die in irgend einer Richtung uns bedroht, überall und bis zur außersten Grenze in ents gegengesetter Richtung als eine gleich imminente, ges meinschaftliche betrachtet und die Hilfe zu ihrer Abwehr eben so schnell und eifrig bereitet werden, als wo sie unmittelbar sich einstellt.

Bleiben wir geruftet, fo weit es nothig ift, jeben Ungriff fogleich entschieden und fraftig jurudjumeisen, so wird aulett die Eroberungelust and ber frangost schen Bewegungspartei entschwinden. Franfreich bat wahrlich in seinem schönen Gebiete und in seiner weit ausgebehnten afritanischen Rolonie noch ber Eroberungen genug zu machen, die seine Macht und seinen Reichthum ju vermehren versprechen. Die schönften Eroberungen aber, die jedes Bolt in fich felbst machen kann, find feine machsende Liebe gur Rube, Ordnung und Gefetlichkeit, seine Fortschritte in mahrer Bilbung und Religiosität, feine wachsende Empfanglichteit für alle höheren Intereffen ber sittlichen Ordnung. hieran nicht fehlt, fehlen auch nicht die Fortschritte mahrer burgerlicher Freiheit, bes materiellen Bohlfenns ber Gesellschaft und ber Macht bes Staates. hierin wollen wir mit Kreude einen friedlichen Betts tampf mit Franfreich beginnen. Wer dort im Ernfte von einer Gemeinschaft ber Interessen, von dem Bedürfe niß einer engern Freundschaft zwischen beiben ganbern fpricht, muß vor Allem wunschen, daß alle Macht und Bebeutung jener, ber bestehenden Ordnung feindlich gefinnten Vartei entschwinde, welche das für friegerischen Ruhm und Ehre so empfängliche Nationalgefühl stets aufzustacheln, und fich baburch auf eine Beife zu verstärken sucht, die sie auch für die innere Ruhe gefährlis der macht. Das erste und wichtigste gemeinschaftliche Intereffe beiber gander ift bie Erhaltung bes Friedens, die Beseitigung einer jeden Besorgniß plötlicher Störung besselben. Go lange man in Gefahr steht, jeden Augenblick ein unvorhergesehenes Ereigniß eintreten zu seben. welches bas mächtige, furchtbar gerüstete Frankreich ploplich zur Schilberhebung hinreißt, ift Deutschland, ift Europa gezwungen unter ben Waffen zu bleiben. Rur von Frankreich hangt es ab, fich in die Lage gu feten, welche und von jener Beforgnig befreit. Beschieht bies auf vollständig beruhigende Beise, so wird es fich felbst wie gang Europa einen unermeglichen Dienst geleistet haben; bann wird ein fast unerträglis cher Zustand aufhören; man wird an eine allgemeine Entwaffnung benten, und bie ungeheuren Summen, welche die Unterhaltung stete schlagfertiger, zahlreicher Beere erforbert, ben mohlthätigen Werken bes Friedens widmen fonuen. Dies ift das bringenofte Bedürfniß

Europas, bie laute Forberung feiner Bevölferungen. Ihre Befriedigung wird allen in jeder Beziehung gleich wohlthätig sich erweisen. An dem ihm gebührenden Ginfluß wird es insbesondere Frankreich, als einer Macht erften Ranges, auch wenn es nicht unter ben Waffen steht, nie fehlen, ja um so weniger fehlen, wenn es nicht burch eine brobende Stellung Beforgniffe bei friedlich gefinnten Regierungen und Bolfern erwedt, die Frantreich gerne start und mächtig sehen, und es auch im Mittelmeer als eine nothwendige Stupe bes Gleichgewichts ber Krafte betrachten. Es wird auf bem ruhis gen Bege ber innern Entwidelung, ber Bermehrung, Erleichterung und Bervielfältigung seiner friedlichen Berbindungen mit seinen Rachbarvölkern, wie mit weiter entferntern ganbern, ficherer, bauernber und prachtvol-Ier ben Bau seines Gludes und feiner Macht in bie Bohe führen, als auf bem Wege blutiger, erschöpfenber Kriege.

Sind die Fortschritte ber europäischen Civilisation tein leeres Gerede, so muffen sie ihren Einfluß in der Liebe zum Frieden, unter dem allein sie gedeihen kann, in der wachsenden Ehrfurcht vor der Heiligkeit der Berträge, in dem Berschwinden der Nationalfeindschaften, deren der wahre Patriotismus wahrlich zu seiner Folie nicht bedarf, offenbaren und sich fruchtbar zeigen

in ber leichten Berständigung der Staaten über weche selseitige Interessen, in friedlichen Berabredungen, Die fo schon, wie ber jungfte zwischen Deftreich und Rufland geschlossene Vertrag über die Donauschifffahrt, ber Idee ber innig verfnupften gemeinfamen Bolferwohlhoffen wir, daß die Gefahr, die fahrt entsprechen. über unsern Sauptern schwebte, nicht nur fur jest gludlich vorübergegangen ift, fonbern die ernften Betrachtungen, bie fie von allen Seiten angeregt, und bie gewonnene Berichtigung mancher irrigen Unfichten, jur Befeitigung aller noch vorhandenen Urfachen ihrer möglichen Rückfehr, und zu bem Zustande bes allgemeinen Bertrauens führen, die es möglich macht, die europäischen Bevölkerungen von schweren Lasten zu befreien.

Welche nähere und entferntere Folgen die politischen Ereignisse der letten Zeit aber noch äußern mögen, so waren die Unruhe und die Besorgnisse, die sie erregten, auch von erfreulichen Erscheinungen begleitet, und blieben für und nicht ohne schätbaren Gewinn. Die drohende Gefahr hat Deutschland in inniger Einigkeit, unser wiedergeborenes Nationalgefühl in voller Kraft gefunden, die Bande, welche und zusammenhalten, noch fester gefnüpft, und weithin verbreitete, unser Ehrgefühl verletende Meisnungen des Auslandes über unsere innere Zustände

und unsere hieraus hervorgehende Schwäche als eitle Musionen in ihrer ganzen Richtigkeit erkennen lassen. Sie hat uns wiederholt zu ernsten Erwägungen und Berechnungen aufgesordert, die auf der einen Seite das Bewußtsehn unserer Stärke und unser Selbstverstrauen erhöhten, aber auf der andern auch unsere stüheren Berirrungen und deren verderbliche Folgen uns wieder lebendig vergegenwärtigten, damit wir nicht auf unsere Stärke pochen, und keiner Sorglosigkeit überslassen, stehe wachsam und bereit bleiben, insgesammt wie ein Mann zu stehen bei jeglicher Bedrohung des gemeinsamen Baterlandes.

## Beilage.

Die Bolksvermehrung in ben beutschen Bundes, staaten und ben nicht dem Bunde angehörigen Ländern ber oftreichischen und der preußischen Monarchie, so- bann von Frankreich, England u. Rußland.

Die von ben beutschen Staaten bei Festsetung ber Bundesmatrikel im Jahre 1818 angegebene Bolks, gahl ihrer känder kann als der ohngefähre Bevölkerungs, stand in den ersten Friedensjahren betrachtet werden, da in den meisten kändern wohl keine ganz neue Zählungen vorlagen. Die Angaben enthielten übrigens größtenstheils genaue Resultate, nur wenige, wie namentlich die vom Königreich Sachsen und von Baden, runde Summen. Die gesammte Einwohnerzahl der deutschen Bundesländer wurde darnach bekanntlich zu 30,163,488 und nach späterer Berichtigung (wegen Kniphausen)

au 30,166,437 angenommen. Saffelt berechnete bieselbe (in ben Jahrgangen 1829 und 1838 feines genealogische historisch = statistischen Almanache) für das Jahr 1827 auf 34,343,904 und für 1837 auf 38,094,949 Seelen nach ben Zählungen biefer Jahre, und wo keine solche vorlagen nach ben jungsten Zählungen früherer Jahre jum Theile unter Zuschlag bes nach ben ältern Boltsliften berechneten wahrscheinlichen Zuwachses, größtentheils aber ohne solchen Zuschlag. Wie die für die Bundesmatritel im Jahr 1818 angenommene Seelenzahl für biefes Jahr, so waren bie von herrn haffelt berechneten Zahlen für die Jahre 1827 und 1837 baher eher etwas zu nieber als zu hoch. Der Zuwachs betrug, wenn man bie angegebenen Zahlen für 1818, 1827 und 1837 gelten läßt, in ben gehn Jahren von 1818 - 27 über 12 Proc. ber Bolfemenge von 1818, und für die zehen Jahre von 1828 - 37 nicht ganz 11 Proc. der Volksmenge von 1827. Dem wahren Bevölferungestande von 1837 ruden wir etwas naber, wenn wir die erst später befannt gewordenen Resultate ber Zählungen von biesem Jahre, ben, in ber Uebersicht, welche ber Sasselt'sche Almanach von 1838 giebt, enthaltenen Ungaben substituiren. Darnach find angunehmen in runden Gummen:

	Secten	Seelen		also mehr
für Preußen statt	10,399,000:	10,775,000	_	376,000
für das Rönigreich Sachsen ft.	1,618,000:	1,652,000	_	34,000
für Baiern ft.	4,246,000:	4,315,000	_	69,000
für Bürttemberg ft.	1,611,000:	1,622,000	_	11,000
für Baden ft.	1,208,000:	1,264,000	_	56,000
Großh. Beffen ft.	718,000:	782,000	_	64,000
Nassau st.	370,000:	383,000	_	13,000
im Ganzen also mehr			•	623,000
hiezu die von Saffelt angenommenen			38	,094,000
- Summe			38	,717,000

Nimmt man nun die im Jahr 1818 bei dem Bundestage angegebene Bolksmenge, als dem Stande der Bevölkerung im erst en Friedensjahre (Ende 1816) ohngefähr entsprechend an, so ergibt sich für die nächsten 21 Friedensjahre ein Zuwachs v. 8,551,000 und ein Durchsschnitt jährlich von 407,000 Seelen oder über 1 % Proc. der Bolksmenge von 1816. Rechnet man den Zuwachs, der in den Jahren von 1816 und 1817 unbedeutend und von 1818 bis 1830 am stärtsten war, in den Jahren 1838, 1839 und 1840 nur zu 1 Proc. der Bolksmenge von 1837 (also nicht, als in geometrischem Berhältnisse steigend) so würde die Bevölkerung sammtslicher, zum deutschen Bunde gehörigen Länder zu Ende 1840 — 39,878,000 oder nahe 40 Mill. Seelen erreichen.

Rach der im J. 1834 vorgenommenen Conscriptions-Revision betrug die Volksmenge sammtlicher, der östreis chischen Monarchie angehörigen Länder in gedachtem Jahr 35,047,533 Seelen. Beim Eintritt in die Friebensperiode konnte sie zu 28 Mill. berechnet werden. Die erhielt daher bis 1834 im Laufe von 18 Jahren einen Zuwachs von 7,047,000 und im Durchschnitt jährlich von 391,000 Seelen oder 1 20 Proc. der Volksmenge von 1816.

Rach ben, bem Jahre 1834 zunächst vorangegangenen Zählungen wurde die jährliche durchschnittliche Bersmehrung zu 377,576 Seelen angenommen. Darnach würde sich für das Jahr 1837 eine wahrscheinliche Bolksmenge von 36,180,261 für sämmtliche östreichische Staaten ergeben.

im J. 1815 im J. 1834
von Böhmen 3,157,495 — 4,004,350
,, Mähren und Schlessen 1,709,403 — 2,110,141
,, Niederöstreich 1,088,115 — 1,343,652
,, Steuermarf 800,090 — 923,882
,, Ungarn 7,450,000 — 11,404,350

<sup>\*)</sup> Nach den von Ehr. E. Andre (neueste Zahlenstatistift der europäisichen und außereuropäischen Staaten, 1823) für bas Jahr 1815 angegebenen Zahlen, und nach den Resultaten der Conscriptionsrevision von 1834 betrug die Bevölkerung

In Ungarn find aber 1834 wie es scheint weitere Grengen angenommen.

Nach Abzug ber Bolkszahl, welche Hassell in biesem Jahre für sammtliche, zum beutschen Bunde gehörigen Länder der Monarchie mit 12,181,276 berechnet, bleiben für alle übrigen östreichischen Staaten 23,999,000 Seelen. War, wie man bei den, der Bolkswirthschaft günstigen Berhältnissen der letzten Zeit voraussehen darf, die jährliche Bermehrung von 377,576 Seelen nachhaltig; so würde die Bevölkerung der östreichischen Staaten zu Ende 1840 sich auf 37,312,000 Seelen belausen. Die im Jahr 1837 für die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Länder dieser Monarchie angenommene Bevölkerung von 23,999,000 würde aber bei einer jährlichen (nicht wachsenden) Bermehrung von nur 1 Proc. zu Ende 1840 die Summe von 24,718,000 erreicht haben.

Die Bolksmenge ber preußischen Staaten stieg von 1825 bis 1837 von 12,256,931 auf 14,098,121 (nachdem sie von 1817 — 1825 in einem noch skärkern Verhältnisse gewachsen war.) Der mittlere jährliche Zuwachs betrug baher 153,000 Seelen ober nahe 1 3 Proc. der Volksmenge von 1825. Die Bevölsterung der nicht zum deutschen Bunde gehörigen Länder belies sich im Jahr 1837 auf 3,322,579. Mit einem jährlichen mittlern Zuwachs von nur 1 Proc. würde die Gesammtbevölkerung der preußischen Monarchie bis

Ende 1840 ohngefahr 141 Mill. und bie Boltsmenge ber nicht zum Bunde gehörigen preußischen gande 3,422,000 Seelen erreichen. Darnach ergeben fich folgeube Zahlen:

1837 Enbe 1840 1. Deftr. Monarchie 36,180,216 37,312,000 2. Preug. Monarchie 14,098,121 14,500,000 Zusammen 50,278,337 51,812,000 3. a. Sammtliche beutsche

Bunbeslander 38,717,000 39,878,000

b. Richt jum Bunde gehörige ganber:

23,999,000 24,718,000 von Destreich 3,322,000 3,422,000 von Preußen

Gefammt-Summe 66,038,000 68,018,000

Wahrscheinliche Volksmenge

am Schluffe ber Kriegsperiode 51,000,000 51,000,000

Bermehrung — 15,000,000 17,000,000

Die Bolfsmenge in bem gegenwartigen Frantreich betrug nach offiziellen Darstellungen

im Jahr 1806 - 29,107,425,

1811 — 29,092,734,

1831 32,569,223,

1836 33,540,910

einschließlich ber Armeen und ber Marine. Es ist nicht wahrscheinlich, daß sie im Jahr 1816, (nach ben großen

Berluften von 1812—1815) 29 Millionen Einwohner um eine erhebliche Summe überftieg.

Der Zuwachs in den fünf Jahren von 1831 bis 1836 berechnet sich im Ganzen auf 971,687, im Durch: schnitt daher jährlich auf 194,337 Seelen.

Rehmen wir für die folgenden 5 Jahre bis 1840 jährlich 200,000 an, so würde zu Ende 1840, oder Ansfangs 1841, die Bevölkerung Frankreichs 34,540,910 betragen und eine Vermehrung seit 1816 von ungefähr 5,500,000 Seelen sich ergeben.

Merkwürdig ist ber bedeutende Ueberschuß, ber weiblichen Bevölkerung, die nach ber Zälhung von 1836 auf 619,508 Individuen sich belauft. Er betrug nach ben Zählungen von:

1801 — 729,233,

1806 — 409,000,

1821 - 878,998,

1831 — 566,578.

Daß ber Ueberschuß von 1831 bis 1836 wieber stieg, barf man ohne Zweifel auf die Rechnung von Algier seben.

Die Bevölkerung von England, Wales und Schottland war im Jahre

1811 — 12,609,864, 1821 — 14,391,631.

Darnach könnte man für 1816 bie Bolksmenge ohngefähr zu 13,332,000 Einwohner rechnen, in so ferne ber jährliche Zuwachs, von 1811—15 einschließelich, gleich start, wie von 1816—21 war.

Da aber die Bolksvermehrung in biesen letten Jahren weit mehr begünstigt erschien, als von 1811—15, so mochten wir die Einwohnerzahl für 1816 nicht über 13 Mill. Seelen annehmen.

Bon Irland find feine vollständige Bahlungs- liften von ber Periode von 1821-31 befannt.

Die Bolfemenge betrug

1821 — 6,801,827 Einwohner.

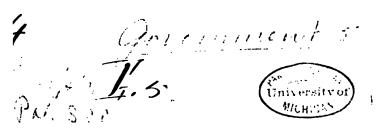
1831 — 7,784,336

Der jahrliche Zuwachs betrug baher im Durchschnitt 98,250. Rach ben, von einer Reihe von Grafschaften für bas J. 1813 vorliegenden Zählungen, darf
man annehmen, daß der jährliche Zuwachs von 1815—21
beträchtlicher war, als von 1821—30, und die Bolkszahl Irlands im J. 1816 daher nicht viel mehr, als
6,000,000 Seelen betragen konnte.

Die Bolksmenge ber brei vereinigten Königreiche läßt sich hiernach für bas erste Friedensjahr auf ohngefahr 19 Mill. Seelen schätzen. Britische Schriftsteller nahmen sie bamals gewöhnlich ju 18 Mill. an.

Die neuesten Zahlungen gaben in ben brei Reichen zusammen 27,774,000 Einwohner, wornach sich seit 1816 ein Zuwachs von 970 Mill. ergibt.

Die Bolkevermehrung bes europäischen Rußlands (ohne Sibirien, die caucasischen Provinzen und die Kirgisensteppe) kann man seit Herstellung des Friedens im Durchschnitt jährlich zu 6—700,000 ober im Ganzen ohngefähr zu 16,000,000 schäßen.



## Festreden

bei ber

## am 22. August 1868 in Beidelberg

ftattgehabten

## Feier des fünfzigjährigen Beftandes

ber

Badischen Verfassung.

Seidelberg. Buchbruderei von Abolph Emmerling. 1868 ter son

fünlzigighrigen

Gabifiben Verfallung.

## Rede des Berrn Stadtdirector Stoffer.

### Boggeehrte Feftversammlung!

Es ist heute zum britten Male, daß bab babische Bolt ben Tag feiert, an welchem ihm die wichtigste Grundlage seines öffentlichen Rechts, an welchem seine Berfassungsurkunde ihm verliehen worden ist.

Die erste Feier mar kein vorbereitetes Fest, es war ber naive Ausbruch bes Bolkssinbels, als man im Jahre 1818 vernahm, baß am 22. August bieses Jahres Großberzog Karl bie Urkunde unterzeichnet habe, welche bem babischen Bolke eine Berfassung gewährte.

Ich zweiste nicht, verehrte Festgenossen, daß noch manche unter uns weilen, welche der zweiten Berfassungszeier beigewohnt haben. Sie galt der fünfundzwanzigjährigen Dauer constitutioneller Zustände in Baden und alle Theilnehmer werden sich erinnern, mit welch' brennender Begeisterung damals das babische Bolt in das Fest eintrat. Jene heiße Stimmung entsprang nicht allein der Einsticht in den hohen Werth der mit der Versassung dem Bolt gewährten Rechte, sie war auch erzeugt durch den jahrelangen Kampf um diese Rechte selbst, welche durch die Politit Wetternichs bedroht schienen, sie war erzeugt durch die Besorgniß, daß die Versassung selbst bedroht sei und durch das Bewußtsein, daß die Erhaltung der Versassung gleich sei mit der Erzhaltung der Freiheit und der Gewähr des Fortschritts.

Hente geben wir an das Berfassungsfest mit aller Gelassenheit. Das theure Gut ist nicht mehr bestritten, wir erfreuen uns seines ruhigen Besitzes, ist doch seither der constitutionelle Gedanke auch in Preußen und selbst in Desterreich zur gesetzlichen Anerkennung gekommen und kann es sich nur noch um das Wie, aber nimmermehr um

bas Ob ber Berfassung hanbeln.

Gleichwohl, verehrte Festgenossen, soll ber ruhige Besitz uns nicht gleichgiltig finden für den Werth bessen, was wir besitzen, der Tag, an welchem das babische Bolt zur Selbstständigkeit geboren wurde, soll immerbar ein Festtag für und sein, in dessen Feier wir hineintreten mit allen Gefühlen des Dankes, mit allen Gefühlen der Pietät für das fürstliche Haus, welches das Bolt zur Selbstständigkeit gerufen, sur die Manner, welche mit unverzagter hingebung an derselben gesarbeitet haben und für die Urkunde, welche sie gewährleistet.

Diese Gefühle werben in uns erfrischt und gefräftigt, wenn wir uns vor Augen halten, mas uns die Berfassung gegeben, wie sie ge-

arbeitet, welche Früchte fie gebracht hat.

Nach bem Zusammensturz bes alten beutschen Reiches, ben Napoleonischen Kriegen und ben Beschlüssen bes Wiener Friedens erschien bas Großherzogthum Baben als ein von jeder rechtlich begründeten Obergewalt unabhängiger Staat, verpstichtet allein durch Verträge mit andern Staaten und durch den Bundesvertrag mit den zu einem Staatenbund vereinigten Bestandtheilen des frühern Reichsgebiets.

Das neue Großherzogthum enthielt neben ben Stammlanden bes fürstlichen hauses eine ziemliche Anzahl neuer Gebiete, mit einem bun-

ten Gemisch politischer Ginrichtungen.

Die Ordnung dieses Zustandes, die Verschmelzung der verschies benartigen Theile zu einem harmonischen Ganzen war klug und gludslich eingeleitet durch eine Reihe von Organisations und Constitutionsedicten und durch die Einführung des französischen Civilrechts als bürgerliches Recht des ganzen Landes. Für die Verwaltung, für die Pflege der religiösen, sittlichen, geistigen und wirthschaftlichen Entwicklung erfreute sich Baden vieler musterhafter Einrichtungen, einer wohls meinenden und aufgeklärten Regierung, beides Erbtheile des weisen und menschenfreundlichen Karl Friedrich.

Dem Lichte fehlte übrigens ber Schatten nicht.

Die lange Kriegslaft hatte das Land erschöpft, die meisten Gemeinden seufzten unter schweren Kriegsschulden, auf vielen neuerwors benen Landestheilen hafteten noch besondere Schulden und Abgaden, die neben den allgemeinen Staatslasten getragen werden mußten. Dazu der Boden belastet durch Zehnten, Gulten, Frohnden und alle die andern vielnamigen Ueberkommnisse aus dem alten Hörigkeitsz und Grundherrlichkeitsverhältnis, die Arbeit gehemmt durch den Zunstzwang, der Berkehr durch Zollschranken, das wirthschaftliche Unbehasgen, gesteigert durch das Hungerjahr von 1817 und das früher blüshende Finanzwesen des Staats, in Rückgang gekommen.

In ber Rechtsgesetzigebung fehlte ein ausreichendes Strafgeset, ein ausreichendes Gesetzt für den burgerlichen und Strafproces, und alles Berfahren entbehrte der Deffentlichteit und Mundlichteit. Es sehlte an sichernden Bestimmungen für den Schutz der personlichen Freiheit, es fehlte die Preffreiheit, das Bereinse und Bersammlungsrecht und ber Bollgenuß der porhandenen burgerlichen Rechte beschränkte sich auf

bie Mitglieder ber fathol. und protestant. Kirche.

Die Verwaltung hielt sich im französischen Style strenger Bevormundung und griff, ansgestattet mit einer discretionären Polizeistrafsgewalt, in alle Erscheinungen auf dem Gebiete des Staates und der Gesellschaft bestimmend ein. Die Bevölkerung selbst war von jeder Theilnahme an Feststellung und Vertretung ihres Rechts, an der Besorgung ihrer öffentlichen und gemeinsamen Interessen sern gehalten und damit auf den Weg der Kirchthurmspolitik und der Gleichgiltigskeit für die Wohlfahrt des ganzen Staats gewiesen.

In diesem Zustande traf uns die Berfassung, welche nach ihren

Eingangsworten bem aufrichtigsten Wunsche ihres erlauchten Berleihers entsprang, die Bande bes Bertrauens zwischen Fürst und Bolt immer fester zu knüpfen und alle Staatseinrichtungen des Großherzogthums zu einer höhern Bolkommenheit zu bringen. Lassen Sie uns ihre wichtigsten Bestimmungen rasch überblicken.

Die Krone, erblich in bem bab. Fürstenhaus, vereinigt in sich alle Rechte ber Staatsgewalt, vorbehaltlich ber Beschräntung burch bie Verfassung.

Die staatsbürgerlichen Rechte ber Babener sinb gleich, ber Staatsbienst und das passive Wahlrecht zur Kammer war früher auf die Mitglieder der tath. und evang. Kirche beschränkt, diese Beschränkung ift seit 1849 weggefallen, die öffentlichen Lasten sind von allen Badenern gleich zu tragen, nur bezüglich der Wehrpslicht ist für die stansbesherrlichen Familien eine Ausnahme gestattet.

Sigenthum und perfonliche Freiheit fteben fur alle Babener in

gleicher Beise unter bem Schute ber Berfassung.

Die Bermögensconfiscationen sind aufgehoben, Riemand barf gezwungen werben, ohne Zustimmung bes Staatsministeriums und ohne Entschädigung sein Eigenthum zu öffentlichen Zwecken abzutreten. Grundlasten, Dienstpflichten und alle aus der Leibeigenschaft herruhrenden Abgaben sollen abgelöst werben.

Niemand tann anders als in gesethlicher Form verhaftet und langer als 2mal 24 Stunden im Gefängnig festgehalten werden, ohne

aber ben Grund seiner Verhaftung vernommen zu sein.

Niemand barf in Straffachen seinem orbentlichen Richter entzogen werben.

Der Großherzog hat bas Recht ber Begnabigung, aber nicht ber

Strafschärfung.

Die Gerichte find unabhängig innerhalb ihrer Zustandigleit, alle Ertenntniffe, auch wenn fie ben Fiscus betreffen, muffen von ben or-

bentlichen Gerichten ausgeben.

Die Preffreiheit soll sich nach ben kunftigen Bestimmungen ber Bundesversammlung richten. Jeber Lanbeseinwohner genießt ber unsgestörten Gewissenischeit und in Ansehung ber Art seiner Gottessverehrung bes gleichen Schutzes.

Rirchen= und Stiftungsgut barf feinem Zwecke nicht entzogen wers ben, die Dotationen ber Landesuniversitäten und höhern Lehranftalten

follen ungeschmalert bleiben.

Berbinblichkeiten gegen Staatsglaubiger sind unverletzlich.

Die Rechtsverhaltniffe ber Staatsbiener und bie Anstalten ber Wittwen- und Branbtaffe find unter ben Schut ber Berfaffung geftellt.

Für genaue Befolgung ber Berfaffung find bie Staatsminifter

und sammtliche Staatsbiener verantwortlich.

Die burch die Berfassung in's Leben gerufenen Landstande tagen in amei Rammern.

Die erste Rammer besteht aus ben Prinzen bes großh. Hauses

ben Hauptern ber ftanbesherrlichen Familien, aus Bertretern ber Lanbestirchen, Univerfitaten, des grundherrlichen Abels und aus höchftens

acht vom Großherzog ernannten Mitgliebern.

Die zweite Rammer besteht aus 63 Abgeordneten der Stabte und Aemter, aus mittelbarer Wahl hervorgegangen; der für dieselben ursprünglich gesorderte Besitz von steuerpflichtigem Eigenthum ist seit dem Letten Landtag nicht mehr ersorderlich. Die zweite Kammer ersneuert sich alle zwei Jahre zu einem Biertheil.

Alle zwei Jahre muß eine Stänbeversammlung stattfinden, wah: rend ihrer Dauer tann kein Mitglied ohne Zustimmung ber Kammer,

mozu es gehört, verhaftet werben.

Ohne Justimmung ber Stände barf eine Austage weber ausgesschrieben noch erhoben, keine Anleihen gemacht, keine Domane veräussert und kein Gesetz erlassen werden, welches die persönliche Freiheit und das Sigenthum der Staatsangehörigen betrifft. Die Stände haben das Recht der Borstellung und Beschwerde, der Bitte um Borslage von Gesetzen, der Anzeige von Misbrauchen in der Berwaltung, der Ministeranklage, der Annahme von Beschwerden wegen Krankung verfassungsmäßiger Rechte.

Dies find die Grundzüge ber babischen Berfaffung, in ihrer schließlichen Gestaltung wesentlich ein Wert von Karl Friedrich Rebenius, bem genialen babischen Staatsmann, welchem Deutschland die Anregung bes Zollvereins und Baden nebst vielem Anbern diejenige

feiner Schienenmege perbantt.

Wohl hatten unfere Bater alle Ursache über Diesen Freibrief bes babifchen Boltes zu jubeln, um beffen Besit wir von vielen unserer

Stammeggenoffen gepriefen und beneibet morden find.

Uns aber ziemt es, aus ber Geschichte unseres Berfassungslebens zu erkennen, daß die Freiheit nicht geschenkt werden kann, sondern erworben und verdient werden muß. Ohne diese Erkenntniß und die barauf gebaute pflichttreue That ware auch die badische Verfassung eine todter Buchstabe geblieben.

Zum ersten Dal sah sich die Regierung in der Ausübung der Staatsgewalt durch die Rechte der Staatsangehörigen und der Stande beschränkt, zum ersten Wal fanden sich Bolk und Stände in diese Rechte und ihre Ausübung eingeführt, es lag in der Natur der mensche lichen Dinge, daß Regierung und Stände über die Grenzen ihres Rechts und ihrer Wacht in Meinungsverschiedenheit gerathen mußten.

Dieser Zwiespalt ber Meinungen ward verbittert durch das Distrauen, welches der Karlsbaber Congreß zwischen Regierung und Stände säte und führte schließlich zur Austösung der Kammern von 1822 und zu einer mit den Kammern von 1825 vereinbarten Verfassungsänderung, welche dreijährige Budgetperioden und für alle sechs Jahre eine Gesammterneuerung der durch die Wahl gerusenen Mitglieder der Kammern einführte Die Throndesteigung Großberzog Leopolds und bie unter bem Einbruck ber Julirevolution gewählte Rammer von 1831 brachte bie Wieberherstellung ber Verfassung und ein fruchtbares burch ebenso wichtige als wohlthatige Gesetze gekennzeichnetes Jusammenwirken von Regierung und Stänben.

Die Wiener Conferenzbeschluffe von 1834, welche die Ginführung, bes fog. Scheinconstitutionalismus bezweckteu, riefen aufs Neue Zwiestracht hervor zwischen Regierung und Volk, ber Kampf entbrannte mit einer alle Leidenschaften erregenden Heftigkeit und endete mit der

Rieberlage ber Bertreter ber Wiener Conferengpolitit.

Die fruchtbringende Zeit der entgegenkommenden Thätigkeit der verschiedenen Faktoren der Gesetzgebung schien wieder gekommen zu sein, als die europäische Revolution von 1848 alle Werke des Friedens erschütternd unterbrach. Die Geschichte von 1849 hat zu verzeichnen, daß damals der erste gewaltsame Bruch der Versassiung während der ganzen Zeit ihres Bestehens eintrat und zwar ausgehend von der Seite des Volkes und daß es die Krone war, welcher man damals die unverkürzte Wiederherstellung des versassungsmäßigen Rechtszusstandes verdankte.

Damit schließt bie erste Periode unseres constitutionellen Lebens sie war; abgesehen von der Klärung der staatsburgerlichen Rechte des Bolts wie der ständischen Befugnisse und Herbeiführung eines mustershaften Finanzhaushalts vorzugsweise der Berbesserung des Gemeindezrechts der Strafgesetzgebung und der Entlastung des Bodens gewidmet, in dieser Beziehung haben die solgenden Jahre nur noch das Facit der früheren Arbeit gezogen.

Die nun folgende Beriobe, welche mit dem Jahre 1850 beginnt zeigt im Gegensat zu dem mehr politischen Character der früheren einen hervorragend sozialen Inhalt. Immer mehr befestigt sich die Richtung, Körperschaften und Individuen aus dem Zustande der Bevormundung hinüberzuleiten in den der Selbstständigkeit, in der Ueberzeungn, daß nur auf dem Boden der Selbstverwaltung das Gebäude

ber Freiheit mit poller Sicherheit ruht.

Diese zweite Periode, bie ihren Abschluß noch nicht gefunden hat, erhält ihre eigenthümliche Färbung durch den zwar Jahrhunderte alten, nun aber mit aller Starke wieder hervortretenden Zwiespalt der Meisnungen über das Verhältniß zwischen Staat und Kirche. Bon Seite des Staats wurde diese Frage gelöst auf dem verfassungsmäßigen Bege der innern Gesetzedung und außerdem das öffentliche Leben des Landes verklärt und gehoben durch die denkruurdige Proclamation vom 7. April 1860, welche den Grundsat der Selbstständigkeit nicht allein für die Kirche sondern auch für die andern Gebiete des Staatsslebens als maßgebend erklärte.

Die bamals aus ber Tiefe seines Herzens an uns gerichteten Worte unseres eblen Fürsten sind unvergefilich in die Herzen seines Bolkes eingegraben, sie haben ihre fruchtbare und segenbringende Kraft

icon bewährt, fie feien auch für bie Bukunft ber Leitstern aller Freunde bes Baterlanbes.

Und nun, verehrte Festgenoffen, angetangt an bem beutigen Lace feben wir nach 50jabriger Birtfamteit ber Berfaffung vor uns ein moblhabenbes Land und geordnete Finangen, ber Boben ift frei, die Arbeit ift frei, bie Bollichranten find gefallen, bie perfonliche Freiheit ift gefichert, bie Freiheit ber Preffe, bas Bereins: und Berfammlungs: recht gewährt, tein weltliches Recht ift mehr bebingt burch ein beftimmtes religiofes Bekenntnig, Die Rechtspflege wird öffentlich und mundlich geubt nach tlaren Gefeben burch unabhangige Richter und burch bem Bolt entnommene Geichworene und Schöffen. Gine biscretionare Polizeistrafgewalt giebt es nicht mehr, die Berwaltung wird geführt im Geiste der Selbstverwaltung unter Theilnahme des Bolks in Begirterath und Rreisversammlung, die Rirchen find felbstftanbig, die Gemeinben haben bas Recht, bie auf ben Gemeinbeverband fich beziehenden Angelegenheiten zu beforgen und ihr Bermogen felbstftanbig an verwalten und bie gange Bevolkerung fühlt fich in lebenbigem Busammenhang mit bem Gesetz und mit ber Regierung ihres Staats und ift burchbrungen von bem Bewußtfein, bag mit bem Gangen auch alle seine Theile bluben und welken.

Es ware zuviel gesagt, wenn wir dies Alles lediglich eine Frucht ber Verfassung nennen wollten, die fortschreitende menschliche Eultur wurde manche dieser Früchte auch ohne die Versassung gezeitigt haben. Aber daß diese Früchte sammtlich und unverfürzt uns zu Theil geworden sind und zwar frühzeitig und in einer den Bedürfnissen vollts entsprechenden Weise und daß jene tostbaren Bürgschaften eines gebeihlichen menschlichen Jusammenlebens in Fleisch und Blut des Boltes übergegangen sind und daß sich der Staat aus dem Gegensat zwischen Rezeierung und Unterthanen in einen seiner Einheit bewoßten lebensvollen Organismus verwandelt hat, das hat die Arbeit der Verfassung gethan.

Und so ift denn ber eine Bunsch ihres erlauchten Berleihers in Erfüllung gegangen, die von ihm gegebene Berfassung hat sich bewährt als ein guter Beg, alle unsern Staatseinrichtungen zu einer hoheren Bolltommenheit zu bringen. Aber anch der andere Wunsch Großherzog Karl's ift in Erfüllung gegangen, seine Berfassung hat sich bemahrt als ein vorzügliches Mittel die Bande des Bertrauens zwischen Fürst und Bolt immer sester zu knupsen.

Das Bertrauen bes Fürsten ruht nunmehr auf einem Bolte, beffen gesetzlicher Sinn in Uebung ber ihm verliehenen Rechte erstarkt und bessen Patriotismus und Bürgersinn in ber Arbeit für ben Staat gewachsen ist. Das Bolt aber vertraut ganz einem fürstlichen Hause, bas in allen Stürmen eines bewegten öffentlichen Lebens als treues hüter bes Bolksrechts sich erwiesen und ben Wahlspruch seines Karl Friedrich immerdar bethätigt hat, daß das Glück bes Regenten von ber Wohlsahrt seines Landes unzertrennlich sei.

Das find die Früchte, beren wir uns erfreuen und das sei der Grundton unserer heutigen Feier, daß wir erkennen, wie unser Grundsgeset im Laufe eines halben Jahrhunderts eine reiche Quelle der Freisbeit, der Bildung und des Wohlstands für das badische Bolt gewesen ift und daß, um mit dem Enkel Karl Friedrichs zu sprechen, in Basden Fürst und Bolk unauslöslich vereint sind unter dem gemeinsamen schäpenden Banner einer durch Wort und That geheiligten Verfassing.

#### II.

# Rede des herrn Geh. Rath Bluntschli.

### Songeehrte Berfammlung!

Das Verfassungssest, bas wir heute seiern, ist voraus ein Zest ber Erinnerung an die Neugestaltung des badischen Staatswesens im Jahr 1818. Die Rede des Herrn Stadtdirektor Stöffer hat Ihnen in beutlichen Umrissen ein Bild gezeichnet jener fürstlichen Schöpfung und ihrer Wirkungen in dem Bolke während des verstossenen halben Jahrhunderts.

Am heutigen Tage barf aber ber Blid nicht ausschließlich an ber Bergangenheit haften. Im Angestichte ber größeren Austrengungen und Kämpfe um die Rengestaltung von Deutschland, welche unsere Zeit bewegen, durfen wir es nicht unterlassen, auch die politische Bedeutung der babischen Landesverfassung in der Gegenwart und die

Aussicht in bie Butunft zu beleuchten.

Wenn unfer Fest eher mit nüchternem Ernste als mit aufflammenber Begeisterung geseirt wird, so ist das voraus ein Zeichen, daß unfer Verfassungsleben reiser geworden ist. Wir folgen nicht mehr, wie in der ersten Zeit, dem hoffnungsvollen Ausschmung der Phanetasie, die nur zu oft den eingebildeten Größen vertraut, und dabei die wirklichen Kräfte verkennt. Wir sind auch weniger als früher geneigt, uns von ausgeregten Wallungen der Gesühle treiben und schauteln zu lassen, weil wir ersahren haben, wie leicht die stürmischen Leisdenschaften bald der Revolution, dalb der Reaction über das Ziel hinaus schießen und das Bolkswohl schwer verleben. In der ernsten Angelegenheit der Politik gebührt dem männlichen Verstande vor allem die Führung; und der Verstand will die Dinge sehen, wie sie sind, und schähen, was sie wirklich werth sind.

Aber es wirkt noch ein anderer Grund hemmend auf den vollen Jubel begeisterter Bolksstimmung. Die gewaltige Umgestaltung, welche seit zwei Jahren Deutschland erlebt hat, und die noch nicht zu ihrem völligen Abschluß gelangt ist, hat nach der Ansicht Vieler auch den Bestand der badischen Berfassung in Frage gestellt. Das Gestühl, daß der badische Staat nicht als ein selbsistandiger euros

päischer Staat, sonbern nur als ein Glieb eines großen beutschen Gesammtstaates volle Sicherheit finden, und daß das babische Bolt nur in der Einigung mit dem deutschen Bolte seine wahre Lefriedigung erhalten könne, ist allgemein; aber die Einigung selber ist noch nicht vollzogen und der Weg dahin durch mancherseie Hindernisse verlegt. In einem solchen Augenblicke voller Fragen und Zweisel missen Biele nicht, ob sie heute mit vollem Herzen eine Bersassung seiern sollen, die vielleicht morgen nicht mehr oder doch anders sein werde.

Indessen wenn wir das Wesentliche und Bleibende in unserer Verfassung von der veränderlichen Form unterscheiden, so werden wir doch bald die tröstliche Wahrnehmung machen, daß die Gesahr ihres Unterganges nicht groß ist und daß wir eher eine Fortbildung als eine Zerstörung berselben zu erwarten haben.

Bor allen anbern wesentlich der repräsentativen Berfassung ist der Grundsat, daß das Geset das gemeinsame Werk sei von Fürst und Volksvertretung, Regierung und Kammern. Roch zu Ansang dieses Jahrhunderts war dieser Grundsat in Baden so wenig als in andern deutschen Ländern anerkannt. Trot der Erinnerung au das mittelalterliche Recht der deutschen Landstände, trot des englischen Bordildes und trot der nahen französischen Revolution galt damals noch, von der römischen Jurisprudenz begünstigt, die Wilkur des Fürsten als die Quelle des Gesetzes. Erst seitdem jener constitutionelle Grundsat in Deutschland geltendes Versassungsrecht geworden ist, dürsen sich die deutschen Staaten zu den freien Staaten zählen; denn das ist der Unterschied zwischen freien und unsreien Staaten, daß in diesen die blos passive Wasse der Regierten der Wilkur ihres Hern gehorcht, während in jenen das ganze Bolt in Haupt und Freiseit Ordung des gemeinsamen Lebens mit Selbstdewußtsein und Freiseit bestimmt.

Für diese wesentlichste Grundlage unserer freien Versasssung haben wir Richts zu fürchten. Im Gegentheil; jener Grundsat ist seither noch entschiedener in der preußischen und in der Versasssung des norddentschen Bundes anerkannt worden. Als die badische Versasssung gegeben wurde, war man noch ängstlich und mittranisch gegen die gesetzgeberische Thätigkeit der Kammern. Es wurde ihnen daher damals
nur ein Recht der Vitte für eine neue Gesetzsvorlage, nicht das
Recht des Gesetzsantrages selber, nicht die Initiative zugestanden,
welche heute sowohl in dem preußischen Norden als in dem daperischen
Süden den einzelnen Kammern zusteht. Wir haben daher in dieser
Hinsicht keinen Rückschitt zu fürchten, sondern eher einen Fortschritt
zu erwarten.

Moglich und sogar mahrscheinlich ift es ferner, daß auch die Orgamisation ber Rammern erhebliche Aenberungen erfahren werbe. Schwerlich werben neben den unmittelbaren Volksmablen zum

beutschen Rollparlament unsere mittelbaren Wahlen burch Wahlmanner zu ber zweiten Rammer lange noch fortgeubt werben. Der machtige Charatterzug unferer Beit, welcher sowohl bie ftaat = licen Rechte als bie burgerlichen Bflichten möglichft gleichmagig auf alle Boltetlaffen ausbreitet und baburch bas gange Bolt an bem öffentlichen Leben unmittelbar betheiligt, bat gang Dentichland umgewandelt. Allgemeine Schulpflicht, allgemeine Wehrpflicht, allgemeine Steuerpficht und allgemeines Stimmrecht steben in einer natürlichen Wechselbeziehung. Aber je mehr alle Claffen ber Burger zu unmittelbarer Theilnahme an bem öffentlichen Leben berufen werben, um fo mehr wird für bie Debung der Fähigkeit ber Burger geleistet werden muffen, bamit nicht eine unwissende Menge von falschen Antoritäten migleitet und miß-Bu biefem Behuf wird eine gesteigerte politische braucht werbe. Erziehung in der Schule und im Heere, in der Gemeinde und in ben reprafentativen Memtern ber Berwaltung und Rechts:

pflege, eine ber wichtigften Staatsforgen werben.

Schon vor ben letten Greigniffen ift bas Beburfniß einer Reorganisation ber Ersten Kammer allgemein im Lande wie von ihr felber anerkannt worden. Wenn überhaupt bas Zweikammerfpftem noch fortbestehen wirb, — und bas wirb jedenfalls jo lange nothig sein, als bas Großherzogthum Baben ein souveraner Staat bleiben wirb so wird eine vielseitigere Bertretung ber hervorragenden Gultur= und Birthicaftselemente in ber eriten Kammer munichenswerth fein: und je breiter und machtiger ber bemotratische Bestandtheil in ber Boltsvertretung heranwächst, um jo nothiger wird zu feiner Erganzung und um das erforderliche Gleichgewicht ber Kräfte zu bewahren, auch eine Berftartung bes aristokratischen Factors in ber Gesetzgebung werben. Bie in bem Körper bes Wienschen die mancherlei Krafte und Organe bes Beiftes und Gemuths fich mechfelfeitig erganzen und beschranten und niemals Gine Rraft zu absoluter Alleinherrschaft gelangt, ebenso bebarf ber Staatskörper einer vielseitigen Repräsentation ber verschiebenen in ihm wirkenben Rrafte. Wenn aber in ber Butunft unfer Landtag eher die Bebentung einer provinziellen Autonomie als ber ftaatlichen Gefetgebung betommen und in Folge beffen in Gine reprafentative Berjammlung zusammengezogen werden jollte, so wird auch dann zumal diese Forberung zu beachten fein. In allen diesen Binficten also ift die Ausbildung unferer Berfaffung teine vergebliche Arbeit.

Bu jenem ersten kommt ein zweites hauptprinzip der Reprasenstativversassung. Wir durfen dasselbe freilich nicht ebenso als Witzregierung durch die Bolksvertretung, wie das erste als Witzesetzegebung bezeichnen. In dieser Beziehung unterscheidet sich unsere Bersassung und Praris sehr von der englischen. In England regiert in Wahrheit, unter dem glanzenden Schirm und Schild des königlichen

Namens bas Cabinet; und bas Cabinet wirb gebilbet von ben Subrern ber jeweiligen Rammermajorität. Wir haben aber teine so mächtige über bas gange Land verzweigte, in ben öffentlichen Geschäften geubte, reiche und angesehene Aristofratie, wie die englischen Lords und Gentle men; und wir haben teine fo festorganisirten und beinahe erblichen, alle Beit jur Ausübung bes Regiments bereite Parteien, wie bie englischen Whigs und Tories: Liberale und Conservative. bei und bie Berufsbeamtung mit ihrer miffenschaftlichen und tednischen Bilbung eine weit größere politische Dacht als in England. Aus ihr vornehmlich, wenn auch glucklicher Weise nicht mehr ausfolieflich, werben bie leitenben Minifter von ber Rrone ernannt. Die ganze besolbete Berufsbeamtung ift burch einen engen Treuverband mehr mit bem Gurften als mit ben Rammern verbunden. Die fürfts liche Dacht felber nimmt in ber Geschichte bes Landes eine bebeutenbere Stellung ein, als das englische Königthum, und die fürstliche Erbbynaftie ift in Deutschland bauernber mit bem langen Leben ber beutichen Stamme und Boltericaften verbunden, als in England, wo in rafcher Folge die koniglichen Familien zu wechseln pflegen. Defhalb beherricht das Fürstenthum hier weit mehr als bort bas gange Staats: leben und hat die Regierung entschiebener einen monarcifchen als einen aristofratischen ober bemofratischen Charafter.

Aber auch bei uns ift bie conftitutionelle Regierung nicht blos burch bie Gefete, fie ift überbem in allen wichtigen Bermenbungen bes Staatsvermogens burch bie nothwendige Mit wirkung ber Bolksvertretung und in ber Gesammtvermaltung burch bie Controle ber Rammern beschränkt. Die Rammern haben amar nicht bie positive Macht, Ministerien zu schaffen, aber sie haben gablreiche Mittel, um Ministerien, beren Guhrung in einen ernsten und andauernden Wiberfpruch gerath mit ben nachhaltigen Boltsbeburiniffen, bie Fortjepung bes Amtes ju verleiben und ichlieflich unmöglich zu machen. Seit ben erften Jahrzehnten unferes Berfaffungolebens bat fich biefer Grundfas einer mirtfamen Controle ber Berwaltung burch bie Ram: mern in die öffentlichen Sitten eingelebt und in mehrfachen Anwenbungen praktisch bewährt. Das auf bem vorigen Landtag vereinbarte Gefet über die Ministerverantwortlichteit ift nur ber Schlufftein biefes constitutionellen Systems. So lange die Bolksvertretung ihre staat: liche Pflicht ubt, tann biefer Grundfat nicht wieber unwirkfam werben.

Die Garantien ferner einer felbstständigen Rechtspflege sind neuerdings bebeutend verstärkt worden. Auch an der Handhabung der Rechtspflege haben die Burger einen erheblichen Antheil erworden, indem sie als Schöffen und Geschworene ben Berufsrichtern bes Staats an die Seite treten. Ich sehe nicht, daß diese Errungenschaften gegenwärtig irgendwie bedroht wären.

Wenn in ben letten Jahren ben Rreifen bie freie Gelbftvers maltung ihrer gemeinsamen Intereffen anheim gegeben worben ift,

wenn burch bas populäre Institut ber Bezirksräthe die staatlid Bolizeiverwaltung eine bürgerliche Bertretung erhalten hat, wen niblich die Ausdildung selbständiger Berwaltungsgericht einen besseren Rechtsschutz auch für die öffentlichen Rechte der Körpe schaften und der Bürger gesichert hat, so sind diese noch jungen ab jegensreichen Institute in einem frischen und frohlichen Wachsthubegriffen und werden, wenn wir nur unsere Psicht thun, eher in an dern Ländern Rachahmung sinden, als bei uns wieder versallen un

untergeben.

In einer wohlgeordneten Gemeindeverfassung und einer sor iktigen und freien Gemeindeverwaltung erkennen wir die notl wendige, dem einzelnen Bürger zunächst liegende Grundbedingung eine verfassungsmäßigen und freien Staatswesens. In dieser hinsicht sin unsere Zustände noch sehr der Entwicklung und Ausdildung säh und bedürftig. Die dionomische Leistungstraft für die öffentlichen Bourfnisse des Orts wird erst dann vollständig vorhanden sein, wen nicht blos der Grundbesitz und die Gewerbe, sondern ebenso die übrige Capitals und Arbeitsträfte der Ortsbewohner herbeigezogen werde: Ebenso wird die persönliche Kraft der Gemeinde erst dann ihre vol Wirtung äußern können, wenn alle Staatsdürger im Ort zur Miwirtung für das Gemeindewohl berusen werden. In dieser Hinsicht die der Rorden von Deutschland durch seine Gesetzebung uns vora zegangen, und wir werden suchen mussen, ihm nachzukommen.

Eben so wenig brauchen wir uns bezüglich ber zahlreichen un wichtigen Freiheitsrechte zu ängstigen, welche unsere Bersassunschung ichützt. Der mächtige Strom ber persönlichen Freiheit, welcher se mehr als einem Jahrhundert die civilisitre Welt vorwärts treibt, i nicht schwächer geworden, sondern tieser und breiter, seitdem das Aubrausen und Ausschaumen der Revolution vorüber ist, und diese wesen lich germanische Freiheit ist nicht unsicherer geworden, seitdem de veutsche Bolt wenigstens im Norden in dem Rathe der Weltmäch wieder einen hohen würdigen Platz eingenommen hat. Die Freiheitsrechte gewinnen durch gesetzliche Schranken an intensiver Kraft un durch ihre Verbindung mit den Pflichten gegen das Vaterland an sit

lichem Werth.

Aber eine große Aenberung hat unfere Berfaffung bereits erfahre und eben ihre Ermagung beschäftigt bie hoffenben und bie beforgte

Bemutber am meiften.

Der erste Artikel ber babischen Verfassung vom 22. August 181 heißt: "Das Großherzogthum bilbet einen Bestanbtheil bes beutschen Bunbes"; und ber zweite Artikel bestimmt, daß die "organ ichen Bunbesbeschstusse einen Theil bes babischen Staatsrechts ausmacht und burch Verkundung des Staatsoberhaupts verdindlich werden fialle Classen der Landesangehörigen."

Niemals in ihrer Geschichte maren bie babischen Lanbe ohne Bi

sammenhang mit anbern beutschen Ländern. In den letten Zeiten ber langsam absterbenden beutschen Reichsverfassung waren sie dem schwäbischen, kurrheinischen und oberrheinischen Kreise zugetheilt. Das neugebildete Großherzogthum war ein Glied des Rheinbundes unter dem Protektorat des französischen Kaisers Napoleon I. Als die deutsche Ration die französische Oberherrschaft wieder abwarf, trat es in den neuen Bund der beutschen Fürsten und freien Städte ein.

Wir können nunmehr die Einwirkung bieses beutschen Bundes auf unser Berfassungsleben von Ansang bis zu Ende in seinem ganzen Zusammenhang überschauen. Ihr Charakter ist immer berselbe geblieben. In allen Zeiten hat sie sich als ein au kerer polizeislicher Druck geltend gemacht, niemals die gesunde und freie Entswicklung geförbert. Ein rascher Ueberblick der entscheden That-

fachen wird biese Wahrheit außer Zweifel stellen.

Als ber Bunbesvertrag im Juni 1815 nach langen Berhanblun= gen endlich zu Stande tam, waren die hoffnungen auf bas nationale Wert zwar noch nicht ganz erstorben, aber burch die Wahrnehmung erheblich berabgestimmt, bag jeder folgende Entwurf ber Bundesverfassung weniger Garantien für die nationale Ginigung und die freie Entwicklung barbot, als ber vorhergehenbe. Das kummerliche Berfprechen einer lanbständischen Berfaffung fur alle beutschen Staaten bedeutete wenig im Zusammenhalt mit ber Thatsache, bag am Bunbe felbft es teinerlei ftanbifche Bertretung gab, fonbern nur bie Regierungsgesandten beisammen fagen. Das Großberzogthum Baben mar unter ben wenigen Staaten, welche balb nachher eine reprafentative Verfassung nach englischefrangofischem Borbilde einführten, einer ber erften. Die beiben Großmächte Defterreich und Preußen maren bamals noch bem conftitutionellen Staatsspftem entschieben abgeneigt und auch die meisten übrigen Regierungen maren nicht Willens, auf ihre autofratifche Gelbstherrlichkeit zu verzichten. Balb nachbem unfre Berfaffung gegeben mar, trat jener Congreß ber leitenben beutschen Di= nister in Carlsbad zusammen, welcher ben Anftog gab zu einer ganzen Reihe von Repreffivmagregeln bes Bunbes gegen bie conftitu-Amar wagte man nicht, bas von bem fürst tionelle Entwicklung. Metternich beantragte Berbot ber Reprafentativverfaffung au beschließen, aber bie übrigen Versuche, ihre Entwicklung zu hemmen, fanden bereitwillige Forberung und die Bunbespersammlung zu Frantfurt registrirte gehorsam, was die Minister in Carlsbad beschlossen Die Barnung vor den bemofratischen Tenbengen, die Betonung bes "monarchischen Pringips", die Ausbehnung ber Bunbesgewalt gegenüber von Unruben in den einzelnen Bundesstaaten, die Bevormundung ber Universitäten, die Anordnung ber Cenfur für Zeitungen auftatt ber von ber Bunbesatte verheißenen Pregfreiheit, Die Riebersekung einer Centraluntersuchungscommission zur Verfolgung revolus tionarer Umtriebe und Berbinbungen maren bie ersten einleitenden

Mahregeln bes Bundes. Ihnen folgte die Wiener Minister-Conferenz und die Festsehung des zweiten Grundgesetzes des deutschen Bundes, der Wiener Schlußacte, welche zu Ehren ihres geistigen Urhebers, des Fürsten Wetternich auf den 15. Mai 1820, sein Geburtssest datirt ward. In diesem Grundgesetz war Ein Artitel (56) dem Schutze der bestehenden Versassung günstig ausgesallen. Aber dieser Artitel, welcher die in anerkannter Wirksamkeit besindlichen Verssassung gegen die Revolution von unten und gegen die Usurpation von oben zu schützen versprach, wurde von der spätern Bundesprarissschlecht gehandhabt. In Zeiten revolutionärer Erregtseit, wie zum Theil 1830 und mehr noch 1848 war der Bundestag ohnmächtig und in Zeiten der Reaction wie 1832 und 1850 erwies er sich durchweg der reactionären Usurpation gesällig und unterstützte dieselbe mit seiner Wacht.

Andere Bestimmungen ber Wiener Schlußacte hatten die Absicht, bie Rechte ber Stände zu beschränken. In diesem Sinne wurde geradezu eine gesetliche Bermuthung für die unbeschränkte Fürstengewalt als "monarchisches Prinzip" verkündet und sogar der Deffentliche

teit ber standischen Berhandlungen entgegengewirtt.

In den zwanziger Jahren beachtete ber Bund noch eine gewisse Mäßigung in seinem Druck. Aber als sich die Regierungen von bem Schrecken ber Pariser Julirevolution bes Jahres 1830, welche bie Ohnmacht ber ganzen Restaurations= und Legitimationspolitik blos gelegt hatte, wieber erholt hatten, ging ber Bunbestag rudfichtslofer vor. Die Ausschreitungen phantastischer Junglinge gaben einen erwünschten Unlag zu heftigen Repreffirmagregeln. Nun murbe burch Bunbesbeschlug vom 28. Juni 1832 ben Kammern jebe Initiative für die Gesetzgebung untersagt und ihr Steuerbewilligungerecht burch bundesmäßige Nöthigung auf einen leeren Schein herabgedruckt. Die landständischen Verhandlungen wurden geradezu unter die poli= zeiliche Aufficht bes Bunbes gestellt und bie freie Meinungsaußerung fogar auf bem Landtag gehemmt. An bem Großherzogthum Baben, auf beffen Rammerbebatten bie Aufmerkfamteit von Deutschland gerichtet mar, wollte ber Bunbestag ein abschreckenbes Beispiel lieferu. babifche Preggefet vom 1. März 1832 murbe, weil es liberale Beftimmungen enthielt, von bem Bunde für unleidlich erklärt und bie großherzogliche Regierung gezwungen, basselbe außer Wirksamkeit zu sesen. Damals wurde bie ganze im Auslande gebruckte beutsche Zeis tungs= und Brojchurenliteratur mit bem Interdicte bes Bunbes belegt, alle politischen Bereine wurden ganglich verboten, alle Bolksversammlungen und Boltsfeste von ber Erlaubnig ber Regierungen abhängig gemacht, alle öffentlichen politischen Reben überhaupt unterjagt, bas Tragen politischer Abzeichen mit Strafe bebroht und alle politifc verbachtigen Bersonen - und ber Berbacht wucherte bamals üppig genug — polizeilicher Ueberwachung zugewiesen, die wechselseitige Auslieferung ber politisch Berfolgten angeordnet und neuerdings eine Centralbehorbe in Mainz bestellt zur Berfolgung politischer

Bergeben.

Selbst bieser Polizeibruck schien ben Regierungen noch unzureidenb, um den Gefahren zu begegnen, welche fie von dem constitutio= 3m Jahr 1834 murbe auf einer neuen Dinellen Leben fürchteten. nisterconferenz zu Wien beschlossen, auch die Rechtspflege zum Dienste biefer Reactionspolitit brauchbar ju machen. Für bie Streitigfeiten amifchen Regierung und Stanben murbe ein Bunbesschiebsgericht bestellt, aber bessen Besetzung und Berfahren so georbnet, bag bie Regierungen ziemlich ficher maren, alle Prozesse mit ben Stanben zu gewinnen. Das Inftitut mar beshalb ein tobtgeborenes Ding, von bem bie Stande nichts miffen wollten und beffen bie Regierungen im Befite ber Uebermacht entrathen konnten. Wieber murben in Wien Berabrebungen getroffen, um bas Bubget: und Steuerbewilligungsrecht ber Rammern nieberzubruden, die freie Wahl ber Deputirten burch Urlaubsverweigerungen ju beschränten, ber freien Meinungsaußerung in den Rammern Fesseln anzulegen, die Censur zu verschärfen, die Lehrfreiheit auf ben Universitäten zu hemmen, die Verbindungen unter ben Studirenden zu verhindern, bas Wandern ber Gefellen zu erschweren und die ganze Dichterschule bes jungen Deutschland zu achten. Bei solder winterlicher Temperatur tonnte bas Berfaffungsleben uur wenig Bluthen treiben und teine schmadhaften Früchte bringen. In biefer gangen langen Periode ber Bundespolizei gab es nur Gine große nationale Schopfung, welche aber nicht als Wert bes Bunbes, sonbern trot ber Einsprache ber Bunbesstaaten unter bem Schute Breugens allmählig heranmuchs, ber beutsche Bollverein.

Bor ben furchtbaren Stoken ber europäischen Revolution vom Jahr 1848, welche bie Bunbesbehörben meber vorgefeben noch mit ihren qualerifden Bolizeimitteln zu verhindern vermocht hatten, zerfiel bie ganze Autorität des Bunbestags in Trummer. Im Jahr 1847 endlich hatte Preugen durch Berufung bes vereinigten Landtags fich von der frühern absoluten Regierungsweise losgesagt. Sest aber erkannten Preußen und Desterreich in ber Reprasentativverfassung, welche fie mahrend brei Jahrzehnten befampft hatten, ihre eigene Ret-Indessen scheiterten die Versuche, die beutsche Gesammtverfasfung nach ben Grunbfagen ber conftitutionellen Monarchie umgubils ben, an bem Begenfat ber beiden Grofmachte, an bem Biderftreben ber mächtigern Mittelstaaten und an ber politischen Unreife ber Ra-Als Preugen burch Defterreich und tion felbst und ihrer Bertreter. seine Berbunbeten in Olmut gebemuthigt marb, murbe ber begrabene Bunbestag wieber auferwect und mit ihm die Politit bes bunbespolizeilichen Drucks. Freilich mar biefer Druck nicht mehr fo heftig, wie por ber Revolution. Wenigstens bie eine ber beiben Grogmachte, Breugen, behielt boch die neue Reprafentativverfaffung bei und bas

tingen ber beiben Bormächte um die Führung von Deutschland war och gelegentlich auch der Freiheit günstig. Aber den besten und den inzigen Ruhm, dessen sich der alte Bund zuvor erfreut hatte, den tuhm, daß er den Frieden von Deutschland bewahrt habe, verscherzte er zuletzt noch gründlich. Seine Unfähigkeit, das gerechte Bersangen einer großen Nation zu befriedigen und den Geist der Zeit zu erstehen, führte schließlich den großen Bürgerkrieg herbei, welcher seinem

ruchtlojen Dafein ein unruhmliches Enbe machte.

In Folge bieser weltgeschichtlichen Ereignisse befindet sich das Broßherzogthum Baden zum ersten Mal in einer souveranen Lage, ihne den Halt eines größeren Staatsverdands. Zwar sind wir in virthschaftlicher Hinsicht durch die Zollunion mit dem mächtigen tordbeutschen Bund geeinigt und militärisch in Folge des Schutzend Trutzbundnisses mit Preußen und dem nordbeutschen Heere eng verbunden. Aber beide Verbände haben vorerst nur die Bedeutung weier starter Klammern, welche unser Land mit dem nordbeutschen Reiche zusammenhalten. Sie können den Mangel einer politischen Einigung nicht ersetzen, sondern lassen verselben nur empfindlicher us ein unsicheres und unzureichendes Provisorium verspüren.

Es liegt nicht in unfrer Dacht, den Gintritt Babens in ben norbbeutschen Bund in diesem Momente burchzuseten, wodurch bann jugleich unfere Landesverfaffung grundliche Aenberungen, aber teine Berichlimmerung erfahren murbe. Aber in ber 3mifchenzeit, bis bas oon Furst und Bolt ersehnte Ziel einer Ginigung auch bes Subens mit bem fest geschlossenen Gesammtkorper bes beutschen Rorbens erreicht sein wird, haben wir uns durch treue Bewahrung unsers zuten Verfassungsrechts und einzichtige Ausbilbung feiner Reime, als einen politisch mundigen und tüchtigen beutschen Bolksstamm zu erweisen, bessen Aufnahme in den großen beutschen Boltstörver eine werthvolle Erweiterung und Bereicherung feines Lebens bedeutet. Wir wollen nicht, wie unfere Gegner uns vorwerfen, als Knechte, sondern als Freie, nicht als eine aufgelöste, von jedem Binbe bewegte Menge, fondern als ein in conftitutionellem Leben erfahrenes und in der Selbstverwaltung genbtes Glied in die Gemeinicaft bes beutschen Boltes eintreten und an beffen riejenhaftem Aufgang einen ehrenvollen Antheil nehmen auch burch unsere Arbeit und unsere Ovier.

Wenn die hentige Verfassungsfeier unsern Willen stärkt, diese nationale Pflicht zu erfüllen und uns der herrlichen Bestimmung des bentschen Bolkes in dieser schweren Uebergangsperiode murdig zu erweisen, dann durfen wir ebenso hoffnungsvoll und frendig der Zukunft entgegensehen, wie wir uns der Erinnerung an die Schöpfung vor

funfaig Rabren bantbar erfrenen. Es geschehe alfo.

the state of the s africate would constitute the frame? east or sample office and resident replacement to the contract of the contract stern configurations at fattle common one work made the seas and waster alleged with the present of the distribute many fall adaptions of contract manyone in the conmany in order of many to the tent of the contract of the contr and the species and the second of the second Photo As of the China Section, some Ash marketing of the same of the s and the state of t more than the contract the same than AND THE PARTY OF T 100 - 10 miles - 100 - 100 miles - 100 - 100 miles - 1 THE THE PARTY OF T -reservoir and the second of the company that the adjust and when the property of the remendation of growth, and agreement agreement provided the second of the sec water to the same of the same and the supplemental the second control of the second and with the state of the more than the state of the party chi ade nealle (sume con et com

